



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 010 586 444



HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

55
12 ✓

Buuy
g/ae

INSTITUTES COUTUMIERE

7

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET
RUE DE VAUGINARD, 9

INSTITUTES COUTUMIÈRE

Loysel
D'ANTOINE LOYSEL

OU

MANUEL DE PLUSIEURS ET DIVERSES RÈGLES, SENTENCES
ET PROVERBES, TANT ANCIENS QUE MODERNES
DU DROIT COUTUMIER ET PLUS ORDINAIRE DE LA FRANCE

AVEC LES NOTES

D'EUSÈBE DE LAURIÈRE

Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée

Antoine Loysel par Jacques
PAR M. DUPIN

Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats
Procureur général à la Cour de cassation, membre de l'Institut, etc.

René de laurière
M. ÉDOUARD LABOULAYE

Avocat, membre de l'Institut

Tome second

2



PARIS

VIDECOQ PÈRE ET FILS, LIBRAIRES

1, PLACE DU PANTHÉON

DURAND, LIBRAIRE

3, RUE DES GRÈS

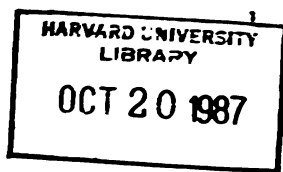
LEIPSIG, FRANCK ET MICHELSEN

1846

~~15.6~~
~~150.28~~

Fr 150.28 (2)

1872, Dec 26
Hind Fund



INSTITUTES COUTUMIÈRES

OU

MANUEL

DE

PLUSIEURS ET DIVERSES RÈGLES, SENTENCES ET PROVERBES,
TANT ANCIENS QUE MODERNES,
DU DROIT COUTUMIER ET PLUS ORDINAIRE DE LA FRANCE.

LIVRE IV.

TITRE PREMIER.

DE RENTES.

V. ma *Dissertation sur le tenement de cinq ans*, où j'ai traité au long et exactement de leur origine et de leur progrès.

* Davol. — Les rentes sont des redevances annuelles dues soit à cause de la jouissance d'un héritage, soit pour un capital en argent, aliéné au profit du débiteur.

La principale division des rentes est en *foncières* et *constituées*. Les *rentes foncières* sont celles qui sont dues à celui qui a été autrefois seigneur ou propriétaire de l'héritage sur lequel elles sont assignées, lesquelles ont été imposées lors de la tradition du fonds, et doivent être payées par le détenteur. V. Loyseau *De la distinction des rentes*, liv. 1, chap. 1 et 3. Ces rentes sont très-anciennes en France; Brodeau, sur l'art. 94 de la coutume de Paris, observe que de tout temps et ancienneté elles ont été usitées.

Les *rentes constituées* sont celles qui sont créées par un simple contrat, soit pour un capital en argent, soit pour le prix d'une chose vendue. On les appelle autrement *rentes volantes*, et en quelques coutumes *rolages*, parce qu'elles ne suivent pas le fonds, comme les rentes foncières. Ces rentes qui ont été imaginées pour tirer profit de l'argent, sans contrevenir au précepte du prêt gratuit, étaient autrefois inconnues. Quelque temps après qu'elles eurent été pratiquées, on douta de leur validité; mais elles furent autorisées par des constitutions des papes Martin V et Calixte III, des 2 juillet 1420 et 6 mai 1455, qui sont les extravagantes *Regimini*, rapportées au liv. III des *Extra. comm.*, tit. de *Empt. vend.* Et quoique ces constitutions n'eussent été faites que pour l'Allemagne, elles ont été étendues par l'usage aux autres états de la chrétienté, où l'on a reçu les rentes volantes pour la nécessité du commerce de l'argent. que le prêt gratuit rendait impraticable. *

I.

505. On met sa terre en gagnage par baux à rente, cens ou fief.

C'est-à-dire, que c'est mettre à *profit* des terres, que de les bailler à cens, à rente ou en fief. * *Gainage*, dit Rastail, est *questus sive lucrum*, mais il signifie plus proprement le profit qui vient du tillage (c.-à-d. de la culture) de la terre. *

PAR BAUX A RENTE, CENS. Chart. v et. circa an. 1287, apud Malbrancquum de Morinis, t. III, lib. II, cap. 89, pag. 657 :
 « Ego Theodoricus, Dei gratia, Flandriæ Comes, et Philippus
 « una Filius meus, solitudinem Reningensem victui nostro spe-
 « cialiter deputantes, sub annuali censu, agricolis excolendam
 « donavimus, etc. »

II.

506. Les rentes sont réelles et immobilières; les arrérages, personnels et mobilières.

* Davot. — Il était nécessaire au commencement pour la validité des rentes constituées à prix d'argent, qu'elles fussent assignées sur des fonds qui pussent en produire le revenu annuel et auquel elles demeuraient attachées, et c'est là ce qui les faisait regarder comme des immeubles.

Dans la suite, les rentes personnelles furent approuvées, suivant

l'avis du célèbre Dumoulin, par un arrêt du parlement de Paris du 10 mai 1557, qui a été reçu comme règle générale; en sorte que les héritages du débiteur y sont seulement hypothéqués.

Cependant ces rentes ont continué d'être considérées comme immeubles dans la plupart des coutumes. *

Les rentes étaient *réelles*, quand elles étaient assignées ou assises sur des fonds, parce que c'était les fonds qui les devaient, et non les personnes; mais étant dues à présent par les personnes, et les fonds n'y étant plus qu'hypothéqués, elles sont plus *personnelles* que *réelles*. V. la *Dissertation sur le tenement de cinq ans*, chap. 2, pag. 21, où l'on a traité à fond de l'origine et du progrès des rentes; Desmares, décis. 277; Louet, lettre A, somm. 15.

IMMOBILIAIRES. Paris, 94. En quelques coutumes elles sont réputées meubles. V. la coutume de Reims, art. 18; Troyes, 66, etc. Bretonnier, en ses *Questions de droit*. V. *Rentes*. *

III.

507. En succession ou partage de rentes constituées sur particuliers, on regarde le domicile de celui auquel elles appartiennent : en celles du roi, la ville sur laquelle elles sont assignées.

ON REGARDE LE DOMICILE DE CELUI AUQUEL ELLES APPARTIENNENT. * Davol. — Voici une nouvelle preuve que les rentes sont plus personnelles que réelles, puisqu'on juge de leur nature par la coutume du domicile du créancier auquel elles sont dues, au lieu qu'en matière réelle c'est la situation des lieux qui détermine. La raison de régler la nature des rentes par le domicile du créancier est, qu'étant dues par les personnes, elles n'ont aucune situation qui emporte réalité et ne peuvent résider que dans la personne du créancier, de même que les meubles, qui suivent le domicile de celui à qui ils appartiennent. * Louet, lettre R, nombre 31. En Normandie, il y a une jurisprudence contraire. V. Basnage, dans son commentaire sur l'art. 329 de la coutume de Normandie.

CELLES DU ROI. * Davol. — Les rentes sur le roi sont de nature différente de celles sur les particuliers. Ces dernières n'ont ni assiette ni situation, les autres sont assignées sur certaines finances ou revenus, ou sur des villes, et doivent être payées en des bureaux certains. C'est pour cela qu'on les regarde comme des immeubles. *

IV.

508. Le prix de la rente constituée était au denier douze, par l'ordonnance du roi Charles VII, de l'an 1441, réductible et rachetable à ce prix s'il n'apparoissoit du contraire.

AU DENIER. On appelle denier en matière de rente le taux du produit annuel comparé avec le principal, par exemple le denier vingt se dit lorsque vingt rendent un par an, c'est 5 pour 100.

AU DENIER DOUZE. V. Dumoulin, dans son traité français des *Usures*, n^{os} 82, 83 et 111.

V.

509. Maintenant, par l'ordonnance du roi Henri IV, elles sont réduites au denier seize.

Davot. — On voit dans la première des extravagantes *Regimini* que les rentes que le pape Martin V approuva se constituaient au denier dix, onze, douze, treize et quatorze. Nos rois ont jugé plus convenable de rendre le denier, ou revenu annuel, fixe; mais il a varié suivant les temps et a diminué à mesure que l'argent est devenu plus commun. Charles VII, par son ordonnance de 1441, voulut que les rentes sur les maisons pussent être rachetées au denier douze. François I^{er}, en 1539, au denier quinze s'il n'apparaissait du prix pour lequel la rente avait été constituée. Charles IX, en 1567, ordonna qu'elles ne pourraient être constituées à plus haut prix que le denier douze. Henri IV, par édit du mois de juillet 1601, les réduisit au denier seize. Louis XIII, par l'art. 151 de l'ordonnance de 1629, défendit de recevoir plus haut intérêt que celui du denier seize, sous peine de confiscation des sommes principales, et d'amende en cas d'usure excessive. Louis XIV, par édit de décembre 1665, les mit au denier vingt; l'édit du mois de mars 1720, fait pendant le système de Law, les avait réduites au denier cinquante; un autre, du mois de juin 1724, les ramena au denier trente; un édit du mois de juin 1725 les rétablit au denier vingt [et enfin un édit du mois de juin 1766 les réduisit au denier vingt-cinq, taux qui s'est maintenu jusqu'à la révolution].

VI.

510. Toute rente constituée en grain ou autre espèce est réductible à argent, selon le prix qu'elle a été vendue, par l'ordonnance de l'an 1565.

Troyes, art. 67, etc. V. ci-dessus, liv. I, tit. I, règle LXXVII.

PAR L'ORDONNANCE DE L'AN 1565. * Cette ordonnance a été faite à Tours par le roi Charles IX et a eu pour but d'empêcher qu'on n'éludât les ordonnances en stipulant une redevance en grain plus forte que l'intérêt légal. * V. la *Conférence des ordonnances*, l. IV, l. 7, § 36.

VII.

511. Rentes constituées à deniers sont rachetables à toujours.

Anciennement les rentes constituées à prix d'argent étaient non rachetables ; mais Pie V, par sa bulle de l'an 1570, qu'il fit à la sollicitation et par les conseils du célèbre docteur Novarre, avant ordonné qu'à l'avenir elles pourraient toujours être rachetées. l'ancien droit des rentes a été changé à la réformation de nos coutumes. V. le chap. 2 de la *Dissertation sur le tènement de cinq ans*, où l'on a traité au long cette matière.

VIII.

512. Mais faculté de rachat de rentes procédans de bail d'héritages, se prescrit par trente ans.

* Parce que, comme le dit Pocquet de Livonnières, *de leur nature*; les rentes foncières de bail d'héritages ne sont pas rachetables ; si donc, par exception, elles ont été stipulées rachetables, c'est une faveur singulière, et qui se prescrit par trente ans. *

Paris, art. 120. V. la *Conférence* et les commentateurs, et de La Thaumassière, sur l'art. 11 du titre des *Prescriptions* de la coutume de Berry. * Coquille, *Quest.* 260 et 261 ; Louet et Brodeau, lettre P, chap. 21 ; * et ci-après, liv. V, tit. III, de *Prescriptions*, règle IX.

IX.

513. Si la rente étoit constituée au denier dix, elle seroit réductible : si au-dessous du denier dix, usuraire.

V. Dumoulin, dans son traité français *des Usures*, q. 83, au commencement, d'où cette règle est prise.

X.

514. Rentes foncières sur héritages, dues aux ecclésiastiques, ne sont rachetables, ores qu'elles fussent dues sur maisons de ville, même de Paris. Les ordonnances des rois François I^{er} et Henri II ayant, pour ce regard, été révoquées par celle du roi Charles IX, suivie et confirmée par les arrêts.

RENTES FONCIÈRES. V. l'art. 121 de la coutume de Paris, postérieur à la déclaration de Charles IX, qui étoit de l'année 1559 : Brodeau, sur ce même article, n^o 3 ; sur Louet, lettre R, n^o 32 ; et l'édit d'Henri IV, de l'an 1606, art. 20.

ORES QU'ELLES FUSSENT DUES SUR MAISONS DE VILLE, MÊME DE PARIS. On suit la décision de l'art. 121 de la coutume de Paris, qui décide que ces rentes sont à toujours rachetables, si elles ne sont les premières après le fonds de terre. Orléans, 170. Quant aux legs pignoyables, V. l'art. 122.

ORDONNANCES DES ROIS FRANÇOIS I^{er}, etc. de 1539, 1552 et 1553.

XI.

515. Vente d'héritages à faculté de rachat à vil prix, duquel l'acquéreur reçoit profit ou rente, à la raison de l'ordonnance, par bail à ferme par lui fait à son vendeur, est réduite à rente rachetable. Et si tel contrat étoit fait par gens qui fussent coutumiers d'usurer, il seroit réputé usuraire.

VENTE D'HÉRITAGES. La vente d'héritages à faculté de rachat à vil prix, est souvent un mort-gage, ou une antichrèse qui est usuraire ; et, quand il y a bail fait au vendeur, c'est ce qu'on appelle un *contrat pignoratif*, qui est aussi usuraire. V. ci-dessus, liv. iii, tit. vii, règles i et ii.

EST RÉDUITE A RENTE RACHETABLE. V. Louet, lettre P, somm. 10. Brodeau en cet endroit, et la *Dissertation sur le tenement de cinq ans*, chap. 4 et 5.

XII.

516. De rentes constituées, on ne peut demander que cinq années d'arrérages, par l'édit du roi Louis XII.

* Pocquet de Livon., *Règles du Droit français*, liv. iv, chap. 3, 18 : « Les années précédentes sont couvertes par la fin de non-recevoir, sans que le débiteur soit obligé d'alléguer paiement, ni de s'en purger par serment. »

V. l'art. 71 de l'ordonnance de Louis XII de l'an 1510 ; La Marche, art. 177.

XIII.

517. Rentes inféodées non rachetables sont réputées féodales : toutes les autres sont roturières, ores qu'elles soient vendues et constituées sur fief.

Le vassal, en aliénant une partie de son fief, peut se réserver dessus une rente non rachetable. Si le seigneur y consent, le fief sera diminué à proportion de la rente, et le vassal qui se la sera réservée, en fera foi et hommage ; ainsi cette rente sera féodale, parce qu'elle sera un fief ou une partie de fief. Dans le temps que les rentes constituées à prix d'argent étaient non rachetables, elles ne pouvaient, par cette raison, être assignées sur des fiefs sans le consentement des seigneurs dominants ; et quand ils l'avaient donné, les acquéreurs des rentes en devaient la foi et l'hommage ; mais aujourd'hui que toutes les rentes constituées à prix d'argent sont rachetables, elles ne sont plus nobles ni féodales, quand même elles seraient constituées sur des fiefs. V. la *Dissertation sur le tenement de cinq ans*, chap. 4 ; l'art. 193 de la coutume du Vermandois ; celle de Châlons, art. 127 ; de St-Paul, art. 15 ; Bouteiller, dans sa *Somme*, p. 479, ligne 33 ; et l'art. 85 de la coutume d'Amiens, avec les Commentaires de Deheu et de Dufrésne.

ORES QU'ELLES SOIENT VENDUES ET CONSTITUÉES SUR FIEF. C'est-à-dire, quoiqu'elles soient assignées et imposées sur un fief : ainsi quand une rente aurait été constituée à prix d'argent avant deux ou trois cents années, quand on en aurait fait plusieurs fois hommage, et quand elle aurait été donnée plusieurs

fois en aveu et dénombrement, elle aurait cessé, depuis la bulle de Pie V, d'être féodale, parce que cette bulle, qui a été reçue dans tout le royaume, a déclaré toutes les rentes constituées à prix d'argent, rachetables à perpétuité. V. ci-dessus, liv. 1, tit. 1, règle LXXVII.

Il y a ici une remarque importante à faire, c'est que, quand un vassal baille son fief, ou une partie de son fief, à rente foncière, si, par ce bail, il fait sa condition bonne, parce qu'il augmente son bien, le seigneur dominant ne peut refuser d'inféoder cette rente foncière retenue, parce que, selon la règle première de ce titre, il ne peut empêcher son homme de mettre sa terre en gagnage. Mais si le vassal fait le bail à vil prix, et pour y gagner, selon l'art. 51 de la coutume de Paris, il ne le peut que *par jeu de fief*, c'est-à-dire, en garantissant, sous son hommage, la partie de son fief qu'il aliène ainsi; et pour lors la rente retenue, quoique foncière et non rachetable, est roturière et non noble, parce qu'elle n'est pas inféodée par le seigneur dominant, à qui elle est inconnue. V. Bacquet, *des Francs-fiefs*, chap. 7, n° 8 et 9; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 29, pag. 209, lign. 13, 14 et 15; ce que j'ai remarqué sur les art. 99, 100, 101 de la coutume de Paris, et dans ma *Dissertation sur le tenement de cinq ans*.

XIV.

518. Tous détenteurs, propriétaires et possesseurs d'héritages chargés de rentes, sont tenus personnellement et hypothécairement, payer les arrérages de leur temps, et les précédens hypothécairement. Ce qui ayant été premièrement introduit pour rentes foncières, et réalisées ou nanties, a été depuis étendu aux rentes constituées et rachetables, et, par aventure, mal-à-propos.

Cette règle est tirée de la coutume de Paris, art. 84, 85; des *Coutumes notoires*, art. 43; et de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 25 et 35, pag. 145, 149.

PERSONNELLEMENT. Cela était vrai anciennement, quand les rentes constituées à prix d'argent étaient non rachetables; parce qu'alors il fallait en faire la foi et l'hommage si elles étaient assignées sur des fiefs, ou en prendre saisine, si elles étaient assises sur des héritages en roture. Et comme les inféodations et les ensaisinevements étaient alors publics, tout acquéreur était

présupposé avoir connaissance des rentes assignées sur les héritages nobles ou roturiers qu'il achetait, et il était, par cette raison, tenu personnellement de ces rentes. Mais ce droit étant aboli, les tiers-acquéreurs des héritages chargés de rentes constituées, n'en sont plus tenus personnellement. V. les notes qu'on a faites sur les art. 84, 85 et 86 de la coutume de Paris; le chap. 2 de la *Dissertation sur le tenement de cinq ans*; l'art. 145 de la coutume d'Amiens, et l'art. 154 avec le Commentaire de Dufresne, et *supra*, t. I, les règles n^{os} 462 et 501.

XV.

519. L'effet de l'obligation personnelle est que le détenteur en peut être exécuté en tous ses biens; et de l'hypothécaire, que l'héritage obligé peut être saisi et adjugé, sans qu'il soit besoin de discuter ceux du principal obligé.

SANS QU'IL SOIT BESOIN DE DISCUTER. Cela était vrai quand les rentes constituées à prix d'argent étaient non rachetables et, quand les inféodations et les ensaisiements étaient publics. Les acquéreurs qui étaient présumés avoir acquis les héritages, à la charge des rentes qui y étaient assises ou assignées, en étaient tenus personnellement; mais tout ce droit étant aboli, il est juste que les tiers-acquéreurs puissent opposer la discussion. Ainsi cette règle n'est plus que pour les rentes foncières. V. Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. III, chap. 8, n^{os} 9, 10, 11, etc.

XVI.

520. Néanmoins les détenteurs s'en peuvent décharger en déguerpissant : voire même les preneurs à rentes, et leurs hoirs, sinon qu'il y eût promesse de fournir et faire valoir.

Déguerpir. V. le *Glossaire du Droit français*, sur ce mot.

LES PRENEURS A RENTE NON RACHETABLE ET FONCIÈRE : car, s'il y a faculté de rachat, le fonds sur lequel la rente a été retenue ou réservée étant réputé vendu, selon l'art. 78 de la coutume de Paris, le débiteur et propriétaire ne peut s'en libérer qu'en la remboursant. V. Beaumanoir, chap. 24, n^o 11; les art. 109, 110 de la coutume de Paris; et Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. IV,

chap. 4 et 5, et liv. v, chap. 10 et 11; l'art. 198 de la coutume de Touraine, avec les notes de Pallu.

XVII.

521. Tout déguerpissement se doit faire en justice.

TOUT DÉGUERPISEMENT SE DOIT FAIRE EN JUSTICE. Si c'est le débiteur ou preneur à bail à rente non rachetable qui fait le déguerpissement, s'il est d'accord avec le bailleur ou créancier, le déguerpissement se peut faire hors jugement, et le bailleur rentre ainsi dans la propriété et la possession de son fonds, sans que, de cette résolution, il soit dû aucuns droits seigneuriaux, ainsi que du bail.

Si le preneur a fait des augmentations, ne pouvant forcer le bailleur à les prendre, il faut, si le bailleur n'en veut pas, qu'il les perde ou qu'il les emporte sans détérioration ou diminution du fonds; mais si le bailleur les prend en paiement, il en doit les lods et ventes: si c'est un tiers-détenteur qui déguerpit, il est de règle que le déguerpissement se fasse en jugement, afin que le créancier puisse faire créer un curateur à l'héritage délaissé et vacant, et le faire vendre et adjuger par décret pour être payé de ce qui lui est dû. V. la règle suivante et la dix-neuvième; Paris, art. 109; Loyseau, *du Déguerpissement*, liv. v, chap. 1, n° 5, 6 et 7.

XVIII.

522. Le preneur, ou son héritier, qui déguerpit, doit payer les arrérages passés, l'année courante et un terme de plus.

Cette règle est tirée de l'art. 20 de l'ordonnance de Charles VII, de l'an 1441. V. Beaumanoir, chap. 24, n° 10; Desmares, décision 124, 125, 183; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 33, page 217; les *Coutumes notoires*, art. 97, 98; et les art. 109 et 110 de la coutume de Paris. * Lhommeau, III, max. 320. *

XIX.

523. Le tiers-détenteur, déguerpissant après contestation, est quitte en rendant tous les fruits qu'il a perçus;

et après jugement, en payant les arrérages échus de son temps.

Celui qui, *avant contestation*, déguerpit un héritage chargé de rente, n'en doit aucuns arrérages, pas même ceux qui sont échus de son temps. Paris, art. 102.

Après contestation, il doit les arrérages échus de son temps, jusqu'à concurrence des fruits, ou rendre les fruits.

Et après le jugement, il doit tous les arrérages, soit échus de son temps, ou avant; et il n'en est point quitte en rendant les fruits. V. l'art. 103 de la coutume de Paris; et Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. v, chap. 11, n° 2.

XX.

524. Les seigneurs censiers et rentiers peuvent procéder par saisie sur les héritages sujets à cens et rentes, laquelle tient pour les trois dernières années prétendues et affirmées par le seigneur, nonobstant opposition, tant suivant l'ordonnance de Charles IX, de l'an 1563, que plusieurs coutumes anciennes et modernes.

L'édit du mois de novembre 1563, d'où cette règle est prise, est conçu en ces termes :

« Voulons et ordonnons que tous deniers dus pour censives et rentes foncières, et autres redevances de bail d'héritage perpétuel, seront exécutable par saisie des héritages, terres et possessions sujettes auxdits devoirs, et n'auront les possesseurs, sur qui lesdites terres auront été et seront saisies, mainlevée pendant le procès, si aucun se meut, sinon en consignait es mains du saisissant trois années d'arrérages desdites redevances et droits pour lesquels ladite saisie aura été ou sera faite; ou en faisant duement et promptement apparoir avoir payé les cens et rentes dont il sera question par ladite saisie, sans préjudice du droit des parties, et de leurs dépens, dommages et intérêts en fin de cause, etc. »

V. la *Conférence des Ordonnances*, t. I, liv. iv, tit. xvi, p. 701; les art. 86 et 163 de la coutume de Paris; et les *Coutumes notoires*, art. 3. et 81.

XXI.

525. Toutes rentes sont requérables s'il n'est autrement convenu.

* Davot. — On distingue les redevances en *requérables* et *portables* ; les *requérables* sont celles qui doivent être demandées par le seigneur, et qu'il faut aller prendre chez le redevable. Les *portables* sont celles que le possesseur doit porter sans qu'on les lui demande. De droit commun les rentes sont requérables ; mais les titres les rendent ordinairement portables. V. Dumoulin sur Paris, § 12, n^o 105, 106 et 107. *

XXII.

526. L'ajournement fait contre l'un des détenteurs poursuivi pour le tout, sert d'interruption contre les autres.

V. ci-après, liv. v, tit. iii, règle xxix, et la règle xxv de ce titre.

XXIII.

527. Celui qui doit rente foncière ou autre droit seigneurial, pour raison d'aucun héritage, en doit faire vue oculaire à son seigneur, une fois en sa vie, ou lui assigner sa rente sur héritage valable, et lui fournir de déclaration.

Cette règle est tirée de l'art. 178 de la coutume de La Marche. V. la note de Dumoulin, en cet endroit, et ci-après liv. iv, tit. iii, règle c. V. l'ordonnance de 1667, au tit. ix de l'*Abrogation des vues et montrées* ; et Paridein de Puteo, de *Reintegratione feudorum*, cap. 24, p. 29.

XXIV.

528. Le seigneur n'est tenu faire vue à son rentier foncier, ou censier.

Cette règle est prise de l'article dernier de la coutume du Boulleinois. V. la coutume du Loudunois, tit. i, art. 1 et 2 ; Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. ii, chap. 7 ; Mornac, ad leg. 6, D., de *Rei vindicat.* ; Menochium, de *Arbitrariis*, lib. ii, cent. 2, casu 554 ; Brunum, consil. 116, vol. II ; * Lhonneau, *Mar.*, ii,

29; * ordonnance de 1667, tit. ix; et ci-après, liv. iv. tit. II, règle c.

XXV.

529. Rentes sont indivisibles.

Cette règle, fondée sur les principes du droit romain, est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, chap. 37, liv. II, p. 249.

« Si une maison ou autre héritage qui doit rente est divisée
 • à plusieurs propriétaires, sans le consentement des censiers,
 • ce partage ne portera pas de préjudice aux censiers, qu'ils ne
 • puissent, sur chacune partie, quelque petite qu'elle soit,
 • prendre leur rente comme auparavant; car les propriétaires
 • sont tenus de payer les arrérages réels, et en peuvent être
 • personnellement poursuivis leurs héritiers. » V. leg. 1, Cod.,
Communia de legatis; la coutume de Lorris, chap. 2, art. 35;
 Bourbonnais, art. 409; L. Moschts, Dig., de *Jure fisci*. V. ci-
 dessus, liv. III, tit. VII, règle XVIII; Bacquet, *des Droits de Justice*,
 chap. 21, n^{os} 214, 245, 246, etc.; et ci-après le tit. II, règle 1,
 avec la note.

Davol. — Cette règle est vraie pour les rentes foncières,
 parce que ce sont des charges réelles qui sont *tota in toto, et*
tota in qualibet parte; mais il n'en est pas de même des rentes
 constituées pour lesquelles l'action personnelle se divise entre
 tous les débiteurs, quoique l'hypothèque demeure indivisible
 sur les biens qui y sont sujets. *

TITRE SECOND.

DE CENS ET CHAMPARTS.

V. ce qu'on a remarqué sur le tit. II de la coutume de Paris;
 le *Glossaire du Droit français*, V^o *Cens et Champart*; Lhom-
 meau, *Mar.*, II, 21; * et ce que Potgiesser a ramassé sur cette
 matière dans son traité de *Conditione et statu servorum*, liv. II,
 chap. 4, de *Censu, aliisque servorum prastationibus*.

I.

530. Le cens est divisible.

* Pocquet de Livonnières, *Règles du Droit français*, liv. II,
 II.

tit. iv, chap. 3, art. 7 : « Il y a des coutumes où le cens est divisible ; de droit commun, il est solidaire et indivisible. » *

Orléans, ancienne coutume, art. 129; nouvelle, art. 120; Blois, art. 129; Dunois, art. 46; Lorris, chap. 2, art. 36; et la *Conférence des coutumes*, p. 337.

Les rentes constituées à prix d'argent sont personnelles, comme on l'a remarqué ci-dessus, liv. iv, tit. i, règle ii, et parce que les fonds y sont hypothéqués, elles sont indivisibles comme leur hypothèque qui est indivisible (1). V. la règle xviii, tit. vii, liv. iii.

Mais le cens est dû par les fonds, d'où il s'ensuit que les fonds étant divisés, il faut que le cens le soit aussi, et par conséquent il est vrai de dire que le cens est divisible; ce qui se pratiquait ainsi chez les Romains. V. leg. ult., Cod. Theod., *Sine censu*, lib. xi, tit. iii; leg. 1, Cod., de *Collation. fundor. patrimon.*; leg. 2, Cod., de *Debitoribus civitatis*; cap. *Constitutus*, Extra., de *Religios. domibus*; La Lande, sur l'art. 120 de la coutume d'Orléans; et Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. ii, chap. 11.

De là, il s'ensuivrait que les rentes foncières seraient aussi divisibles, parce qu'elles sont réelles ou dues par les fonds; cependant, suivant la règle dernière du titre précédent, elles sont indivisibles, à cause de l'intérêt que le seigneur a d'être payé de sa rente, qui est souvent un revenu assez fort; au lieu que dans le cens qui est très-modique, et qui est seulement du *in recognitionem domini*, il n'y a point de profit.

Il y a néanmoins des coutumes où le cens est indivisible, comme celles du Bourbonnais, art. 410, 411; du Poitou, art. 192; du Berry, tit. vi, art. 31; du Nivernais, tit. v, art. 12; et la décision de ces dernières coutumes, qui fait le droit des cens uniforme avec celui des rentes foncières, est plus régulière. * C'est la commune observance de France, dit Davot, qui s'appuie sur Coquille, *Institution au Droit français*, tit. de *plusieurs droits communs aux tenures féodales, censuelles et autres*. * V. Dumoulin, sur la coutume de Paris, § 55, glose 4, n^{os} 28, 29, 30, 31, 32, 33, etc.; ci-après, liv. iv, tit. iii, règle lxxxix; la règle iv de ce titre; Charondas, sur l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 250; * Lhommeau, *Max.*, ii, 22. * Brodeau, sur le titre des *Censives*, n^o 19.

(1) Davot est d'opinion contraire, V. *supra*, règle n^o 529.

II.

531. Le cens n'est requérable, ains rendable et portable.

LE CENS N'EST REQUÉRABLE. C'est-à-dire que, sans le requérir ou le demander à ceux qui le doivent, ils sont tenus de le porter aux lieux et jours que dus sont, à peine d'amende. V. * Beaumanoir, chap. 30, n° 72 ; * l'art. 85 de la coutume de Paris ; Melun, art. 106, 114 ; Sens, lit. iv, art. 20, 22 ; Étampes, chap. 2, art. 19, 50 ; Dourdan, lit. ii, art. 51 ; Amiens, art. 199, etc. ; * Lhommeau, *Max.*, ii, 21. *

Il y a néanmoins quelques coutumes où le cens est requérable, comme celles d'Orléans, art. 33 ; du Maine, 196 ; de Chartres, chap. 20, art. 112 ; Blois, art. 113, 114 ; c'est-à-dire que, dans ces coutumes, le cens doit être requis et demandé, afin que l'amende soit due ; mais le cens y est toujours rendable et portable, comme dans les autres coutumes. V. la règle XXI du titre précédent.

Quoique régulièrement le chef-cens soit portable au lieu où il est dû, cependant il doit être payé selon la coutume du lieu où les fonds qui le doivent sont assis ; ce qui a été très-bien remarqué par Masuer, ancien praticien français, chap. 32, de *Solutionibus*, nomb. 9 : « Census debent solvi ad mensuram loci ubi debentur ; et idem si ex alia causa debeatur illud quod consistit in pondere, vel mensura. Et hoc nisi usus vel conventio obsistant ut not. cap. ex Parte, et cap. Cum olim, de Censibus ; et leg. Imperatores, D., de Contrah. emptione, etc. » V. ci-dessus, liv. iii, lit. iv de *Vente*, règle XIX ; et ci-après, au tit. des *Fiefs*, la règle n° 594.

III.

532. Droits de cens et du premier fonds de terre dus au seigneur direct ne se perdent, ni par le temps, ni par décret.

* Mais la quotité et les arrérages du cens peuvent se prescrire.

Paris, art. 121, 355, etc. V. les commentateurs ; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. ii, chap. 10, p. 107. * Lhommeau, *Max.*, ii, 26. *

* Le droit des censives est de même origine et de même nature que le droit des fiefs ; la censive comme le fief est un dé-

membrement de domaine éminent, et le censier comme le vassal n'est que le tenancier, et, en quelque façon, le fermier du seigneur concédant; il ne peut donc prescrire contre son seigneur, puisqu'il possède pour lui.

IV.

533. Cens sur cens n'a point de lieu.

* Anc. cout. de Bourg., art. 28 : *L'on ne peut mettre censive sur censive, car le premier l'emporte.*

Orléans, art. 122; Bourgogne, chap. 11, art. 3; Auvergne, chap. 29, art. 5; Berry, tit. vi, art. 31; Nivernais, tit. v, art. 10. Le sens de cette règle est que celui qui possède un héritage chargé d'un cens seigneurial ne peut point charger ce même héritage, à son profit, d'un second cens seigneurial, et faire ainsi qu'il y ait en même temps deux seigneurs directs et censiers d'un même fonds, * car il n'est point seigneur du fief. Il ne peut aussi, selon quelques-uns, le charger d'une rente foncière non rachetable, parce qu'il ne peut pas diminuer son héritage au préjudice de son seigneur. Cependant, en plusieurs coutumes, l'héritage tenu à cens peut être baillé à croix de cens, * dit aussi *surrens* ou *gros cens*, * c'est-à-dire augmentation de cens, ou second cens non seigneurial, et rente foncière, n'emportant point lods et ventes, ni directe seigneurie. V. Joannem Fabrum, ad § *Adeo*; Institut., de *Locat.*, n° 6; Molinæum, ad consuetud. Arvernæ, tit. xxi, art. 4; ad consuet. Paris., § 73, gloss. 1, n° 23, et ead. gloss., quæst. 2; et Beaumanoir, chap. 34, n° 20; * Lhoinneau, *Max.*, n, 21.

Lorsque celui qui possède un héritage chargé de cens le baille à rente foncière non rachetable, il faut remarquer que, si la rente est vendue ensuite par celui qui l'a retenue, les lods et ventes en sont dus au seigneur, suivant l'art. 87 de la coutume de Paris; et les lods et ventes lui sont aussi dus de l'héritage, lorsqu'il est vendu à la charge de la rente. Joignez les articles 99, 100 et 101 de la coutume de Paris; de La Thaumassière, sur l'art. 31 du tit. vi de la coutume du Berry; Charondas, sur l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 249, 250.

V.

534. Le propriétaire ne peut tellement empirer l'héritage tenu à cens, qu'il ne s'y puisse percevoir.

Troyes, art. 78; Montargis ou Lorris, tit. II, art. 42. V. le Commentaire de La Thaumassière, en cet endroit; Molinæum, in consuetudines Paris., § 52, gloss. 1, quæst. 5, n° 45, gloss. 2, n° 2 : *Censuarius potest faciem rei ad libitum commutare, dummodo census perceptio non lædatur*; § 58, n° 55; § 74, gloss. 2, n° 2; Covarruviam, *Practicar.*, cap. 37; et Mornacium, ad leg. 13, de *Servitutib. prædior. rusticor.*

VI.

535. Lods et ventes appartiennent à celui qui a la seigneurie la plus proche du fonds.

Lods et ventes. V., sur le sens de ces mots, Galland, *France-Allen*, chap. 6; et le *Glossaire du Droit français*.

L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. IV, chap. 5, p. 529, l. 16. Le seigneur qui baille un fonds à cens en est seigneur censier et foncier; et si celui qui l'a pris à cens le baille ensuite à surcens, croix de cens, ou rente foncière, il en est aussi, en quelque façon, seigneur foncier. A qui de ces deux seigneurs appartiendront les lods et ventes, si le fonds est vendu? Cette règle décide qu'ils appartiendront à celui qui a la seigneurie la plus proche du fonds, c'est-à-dire à celui qui a donné le fonds à la charge du cens, qui est la première charge; au lieu que le surcens n'est que la seconde. C'est celui à qui le cens est dû, ou la première charge, qui a la seigneurie la plus proche du fonds, c'est lui qui est le chef-seigneur, c'est lui qui est le seigneur très-foncier, et c'est à lui, par conséquent, que les ventes sont dues. V. Molin. in consuet. Paris., § 55, gloss. 4, n° 1, 2 et 3; Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. I, chap. 5, n° 11, 12; Bailli, des *Lods et Ventes*, chap. 14, p. 8 et 9.

VII.

536. En ventes d'héritages tenus à cens, soit purs et simples, ou à faculté de rachat, par décret ou autrement,

et en baux à rente rachetable, sont dus lods et ventes dès lors du contrat.

* Orléans, ancienne coutume, art. 126.

EN VENTES D'HÉRITAGES. Parce que, *dès lors du contrat, la vente est parfaite, pure et simple, quoiqu'elle puisse être résolue sous condition*. V. leg. 2, D., *de in diem addicione*, et leg. 1, D., *De lege commiss.*; ci-dessus, liv. III, tit. IV, règle XX; d'Argentré, *de Laudimiis*, cap. 3 et 4; * Bacquet, *des Droits de Justice*, chap. 12, n° 4; * Gaspard Bailli, dans son *Traité des Lods et Ventes*, chap. 11, pag. 7, et chap. 12.

* BAUX A RENTE RACHETABLE. Paris, art. 23; Louet, lettre L, chap. 18.*

VIII.

537. Mais non du contrat de rachat, suivant la faculté accordée.

* *D'autant que ce n'est que résolution du premier contrat*, art. 91 des *Cayers* de la coutume de Bourgogne.*

* Orléans, ancienne coutume, 126.* Bourbonnais, art. 406; Chartres, art. 18; la raison est que, la vente étant résolue, la chose, par rapport au vendeur, est comme si elle n'avait pas été aliénée. V. cependant la coutume du Nivernais, au tit. *des Fiefs*, art. 23, avec le *Commentaire* de Coquille.

L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, au titre *de Champart*, dit que : « si aucun vend à aucun autre cent livres, par telle condition que dedans deux ans le vendeur le pourra ravoïr pour le prix, et s'en dessaisit, et en est l'acheteur saisi, en sont les ventes et saisines payées au seigneur; et si advient que, dans le temps accordé, ledit vendeur recouvre son héritage, le seigneur foncier en demande nouvelles ventes et saisines : *quæritur quid juris?* »

« Je crois qu'il n'en paiera nulles, et si suis d'accord que le premier acheteur les deust payer; mais se il eust été sage, il eust mis en ses titres que, si le vendeur le rachetoit, qu'il lui rendist les ventes, quand il reprendroit son héritage, etc. »

IX.

538. Pour rentes foncières non rachetables, volontairement vendues ou délaissées par rachat, sont dus lods et

ventes, comme faisant partie de l'héritage sujet à icelles [et non pour rentes constituées, conformément à l'opinion de Charles du Moulin, suivie par les arrêts et par les coutumes].

Paris, art. 87. V. la note sur la règle iv et le chap. 6 de la *Dissertation sur le tenement de cinq ans*, où l'on a expliqué cette règle. * *Arrêts de Lamoignon*, tit. xii, art. 21. *

X.

539. Pour adjudication par décret, faite pour nettoyer les hypothèques, suivant la convention portée par le contrat de vente, ne sont dus lods ne ventes, sinon en tant que le prix d'icelle excéderoit celui qui avoit été convenu.

* La législation ancienne connaissait deux décrets, le décret forcé qui était une véritable vente, comme est aujourd'hui la vente judiciaire des immeubles, et le décret volontaire qui n'avait d'autre but que de purger les hypothèques, et qui, comme notre purge actuelle, supposait un acte de vente antérieur, et par conséquent des droits de mutation déjà payés. Notre règle décide, que le décret volontaire étant une purge et non pas une vente, il n'est dû en ce cas aucuns droits de lods et ventes; car autrement on paierait deux fois pour une même mutation. V. Du-moulin sur la coutume de Paris, tit. ii, § 57, glos. 1, 12, 22; Bruneau, *des Criées*, 3^e édit., p. 253. *

V. l'art. 84 de la coutume de Paris, avec les Commentaires.
* *Arrêts de Lamoignon*, tit. xii, art. 26. *

XI.

540. En supplément de juste prix; acquisition de plus value, transaction portant délaissement d'héritages, moyennant deniers baillés, sont dues ventes à raison de ce qui est payé, et non plus.

Cette règle est prise de l'art. 401 de la coutume du Bourbonnais, et des art. 4 et 5 du tit. xvi de la coutume d'Auvergne, où il y a : *Sont dues ventes tout ainsi que du prix*. V. les commentateurs; d'Argentré, de *Laudimtis*; q. 19, et Molin., in éds. Paris., § 33, gloss. 2, n° 58.

XII.

541. Pour achat de succession universelle, ne sont dus lods ne ventes.

Cette règle est tirée de la pratique de Masner, tit. *de Solutionibus*, § *Idem emptor* 7. V. leg. 1, Cod., *de Evictionibus*. Nous avons deux coutumes néanmoins qui décident le contraire; savoir : celle du Bourbonnais, art. 396, et celle d'Auvergne, tit. xvi, art. 7. V. les commentateurs; Duplessis, sur le titre du *Retrait lignager*, de la coutume de Paris, chap. 3, p. 315 de la troisième édition, à la fin; Brodeau, sur l'art. 144 de la coutume de Paris, n° 4; la coutume du Loudunois, tit. xv, art. 32; Brodeau, sur Louet, lettre H, somm. 8, n° 4.

Mais si, dans une succession universelle vendue, il y avait des fiefs, comme il y aurait mutation de vassal ou d'homme, il serait juste que l'acquéreur payât aux seigneurs les droits féodaux qui leur sont dus, selon les différentes coutumes. V. Bailli, dans son *Traité des Lods*, chap. 30.

Selon la règle xii du titre *des Ventes*, il n'y a point d'éviction lorsqu'une succession ou des droits universels ont été vendus; ce qui est fondé en raison, parce que ce qui est évincé, n'étant pas de la succession, l'héritier n'est pas présumé l'avoir vendu. En un mot, celui qui vend une succession ne vend que ce qu'il y a, et non ce qu'il n'y a pas; et par conséquent il n'est point censé avoir vendu ce qui a été justement évincé; ce qui ne serait pas s'il avait disposé de quelque chose séparément, parce que, l'ayant aliéné, comme héritier, il est évident qu'il en serait garant en cas d'éviction, puisqu'il l'aurait vendue comme un effet de la succession qui lui serait échue : c'est la disposition formelle de la loi première, Cod., *de Evictionibus*. Mais, de ce que l'héritier qui vend ses droits successifs n'est pas censé avoir vendu ce qui est évincé, parce que ce qui est évincé n'est pas de sa succession, c'est mal raisonner de conclure de là, que les lods et ventes ne sont point dus des fonds qui n'ont point été évincés, et qui sont très-constamment des biens de la succession vendue; en sorte que les dispositions, à cet égard, des coutumes d'Auvergne et de Bourbonnais doivent être suivies.

* Davot. — Cette règle ne doit être admise qu'avec le tempérament qu'y apportent les coutumes de Bourbonnais, art. 396 et d'Auvergne, tit. xvi, art. 6. Si la succession vendue ne consistait qu'en meubles et actions, il n'en serait point dû de lods; mais

si en vertu de la vente l'acquéreur des droits successifs se trouvait possesseur d'héritages sujets à lods, il serait tenu de payer ces droits déduction faite de la valeur des meubles, comme le dit la coutume d'Auvergne. D'Argentré, *de Laudimiis*, § 21 : *Si prædia in hæreditate emptor inrenerit ; laudimia debebuntur ; secus est in simplici cessione actionis abstracta a rebus et corporum translatione.* *

XIII.

542. De partage, licitation et adjudication entre cohéritiers ou comparçonniers, ne sont dus lods ne ventes.

* Davot. — Les héritiers ou comparçonniers sont des copropriétaires auxquels les biens appartiennent également, et même pour le tout à défaut les uns des autres ; en sorte que l'on ne regarde pas comme de vraies mutations les actes par lesquels ils s'abandonnent réciproquement une portion plus grande que celle qui devrait naturellement leur appartenir, parce que tout cela est présumé fait par nécessité, ou convenance et non dans l'intention de vendre [ou mieux encore et en d'autres termes le partage chez nous, est déclaratif et non translatif de propriété ; par conséquent il n'y a point de mutation de propriétaire, et sans mutation point de lods ou ventes]. *

V. la coutume de Paris, art. 80 ; Bourbonnais, 405 ; Berry, tit. vi, art. 28 ; la *Conférence* et les commentateurs ; Anton. Faber, *de Errorib. Pragmaticor.* décad. 3, cap. 2 et 3 ; Argentré, *de Laudim.*, q. 24 et 53 ; de La Thaumassière et Ragueau, sur l'art. 28 du tit. vi de la coutume du Berry. * Louet, lettre I., cap. 9. *Arrêts* de Lamoignon, tit. DES DROITS SEIGNEUR., art. 5. *

XIV.

543. Pour vente de fruits faite à plus de dix ans, sont dus lods et ventes, et non pour vente à vie.

POUR VENTE DE FRUITS FAITE A PLUS DE DIX ANS. Une vente de fruits faite pour un certain temps n'est autre chose qu'un bail à ferme. Quelques auteurs ont soutenu que les lods et ventes étaient dus d'un bail à ferme, quand il excédait neuf années. V. d'Argentré, dans son *Traité de Laudimiis*, et les auteurs qu'il cite ; mais ce sentiment n'est pas suivi. V. * *Marnier, anc. cout.*

de Picardie, p. 132. * Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 78, n° 31, et Molin., in cons. Paris., § 55, gloss. 1, n° 183.

Il en est de même des baux à longues années, au-dessous de 99 années. Touchant les ventes de fruits, et la question de savoir si les lods en sont dus, V. Bailli, *des Lods et Ventes*, chap. 34. Brodeau, sur l'art. 78, de la cout. de Paris, nomb. 30 et 31. Mais si le fonds est vendu ou à vie, ou pour un certain temps, les lods et ventes sont dus. V. Dumoulin, sur le § 55, gloss. 1, n° 183, in fine.

Nous regardons peu l'usufruit comme partie du domaine; et de là vient que, par l'art. 147 de la coutume de Paris, en vente d'usufruit il n'y a point de retrait, et que, selon l'art. 40, la douairière n'entre point en foi pour son douaire, qui consiste en usufruit; et si le gardien, qui est aussi un usufruitier, entre en foi, c'est que, dans son origine, étant commis pour desservir le fief du mineur, il est considéré comme vassal. V. la loi 33, § *Ususfructum*, D., de *Usufructu*; leg., *Interdum*, 10, in fine, de *Usufructu adrecedendo*, et leg. 59, § *Sed ad exemplum*, D., de *Usufructu*.

XV.

544. Qui tient terres sujettes à champart n'en peut lever la desblée sans appeller le seigneur, sur peine de l'amende.

Davot. — Le champart étant une partie des fruits que le seigneur a droit de prendre sur les héritages qui lui ont autrefois appartenu, il est juste que le possesseur appelle le seigneur avant d'enlever la récolte ou *desblée*. Cette condition entre même dans la définition que nos auteurs font du droit de champart. * V. les coutumes de Berry, tit. x, art. 26, 27; d'Amiens, 193; du Nivernais, tit. xi, art. 2; de Poitou, 64; du Bourbonnais, 352; de Chartres, art. 113, etc.; les art. 392 et 393 de la coutume du Bourbonnais, et le 409 de La Marche; de Heu et Du Fresne, sur l'article cité de la coutume d'Amiens; et selon l'art. 195 de la coutume d'Amiens: « si le détenteur d'héritage, chargé de ter-
« rage ou champart, est négligent de labourer, ou faire labourer
« sa terre par trois ans consécutifs, le seigneur, à qui est dû
« ledit droit, peut faire mettre le fer dans ladite terre, et la
« labourer à son profit, jusqu'à ce que le propriétaire s'offre à la
« labourer; lequel toutefois, en ce faisant, ne peut empêcher
« qu'icelui seigneur ne jouisse d'une année, pour la récompense

• desdites trois années de son droit de champart. • V. les commentateurs, et ci-après la règle xx.

Et par l'art. 197 de la même coutume : « celui qui tient terre à terrage d'aucun seigneur, ne la peut clorre de haies, ni de fossés pour la mettre en pré, pâture ni édifice, sans le consentement dudit seigneur; mais est tenu de la laisser en labour; et s'il le fait, il commet, envers ledit seigneur, amende de soixante livres parisis, lequel peut abattre et démolir lesdits haies, bâtiments, et remplir les fossés, etc. » V. Beaumanoir, chap. xxx, n° 72. *

XVI.

545. Terres tenues à champart, terrage, vinage, gros cens, ou rente originaire et directe, tenant lieu de chef-cens, doivent lods et ventes au seigneur desdits champart, terrage, etc.

TERRAGE, VINAGE, GROS CENS. V. le *Glossaire du Droit français* à ces mots.

V. Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. 1, chap. 5, n° 9 et 10, où il explique cette règle; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, titre du *Champart*; de Heu et Du Fresne, sur l'art. 193 de la coutume d'Amiens; et la *Conférence des coutumes*, p. 348.

De Heu, sur cet article, n° 4 et 5, remarque qu'il y a deux sortes de terrages ou de champarts, l'un qui est seigneurial, et dont il est parlé dans cette règle, et l'autre qui n'est pas seigneurial, qu'il faut bien distinguer du premier.

XVII.

546. Terres tenues en fief ne doivent champart.

* Le fief est un héritage noble qui ne doit que des services personnels et jamais de redevances. *Nulla consuetudo*, dit d'Argentré sur Brel., 123. *reditum annuum induxit in feodorum natura*. Dumoulin, sur Paris, tit. 1, § 22, n° 16. *

V. Blois, art. 34; Orléans, 140; Brodeau, sur le titre des *Censures* de la coutume de Paris, n° 28; de Lalande, sur l'article cité de la coutume d'Orléans, et sur le suivant; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. xxvi, p. 174, 175.

XVIII.

547. Quand droit de relief est dû pour roture ou coterie, il est coutumièrement dû double du cens ou de la rente.

V. l'art. 46 de la coutume du Boulleinois; Artois, art. 20, et Bouteiller, dans sa *Somme*, tit. lxxxiv, liv. 1 : « tenir en coterie « par l'usage de coutume locale, si est tenir toutes terres en possession de main-ferme, c'est-à-dire, qui n'est tenue en fief « que ruralement, qu'on appelle, entre les coutumiers, terre « vilaine; et ne doit hommage ni service, ost, ne chevauchée, « fors la rente au seigneur, aux termes accoutumés, et à la mort « double rente, en certains lieux. »

* Mais le cens n'est pas moins que la foi et hommage la reconnaissance de la supériorité féodale, et c'est une maxime constante de notre ancien droit, malheureusement omise par Loysel, que *cens emporte et dénote seigneurie directe*. Paris, 123; Anjou, 179; Maine, 197; Loyseau, *Déguerpissement*, liv. 1, chap. 5, n° 9. Lhommeau, iv, 21. — Quant aux coutumes qui déclarent que le fief ne doit champart, V. Blois, art. 34; Orléans, 140.

XIX.

548. Un seigneur, soit censuel ou feudal, n'est tenu ensaisiner, ni recevoir en foi le nouvel acquéreur, s'il ne le satisfait aussi des anciens droits et arrérages à lui dus.

Cette règle est prise de la coutume de Melun, art. 27. V. aussi l'art. 194 de la coutume de Meaux; l'art. 24 de la coutume de Paris, et les commentateurs; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 27, p. 179.

XX.

549. Le seigneur censier peut tenir, en sa main, les terres vacantes, et en faire les fruits siens, jusqu'à ce qu'il en soit reconnu.

La coutume du Berry, tit. vi, art. 26; Bourgogne, tit. xi, art. 5, et les commentateurs.

VACANTES, — c'est-à-dire non cultivées en temps de paix. — Amiens, art. 196. V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, ch. 27, p. 180.

XXI.

550. Mais pendant le temps de sa jouissance, ne lui sont dus cens ne rentes.

Cette règle est tirée de l'art. 44 de la coutume de Chartres, à la fin, dont la disposition est juste. " On ne peut avoir en même temps la chose et le prix."

XXII.

551. Qui ne paie son cens doit perdre son champ; qui est ce que disent nos capitulaires : *qui negligit censum, perdat agrum.*

V. *Capitularior.* Karoli Calvi tit. vii, in villa Sparnaco, cap. 63, et Reginonem, de *Ecclesiasticis disciplinis*, lib. i, cap. 40. " Beaumanoir, chap. 30, n° 39." Par nos coutumes, il n'y a point de coumise, mais amende seulement. V. *Miroir de Souabe*, ch. 81, § 14, v°; " la *Conférence des coutumes*, sur l'art. 85 de la coutume de Paris, p. 317, 319, etc. et Brodeau, sur le tit. des *Censures*, n° 19. " Lhommeau, ii, max. 30."

QUI NEGLIGIT CENSEM, PERDAT AGRUM. Dans ces temps-là, lorsque le censitaire ne payait pas exactement son cens, le seigneur, après quelques années, de sa seule autorité, le pouvait expulser; ce qui n'a plus lieu parmi nous, comme on vient de le remarquer, les voies de fait étant défendues, V. *Commentaria* max. Jani à Costa, ad tit. Cod. de *Jure emphyt.*, fol. 136, 148; " Pithou, sur Troyes, art. 50; " Brodeau, sur l'art. 72 de la coutume de Paris, n° 29; Joan. Fabrum, ad tit. *Inst. de Locatione*, §. *Ad eo*; Maran., ad tit. de *Jure emph.*, p. 268, et Novell. 121.

Cependant par l'ancienne coutume de Paris : « quiconque a des terres, il est tenu de les cultiver et labourer, et est à scavoir que, si celui à qui sont les terres est sommé du seigneur à qui le champart est dû, de faire labourer icelles terres; et par trois années après icelle sommation, celui à qui est la terre, est négligent de la faire labourer, par ladite coutume des terres tenues à champart, icelles terres sont acquises au seigneur, de qui est le champart. »

Quoique cet article n'ait pas été inséré dans la coutume de Paris, quand elle fut rédigée, Charondas remarque néanmoins qu'il l'a vu observer, et a vu juger ainsi en quelques prévôtés et chatellenies dépendantes de la prévôté et vicomté de Paris;

comme en la seigneurie de La Houssaye en Brie, prévôté de Tournan; mais que le propriétaire se représentant pour labourer, peut rentrer dans sa terre, suivant un arrêt du 15 juin 1565, rendu dans la coutume de Paris. Ce droit est en usage à Amiens et en Beauvoisis. V. l'art. 196 de la coutume d'Amiens, et la règle xv de ce titre.

TITRE III.

DE FIEFS.

V. la note sur le titre *des Fiefs*, de la coutume de Paris.

I.

552. Tous fiefs sont patrimoniaux, [et] se peuvent vendre et engager sans le consentement du seigneur; et en sont les héritiers saisis.

V. Coquille, dans son *Institution*, tit. *des Fiefs*, et les coutumes qu'il cite; Cujacium, ad lib. 1, tit. 1, *Feudorum*; et le *Traité de l'origine du droit d'amortissement*, p. 28, 29. * Littleton, sec. 1.*

VENDRE ET ENGAGER. " Ceci est du tout contraire aux coutumes primitives du fief; à l'origine, le seigneur devait accepter la vente et l'engagement, autrement ces actes étaient nuls, et le fief *commis*, c'est-à-dire, contisqué." V. l'art. 34 de la coutume de Troyes, avec le commentaire de Pithou, et *Jus feudale Alemannicum*, cap. 26, 56, 155, et *infra*, règles xc et xci.

ET EN SONT LES HÉRITIERS, ETC. Anciennement le fief retournait au seigneur par le décès du vassal, et c'était du seigneur que les héritiers du défunt en devaient recevoir la saisine. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21: " Si c'est un fief noble, saisi de droit, ne autre, n'est acquise sans foi; car le seigneur direct est avant saisi que l'héritier, mais, par faire hommage, et par relief, le seigneur direct doit saisir l'héritier. " Mais cet ancien droit est aboli. Et lorsque, dans une succession, il y a des fiefs, l'héritier légal, ou *ab intestat*, en est saisi, comme il est saisi des héritages en roture contre le seigneur censier et très-foncier.

II.

553. Les bénéfices sont résignables et à vie.

Desmarest, décis. 87. Les fiefs, dans leur origine, étaient des bénéfices. Quand le vassal qui en possédait un voulait le donner à un autre, il devait le remettre entre les mains du seigneur, avec prière d'en investir celui qu'il en voulait gratifier. V. tit. xiv, lib. II Feudor., de *Refutatione Feudi*, et ibi Cujacium. *Resignare autem seu refutare est renuntiare*; Loyseau, des *Offices*, liv. I, chap. 11, n° 1, 2, 3, etc.

Comme les bénéfices sont à vie, les fiefs étaient aussi anciennement à vie. V. Cujas, sur le tit. I du premier livre des *Fiefs*, et Loyseau, des *Offices*, liv. v, chap. 6, n° 9 et 10. * Sur l'histoire des bénéfices et leur transformation en fief, V. Laboulaye, *histoire du Droit de Propriété*, liv. VI. Guérard *polyptyque d'Irminon*; *protégomènes*. *

III.

554. Les charges et commissions sont révocables à volonté [comme aussi étoient tous offices avant l'ordonnance du roi Louis XI, selon le proverbe ancien, que *service de prince n'est point héritage*].

Comme les bénéfices et les fiefs étaient à vie, il en était de même des charges, des commissions et des offices, qui étaient révocables à volonté par l'ancien droit de la France, comme il se voit par ces paroles Gervasii Tilberiensis in *Ottis imperialib.*, l. I. *Historicor. Brunsvicens.*, p. 943 : « Hic Henricus legem instituit, apud Teutones, ut militiæ, more Gallorum et Anglorum, successionis jure devolverentur ad proximiores cognationis gradus; cum antea magis penderent ex Principis gratia. Ideoque ad suum refundens commodum, quod aliis impertitus est beneficium, impetravit a subditis ut, cessante pristina Palatinorum electione, imperium in ipsius posteritate, distincta proximiorum successione, transiret. Et sic in ipso terminus esset electionis, principiumque successivæ dignitatis, etc. »

* ORDONNANCE DU ROI LOUIS XI, du mois d'octobre 1467; cette ordonnance introduisit la vénalité des charges, qui n'a cessé qu'à la révolution.*

V. Loyseau, dans son *Traité des Offices*, liv. I, chap. 3, n° 84, 86, 96, 99, etc.; liv. II, chap. 2, n° 59, 63; liv. v, chap. 4, et l'art. 27 de l'ordonnance de Roussillon.

IV.

555. Tout nouveau vassal doit la foi à son seigneur, et lui en faire quelque reconnaissance.

LA ROI. *Feudi substantia est ipsa Feudalitas, seu fidelitas, cum feudum a fidelitate dicatur, vel a fide*, liv. II Feud., tit. III, in fine. En fief aucun ne peut acquérir saisine sans foy, dit le *Grand Coutumier*, liv. II, tit. de Saisine en fief.

Et en effet le fief, quoique devenu patrimonial, n'est point une propriété ordinaire, le seigneur concédant s'est réservé le domaine éminent, le vassal n'a que le domaine utile; or, dès que le vassal meurt, la concession fait retour au seigneur; seulement le seigneur est obligé, par la coutume, d'investir l'héritier du défunt; mais jusqu'à cette investiture le vassal n'a aucun droit sur le fief, et s'il s'en met en possession c'est sans titre légitime. C'est ce qu'explique fort bien le *Grand Coutumier*, liv. II, des *Coutumes des fiefs*: « Si aucun vassal à qui le fief est propre héritage ou acquêt, et qui est légitime ou loyal demourant et possesseur, va de vie à trépasement, son hoir, fut-ce son propre fils, n'est pas saisi, ni en possession et saisine, ni ne peut-on dire, par le droit commun ni par la coutume que le mort saisit le vif son hoir, ni le fils de son domaine ne s'en peut dire possesseur au regard du seigneur jusques à ce qu'il en ait fait foy et hommage de bouche au seigneur de qui il meut, ou qu'il en soit par le seigneur mis en souffrance, qui vaut foy, tant comme elle dure. Autrement c'est propre domaine du seigneur du fief, et en est saisi et vetu, et en peut faire et fait les fruits siens, et lui appartiennent de plein droit, spécialement après les XL jours passés. »

QUELQUE RECONNOISSANCE. Dans presque toutes les coutumes, les vassaux ne doivent, en ligne directe, que la bouche et les mains. V. Paris, art. 3, 4 et 26; la *Conférence*, les commentateurs, et la règle IX de ce titre.

V.

556. Le doit aller trouver en son chef-lieu, là, demander s'il y est, ou autre pour lui, ayant pouvoir de le recevoir en foi; puis mettant le genou en terre, nue tête, et sans épée ni éperons, lui dire qu'il lui porte la foi et l'hommage qu'il est tenu lui faire, à cause du fief mouvant

de lui, et à lui appartenant à tel titre, et le requérir qu'il lui plaise l'y recevoir.

Paris, art. 63, et Brodeau, n° 19. V. *la Conférence*; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. de *Saisine en fief*; Touraille, sur la coutume d'Anjou, p. 168.

* LE DOIT ALLER TROUVER. Bracton, fol. 80 : « Et sciendum quod ille qui homagium suum facere debet, obtentu reverentie quam debet domino suo, adire debet dominum suum ubi-cumque inventus fuerit in regno, vel alibi, si possit commodè adiri, et non tenetur dominus quærere suum tenentem, et sic debet homagium ei facere. » Coke sur Littl., sect. 150.

SANS ÉPÉE NI ÉPERONS. V. le chap. 130 des *Établissements*, avec la note, p. 185 de l'édition de Ducange, et 217 de la dernière édition, et ci-dessus, liv. I, tit. I, règle XXIX.

FOI ET HOMMAGE. V. le *Glossaire du Droit français*, sur *Bouche et Mains*.

Bracton, II, XXXV. 2. « Quid sit Homagium? Sciendum quod homagium est juris vinculum, quo quis tenetur et astringitur ad warrantandum, defendendum, et acquietandum tenentem suum in seysina sua versus omnes, per certum servitium in donatione nominatum et expressum; et etiam vice versa, quo tenens reobligatur et adstringitur ad fidem domino suo servandam, et servitium debitum faciendum. Est itaque tanta et talis connexio inter dominum et tenentem suum, quod tantum debet dominus tenenti, quantum tenens domino, præter solam reverentiam. » Sur la différence de foi et hommage, Coke sur Littleton, sect. 91.

En plusieurs lieux, quand l'hommage est lige, le vassal doit faire serment sur les Évangiles. V. la coutume du Loudunois, tit. XI, art. 9 : ce qui ne fut admis que tard, et dans les bas siècles, parce que les premiers chrétiens détestaient ces sortes de profanations. Div. Chrysostomus, t. VI ultimæ editionis, p. 67, col. 2 : « Audite vos, clerici, qui jurantibus Evangelia porrigitis, quomodo potestis ab illo juramento esse securi, qui semen parjurii datis? etc. » Vide Grotium *ad Mathæum*, cap. 5, n° 33, 34, Bezam et Maldonatum, ibid.; Nicolaum, de *Juramentis*, cap. 21; Janum à Costa, ad leg. 2, Cod., de *Rebus creditis et jurejurando*, et Hanlenium, de *Jurejurando*, lib. I, cap. 2.

VI.

557. Le vassal faisant la foi, doit mettre ses mains jointes entre celles de son seigneur, disant : *Sire, ou Monsieur, je deviens votre homme, vous promets foi et loyauté de ce jour en avant, viens en saisine vers vous; et, comme à seigneur, vous offre ce; et le seigneur lui doit répondre : Je vous reçois et prends à homme, et, en nom de foi, vous baise en la bouche, sauf mon droit et l'autrui.*

ET VOUS BAISE EN LA BOUCHE, etc. * V. *Assises de Jérusalem*, t. I, p. 313; (Ibelin, chap. 195), avec la note de M. Beugnot, ibid. p. 445; * le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Bouche et Mains*, et la note sur l'art. 63 de la coutume de Paris. * Et la formule naïve que nous donne Littleton, sect. 85 : « Hommage est le plus honorable service et plus humble service de révérence, que franc tenant puisse faire à son seigneur. Car quand le tenant fera hommage à son seigneur, il sera distinct, et la tête découverte, et son seigneur seera, et le tenant genouillera devant luy sur ambideux genoux, et tiendra les mains étendues et jointes ensemble entre les mains du seigneur, et ainsi dira : Je deviens votre homme de ce jour en avant, de vie et de membre et de terrene (terrestre) honneur, et à vous serai féal et loyal, et foy à vous porterai des tenemens que je clame de tenir de vous, sauve la foy que je dois à notre seigneur le roy, et donc le seigneur ainsi séant le baisera. » Coke sur Littleton, et Bracton, liv. II, chap. 35, n° 8.

Tu deis.... ton seignor énorer,
 Ses hommes es, et li deiz fei e amor porter,
 Et s'onor e sa vie, e ses membres salver.
 Ne li deis al besoing ne faillir, ne falser.
 Tu es si liges homs.

Roman de Rou, v. 4469.) *

Bouteiller, dans sa *Somme*, liv. I, tit. LXXXI, p. 478, l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. de *Saisine en fief*, où cette formalité est exactement rapportée. Feud. II, tit. v.

* Pour l'Allemagne, *Miroir de Souabe*, III, chap. 4 : « Le vassau doit promettre à son seignour foy et vérité et leauté par son serement, que il porquerra s'onor et son profit en

• totes places que il en sera requis, et dira la vérité des
 • biens son seignour à l'aide et au profit de luy de ce qu'il
 • porra ou saura, et destorbera son damage par tout son sens
 • et son poair. » Ibid., chap. 6.

VII.

558. Le seigneur n'est tenu recevoir l'hommage de son vassal par procureur ; mais, s'il a excuse légitime, lui donnera souffrance.

* EXCUSE LÉGITIME. Orléans, anc. cout., art. 77. *

V. la coutume de Paris, art. 67. V. cap. unicum, § 2, de *Statu regul.* in VI^e ; Poitou, art. 114 ; Desmares, décis. 63 ; * Dumoulin, sur Paris, § 67, n^o 1 ; Lhommeau, II, max. 7. *

VIII.

559. Le vassal ne trouvant son seigneur en son hôtel, doit heurter par trois fois à sa porte, l'appeler aussi par trois fois. Et après avoir baisé la cliquette ou verrou d'icelle, faire pareille déclaration que dessus, et en prendre acte authentique, signifié aux officiers de la justice, ou au prochain voisin, et en laisser copie.

Paris, art. 63. V. la Conférence, p. 248, etc.

APRÈS AVOIR BAISÉ LA CLIQUETTE OU VERRU. * Auxerre, art. 14 ; Sens, 181 ; Berry, tit. v, art. 20. * V. le *Glossaire du Droit français*, sur les mots *Baiser, Bouche et Mains*.

* Dumoulin a mis sur l'art. 14 de la cout. de Chartres la note suivante, qui prouve que ces formalités symboliques étaient tombées en désuétude depuis longtemps. *Si nullus sit eo loci habens potestatem recipiendi in fidem, non tenetur illam facere, quia nec fieri potest parietibus vel ostiis ut stulti putant ; satis est offerre et instrumentum oblationis referre.* *

IX.

560. Les enfans ne doivent coutumièrement que bouche et mains, avec le droit de chambellage, qui est dû par tous.

* Beaumanoir, *des Héritages*, XIV. 8, et ss. *

Paris, art. 3, 4, 26, et la Conférence; * *Grand Coutumier*, liv. II, tit. *des Coutumes des Fiefs*. « Item, aussi dit-on que en « ligne directe nul ne doit rachapt par la coutume générale « du royaume de France. » »

CHAMBELLAGE. V. le *Glossaire du Droit français* sur ce mot; Brodeau, sur l'art. 3 de la coutume de Paris, n° 4, où cette règle est parfaitement expliquée; * et Duplessis, coutume de Paris, préface du titre *des Fiefs*.

X.

561. En quelques contrées, la femme ne doit que la main; mais la courtoisie françoise doit aussi la bouche.

* *Corpus et manus*, disent les Olim, t. I, p. 733, xxv; t. II, p. 517, ix. Littleton, sect. 87. « Item, si femme seule fera hommage à son « seigneur, elle ne dira *je deviens votre femme*, parce qu'il n'est « convenant que feme dise qu'elle deviendra femme à aucun « homme fors qu'à son baron quand elle est épousée; mais elle « dira : je fais à vous hommage, et à vous serai feal et loyal, et « foy à vous porterai des tenemens que je tiens de vous, sauve « la foy que je dois à notre seigneur le roy. » Et la note de Coke.

Dumoulin, sur l'art. 3 de la coutume de Paris, remarque qu'il a été jugé que les femmes pouvaient faire hommage sans présenter le baiser, ce qu'il a réitéré sur l'art. 54 de la coutume de Blois. V. Brodeau, sur l'art. 3 de la coutume de Paris, n° 5; et le *Glossaire du Droit français* sur *Baiser, Bouche et Mains*.

XI.

562. Droit de chambellage est une pièce d'or due au chambellan du seigneur, à la discrétion du vassal.

* Olim, t. I, p. 130, n° 10, an 1260; t. II, p. 77, xvi, an 1276; Ordonnances, t. I, p. 472.*

Laou, art. 158. V. le *Glossaire du Droit français* sur *Chambellage*; et la coutume de Péronne, art. 32, 33; * Galland, *Franc Alleu*, p. 62.*

EST UNE PIÈCE D'OR AU CHAMBELLAN. Par une ordonnance donnée à Nogent-le-Rimbert en 1272, le mercredi après la décollation de Saint-Jean-Baptiste, le 31 août, par-devant le roi, présens M. l'abbé de Saint-Denis, M. Jean d'Acre, bouteiller de France, M. Mathieu de Mailli, chambellan de France, et plusieurs autres,

il fut réglé et arrêté, « que quiconque feroit ou auroit fet hom-
 • mage au roi Philippes, qui ores est, dont il ne fust mie en
 • l'hommage au roy Loys son père, que li plus povres hoïns
 • paieroit vingt sols parisis au mestre chamberlenc, cheva-
 • lier, et à tous les autres chamberlencs, et li autres hons de cent
 • livres de terre, de qui que il les tiengne, payeront cinquante
 • sols parisis, et chil de cinq cens livres de rente, de qui que
 • il les tiengne, payeront cent sols de parisis, et li baron, et li
 • évesque, et li archevesque, payeront dix livres de parisis
 • auxdits chamberlencs. » V. ce que j'ai remarqué sur cette or-
 donnance, dans le t. I de la nouvelle compilation, p. 296, 297,
 472, 670, 673.

Le chambellan portait le scel secret du roi; et le poids de la
 cire était tenu de lui à foi et hommage. V. mon glossaire sur
Poids-le-roi; et Sauval, dans ses *Antiquités de Paris*, t. I,
 p. 658, 659. * Coke sur Littleton, sect. 153. *

XII.

563. Les collatéraux doivent relief ou rachat.

RELIEF. Bracton, liv. II, chap. 36 : Cum homagia facta
 • fuerint, et fidelitatis sacramenta, ab illis qui plenæ retatis
 • exstiterint, oportet statim quod tenementum quod fuit in
 • manibus antecessorum, et hereditas quæ jacens fuit per
 • eorum decessum releveretur in manu heredum, et propter talem
 • relevationem, facienda erit ab heredibus quædam præstatio,
 • quæ dicitur relevationem. »

Et vint illec un damoiseil
 Une juste sous son mantel
 Son pere est mort nouvellement
 Relever veut son tenement.

Roman de Rou.

* Galland, *Franc Alleu*, p. 65 et ss.

RELIEF OU RACHAT. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, titre
 du *Rachapt des fiefs*, s'explique ainsi, à ce sujet :

• Rachat se fait tant seulement en fief, et est à sçavoir que
 • quiconque rachapte, il doit le marc d'argent au seigneur de
 • qui il rachapte, et lui doit faire trois offres alternativement
 • ensemble, desquelles le seigneur est tenu prendre l'une, en
 • disant : et pour le rachapt je vous offre les fruits de la pre-

« mière année, ou la valeur d'iceux fruits, ou le dit des prudes gens.

« Jacoit que, par la coutume des fiefs, aucuns tiennent que par la mort d'aucun, en ligne collatérale, le seigneur doit avoir les fruits de la première année, s'il veut : ce n'est à entendre fors les fruits que la terre rendroit et vaudroit franchement, rabattu le labourage que ledit héritage auroit cousté à labourer, si comme aucuns sages tiennent, qui dient que, si la terre estoit emblavée quand le seigneur y assigneroit et que le labourage eust été fait par le vassal mort à ses propres chevaux, il seroit au choix du seigneur de prendre l'année, sans rabattre le labourage; et se le vassal mort avoit baillé sa terre à ferme à moison, le seigneur n'auroit fors la moison, et se iceluy vassal l'avoit fait labourer à ses deniers, le labourage luy seroit sauf. » Ibid., de *Coutumes de Fiefs*, vers la fin. V. les art. 56, 57, 58 de la coutume de Paris.

« Et quand femme ayant fief se remarie, son mary doit rachiat des fiefs. » V. les art. 35 et 36, avec les notes qu'on y a faites, * et Lhommeau, II, max. 16. *

XIII.

564. Rachapt est le revenu d'une année choisie en trois immédiatement précédentes, le dit des pairs, ou une somme de deniers pour une fois, au choix du seigneur.

V. * *Ordonnances*, t. I, p. 55. Orléans, *Anc. Cout.*, art. 14 et 93; * l'auteur du *Grand Coutumier*, dont les paroles ont été rapportées sur la règle précédente; Paris, art. 47.

CHOISIE EN TROIS IMMÉDIATEMENT PRÉCÉDENTES. Beaumanoir, chap. xxvii, n° 2, nous donne la raison de cette institution qui tenait à l'assolement alors usité : « Quand fîés esquiet à hoirs qui sont de costé, il y a racat, et li racas si est de tant comme li fîés vaut un an. Et li sires qui loialement le veut prendre, doit regarder combien le fîés peut valoir en trois ans, et puis penre pour son racat la tierce partie, car il avient souvent que uns fîés gist en terres gaignables, lesquelles sont toutes à une roie (sole) ou le gregnor partie, si que le gregnor valor n'est qu'une fois en trois ans, c'est l'année que le gregnor roie porte blé; et se li fîés esquiet en cele année que li fîes est de gregnor valor, il ne seroit pas resons que li sires empor- tast celle année. Et aussi, se li fîés esquiet el tems que les

• terres sont wides, il ne seroit pas resons que li sires s'en tenist
 • à païés, et pour che doit-on regarder que les terres doivent
 • valoir par loial pris, en trois ans, et penre la tierce partie, si
 • comme je ai dit dessus. » *

LE DIT DES PAIRS. Senlis, tit. VII, art. 158; Clermont, tit. VIII, art. 74; Valois, art. 33. Dans l'ancienne coutume d'Orléans, art. 14 et dans la coutume de Paris, art. 47, au lieu de pairs, il y a *preud'hommes*, c'est-à-dire, *gentilshommes* ou *vassaux*, V. la note qu'on a faite sur cet article; * Beaum., XXVII, 27; * Pauléur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 32; la *Conférence des Coutumes*, p. 234, et la note sur la règle précédente.

XIV.

565. Pairs sont compagnons tenans fief d'un même seigneur, l'un desquels est nommé par le seigneur, et l'autre par le vassal; et s'ils ne s'accordent, ils en prennent un tiers.

* PAIRS. *Assises de Jérus.* (Ibelin, chap. 201). Geoffroy le Tort, chap. 14; Jacques d'Ibelin, chap. 13; Ducange en son glossaire. V. *Par.* « PEERS, dit Rastall, vient del latin *pares*, id est, *égals*, et le custome de nostre nation est pour trier (juger) chascun home par ses égaux, c'est à sçavoir par ses *peers*. » *

Cette règle est tirée de l'art. 79 de la coutume de Chauny. V. la coutume d'Orléans, art. 53, et celle de Lorris, tit. I, art. 13.

On s'étendra ici sur le jugement des pairs, et l'on traitera, par occasion, de l'origine de nos justices.

Comme les Romains étaient les maîtres et les propriétaires des biens que leurs esclaves possédaient, les seigneurs en France étaient aussi les maîtres des biens de leurs serfs ou mainmortables, de sorte qu'entre leurs mainmortables et eux, il n'y avait point d'autre juge, fors Dieu, suivant la remarque de P. de Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 21, vers. 8.

Quand les seigneurs affranchirent leurs serfs, dont le nombre était autrefois si grand, que les habitants des meilleures villes en étaient, ces seigneurs se réservèrent le droit de décider les questions qui surviendraient entre eux.

Lorsque les seigneurs concédèrent, à des personnes libres, des terres, pour les tenir d'eux en fief ou en censive, ils se réservèrent la même autorité qu'à l'égard de choses concédées.

C'est de ces affranchissements et de ces concessions, qu'il faut tirer l'origine de nos justices, qui étaient alors toujours annexées aux fiefs.

D'abord ces affranchis, ces vassaux, et ces censitaires ou colliers, n'eurent point d'autres juges que leurs seigneurs. Mais, comme il n'y avait pas beaucoup de justice dans leurs jugements, soit par la partialité des seigneurs ou par leur ignorance, l'usage s'établit qu'ils ne jugeraient plus seuls, mais de l'avis des pairs, c'est-à-dire de l'avis de personnes égales en condition à ceux qui seraient jugés.

Quoniam attachiamenta, cap. 67.

« Statuit etiam dominus Rex, quod nullus debet recipere
« iudicium, neque judicari a minori persona quam a suo pari,
« scilicet comes per comites, baro per barones, vavassor per
« vavassores, et burgensis per burgenses; sed minor persona
« potest judicari a maiore. »

Lorsqu'il y eut des procès entre des vassaux tenants d'un même seigneur, il en fut donc le juge avec ces autres vassaux, pairs à ceux qui devaient être jugés.

Lib. 1 *Feudorum*, tit. xv : « Si contentio fuerit de beneficio
« inter capitaneos, coram imperatore finire debet : si vero
« fuerit contentio inter minores vavassores, vel majores de
« beneficio, in iudicio parium definiatur, etc. »

Et lorsqu'il y avait procès entre le seigneur et le vassal, il était décidé par les pairs dont les parties étaient convenues.
« Si inter vassallum et dominum de feudo controversia sit, de
« ea pares curtis iurati cognoscunt, ex constitutione Conradi
« et Friderici, ii scilicet pares in quos dominus et vassallus
« consenserint. » V. Cujac. ad lib. 1 *Feudor.*, tit. xv. *Miroir de Souabe*, III, chap. 17.

Tel était aussi l'usage en France, comme nous l'apprenons de Beaumanoir, dans ses coutumes du Beauvoisis, tit. 1 de l'*Office des Baillis*, n° 34 : « Des plés qui muevent entre le comte d'une
« part, et aucun de ses hommes singulièrement de l'autre part...
« si comme d'aucun héritage, ou d'aucune
« querelle, desquels il convient que jugement soit fait, selon la
« coutume du pays, en tel cas, puet bien le bailli prendre
« droit pour le comte par les hommes. Car aussi, comme il
« convient les hommes le comte mener leurs hommes par le
« jugement de leurs pairs, aussi doit li comte mener ses hommes
« par le jugement de ses autres hommes, qui sont leurs pairs
« es querelles, etc. » V. ci-dessus, liv. 1, tit. 1, règle xxxii.

Lorsque les colliers ou censitaires avaient ensemble des procès c'était aussi par leurs seigneurs fonciers ou colliers qu'ils étaient jugés, mais de l'avis de leurs pairs colliers.

Cet usage fut reçu presque par toute l'Europe. Philippe-Jacques Rhein, dans son traité de *Curis dominicalibus*, ou en vieux langage français, des *Cours dimanches*, t. III; *Juris feudalis Alemanni*, de Schiller, p. 553, § 9, en parle comme d'un droit commun en Allemagne. « Extra controversiam est jus curiæ dominicalis esse speciem jurisdictionis, similem juri et jurisdictioni Domini directi feudalis, in causis feudalibus. Dico speciem jurisdictionis : nam in eo polissima virtus dominicalis subsistit, quod jurisdictionem habeat, et judicia exercere possit in hubarios (*les censiers*).... Ut enim dominus feudalis jurisdictionem habeat in causis feudalibus.... sic etiam dominus qui jus habet curiæ dominicalis, in causis curiam dominicalem concernentibus, judicat. Deinde, quemadmodum dominus feudi jus habet in personam vassalli, et jurisdictionem restrictam ad causas feudales; sic etiam dominus curiæ dominicalis jus habet et jurisdictionem in personas emphyteutarum, restrictam tamen ad causas emphyteuticas. Denique, sicut in judicio feudali non solus habet jurisdictionem dominus in causis vassallorum, multo minus in propria causa, sed et pares curiæ; namque assessores ejus sunt pares curiæ, hoc est ejusdem domini vassalli ejusdem domus, sive de eadem curia, si plures domini habeat; sic etiam in judicio hoc curiæ dominicalis assessores sunt hubarii, emphyteutæ ad eandem curiam pertinentes. » Ces sortes de jurisdictions sont pareillement en usage en Flandres, et dans quelques-unes de nos provinces, comme celle d'Artois, où elles sont nommées *cours ou jurisdictions collières*.

Il faut ici remarquer que, par pair ou compagnon de fief, il faut entendre tout homme possédant fief, soit qu'il fût noble de race, ou qu'il ne le fût pas. Car, anciennement, le fief affranchissait celui qui le possédait, et lui donnait le privilège de noblesse quand il demeurait dessus.

Et sous le nom de collier, il faut aussi comprendre le noble ou le gentilhomme, s'il demeurait sur son héritage, collier ou vilain, et avec les autres vilains ou colliers tenant du même seigneur. « Se les villains, dit de Fontaines, a acaté un flé, et il couke et il liève en ton villenage, ne laira il mie kil ne voit à la semonce ke tu li fis du matin aux vèpres, ou telle commue tu li feras;.... mais si catel et ses convenances sont justi-

• chables par loi vilaine, s'il n'est mie gentixhom de lignage;
 • et s'il couke et il liève sur son frank-fief et il l'est, les siennes
 • choses doivent être menées par la loi de frankise, là où il se
 • tient; et se il tient aucune cose en villenage de toy, et il
 • couke et il liève sur son frank-fief que il tient de toi, il doit
 • avoir semonce telle comme de quinze jours.... Et, se gentix-
 • hom de lignage qui tient frank-fief de toi, est coukans et
 • levans en ton villenage avec les autres villains, encore deust-
 • il avoir avantage pour se franchise naturel, nekedent il souf-
 • ferra la loi où il est accompagniez, fors de son frank-fief....
 • Mais s'il est gentixhom de lignage, et est autrui franshom, et
 • il est coukans et levans en ton villenage, de villenage fasse
 • vers toi che qu'il doit; et ses cors et ses catel seront menez
 • par la loi de franchise, etc. » Dans son *Conseil*, chap. 3,
 art. 4, 5, 6.

Il n'en était pas de même à l'égard des nobles, dans les questions qui ne concernaient pas leurs fiefs. Car, dans ce cas, et quelques autres marqués par Beaumanoir, chap. 10, quoique levants et couchants dans les justices des seigneurs féodaux, ils allaient plaider en la cour du baron ou du souverain. « Quand aucun gentiezhom est ajournez à répondre à sa lettre en la court du comte, tout soit che que il soit couchant et levant des- sous autre gentiezhom, la connoissance des lettres appartient au souverain seigneur, etc. » Et c'est en ce sens que les nobles domiciliés dans les arrière-fiefs du roi, étaient dits anciennement ses sujets, selon l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 16.

Enfin, après que les seigneurs eurent affranchi leurs villes et leurs bourgs, ils donnèrent aux habitants francs de ces bourgs ou villes, qui furent nommés bourgeois, le droit d'avoir commune, et d'être jugés par leurs maires et échevins. De sorte que, comme les vassaux étaient jugés par leurs pairs ou compagnons, vassaux comme eux; et, comme les colliers ou censitaires étaient jugés par leurs compagnons ou pairs colliers, de même les bourgeois des villes furent jugés par leurs pairs bourgeois, comme il se voit par ces paroles du chap. 2 des *Assises de Jérusalem* :

• Le duc Godefroy de Buillon establi deus cours; l'une ci est
 • la haute court, de que il fut governor et justicier; et l'autre
 • si est la court des borgés, en laquelle il establi un home,
 • en son leuc, à estre governor et justicier, lequel est appellé
 • viscomte; et establi à estre juges de la haute court ses

• homes chevalliers, qui lui estoient tenus de foy par l'omage
 • qu'ils luy avoient fait, et de sa court de la borgésie bourgeois de
 • ladite cité, des plus loyaux et des plus sages que en ladite
 • cité fussent, et lor fi jurer le serment que les jurés de la court
 • de la borgésie jurent : et establi que luy et ses homes et lor
 • fiés et les chevalliers fussent menés par la haute court, et que
 • toutes borgésies fussent menées et déterminées par la court
 • de la borgésie. Car les plais des borgésies ne pevent, ne ne
 • doivent être pleidiés ne jugiés qu'en la court de la borgésie. »
 V. aussi *Cour des Bourgeois*, chap. 5-12.

On voit encore, comme on l'a remarqué ci-dessus, des restes de cet ancien droit dans les coutumes de Flandres, d'Artois, etc. où les juridictions se divisent en hommages, en cotières ou foncières, et en échevinages, ce qui est suffisamment expliqué par les commentateurs.

On a dit que d'abord les justices furent tellement inhérentes aux tiefs, qu'il n'y en avait point sans justices, ni de justices sans tiefs; il faut à présent observer que, dans plusieurs provinces du royaume, les seigneurs distinguèrent ces choses par les inféodations, en concédant, à l'un, séparément la justice sans tief, et, à l'autre, le tief sans la justice : de sorte que, dans le treizième siècle, ces deux choses y étaient tellement distinctes et séparées, que nous voyons dans le chap. 109 du premier livre des *Établissements*, qu'un vassal pouvait faire d'un tief deux hommages; à l'un, du tief et de la terre, et à l'autre, de la voyère ou de la justice. Ce que l'on peut encore prouver par ces paroles de Beaumanoir, chap. 58, au commencement : « Il est moult de pays, dit-il, là où li aucuns ont les hautes justices et autres personnes les basses. En Beauvoisin même pourroit telle chose avenir par vente, par échange, ou par octroi de seigneur. »

Dans ces provinces, le jugement de pairs fut rejeté. Et de là vient que Beaumanoir, qui finit ses coutumes de Clermont en Beauvoisin en l'année 1283, écrit positivement dans le chap. 1, de l'*Office des baillifs*, n° 13, que, de son temps, il y avait des lieux où les jugements se rendaient par pairs, et d'autres où ils se rendaient par baillis. « Il y a aucuns lieux, dit-il, où li baillifs fait li jugement; et autre lieux là où li homes du tief au seigneur les font. Or disons-nous ainsi que, es lieux où li baillifs font les jugements, quand li baillifs a les paroles reçues, et elles sont appuïées en jugement, il doit appeler à son conseil des plus sages, et faire le jugement par leur conseil. Car, si l'on

• apele dou jugement, et li jugement est trouvé mauvés, li bailli
 • est excusé de blâme quand on sçait que il le fit par conseil
 • de bonnes gens. Et, au lieu là où l'on juge par hommes, le
 • bailli est tenu, en la présence des hommes, à penre les
 • paroles de chaux qui plaident; et doit demander as parties
 • se il veulent oir droit, selonc leur paroles et les raisons que ils
 • ont dites: et, se il dient: *Sires, oil*, li baillis doit contraindre
 • les hommes que il facent le jugement. Et, se il ne plect au
 • bailli ou aux hommes, li bailli n'est pas tenu d'estre au
 • jugement fere, ne au prononcier le jugement, se il n'est ainsi
 • que li bailli soit homme du fief au seigneur à qui il est
 • baillis: car, en tel cas, conviendrait que il fut pers avec les
 • autres. »

Jusques-là les baillis jugèrent, dans ces provinces, pour les seigneurs justiciers, lorsque les seigneurs ne voulaient pas juger eux-mêmes, ou qu'ils ne s'en trouvaient pas capables. Mais en 1287, Philippe-le-Bel remit les choses dans un meilleur ordre, en statuant, par son ordonnance de 1287, qu'à l'avenir les vassaux du roi, prélats ou barons ayant justice, seraient tenus de la faire exercer par des officiers laïques; et qu'en la cour de parlement, et dans toutes les autres cours layes, les procureurs seraient laïques et non clercs, etc.

Dans ces provinces, en actions réelles, les nobles, comme les roturiers, plaiderent donc dans les cours des seigneurs justiciers où ils levaient et couchaient. Mais en actions personnelles, les nobles, comme proprement sujets du roi, n'eurent, ainsi qu'on l'a touché ci-dessus, point d'autres juges que les royaux: ce qui dura peu. Car, comme nos rois tiraient, pour les besoins de l'État, de gros revenus de leurs prévôtés, en les donnant à ferme, les seigneurs qui voulurent en cela les imiter, et tirer tout le profit qu'ils pouvaient de leurs justices, s'opposèrent à ce privilège des nobles, et les forcèrent, quand ils demeuraient dans leur territoire, de plaider en leurs justices, comme les roturiers.

Il y eut cependant un cas où les nobles furent de meilleure condition que les roturiers: car, en quelques provinces, les seigneurs qui avaient ressort, savoir prévôté et bailliage, accordèrent aux nobles résidants en leurs seigneuries, de plaider d'abord au bailliage; au lieu que les roturiers étaient obligés de plaider à la prévôté. Ce qui devint ensuite un droit commun dans ces provinces, comme il se voit par les articles suivants.

La coutume de Vitry, publiée en 1509, art. 2: « Les nobles

• vivans noblement , convenus pardevant le prevost , ne sont
 • tenus y répondre , si bon ne leur semble , et peuvent deman-
 • der leur renvoi pardevant le baillif. Et , au regard des nobles
 • vivans roturièrement , ils y peuvent être convenus , et sont
 • tenus répondre pardevant ledit prevost. »

La coutume de Meaux , publiée en 1509 , art. 142 : « Par la
 • Coutume observée audit bailliage , les nobles demeurans en
 • iceluy bailliage , sont responsables pardevant monseigneur le
 • baillif , ou son lieutenant , à son siège plus prochain. Et ne
 • peuvent être contraints procéder pardevant autre juge , sinon
 • de leur consentement , supposé qu'ils soient demeurans en la
 • subjection d'aucun haut-justicier , si ce n'est que ledit haut-
 • justicier ayt châtellenie et bailliage. »

En 1536, François 1^{er} fit l'*Édit de Cremieu*, par l'art. 5 duquel
 il ordonna : « que les juges royaux , baillis et sénéchaux , res-
 • sortissant en la cour de parlement sans moyen , connoistroient
 • de toutes les causes et matières civiles , personnelles et posses-
 • soires des nobles vivans noblement , tant en demandant qu'en
 • deffendant , et où lesdits nobles seroient parties ou joints ,
 • comme ayant intérêt , et sans fraude. Et des causes criminelles
 • esquelles lesdits nobles seroient deffendus , poursuivis et accu-
 • sés , sans que les prevost , chastellains , et autres juges royaux ,
 • en pussent prendre connoissance. »

Les seigneurs justiciers ayant formé leur opposition à cette
 ordonnance , il y eut une déclaration en date du 4 février 1537 ,
 par laquelle le roi dit que : « par l'ordre et réglemeut qu'il
 • avoit mis entre ses juges présidiaux et subalternes , il n'avoit
 • aucunement compris , en son Ordonnance , ses vassaux , ayant
 • en leurs mettes et seigneuries , jurisdiction et justice ; mais
 • seulement ses justiciables qui auroient à subir jugement par-
 • devant ses juges ; et qu'il vouloit et lui plaisoit que tous et
 • chacuns ses vassaux , ayant justice , l'exercassent et fissent
 • exercer entre toutes personnes nobles et plebées , et de toutes
 • causes et matières , dont la connoissance leur avoit appartenu
 • et appartenoit , etc. »

Depuis cette déclaration les nobles résidant dans les justices
 des seigneurs y ont toujours plaidé , savoir , d'abord dans les
 bailliages , lorsque les seigneurs avaient ressort , comme il a été
 dit ci-dessus.

Mais quand les seigneurs n'avaient point de ressort , en
 plusieurs lieux , les nobles ont plaidé dans les justices des
 seigneurs , comme les roturiers qui y avaient leurs domiciles ,

suivant la remarque de Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 8, n° 70. Et en quelques lieux, ils ont plaidé par privilège devant les baillis royaux.

V. la coutume du Vermandois, art. 2; et celle de Châlons, art. 6. Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 8, n° 57, 58, a traité fort au long de cette matière. V. ci-dessus, liv. I, tit. I, règle XVIII.

PAIRS SONT COMPAGNONS TENANT FIEF D'UN MÊME SEIGNEUR, avec qui ils jugeaient. Ainsi les pairs de France rendirent autrefois deux arrêts célèbres contre les rois d'Angleterre.

Le premier, contre Jean Sans-Terre, que le roi Philippe-Auguste fit citer en sa cour, pour l'assassinat commis en la personne d'Artur, duc de Bretagne, où n'ayant pas comparu, il fut déclaré atteint et convaincu de parricide et de félonie; et toutes les provinces, qu'il tenait en fief de la couronne, furent confisquées au profit du roi. V. Rigord et Velly, sous l'an 1202.

Et, par le second, la régence du royaume, pendant la grossesse de la reine, veuve de Charles-le-Bel, et ensuite la couronne, furent données à Philippe de Valois, après un long examen des seigneurs du royaume, à l'exclusion d'Édouard, roi d'Angleterre, quoique plus proche parent; parce qu'il n'était parent du roi défunt que par sa mère Isabelle de France, sœur du feu roi. V. à ce sujet nos historiens anciens et nouveaux, et le sieur Rapin de Thoiras, dans son *Histoire d'Angleterre*, t. I^{re} de l'édition de Hollande, p. 516, 517, où il fait une dissertation sur le gouvernement des Anglo-Saxons. * V. aussi Olim, t. II, p. 300, vi, an. 1290. *

XV.

566. Le vassal est tenu communiquer à son seigneur choisissant le relief, ses papiers de recette et terriers, et en bailler copie aux dépens du seigneur.

* Davot.— Lorsque le seigneur, au lieu d'une somme de deniers ou l'estimation des experts, choisit le revenu d'une année pour le droit de relief, le vassal est obligé de lui représenter les pièces vérificatives du revenu du fief, tels que sont terrier et recettes, et lui en donner copie aux frais du seigneur. Cela est ainsi décidé par l'art. 50 de la coutume de Paris. V. la Conférence et le *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 29.

Mais si le fief a été affermé sans fraude, le seigneur doit se contenter de ce qui est dû par le fermier, et jouir par ses mains de ce qui n'est pas affermé. *

XVI.

567. Au revenu de l'année se doit rabattre le labourage, et en doit le seigneur jouir, comme bon père de famille.

* *Ordonnances*, t. I, p. 56. Orléans, *Anc. Cout.*, art. 15 et 94. *
L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 29, p. 195 et 211 ;
Paris, art. 48, à la fin.

XVII.

568. Mais quand le seigneur gagne les fruits à faute d'homme et de devoirs, il les prend tels qu'ils sont, sans rien précompter ni déduire pour les frais et labours de son vassal, et sans rien diminuer de ce qui lui est dû pour son rachat.

Quand le fief est affermé sans fraude, le seigneur se doit néanmoins contenter du loyer. Paris, art. 56 et L. 8, § 1, D., *de rebus auctoritate judicis possidendis*.

SANS RIEN DIMINUER. * Davol. — L'effet de la saisie féodale n'empêche pas le droit de relief après le devoir rendu. Ancienne coutume d'Orléans, art. 79. *

XVIII.

569. Si plusieurs rachats échéent en une année, par contrats de vassaux, ils auront lieu : si par leurs décès, n'en sera dû qu'un.

Orléans, art. 17. V. La Lande, en cet endroit, et Dumoulin, sur le § 22 de la coutume de Paris, n° 113 ; Coquille, dans son *Institution au titre des fiefs* ; joignez la coutume d'Anjou, art. 123 ; Maine, 133, etc.

XIX.

570. Si, durant l'année du rachat, s'en rencontre un autre d'une terre hommagée qui tombe aussi en rachat, le seigneur en jouira tant que l'année de son rachat durera ; et s'appelle *Rachat rencontré*.

* *Ordonnances*, t. I, p. 55. * Anjou, art. 123, à la fin ;

Maine, 133; Touraine, 137; Loudunois, chap. 14, art. 12; Poitou, art. 164.

XX.

571. En échange et donation, est dû rachat.

* Et généralement *quoties feudum vere et efficaciter mutat manum*. Dumoulin, sur le § 1 de la coutume de Paris, gl. 2, n° 1.

* Beaum., xxvii, 5 et 6. * L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 32, p. 212; Paris, art. 33. V. la déclaration de Louis XIV, touchant les échanges.

XXI.

572. En vente de fief, sont dus quintes pour et au lieu de l'assentement du seigneur; et, en quelques lieux encore, requintes; et, en d'autres, seulement treizième, selon les conventions ou coutumes des lieux.

* Beaum., xxvii, 7. « Quand héritage est vendus, s'il est de fief, li sires a le quint denier de la vente, c'est à savoir de cent sous, vingt sous, de dix livres quarante sous, et du plus, plus, et du moins, moins. Et quand la vente est fait d'héritage qui est tenu en vilenage, li sires a le dousime denier de la vente, c'est à entendre de douze livres vingt sous, et de vingt-quatre livres quarante sous, et du plus, plus, et du moins, moins. » Paris, art. 33, etc. V. la *Conférence*, p. 219.

REQUINTS. C'est-à-dire *le quint du quint*. V. la coutume de Troyes, art. 27, Melun, 69; le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Quint*, et les coutumes qui y sont citées.

TREIZIÈME. C'est la treizième partie du prix qui est due, outre le relief, en Normandie. V. l'art. 171 de cette coutume, et les commentateurs.

XXII.

573. Quand quint est dû, n'est dû relief; et quand relief est dû, ne sont dus quintes.

* Challines, et l'édition de 1637, donnent ainsi cette règle : Es lieux où est dû relief en toute mutation, comme au Vexin, quand quint est dû, n'est dû relief.

* *Grand Coutumier*, liv. II, titre de *Rachat des fiefs*, in fine : * Queritur quand aucun fief doit quint denier, doit-il rachat ?

• **Response :** Selon la coutume de France, non; car le quint
• **denier** est le droit que le seigneur a en cas d'emption et ven-
• **dition** des fiefs, et esquels aucune fois il est de coutume de
• **donner** un marc d'argent, ou joyaux, ou roussins, ou moins
• **selon** la coutume du fief. Mais rachapt est le droit que le
• **seigneur** a en cas de succession de fief, comme dit est. »
Bracton, II, 36, 3. l'hommeau, II, max. 17. *

Cette règle est tirée de l'art. 74 de la coutume de Melun :
mais, en Normandie, il est dû, en même temps, et relief, et
treizième. V. la coutume de Normandie, art. 151-157 et 171.

XXIII.

574. En fiefs abonnés vendus, ne sont dus quints ni requints.

On appelle fief abonné, celui dont les reliefs ou rachats, les
quints et les requints, et quelquefois l'hommage même, sont
changés et convertis en rentes ou redevances annuelles. V.
l'art. 118 de la coutume d'Anjou.

Quand des fiefs ont été ainsi abonnés, ce qui ne peut être fait
sans le consentement des seigneurs suzerains, la règle est qu'il
faut suivre l'abonnement; et, comme les quints, requints et
les reliefs ne sont plus dus ayant été mués par l'abonnement, il
s'ensuit qu'ils ne peuvent plus être demandés.

Beaumanoir, chap. 28; n° 7. « Ils sont aucuns fiefs que l'on
• appelle fiefs abregiez. Quand l'en est semond pour serviche
• de tiex fiés, l'en doit offrir à son seigneur ce qui est dû par
• la raison de l'abrégement; ne autre chose li sires ne peut
• demander, se li abrégement est prouvez ou commus, et il est
• fet suffisamment par lettres dou comte. Car je ne puis souffrir
• à abrégier le plain serviche qu'on tient de moy, sans l'oc-
• curre dou comte, combien qu'il y ait de seigneur dessous le
• comte, l'un après l'autre, et soit ainsi qu'il se soient tout
• accordez à l'abrégement. Et se il se sont tout accordé, et li
• quens le scait, il gagne l'hommage de cheluy qui tient la chose;
• et revient l'hommage à la nature de plain serviche; et si le
• doit amender chil qui l'abrégea à son homme, de soixante
• livres au comte. »

Lorsque les roturiers, ou ceux qui ne faisaient pas profession
des armes, commencèrent à posséder librement des fiefs, ce qui
arriva, dit-on, dans le temps des croisades, ils achetèrent ces
sortes d'abrégements, et firent toujours convertir la foi et

l'hommage en devoir annuel qui fut nommé franc-devoir, parce que, représentant la foi et l'hommage auxquels il était subrogé, il était une marque de la noblesse de l'héritage.

L'on voit encore des restes de cet ancien usage dans l'art. 258 de la coutume d'Anjou, qui nous marque positivement que c'étaient les roturiers qui obtenaient des seigneurs ces abonnements de foi. « Si personne coutumière, c'est-à-sçavoir per-
 « sonne non noble, abourne à quelque devoir, ou admortit la
 « foy et hommage qu'elle doit, à cause d'aucuns héritages à
 « elle appartenans par son acquest; ce néanmoins tels héritages
 « et autres choses autrefois hommages, demeureront en leur
 « première nature, quant aux successions : car ce sont acquêts
 « faits de bourse coutumières, qui, pour la première fois, se
 « départent coutumièrement et également; mais après, à tou-
 « jours, mais se partiront noblement, tant comme il sera
 « mémoire qu'ils auront une fois été tenus à foi et hommage. »
 V. l'Ordonnance de Philippe III, touchant les Amortissemens,
 à la fin.

Les feudistes agitèrent autrefois la question de savoir si les seigneurs pouvaient dispenser leurs vassaux de l'hommage et du serment de fidélité, et ils décidèrent que les seigneurs le pouvaient, parce qu'il n'y a que la foi et la fidélité qui soient de la substance du fief, et non l'hommage et la prestation du serment de fidélité : ce qu'ils prouvèrent très-bien par le chap. 3 du second livre de *Feudis*, et par le chap. 1 de *Capitulis Conradii*, qui ont à peu près une disposition semblable. V. Jacobinum de sancto Georgio, de *Feudis*, p. 81, n° 27; Rittershusium, de *Feudis*, cap. 11; Molinæum, in cons. Parisiens., § 3; glossa, n° 14; et Cujacium, ad lib. 1. *Feudor.*, in princ.

Les fiefs qui eurent ces prérogatives furent nommés, par les feudistes, *feuda franca*, nom qui ne se trouve point dans les livres des fiefs, suivant la remarque de Jason, in *præudio Feudorum*, n° 114; et, parce que ces exemptions étaient quelquefois accordées aux vassaux nobles pour récompense de services, les fiefs pour lesquels elles étaient octroyées furent nommés *Feuda honorata*, comme il se voit par ces paroles d'une charte de Raymond, comte de Toulouse. « Et pro hac donatione,
 « sive quittance, dominus comes prædictus donavit in liberum
 « et honoratum Feudum villam nomine Bessitam, in Ruthenensi
 « diœcesi, ad omnem eorum voluntatem in perpetuum facien-
 « dam. » V. Chopinum in consuetudines Andepses, lib. II,
 part. II, tit. VIII.

Il faut donc bien distinguer les abonnements ou les conversions d'hommages en devoirs annuels, des exemptions ou affranchissements d'hommages. Les exemptions d'hommage honoraient ordinairement les fiefs ; mais les abonnements les avilissaient. Car, comme il est très-bien dit dans le chap. 29 du *Droit féodal allemand* : « Non est verum Feudum, de quo census annuus præstatur. » V. Du Fresne, sur l'art. 71 de la coutume d'Amiens ; l'art. 16 de la coutume de Chartres ; et ci-dessus liv. 1, tit. 1, règle LXXI.

XXIV.

575. Si le seigneur n'est servi de son fief, ni satisfait de ses droits, il le peut mettre en sa main par saisie, et en faire les fruits siens.

Challines. — Cette règle est observée quasi partout où l'usage des fiefs est reçu. Par le droit ancien des fiefs, le vassal confisquait (c'est-à-dire perdait par confiscation) la propriété des fiefs faute d'avoir demandé l'investiture dans l'an et jour. *Feud.* 1, tit. xxii. — *Assises*, l. 1, p. 305 — Mais les fiefs de *danger* c'est ainsi qu'on nommait les fiefs qui se perdaient faute d'hommage dans l'an et jour ne sont recus en France aujourd'hui. Dumoulin, sur l'art. 56 de la coutume de Chaumont. *Cout. de Bar-le-Duc*, art. 1.

Pocquet de Livonnières, *Règles du droit français*, liv. II, sect. 3, art. 1 : « La saisie féodale a été introduite comme un tempérament équitable, au lieu et place de la commise qui avait lieu autrefois faute par le vassal de demander l'investiture de son fief. » *Établissements*, I, 65. Jean Gall., *Quæst.*, 162.

SI LE SEIGNEUR N'EST SERVI DE SON FIEF. Par faute d'homme ou de vassal.

NI SATISFAIT DE SES DROITS. Quand même le possesseur du fief servant serait en foi, si le seigneur, en la recevant, s'est réservé ses actions et privilèges pour le paiement de ses droits, ou si, le seigneur étant absent, le vassal a fait la foi, l'hommage et ses offres devant la principale porte du château. V. l'art. 1 et le 63 de la coutume de Paris ; la Conférence et les commentateurs. * Lhommeau, II, max. 8. *

Mais quand le seigneur reçoit lui-même son vassal en foi, sans aucune réserve, il ne peut, ni ne doit plus, depuis lors en avant, faire aucun empêchement audit fief de son vassal ; ains

le doit garder et tenir en possession comme il l'y a mis, sans donner empêchement, pour raison du temps passé, etc. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. XXIX, p. 206, 207. V. la règle XLIV de ce titre.

FAIRE LES FRUITS SIENS. * Même au préjudice des créanciers. Olim, t. II, p. 328, LV. *

XXV.

576. Mais, tant que le seigneur dort, le vassal veille; et tant que le vassal dort, le seigneur veille.

* V. cependant Beaumanoir, *Des Éritages*, XIV, 17. *

Loysel, *Obs.*, p. 66, c'est-à-dire que le vassal fait les fruits siens si le seigneur s'endort en sa saisie.

* *Dormit aliquando jus sed moritur nunquam* est une maxime de la loi anglaise. Coke on Littl., sect. 478.

V. l'observation sur la règle I. de ce titre; Brodeau, sur l'art. I de la coutume de Paris, n° 10, et sur l'art. 61 et 62; l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 184. Lhommeau, II, 9, et le *Glossaire du Droit français*. V° *Vassal*, etc.

XXVI.

577. Le seigneur de fief ne plaide jamais dessaisi.

* Ou, le seigneur plaide contre son vassal, la main garnie. *

C'est-à-dire qu'en cas de saisie féodale, le seigneur, ou son commissaire, jouissent toujours du fief du vassal, nonobstant opposition ou appellation. V. Brodeau sur l'art. 29 de la coutume de Paris, n° 12, p. 225; et sur l'art. 45, n° 1. A moins que le vassal ne dénie. V. l'art. 45 de la coutume de Paris; * l'anc. cout. d'Orléans, art. 79, * et ci-après, liv. VI, tit. V, règle IX.

XXVII.

578. Est la saisie du seigneur préférée à toutes autres.

Cette règle est tirée de l'art. 207 de la coutume du Vermandois. V. Brodeau, sur cet article; Dumoulin, sur la coutume de Paris, § 1, glose 2, n° 3; et Coquille, sur l'art. 8 de la coutume du Nivernais, au titre des *Fiefs*, et quest. 21.

XXVIII.

579. Mais si les créanciers le satisfont de ses droits,

il sera tenu leur en bailler souffrance. [Al. leur en faire main-levée.]

Orléans, art. 4; Paris, art. 34, etc.

XXIX.

580. Et pareillement donner souffrance aux tuteurs des mineurs.

Paris, art. 41; le *Grand Coutumier*, p. 196, ligne 32; et ci-dessus, liv. I, tit. IV, règle XIX.

XXX.

581. Mineurs, ni leurs tuteurs, n'entrent point en foi.

Challines. — Car la foi est due en personne.

V. ci-dessus, liv. I, tit. IV, règle XIX. Et comme ils ne desservent pas les fiefs, ils n'en ont pas les fruits.

XXXI.

582. Mais bien les baillistres qui font les fruits leurs, et les maris pour leurs femmes, et paient relief.

LES BAILLISTRES. Olim, L. I, p. 618, IX.

LES MARIS. * *Grand Coutumier*, tit. de *Saisine en fief*. — « Si je donne à ma fille un fief en mariage, comme par don de nopces, son mari devra rachapt, pour ce qu'en ce cas il a le bail de sa femme; mais s'il mouroit, sa femme ne devoit point de rachapt, car elle succède de son droit; mais si elle se mouroit, son mari derechief devoit rachapt. Toutes foys en aucuns lieux les maris des femmes pucelles et qui oncques ne furent mariées ne doivent point de relief ou rachapt du premier mariage, mais du second, si. » (V. *inf.* règle LXXVI.)

V. ci-dessus, liv. I, tit. IV, règles XVI, XVII; ce que j'ai remarqué dans mon *Glossaire*, et sur le titre des *Gardes et Gardiens* de la coutume de Paris.

XXXII.

583. Aussi, après les bails finis, les majeurs et les

femmes veuves y entrent comme de fief servi, et sans payer autre relief.

Cette règle est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, dont voici les paroles, liv. II, tit. de *Cout. des Fiefs* : « En la ville, prévosté et vicomté de Paris, enfans étant en garde, ou en bail, doivent estre recus à la terre franchement : ni ne sont tenus payer aucune chose à leur seigneur; et ne doivent fors la révérence de foi, la bouche et les mains; mais le gardien ou baillistre pour les héritages féodaux appartenans à iceulx mineurs; car ils paieront droit de relief, en tant qu'ils font les fruits leurs. » * Meaux, 151. Anjou, 106. Maine, 118. *

XXXIII.

584. Il y a, entre les proverbes ruraux, que *souffrance à la foi vaut déshéritance*; qui semble être ce qu'on dit coutumièrement : *souffrance vaut foi, tant qu'elle dure*.

* *Domini patientia habetur pro fidelitate.* *

Il y a, dans la Somme de Bouteiller, liv. I, chap. 31, que *souffrance est déshéritance*; et au chap. 86 du même livre, il y a que *Accoutumance est Déshéritance*: c'est-à-dire que celui qui souffre qu'un autre soit trop longtemps en possession de la chose qui lui appartient, la perd; et que celui qui s'accoutume à payer une redevance qu'il ne doit pas, fait un titre à son adversaire contre lui: ce qui a peu de relation à la souffrance féodale. V. ci-après, liv. V, tit. III, règle xxviii; et Loyseau, des *Offices*, liv. II, chap. 2, n° 54. * Coul. de Paris, 42. *

XXXIV.

585. Qui demande souffrance doit déclarer les noms et âges de ceux pour qui il la demande.

Cet article a été pris de l'addition qui a été faite à l'art. 41 de la nouvelle coutume de Paris; ce qui a été sagement ordonné, afin que le seigneur qui n'a pu refuser la souffrance, se fasse servir de son fief, quand les enfants seront majeurs.

Selon l'art. 35 de notre nouvelle coutume, le frère aîné qui acquitte ses sœurs, en portant la foi au seigneur féodal, doit aussi déclarer leurs noms, afin que le seigneur puisse les con-

naître et les distinguer, et qu'il n'exige ni foi ni relief, si elles sont filles ou veuves, lorsqu'elles se marieront, pour la première fois, après le décès de leur père ou mère; ou afin qu'il exige d'elles ses droits, si elles étaient mariées à l'échéance de ces successions, ou au cas qu'ensuite elles se remariassent.

XXXV.

586. Souffrance se doit aussi bailler à ceux qui, par essoine légitime, ne peuvent faire la foi en personne.

Essoine, excuse. V. le *Glossaire du Droit français* à ce mot.
V. Brodeau, sur l'art. 41 de la coutume de Paris, n° 25, où cette règle est expliquée.

XXXVI.

587. La souffrance finie, l'on peut saisir à faute de foi.

V. Brodeau, sur l'art. 42 de la coutume de Paris, n° 4, où cette règle est expliquée.

XXXVII.

588. Un nouveau seigneur peut sommer et contraindre ses vassaux de venir à la foi, qui est ce qu'on dit : *a tous seigneurs tous honneurs*.

Beaumanoir, *Des Éritages*, XIV, 18.
Paris, art. 65, avec la conférence.

XXXVIII.

589. Mais l'ancien vassal ne [lui] doit que [la] bouche et [les] mains.

Paris, art. 66; Clermont, art. 105, où cette règle est expliquée.

Bracton, II, chap. 36, § 5 : « Item quotiens [debetur relevium]?
• Et sciendum quod non nisi semel tantum, scilicet quandiu
• heres duraverit qui semel relevavit. Nec etiam propter mutationem dominorum, si capitales domini plures decesserint de
• herede in heredem, et quamvis hac de causa plura capienda
• sint homagia, et ratione dominorum sint plura, tamen unicum
• erit quantum ad tenentem, quamvis sæpius innovatum, et

• *ideo omnino unicum relevium. Item cum tenens relevium*
 • *semel dederit, et contingat mutationem fieri dominorum ex*
 • *causa donationis vel emptionis, per iudicium vel concordiam,*
 • *vel alio quocumque modo, quamvis tenens aliquando diversis*
 • *dominis qui acquisierint legeatur ad homagium, non propter*
 • *hoc dabit relevium, cum hereditas in persona sua non decadat,*
 • *que semel per ipsum fuit relevata, quamvis deciderit in per-*
 • *sona domini sui capitalis per mortem, vel mutationem, defect-*
 • *tum vel delictum.* • *Miroir de Souabe, III, 32.* •

XXXIX.

590. Quand une saisie est faite pour plusieurs causes, il suffit qu'elle se puisse soutenir pour l'une d'icelles.

Voyez Brodeau, sur l'art. 1, n° 18, et sur l'art. 29, n° 8 de la coutume de Paris, et Louet, lettre F, somm. 10.

XL.

591. Un seigneur peut recevoir à foi et relief tous ceux qui se présentent à lui, sauf tous droits; et n'est tenu de rendre ce qui lui est, pour ce, volontairement offert et présenté.

Cette règle est tirée de l'art. 119 de la coutume de Reims; de l'art. 214 de celle de Châlons. Celui qui fait ainsi la foi, et qui paie ainsi le relief, empêche le seigneur de saisir féodalement, ou fait cesser la saisie féodale, en cas qu'elle ait été faite; et, comme il prive le seigneur du profit de la saisie, il est juste qu'il ne puisse rien répéter, s'il a payé volontairement.

ET N'EST TENU DE RENDRE CE QUI LUI EST, POUR CE, VOLONTAIREMENT OFFERT ET PRÉSENTÉ. A moins, comme dit la coutume de Reims, dans l'art. 119, qu'il n'y ait juste cause d'erreur. Ce qui est traité par Dumoulin, sur le § 22 de l'ancienne coutume de Paris, nomb. 33 et nomb. 149.

Et si celui qui paie, mais dont le droit est douteux, proteste de répéter son argent, en cas que, par la suite, il se trouve qu'il n'avait aucun droit au fief, il en doit être de même. V. Dumoulin, sur le § 55 de l'ancienne coutume, n° 23. Et, dans ce cas, le seigneur qui touche les deniers, étant dûment averti que le droit de celui qui se présente n'est pas certain, il doit les restituer, s'il se trouve, par l'événement, qu'il ait mal

reçu ; quand même il n'en aurait pas profité. V. le même auteur, au même endroit, et sur le § 33, n° 140.

XLI.

592. Si le vassal compose des droits de son fief saisi, et ne satisfait dans le temps qui lui avoit été donné, la saisie se continue, qui est ce que disent quelques coutumes : *quand argent fait, finaison nulle*.

Cette règle est tirée de l'art. 61 de la coutume du Perche.

QUAND ARGENT FAUT, FINAISON NULLE. Lorsqu'un seigneur qui, sans préjudice de ses droits, a reçu son vassal en foi, a fait ensuite saisir féodalement, faute de paiement, si le vassal saisi demande un délai, et si le seigneur le lui accorde, la saisie féodale, pendant ce délai, n'est qu'en suspens. Et quand il est expiré, si l'argent faut, *deficit*, la saisie féodale continue, et les fruits sont au seigneur, comme s'il n'avait pas accordé de délai. " *Quand argent fault, tout fault.* "

Ceux qui traitent ces règles d'antiquités et d'antiquailles, se trompent bien, et ont bien peu de notion de notre droit. Ragueau pensait bien mieux qu'eux, lorsque, dans son *Indice*, à qui j'ai donné le nom de *Glossaire*, il a dit, sous le mot *Finaison* : « Placent valde hæc veterum dicta, scitaque et quasi oracula vel axiomata, etc. »

Je rapporterai ici deux mots de ce que dit, de ces anciens proverbes, le savant Ritthershusius, lib. VIII, *Sacrarum lectionum* cap. 8, p. 439.

« Semper ego magni feci proverbialia quæ in omnibus linguis et gentibus sunt longe plurima, nec pauca in jure civili, et sunt certe digna quæ magnificant ab omnibus elegantibus hominibus; continent enim sæpe, pauci, singularem sapientiam, ex communi hominum consensu, longaue experientia collectam et comprobata, etc. » Et en peu de mots : *les proverbes sont la sagesse des nations*. De là vient que, de tous les livres de jurisprudence française, il n'y en a pas un seul qui ait été mieux reçu, que celui-ci, par les gens de bon goût.

XLII.

593. Le seigneur et le vassal sont tenus [réciproquement s'entre-]communiquer, de bonne foi, leurs aveus,

dénombrements et autres lettres; ou s'en purger par serment.

DÉNOMBREMENTS. * *Grand Coutumier, de Saisine en fief*: « Nota que quand aucun seigneur met aucun acheteur en sa foy et hommage d'aucun fief, il lui doit enjoindre que dedans un certain temps il apporte son dénombrement; c'est à sçavoir lettres d'aveu, par lesquelles il avoue tenir telles choses et telles de tel seigneur, et lui en a promis et loyauté et service, etc. Et est à sçavoir que le terme commun d'apporter iceluy adveu est limité à XL jours, et le peut le seigneur prolonger s'il luy plaist, mais apeticier non, si la partie le debat ou ne se consent. Et qui n'y vient infra tempus, il (le seigneur) peut faire arrêter le fief par ses gens et mettre en sa main.

« Au dénombrement doivent être tous les héritages ou rentes féodaux dénommés et esclarcis, et s'il en laisse aucuns à esclarcir et denommer, par fraude ou autrement, ils sont acquis au seigneur, qui (si le vassal) ne mettroit au dénombrement cette clause: *et si plus en y a, plus en adroue de tenir.* » V. un de ces aveux. Olim., t. II, p. 416. III; *Miroir de Souabe*, III, 30.*

L'art. 44 de la coutume de Paris ajoute que le vassal doit satisfaire le premier; ce qui est raisonnable.

XLIII.

594. Les droits dus par le vassal à son seigneur se paient selon la coutume du fief servant; mais les foi et hommages se doivent faire en la forme du fief dominant.

Cette règle, qui est générale dans toute la France, est tirée de l'art. 227 de la coutume du Vermandois, du 138 de celle de Reims; et du 224 de celle de Châlons. V. Louet, lettre F, chap. 19; et Dumoulin, sur l'art. 227 de la coutume du Vermandois; et sur Paris, § 7, n° 35.

XLIV.

595. Le seigneur de fief peut aussi saisir à faute de dénombrement non baillé.

Mais cette saisie n'est pas une réunion du fief à la table du seigneur, parce que le fief, n'étant pas vacant, n'emporte pas

perte de fruits. V. l'art. 9 de la coutume de Paris ; la règle suivante, et ce qu'on a remarqué ci-dessus sur la règle xxiv de ce titre.

XLV.

596. Mais l'aveu, bien ou mal baillé, sauve la levée, et ne fait le seigneur les fruits siens.

L'AVEU BIEN OU MAL BAILLÉ SAUVE LA LEVÉE. Même avant qu'il soit reçu ou blâmé. V. Brodeau, sur l'art. 9 de la coutume de Paris, n° 9.

ET NE FAIT LE SEIGNEUR LES FRUITS SIENS. Paris, art. 9. V. la coutume de Troyes, art. 30 ; Chaumont, art. 19.

XLVI.

597. Doit le seigneur lever sa main de ce dont il n'est en discord ; la saisie tenant pour le surplus.

LA SAISIE TENANT POUR LE SURPLUS. * Olim., t. II, p. 461, iv.* Cette règle est tirée de l'art. 205 de la coutume du Vermandois ; du 206 de celle de Châlons ; et 49 de Valois, ce qui n'est point observé ailleurs. V. Dumoulin, sur l'art. 44 de la coutume de Paris, n° 13, 18, 19 ; et Brodeau, sur l'art. 9, n° 10.

XLVII.

598. Dénombrement baillé sert de confession contre celui qui le baille : mais ne préjudicie à autrui, ni au seigneur qui le reçoit ; sinon que le vassal étant retourné vers lui, après quarante jours, pour le reblandir, il ne le blâme.

Nivernais, tit. des *Fiefs*, art. 67. V. Coquille, en cet endroit, et Brodeau, sur l'art. 10 de la coutume de Paris, n° 4.

CONTRE CELUI QUI LE BAILLE, mais non contre un tiers, parce que ce tiers n'y est point partie. * Le droit des tiers est toujours sauf.*

MAIS NE PREJUDICIE A AUTRUI. A moins qu'il n'y ait une suite de dénombrements semblables baillés de bonne foi et sans fraude pendant une longue suite d'années et suffisante pour opérer des prescriptions. Car, dans ce cas, ces dénombrements suivis sont des titres qui peuvent être opposés à celui qui a laissé prescrire. Et c'est en ce sens qu'il faut prendre ces pa-

roles de Charles Dumoulin sur le § 58 de l'ancienne coutume de Paris, in verbo *Dénombrement*, n° 10. « Publicum instrumentum erga omnes, est æque publicum et probans. » Joignez de Saint-Leu, dans son commentaire sur la coutume de Senlis, art. 52; *Lhommeau, II, max. 13.*

REBLANDIR. Mantes, chap. 1, art. 15. C'est aller civilement au seigneur, lui demander le blâme. Ce qui n'est point requis par la coutume de Paris, qui permet au vassal d'y envoyer. V. l'art. 31.

* Pontanus, sur Blois, art. 17 : « Licet catalogus a domino per plures annos retineatur, tamen pro recepto non habetur, donec supra ea re fuerit a vassallo interpellatus. »

XLVIII.

599. Un seigneur ne peut contraindre son vassal de bailler avecu plus d'une fois en sa vie.

* *L'aveu ne se réitère point.* Boullenois, art. 52, et l'art. 17 de la coutume d'Artois, de l'an 1545; Molin., in cons. Parisiens. § 5, n° 3, et *supra*, règle xxxviii.

XLIX.

600. Ce qui est recélé frauduleusement est acquis au seigneur.

CE QUI EST RECÉLÉ. Bourbonnais, art. 382; Nivernais, tit. des *Fiefs*, art. 68; V. Coquille, dans son *Institution*, titre des *Fiefs*; ce qui n'est point suivi dans les autres coutumes. V. Brodeau, sur l'art. 43 de la coutume de Paris, n° 13, 14; et ci-après, règles xcvi, xcviij avec les notes.

L.

601. Un seigneur ne peut saisir le fief de son vassal, avant qu'il soit lui-même entré en foi.

Cette règle est tirée de l'art. 79 de la coutume de Clermont en Beauvoisis. La raison est que, suivant les principes de notre ancien droit français, celui qui acquiert un fief n'en devient possesseur, et n'en a la saisine que par la foi.

* Desmares, décis. 285 : « La coutume que le mort saisit le vif son hoir, n'a pas lieu tant que à ce qui touche le seigneur;

• car le fîls n'est saisi, ne possesseur du fief son feu père, jusques à tant qu'il en soit en foi et en hommage, ou souffrance du seigneur du fief. »

L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21 : « Si c'est un fief noble, saisine de droit ne autre n'est acquise sans foi ; car le seigneur direct est avant saisi que l'héritier. Mais par faire hommage et par relief, le seigneur direct doit saisir l'héritier. Et la raison si est ; car le seigneur féodal a la seigneurie directe, à laquelle la profitable est adonques conjointe et annexée par la mort du vassal. »

Dumoulin s'est expliqué à peu près de la même manière sur l'article 1 de l'ancienne coutume de Paris, glose 4, nom. 48 :

« Vassallus nondum per dominum in fidei admissus et investitus, non est integre et absolute vassallus, mutatione enim prioris vassalli, soluta fidelitate in qua feudum consistit, interim non videtur esse feudum. »

Si celui qui n'est point en foi n'est pas saisi de son fief, et ne peut point être appelé *vassal*, il s'ensuit qu'il ne peut point être appelé *seigneur*, par rapport aux fiefs qui relèvent du sien, et que, par conséquent, tant qu'il n'est point en foi, il ne peut les saisir féodalement.

Mais, dans les trois derniers siècles, la maxime, tant que le seigneur dort, le vassal veille, ayant été établie, cet ancien droit a été aboli ; l'on a regardé le silence du seigneur dominant, comme une souffrance tacite, et l'on n'a plus douté que le vassal, qui n'était point en foi, ne pût, pendant que son seigneur dormait, faire saisir le fief mouvant de lui, et tel a été l'avis de Dumoulin ; car, après avoir dit, au lieu marqué ci-dessus, que « vassallus nondum per dominum admissus et investitus, non est integre et absolute vassallus, » il ajoute : « et hoc saltem domino vigilante ; et, ut verbis nostræ consuetudinis utar, feudum ad suam manum revocante. »

V. Brodeau, sur l'art. 82 de la coutume de Paris, n^o 3 et 4, l. I, p. 627, 367 et 368.

Dans la coutume de Clermont, la maxime tant que le seigneur dort, le vassal veille, n'a point été admise ; et de là vient que cette coutume décide, dans l'art. 79, que « le seigneur ne peut saisir le fief de son vassal, avant qu'il soit lui-même entré en foi. » V. l'ancienne coutume d'Orléans, art. 84 ; Duplessis, liv. I des Fiefs, chap. 5, p. 25 de la troisième édition ; les *Coutumes Notoires*, art. 52 et 53 ; et *Jus feudale Alemannicum*, cap. 6.

LI.

602 Ne peut aussi gagner les fruits du fief, ouvert par le décès de son vassal, qu'après les quarante jours.

**Grand Coutumier*, liv. II, de *Saisine en fief* : « Par la coutume des fiefs, sitôt qu'un vassal est mort, le seigneur peut assigner au fief, mais il ne peut rien lever jusques à XL jours après la mort du vassal. »

Paris, art. 7.

Mais si le vassal avait tenu le fief sans seigneur, et avant que d'être reçu en foi, il était au pouvoir du seigneur de tenir le fief à tout homme, comme le vassal l'avait tenu sans seigneur; et le seigneur pendant tout ce temps, faisait les fruits siens. Ce qui n'est plus pratiqué comme Charondas le remarque sur l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. de *Saisine en fief*.

LII.

603. Le seigneur, qui a reçu son vassal en foi sans aucune réserve, ne peut saisir le fief pour les droits par lui prétendus; ains y doit venir par action.

LE SEIGNEUR QUI A RECU SON VASSAL EN FOI. Cette règle a été tirée de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. des *Coutumes des fiefs*, où il est écrit que, « quand un seigneur féodalitaire reçoit en foi son vassal pleinement et paisiblement, sans aucune réserve, il ne peut, ne ne doit, depuis lors en avant, faire mettre aucun empêchement audit fief de son vassal; mais le doit garder et faire tenir en possession d'iceluy, ainsi comme il l'y a mis, sans donner empêchement pour raison du temps passé. » V. l'art. 8 de la coutume de Paris; l'art. 21 de la coutume de Mantes; l'art. 221 de celle de Sens; Charondas, sur l'art. 1 de la coutume de Paris; de La Thaumassière, dans ses anciennes coutumes de Berry, p. 336, chap. 5.

LIII.

604. L'on doit venir par action pour loyaux aides [ou chevets.]

PAR ACTION. V. Durandum, seu Speculat., de *Homagiis*, n° 67. Cependant Bouteiller, dans sa *Somme*, dit que, de son temps,

il n'y avait point d'action pour demander le paiement des loyaux aides, liv. 1, tit 86. V. Joann. Fabr., ad tit. Inst. de Action., § *Æque*; et Salvaing de l'*Usage des Fiefs*, lib. 1, cap. 49.

AIDES CHEVELS. Sont les aides dus aux chefs seigneurs. V. l'art. 166 de la coutume de Normandie; * et pour le Midi, les Statuts de Bérenger, Giraud, l. II, p. 2. *

LIV.

605. Loyaux aides sont coutumièrement dus pour chevalerie du seigneur ou de son fils aîné; pour mariage de fille aînée; pour rançon, et voyage en la terre sainte.

* LOYAUX AIDES. On les nomme aussi *aides en quatre cas*. *

V. * *Établiss.*, I, chap. 42, V° *Aydes*. * Bouteiller, dans sa *Somme*, liv. 1, tit. LXXXVI; la coutume du Loudunois, tit. viii; le *Glossaire du Droit français*; le tit. ix de la coutume de Touraine; l'art. 344 de la coutume du Bourbonnais; * Bourg, des *Justices*, art. 4; * et Du Tillet, dans son *Recueil des rois de France*, au titre des *Appanages*, p. 292, lig. 13. Masuer, dans sa *Pratique*, chap. 39.

POUR CHEVALERIE. * Ordonn., l. I, 534. *

POUR MARIAGE. * Ordonn., l. I, p. 453. 471; Marnier, *Établ. et coutume de Normandie*, p. 33, 101. *

POUR RANÇON. * *Assises*, I, 397-399. * Que l'on suppose que les loyaux aides aient été levés pour la délivrance du seigneur, et qu'il ait trouvé le moyen de s'échapper avant que le paiement en eût été fait aux ennemis chez qui il était prisonnier, faudra-t-il les rendre à ceux sur qui ils ont été levés?

Desmares propose à peu près cette question dans sa décis. 419: « J'ai ouï dire à M^r Gentien Cabus, souffisant avocat à Orléans, que l'on donna à un escuyer deux cents francs pour payer sa rançon, et icely escuyer eschapa des Anglois, et ne paya point de rançon. Ceux qui les avoient donnés les demandèrent, pour ce que il n'en avoit point payé, ains avoit été délivré par son eschapement, et sans rançon. Ce nonobstant il fut dit par jugement, que icely escuyer n'estoit tenu de les rendre, car il y a différence entre donaison faite par condition, et faite par manière, et faite pour cause. » Mais cette décision, qui est bonne dans le cas de donacion, ne peut être appliquée ici, où les loyaux aides sont une espèce de taxe que les seigneurs exigent de leurs hommes. En l'année 1329 Philippe de Valois leva une aide sur ses peuples pour entrer en guerre avec

Édouard, roi d'Angleterre. Édouard ayant consenti de rendre l'hommage que Philippe lui demandait, comme il n'y eut point de guerre, Philippe eut la justice de faire rendre à ses sujets l'aide qu'ils lui avaient payée. Les lettres de Philippe de Valois, du 18 juin, sont dans le second tome des Ordonnances, p. 29.

LV.

606. Le cas de rançon est réitérable ; les autres non.

Suivant l'art. 92 de la coutume de Touraine, le seigneur ne peut demander les loyaux aides qu'une seule fois en sa vie ; mais l'art. 344 de la coutume du Bourbonnais décide que le cas de prison ou de rançon est réitérable. V. Salvaing, p. 242 ; et la coutume du Loudunois, tit. viii, art. 3.

LVI.

607. Loyaux aides sont presque ordinairement le doublement des devoirs.

V. Bouteiller, dans sa *Somme*, liv. I, tit. LXXXV, p. 500 ; Papon, liv. viii, tit. iii, n° 5 ; l'art. 345 de la coutume du Bourbonnais ; l'art. 128 de la coutume d'Anjou ; et les coutumes citées par Du Pincenau ; Bretagne, 82 ; le Glossaire sur *Doublement*, et ci-après, liv. vi, tit. vi, règle I.

LVII.

608. Loyaux aides ne passent aux filles, ores qu'elles soient dames de fief.

Cette règle est prise de Masuer, dans sa *Pratique*, tit. de *Successionibus*, n° 55. « Jus collectisandi homines subditos in quatuor casibus, non transit ad filias, dato quod terra et jurisdictio spectet ad easdem. » Charondas, dans ses notes sur la *Somme* de Bouteiller, tit. LXXXVI, p. 503, cite un arrêt qui a jugé que la mère, dame de fief, mariant sa fille, pouvait lever cette aide. Ainsi le vrai sens de cette règle est que la fille, dame de fief, ne la peut point lever pour son mariage. Salvaing, de l'*Usage des fiefs*, chap. 49, et les auteurs qu'il cite.

LVIII.

609. Par roturier et non noble, et à noble et non roturier, sont dus loyaux aides.

Touraine, art. 93; Salvaing, p. 247; et ci-après, liv. vi, lit. vi, règle viii. * et la note de Davot sur la règle suivante. *

LIX.

610. Autrement, pour la personne, ne perd le fief sa noblesse.

AUTREMENT. * Davot. — C'est dans la supposition que le droit d'aide n'était pas dû au seigneur roturier que Loysel a dit qu'*autrement* (ou en autre cas) le fief ne perd pas la noblesse pour la personne, c'est-à-dire pour la roture du possesseur; mais dans ce cas-ci même le fief ne perd rien, le droit d'aide aussi bien que tous les autres droits de fief ou de justice étant dus aux seigneurs roturiers comme aux nobles.

Il est probable qu'entre l'opinion de Loysel et celle de Davot, il y a une question de date, et qu'elles ont été toutes deux vraies successivement. *

LX.

611. Avant que les fiefs fussent vraiment patrimoniaux, ils étoient indivisibles, et baillés à l'aîné, pour lui aider à supporter les frais de la guerre, et quasi comme *prædia militaria*, qui ne venoient point en partage.

ILS ÉTOIENT INDIVISIBLES. V. le Glossaire du Droit français, sur le mot *Ainsneté*, et sur *Parage* et *Frerage*; et de La Roque, dans son *Traité de la Noblesse*, chap. 25, p. 96. * Buttler, sur Littleton, sect. 300. *

PRÆDIA MILITARIA. V. Jacobum Gothofredum, ad legem primam Cod. Th., de *terris limitaneis*, lib. vii, tit. xv, p. 394, 395, t. II. Gallaud, *Franc Allou*, chap. 5; leg. *Lucius*, II, Dig., de *Exactionibus*; Brissonium, lib. iv *Selectarum*, cap. 5 et 6; Antonium Contium, ad leg. 15, § *si forte*, D., de *Rei vindicatione*; Franciscum Amayam Hispanum, ad titulum Codicis de *Fundis limitrophis*, n^{os} 14, 15 et 16, pag. 153; Lampridium, in *Alexandro*, n^o 58, et ibi Casaubon, n^{os} 3 et 4; Vopiscum, in *Probo*, n^o 16,

in fine ; et ibi Salmasium, n° 2 ; Justinum, lib. II, *Hist.*, cap. 10.

ET BAILLÉES À L'AÎNÉ. * Glanvilla, lib. VII, cap. 1. Coke on Littleton, sect. 5. *

LXI.

612. Depuis [*al.* Du depuis], les puînés y ont pris quelques provisions et apanages, qui leur ont, [*al.* en ont] quasi partout, été enfin faits patrimoniaux.

Nous avons encore des coutumes où les puînés ne succèdent qu'en bienfait, ou par usufruit seulement. V. l'art. 97 de la coutume d'Anjou, et le 110 de celle du Maine.

QUI LEUR ONT ÉTÉ ENFIN FAITS PATRIMONIAUX, ainsi que leurs parts aux justices inhérentes aux fiefs. V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 27, pag. 184, 185, et ce que j'ai remarqué dans ma préface sur le premier tome des *Ordonnances*, n° 113, 114.

LXII.

613. L'aîné prenant toujours quelque avantage, selon la diversité des coutumes. Et, par aventure, seroit-il raisonnable qu'il prit le double de chacun des autres enfants.

QUELQUE AVANTAGE. Les deux tiers. Beaum., XIV, 8.

* Cet article et les trois suivants sont pris du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. de *Saisine en Fief*. « Par la coutume de la vicomté de Paris, si aucun meurt qui laisse deux enfans et non plus, l'aîné aura le principal manoir avec le jardin selon la claustrure tenu en fief, et s'il n'y a point de jardin un arpent de terre, ou le vol d'un chapon tenu en fief au joignant de ladite maison, avec les deux tiers de tous les autres fiefs, et l'autre en aura la tierce partie seulement. Et si le principal manoir, dont il porte le nom, est désert, et un autre tout neuf où leur prédécesseur a fait son domicile, il sera au choix du successeur héritier. Et si le défunt laisse plusieurs enfans excédant le nombre de deux, l'aîné aura le maître manoir avec la moitié de tout, les autres enfans ensemble l'autre moitié et résidu. » *

V. la troisième dissertation de Du Cange sur Joinville ; * Loyseau, *Seigneurie*, chap. 6, n° 14 et ss. ; * et Brodeau, sur les art. 15 et 16 de la coutume de Paris ; * Lebrun, *Traité des Successions*, liv. IV, chap. 1. *

LXIII.

614. Sur tout le chef-lieu, ou maître manoir entier, ou, au lieu d'icelui, le vol du chapon, qui est un arpent de terre ou jardin; marque de l'ancienne frugalité de nos pères.

MAÎTRE MANOIR ENTIER. * Il y a un arrêt exprès à ce sujet de l'an 1268. Olim, t. I, p. 720, xvii. *

VOL DU CHAPON. V. le *Glossaire du Droit français*, et Brodeau, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, n° 29. Ce qui est appelé le vol du chapon est nommé un *cog* dans le chap. 10 du premier livre des *Établissements de saint Louis*. Touchant les *Préclôtures* et les *Pourpris*. V. Coquille, quest. 258.

LXIV.

615. Et si doit avoir le nom, le cri et les armes pleines.

Sens, art. 200; Auxerre, art. 54, etc.

LE CRI. V. les dissertations 11 et 12 de Du Cange, sur Joinville; Troyes, art. 13 et la note de Pithou; * Brodeau, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, n° 19; et Gousset, sur l'art. 8, n° 9 de la coutume de Chaumont.

ET LES ARMES PLEINES. V. la dissertation 10 de Du Cange sur Joinville; Salvaing, p. 296; le *Glossaire du Droit français*, sur *Armes pleines*; et Coquille, dans son *Institution*, p. 34 de l'édition de 1665.

Quoique les savants conviennent que les armoiries sont une invention des bas siècles, on en voit cependant des exemples dans les anciens :

Pulcher Aventinus, clypeoque insigne paternum,
Centum angues, cinclaque gerit serpentibus hydram.

(VIRGIL., lib. vii, *Æneid.*, vers. 657.)

Ipsæ inter primos præstanti corpore Turnus
Vertitur arma tenens, et toto vertice supra est;
Cui triplici cernita juba galea alta Chimerarum
Sustinet, Etnæos efflantem faucibus ignes:
Tam magis illa fremens, et tristibus effera flammis.
Quam magis effuso crudescunt sanguine pugna.
At levem clypeum sublati cornibus Io
Auro insignibat, jam setis obsita, jam hos,
Argumentum ingens, et custos virginis Argus.
Cælatæque amnem fundens pater Inachus urna.

(Idem, vers. 783.)

Agrestes aconita vocant. Ea conjugis astu
Ipse parens Egeus nato porrevit, ut hosti.
Sumpserat ignara Theseus data pocula dextra,
Cum pater in capulo gladii cognovit eburno
Signa sui generis, facinusque excussit ab ore.

(OVID., *Metamorph.* vii, vers. 419)

Cuncta phalanx insigne Jovis, cœlataque gestat
Tegmina, dispersos tritidis ardoribus ignes:
Nunc primus radios, miles Romane, corusci
Fulminis, et rutilas scutis diffunderis alas.
Insuper auratos collegerat ipse dracones.
Matris Hœmæ specimen, linguisque adversus utrinque
Congruit; et tereti serpens dat vulnera gemmæ.

(VALER. FLAC., lib. vi *Argonauticon*, vers. 53.)

Has super æratam phœces agit æquore nubem
Cum fremitu, densique levant vexilla coralli,
Barbaricæ quis signa rotæ, ferrataque dorso
Forma suum, truncæque Jovis simulacra columnæ.

(*Idem*, vers. 88)

Flava eruentarum prætenditur umbra iubarum.
Et formidato clypeus Titana lacessit
Lumine, quem tota variarat Mulciber arte.
Hic patrius Mavortis amor, factusque notantur
Romulei. Pius amnis inest, et bellua nutrix,
Electro Tiberis, pueri formantur in auro,
Fingunt æra lupam, Mavors adamante corniscat.

(CLAUDIAN., *in consulat. Probinæ et Olybrii.*
de Romæ clypeo, vers. 93.)

V. Castallionis jurisconsulti *Varias lectiones et opuscula*,
cap. 19, fol. 19, 20, édition. Parmensis.

LXV.

616. Quand le fief consisteroit en un hôtel, il le prendroit entier lui seul, la légitime des autres sauve.

Paris, art. 17. V. la note qu'on y a faite, où cette règle est expliquée, et la note sur la règle LXVIII de ce titre.

LXVI.

617. Si les préclôtures du chef-lieu excèdent ce qui doit appartenir à l'aîné, il les peut avoir, en récompensant

ses puînés en fiefs ou autres héritages de la même succession, à leur commodité.

Angoumois, art. 68; Paris, art. 13.

PRÉCÉDENCES. * *Glossaire du Droit français*, au mot *Pourpris*. *

EN RÉCOMPENSANT SES PUÎNÉS EN FIEFS OU AUTRES HÉRITAGES DE LA MÊME SUCCESSION. S'il y en a; et s'il n'y en a pas, il les peut récompenser en argent, au dire de prud'hommes, selon l'art. 17 de la coutume de Paris.

LXVII.

618. Et si peut avoir la plus belle terre entière aux mêmes conditions.

Valois, art. 61 et ibi Molinæus.

LXVIII.

619. Et si ne paie pas plus de dettes que l'un de ses autres frères ou sœurs.

J'ai expliqué cette règle dans mes notes, sur les art. 15 et 16 de la coutume de Paris. Si cependant le puîné, qui n'a qu'un tiers, en payant autant de dettes que son aîné qui a les deux tiers avec le principal manoir, et le vol du chapon, n'a pas sa légitime, l'aîné la lui doit fournir; parce que la légitime est préférable au droit d'aînesse, par la raison de l'art. 19 de la coutume, où l'on peut voir la note

V. Molin. in cons. Paris., § 139, n° 2, § 892; Vallan, *de Rebus dubiis*, tit. xx, n° 23; Tiraquel., *de Jure primog.*, q. 5. * L'hommeau, III, max. 22. *

LXIX.

620. Mais nul ne prend droit d'aînesse s'il n'est héritier.

V. Dumoulin, § 3 de la coutume de Paris, gl. 1, n° 6; Brodeau, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, n° 15 et 16.

L'aîné ne prenant son droit d'aînesse que comme un préciput légal avant partage, il est évident qu'il ne peut avoir cet avantage, à moins qu'il ne soit héritier, parce que, pour être admis

à partage, il faut qu'il soit héritier. Or, comme héritier, il n'a, dans les successions directes, qu'une part, ainsi que ses frères; et de là vient qu'ils paient tous les dettes également. Et comme le droit d'ainesse est prélevé à titre de prélegs légal ou de préciput, de là vient que l'ainé ne paie rien pour raison de cet avantage, selon la règle précédente. V. ma note sur l'art. 16 de la coutume de Paris; Coquille, quest. 257, à la fin.

LXX.

621. Est ce droit d'ainesse en fiefs si favorable, que l'on n'en peut être privé, ores qu'on y eût renoncé du vivant de ses père et mère.

V. Brodeau, qui explique au long cette règle, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, n° 39 et 40, et les auteurs qu'il cite; et ce que j'ai écrit sur cette question, dans mon *Traité des Institutions contractuelles*.

LXXI.

622. Par l'ordonnance du roi Philippe-Auguste, du premier mai de l'an 1210 (qui est, par aventure, la première des rois de la troisième race) (1), les parts de l'éclipsement du fief des mainés sont tenues aussi noblement que le principal de son aîné.

Par cette ordonnance il fut réglé qu'entre frères qui partageraient, les fiefs seraient démembrés, et que les puînés ne tiendraient point leurs parts et portions à foi et hommage de leurs aînés, mais à foi et hommage des seigneurs dominants. Elle est rapportée par Brodeau, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, n° 21. V. le *Glossaire du Droit français*, sur *Partage et Frerescheux*; et la troisième dissertation de Du Cange, sur Joinville. * De Lezardière, *Lois de la monarchie française*, t. II, p. 10 et 163. *

L'ÉCLIPSEMENT. Lisez l'éclichement, c'est-à-dire la portion du fief des puînés démembrée. Quand un fief est divisé entre plusieurs enfants qui tiennent chacun leur part à foi du même

(1) * Cette ordonnance, qui est du 1^{er} mai de 1209 et non de 1210, est dans le premier volume des Ordonnances, p. 29, et n'est point, tant s'en faut, la première des rois de la troisième race.

seigneur, ce fief est *démembré, écliché ou écléché*, et n'est pas *éclipsé* (1). V. Bouteiller, dans sa *Somme*, livre 1, tit. LXXX, p. 472; Brodeau, sur l'art. 51, nomb. 5 de la coutume de Paris; le *Glossaire du Droit français*, sur ces mots. Et de là vient peut-être que les cuisses de mouton, qui en sont les principaux et les meilleurs membres, ont été nommées, par corruption, *éclanches*. V. *Ménage*, sur ce mot.

MAINÉS, c'est-à-dire puinés, cadets.

LXXII.

623. Est néanmoins en leur choix de relever du seigneur féodal, ou les tenir en parage de leur aîné, qui les acquitte de la foi pour le tout envers le seigneur commun.

Les puinés n'ont cette option qu'en quelques coutumes. V. les art. 62 et 63 de celle du Perche; Troyes, art. 14; Mantes, chap. 1, art. 5; Laon, 159; Châlons, 167; Reims, 115; Clermont, 82; la troisième dissertation de Du Cange, sur Joinville, p. 150; et le *Glossaire*, sur *Fief boursal*.

OU LES TENIR EN PARAGE. Dans les coutumes citées où les puinés ont l'option d'être, par les *frerages* ou *partages*, les vassaux de leur aîné ou du seigneur dominant, il n'y a point de *parage* comme en Anjou, Maine et Touraine, etc. V. la note sur la règle LXXVII de ce titre.

LXXIII.

624. L'aîné peut faire la foi et hommage pour ses puinés.

* Marnier, *Établissements de Normandie*, p. 32. *

Meaux, chap. 17, art. 140. Il peut faire la foi pour ses puinés mineurs, et non pour les majeurs, s'il n'y a garantie en parage. V. Molin., in cons. Paris., § 28, n° 6; l'art. 41 de la coutume de Paris; la note sur Duplessis, p. 17 de la dernière édition; l'art. 2 de la coutume de Chartres; et le 3 de la coutume de Montfort.

(1) *Éclipsé*, dans la vieille langue française, est synonyme d'*éclicher*.

LXXIV.

625. [Et] néanmoins est loisible à un chacun faire la foi pour sa part.

* Olim, l. 1, p. 47, xiii ; 424, xi. *

Non-seulement il est loisible, mais chacun y est obligé, quand ils sont tous majeurs. V. la note sur la règle précédente, et l'art. 141 de la coutume de Meaux.

LXXV.

626. Le puîné ne peut garantir son aîné; et si n'y a garantie en ligne collatérale.

LE PUÎNÉ NE PEUT GARANTIR SON AÎNÉ, parce que le droit d'aînesse est un privilège qui ne s'étend pas d'une personne à une autre. * V. mon *Traité des Institutions contractuelles*, l. 1, chap. 3, nomb. 31, p. 120; et chap. 5, nomb. 33, p. 330.

ET SI N'Y A GARANTIE EN LIGNE COLLATÉRALE. Cette addition n'est pas universellement véritable, et elle est même contraire aux règles LXXVII et LXXVIII de ce titre.

Dans les provinces où le parage est en usage, il est plus pratiqué en ligne directe qu'en ligne collatérale, parce que les successions nobles collatérales appartiennent régulièrement, pour le tout, à l'aîné seul, lequel n'ayant pas de puînés qui partagent avec lui, ne les peut garantir en franc parage sous son hommage envers le seigneur dominant.

Mais lorsqu'en lignée collatérale, les puînés prennent part avec leurs aînés dans les successions nobles, ce qui arrive dans quelque cas, l'aîné les garantit toujours, en franc parage, sous son hommage; ce qui est nettement expliqué par l'article suivant, qui est le 282 de la coutume de Touraine.

« Entre nobles les successions collatérales vont à l'aîné ou « aînée, et n'y prennent rien les puînés, fors en deux cas.

« L'un, quand les puînés tiennent leurs partages ensemble « indivisés, et que l'un deux décède, sans hoir procréé de « sa chair.

« L'autre, quand la succession naît et procède du frère aîné, « ou autre parent chef de la ligne ou souche dont ils sont descendus, ou de leurs représentans; laquelle succession advenant audit dernier cas, tous les membres en sont abrevés, et « en aura l'aîné les deux parts, avec l'avantage comme en suc-

« cession directe ; et les puînés le tiers garanti en parage sous l'hommage de leur aîné. » V. les art. 224, 229, 230, 250 de la coutume d'Anjou, et les 267, 273 et 319 de celle de Touraine, et *Statuta Roberti III, Regis Scotiæ*, cap. 3.

LXXVI.

627. Le frère n'acquitte sa sœur que de son premier mariage, et non des autres. [Et, en toutes nocces, fors les premières, la femme, ou son mari pour elle, doit relief, bouche et mains, et chambellage.]

Les filles ou vierges ne doivent rien du premier de leurs mariages, contracté pendant la vie de leurs pères ou mères qui leur a donné des fiefs, et même après leur décès lorsqu'elles ont en quelque fief en partage. C'est la décision précise de l'art. 36 de la coutume de Paris.

Et quand elles auraient été maries plusieurs fois pendant la vie de leurs pères ou de leurs mères, elles, ni leurs maris, ne devraient rien pour les fiefs échus en ligne directe, art. 37.

Et si, au décès de leurs pères et mères, elles étaient veuves, après avoir été mariées plusieurs fois, le frère qu'elles auraient, en portant la foi, les acquitterait tant de la foi que du relief, pour le premier mariage qu'elles contracteraient ensuite. C'est la décision précise de l'art. 35 de la coutume de Paris, lire mot pour mot du commentaire de Dumoulin, sur l'art. 3 de l'ancienne coutume.

Que l'on suppose qu'un père ait marié une de ses filles, en lui donnant un fief en dot; cette fille devient veuve, et se marie deux fois du consentement de son père. Il est évident, suivant le principe établi ci-dessus, que le second et le troisième maris qui entreront en foi, paieront le relief ou le rachat comme baillistres, quand même la femme aurait un frère; parce que ce frère, qui ne peut porter la foi pour un tel fief ne peut en acquitter sa sœur.

Que l'on suppose, à présent, que ce père ait donné en mariage, en argent comptant, 60,000 liv. à sa fille; que cette fille, pendant qu'il vivait, ait été mariée deux autres fois; qu'il soit décédé pendant qu'elle était dans son troisième mariage, et qu'entin la fille et son troisième mari, après avoir rapporté ces 60,000 liv., aient eu un fief en partage: le mari, comme bail, devra-t-il le relief pour ce fief? et il faut dire que non, parce

que ce fief lui est réellement échu pendant son troisième mariage : en sorte qu'il faut, dans ce cas, suivre la disposition de l'art. 38 de la coutume de Paris.

Enfin, que l'on suppose que ce père, pendant qu'il vivait, ait donné une somme de 60,000 liv. en mariage à sa fille : qu'après qu'il est décédé, elle ait passé en secondes ou troisièmes noces, et qu'après avoir rapporté, elle et son mari, ces 60,000 liv. à la succession du père, il lui soit échu, et à son mari, un fief : le mari, comme bail, en devra-t-il le relief ou le rachat ? et il faut dire que oui, parce que les choses doivent, dans ce cas, être regardées comme si le fief était échu à la fille pendant son veuvage, et qu'elle l'eût ensuite apporté en mariage à son troisième mari. La coutume de Vitry, dans l'art. 34, et celle de Chaumont, dans l'art. 54, ont des dispositions précises à ce sujet.

LXXVII.

628. Et en chacune branche de parage, celle qui s'appelloit *mirouer de fief*, par l'ancienne coutume du Vexin, pouvoit porter la foi pour toutes les autres.

Le parage est une tenure où les aînés et les puînés sont pairs, et possèdent leurs parts dans les tiefs, les uns aussi noblement que les autres. Afin que les tiefs ne soient point divisés, l'aîné, dans cette tenure, ou ses descendants, garantissent les puînés ou leurs descendants, sous leur hommage envers les seigneurs, tant que le parage dure ; et parce que les seigneurs, pour régler leurs droits et devoirs féodaux, n'ont les yeux que sur la branche aînée, et ne mirent qu'elle, cette branche a été nommée *mirouer de fief*. Il faut ici se souvenir que le parage, dans les coutumes même qui l'admettent, comme celles d'Anjou, du Maine, de Touraine, de Poitou et du Loudunois, n'a pas lieu contre le roi. V. ma préface sur le premier tome des *Ordonnances*, et le *Glossaire du Droit français*. V. *Fief bourgeois*.

MIROIR DE FIEF. V. le *Glossaire*, sur *Miroir de Fief*, sur *Parage*, et la règle suivante.

LXXVIII.

629. Si l'aîné de la souche ou branche est refusant ou delayant faire la foi, le plus âgé d'après, et les autres suc-

cessivement, la peuvent porter, et, en ce faisant, couvrir le fief.

Touraine, art. 265; Loudunois, chap. 27, art. 11, avec les commentaires. Chopin, sur Anjou, liv. II, chap. 1, tit. II, n° 4.

LXXIX.

630. Entre enfans, n'y a qu'un droit d'aînesse.

* Olim, t. I, pag. 527, n° 1, année 1261. Dominus Gazo de Pissiac, miles, habebat quemdam fratrem Ludovicum, et quamdam sororem Blancham. Ipse erat primogenitus, et primogenituram habuerat in terra ipsorum; postmodum mortuo Ludovico fratre suo, ipse, ratione ipsius Ludovici, voluit habere primogenituram in terra communi ipsi Ludovico et sorori suæ. Ipsa Blancha dicebat e contrario quod non debebat super hoc audiri, sed æqualiter debebat terra dividi inter ipsos, cum alias primogenituram suam habuerit idem Gazo in eadem terra, et secundum usum et consuetudinem Franciæ, in eadem terra unica tantummodo sit primogenitura, ut ipsa dicebat.... Determinatum fuit quod ipse (Gazo) non haberet primogenituram, sed divideretur terra æqualiter inter ipsos. Beaumanoir, des Éritages, XIV, 12. Grand Coutumier, titre de Saisine en fief. Anc. cout. d'Orléans, art. 27. *

Clermont, art. 84. V. Brodeau, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, n° 17.

LXXX.

631. Toutefois, s'il y a diverses successions, coutumes ou bailliages, il prendra droit d'aînesse en chacune d'icelles.

V. Brodeau, sur l'art. 15 de la coutume de Paris, n° 2 et 3.

LXXXI.

632. Presque par-tout, entre filles, n'y a point de droit d'aînesse.

* *Omnes sorores sunt quasi unus heres de una hereditate est une maxime de la loi féodale d'Angleterre. Litt., sect. 241. Et quanque filles elles sont, elles sont parceners (parsonnières) et sont fors que un hoir à leur ancêtre.* *

V. L'auteur du *Grand Coutum.*, liv. II, tit. des *Coutumes des fiefs*; la coutume de Paris, art. 19. Il y a néanmoins quelques coutumes qui ont des dispositions contraires. V. celle de Touraine, art. 273; du Loudunois, chap. 27, art. 16; d'Anjou, 227; du Poitou, 296; et de Clermont, 83. * Pour l'Angleterre, Coke on Littleton, sect. 90 et 241. *

En l'année 1212, Blanche, comtesse de Troyes, de l'avis de tous ses barons et vassaux, fit une ordonnance rapportée par dom Martène, dans le premier volume de son *Trésor d'antiquités*, p. 825, 826, par laquelle elle établit que le droit d'ainesse aurait lieu à l'avenir entre filles; mais cette loi est restée sans exécution. V. l'art. 14 de la coutume de Troyes, avec le commentaire de Legrand, glose 19, p. 51 de la dernière édition. Joignez l'ordonnance du comte Thibaud de Champagne, touchant le droit d'ainesse, rapportée en forme par le même dom Martène, dans le même tome, col. 919, 920, dans laquelle il n'est rien dit des filles aînées. V. Paganius Gaudentium, de *Exclusionem feminarum*; et Covarruvias, *Variarum lectionum*.

LXXXII.

633. Entre mâles venans à succession en ligne collatérale, n'y a guère prérogative d'ainesse, fors du non, du cri et des armes.

* Beaum. XIV, 8 : « En esquéeance de côté n'a point d'ainsneece, « ains emporte autant li uns comme li autres, et va cascuns de « sa partie à l'ommage du seigneur. » *Grand Coutumier*, liv. II, tit. des *Coutumes des fiefs*. Anc. cout. d'Orléans, art. 46. *

Cette règle est prise de l'art. 202 de la coutume de Sens. Il y a des coutumes qui ont des dispositions contraires. V. celle du Loudunois, tit. des *Fiefs*, art. 23; celle de Touraine, art. 282; et Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 25, n° 1, 2.

LXXXIII.

634. En la même ligne, les mâles excluent les femelles, estant en pareil degré, et venant de leur chef : s'ils y viennent par représentation, ils concourent avec elles.

EN LA MÊME LIGNE. * C'est-à-dire en collatérale. Anc. cout. d'Orléans, art. 45. *En ligne collatéral, en pareil degré, en succession de fief, le mâle forclost la femelle.* *

Assises, t. 1, p. 275. (Ibelin, 175.)

V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, de *Saisine en fief*; les art. 25 et 323 de la coutume de Paris; Brodeau, sur l'art. 25, n° 2, et les *Coutumes notoires*, art. 71; *Regiam Majestatem*, lib. II, cap. 26, 27; *Paganinum Gaudentium*, de *Exclusionem familiarum*; et Covarruviam, *Variarum resolutionum*.

LXXXIV.

635. Mais ils en sont [*al. seront*] exclus par elles, s'ils étoient si éloignés, qu'ils fussent hors des degrés de représentation.

- Les filles ne furent admises que fort tard à succéder aux fiefs en collatérale. *Nota que en fief filles ne succèdent point en ligne collatérale*, dit le *Grand Coutumier*, qui ajoute : *Ce nota est approuvé par le seizième article de la coutume de Paris, au titre de Matière féodale; Laboulaye, Condition des Femmes*, p. 238.

V. Le Brun, *des Successions*, liv. II, chap. 2, sect. 2, n° 24; et Brodeau, sur l'art. 25 de la coutume de Paris, n° 2.

LXXXV.

636. Si les femmes y viennent par représentation d'un mâle, elles concourent avec ceux qui sont en pareil degré que les représentés.

Cette règle est tirée de l'art. 321 de la coutume d'Orléans. On l'a remise, parce qu'elle se trouve dans toutes les éditions de ces *Institutes*, et dans tous les manuscrits, à l'exception d'un seul où elle est rayée. Il y a eu des arrêts qui ont jugé suivant cette règle; et enfin en 1663, il y en a eu un qui a jugé contre. V. Le Brun, *des Successions*, liv. II, chap. 2, sect. 2, n° 13; Brodeau, sur l'art. 25 de la coutume de Paris, n° 2.

LXXXVI.

637. Le royaume ne tombe point en quenouille, ores que les femmes soient capables de tous autres fiefs.

Le fief et la terre salique convenaient en ce que l'un et l'autre étoient chargés de services militaires; et ils différaient en ce que le fief n'étoit qu'un bénéfice à vie : au lieu que la terre salique étoit un alleu et un fonds héréditaire. Et, comme les

femelles étaient incapables de posséder des fiefs, elles ne pouvaient pas aussi posséder des terres saliques (1). De là vient qu'elles n'y succédaient pas; et de là vient aussi qu'elles ne succèdent pas au royaume, ni leurs descendants, selon la règle ix du tit. v du liv. II de cet ouvrage. " Laboulaye, *Condition des Femmes*, p. 451 et ss. "

Comme les femelles et leurs descendants sont exclus de la succession à la couronne, il est évident qu'un prince du sang, dans un degré éloigné, ne rendra pas sa condition meilleure, en épousant une princesse du sang plus proche en degré que lui, parce que cette princesse, exclue de la succession avec ses descendants, ne peut pas changer le degré de parenté du prince son mari.

Il n'en est pas de même dans les successions ordinaires : car, si je suis parent de côté et ligne dans un degré fort éloigné de celui qui possède un ancien propre, en épousant sa sœur, le fils que j'en aurai, comme neveu, succrédéra à ce propre à l'exclusion de tout autre parent collatéral plus éloigné, et si mon fils décède ensuite sans lignée, comme père et parent de côté et ligne, j'aurai le propre à l'exclusion de tout autre parent collatéral du même côté et de la même ligne, qui seront plus éloignés que moi.

On oppose à cela :

1^o Que, suivant nos mœurs, les propres sont comme substitués dans les familles, et que, dans le cas proposé, le père n'est point censé appelé à un tel fidéicommis. Ce qui est faux : car le propre, selon nos principes, est comme substitué, afin que les parents de côté et de ligne y viennent, *ordine successivo*, c'est-à-dire, afin qu'ils y succèdent suivant les lois; et, par conséquent, que le plus proche parent de côté et de ligne exclue le plus éloigné; ce qui est sans difficulté.

Et ils opposent, en second lieu, que, dans la succession à la couronne, un prince du sang, dans un degré fort éloigné, ne s'approche pas en épousant une princesse du sang, fille ou nièce du roi régnant : ce qui n'a ici aucune application, parce que les

(1) Tout ce que dit ici Laurière, sur la terre salique et les bénéfices, est contestable. Le véritable sens de *terra salica* n'est pas encore absolument déterminé, ce mot ayant reçu diverses acceptions suivant les temps et les lieux. V. M. Pardessus, *Loi salique*, p. 707 et ss., et M. Guérard, *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. III, et *Journal des Savants*, année 1843.

princesses, exclues de la succession à la couronne, ne peuvent approcher ni leurs maris ni leurs enfants; au lieu qu'en succession de propres, la femme, dans un degré plus proche que celui de son mari, approche ses enfants, dont le mari devient ensuite le plus proche parent, s'ils décèdent sans hoirs.

LXXXVII.

638. Par la loi salique, les royaume, duchés, comtés, marquisats et baronnies ne se démembrement pas.

Par la loi salique, il faut ici entendre les anciennes mœurs des Français * [ou mieux encore les coutumes des liefs], * comme dans la vie de Louis le Gros, écrite par l'abbé Suger, n° 10, t. IV, *Histor. Francor.*, p. 292; Loysel, en ses *Opuscules*, p. 60 et ss. V. les règles ix et x du titre de *Succession*, liv. II, tit. v; de Cironis, dans ses *Observations*; Gryphiandrum, de *Weichbildis saxonis*, cap. 40; et Rapin Thoyras, dans son *Histoire d'Angleterre*; Le Prêtre, cent. I, chap. 72. En Espagne, chez les Cantabres, par une fantaisie tout opposée, les femmes succédaient seules, à l'exclusion des mâles, ainsi que nous l'apprenons, des paroles qui suivent, de Strabon, liv. III, p. 165 de l'édition de Paris : « Apud Cantabros vir mulieri dolem affert. Filix heredes instituitur; et ab his fratres in matrimonium elocantur, etc. » V. Spanheim, dans ses *mélanges*, liv. I, chap. 15, n° 18, et Paganinum Gaudentium, de *Feminis exclusis*.

NE SE DÉMEMBREMENT PAS. V. le chap. 24 du premier livre des *Établissements*; les coutumes citées par Du Cange, en cet endroit; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 27, p. 181; Loyseau, des *Seigneuries*, chap. 6, l'édit de mai 1711, pour les *Duchés-Pairies*; et surtout le *Glossaire du Droit français*, V° *Baronnie*; Brussel, p. 899, * et *supra*, liv. II, tit. v, règle x.

LXXXVIII.

639. Mais doit le roi apanage à messieurs ses frères et enfans mâles puînés, et mariage à mesdames ses sœurs et filles; et les ducs, comtes et barons, récompense en autres terres.

MAIS DOIT LE ROI. V. Chopin, de *Domanio*, lib. II, cap. 3; Loysel, *Opuscules*, p. 60; Dupin, des *Apanages*, 3° P., sect. I, § 1.

En France, comme l'a remarqué notre auteur, *tout le royaume est la légitime du prince*, fils aîné du roi; et quand il est devenu roi, il doit apanage à messieurs ses frères, et mariage à mesdames ses sœurs et filles; et ces apanages et mariages ne sont pas des légitimes qui sont fixées par les lois, ainsi que le remarque Chopin, *de Dominio*, lib. II, tit. III, n° 2. Car, quoi qu'on en dise, il n'y a, en France, aucune ordonnance générale qui ait fixé et déterminé la valeur, la qualité et la grandeur des apanages. Ce qui a fait dire à Du Tillet, auteur exact, et qui était versé dans ces sortes de matières, plus que personne, p. 290, lig. 23, que « la suffisance des apanages étant en la seule » volonté des rois, se doit par l'équité arbitrer et taxer selon » le nombre des puînés, les facultés de la couronne, et la saison, convenablement, de sorte qu'il soit pourvu à l'honnête » entretien desdits puînés, les contenant en l'amour, subjection » et obéissance du roi leur frère, dont vient l'honneur et » l'avancement d'eux et leur postérité, force et repos du » royaume; et du contraire, totale ruine des puînés, et quelque- » fois trouble au royaume, etc. »

Il y en a quelquefois qui prennent pour ordonnances de simples chartes ou des contrats, lesquels ne font qu'un droit particulier.

Au reste, le droit exprimé par les règles LXXXVI et LXXXVII a été trouvé si juste, qu'il a été admis dans l'Empire à l'égard des successions aux principautés électorales, par le chapitre qui suit, qui est le 7^e de la bulle de l'empereur Charles: « Statuimus » imperiali autoritate, præsentis lege, perpetuis temporibus vali- » lura, ut postquam iidem principes electores seculares, et » eorum quilibet, esse desierit, jus, vox et potestas electionis » ejusmodi ad filium suum primogenitum legitimum laicum, » libere et sine contradictione cujuscumque, devolvatur. Si vero » primogenitus hujusmodi absque heredibus legitimis masculis » laicis ab hac luce migraret, virtute præsentis imperialis edicti, » jus, vox et potestas electionis prædictæ ad seniores fratrem » laicum per veram paternalem lineam descendente, et deinceps ad illum primogenitum laicum devolvatur. Et talis successio in primogenitis et heredibus principum eorumdem, in » jure, voce et potestate præmissis, perpetuis temporibus observetur: ea tamen conditione et modo ut, si principem electorem, » seu ejus primogenitum mori, et heredes masculos laicos » defectum ætatis patientes relinquere contingerit, tunc frater » senior ejusdem primogeniti, tutor eorum et administrator

« existat, etc. » V. le commentaire de Marquard Freher, et celui de Gersac Buxtorf, p. 344 du livre imprimé à Nuremberg, in-4°, en 1657, qui a pour titre : *Representatio imperii*; dans le traité Petri de Andlo, de *Imperio romano*, dont les savants commentaires du célèbre Marquard Freher sont la première et la principale partie.

Et LES DUCS, etc., RÉCOMPENSE. V. la coutume du Loudunois, tit. xxviii, art. 1, 2 et 3, etc.; Anjou, art. 278; Le Maine, 294; Touraine, 294, 295.

LXXXIX.

640. Marque de baronnie étoit avoir haute justice en ressort.

« *Bers xi a toute justice en sa terre*, disent les *Établissements*, I, 24. »

Cette règle est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. xxvii, p. 183; et du *Guidon des Praticiens*, tit. des Fiefs, p. 684, n° 41. Par l'art. 47 de la coutume d'Anjou, « droite baronnie doit avoir trois châtellenies sujettes du corps de la baronnie. » ville close, abbaye, prieuré conventuel, ou collège, avec forest. » Et qui auroit trois châtellenies subjectes du corps sans les autres choses dessus dictes, ou deux, avec ville close, ou une avec les autres choses dessus dictes, peut estre dict Baron. Au baron appartient l'espave du faucon et du destrier, et est entendu destrier un grand cheval de guerre, coursier ou cheval de lance, etc. » V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Baronnie*.

XC.

641. Le vassal peut démembrement, bailler à cens et arrentement son fief, sans l'assens de son seigneur, jusqu'au tiers de son domaine, sans s'en dessaisir, ou la main mettre au bâton: qui est ce que l'on dit : *Se jouer de son fief, sans démission de foi*.

« Beaumanoir, xiv, 25. »

L'abrégement, le démembrement et le jeu de fief sont trois choses différentes, et qu'il est nécessaire de bien distinguer.

L'abrégement est une extinction ou amortissement d'une partie du fief. Suivant les règles de notre *Droit français*, aucun vassal ne peut abréger et diminuer son fief; et s'il le fait, ce qui

en a été diminué est dévolu au seigneur suzerain. Si le seigneur suzerain y a donné son consentement, parce qu'il a ainsi lui-même abrégé son fief, la dévolution se fait au seigneur suzerain immédiat, et ainsi, de seigneur en seigneur, jusqu'au roi, comme souverain fiefseux de son royaume : et c'est de là qu'il faut tirer l'origine du droit d'amortissement, comme on l'a fait voir dans la dissertation qu'on a faite sur ce sujet, p. 89, et sur la règle LXXIII du tit. I, du liv. I de cet ouvrage.

Le démembrement de fief a lieu, lorsque d'un fief, on en fait plusieurs. Par le droit des fiefs, le vassal pouvait aliéner la moitié de son fief, tit. II, liv. I, *Feudor*. Ce qui fut défendu par Lothaire et Frédéric, lib. II, *Feudorum*, tit. IX; lib. III, tit. II et lib. IV, tit. XLIV, III. Mais, comme les partages entre enfants sont nécessaires, dans ce cas la division ou le démembrement des fiefs était permis. « Omnes filii ejus qui feudum adquisierit fidelitatem facere debent, maxime si divisum habent. Quod si feudum ex divisione ad unum tantum pervenerit, ille tantum facit fidelitatem. » Lib. IV, *Feudor.*, cap. 9; et ibi Cujac.

Nous avons suivi cette jurisprudence; car, suivant nos coutumes, nul ne peut démembrer son fief, au préjudice de son seigneur; et s'il le fait, le seigneur peut saisir féodalement la partie démembrée faute d'homme, en faire les fruits siens, et forcer ainsi le vendeur et l'acquéreur à remettre le fief dans son premier état. V. * Olim, l. I, p. 604, VIII, anno 1265; * l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 27, p. 486. Mais, en succession, nous avons admis la division des fiefs. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 29, p. 193 : « Un chevalier et une dame ont plusieurs enfans, fils et filles. Le chevalier et la dame meurent : comme se départiront leurs fiefs? Réponse : le fils aîné emportera l'hostel lequel mieux luy plaira, soit par père ou par mère, avec un arpent de jar-din tenant audit hostel, hors part. Et quant est du surplus, il emportera la moitié, et emportera la fille comme les fils, et iront tous au seigneur, ou seigneurs de qui lesdits fiefs seront tenus, et entreront tous en foy, ET FERA CHASCUN UN HOMMAGE A SON SEIGNEUR. » V. le même auteur, p. 198, lig. 30; les art. 13, 14 et 15 de la coutume de Paris; Beaumanoir, chap. 47. Il y a néanmoins quelques coutumes où les démembrements de fiefs sont plus tolérés que dans d'autres. V. Du Pineau, sur le titre de la coutume d'Anjou, de *Dépié de fief*, p. 389.

On appelle *jeu de fief*, lorsque le vassal, aliénant une partie de son fief, relie, sur cette partie un devoir, et la faculté de la

garantir sous son hommage envers son seigneur. De sorte que ce qui est ainsi aliéné reste toujours partie du même fief, quoiqu'elle soit un nouveau fief relevant du vassal.

* *Grande Charte d'Angleterre*, chap. 32. « Quod nullus liber « homo det de cætero amplius alicui de terra sua quam ut de « residuo terra sua possit sufficienter fieri domino feudi servi- « tium ei debitum quod pertinet ad feudum illud. » Glanville, vii, chap. 1. Flota, iii, cap. 3. Coke on Littl. sect. 57.*

Par l'art. 51 de la coutume de Paris, « celle part que le vassal peut sous-inféoder sans que le service du fief en souffre, est fixée aux deux tiers ; » et par les coutumes d'Anjou, du Maine, de Touraine et du Loudunois, « plus fidèles aux premières rigueurs féodales, » au tiers. V. l'art. 201 de la coutume d'Anjou, avec la conférence de Du Pineau, et la règle LXXVII de ce titre ; et Hartmannum, lib. *Observation. practicar.*, cap. 36 et 39.

* OU LA MAIN METTRE AU BATON. Dans notre ancien droit il n'y avait point mutation de propriété, sans quelque acte solennel et symbolique qui constatât la tradition, la *livrée de Saisine*, comme dit Littleton. *Intervenire debet solennitas in mutatione liberi tenementi*, dit Bracton, ii, cap. 15, *ne contingat donationem deficere pro defectu probationis*. Du Cange, V° *Investitura*, a réuni un grand nombre d'actes symboliques relatifs à cette livrée de saisine ; mais le mode le plus ordinaire était la tradition par le bâton ou la verge, qui semble dériver de la tradition *per festucam* des lois barbares. Nos coutumes, surtout celles du Nord, les coutumes allemandes et les coutumes anglaises contiennent de longs détails sur ces formes solennelles de mise en possession. Anc. cout. d'Artois, chap. 15. Galland, *Franc Alleu*, chap. 20 ; Coke on Littleton, sect. 59. Britton, chap. 33 ; Flota, iii, cap. 15 ; Blackstone, ii, comm. 311 ; Madox, *Form. Anglic.*, diss. 9 ; Littleton, sect. 78. « Tenants « par la verge sont ainsi appelés pour ce que, quand ils veulent « surrendre leurs tenemens en la main leur seigneur à l'use « d'un autre, ils auront une petite verge, par la coutume, en leur « main, laquelle ils bailleront au seneschal.... Et celui qui « aura la terre, prendra même la terre en la cour.... et le « seneschal... selon la coutume délivrera à celui qui prit la terre « même la verge, ou une autre verge, en nom de saisine. » Pour l'Allemagne, voyez le traité spécial d'Albrecht sur la saisine, *Die Gewehre*. *

SE JOUER DE SON FIEF SANS DÉMISSION DE FOI. Quoique le pa-

rage dont on parle sur les règles LXXII, LXXIII, LXXV et LXXVII de ce titre, ait quelque affinité avec le jeu de fief, ce sont pourtant deux différents droits, qu'il ne faut pas confondre.

Dans le parage, tous les frères, pairs et égaux entre eux, sont coseigneurs; et l'aîné, pour son préciput et ses parts avantageuses, les garantit sous sa foi envers le seigneur suzerain. Les fruits se partagent entre eux à proportion de ce qu'ils ont au fief. La justice s'administre en leurs noms, et les vassaux qui sont communs, leur font à tous conjointement foi et hommage. V. *Statuta Roberti III, Regis Scotiae*, cap. 4.

Il en est de même dans les parages conventionnels. Car si les propriétaires d'un fief commun chargent un d'entre eux de les garantir sous son hommage et sous sa foi, ce qu'on appelle droit de part prenant, et de part mutant, les profits féodaux se partagent entre eux, et la foi leur est également due en commun, par leurs vassaux, puisqu'ils sont coseigneurs.

Il en est autrement dans le jeu de fief. Car à Paris, si, selon l'art. 51 de la coutume, je dispose des deux tiers de mon fief, en m'en réservant d'en faire la foi envers le seigneur suzerain, et en retenant un devoir sur ce que j'aliène ainsi, celui qui acquiert de moi cette partie de mon fief devient mon tenancier; mais il n'est pas coseigneur avec moi; et, comme je reste toujours seigneur de tout le fief, et vassal pour le tout envers mon seigneur, qui ne connaît que moi seul, c'est aussi à moi seul que les hommages de tous les fiefs qui relèvent du mien sont dus; et celui qui a acquis, par jeu de fief, les deux tiers que j'ai aliénés, n'y peut rien prétendre, parce qu'il n'est pas encore coseigneur avec moi, ni covassal par rapport au seigneur dominant. V. la note sur la règle XCII de ce titre.

XCI.

642. Mais ne le peut démembrer au préjudice de son seigneur.

V. la note sur la règle précédente. * *Miroir de Souabe*, III, 29, 31.

Et il ne peut pareillement aliéner ses vassaux, même du consentement du seigneur suzerain, à moins que les vassaux n'y consentent aussi. V. Dumoulin, sur l'ancienne coutume de Paris; et *Statuta Roberti III, Regis Scotiae*, cap. 4.

XCII.

643. Le seigneur qui a réuni à sa table le fief de son vassal, n'est tenu en faire hommage à son seigneur; mais, avenant mutation de part ou d'autre, doit faire hommage du total, comme d'un fief uni.

* Anc. cout. d'Orléans, art. 47. *

* A SA TABLE, c'est-à-dire à son domaine, à son fief. *

N'EST TENC EN FAIRE HOMMAGE. Parce que, * par la réunion, il n'y a point ouverture de fief, c'est-à-dire mutation de vassal; le seigneur qui a réuni * a seulement augmenté le fief dont il était déjà en foi. V. Bailly, dans son *Traité des Lods et Ventes*, chap. 12, p. 20. Mais si le seigneur achète un franc-alleu situé dans sa justice, il n'y a point alors d'union ni de consolidation. V. La Thaumassière, du *Franc-alleu*, chap. 31.

DOIT FAIRE HOMMAGE DU TOTAL, COMME DE FIEF UNI. Lorsque des fiefs dominant et servant ont été ainsi unis, ils ne font plus à l'avenir qu'un seul et unique fief; en sorte que ce qui était le fief servant ne peut plus être démembré de ce qui était le fief dominant, au préjudice du suzerain ni des vassaux. Ainsi, par arrêt du 18 juillet 1654, rapporté dans le chap. 1 du *Journal des Audiences*, liv. vin, il fut jugé que M. le duc de Chevreuse, après avoir uni à son duché la terre de Maupas, ou de Maurepas, qui en relevait, n'avait pu la démembrer de son duché, pour en faire un nouveau fief, et le faire mouvoir de son comté, comme avant l'union. Et comme, dans cette espèce, le sieur du Tremblay, qui tenait sa terre, immédiatement et sans moyen, de Maurepas, et en arrière-fief du comté de Chevreuse, était devenu, par cette union, vassal sans moyen du duché, il fut décidé que, par ce démembrement, M. le duc de Chevreuse n'avait pu le faire son arrière-vassal.

La même question est pendante en la Cour. « La baronnie de d'Ourville, en Normandie, réunie depuis longtemps au comté de d'Eu, étoit autrefois le fief dominant de Gerponville, qui est un fief considérable; et, par cette union, les seigneurs de Gerponville ont eu l'avantage de devenir vassaux immédiats des comtes de d'Eu, auxquels ils faisoient hommage à Ourville, comme membre du comté d'Eu.

* M. le duc du Maine, ayant concédé, à titre de fief, Ourville au sieur Chevalier de la Blandinière, moyennant une rente annuelle de cent ou cent dix livres, et à la charge de tenir cette

« baronnie à foi et hommage de son comté, se réservant de
 « garantir sous son hommage le sieur Chevalier envers le roi ;
 « le sieur Chevalier a obtenu des lettres, par lesquelles Sa
 « Majesté a approuvé ce jeu de fief. Mais, quand elles ont été
 « présentées en la Cour, le seigneur de Gerponville s'est opposé
 « à l'enregistrement, par la raison que Sa Majesté, en accordant
 « de telles lettres, n'entend point ordinairement préjudicier à
 « de tierces personnes ; qu'il n'avoit pas été au pouvoir de M. le
 « duc du Maine, de changer son hommage, en le faisant relever
 « d'Ourville, dont il vouloit faire un nouveau fief, et lui ôter
 « ainsi le titre et la prérogative de vassal immédiat, et sans
 « moyen, du comté d'Eu : et en cela le sieur de Gerponville
 « me parolt être très-bien fondé. Car puisque, depuis cette
 « fiefte, Ourville, garantie envers le roi, sous l'hommage de
 « M. le duc du Maine, relève toujours immédiatement de Sa
 « Majesté, comme membre du comté d'Eu, il faut nécessaire-
 « ment que Gerponville relève toujours immédiatement du comté
 « d'Eu par Ourville, et non du sieur Chevalier de la Blandinière,
 « qui, ne jouissant d'Ourville que par fiction ou par jeu de
 « fief, n'en est ni seigneur ni arrière-vassal du roi. En sorte
 « que, si Sa Majesté saisissoit féodalement le comté d'Eu par
 « faute d'homme, il saisiroit en même temps Ourville, comme
 « membre du comté, et ensuite Gerponville, s'il y avoit ouver-
 « ture, comme mouvante du comté, sans moyen. Et pour le
 « dire plus clairement, on auroit encore pu opposer au sieur
 « Chevalier, qu'en possédant ainsi Ourville par jeu de fief,
 « n'étant ni vassal ni arrière-vassal du roi, seigneur suzerain
 « du comté d'Eu, et que M. le duc du Maine, la garantissant
 « sous son hommage, comme membre de son comté, c'étoit
 « réellement M. le duc du Maine qui étoit le véritable vassal du
 « roi, et par conséquent qui étoit le véritable seigneur d'Our-
 « ville, comme de tout le reste de son comté.

« Et comme le sieur de Gerponville, depuis l'union d'Our-
 « ville au comté d'Eu, relevoit immédiatement du comté, par
 « Ourville, qui en étoit devenu membre, il s'ensuit que Gerpon-
 « ville en devoit toujours également relever, malgré le pré-
 « tendu jeu de fief, puisque M. le duc du Maine étoit toujours
 « resté, comme avant la fiefte, seigneur d'Ourville : ou autre-
 « ment il seroit arrivé, que le sieur de Gerponville auroit relevé,
 « en même temps pour le tout, de deux différents seigneurs
 « immédiats : ce qui n'est pas possible. » V. la note sur la
 règle xc de ce titre, à la fin.

XCIII.

644. Quand un fief avient, par confiscation, à un haut-justicier, lequel n'est tenu de lui, ou [un] arrière-fief tenu de lui, il en doit vider ses mains dans l'an et jour, ou en faire la foi et hommage au seigneur féodal.

Cette règle est tirée de l'art. 50 de l'ancienne coutume d'Orléans: « * Quand à un hault justicier advient par aubénage ou « confiscation ung fief ou arrière fief qui n'est tenu de luy, il en « doit dedans l'an qu'il en sera requis vider ses mains, pour « raison de l'indemnité de son seigneur de fief ou arrière fief, « ou faire la foy et hommage au seigneur féodal, et luy payer « le profit de rachapt : autrement le seigneur de fief en jouyra « et exploictera ; * » et de l'article 47 de celle de Lorris, au titre des fiefs. V. le chap. 33 de la *Déclaration des fiefs suivant l'usage de France* entre les anciennes coutumes de Berry, p. 351 ; Galland, dans son *Traité du Franc-aleu*, chap. 2 ; et l'ordonnance de 1668, touchant le droit d'indemnité.

Anciennement ceux qui possédaient des fiefs ne voulaient point avoir de vassaux plus puissants qu'eux, et dont ils dépendissent ; parce qu'ils ne pouvaient en tirer aucun service.

Ainsi, quand le roi acquérait un arrière-fief, le seigneur dont cet arrière-fief était inouvent immédiatement, suppliait humblement Sa Majesté d'en vider ses mains, et de le remettre, dans l'an, à une personne qui put le desservir. V. l'art. 33 de l'ordonnance de Philippe de Valois, du mois de juin 1338, t. II des *Ordonnances*, p. 128 ; et de La Thaumassière, sur la coutume de Berry, tit. v, art. 55, p. 179.

Il en était de même, quand un seigneur suzerain et dominant devenait propriétaire, par confiscation, par aubaine, ou déshérence, ou autrement, d'un arrière-fief qui relevait de son vassal immédiat ; parce qu'il était impossible que cet arrière-vassal put assister son seigneur immédiat, pour se rendre ensuite service à lui-même, comme seigneur dominant et suzerain. Et comme, dans ce cas, le seigneur dominant ne pouvait se dispenser de faire desservir l'arrière-fief par quelque personne fidèle, qui en fit hommage, comme une espèce de bail, ou de baillistre, on ne doit pas être surpris si les seigneurs immédiats ne voulaient pas, autrefois, recevoir en foi de tels vassaux. Ce qui parut très-juste à Charles Dumoulin,

dans son commentaire sur l'art. 22 de l'ancienne coutume de Paris, n° 161, glose 1.

« Quando, » dit cet auteur, « is cui acquiritur confiscatione, est
 « altus justitarius loci, et simul patronus mediatu, seu supe-
 « rior patronus feudi confiscati ratione ejusdem feudi, est
 « omnino necessarium, ut ponat subfeudum confiscatum extra
 « manus suas, propter continuam repugnantiam terminorum
 « clientelæ; cum non possit quis, respectu ejusdem clientelæ,
 « seu ejusdem feudalitatis dependentiæ, esse vassallus vassalli sui. »
 Melun, art. 75.

Ces seigneurs justiciers dominants et suzerains, devenus arrière-vassaux par confiscation, aubaine ou déshérence, prétendirent qu'ils ne devaient aucuns droits seigneuriaux aux propriétaires immédiats des fiefs, dont ces arrière-fiefs étaient mouvants; parce que ces arrière-fiefs n'ayant point appartenu à ces propriétaires de fiefs, lesquels n'en avaient jamais été saisis un instant, il ne pouvait y avoir lieu au droit de relief, ces arrière-fiefs n'ayant pas été relevés; et encore moins au droit de quint, puisqu'ils n'avaient été vendus ni achetés. Et de là vient que la coutume de Vitry-le-Français porte, dans l'art. 36, que « de terre féodale échue par attrahiere et confiscation à
 « aucun seigneur, pour cause de haute justice, n'est dû relief,
 « rachat, quint ou requint, posé qu'elle soit mouvante et tenue
 « en fief d'autre seigneur, que celui à qui elle est ainsi avenue. »

Aujourd'hui l'usage est changé. Les seigneurs haut-justiciers, à qui il échet un fief par confiscation, déshérence, etc., sont obligés d'en faire foi et hommage aux seigneurs féodaux, et d'en payer les droits; et si c'est un arrière-fief mouvant d'eux médiatement, ils peuvent le retenir, en faisant foi et hommage au seigneur immédiat, et lui payant les droits féodaux ordinaires.

XCIV.

645. Le vassal est tenu avouer ou désavouer son seigneur, sinon qu'il y eût contention de tenure entre deux seigneurs; auquel cas il se peut faire recevoir par main souveraine du roi.

Melun, chap. 4, art. 86; Vermandois, art. 200.

MAIN SOUVERAINE. * *Car main souveraine ne dessaisit nullui.*
 Marnier, coutume de Picardie, p. 12. * V. les *Établissements*, liv. II, chap. 3; Brodeau, sur l'art. 60 de la coutume de Paris,

n° 11; Desmares, décision 135; et le *Glossaire du Droit français*.

Il y a néanmoins quelques coutumes qui décident que, dans ce cas, il suffit d'avoir recours au seigneur dominant, et se faire recevoir par main suzeraine. V. Dumoulin, sur l'art. 385 de la coutume du Bourbonnais; Sens, art. 183; Orléans, tit. *des Fiefs*, art. 92; sur ces articles, V. les commentateurs; Dumoulin, sur la coutume de Paris, § 42, n° 11, 12, 18 et 53; Brodeau, au lieu marqué ci-dessus; et Bacquet, au *Traité du Droit d'amortissement*, chap. 59, n° 6.

XCV.

646. [En fief de danger, le vassal qui s'en met en jouissance sans le congé de son seigneur, perd son fief.]

C'est parce que le vassal perd ainsi son héritage noble que ces fiefs sont de *danger*. V. la coutume de Chaumont, art. 56; de Bar, art. 1; de Bassigny, tit. iv, art. 1, 2, 3, etc.; Brodeau, sur l'art. 23 de la coutume de Paris, n° 10; et Du Cange, dans sa dissertation xxx, sur Joinville, *des Fiefs jurables et rendables*, p. 352, où cette matière est pleinement expliquée.

XCVI.

647. Le vassal mal désavouant, perd son fief.

Suivant la loi salique, ou les anciennes coutumes de France. V. Olim, tom. I, pag. 921, m; l'article 43 de la coutume de Paris, la Conférence et les *Etablissements*, liv. II, chap. 29 et 38; Desmares, décis. 134; Duplessis, sur le titre *des Fiefs*, liv. vi; Brodeau, sur l'art. 43 de la coutume de Paris, n° 3; Sugerium in *rita Ludotici Grossi*, n° 11; et liv. I, tit. iv, de *Vourie*, règle xx de cet ouvrage.

Selon quelques coutumes, le vassal qui désavouait son seigneur pour un arpent seulement, perdait tout son fief, ce qui était bien dur. V. la glose sur la très-ancienne coutume de Bretagne, chap. 240.

XCVII.

648. Car qui fief dénie, ou qui à escient fait faux aveu, ou commet félonie, fief perd (1).

* AL. Qui fief nie, ou fief rogne, fief perd.*

Liber Feud., II, tit. XXVI, § 4 : « Vassallus, si feudum, vel feudi partem, aut feudi conditionem, ex certa scientia inficiatur, et inde convictus fuerit, eo quod negaverit feudum, ejusve conditionem, exspoliabitur. » * Sens, 199; Auxerre, 69. » V. le *Glossaire du Droit français*, sur *Félonie*; et Schilterum, ad *Jus feudale Alamanicum*, cap. 32, p. 207; * Pocquet de Livonnières, *Règles du Droit français*, liv. II, sect. 8; * ci-dessus, liv. I, tit. IV, de *Vourie*, règle XX; liv. VI, tit. IV, règle VIII; liv. IV, tit. III, règle XIX.

FIEF PERD, et même les rotures en Normandie, par félonie. V. Basnage, sur l'art. 125 de la coutume de cette province, p. 180; et il a été ainsi jugé par arrêt de la cinquième des Enquêtes, au rapport de M. Soulet, le premier juin 1736, pour M. de Monville, contre Frotin du Tal.

On a demandé si, dans un combat de fief, formé entre deux seigneurs qui prétendaient la même mouvance, un d'eux pouvait se désister; et si, par un tel désistement, le droit abandonné ou répudié était acquis et dévolu au seigneur suzerain immédiat; et ainsi de seigneur en seigneur répudiant jusqu'au roi, en remontant de degré en degré?

En l'année 1726, cette question a été portée deux fois par appel au parlement, dans les espèces suivantes.

La dame marquise de Thianges ayant fait saisir, faute d'aveu et de dénombrement, la terre de Beaulieu, mouvant d'elle à cause de son marquisat de Breval, le sieur de Roblatre, qui venait d'acquérir Beaulieu, lui en bailla son dénombrement le 19 décembre 1722. Mais y ayant employé plusieurs terres situées au Vaux-Renoust, comme mouvantes de Beaulieu, la dame marquise de Thianges le blâma; et prétendant que toutes les terres sises au Vaux-Renoust étaient tenues d'elle immédiatement en censive, à cause de son marquisat de Breval, elle demanda au sieur de Roblatre qu'il fut tenu de lui en passer une déclaration séparée.

(1) Dans l'édition de 1637, et dans Challines, la maxime est, ce semble, mieux rédigée: — « Car qui fief dénie, fief perd. Et qui à escient fait faux aveu, commet félonie. »

Les héritiers du sieur de Roblatre produisaient plusieurs titres, pour prouver que les censives en question du Vaux-Renoust étaient mouvantes de leur terre et seigneurie de Beaulieu, et non du marquisat de Breval. Mais, avant ce combat de fief ou de censive, il y en avait eu un autre entre la dame de Thianges, marquise de Breval, et Anne Regnost, dame de Beaulieu, dont le sieur de Roblatre avait acquis. La dame Regnost avait donné un dénombrement, dans lequel elle avait employé les censives de Vaux-Renoust, comme mouvantes de sa terre de Beaulieu. La dame de Breval avait blâmé cet aveu, prétendant que toutes les censives du Vaux-Renoust relevaient immédiatement de son marquisat de Breval.

Dans ce combat, la demoiselle Anne Regnost ayant jugé à propos de céder, elle donna son consentement à ce que tout ce qui était dans son aveu, touchant les terres du Vaux-Renoust, en fût ôté, et reconnu que ces mêmes terres étaient tenues en censive de Breval immédiatement ; et, conformément à ce consentement, il y eut sentence à Breval, qui l'ordonna ainsi.

Les héritiers du sieur de Roblatre interjetèrent appel de cette sentence, et demandèrent d'être restitués contre le consentement d'Anne Regnost. La dame marquise de Thianges n'opposait que le désistement d'Anne Regnost, avec la sentence qui lui en avait donné acte ; et, par arrêt du 31 mai 1726, rendu en la grande chambre, au rapport de M. Canaye, la dame de Thianges gagna son procès tout d'une voix.

Par un autre arrêt du 6 juin 1726, rendu au rapport de M. Paris, un pareil désistement donné par feu M. le prince Henri Jules, comme seigneur de Poscé, en Anjou, fut déclaré bon au profit du sieur Antoine de Bru, seigneur de Tournoux ; et la sentence rendue à Saumur, qui avait jugé que, par ce désistement, la mouvance du fief de Morains, qui faisait le sujet de la contestation, avait été dévolue au roi à cause de son château de Saumur, fut mise au néant. Le sieur Cinoul, seigneur de Morains, pour lequel les princes et les princesses de la maison de Condé s'étaient rendus parties au procès, fut condamné aux trois quarts des dépens, et les princes et princesses à l'autre quart. La raison de ces arrêts a été que ces désistements avaient été faits de bonne foi.

XGVIII.

649. Fidélité et félonie sont réciproques entre le sei-

gneur et le vassal; et, comme le fief se confisque par le vassal, ainsi la tenure féodale par le seigneur.

* Cour des Bourgeois, chap. 27.

• S'il avient puis en aucune manière que (li Sires) vaise contre
• ses sairemens, il fait tout premier tort, et renie Dieu que il
• fault ce qu'il a juré, et nel doivent souffrir ses homes ni le
• peuple. Car le Sire n'en est seignor si non dou dreit, et de
• ses homes faire son coumandement, et de recevre ses rentes
• par tout et ses dreitures. Mais bien sachiés qu'il n'est mie
• seignor de faire tort, car se il le faiselt, donc ni avereit-il
• desous lui nul home qui droit dut faire ne dire, puis que li
• Sires même se fauce pour faire tort. •

Il n'est pas sires de son puis
Qui de ses hommes est hais;
Bien doit être sires clames
Qui de ses hommes est ames.

(KELLER, *Romant*, p. 335.)

Laon, art. 196, 197; Châlons, 197, 198; Reims, 129, 130;
Ribemont, 31. V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot
Félonie; Cangiuni et Spelmann, in *Glossar*, *Infra*, liv. vi, tit. ii,
règle xxi.

XCIX.

650. Le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, le tient franc et quitte de toutes dettes et charges constituées par son vassal.

Cette règle est prise de la coutume de Troyes, art. 39 et de la coutume du Nivernais, titre *des Fiefs*, art. 39, etc. Mais, dans les autres coutumes, cette règle n'est pas certaine, y ayant des arrêts pour et contre. V. Louet, lettre C, sommaire 53; Brodeau, en cet endroit, avec les auteurs qu'il cite, et les commentateurs sur l'art. 13 de la coutume de Paris.

C.

651. Autrement le seigneur confisquant en est tenu jusqu'à la valeur du fief.

La règle précédente est pour le seigneur réunissant. Celle-ci est pour le confisquant, qui est tenu certainement des dettes et charges, jusqu'à la valeur du fief. V. les auteurs cités sur la règle précédente.

CI.

652. [Un seigneur n'est tenu faire vue ou montrée à son vassal ni sujet; ains au contraire, *agnoscat bos præsepe suum.*]

V. ci-dessus, liv. IV, tit. I, règle XXIV; * et le *Miroir de Souabe*, III, chap. 19, 42.*

C'a été anciennement une grande question de savoir lequel, du seigneur ou du vassal et tenancier, devait faire montrée; ce qui est traité par Loyseau, liv. II du *Déguerpissement*, chap. 7; par Mornac, ad legem 6, D., de *Rei vindicatione*, par Menochius, de *arbitrariis judiciis*, cent. 6, casu 554; par Paris de Puteo, de *Reintegration feudorum*, cap. 24; et par Brunus, dans son *Conseil*, 116, vol. II. Mais cette question, décidée par cette règle, en faveur du seigneur, est à présent inutile, parce que Louis XIV, pour satisfaire aux vœux de ses peuples, a aboli les *cues et montrées* par le tit. IX de son ordonnance de 1667; et la règle est à présent que « ceux qui font la demande des censives par action, ou de la propriété de quelque héritage, rente foncière, ou charge réelle, ou hypothèque, sont tenus de déclarer, par leur premier exploit, le bourg, village ou hameau, le terroir ou la contrée où l'héritage est situé, sa consistance, ses nouveaux tenans et aboutissans du côté du septentrion, midi, occident et orient, sa nature au temps de l'exploit, si c'est terre labourable, prés, bois, vignes, ou d'autres qualités; ensorte que le défendeur ne puisse ignorer pour quel héritage il est assigné, etc. »

Agnoscat bos, præsepe suum. L'auteur a pris ceci d'Isaïe, chap. 1, verset 3. « Cognovit bos possessorem suum, et asinus præsepe domini sui. Israel autem me non cognovit, et populus meus non intellexit, etc. »

CII.

653. Un seigneur de paille, feurre, ou beurre, vainc et mange un vassal d'acier.

* Challines. La raison en est évidente, parce que le seigneur féodal pendant la saisie jouit par ses mains, et nonobstant l'opposition du saisi, il plaide main garnie, sauf au vassal son recours contre le seigneur en fin de cause pour ses dommages et intérêts, ce qui est une pauvre espérance.*

V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Vassal*; ci-après liv. iv, tit. vi, règle iii; Louet, lettre F, sommaire 13; Brodeau, sur l'art. 61 et 62 de la coutume de Paris, nomb. 3, p. 417; liv. i, tit. i, règle xxx de cet ouvrage, où la raison de cette loi est expliquée; et Pasquier, dans ses *Recherches*, liv. viii, chap. 25.

(III.

654. On ne peut bâtir forteresse au fief et justice d'autrui sans son congé.

V. J. Fabrum ad leg. 10, Cod., de *Ædific. priv.*; * Coquille, sur Nivernais, tit. *des Fiefs*, art. 29. * Chassaneum, ad cons. Burgundix, rub. 13, § 9, et ult.; Chopin, ad cons. Andenses, lib. i, cap. 42, n° 15; Salvaing, de *l'Usage des Fiefs*, part. 1, chap. 44; et Louet, lettre F, som. 13 et 14; * Brussel, p. 378 et ss. *

TITRE IV.

DE DONAISONS.

Les donations sont, de droit étroit, préjudiciables aux familles, et, par cette raison, on ne leur donne point d'extension. V. la note sur la règle LVIII du liv. i, tit. i de cet ouvrage; et l'arrêt qui y est cité.

I.

655. Il n'est si bel acquêt que de don.

C'est-à-dire, que ce qui est donné par un étranger, ou un parent en ligne collatérale, est un acquêt au donataire, pourvu que le donataire ne soit pas parent du côté et de la ligne dont l'héritage est échu au donateur: car s'il est parent du même côté et de la même ligne, tel héritage lui est propre, selon les art. 131 et 139 de la coutume de Paris. Nos praticiens se sont donc trompés, quand ils nous ont donné pour règle que tout ce qui est donné en ligne collatérale est acquêt; et s'il se trouvait quelques personnes pour nier une vérité si nettement expliquée par ces deux articles, on leur appliquerait ces paroles de David; « aures habent et non audient, oculos habent et non videbunt. » V. Brodeau, sur Louet, lettre A, somm. 2, n° 9; Duplessis, de *la Communauté*, liv. i, chap. 2, p. 373 de la troisième édition;

Paris, 246; l'art. 117 de la coutume de Châlons, et le commentaire de Billecart.

Comme le don est le plus beau de tous les acquêts, il n'y a point de garantie, et le donateur n'est tenu que *in quantum facere potest*; ce qui a fait dire à saint Jérôme, in præmio *Epistola ad Ephesios*, que *de gratuito munere non est judicandum*; d'où est venu le proverbe : *Equi donati dentes non esse inspicandos*. V. Cujac. ad lit. Cod., de *Ratiociniis operum publicor.*, lib. viii, tit. xii.

IL N'EST SI BEL ACQUET. « Quod meum est per acquisitionem, magis dicitur esse meum, quam quod per successionem, secundum Jacobum, quamvis illa quæ ex genere veniunt difficilius amittantur. » Joannes Faber, ad præmium Inst. in verbo *Allemanicus*. Touchant l'acceptation des donations, et si elles peuvent être faites, pour des absents, par des notaires, V. Ricard, des *Donations*, chap. 4, sect. 1, n^o 865, 866; Christin., dans ses *Décisions*, vol. IV, chap. 204.

II.

656. Toutefois don d'héritage fait à celui qui doit succéder lui est propre jusques à la concurrence de ce qui lui devoit avenir.

JUSQUES A LA CONCURRENCE DE CE QUI LUI DEVOIT AVENIR. Châlons, art. 117; Nevers, tit. xxvi, art. 14. Mais à Paris, et dans les coutumes semblables, selon nos auteurs, ce qui est donné ainsi en ligne directe est *propre*, et ce qui est donné en ligne collatérale est *acquêt*. V. liv. II, tit. I, règle xvi, de cet ouvrage; et les art. 277 et 301 de la coutume de Paris. Cependant, selon l'art. 139 de la coutume de Paris, l'héritage acquis, à titre de don ou de vente, par un parent lignager d'un autre lignager, est propre dans la succession du lignager acquéreur : en sorte que l'héritier des propres en est saisi, en rendant le prix, dans l'année, à l'héritier des acquêts. Voici les termes de l'art. 139 :

« L'héritage retiré par retrait lignager est tellement affecté à la famille, que, si le retrayant meurt, délaissant un héritier des acquêts et un héritier des propres, tel héritage doit appartenir à l'héritier des propres de la ligne dont est issu ledit héritage, et non à l'héritier des acquêts, en rendant toutefois, dans l'an et jour, à l'héritier des acquêts, le prix dudit héritage. » V. Molinæum, in art. cons. Paris., § 23, n^o 64.

Les praticiens diront que cet article est dans le cas d'un propre retiré par retrait lignager. Mais on leur oppose la disposition de l'art. 133, qui est dans le cas d'une vente volontaire ; en voici les termes :

« Si aucune personne acquiert aucun héritage propre de son parent, de côté et ligne dont il est parent, tel héritage chet en retrait ; auquel cas peut aussi retraire le premier vendeur, comme ne l'ayant au précédent mis hors de la ligne. » V. mes observations en cet endroit.

Or, si le propre vendu volontairement est propre à l'acquéreur, et sujet à retrait, au cas qu'il le vende, il s'ensuit qu'il en doit être de même du propre donné à un lignager. V. la coutume de Senlis, art. 233 ; Tiraquell., *de Retr.*, § 32, gloss. 1, n° 19 ; et Brodeau, sur Louet, lettre A, somm. 2, n° 12.

III.

657. Don d'héritages fait pour noces à faire est réputé propre à celui à qui il est fait ; mais quand il est fait après le mariage, est réputé conquêt.

Valois, art. 132 ; Blois, art. 169, etc.

EST RÉPUTÉ PROPRE. A l'effet seulement de ne point entrer en communauté. Mais si le don est fait en ligne directe, soit avant ou après le mariage, il est toujours propre. V. ci-dessus liv. 1, tit. III, règle II. Et il en est de même lorsque c'est un propre qui est donné par un lignager à un autre lignager. V. Brodeau, sur Louet, lettre A, somm. 2, n. 11, et ce que j'ai remarqué sur les art. 133 et 139 de la coutume de Paris.

IV.

658. Simple transport ne saisit point.

« Davot. — Il faut encore qu'il soit signifié au débiteur ou accepté par lui. »

Paris, art. 108. V. leg. 1, 3, 16, Cod., *de Novationibus* ; et Olear, *de Cessione Jurium*, tit. VIII, quæst. 2, n° 27.

V.

659. Donner et retenir ne vaut.

« Donari non potest, quod non fiat accipientis. »

Paris, art. 273, 274 ; l'ancien coutumier de Champagne, ar-

ticle 44; Bracton., lib. II, cap. 17, fol. 38; cap. 20, fol. 49; Raguell., ad Const. Justiniani, p. 728, 729; Glanvillam, lib. VII, cap. 1; Cujacium, ad leg. 27, D., de *Donationib.*, lib. XXIX; Quæst. Papiniani; l. 167, D., de *R. J.*, et l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 28, p. 179, 180, dont les paroles sont remarquables : « Nota qu'il a été tenu en tourbe, que, si aucun homme donne ou vend aucune chose réelle à un autre sans soi dessaisir, par l'usage et coutume de la cour laye; si celui qui a vendu ou donné, jouit toujours de l'héritage; après sa mort, la saisine va à ses héritiers. Mais si celui à qui on a donné ou vendu appréhende la saisine de fait, et jouit par an et jour, la saisine ne va aux hoirs, parce qu'il n'en est pas mort saisi et vestu, si ce n'étoit fief; car, en fief, personne ne peut acquérir saisine sans foi. » V. ci-après, liv. V, tit. IV, règle VII.

Le sens de cette règle est que ce n'est pas donner que de retenir la chose donnée, et de n'en pas faire la tradition. Ce qui a été introduit originairement en faveur des donateurs, afin que, connaissant la perte qu'ils vont faire, ils soient moins faciles à se dépouiller. « Traditionis necessitas eo tantum tunc in donationibus inducta fuit, ne improvida profusione quidam bonis suis evolverentur: neque enim melius ab hac inconsulta facilitate homines cohibeantur, quam si suas res corporaliter minus grare valeant. Hac eadem ratione manumissiones nominatim fieri voluit lex Ælia Sentia. Hac ratione omnium bonorum vel saltem quorundam partis donatio non valebat; verum singularem res donator percensuisse et pronunciassse debebat. Quod summam habuit rationem; et provide constitutum fuit, ne quis stulte, insipienter et inconsulte bona sua, eorum sorte nescius, donaret, etc. » Jacobus Goth., ad leg. 4, Cod. Th., de *Donationib.*, l. II, p. 617, col. 2. V. ce que j'ai remarqué sur la règle XIV de ce titre, et sur l'art. 273 de la coutume de Paris. * Et Pocquet de Livonnières, *Règles du Droit français*, liv. III, ch. 2, règles XI—XIV.

Il y a encore un cas que les praticiens admettent contre cette règle, qui est celui des démissions de biens faites par des pères et des mères à leurs enfants, lesquelles doivent être rédigées par écrit, et que l'on soutient au palais être révocables à volonté, comme des donations à cause de mort et des partages anticipés; ce que l'on établit sur la loi *si Filia*, § *si Pater*, D., *Familiæ erciscundæ*, contre l'avis de d'Argentré, de Du Pineau, et la jurisprudence d'autres parlements.

Comme on allègue des raisons de part et d'autre, il semble qu'on pourrait distinguer :

Où les démissions se font dans des coutumes où il n'est pas permis d'avantager un enfant au préjudice de l'autre ;

Où dans des coutumes où les pères et les mères ont la liberté de faire ces avantages.

Dans les premières, les démissions, comme les institutions contractuelles et les reconnaissances d'héritiers principaux, sont des testaments. Les démissions sont pareillement des dispositions à cause de mort, par lesquelles des pères et des mères, reconnaissant leurs enfants comme héritiers *ab intestat*, font partage entre eux de leurs biens, et consentent que, sous leur bon plaisir, leurs enfants jouissent, par anticipation de succession, de leurs biens.

Dans les autres coutumes, où les pères et mères sont les maîtres de diviser leurs biens inégalement, et comme il leur plaît, ces démissions sont aussi de véritables testaments, et les enfants, ainsi partagés, des héritiers institués, comme on l'a fait voir sur la règle x du titre *des Testaments*, liv. II. tit. IV, de cet ouvrage.

Et comme, suivant les principes de droit, tout testament est révocable, de là vient que l'usage s'est établi que ces démissions le seraient pareillement ; en quoi elles diffèrent des institutions contractuelles et des déclarations d'héritiers principaux, qui sont irrévocables, parce qu'elles sont faites par des contrats de mariage, auxquels on ne peut donner aucune atteinte.

De sorte que, comme la Cour a jugé, par plusieurs arrêts, que les donations à cause de mort sont nulles, quand elles ne sont pas revêtues des solennités des testaments, il serait juste d'en user de même à l'égard des démissions, sur lesquelles il est difficile de se faire des principes certains, quand la qualité et la nature n'en sont pas bien connues. Mais quand des pères et des mères, au lieu de faire, par des testaments, des démissions de biens et des partages anticipés de ces biens, dont les enfants ne sont saisis qu'après que les mères ou les pères sont décédés, comme il est décidé par l'art. 17 de la coutume du Nivernais, au titre *des Successions* ; et lorsqu'au lieu de prendre cette voie, ils ont pris le parti de se dépouiller de la propriété et de la jouissance de leurs biens par des donations irrévocables, on ne peut se dispenser de dire que de tels contrats, qui sont bien différents des démissions, ne peuvent être annulés

par les pères et les mères, au préjudice de leurs enfants, s'il n'y a ingratitude, ou d'autres causes raisonnables. V. la règle xiii de ce titre. S'il y a quelques difficultés sur cette matière, elles ne proviennent que des arrêts différents qui y ont été rendus, sur lesquels on s'est fait de mauvais principes. V. Bardet, dans son *Recueil d'Arrêts*, t. II, liv. viii, chap. 33.

Cette règle n'a pas lieu dans les contrats de mariage, comme le décide la coutume du Bourbonnais, dans l'art. 219. V. leg. 8, Cod. Th., de *Sponsalib.*; leg. 4, Cod., de *Donation.*; et ibi Gothof. Elle n'a point aussi lieu dans les donations mutuelles. V. les art. 274 et 284 de la coutume de Paris; et Brodeau, sur Louet, lettre D, somm. 10.

VI.

660. Promettre et tenir sont deux.

Excepté l'institution contractuelle, qui est une espèce de donation à cause de mort. Car la promesse d'instituer, faite par un contrat de mariage, vaut institution. V. le Brun, des *Successions*, liv. iii, chap. 2, n° 44; et le *Glossaire du Droit français*, sur *Donner et retenir*; et ci-dessus, au titre des *Testaments*, règle x, liv. ii, tit. iv.

VII.

661. Il vaut mieux un Tiens que deux Tu l'auras.

Un tiens vaut, ce dit-on, mieux que deux tu l'auras;
L'un est sûr, l'autre ne l'est pas.

(LA FONTAINE.)

Cette règle est une suite de la précédente, et c'est un autre proverbe qui est vrai, que *bis dat qui cito dat*. V. Libanium, in *Epistol. selectar. centuria nova*, cap. 56, p. 164; et Erasmi *Chiliades*, p. 447.

VIII.

662. Chacun, [âgé suffisamment], peut disposer de son bien à son plaisir, par donation entre-vifs, suivant l'opinion de tous nos docteurs français.

Anciennement, il n'était pas permis, même entre-vifs, de disposer de son propre, sans le consentement de son héritier

présomptif. V. *Bourg.*, tit. *des Gens mariés*, art. 7; * et ce qu'on a observé, à ce sujet, dans le *Glossaire du Droit français*, sur *Pauvreté jurée*; et la note sur le titre du *Retrait lignager*, de la coutume de Paris, et cout. de Chartres, art. 88.

* AGÉ SUFFISAMMENT. Paris, 272; l. 124, D., de R. J.*

IX.

663. Don mutuel [*al.* donation mutuelle], soit entre-vifs, soit par testament, ne se peut révoquer que par mutuel consentement, sinon que celui, au profit duquel on auroit mutuellement testé, fût décédé.

Paris, art. 284, à la fin. V. néanmoins l'art. 213 de la coutume du Poitou; et Brodeau, sur Louet, lettre T, somm. 10.

SINON QUE CELUI, AU PROFIT DUQUEL ON AUROIT TESTÉ, FÛT DÉCÉDÉ. C'est-à-dire que, quand il y a un testament mutuel d'un mari et d'une femme, tant au profit du survivant que de l'enfant issu de leur mariage, le survivant, qui a exécuté le testament du prédécédé, ne peut révoquer le sien qu'au cas que le fils soit aussi décédé. V. Louet, lettre T, somm. 10; et Brodeau, en cet endroit. Mais, lorsqu'il n'y a point d'enfants, ou qu'il y en a, et que les choses sont entières, le survivant, qui ne veut point profiter du testament du prédécédé, peut révoquer le sien. V. l'art. 326 de la coutume d'Anjou, avec le commentaire de Du Pineau; l'observation de Livonnières, p. 1095; et Ricard, du *Don mutuel*, sect. 7 (1).

X.

664. Donataire mutuel est tenu avancer les obsèques et funérailles, et dettes du prédécédé, mais non les legs testamentaires.

Paris, art. 286, avec les notes, où cette règle est expliquée. * Ricard, du *Don mutuel*, sect. 6 et 7.*

(1) Cet ouvrage ayant été composé avant l'ordonnance de 1735 sur les testaments, laquelle, tit. iv, art. 77, prohibe absolument les testaments mutuels, cette remarque devient inutile; mais on n'a pas cru devoir se permettre de toucher au texte de M. de Laurière.

(Note de l'édition de 1783.)

XI.

665. En donation [*al.* en donaison] faite entre conjoints, s'entend que leurs conventions de mariage y soient préalablement prises.

C'est-à-dire que le don mutuel ne consiste que dans les effets qui restent dans la communauté, après que les conventions matrimoniales ont été prélevées. V. Du Plessis, *des Donations*, sect. 3, p. 562 de la troisième édition.

XII.

666. Donation faite entre-vifs par personnes malades de la maladie dont elles décèdent, est réputée à cause de mort.

Cette règle est prise de l'art. 277 de la coutume de Paris. Elle signifie que les donations faites et conçues entre-vifs, par des personnes malades de la maladie dont elles sont décédées, sont bonnes; mais seulement comme des legs qui sont des donations à cause de mort et testamentaires, et qu'ainsi elles sont réductibles aux meubles, acquêts, et au quint des propres, suivant l'art. 292 de la coutume de Paris. Ce qui a été ainsi jugé plusieurs fois dans l'ancienne coutume. V. Le Vest, arrêts 60 et 91, et la note sur l'art. 277 de la coutume de Paris.

XIII.

667. Donation faite à cause de mort ne saisit point.

NE SAISIT POINT. Et comme elle est révocable, elle est nulle, à moins qu'elle ne soit revêtue des solennités des testaments, ainsi qu'il a été jugé en la quatrième chambre des enquêtes, au rapport de M. de Laitre, contre le sieur Beraud de Bonlieu, pour les demoiselles Beraud de Bonlieu, ses sœurs, qui soutenaient que la donation à cause de mort, que feue demoiselle Laurence Beraud, leur sœur aînée, avait faite au sieur Beraud, leur frère commun, était nulle, faute de solennités. V. cependant l'art. 17 de la coutume du Nivernais, au titre *des Successions*, qui contient une disposition contraire, parce que *donner et retenir ne vaut*; et de là vient que la délivrance des legs doit être demandée, selon l'art. 13 du titre *des Testaments*, liv. II, tit. IV.

V. les art. 170 et 171 de la coutume de Blois; et Ricard, *des Donations*, part. 1, chap. 2, n° 43, etc.

XIV.

668. [Qui le sien donne avant mourir, bientôt s'appreste à moult souffrir.]

* L'Espagnol :

Quien da lo suyo antes de su muerte,
Que le den con un mazo en la frente.

(Qui le sien donne avant mourir, qu'on lui donne d'un marteau sur la tête.) *

Cela est vrai, quand on donne ses biens à des indignes : *Beneficium enim dando accipit, qui digno dedit*. C'est ici plutôt un sage avertissement qu'une règle de droit. V. le chap. 33 de l'*Écclésiastique*, nomb. 20; et Vaudum, lib. 1 *Quæstionum*, cap. 31, n° 13.

Ce qui est dit dans cette règle est encore vrai, quand celui qui donne est assez imprudent pour se dépouiller de tout son bien. Ce qui a fait dire à saint Paul, dans sa première *Épître à Timothée*, chap. 6, vers. 6, que celui-là fait un grand gain qui donne et ne retient de son bien que ce qui lui en suffit : *Ἔστι δὲ περισσὸς μέγας ἢ εὐσεβεία μετὰ σωτηρίας*. Ce que les interprètes ont traduit : *Est autem quæstus magnus pietas cum sufficientia*, au lieu qu'ils devaient traduire : « *Est autem quæstus magnus beneficentia, seu benefactum, cum sufficientia*. Id est, « *quæstus est magnus beneficentia, quæ ita fit ut restet tantum quod satis sit nobis. Feneratur enim Domino qui miseretur pauperis.* »

« *Εὐσεβεία*, » dit Cujas, qui est l'auteur de cette observation, « præter vulgarem significationem, est beneficentia et benefactum, et ita Suidas *βογιάν*, quod est vocabulum posterioris sæculi, ductum ex latino, quo significatur erogatio, et sparsio illa quæ fit a principe in vulgus. Eam sparsionem interpretatur τὴν τῶν βασιλέων εὐσεβείαν καὶ φιλοτιμίαν; et ita Basiliius, in *Homil.*, dum interpretatur illum locum quo jubemur nobis acquirere thesaurum in cælo; thesaurus, inquit, *Εὐσεβεία τῶν χρημάτων*, id est largitio facultatum seu honorum, et ita omnes, in *Actis apostolorum* *Εὐσεβείαν* male interpretantur, alii potestatem, alii pietatem, cap. 3, vers. 12, quo loco narratur « D. Petrum persanasse claudum quemdam; idque in admira-

« tionem perduxisse omnem populum. Quid miramini quasi id fecerimus virtute et benefacto ; quasi hæc nostra sit beneficiæ centia. » Cujacius, ad leg. 32, § ultimo, D., de *Legatis* 2.

Quoi qu'il en soit, nous apprenons de l'auteur de l'interprétation de la loi 2, Cod. Théodos., de *Donationibus*, que les donations de tous biens étaient nulles, quand les donateurs ne s'en étaient pas réservé le quart. Ce qui fait cesser la question tant agitée par les interprètes du droit romain, de savoir si la donation de tous biens présents et à venir est bonne. V. Jacobum Gothofredum, ad leg. 2 Cod. Theodos., de *Donationibus* ; Forneriun, lib. iv, *Quotidianarum* cap. 12 ; Schiffordeghirum, tractatu 13, et la note sur la règle v de ce titre.

TITRE V.

DE RÉPONSES.

« Loysel n'entend ici par ce mot que le cautionnement. »

I.

669. Qui répond paie * [ou Qui répond, il doit]. *

* L'Italien dit dans le même sens : *Chi accetta, paga.* *

* *Qui répond paie et le sien répand*, dit le proverbe complet. Leroux, t. II, p. 308. *

Être caution, c'est promettre de payer en son nom ce qu'un autre doit. V. Cujacii notas ad tit. Inst. de *Fidejussoribus*. Et par conséquent, Qui est caution, ou qui répond, doit payer. V. eundem Cujac., lib. xix, *Observat.* 39 ; * Eisenhart, p. 404. *

II.

670. De foi, fi : de pleige, plaïd : de gage, reconfort : d'argent comptant, paix et accord.

DE FOI, FI. * Parce que *promettre et tenir sont deux*, et qu'il n'y a pas toujours sûreté de se fier à la foi ou parole d'autrui. *

DE FLEIGE, PLAID, DE GAGE RECONFORT. V. ci-dessus, liv. III, tit. VII, règle IV, et la note sur la règle VIII.

III.

671. Qui répond pour un criminel corps pour corps,
avoir pour avoir, n'en est pourtant tenu que civilement.

Cette règle est prise de la *Pratique de Masuer*, lit. xxxvii, des *Peines*, n° 17; * *Beaumanoir*, chap. 43, n° 24. * V. *Heringium*, de *Fidejussoribus*, cap. 11, n° 129, 130; cap. 20, § 9, n° 33, 34, 35, 36, 37, 38, 44, 45, etc.; *Zouchæum*, classe 10, *Quest.*, cap. 5; l'art. 201 de l'ancienne coutume de Bretagne, et ibi *Argentreum*.

TITRE VI.

DE PAIEMENT.

I.

672. [Qui preste, non r'à :

Si r'à, non tost ;

Si tost, non tout ;

Si tout, non gré ;

Si gré, non tel.

Garde-toi donc de prester :

Car à l'emprunter,

Cousin germain ,

Et à rendre, fils de putain] :

Et au prester, ami ,

Au rendre, ennemi.

* Espagnol : *Quien presta no cobra, y si cobra no todo, y si todo no tal, y si tal, enemigo mortal.* *

* Cet amas de proverbes paraît tiré de l'*Ecclesiastique*, ch. 29. *

Dumoulin, dans son *Traité des Usures*, en français, n° 69, à la fin, rapporte une partie de ce proverbe, qu'il avait plusieurs fois entendu dire à son hôte, pendant qu'il étudiait à Orléans.

• Des paroles susdites de l'*Ecclesiastique*, chap. 29, semble dériver un vieux proverbe, que j'ai souvent ouï alléguer à mon hoste, lorsque j'étois jeune écolier à Orléans, qui étoit tel : *Si j'ai presté à un ingrat, je ne l'ai pas reçu. Si je l'ai reçu, non tout. Si tout, non tel. Si tel, d'amy, j'ai acquis*

« ennemi. » Ce qui n'est dit que contre les trompeurs et ingrats, etc.

AC RENDRE ENNEMI.

Publius Syrus :

Æs debitorem leve, grave inimicum facit.

V. ibi Gruterum, Senecam, epist. 19 et 81.

II.

673. Qui bien veut payer, bien se veut obliger.

Ainsi l'argent prêté doit être réputé perdu, quand le débiteur refuse d'en passer obligation.

III.

674. Qui doit, il a le tort.

Davol. — C'est sur le fondement de cette maxime que nous avons rejeté l'exception de la plus-pétition, parce que, quoique l'on demande au débiteur plus qu'il ne doit, il est toujours en tort pour n'avoir pas payé tout ce qu'il devait. V. *supra*, liv. IV, tit. III, règle XXXIX, et les autorités citées qui établissent que la règle est vraie non-seulement en simple action, mais encore en saisie.

IV.

675. Qui paie mal, paie deux fois.

• Ou

Qui doit à Luc et paye à François.

Paye une autre fois.

(Leroux, t. II, p. 296.)

V. *legem 1, Codice, Si adversus solutionem.* Cujacium ad dict. titul., et Mauricium, de *Restitutionib.*, q. 176.

• L'Espagnol dit dans le même sens : Écris avant de donner, et reçois avant que d'écrire. *Escribe antes que des, y recibe antes que escribas*, ce qui est un excellent conseil pour les négociants, et le vrai moyen de tenir des livres réguliers, et de ne pas mal payer.

V.

676. Qui paie bien, deux fois emprunte : [et le bon payeur est de bourse d'autrui seigneur.]

• Ou encore : Qui paye ses dettes, s'enrichit.

Ainsi celui qui paie mal n'a plus de crédit. * Et comme dit un vieux proverbe :

Qui plus dépend qu'à lui n'affert,
Sans coup frapper à mort se lert.*

V. le *Parfait Négociant*, liv. 1, chap. 3.

ET LE BON PAYEUR EST DE BOURSE D'AUTRUI SEIGNEUR. Ou le prêt est fait à un homme d'honneur et de bonne foi; et comme on peut compter sur sa parole, les obligations, ou les lettres et les sceaux sont avec lui inutiles.

Ou l'on prête à un malhonnête homme, ou à un homme puissant; et avec eux les obligations, les lettres et les sceaux servent peu, parce qu'on est en danger de tout perdre; ce qui a donné lieu au proverbe rapporté par Olivier de La Marche, dans ses *Mémoires*.

Contre forts et contre faux
Ne valent lettres ne sceaux.

V. Olivier de La Marche, p. 621.

VI.

677. Qui paie le dernier, paie bien.

Parce qu'il sait à qui il paie. V. Zouchæum, classe 4 *quæst.*, cap. 3.

VII.

678. C'est assez de payer une fois ses dettes.

V. la règle iv de ce titre.

VIII.

679. Ce qui est différé n'est pas perdu.

* Davot. — Un paiement différé ou prorogé n'est pas perdu; car, quoiqu'on dise communément : *Qui a terme ne doit rien* (1), la dette ne laisse pas de subsister quoiqu'on ne puisse l'exiger.

V. leg. 6, Cod., de *Fideicommissariis libertatibus*, lib. vii, tit. iv.

(1) « Cil qui demande ains le terme, demande plus qu'il ne doit, » dit une vieille traduction des *Institutes*.

IX.

680. Or vaut ce qu'or vaut.

Hoc aurum scito, pretium quod par tenet auro.

C'est-à-dire que c'est proprement le prix de l'or qui règle la valeur de tous les autres métaux.

Chez les Romains, quatorze marcs d'argent achetaient un marc d'or. *Lege unica*, C. Theod., de *Argenti pretio*; *lege 3*, Cod., de *Susceptoribus*. V. Jacobum Gothofredum, ad *legem primam* Cod. Theodosiani, de *Oblatione rotorum*, l. II, p. 451, col. 1, et Sirmondi *Notam ad Capitularia Caroli Calvi*, p. 185, 186. * Dureau Delamalle, *Économie politique des Romains*, l. I. *

Sous le règne de Charles le Chauve, douze marcs d'argent achetaient un marc d'or, tit. xxxv *Capitul.*, l. II, p. 185, 186 : à quoi l'ordonnance de Philippe de Valois, touchant les monnaies, du 6 avril 1339, avant Pâques, est conforme. V. Poullain, *des Monnaies*, chap. 6. Qui voudra savoir les différentes proportions qu'il y a eu, dans les différents siècles, entre l'or et l'argent, pourra voir Du Cange, dans son *Glossaire*, sur le mot *Marcha*; Poullain, dans son traité des *Monnaies*, max. 3, 4, 5; Dumoulin, dans son *Traité des Usures*, en français, n^{os} 307, 308, 309, 310, etc. Panormitanum, ad *capitulum primum de Emptione et Venditione*, n^o 3, et ibi notas, * et surtout Guérard, *Polyptique d'Irminon*, Prolégomènes, l. I. C'est le travail le plus complet que nous possédions sur la valeur des monnaies sous les deux premières races. *

* Laurière n'a pas bien compris la maxime de Loysel, et cependant le vers latin qu'il cite aurait dû lui donner le sens de cet adage.

Oro es lo que oro vale, dit le proverbe espagnol : ce qui vaut de l'or, est de l'or, ou comme le dit un autre texte du même adage.

Or est qui or vault.*

X.

681. Qui veut faire cession, doit confesser la dette en jugement et en personne.

Cette règle est prise de l'art. 34 de l'ordonnance de Charles VIII,

de l'an 1490, et de l'art. 70 de celle de Louis XII, de l'an 1510, qui porte que la cession se fera en jugement durant l'audience desceint, et teste nue. V. ci-dessus, liv. I, tit. II, règle xxx; et le *Glossaire du Droit français*, sur les mots *Ceinture*, *Bonnet rent*, *Respis* et *Quinquenelle*; leg. 6 in principio de *Bonis damnat.* et ibi Gothof.; la *Conférence des Ordonnances* de la dernière édition, t. II, p. 766; l'*Édit du Commerce*, de 1673, tit. X.

XI.

682. L'on peut renoncer aux répits, mais non au bénéfice de cession.

* RÉPITS. Davot. — Les répits sont des délais que l'on accorde aux débiteurs pour les mettre à couvert pendant quelque temps des poursuites de leurs créanciers. *

Cette règle est prise de l'ordonnance de Philippe le Bel, rapportée dans le style du parlement, tit. de *Foro competenti*, *Ordonnance* 4, et de deux anciens arrêts, le premier du 27 février 1338, et le second du 24 janvier 1399. V. Ragueau, sur la coutume de Berry, tit. IX, art. 21, p. 324; la coutume d'Anvergne, tit. XIX, art. 3, à la fin; la coutume de La Marche, art. 66. Mais, suivant l'ordonnance de 1669, art. 12, du titre *des Répits*, il est décidé « qu'aucun ne pourra estre exclus d'obtenir » repy, sous prétexte des renonciations qu'il auroit faites dans « les actes et contrats qu'il auroit passés; » lesquelles renonciations sont déclarées nulles. V. *Molinæum, de Usuris*, n° 271, p. 108 ultimæ edition.; *Fornerium*, lib. II, *Select.* cap. 27; *Merillium*, lib. V *Observ.*, cap. 37.

* Davot. — Quant au bénéfice de cession, on n'a jamais pu y renoncer parce que ce bénéfice a été introduit en faveur de la liberté. Brodeau, sur Louet, lettre C, somm. 14, n° 12. *

XII.

683. Répits ou cession n'ont lieu en dettes privilégiées, ou procédantes de dol ou de crime.

RÉPITS, etc. V. l'art. 259 de la coutume de Sens; celle d'Orléans, l'ancienne, art. 424; Auxerre, 150; et Guénois, dans ses notes sur la *Conférence des Ordonnances*, t. II, p. 766, à la fin, et p. 767.

DE DOL OU DE CRIME. Reims, art. 393; et le commentaire de Buridan; Laon, art. 280; Châlons, 270; Sens, 259; Berry, tit. IX,

art. 21; Ragueau, en cet endroit, *Annæ Roberti Berth judicator. lib. II, cap. 15, in principio.*

XIII.

684. Dettes privilégiées sont celles qui sont adjugées par sentences [services de mercenaires], louages de maisons, moissons de grains en espèce ou en argent, arrérages de cens et rentes foncières, deniers dotaux, dettes de mineurs [contre leurs tuteurs], alimens et médicamens, ou quand le créancier est nanti de gages, par l'ordonnance du roi Philippe-Auguste (1).

* *Grand Coutumier*, liv. II, tit. des Exécutions des lettres. Item nota que les respits que le roy donne, ne s'étendent pas aux dettes privilégiées comme depost, dettes du roy, de mineurs, de louages de maisons, de marchandises de forain prises en plein marché sans terme, et similia; et si elles ne sont nommées par expès audict répit.

Cette règle explique les suivantes.

V. l'art. 11 de l'ordonnance de 1669, au titre des *Respits*; l'art. 68 de la coutume du Bourbonnais; les art. 21 et 22 du tit. IX de celle de Berry; Paris, art. 111, etc.

NANTI DE GAGES. Pourvu qu'il y eu ait acte passé par-devant notaires, selon l'art. 8 de l'Ordonnance du commerce, au titre des *Intérêts de change*. V. Ragueau, sur l'art. 21 du tit. IX de la coutume du Berry.

PAR L'ORDONNANCE DE PHILIPPE-AUGUSTE. C'est celle qu'il fit à Paris au mois de mars 1188, par laquelle il imposa la dime saladinne. Elle est rapportée par Rigord, t. V, *Histor. Francor.*, p. 25, 26; et par Louvet, dans son *Histoire de Beauvoisis*, t. II, p. 109. V. ci-dessus, liv. III, tit. VII, règle VIII; Ragueau, dans son commentaire sur la coutume de Berry, p. 324; et le t. I des *Ordonnances*.

(1) * Dans les premières éditions on trouve au livre VI, tit. VI, règle XXI, une répétition de notre maxime dans la forme suivante : « Rehuille dit que l'on tient pour règle en France ce que plusieurs coutumes dient : que respits ni cessions de biens n'ont lieu en dette denyée et adjugée, louage de maisons, moissons en grains ou en deniers, dettes de mineurs contre leurs tuteurs, victuailles, service de mercenaires, et condamnation d'intérêt provenant de délits, et quelques autres. »

XIV.

685. En déconfiture, tous créanciers viennent à contribution au sol la livre sur les meubles, et les chirographaires et scéduliers, sur les immeubles.

* EN DÉCONFITURE. V. la règle xvi de ce titre. *

Cette règle a été prise de l'art. 153 des coutumes notoires, jugées au Châtelet de Paris, qui se trouve transcrit, mot pour mot, dans le chap. 27 du livre II de l'auteur du *Grand Coutumier*.

« Si aucun est obligé à plusieurs créanciers, et l'un fail
« prendre, lever et vendre ses biens par exécution, et avant la
« perfection d'icelle exécution, et les dits biens estant encore en
« main de justice, si autres créanciers apparent et opposent, ils
« doivent être recus à leur opposition, si l'obligé est en cas de
« déconfiture, et qu'il n'ait autres biens pour satisfaire ses autres
« créanciers, et en ce cas doivent venir à contribution avec
« celui qui a requis ladite exécution : posé ores que leurs debtes
« soient à reconnoître, mais que toutes fois ils les puissent mon-
« trer, prouver et justifier duement : et n'y doit avoir celui qui
« a requis ladite exécution, ni avantage ni prérogative, fors tant
« seulement qu'il doit prendre les dépens faits en l'exécution
« sur le prix de la vente desdits biens avant tout œuvre. Et
« est vrai au cas qu'il n'y auroit dette privilégiée, » car les
« dettes privilégiées ne viennent point à contribution, comme
l'auteur le remarque très-bien dans la règle xvii de ce titre.
V. les art. 177, 178, 181 et 182 de la coutume de Paris, avec les
commentaires.

ET LES CHIROGRAPHAIRES ET SCÉDULIERS SUR LES IMMEUBLES.
Quoiqu'un créancier chirographaire n'ait ni hypothèque ni exécution, par ce il peut cependant s'opposer au décret de l'immeuble saisi réellement sur son débiteur, mais il ne peut espérer d'être payé qu'après tous les créanciers hypothécaires, comme l'auteur le remarque dans la règle suivante. V. la décision 272 de Jean Desmares.

XV.

686. Car, sur les immeubles, les premiers hypothécaires vont devant.

* Antiquior creditor hypothecarius præfertur posteriori, nisi

- posterior sit privilegiarius, qualis est is qui in rem ipsam
- conservandam credidit quæ pignori data est, vel cujus pecunia ea res comparata est, vel qui solvit priori et locum ejus
- sublit. » Cujacius.

XVI.

687. Déconfiture est quand le débiteur fait rupture et faillite, ou qu'il y a apparence notoire que ses biens, tant meubles qu'immeubles, ne suffiront au paiement de ses dettes.

Paris, art. 180. V. Brodeau, en cet endroit; Coquille, dans sa question 201, où cette règle est très-bien expliquée; Domat, liv. iv, tit. v, sect. 2. * l'art. 58 de la coutume de Clermont; Tractatum; de *Conturbatoribus et Decoctoribus*; et caput ultimum, *Qui potiores in bonis decoctorum habeantur*; et Scaccia, de *Commerciis*.

XVII.

688. Le dépôt, le gage, la marchandise trouvée en nature, dont le pris qui se devoit payer est encore dû, ni autres dettes privilégiées, ne sont tenus venir à contribution; ains ont droit de préférence.

Paris, art. 181, 182; les *Coutumes notoires*, art. 153; Desmares, *Décis*. 244, 273. Mais quant au gage, le créancier n'a plus de privilège dessus, à moins qu'il n'y ait acte passé par-devant notaire, qui contienne et marque la somme prêtée, et les gages qui auront été délivrés. V. l'ordonnance de 1673, au titre des *Intérêts de change*, art. 8. V. Brodeau et Coquille, aux endroits marqués sur la règle précédente; Tractatum de *Decoctoribus*; et caput ultimum, *Qui potiores in bonis decoctorum habeantur*.

XVIII.

689. Toutes appréhensions de bleds, vins, bois, et autres choses, se doivent faire sur le registre du rapport qui s'en fait en justice, et selon l'estimation commune de l'année qu'elles estoient dues. Mais les moissons, cens et rentes foncières en grain, dues à certain jour et lieu, seront

appréciées au plus haut pris qu'elles ont valu en l'an, depuis le jour que le paiement en dut estre fait.

Cette règle est prise, mot pour mot, de l'art. 330 de la coutume de Meun. V. les art. 1, 6 et 8 de l'ordonnance de 1667, au titre de la *Liquidation des fruits*.

REGISTRE DU RAPPORT. * C'est ce que nous appelons aujourd'hui la *Mercuriale*. *

SERONT APPRÉCIÉES AU PLUS HAUT PRIS. Parce qu'il y a lieu de présumer que les metayers et les débiteurs des rentes ont ainsi vendu les grains, au lieu de les avoir livrés aux propriétaires, aux jours marqués dans les baux. Joignez l'art. 128 de la coutume du Bourbonnais, avec la note de Dumoulin, et l'art. 259 de celle de Bretagne.

LIVRE V.

D'ACTIONS.

TITRE PREMIER.

I.

690. Toutes actions sont de bonne foi.

C'est-à-dire que le demandeur n'est point obligé de marquer, désigner ou nommer l'action qu'il veut intenter, comme il le devait faire selon les lois romaines, leg. 3, Cod., de *Edendo*. Toutes les actions s'intentent de bonne foi en France, et il suffit d'y déduire simplement le fait dans l'exploit; de sorte qu'aujourd'hui toutes les actions sont *in factum*. Ce que nous avons pris du chapitre, *Dilecti*, Extra., de *Judiciis*. « Actionum nomina » exprimi in prosecutionibus necesse non est; ut ambages illæ » juris et descriptiones evitentur, quæ sunt anxie a jure traditæ. » Ex soli facti narratione et conclusionem intentionem agentium » concipimus, pro ut melius ex æquo et bono possumus, etc. » Argentreus, ad cons. Britan., art. 266, cap. 6, de *Interrup. per libellum*, n° 8. V. Papon. dans ses *Notaires*, liv. III, div. 2, p. 153, lig. 33; l'ordonnance de 1667, tit. II, art. 1; Charondas, dans ses notes sur l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 316.

II.

691. Par la coutume générale de France, tous ajournemens doivent être faits à personne ou domicile.

« *Grand Coutumier*, liv. III, titre des adjournemens. » Item » à ce que l'adjournement soit valable au commencement de » la cause, il faut qu'il soit fait par personne ayant pouvoir à ce » au principal domicile de la personne que l'on adjourne, au- » quel domicile icelle personne est communément couchant et » levant, buvant et mangeant, et auquel la femme non séparée » est demeurant, ou tenant et gouvernant leur mesnage, nec

« *obstat* si pour quelque autre cause son mary face ailleurs sa
 « résidence. Exemple : un homme bourgeois de Paris est garde
 « de la monnoye de Rouen et faict à Rouen sa résidence pour
 « cause de son office, et sa femme de luy non séparée tient et
 « gouverne son mesnage à Paris : il suffit adjourner l'homme en
 « l'hostel où sa femme demeure, quia communiter dicitur,
 « *quod uxor facit domicilium.* » *

V. l'art. 9 de l'ordonnance de 1539, et l'ordonnance de 1667,
 tit. II, art. 3. * Lhommeau, liv. III, max. I. *

III.

692. Ajournemens à trois briefs jours se font de trois
 jours en trois jours : ajournemens à trois jours francs, de
 cinq en cinq jours ; et quand ils se font à huitaine ou quin-
 zaine, les premiers et derniers jours ne sont comptés que
 pour un.

V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Jours*.

IV.

693. Les choses valent bien peu, si elles ne valent le
 demander.

Ainsi, celui à qui une somme est due doit s'imputer s'il n'en
 a point les intérêts, puisqu'il n'avait qu'à les demander. V. Louet,
 lettre I, som. 8.

V.

694. Pour peu de chose, peu de plaid.

Causa levis litem debet habere brevem.

Egid. Nuceriensis in *Adag. Gall.*, litt. D.

* Beaumanoir, chap. 7, n° 17. Ce n'est pas bon, ne selon Dieu,
 que longs plaidis et grands coûts soient mis en petites querelles.
 — *Statuta Caroli primi* (Giraud, t. II, p. 26). * *Quod causæ*
 « peregrinorum et pauperum miserabilium expediantur pure,
 « et per simplex iudicis officium, et sine strepitu iudicii et
 « figura. » *

V. l'art. 57 de l'ordonnance d'Orléans ; l'art. 153 de celle de
 Blois, avec la note de Coquille ; le tit. XVII de l'ordonnance de

1667; et l'explication des Proverbes, par Bellinghen, liv. 1, chap. 5, n° 25. Cette règle est très-bien expliquée par Raoul Fournier, habile antécresseur, à Orléans, dans son liv. II *Rerum quotidianarum*, chap. 5, qui a pour titre : *Quænam actiones ob res minimas dari vel denegari soleant*. Adde Rittershusium, lib. VII *Sacrarum lectionum*, cap. 10, p. 518, ubi tractat de furto in re parva commisso.

VI.

695. Peu de chose est, quand il n'est question que de dix livres.

* V. l'art. 57 de l'ordonnance d'Orléans, l'ordonnance de 1667, tit. XVII, art. 1.

VII.

696. Si une demande ne passe vingt sols, jour de conseil n'en est [*al.* n'en estoit] octroyé.

* Davot. — La procédure et la forme des demandes étant autrefois mal réglée (il eût mieux fait de dire : la procédure étant orale) le défendeur obtenait un délai pour prendre avis que l'on appelait *jour de Conseil*, et ce délai s'accordait dès que la demande passait cinq sols. *Grand Coutumier*, liv. III, chap. 3. Mais depuis que nos ordonnances ont voulu que les demandes fussent libellées, et qu'elles ont réglé les délais des assignations, il faut défendre d'abord que ces délais sont expirés. V. l'art. 16 de l'ordonnance de 1539, et le tit. III de l'ordonnance de 1667. *

VIII.

697. Fautes valent exploits.

C'est-à-dire que, quand celui qui est assigné fait faute, faut, défaut, ou est absent, l'exploit laissé à son domicile vaut comme donné à sa personne. V. l'art. 3 du tit. II de l'ordonnance de 1667, et *Styl. Parlam.*, part. I, cap. 2, § 16.

* Davot. — L'explication de M. Delaurière paraît éloignée du sens de la règle; en voici une plus conforme à l'usage et au langage du palais. On appelle *exploit* ou *peine d'exploit* la condamnation qu'on prononce contre un défaillant; et souvent on ordonne à une partie de comparaître au jour indiqué, à peine

d'exploit. Dans ce sens il est vrai de dire que *fautes* ou *défauts* valent *exploits*, c'est-à-dire condamnation.

L'explication de M. Davot est confirmée par l'anthologie des proverbes français. (Leroux de Lincy, t. II, p. 343.) « *Fautes valent exploits.* C'est un proverbe pratique qui veut dire que les défauts d'une partie, soit de comparaitre, défendre, ou de faire autre chose ordonnée par le juge, valent diligence et tournent à profit à l'autre partie, laquelle obtient par ce moyen renvoy. »

IX.

698. Qui prend garantie doit laisser son juge, et l'aller prendre devant celui où le plaid est.

• Beaumanoir, chap. 34; n° 47. « Pour porter garant doit chacun laisser son juge, et aller porter garantie de la coze qu'il bailla ou délivra, par-devant le juge ou cil est emplédiés qui a mestier de son garand. Et s'il n'i veut aler, il doit estre contraint par son seigneur qu'il y voist. Et s'il a commandement d'aler y, et il n'oibeist au commandement, et li emplédiés perd par sa défaute, il est tenu en tous les damages que li emplédiés a par le defeaute de sa garantie. »

V. l'ordonnance de 1667, au tit. viii, *des Garants*, art. 8, où cette règle est expliquée.

X.

699. Qui tire à garant, et garant n'a, sa cause perdue a.

Anciennement celui qui tirait à garant avait trois délais; et si, en demandant le premier délai, il ne protestait pas de défendre lui-même, en cas de défaut de garantie, il perdait sa cause. Ce qui a été justement aboli par plusieurs arrêts. V. « *Grand Coutumier*, liv. III, tit. de *Garand*, » part. 1. *Styli Curie Parliamenti*, cap. 12, de *Dilatione garendi*, § 2, et ibi Molinæus; et le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Garant*.

XI.

700. En cour souveraine, on plaide à toutes fins.

C'est-à-dire que les parties doivent proposer, en même temps, toutes leurs fins, moyens et exceptions, sans en retenir

LIV. V, TIT. II. — DE BARRES ET EXCEPTIONS. 113

aucune. Ce qui a été introduit pour éviter la longueur des procès. V. *Stylum Parlamenti*, lit. xiii, § 17, 18, 19, 20, et ibi Aufrelius; la *Paraphrase des Institutions forenses* d'Imbert, liv. II, chap. 11, p. 556 de l'édition de 1609; le *Glossaire*, sur le mot *Plaider*; * Beaumanoir, chap. 7, n° 14. « Retenue n'a pas lieu en la cour laïe, comme elle a en la cour de chrestienté; car à la cour de chrestienté il poent plaider sur l'une de leurs resons et faire retenue de dire autres resons, se cele ne li vault, et ont jugement sur cela, avant qu'il dient les autres, s'ils voèlent; mais ce ne pot-on faire en le cort laïe, puis c'on a répondu droitement à la demande, et que plès est entamés sur toute la querelle. » * L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, et la règle 1 du titre qui suit.

XII.

701. Le rescindant et le rescisoire sont accumulables.

C'est l'avis de Cujas, dans son *Parat.* sur le tit. xxviii du liv. III du *Code*, et de Ragueau, dans le *Glossaire*, en sa lettre R. — V. Edmund. Merillium, lib. vii *Observat.*, cap. 18; Gyphanium, de *Remediis juris*, c. 2, p. 19; Cujacium, lib. vii *Observationum*, cap. 81; cap. 3, 4 et 5 *Extra.*, de *Causa possessionis*; Vinnium, lib. II *Question.*, cap. 39; Gyphanium, ad leg. 3, C., de *interdictis*; Cujacium, lib. II *Observationum*, cap. 35; Jacobum Gothofredum, in *Com. ad Cod. Theod.*, l. I, p. 170, Gonzalez, ad cap. 6 *Extra.*, de *Causa possessionis*.

TITRE SECOND.

DE BARRES ET EXCEPTIONS.

I.

702. Qui de barres se veut aider, doit commencer aux déclinatoires, pour venir aux dilatoires, et finalement aux péremptoires; et si la dernière met devant, ne s'aidera des premières.

* Beaumanoir, chap. 6, n° 1 et ss., chap. 7, n° 5, 14.*

Grand Coutumier, liv. III, chap. 3. « Item qui prend à venir défendre péremptoirement, il ne peut poser déclinatoires ne dilatoires. » l'ancien *Style du Parlement*, part. I, tit. xiii, § 17,

18, 19 et 20; et le livre qui a pour titre : *Manière ou forme de mener diligemment un procès*, chap. 22.

Les exceptions ont été appelées barres par nos anciens praticiens, parce qu'étant opposées, elles arrêtent celui qui intente un procès, comme, en guerre, une barrière arrête un ennemi. *Chronicon sancti Michaelis in pago Firdunensi*, t. II. *Analect.* Mabillonii, p. 387. Hic Fridericus, propter frequentes Campanorum in Lotharingiam incursiones, in confinio Lotharingiæ et Campaniæ castrum extruxit, quod Barrum quasi barram nominavit. Et comme il y a toujours eu, dans les tribunaux, des barres, pour séparer les avocats des juges, cet endroit où les avocats se mettaient pour parler a été nommé, par cette raison, Barreau.

DÉCLINATOIRES. * Rastall. V° *Barr.* Barr perpetual (ou péremptoire) est ce qui casse l'action à tout jours; temporary (c'est le dilatoire ou déclinaoire) est ce qui est bon pour le présent et peut après faillir. *

II.

703. Reconvention n'a point de lieu, fors de la même chose dont le plaid est.

* Davot. — L'art. 106 de la coutume de Paris porte que reconvention en cour laïe n'a lieu si elle ne dépend de l'action, et que la demande en reconvention soit de la défense contre l'action premièrement intentée, et en ce cas le défendeur, par ses défenses, se peut constituer demandeur; mais les nouveaux commentateurs de la coutume de Paris observent que cet article n'est point en usage, et que la reconvention est reçue entre les mêmes parties, en sorte, dit M. Auzannet, *qu'il est nécessaire d'abroger l'article et d'en faire une disposition contraire*, sauf à excepter les demandes réelles, et quelques autres qui ne peuvent être proposées par reconvention. *

Paris, art. 106; Bourbonnais, art. 88. La raison est que, par notre droit, les justices étant patrimoniales, le demandeur doit poursuivre le débiteur par-devant le juge de son domicile, à moins que le demandeur ne soit privilégié. Johanninus a donné un traité entier de *Reconvention*, imprimé à Francfort en 1600; et Socinus en a traité au long, dans son commentaire sur les Décrétales. V. Guntherum Martinum, in *ordinationem processus judiciarit Saxonici*, tit. vi, t. I, p. 199.

III.

704. Une dette n'empêche point l'autre.

C'est-à-dire que celui qui doit une somme est obligé de la payer à son créancier qui le poursuit, quoique son créancier lui doive une autre semblable somme. En un mot, cette règle signifie qu'en dettes mutuelles ou réciproques, chacune des parties doit poursuivre le paiement de ce qui lui est dû, sans pouvoir l'une ni l'autre user de reconvention, ni opposer la compensation, à moins que les deux dettes ne soient liquides ou ne puissent être aisément et promptement liquidées. V. la coutume de Lorris, tit. xxi, art. 9 et 10, avec les notes de La Thaumassière et de L'Hoste, et la règle qui suit.

IV.

705. Compensation n'a lieu, si la dette qu'on veut compenser n'est liquide et par écrit.

Cette règle, tirée de l'art. 105 de la coutume de Paris, est une exception, * ou pour mieux dire une abrogation, * de la précédente. V. Desmares, décis. 136, 187; les *Coutumes notoires*, art. 111 et 120; la *Conférence des Coutumes*, p. 384; et les commentateurs, sur l'art. 105 de la coutume de Paris.

V.

706. Voies de nullité n'ont point de lieu.

Cette règle est prise d'Imbert, dans ses *Institutes forenses*, et pratique judiciaire, liv. I, chap. 3, n° 3, et dans son *Enchiridion*, sur le mot *Contracts*, et sur le mot *Nullités*, p. 53 et 131 de l'édition de 1608.

Les *voies de nullité* sont ici les exceptions de nullité, lesquelles ne peuvent point être opposées contre tout ce qui est nul, suivant le Droit romain. De sorte qu'il faut se pourvoir contre ces nullités, ou par appel, si ce sont des sentences, ou en obtenant des lettres du prince, pour faire casser et rescinder les actes. « Minor, etiam si indefensus condemnatus fuerit, appellare hodie debet, nec sine appellatione restituitur adversus rem judicatam, ut olim. » Leg. 8, 17, 18 et 24, D., de *Minoribus*. « Hodie etiam non dicimus contractum ipso jure viliari, si sit bonæ fidei, et ei causam dederit dolus vel melius; nec

- bonæ fidei iudicium in se continere doli mali exceptionem.
- Namque est necessaria restitutio principis, necessaria exceptio,
- ut res æquitali suæ restituatur. Non dicimus alienationem
- factam a minore sine tutore vel curatore, et sine decreto,
- nullam esse ipso jure, ita ut, citra ordinarium auxilium resti-
- tuentis, minor satis munitus sit mero jure et communi auxi-
- lio. » V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Nullités*.

Mais, quand il est question de nullités, qui sont déclarées par les ordonnances et les coutumes, les voies ou exceptions de nullités ont lieu sans lettres du prince. V. Legrand, dans son commentaire, sur l'art. 139 de la coutume de Troyes, gloses 1 et 2; Mornacium, ad legem *Si mulier*, § *Si metu*, D., *Quod metus causa*; et Fontanon, dans ses notes sur la *Pratique* d'Imbert, liv. 1, chap. 3, lett. B, p. 18 de l'édit. de 1609.

VI.

707. Exception d'argent non nommé n'a point de lieu.

* Davot. — L'exception *non numeratæ pecuniæ* avait lieu, suivant le Droit romain, en faveur de ceux qui, s'étant reconnus débiteurs, prétendaient que la somme qu'ils avaient promis rendre, ne leur avait pas été comptée. Inst., tit. de *Litter. obligat.* et de *Except.*, § 2; et lit. Cod., *De non numerata pecun.*

En France cette exception n'est point admise, et la reconnaissance tient lieu de preuve; il faudrait donc que celui qui l'a faite prouvât lui-même qu'il n'a pas reçu la somme: encore n'y serait-il pas recevable par témoins contre une promesse par écrit, [sauf les cas de violence, dol et fraude].*

Orléans, art. 444; Montargis, art. 11 du tit. xxi; Bretagne, 293. C'est-à-dire, suivant la coutume du Berry, lit. II, art. 31, que « cette exception n'a pas lieu pour charger de preuve le demandeur qui a une obligation ou cédule reconnue. » V. L'Hoste, sur l'article cité de la coutume de Lorris; et Dumoulin, sur l'art. 4 de la coutume d'Auvergne, au titre des *Obligations*, et sur l'art. 36 de celle du Bourbonnais.

VII.

708. Exception de vice de litige n'a lieu.

Par le Droit romain, lorsque celui qui avait acquis une chose litigieuse voulait continuer le procès commencé, on lui pouvait opposer l'exception du vice de litige, au moyen de laquelle les

choses étaient remises au premier état, et le procès était continué entre les mêmes parties. V. Cujacium, ad lit. Cod. *de Liti-giosis*. Anciennement ce droit était suivi en France, et pour prévenir toutes les exceptions qui pouvaient être opposées à ce sujet, ceux qui voulaient transporter des droits litigieux obtenaient des lettres du roi. En voici une qui est au Trésor des Chartres, registre de Philippe de Valois, pour l'année 1329, cote 67, pièce 57.

« Philippe, etc., sçavoir faisons à tous présens et à venir, que
 « come fu par le deceds Guillaume Marcilly, jadis chevalier,
 « soient eschuz plusieurs biens meubles et immeubles à Jeanne
 « de Marcilly, dame de Garancières, sœur et hoir seule pour le
 « tout dudit chevalier, si comme elle dit, et aucuns empesche-
 « mens luy soient mis en iceuls biens par Regnault de Trye,
 « chevalier, à cause de Marguerite de La Roüe, sa femme à pré-
 « sent, et jadis femme dudit Guillaume, et en soit plait eschu
 « entre ladite Jeanne de Marcilly, d'une part, et ledit Regnault
 « à cause de sa femme, et ceuls qui se dient exécuteurs dudit
 « feu Guillaume Marcilly, et plusieurs autres, d'autre part; et
 « pour ce que ladite Jeanne de Marcilly, pour la foiblesse et
 « ancieneté de sa personne, ne peut bonnement poursuivre le
 « plait, elle nous a supplié que nous veuillions assenter que elle
 « puisse transporter tous les biens dessusdits, tant en propriété
 « comme en possession, en tout le droit et l'action que elle y
 « a et peut avoir, à nostre amé et féal Pierre, seigneur de Ga-
 « rancières, chevalier, son fils et son hoir. Nous, enclinans à sa
 « supplication, li octroions de grace especial, de nostre autorité
 « royal et certaine science, que elle puisse faire ledit transport
 « à sondit fils, et que iceluy transport vaille et tienne sans
 « encourre vice de litige, et que les plaits encommencez pour la
 « cause dessusdite, ledit Pierre puisse poursuivre et mettre à fin
 « à sou profit, tant en demandant comme en deffendant. En
 « tesmoin de laquelle chose, et que elle soit ferme et stable pour
 « tous temps, nous avons fait mettre notre scel en ces lettres.
 « Donné à S. Denis en France, l'an de grace de 1329, au mois
 « de mars. » Mais aujourd'hui, cette exception n'a point de
 lieu, pourvu que la chose litigieuse ait été vendue ou cédée
 sans fraude; * *hodie in Gallia res litigiosa vendi potest*, dit Gode-
 froys. — Davot : Mais nous observons les lois *per diversas et*
ab Anastasio, Cod., *Mandati*, suivant lesquelles on peut rem-
 boursier le cessionnaire d'action de ce qu'il lui en a coûté.
 seulement. »

V. Brodeau, sur Louet, somm. 19, lettre L, et lettre C, somm. 5 et 13. *Titulum Codicis Ne liceat potentioribus patrocinium litigantibus præstare vel actiones in se transferre*; *Regulam Cancellariæ, de Subrogandis collitigantibus*, et *Rebuffum*.

VIII.

709. Exception d'excommunication n'a point de lieu en cour laïe.

La Marche, art. 62; Auvergne, tit. viii, art. 4. V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. ii, tit. de ceux qui peuvent être en jugement. Joan. Fabrum, ad tit. *Institution. de Curatoribus*, § *Quod si tutor*, n° 8; Des Mares, décis. 155; Argentr. in *Cons. Brit.*, art. 99. "Giraud, ii, 102." Suivant cette règle, qui est judicieuse, cette exception n'avait lieu qu'en cour d'Eglise, et non en cour laïe. V. *Canonem Excommunicamus, Ext., de Hereticis*; et capitul. *Pia, de Exceptionibus*, in *Sexto*; et *Capitulum Intelleximus, Extra., de Judiciis*.

IX.

710. [Force n'est pas droit.]

Elle est, au contraire, opposée au droit. V. leg. 8, D., ad l. *Juliam, de Vi*.

TITRE TROISIÈME.

DE PRESCRIPTIONS.

I.

711. Ancienneté a autorité.

V. Beaumanoir, chap. 24. V. *Accursium* et *Cujacium*, ad leg. 11, D., *Finium regundorum*; leg. 2, Cod., eodem titulo; leg. *Testamento*, Cod., de *Testamentis*; et leg. 2, § *Tanta*, Cod., de *Veteri jure enucleando*; capit. *Quanto*, et ibi glossa, de *Translatione episcopi*, *Canone Conquæstus*, 9, q. 3, capit. *Clerici* et ibi glossa, de *Immunitate ecclesiarum*; Clementin. *Romani* et ibi glossa, de *Jurejurando*, etc. "Coke on Littl., sect. 169. — In antiquis enunciativa probant."

II.

712. Par l'ordonnance du roi Louis XII, gens de métier ne peuvent demander [le prix de] leurs ouvrages après six mois, ni les marchands le prix de leurs marchandises après un an.

* *Ordonnance du roi Louis XII de l'an 1510*, art. 67 et 68. Dumoulin, sur Paris, 226.

Paris, art. 126, et l'ordonnance de 1763, tit. 1, art. 6 et ss.

III.

713. Toutes actions d'injures, de louages de serviteurs, de dommage de bestes, de paiement de tailles, imposts, billets, guets, fourrages, fouages, vientrages, défauts et amendes à faute d'avoir moulu ou cuit en moulins et fours bannaux, sont tollues par an et jour.

Bretagne, art. 291, 292; Paris, art. 227; et l'ordonnance de 1673, tit. 1, art. 7 et 9. V. la *Conférence des Coutumes*, p. 427; l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 181, lig. 18.

INJURES. V. les décisions de Jean Desmares, chap. 143, et l'art. 150 des *Coutumes notoires*; la coutume d'Auvergne chap. 29, art. 8; et la décis. 416 de Jean Desmares, d'où nous apprenons que, par l'ancien usage du royaume, « pour injures dîtes en absence, l'on ne donne pas action en cour laïe, ains convient que icelles injures aient esté dites en présence de celui qui dit estre injurié, lui oyant et entendant les injures; autrement est en cour d'Eglise. »

LOUAGES DE SERVITEURS. * *Ordonnance de Louis XII de l'an 1510*. *

BILLETS. * Tours, 82; Anjou, 52, 58; Maine, 60, 67. *

FOUAGES. * Brussel, p. 212, 215, 405. *

VIENTRAGES. * C'est un droit sur la vente des vins. Senlis, 125. *

IV.

714. Messire Pierre de Fontaines écrit que barres ou exceptions de force, de peur, de tricherie, ne duroient qu'un an, par l'ancien usage de la France.

De Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 15, art. 52. « Se vous

« vendistes par force ou pour estable peur de mort, ou par tourment de corps, et vous ne confremastes puis la vente, et ne vous y assentistes; se vous en plaidiez dedans l'an selonc la fourme de l'establisement, se le cause ne vous est rendue pour le prix ke vous en eustes, vostre adversaire sera condamné en quatre doubles. Après l'an vous doit demander le vostre sans plus; (mais nostre usage ne doit prendre fors la cose sans plus), et l'amende au seigneur, et après l'an ne respont-on mie l'autre cause n'y a. » Ce qui est pris de la loi 4, au Code, de *His quæ vi meture causa gesta sunt*, qu'il est bon de transcrire.

« Si, per vim vel metum mortis, aut cruciatus corporis, venditio a vobis extorta est, et non postea eam consensu corroborastis: juxta perpetui formam edicti, INTRA ANNUM quidem agentes (quo experiundi potestas est), si res non restituatur, quadrupli condemnationem referetis, scilicet reddito a vobis pretio. Post annum vero, causa cognita, eadem actio in simplicium permittitur. Quæ causæ cognitio eo pertinet ut ita demum decernatur, si alia actio non sit. » Joignez Beaumanoir, chap. 7, et la règle qui suit; et joignez la règle IX ci-dessus, du titre de *Vente*, liv. III, tit. IV.

V.

715. Aujourd'hui toutes rescissions de contracts faits en minorité, ou autrement indeuëment, se doivent intenter dedans dix ans de la majorité [*al. minorité*], ou du légitime empeschement cessant, suivant les ordonnances des rois Louis XII et François I^{er}.

LES ORDONNANCES DES ROIS LOUIS XII, ETC. V. l'ordonnance de Louis XII, de l'an 1510, art. 46; celle de François I^{er} à Ys-sur-Thille, de l'année 1525, chap. 8, art. 29 et 30; et celle de 1539, art. 134. * Lhommeau, liv. III, max. 12.

VI.

716. Prescription d'héritage, ou autre droit réel s'acquiert par jouissance de dix ans entre présents, et vingt ans entre [*al. contre*] absents, âgés et non privilégiés, avec titre et bonne foi; et sans titre, par trente ans.

* Beaumanoir, chap. 8, n° 9; chap. 24, n° 4; Marnier, cout. de Picardie, p. 123. *

Paris, art. 113, et la *Conférence des Coutumes*, p. 421. V. la note sur la règle x.

VII.

717. Ceux qui sont demeurans en divers bailliages royaux sont tenus pour absens.

Meaux, art. 81; Melun, 170; Calais, 208; Paris, 116.

Ceci est un droit nouveau, * [imité de la l. ult., C., de *longi temporis præscript.*] * * Anciennement c'étaient ceux qui demeuraient dans les diocèses différens qui étaient réputés absents. V. le liv. 1 des *Établissements* de saint Louis, tome 1 des *Ordonnances*. * * Aujourd'hui sont absents, dans le sens de cette règle, ceux qui habitent le ressort d'une autre Cour royale, art. 2265 du Code civil.

VIII.

718. Prescription de dix, vingt ni de trente ans ne court contre les pupils, ni en effet contre les mineurs, en estant relevés tout aussitost qu'ils le requièrent.

Mauricius, de *Restitutione in integrum*, cap. 94, 95; Brodeau, sur l'art. 113 de la coutume de Paris, n° 5, et sur l'art. 114, n° 3, etc.

IX.

719. L'action personnelle, et toute faculté de pouvoir racheter chose vendue, ne se prescrit que par trente ans, ores que ces mots, *toties quoties*, y fussent, suivant l'avis de l'avocat Dix-Hommes, qui a esté suivi par les arrêts.

* ACTIONS PERSONNELLES. Davot. — Les actions personnelles et les droits se prescrivent par trente ans, quoique le terme en fût indélini comme dans le cas de la faculté de rachat allégué par l'auteur, mais les facultés de rachat qui résultent de la nature même du contrat, comme dans nos rentes constituées, ne peuvent être prescrites par quelque temps que ce soit. *

NE SE PRESCRIT QUE PAR TRENTÉ ANS. A compter du jour du contrat par lequel la faculté avait été accordée; et lorsque, dans le contrat, la faculté de racheter n'avait été octroyée que pour

un temps certain, lorsque le vendeur avait laissé passer ce temps, sans user de son droit, son droit était perdu sans retour. Mais, par les derniers arrêts qui ont changé la jurisprudence, il a été jugé que la faculté de rémérer, accordée par un contrat jusqu'à un certain temps, continue encore pendant trente années après ce terme expiré, à moins que l'acquéreur ou l'acheteur ne fasse ordonner, avec le vendeur présent, ou dûment appelé, que la chose acquise lui demeurera incommutablement, faute par le vendeur d'en avoir rendu et restitué le prix dans le temps convenu. Ce qui n'est pas sans bonne raison, parce que toute vente faite à faculté de rachat étant à vil prix, elle doit moins être regardée comme une aliénation que comme un engagement. V. ci-dessus la règle III du tit. *des Gages*, liv. III, tit. VII, et ce qu'on y a remarqué.

Voici comme Dumoulin a parlé de cette jurisprudence, dans son *Traité français des Usures*, n° 105, d'où cette règle est prise, laquelle avait lieu anciennement à l'égard des rentes constituées à prix d'argent, qui étaient alors non rachetables, comme on l'a tant de fois observé, tant sur la coutume de Paris que dans la *Dissertation sur le tenement de cinq ans*, et comme de La Thaumassière l'a très-bien remarqué sur l'art. 33 du tit. VI de la coutume du Berry, p. 212.

« Vray est que dès plus de vingt-cinq ans, j'ai plusieurs fois ouy
 « dire et réciter à feu mon père, ancien avocat, que de son temps
 « et des anciens, desquels il avoit ouy, étoit gardé et observé,
 « quand une terre avoit été vendue à faculté de rachat toute-
 « fois et quantes que bon sembleroit au vendeur et aux siens,
 « qu'en ce cas, en vertu de ladite clause *toutefois et quantes*, se
 « pouvoit demander le rachat, voire après trente ans; et qu'ainsi
 « on en usoit, même après la rédaction de la coutume de Paris,
 « où il fut présent, jusques à ce que depuis, feu Jaque Dysome,
 « avocat docte et fameux, y fit pratiquer la prescription de trente
 « ans, qui fut lors chose fort nouvelle et fort célèbre, etc. »
 V. Tiraquellum, de *Retractu conventionali*, § 1, gloss. 2, n° 39;
 Durantum, q. 46; la coutume du Nivernais, tit. X, art. 7; celle
 du Berry, tit. VI, art. 33, avec le commentaire de Ragueau et
 de La Thaumassière; celle de Normandie, art. 525; Paris,
 art. 120; Brodeau, sur Louet, lettre P, n° 21; ci-dessus, au titre
 des *Rentes*, liv. IV, tit. I, règle VII; et l'art. 220 de la coutume de
 Paris; Du Pineau, sur l'art. 360 de la coutume d'Anjou, L. I,
 col. 1232 de la dernière édition.

X.

720. L'action hypothécaire se prescrit, par un tiers, par dix ans entre présents, et vingt ans entre absents, avec titre et bonne foi; et sans titre, par trente ans : et par le débiteur ou son héritier, ou par un créancier postérieur, tant comme le débiteur commun vit, par quarante ans.

OU PAR LE DÉBITEUR OU SON HÉRITIER . . . PAR QUARANTE ANS. Suivant la loi *Cum notissimi*, que l'empereur Justin fit en l'année 525, qui a été reçue dans nos pays coutumiers depuis plusieurs siècles, comme il est prouvé par le témoignage suivant de l'auteur du *Grand Coutumier*, qui vivait sous Charles VI, liv. II, titre de l'*Exécution des lettres* : « Nota. Que si j'ai obligation contre aucun, et elle est expirée par l'espace et le temps de trente ans, et lors faut la personne; suivre, par action, jusques à dix ans, après et iceux passés hypothèque sur les héritages est expirée, etc. » C'est de là que notre auteur a pris cette règle.

V. l'art. 111 de la coutume de Mantes; le 174 de celle de Melun; Bacquet, dans son *Traité des Droits de Justice*, chap. 21, nomb. 183, 184, 185; Louet, lettre H, som. 3; et Brodeau, en cet endroit, sur l'arrêt du 12 août 1608, qui y est rapporté; Tronçon, sur l'art. 118 de la coutume de Paris; d'Argentré, sur le 273 de l'ancienne coutume de Bretagne, gloss. 2, nomb. 16; Chopin, sur la coutume de Paris, liv. II, tit. VIII, n° 93; Masuer, des *Prescriptions*; Boerium, decis. 328; les art. 113, 114 de la coutume de Paris; les 118, 120 et 123, avec la *Conférence* et les commentateurs.

XI.

721. Toute prescription annale, ou moindre coutumière, court contre les absents et mineurs, sans espérance de restitution.

V. la note sur la règle XLVI du titre des *Retraits*, liv. III, tit. V, et ce que j'ai remarqué sur l'art. 115 de la coutume de Paris, où j'ai expliqué cette règle.

XII.

722. Contre l'Église n'y a prescription que de quarante

ans, par les ordonnances du roi Charles le Grand et de Louis, son fils, conformément aux constitutions de leurs prédécesseurs empereurs.

Paris, art. 123. * Olim, t. I, p. 492, n° x; *Carta consulatus Arelatensis*, Giraud, t. II, p. 1.*

CHARLES LE GRAND, ET LOUIS, SON FILS. V. lib. v *Capitularium*, cap. 389.

DE LEURS PRÉDÉCESSEURS EMPEREURS. * V. l'authentique *quas actiones*, C., de *Sacro. eccl.*, tirée de la novelle 131, chap. 6; * *Julianum Antecessorem*, novell. 119, cap. 6.

XIII.

723. En nouveaux acquêts faits par gens d'église, ils ne sont non plus privilégiés que les laïcs.

On appelle *nouveaux acquêts* les nouvelles acquisitions d'immeubles non amorties, faites par les *gens de mainmorte*, et les acquisitions de fiefs faites par les *roturiers*. Les uns et les autres doivent bailler des déclarations des choses qu'ils ont acquises; et à proportion du temps qu'ils en ont joui, on leur fait payer finance, qui est la même pour les uns et les autres V. Bacquet, des *Nouveaux acquêts, amortissements, etc.*, part. 5, chap. 67; * Brussel, p. 657 et ss.* Joignez les règles LVII, LVIII, LIX, LX et LXI du tit. I du liv. I, et les deux règles suivantes.

XIV.

724. Si dans l'an et jour de l'approbation faite de leur contract ils ne sont sommés d'en vider leurs mains, ils n'y peuvent plus estre contraints.

V. la règle LXVII du tit. I du liv. I de cet ouvrage.

XV.

725. Et par trente ans, ils en prescrivent l'indemnité, et le droit d'amortissement par cent ans.

PAR TRENTE ANS. Bacquet, du *Droit d'amortissement*, ch. 110, n° 5, à la fin. V. néanmoins la coutume du Loudunois, tit. x, art. 4; Touraine, art. 107.

PAR CENT ANS. Bacquet, *du droit de Dëshérence*, chap. 7. V. Molinæum, ad § 7 consuetudinis Parisiensis, num. 14. Dans le coutumier de Picardie, t. 1, part. 2, p. 368, il y a un arrêt du 3 août 1602, rendu en la quatrième chambre des enquêtes, au rapport de M. de Chessé, rapporteur, par lequel il a été jugé « que le droit d'indemnité dû à un seigneur de fief, acquis par « gens de mainmorte, ne se peut prescrire, même par cent années, comme faisant partie de la foi et hommage, qui sont imprescriptibles. » Ce qui ne doit pas être regardé comme une décision bien certaine. V. de La Thaumassière, sur la coutume de Berry, lit. xii, art. 7, p. 433; et Le Grand, sur l'art. 23 de la coutume de Troyes.

XVI.

726. Car, contre le roi, n'y a prescription que de cent ans; qui est ce qu'on dit communément : *qui a mangé [al. plumé] l'oie du roi, cent ans après en rend la plume.*

* Leroux de Lincy, *Proverbes français*, t. II, p. 75, cite la note suivante prise d'un ancien livre, intitulé : *Chasse aux larrons, ou Établissement de la chambre de justice.*

« Anciennement, quand un riche bourgeois ou marchand venoit à mourir, il ordonnoit, par son testament, que ses enfans n'eussent à se marier dans les familles qui eussent manié les finances publiques, à cause des inconvéniens qu'ils voyoient arriver tous les jours par la confiscation des mariages, réputés deniers royaux, et par les fréquentes exécutions de justice, alléguant pour toute raison le proverbe ancien : *Celui qui a mangé l'oie du roy, cent ans après doit en rendre la plume.* »

L'Espagnol dit dans le même sens : *Quien come la vaca del rey, á cien años paga los huesos.* Qui mange la vache du roi cent ans après en paie les os.

En Angleterre, c'est une maxime que *nullum tempus occurrit regi*. Littleton, sect. 178. *Au roy quand au droit de la couronne ne poet nul temps occurre*, dit *the Myrror of justice*, chap. 3, et dans Britton, f° 88, où le roi est censé parler : *Nul temps n'est limite quant à mes droits.* V. aussi Bracton, lib. 1, cap. *Quæ res dari possint.*

Pour la France, V. Olim, t. II, p. 409; l'ordonnance de François I^{er} de 1539; celle de Moulins de 1566.*

V. Bacquet, *du droit de Dëshérence*, ch. 7, n° 6, 7 et 8, etc.; Charondas, dans ses notes sur l'auteur du *Grand Coutumier*,

liv. II, chap. 10, p. 108, à la fin; de La Thaumassière, sur la coutume de Berry, tit. XII, art. 7, p. 433; * Lhommeau, liv. I, max. 8. »

XVII.

727. Possession centenaire et immémoriale vaut titre.

Molinæus, ad consuetudines Parisienses, § 7, n° 14; Petrus Barbosa, ad Rubricam tituli, C., de *Præscriptionibus* 30 vel 40 annorum, num. 350, p. 116, edit. Lugdunensis; Balbum, de *Præscriptionibus*, part. 5, p. 495, éditionis anni 1610, Spiræ Nemetum, et les deux règles précédentes.

XVIII.

728. Toutefois, en exemption ou possession de grosses dîmes prétendues par personnes laïques, faut alléguer titre avant le concile de Latran, et prouver sa possession immémoriale.

Il y a plusieurs anciens conciles qui ont des dispositions touchant les dîmes inféodées à des personnes laïques; mais un des plus célèbres est le concile général III^e de Latran à Rome, de l'année 1179, sous Alexandre III, dont le canon se trouve dans ses décrétales, sous le tit. de *Decimis*, cap. 19, en ces termes : « Prohibemus ne laici decimas cum animarum suarum periculo detinentes, in alios laicos possint aliquo modo transferre. Si quis vero receperit et Ecclesiæ non reddiderit, christiana sepultura privetur. »

Quoique ce canon soit ainsi transcrit au chap. 23 de la première compilation, au tit. de *Decimis*, le célèbre Pithou, dans ses petites notes sur les décrétales, a mis la note qui suit sur le chap. 19, que l'on vient de rapporter, aux mots *Prohibemus ne laici decimas*, etc. : « Vetus Codex addit : *non infeudatas*. » D'où il résulte que les Pères de ce concile ne défendirent aux laïques de transporter à d'autres laïques que les seules dîmes ecclésiastiques qui avaient été usurpées injustement, et non les dîmes dûment inféodées; parce que ces dernières avaient été concédées du consentement de l'Eglise, qui, par ce moyen, s'était fait des protecteurs et des défenseurs contre ceux qui, dans ces siècles malheureux, ne se faisaient aucun scrupule de lui ravir ses biens. Car ce fut par cette raison que ces inféodations furent faites, comme nous l'apprenons d'Arnault de Lubec, auteur de

ces temps-là, lib. III, cap. 18, dont les paroles méritent d'être rapportées : « Scimus autem decimas et oblationes a Deo sacerdotibus et levitis primitus deputatas. Sed, cum tempore christianitatis ab adversariis infestarentur ecclesiæ, easdem decimas præpotentes et nobiles viri ab ecclesiis in beneficio stabili acceperunt, ut ipsi defensores ecclesiarum fierent, quæ per se oblinere non valerent, etc. » A quoi l'on peut joindre ce qu'écrivit Albertus Crantzius, in *Metropoli*, lib. I, cap. 2 ; Pierre de Blois, dans son épître 82 ; et Orderic-Vital, dans son Histoire, liv. V, p. 575, in-folio, à Paris.

Et cela étant, n'y a-t-il pas lieu d'être surpris que le pape Innocent III, à la fin du chap. 7, Extra., de *His quæ fiunt a prælato sine consensu capituli*, ait entendu ce canon du troisième concile de Latran, sous Alexandre III, non des dîmes ecclésiastiques usurpées par les laïques, mais des dîmes inféodées : « Nam et in Lateranensi concilio est inhibitum ne quælibet religiosa persona ecclesias et decimas de manibus laicorum, sine consensu episcoporum, recipiat. Per quod indirecte datur intelligentiam quod sufficit consensus episcopi, ut licitum sit Ecclesiæ decimas de manu episcoporum recipere. Hoc autem de illis decimis intelligimus, quæ laicis in feudum perpetuo sunt concessæ. »

Cette espèce de contrariété fut judicieusement levée en l'année 1298, par sa décrétale *Statuto*, qui se trouve dans le Sexte, au titre de *Decimis et Oblationibus*, où il expliqua la différence qu'il fallait faire entre les dîmes inféodées avant le troisième concile de Latran, sous Alexandre III, et celles qui avaient été inféodées depuis ce concile : en sorte que les premières pouvaient être cédées, par les laïques, à l'Eglise, sans le consentement de l'évêque et les autres non : « Sane, quamvis a religiosis exemptis et aliis fiant infeudationes de decimis decimis a laicis, et idem laici quod illas ab ipsis religiosis in feudum teneant, recognoscant : non tamen licet religiosis eisdem, post talem infeudationem, vel recognitionem sic de facto præsumptam, ejusmodi decimas de manibus laicorum acquirere vel recipere absque diocesanorum episcoporum assensu. Illas autem decimas intelligimus posse taliter a religiosis de manibus laicorum recipi vel acquiri quæ ante Lateranense concilium ipsis laicis in feudum perpetuo fuere concessæ. »

En France, on s'est réglé sur cette décrétale d'Alexandre IV, et nous ne tenons pour dîmes inféodées justes et légitimes que

celles dont l'inféodation est dûment faite et prouvée avant le troisième concile de Latran, de l'an 1179 : en sorte que toutes les autres, soit avant ou après ce concile, qui ont été possédées par des laïques, sont regardées comme des biens usurpés injustement sur l'Eglise, à qui ils doivent être restitués. On peut voir, à ce sujet, Thomassin, *Discipline ecclésiastique*, t. III, part. 3, lib. 1, cap. 11, p. 36, 37, n° 11 et 12; Gonzalez, ad cap. 19, Extra., de *Decimis*; de La Lande, ad tit. Extra., eodem titulo; Roverium, in *Rismao*, num. 172; Germonium, lib. III, de *Sacror. immunitatibus*, cap. 19; Durantum, *Quæstion. juris*, cap. 32; Le Maître, de *Decimis*, cap. 8, n° 9; Bosquetum, ad Innocent. III, lib. 1 *Epist.*, cap. 21, et lib. II, cap. 29; Valboam, ad *Decretales*, et ad cap. ad *Aures*, de *Præscriptionibus*; Louet, lett. D, som. 3; et Brodeau sur cet auteur, lett. D, somm. 9; Coquille, dans son *Institution*, in-folio, de l'édition de Paris, en 1665, p. 54; Grimaudet, des *Dîmes*, liv. II, chap. 6, n° 29, 30, 31; * et le *Glossaire*, V° *Dîmes inféodées*; Brussel, p. 336 et ss. *

Selon l'ancien droit du royaume, qui ne permettait pas à un vassal d'abrèger ou de diminuer son fief sans le consentement de ses seigneurs ni du roi, en remontant de degré en degré, il n'était pas au pouvoir des laïques propriétaires de ces sortes de fiefs de les restituer à l'Eglise, au préjudice de leurs seigneurs suzerains ni du roi, *souverain fiefseux* de son royaume. Mais saint Louis, qui sera regardé dans tous les siècles comme un modèle de piété et de justice, statua par son ordonnance du mois de mars 1269 que ces sortes de restitutions seraient bonnes sans son consentement ni celui de ses successeurs. V. le t. I des *Ordonnances*, p. 102, 103.

XIX.

729. Mais la qualité et quotité d'icelles se peut par eux prescrire par quarante ans, suivant la *Philippine*.

V. Brodeau, sur Louet, lett. D, somm. 9, n° 18; de Cambolas, l. III, ch. 8, n° 1; Grimaudet, des *Dîmes*, l. III, ch. 8, à la fin.

SUIVANT LA PHILIPPINE. * C'est l'ordonn. du roi Philippe IV, de l'an 1303, qui s'appelle ainsi. * V. *Styl. Parlamenti*, part. 3, lit. vi, § 51; tit. XXXV, § 1; La Thaumassière, sur la coutume du Berry, tit. X, art. 17, p. 391; Coquille, dans son *Institution*, p. 53, de l'édition de 1665; l'ordonn. de Charles IX, de l'an 1563; celle de Henri III, à Poitiers, en 1577, art. 13; l'édit de Melun,

art. 39; l'ordonnance de Blois, art. 50; la coutume d'Auvergne, chap. 17, art. 18; de la Marche, art. 96; du Bourbonnais, art. 21; Brodeau, sur Louet, lett. E, somm. 21, n° 12.

XX.

730. Possesseur de malle-foi ne peut prescrire.

* L'Allemand dit : *Ein Jahr böse, hundert Jahr böse*, un an mauvais, cent ans mauvais. Eisen., p. 239.*

* Ce qui est conforme au droit canon, * cap. *Malæ Fidei*, de *Regulis Juris*, in vi°, que nous ne suivons que dans la prescription de dix et vingt ans, * et contraire au Droit romain.* V. Brodeau, sur l'art. 118 de la coutume de Paris, et les autres commentateurs. Cette règle est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 9. V. la règle x de ce titre; l'art. 118 de la coutume de Paris; Barbosa, de *Præscriptionibus*, ad rubricam, n° 322, cum sequentibus, p. 207; Vasquez, cap. 81, *Quest. illust.*, n° 12; Covarruviam, ad cap. *Possessor.*, part. 2, § 8, n° 3; Menochium, de *Præsumptionibus*, lib. III, præsumptione 130, n° 12.

XXI.

731. Toutes les choses des croisés sont en protection de sainte Église, et demeurent entières et paisibles jusques à leur repaire, ou qu'on soit certain de leur mort.

REPAIRE. Réapparition, retour.*

V. Cangium, in *Glossario*, verbo *Crucis privilegium*; le chapitre 45 de l'ancienne coutume de Normandie; * Marnier, coutume de Normandie, p. 104 et 108, Olim, t. I, p. 493, n° x; * l'ordonnance de Philippe-Auguste, du mois de mars 1214, avec les notes qu'on y a faites, et le chap. 84 du premier livre des *Établissements* de saint Louis, aussi avec les notes; * Beaumanoir, chap. 8, n° 3.*

XXII.

732. En douaire et autres actions qui ne sont encore nées, le temps de la prescription ne commence à courir que du jour que l'action est ouverte.

Paris, art. 117; la *Conférence*; et *supra* liv. I, tit. I, règle xxxvi.

XXIII.

733. Entreprises qui se font dessus ou dessous rue publique, ne se prescrivent jamais.

* L. 2, D., *de Via public.*; l. 9, *de Usucap.**

V. Paris, art. 186; Nivernais, chap. 10, art. 2; Bourbonnais, art. 519, et la règle xxvii de ce titre.

XXIV.

734. Le vassal ne prescrit contre son seigneur, ni le seigneur contre son vassal.

* Beaumanoir, chap. 24, n° 9.*

La coutume de Paris, art. 12; Des Mares, décision 198. Ce qui n'est vrai que quand le seigneur possède le fief de son vassal par saisie féodale, ou quand le vassal veut prescrire contre ses aveux. Ce qu'ils ne peuvent pas, parce que personne, par un simple effet de volonté, ne peut changer le titre de sa possession au préjudice d'un tiers. Mais, dans les autres cas, le seigneur, comme tiers acquéreur, peut prescrire contre son vassal, et le vassal contre son seigneur : ce qui est expliqué par Brodeau, sur l'art. 12 de la coutume de Paris, n° 7 et 8; et par Dumoulin, sur l'art. 7 de l'ancienne coutume de Paris, n° 15.

XXV.

735. Le cens et la directe sont aussi imprescriptibles.

Paris, art. 124; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 10, p. 107.

Il y a des coutumes qui ont des dispositions contraires. V. celle du Bourbonnais, tit. VI, § 22; de La Thaumassière, dans son *Traité du Franc-aleu*.

XXVI.

736. Mais ils peuvent se prescrire par un seigneur contre l'autre, par trente ans; et contre l'Église, par quarante.

Paris, art. 123.

XXVII.

737. Vues et égouts n'acquièrent point de prescription sans titre.

Paris, art. 186, et la *Conférence*.

XXVIII.

738. Souffrance et accoutumance est déshéritance.

DÉSHÉRITANCE. * C'est-à-dire dépossession.*

V. ci-dessus, liv. iv, tit. iii, règle xxxiii; et Loyseau, *des Offices*, liv. ii, chap. 2, n° 54; * coutume de Hainaut, chap. 72, 74, 77; Mons, chap. 5 et 28.*

XXIX.

739. En toutes choses indivisibles, l'interruption faite contre l'un profite contre tous.

* L. ult., C., de *Duob. reis*, viii, 40.*

V. ci-dessus, liv. iv, tit. i, règle xxii; Berry, tit. xii, art. 13; Bourbonnais, art. 35; Anjou, 435; Nivernais, tit. 36, art. 5; de La Thaumassière, sur l'article cité de la coutume de Berry; et Ragueau, au même endroit; Du Pineau, sur l'art. 435 de la coutume d'Anjou; Coquille, sur l'article cité de la coutume du Nivernais; Louet, lett. D, somm. 2; et Molinæum, de *Usuris*, n° 671.

TITRE QUATRIÈME.

DE POSSESSION, SAISINE, COMPLAINTE, OU CAS DE NOUVELLETÉ, SÉQUESTRE, RECRÉANCE ET MAINTENUE.

* POSSESSION, SAISINE. *Grand Coutumier*, liv. ii, tit. *des Cas de saisine et de nouvelleté*: « Jaoit ce que le droit de possession et saisine n'ayent point de différence expresse, toutefois par coutume ils ont telle différence que comme à juste cause et à injuste cause possession se peut acquérir par occuper seulement, mais s'acquiert momentanément; et par icelle possession continuée *non vi, non clam nec precario*, la saisine est acquise par an et jour. Et pour ce, par la coustumè, saisine est réputée juste de soi, *propter temporis adminiculum*, mais

• possession, non; *quia temporis adminiculum non requirit. Et*
 • emporte cette saisine grand effet, car si je m'allègue saisi par an
 • et jour, si mon adversaire n'allègue saisine contraire, l'en
 • présumera pour moy et non pour luy, tellement que pendant
 • le plaid, la chose ne sera point mise en la main du roy, mais
 • demourera à mon prouffit; et ainsi vous pavez voir que sai-
 • sine comprend et dénote possession, et nait saisine de posses-
 • sion, et non e contrario. » — Et c'est pourquoi l'on dit que
in pari causa, melior est conditio possidentis. *

On remarquera ici qu'anciennement il y avait deux voies pour
 intenter le cas ou le libelle de nouvelleté :

L'une par manière de complainte;

L'autre par un simple ajournement.

Et il y avait plusieurs différences et avantages de procéder
 entre une manière et l'autre;

Car, en la première manière de complainte, l'opposition faite,
 la chose contentieuse était mise en la main du roi, pour le débat
 des parties; mais par l'autre manière, non.

Si, par manière d'ajournement, la chose était commen-
 cée, le procureur du défendeur avait avis, et puis vue; mais
 par la complainte, non; car l'opposition faite sur le lieu valait
 vue.

Et parce que, par l'autre voie, c'est à savoir par manière de
 complainte, l'opposition faite sur le lieu valait vue, en quelque
 état de la cause qu'une des parties fût défaillante, elle perdait
 sa cause, puisqu'elles étaient l'une et l'autre également acer-
 tenées de la cause et du lieu. L'auteur du *Grand Coutumier*,
 liv. II, chap. 21, lit. *des Cas de saisine*. V. Charondas, sur le
 même auteur, p. 414-415; Imbert, dans ses *Institutions forenses*,
 liv. I.

I.

740. Possession vaut moult en France, encore qu'il y
 ait du droit de propriété entremêlé.

Des Mares, décision 413; *Grand Coutumier*, cité *infra*, règle x.
 V. les règles qui suivent.

POSSESSION VAUT MOULT EN FRANCE. Cette règle est prise du
 Droit romain, qui a été reçu dans tous les États de l'Europe,
 parce qu'en ce point il est conforme à la raison. Ainsi, si le pro-
 priétaire d'un fonds le vend à deux différentes personnes, dans
 cette parité, la condition du possesseur sera la meilleure. Leg. 9,
 D., de *Publiciana in rem actione*; leg. 31, D., de *Actionibus*

empti; leg. *Quotiens* 15, C., de *Rei vindicatione*. V. Louet, sous la lett. V, chap. 1.

Cette question s'est présentée, en 1726, en la quatrième chambre des enquêtes, sur l'appel interjeté d'une sentence du Châtelet de Paris, dans l'espèce qui suit.

En l'année 1723, un particulier vendit, au nommé Barreau, une maison située à Paris, et une ferme à la campagne, par un contrat sous signature privée, qui ne fut insinué que le 24 avril 1724, après les trois mois accordés par l'édit de 1705.

Quelque temps auparavant, ce particulier avait vendu cette même maison et cette même ferme au sieur Biseau, auditeur des comptes, par un contrat authentique passé par-devant notaire, contenant dessaisine au profit de l'acquéreur. Le sieur Biseau, plus diligent que Barreau, fit insinuer, suivant les édits et déclarations du roi, son contrat d'acquisition dans les trois mois. Comme la maison située à Paris était dans la mouvance de Saint-Martin-des-Champs, il fit ensaisiner, par les religieux, son contrat, le plus promptement qu'il put; et M. Amelot, de qui la ferme relevait, s'étant trouvé absent, le sieur Biseau le somma de recevoir ses droits, qui lui furent payés.

Y ayant eu procès entre ces deux acquéreurs, il y eut sentence au Châtelet, en faveur du sieur Biseau, fondée sur le droit et la raison, *quia in pari causa melior est conditio possidentis*; et Barreau eu ayant interjeté appel, il y eut arrêt le 17 juillet 1726, par lequel la sentence fut infirmée, et le sieur Biseau condamné aux dépens.

Qu'il me soit permis de le dire : il me semble que cet arrêt est non-seulement contre les lois romaines, mais encore contre les dispositions de nos coutumes qui les ont reçues, et contre la jurisprudence des arrêts rapportés par Brodeau, sur Louet, lett. V, chap. 1, et contre le sentiment de nos auteurs; de Brodeau, sur l'art. 82 de la coutume de Paris, n° 9; de Tronçon, de Guérin, au même endroit; et d'Auzannel, dans son préambule sur l'art. 4 de la coutume de Paris. Et m'étant informé quelle pouvait avoir été la raison de cette décision, j'ai eu pour réponse que le Droit romain ne faisait pas loi dans nos pays coutumiers. V. la note sur la règle vii de ce titre; et Salvaing, dans son *Traité de l'Usage des Fiefs*, chap. 45, p. 218, 219; Guy Pape, ou, pour mieux dire, Guy de La Pape (car c'était son nom, dans ses *Questions*, chap. 22, 46, 81, 112.

II.

741. En toutes saisines, le possesseur est de meilleure condition; et pour ce, *qui possidet et contendit, Deum tenet et offendit.*

* *Beati possidentes* est une maxime reçue dans toutes les législations d'Europe. *

Cette règle est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. *des cas de Saisine*. « En toutes saisines, » dit cet auteur, « le possesseur est de meilleure condition. Car jaoit ce qu'il soit moins fondé selon droit, ou qu'il n'ait que possession telle quelle; toutefois si le demandeur, son adversaire, ne prouve son droit, la saisine sera adjugée au possesseur. » V. tit. *Institut. de Interdictis*, § *Retinendæ*; Ulpianum, in leg. I, § ult., et l'Paul in leg. seq., D., *Uti possidetis*, Cludium, p. 340. * C'est donc vraiment tenter Dieu que de s'inquiéter soi-même lorsqu'on est en possession. *

III.

742. Le viager conserve la possession du propriétaire.

* VIAGER est la même chose qu'usufruitier, c'est celui qui perçoit les fruits à vie. Nous disons dans le même sens, *rentes viagères, pensions viagères*. V. Beaumanoir, chap. 24, n° 4. *

Leg. *Acquiruntur* 10, § final, D., de *Acquirendo rerum dominio*; leg. 1, § *Per eum*, D., de *Acquirenda vel amittenda possessione*; leg. *Certo*, 6, § 1, D., de *Precario*. V. Cludium, cap. 6, *Rerum quotidianarum*, p. 219, n° 112; les *Coutumes notoires du Châtelet de Paris*, art. 177, 179; Jean Des Mares, décisions 34 et 108.

IV.

743. Tout possesseur de bonne foi fait les fruits siens.

* Beaumanoir, chap. 20. *De ceux qui tiennent héritage par cause de bonne foi, et comment ils doivent estre wardé de damage.* *

Tit. *Instit. de Officio judicis*, § *Et si in rem* 2, versiculo *Si vero*, et le § 35, tit. *de Rer. Div.*, II, 1. V. ci-dessus, liv. IV, tit. I, règle XIX; Zouchæum, classe 4, *Quæstionum juris*, cap. 9; Donellum, *Comment.*, lib. IV, cap. 25 et 26; Fachinæum, lib. I,

LIV. V, TIT. IV. — DE POSSESSION, ETC. 135

57, 58; Hunnium, *tractatu* 1, *quæst.* 31; Grotium, *de Jure belli*, lib. II, cap. 8; Pacium, cent. 5, *quæst.* 44, 45; Bronchorst., assertion. 88, 89, cent. 2; Hagunesium, *de Fructibus*; Gallum, *de Fructibus*.

V.

744. Il ne prend saisine qui ne veut.

V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, titre des *Cas de saisine et de nouvelleté*; Des Mares, décis. 189, 203, 234; et Paris, art. 82. Mais quand on ne prend point saisine, l'année donnée pour le retrait ne court pas. V. Des Mares, décis. 207; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 34, p. 226, 227, et *Stilum parlamenti*, parl. 7, cap. 83, et la note sur la règle VIII de ce titre.

VI.

745. Appréhension de fait équipolle à saisine.

* Sur le sens de cette règle *Grand Coutumier*, cité inf. règle X. *

Ainsi, dans les coutumes où cette règle est en usage, l'année donnée pour le retrait court du jour que l'acquéreur s'est mis en possession de la chose, en présence de deux notaires, ou d'un notaire et de deux témoins voisins. V. l'art. 159 de la coutume de Touraine, et le 4 de celle du Loudunois, au titre des *Retraits*.

VII.

746. Dessaisine et saisine faite en présence de notaires et de témoins vaut et équipolle à tradition et délivrance de possession.

* DESSAISINE ET SAISINE sont les clauses d'investiture usitées dans les contrats translatifs de propriété, clauses qui tiennent lieu de la tradition des immeubles et droits réels, et qui ont le même effet que cette tradition. *

Cette règle est tirée de la coutume de Lorris, tit. XI, art. 7; et de celle d'Orléans, art. 278. Mais une telle tradition ne suffirait point dans une donation simple, qui est toujours nulle, quand le donateur meurt en possession de la chose donnée, suivant la règle *donner et retenir ne vaut*. V. les commentateurs sur les articles cités; de La Thaumassière, sur la coutume de

Berry, tit. vii, art. 1; Louet, lettre V, somm. 1; l'auteur du *Grand Coutumier*, *supra*, règle v.

VACT ET ÉQUIPOLLE A TRADITION. Ainsi lorsque, de deux personnes qui ont acquis séparément le même héritage, il y en a une qui a eu telle saisine et dessaisine, il est évident qu'elle doit être préférée à celle qui n'a qu'un contrat de vente sous signature privée; et si celui qui a une telle saisine et une telle dessaisine a encore pour lui la saisine du seigneur ou la possession de fait, sa cause n'en est que meilleure; et en vain on opposerait à cela que le Droit romain ne fait pas loi dans le royaume, ou, pour mieux dire, dans nos pays coutumiers, parce que le bon sens et la raison, qui ne sont autre chose que le Droit romain, doivent prévaloir partout; et d'ailleurs parce qu'en ce point nos coutumes sont conformes au Droit romain. V., à ce sujet, ce qu'on a remarqué dans la *Dissertation sur le Tenement de cinq ans*, chap. 2, nomb. 22, 23; de sorte que l'arrêt rapporté sur la règle première de ce chapitre ne peut être tiré à conséquence.

ÉQUIPOLLE A TRADITION ET DELIVRANCE DE POSSESSION. Quand le seigneur foncier en baille la saisine à cause de vendition, échange, don, aliénation, ou autre titre, *quia facti traditio saisinam generat et inducit*. V. Joannem Fabrum, ad titulum Institut. de Interdictis, § *retinenda*; et l'auteur du *Grand Coutumier*, cité *infra*, règle x.

VIII.

747. Toutefois l'on ne peut acquérir vraie saisine en fief sans foi, ou assentement du seigneur.

ON NE PEUT ACQUÉRIR VRAIE SAISINE EN FIEF SANS FOI, OU ASSETEMENT DU SEIGNEUR. V. * Beaumanoir, chap. 6, n° 4; * l'art. 53 des *Coutumes notoires*. Lorsque le seigneur féodal était saisi du fief mouvant de lui par le décès de son vassal, ou lorsque le vassal, en aliénant son fief, s'en était dévêtu entre les mains de son seigneur, dans ces deux cas l'héritier ou l'acquéreur que le seigneur féodal avait reçus en foi avaient la pleine et entière saisine du fief; c'est-à-dire qu'ils avaient en même temps la possession de droit et de fait.

Mais si le vassal avait aliéné son fief sans devest, pour lors le seigneur féodal, qui n'avait pas la pleine et entière saisine du fief mouvant de lui, ne la pouvait donner à l'acquéreur, qui lui en offrait la foi. Ce qui a fait dire à Jean Des Mares, dans sa

décis. 62, que « foi et hommage ne donnoient pas la possession, « s'il n'y avoit appréhension de fait. » V. les décis. 185, 189.

Mais si le fief se trouvait sans homme par le décès du vassal, comme le seigneur direct en était saisi avant l'héritier, pour lors l'héritier n'en pouvait avoir la saisine que par le seigneur, en lui faisant foi et hommage.

De là vient que, dans le chapitre 72 des *Coutumes notoires*, il est décidé « qu'aucun ne peut être propriétaire, s'il n'est « ensaisiné réellement et de fait, par le seigneur d'icelle pro-
« priété, ou par les gens dudit seigneur, sous qui elle est ; » où il y a cette note : *et est vera consuetudo, excepto in censu*. « Car, par la condition des lettres, la seigneurie de ce censive
« s'acquiert sans être vêtu par le seigneur. »

Mais sitôt que le nouvel acquéreur du fief s'en était mis de fait en possession, il pouvait, sans attendre la possession d'an et jour, en cas de trouble, intenter la complainte, en cas de saisine et de nouvelleté. Ce qui est très-bien expliqué par l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, dont on rapportera encore ici les paroles.

« Si c'est fief noble, saisine de droit, ne autre, n'est acquise
« sans foy ; car le seigneur direct est saisi avant que l'héritier.
« Mais par faire hommage et par relief, le seigneur direct doit
« saisir l'héritier. Et la raison si est, car le seigneur féodal a la
« seigneurie directe, à laquelle la profitable est adoncques con-
« jointe et annexée par la mort du vassal.

« Et semble encore, selon la commune opinion, qu'à plus
« proprement parler l'on peut dire que, par la mort du vassal,
« le fief chet et gist par telle manière, qu'il ne peut estre pos-
« sédé ne par le seigneur ne par l'héritier, fors quand il est
« relevé par le seigneur direct ; et de ce relief que le seigneur
« fait à l'héritier en le prenant et laissant en sa foy, il a le droit
« qui est appelé *relief*, que l'on dit aucune foy *rachat*.

« Item, en cas de fief, la saisine ne iroit jamais à l'héritier
« par la mort de son prédécesseur tant seulement ; mais l'on
« peut bien dire que le droit lui compète par la mort, en telle
« manière que l'hommage fait, il se peut de son autorité
« ensaisiner sans danger. »

Joignez l'art. 53 des *Coutumes notoires* jugées au Châtelet de Paris.

IX.

748. Jouissance de dix ans vaut saisine.

C'est-à-dire que l'acquéreur qui a joui paisiblement pendant dix années est autant ensaisiné de la chose acquise que s'il en avait été ensaisiné par le bailli. Cette règle est prise de l'art. 265 de la coutume de Péronne. * Vermandois, 130; Reims, 68; Beaumanoir, chap. 24, n° 4. * Cependant, selon cette même coutume, dans l'art. 240, « si l'acheteur a différé de se faire « ensaisiner, ou investir par dix, vingt ou trente années, l'an du « retrait ne court, ains commence à courir après ladite saisine, ou « investiture seulement. » V., en cet endroit, les commentateurs et ci-dessus la règle xli du titre du *Retrait*, liv. iii, tit. v.

X.

749. Qui a joui, par an et jour, d'aucune chose réelle ou droit immobilier, par soi ou son prédécesseur, *non vi*, *non clam*, *non precario*, en a acquis la saisine et possession, et peut former complainte dans l'an et jour du trouble à lui fait.

* L'Allemand dit . *Jahr und Tag ist die rechte Gewähr*. An et jour, c'est la juste saisine. Eisenh., p. 241. *

* *Cour des Bourg.*, chap. 29, 31. *

Paris, art. 96. V. Joannem Fabrum, ad tit. Institut. de *Interdictis*, § *Retinendæ*. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. ii, *Des cas de nouvelletés*. « Ils sont trois espèces de possession suffisant à saisine; c'est à savoir possession acquise par occupation, possession acquise par succession, possession acquise par tradition de fait. Item à ce qu'occupation suffise pour acquérir possession, trois choses sont nécessaires, c'est à savoir que la chose ne soit mie occupée par force, ni clandestinement, ni par prière, mais paisiblement, publiquement, et non à titre de louage ni de prêt. Et quiconque a une chose par an et jour ainsi tenue et occupée, il acquiert saisine d'icelle, tellement que si depuis ce il appert aucuns opposans ou empêchans, iceluy possident peut dedans l'an et jour après l'opposition faite, ou empêchement mis en ou pour ladite chose, intenter libelle d'interdit de possession que l'on appelle vulgairement de nouveau trouble et empêchement de saisine.

« Mais en titre de succession le hoir se peut dire, incontinent après la mort de son prédécesseur, en possession et saisine des biens du trépassé, dont il se dit hoir : *quia saisina defuncti descendit in ritum*, et si momentanément, et avant l'an et jour de saisine, ils se apparent aucuns opposans ou empêchans, iceluy peut contre eux intenter ledit libelle et soy aider de la saisine à cause de la saisine de son prédécesseur et devancier. Aussi fait celui qui possède la chose par tradition de fait, c'est à savoir quand le seigneur foncier luy en baille la saisine à cause de vendition, échange, don, aliénation ou autre titre : *quia facti traditio saisinam generat et inducit*. » L'ordonnance de 1667 au titre des *Complaintes*, et la règle xxviii de ce titre.

QUI A JOUI PAR AN ET JOUR, etc. De là vient que l'action en retrait ne peut être intentée après l'an et jour, au préjudice de la saisine de l'acquéreur. De là vient que la complainte ne dure qu'un an, et que le privilège de gagerie pour cens et rentes se perdait par an et jour. Ce qui est très-bien expliqué par l'article qui suit, qui est le 44 des *Coutumes notoires*.

« Qui se dit estre en saisine de prendre aucune rente ou cens sur aucun héritage, et il délaisse à continuer sa saisine par an et jour, la maison étant continuellement ouverte et garnie, sans soi faire payer et faire aucun exploit par icelui tems sur ladite maison, ne autrement, il deschiet de ladite saisine, quant à la gagerie, et discontinue icelle; et est la coutume vraie à prendre et entendre l'an et jour dont l'arrest fait mention estre dûement passez et accomplis avant le dernier exploit et le commencement du procès; et que lors, et avant le procès et dernier exploit, tous les termes de l'an soient dus entièrement, et plus, et encore en l'autre année. » *Probata per 12 de Castellito Parisiense.* »

De là vient que l'art. 163 ne donne encore, aux créanciers de rentes, le droit de gagerie, que pour trois quartiers, au lieu que pour le cens, elle a étendu la gagerie à trois années, V. la décis. 143 de Jean Des Mares; et l'art. 42 des *Coutumes notoires*, avec l'art. 81.

PEUT FORMER COMPLAINTE. V. cette procédure dans l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. iii, titre de *Saisine et nouvelleté*. * Beaumanoir, chap. 6, n° 4. *

XI.

750. En cas de nouvelleté, se fait bien garder de dire qu'on ait esté Spolié, mais simplement Troublé, ou Dejeté de sa possession par force.

V. l'auteur du *Grand Coutumier*, du cas de *Saisine*. « Celui qui se plaint en cas de nouvelleté se doit garder de dire qu'il soit dessaisi ou dépouillé de sa saisine, car il ne pourroit pas intenter la nouvelleté s'il ne possédoit, ou contendoit posséder. Item en ce cas celui qui s'oppose se doit dire saisy, autrement il ne seroit mie légitime contradicteur. — En cas de saisine et de nouvelleté chacun est demandeur et défendeur, et l'un contredisant à l'autre en toutes choses, ni celui n'est mie légitime contradicteur qui contend (conteste simplement) son adversaire posséder, mais convient que luy-mesme se die possesseur. » La *Dissertation sur le Tenement*, chap. 3, n° 6 et 7; et le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Complainte*.

NOUVELLETÉ. Nouveau trouble. V. le *Glossaire*, sur ce mot. Et comme en complainte chacun se dit troublé, chacun est demandeur et défendeur. V. lit. *Instit. de Interdictis*, § 7; *Styl. Parlam.*, part. 1, cap. 18, § 3; J. Fabrum, ad tit. *Inst. de Interdictis*, § *Retinendæ*, n° 13, in fine. * « Narra in libello factum tuum sapienter, et super omne cave quod non narres tale factum per quod videaris compulsus vel expulsus desisise possedisse, quia te ipsum excluderes. »

XII.

751. Trouble s'entend, non-seulement par voie de fait, mais aussi par dénégation judiciaire.

V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, titre des *Cas de saisine*. « Paroles de menaces ne suffisent point pour soy complaindre en cas de nouvelleté, ainsi comme l'en dit que *saue garde n'est mie enfreinte par paroles mais de fait*, aussi faut-il que de fait l'empêchement soit mis; autrement la complainte ne vaut rien. Et ci-après, liv. VI, tit. III, règle VIII, avec la note; et règle XVIII de ce titre, avec la note.

XIII.

752. Au roi, ou à ses baillifs et sénéchaux, appartient, par prévention, la connoissance des complaints de nouvelleté en chose profane, et privativement à tous autres juges, en matière bénéficiale, par reconnoissance mesme des Papes de Rome.

AC ROI OU A SES BAILLIFS APPARTIENT PAR PRÉVENTION LA CONNOISSANCE DES COMPLAINTES DE NOUVELLETÉ EN MATIÈRE PROFANE. V. De Fontaines, c. 32, art. 17; * Olim, t. II, p. 56, x, et 408, xx; * et le *Style du Parlement*, part. 1, chap. 18, § 25. L'auteur du *Grand Coutumier* s'explique ainsi à ce sujet, liv. II, chap. 21.

« Tous cas de saisine et de nouvelleté sont de fait; et, pour ce, le roi, par prévention, en a la cognoissance et n'en fera point de renvoi au hault justicier ne à l'official mesmes, supposé que la cause fût spirituelle. »

« Autrefois a esté plaid et procez de saisine et de nouvelleté, entre certains marguilliers et leur curé, pour cause de repositoire du corps de Nostre-Seigneur. Mais il fut dit, par le Parlement, que la cognoissance en demeureroit au roi. »

« Tout ainsi fut-il dit entre les marguilliers de Saint-Leu-Saint-Gilles de Paris, pour un poille qui avoit été osté de dessus un corps, entre un évêque et une abbesse. Car à lui appartenoit d'instituer un curé; et, sur ce, intentèrent libelle de nouvelleté. *Dit fut comme dessus.* De certaines offrandes et oblations fust dit comme dessus, et furent reçues par un sergent, comme par la main du roi. Et la cause pourquoi la juridiction temporelle a cette connoissance peut être pour ce que, comme dit est, la possession est de fait, et la cause de la nouvelleté ne décide point la cause de la propriété, laquelle pourroit retourner à la cour spirituelle. » Aujourd'hui les juges subalternes connoissent de ces complaints dans leur territoire, pourvu qu'ils n'aient pas été prévenus par les juges royaux. V. l'art. 2 de la déclaration du mois de juin 1539 sur l'édit de Crémieu; et Brodeau, sur Louet, lettre B, somm. 11, n° 10 et 15.

ET PRIVATIVEMENT EN MATIÈRE BÉNÉFICIALE. L'auteur du *Grand Coutumier* nous marque cette jurisprudence en ces termes :

« En Parlement et en Chastellet l'on cognoist des possessions et saisines des bénéfices; pour ce qu'elles sont de fait : et n'est mie nécessaire, mesme en cas de nouvelleté, que la

« main du roi soit toujours apposée en la chose contentieuse.
 « Mais il suffit dire avoir esté et estre, par temps suffisant à
 « avoir acquis saisine, saisi de la chose contentieuse, et par
 « les ans et exploits derniers, et y avoir esté de nouvel troublé.
 « Car ces deux moyens suffisent à intenter le libelle de nou-
 « velleté; et par ces deux moyens, libelle est tout entier, et a
 « tous ses membres. »

Et cet ancien droit du royaume est confirmé par l'ordonnance de Louis XI, du 30 juillet 1464, et par celle de 1667, au tit. xv des *Procédures des Bénéfices*, art. 4, en ces termes : « Les « complaints pour bénéfices seront poursuivies par ceux aux-
 « quels la connoissance en appartient, privativement aux juges
 « d'église et à ceux des seigneurs; encore que les bénéfices
 « soient de la fondation des seigneurs ou de leurs auteurs, et
 « qu'ils en aient la présentation et la collation. » Il y a un
 autre usage touchant les bénéfices en régale. V. la même or-
 donnance, au même titre, art 19. * Févret, *Traité de l'Abus*,
 liv. iv, chap. 2. *

PAR RECONNOISSANCE MESME DES PAPES DE ROME. V. Ferault, dans son *Traité des Privilèges des rois de France*, chap. 12; Rebut-
 sum, ad *Constitutiones regias de Causis beneficiorum possessor-
 rii*; Felinum, ad capitul. *Sicut*, Extra., de *Ré judicata*;
 Aufrerium, in tractatu de *Potestate seculari super eccles.*;
 Ranchinum, ad *Decisionem primam* Guidonis Papæ; Ferre-
 rium, ibid., pag. 3, col. 2, etc.

XIV.

753. En complainte de nouvelleté, y a amende envers le roi et la partie.

V. l'ordonnance de Charles VII, de l'an 1453, art. 78; celle de Charles VIII, de l'an 1493, art. 49; de Louis XII, de l'an 1510, art. 50; de François I^{er}, de 1535, chap. 9, art. 4; celle de Louis XIV de 1667, tit. xviii, art. 6; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. des *Cas de saisine*, liv. III, au chap. 3 des *Défauts*; et chap. 18 des *Pairs de France*; et *Styl. Parlement.*, part. 1, cap. 18, n° 25.

* D'AVOR. — Dans la pratique il n'est pas ordinaire de prononcer des amendes en ce cas; on se contente de condamner celui qui a fait le trouble en des dommages-intérêts. *

XV.

754. Pour simples meubles, on ne peut intenter complainte; mais en iceux, échet aveu et contre-aveu.

* La possession de meubles n'a pas paru assez importante pour la protéger par l'action en complainte. *

V. *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21. V. *infra* la règle XVII; Paris, art. 97.

AVEU ET CONTRE-AVEU. V. les coutumes de Touraine, art. 320; du Loudunois, chap. 2, art. 13; du Poitou, art. 385; de la Rochelle, art. 20; d'Anjou, 146, 420.

Avouer un meuble, c'est le réclamer, le vendiquer. V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. de *Rei vindicatione*; Imbert, liv. I, de son *Institution*, chap. 17, n^{os} 12, 13; et le *Glossaire du Droit français*, sur *Aveu* et *Contre-Aveu*.

XVI.

755. Pour ce, les exécuteurs de testament ne peuvent former complainte.

* Parce que, suivant l'art. 197 de la coutume de Paris, ils ne sont saisis que des meubles. Il en serait autrement dans les coutumes qui leur donnent la saisine des immeubles, ou si le testateur, par une disposition expresse, l'avait étendue jusque-là. *

V. l'art. 290 de la coutume d'Orléans, avec le commentaire de Lalande; et Imbert, dans son *Manuel*, au titre *Exécuteur de Testament*.

XVII.

756. Succession universelle de meubles, et généralement toutes choses qui ont nature d'héritage ou de droit universel, chéent en complainte.

V. l'art. 1 du tit. XVIII de l'ordonnance de 1667; la coutume de Paris, art. 97; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, tit. de *Cas de Saisine*. « Item jacoit de que l'on die que pour meubles l'en ne puisse pas intenter le cas de nouvelleté toutefois si fait bien.... en cas d'une succession universelle combien que l'on ne fust pas à recevoir à demander par nouvelleté une pinte ou une robbe, toutefois l'on fait bien à recevoir à demander universellement la succession, supposé qu'il n'y ait que meuble. » Masuer, en sa *Pratique*, tit. de *Possession*. *

XVIII.

757. Cessation, contradiction et opposition valent trouble de fait.

* DAVOT. — *Cessation* doit être entendu ici du refus de paiement accompagné de contradiction ; l'opposition est une vraie dénégation du droit, *Opposition vaut trouble du fait*, dit l'art. 488 de la coutume d'Orléans. Lorris, chap. 21, art. 5. *

XIX.

758. Cas sur cas, ou main sur main n'a point de lien ; ains se faut pourvoir par opposition.

C'est-à-dire que complainte sur complainte et saisie sur saisie n'ont point de lieu, mais qu'il faut se pourvoir par opposition. V. Papon, dans ses *Notaires*, liv. viii, l. II, p. 584 ; Imbert, dans sa *Pratique*, liv. 1, chap. 11, p. 90, 91.

Cependant, quand un fief est saisi à la requête de créanciers, le seigneur féodal, quand le cas y échet, peut faire saisir féodalement. Pour lors, *main sur main a lieu*. V. Brodeau, sur l'art. 34 de la coutume de Paris, n° 12, 13 et 14 ; et ci-dessus, liv. iv, tit. iii, art. 27 et 28 ; la coutume du Berry, tit. ix, art. 82 ; le commentaire de La Thaumassière ; et ci-après, liv. vi, tit. v, règle x ; *Codicem Fabrianum*, p. 52, définit. 95, n° 12.

XX.

759. L'on dit vulgairement qu'entre le roi, le seigneur et le sujet ou vassal n'y a point de nouvelleté.

* DAVOT. — Il n'y a point de complaints entre le roy et ses sujets parce que le roy maintenant et gardant ses sujets, il n'est pas convenable qu'il demande à être maintenu contre eux, et que la complainte suppose un trouble qui ne peut ni ne doit être fait par les sujets. Papon, *Arrêts*, liv. viii, tit. iv, art. 15. *

Anciennement il y avait complainte entre le sujet et le roi. V. * Olim, l. ii, p. 409 ; * l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. ii, c. 21. Ce qui fut corrigé par arrêt du Parlement du 15 septembre 1534. V. ci-après, liv. vi, tit. v, règle ix.

ENTRE LE SEIGNEUR ET LE VASSAL. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21; la coutume de Lorris, tit. XXI, art. 12; et du Berry, tit. II, art. 32, tit. V, art. 23. Cette règle est vraie, quand le seigneur agit comme seigneur contre son vassal en saisissant faute de foi ou de dénombrement * [le vassal pouvant se pourvoir plus honnêtement par opposition ou appel]. * Mais hors de ces sortes de cas, si le seigneur troublait le vassal, il y aurait lieu à la complainte. V. Papon, dans ses *Notaires*, t. II, p. 584; Jean Galli, dans ses *Questions*; et Dumoulin, dans ses commentaires sur l'ancienne coutume de Paris, § 1, glos. 4, quest. 5.

XXI.

760. De chose qui touche délit, ne se peut dire aucun ensaisiné, et ne fait à ouïr en complainte, ne par usage, ne par coutume.

* Cette règle est prise textuellement du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. XXI, *des cas de Saisine*. *

C'est-à-dire que, dans les choses qui approchent du délit, la possession est inutile, tant pour acquérir la prescription, que pour avoir la complainte. V. ci-dessus, liv. V, tit. III, règles XXIII et XXVII; et ci-après ce qu'on a remarqué sur la règle XVIII du tit. *des Crimes*, liv. VI.

XXII.

761. Veuë a lieu en simple saisine, mais non en cas de nouvelleté; car l'opposition que l'on y forme vaut veuë.

VEUE A LIEU EN SIMPLE SAISINE. * Beaum., chap. 9, n° 1. *

* DAVOT. — *Le cas de simple saisine* est celui de la demande d'un possesseur de dix années qui n'aurait pas jouy pendant la dernière, et qui demande d'être rétabli dans son ancienne possession, au lieu que le *cas de nouvelleté* est lorsque le demandeur se prétend possesseur par le dernier an et jour qui a précédé le trouble. V. le *Glossaire du Droit français* au mot *Saisine*. *Inf.*, règle XXV. *

MAIS NON EN CAS DE NOUVELLETÉ. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, p. 142, est précis à ce sujet. « Si, dit-il, par manière d'ajournement, la chose est commencée, le procureur du défendeur aura advis, et puis VEUE. » — Olim, t. I, p. 559, « n° 19. » — Mais par la complainte, non; car l'opposition faite

- sur le lieu vault Vexz. Et pour ce que, par l'autre voie, c'est
- à sçavoir par manière de complainte, l'opposition faite sur
- le lieu vaut veue; en quelque estat de la cause que l'une des
- parties défaille, elle perd sa cause: car ils sont acertenez
- de la cause et du lieu. »

Où Charondas a mis cette note: « Parce que la forme d'exécuter la complainte sur le lieu est abolie, on peut demander vue; sinon que l'action fût intentée pour hérédité ou chose universelle, ou telle que la vue ne s'en puisse facilement faire, comme d'un droit de justice, ou autre incorporel. » V. l'art. 76 des Anciennes Coutumes de Bourges; et l'ordonnance de 1667, tit. ix, de l'*Abrégation des Vues et Montrées*.

XXIII.

762. Qui chet en la nouvelleté, pour n'avoir joui an et jour avant le trouble, peut intenter le cas de simple saisine.

- *Grand Coutumier*, liv. II, tit. de *Cas de saisine*. « Qui suc-
- combe en la nouvelleté il peut intenter libelle sur simple
- saisine, car il n'a pas pour ce perdu la saisine simplement,
- mais il en est reculé ou débouté en tant que touche cette
- qualité de nouvelleté seulement. »

On a remarqué que, pour avoir la complainte en cas de saisine et de nouvelleté, il faut avoir possédé la chose contentieuse par an et jour avant le trouble. V. la règle x de ce titre. Mais celui qui a succombé dans le cas de nouvelleté, parce qu'il n'avait pas la dernière possession d'an et jour, a la voie d'action pour rentrer dans la possession de son fonds. Et c'est ce qui est appelé ici le cas de simple saisine, qui fut introduit, comme le cas de nouvelleté, par messire Simon de Bucy (1; V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, in fine, l'art. 98 de la coutume de Paris; Masuer, tit. XI, n° 63; la coutume de Meaux, art. 208; et le *Guidon des Praticiens*, p. 365, 366.

(1) Simon de Bucy n'est pas l'inventeur du cas de nouvelleté; c'est un emprunt du Droit romain déjà reconnu dans les *Établissements*. II, c. 4, et dans Beaumanoir, ch. 8, n° 10 et 11. V. *Inf.*, règle xxv.

XXIV.

763. En simple saisine ne se fait aucun rétablissement : ains un simple ajournement ; et n'y a lieu de recréance ni sequestre.

La raison est qu'en simple saisine chacun ne se dit point saisi, et qu'il n'y a qu'un seul demandeur, qui est celui qui agit et qui reconnaît la possession de son adversaire. V. Lamarche, art. 7, et la règle xi de ce titre.

En complainte, en cas de saisine et de nouvelleté, il est juste, dit l'auteur du *Grand Coutumier*, qu'il y ait rétablissement, parce que celui qui avait la saisine a été spolié ; ce qui est bien expliqué par l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21.

• En cas de nouvelleté, il faut faire rétablissement de tout ce que celui qui doit rétablir aura levé toute l'année. Car, comme dit est, il faut qu'on se complaigne dans l'an, etc.

• Devant toutes choses, rétablissement est à faire réellement et de fait, si l'on peut ; sinon en estimation et par signe, selon la différence des cas

• Cette règle fault ès cas où la complainte est pour raison d'aucuns grands édifices et de grands coustemens. Car lors on ne doit abattre qu'un petit, et par signes. Mais si la nouvelleté est mue pour raison d'édifice détruit, *secus* ; car devant toutes choses, rétablissement doit être fait, et réédifié ce que l'on a démolli, etc. •

XXV.

764. Celui qui vérifie sa jouissance par dix ans, ou la plus grande partie d'iceux, avant l'an du trouble, recouvre, par le cas de simple saisine, la possession qu'il avoit perdue.

• Paris . 98, et les commentateurs. •

Ainsi, pour gagner sa cause, dans le cas de simple saisine, il faut vérifier, par titre, sa jouissance pendant dix années, ou la plus grande partie des dix années, avant le trouble ; au lieu que, dans le cas de la complainte en cas de saisine et de nouvelleté, il n'y a que la possession d'an et jour à prouver, sans titre. Il faut ici remarquer que, comme nous avons pris la complainte en cas de saisine et de nouvelleté, des lois romaines, nous en avons pris aussi la simple saisine.

XXVI.

765. En simple saisine, les vieux exploits valent mieux en cas de nouvelleté, les nouveaux ou modernes.

Cette règle est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21. Lorsqu'il y a parité de jouissance ou d'exploits, les anciens sont préférés aux nouveaux, en simple saisine; au lieu que les nouveaux sont préférés aux anciens dans le cas de complainte en cas de saisine et de nouvelleté.

« En cas de simple saisine, dit cet auteur, s'il y a plusieurs exploits, jaoit ce qu'ils soient anciens, toutefois ils vallent mieux : mais, en cas de nouvelleté, les nouveaux vallent mieux. En cas de nouvelleté, les derniers exploits, dedans l'an de nouvelleté commencée vallent mieux quand ils sont prouvez; et en cas de simple saisine, les plus anciens exploits vallent mieux, supposé encore que la partie prouvât aussi largement en nombre de témoins, en suffisance de personnes, et nombre d'exploits. »

Et les choses étaient ainsi, parce qu'en simple saisine, celui qui avait la plus ancienne possession et les plus anciens exploits, avait toujours le meilleur titre. Car, en simple saisine, selon l'auteur du *Grand Coutumier*, au chapitre marqué ci-dessus, les parties devaient représenter leurs titres : ce qui n'avait pas lieu en complainte en cas de saisine et de nouvelleté. Cette simple saisine introduite par feu messire Simon de Bucy ne fut pas d'un long usage; car, si nous en croyons Bouteiller, dans sa *Somme*, liv. I, tit. XXXII, p. 112, lig. 5, elle n'avait lieu, de son temps, que pour trouble de servage, de servitudes, et de droits incorporels. Et de là vient que, selon l'art. 198 de la coutume de Paris, elle n'a lieu que pour rentes. V. Joan. Fabrum ad tit. Instit. de Interdictis, § Retinendum, n° 22.

XXVII.

766. Car la recreance s'adjuge à celui qui prouve sa dernière possession par an et jour, et qui a le plus apparent droit.

PAR AN ET JOUR. Cette règle est pour la complainte en cas de saisine et de nouvelleté; elle a été prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, p. 154, à la fin, et p. 156, au com-

mencement, où il dit que « la récréance doit estre faite à celui
 « qui dernier est trouvé saisi, et qui montre son droit par litre,
 « ou autrement, plus clairement, plus évidemment. » A quoi il
 ajoute que « quand entre deux seigneurs est débat d'aucune
 « haute justice, en cas de nouvelleté, l'on ne doit point faire
 « récréance à l'un ni à l'autre : mais y doit le juge mettre un
 « commissaire qui, par main souveraine, la gouvernera. » Où
 Charondas met très-bien pour note : « sinon que, par titres et
 « derniers exploits, apparaisse du droit de l'un plus appa-
 « rent que de l'autre ; » et renvoie à Bouteiller, dans sa *Somme*,
 p. 193, lig. 25.

XXVIII.

767. Si le récréancier perd la maintenue, il doit rendre
 et rétablir les fruits.

* Car la récréance n'est qu'une possession provisionnelle. *

V. l'ordonnance de Henri III de l'an 1585, la *Conférence des
 Ordonnances*, liv. III, tit. viii, § 16, l. 1, p. 570 et l'ordonnance
 de 1667, tit. xv, art. 14.

LA MAINTENUE. * DAVOY. — La maintenue est l'adjudication dé-
 finitive de la pleine et entière possession que l'on adjuge à celui
 qui a le meilleur droit ; on l'appelle autrement *pleine main-
 tenue*. La récréance est la possession accordée par provision à
 l'une des parties, pendant la durée du procès. *

XXIX.

768. Quand les preuves des possessions sont incer-
 taines, ou y a crainte que l'on ne vienne aux mains, la
 complainte est fournie, et les choses contentieuses seques-
 trées.

L'auteur a pris cette règle d'un ancien style manuscrit qui
 m'a été communiqué il y a quelques années, et dont j'ai déjà
 fait imprimer les paroles qui suivent, dans mon *Glossaire*, sur
Ramener complainte.

« Celui qui aura possédé biens immeubles par an et jour,
 « paisiblement, publiquement et en son nom, sera maintenu et
 « conservé, tant contre son auteur, que faisant trouble ; et ce,
 « sans préjudice de la propriété. Et si les deux parties con-
 « tendent et maintiennent avoir le droit possessoire, et que le

« cas soit douteux, sera procédé à sequestration de la chose
 « contentieuse, pour estre réglée par un liers à ce commis pen-
 « dant le procez possessoire; sauf à adjuger ladite jouissance
 « par provision, après la preuve et vérification faite à celui qui
 « auroit le plus apparent droit, pour retenir ladite jouissance
 « par ladite provision, en attendant le jugement définitif. Et
 « s'il y a appel de ladite provision, sera néanmoins exécutée
 « ladite ordonnance, sans préjudice dudit appel, en donnant
 « caution de rendre les fruits. »

Les choses étaient ainsi, quand il y avait procès en com-
 plainte entre deux particuliers. Mais lorsque la contestation
 était entre un sujet avec le roi, la saisine, pour la forme, était
 toujours adjugée au roi, comme souverain : et dans ce cas,
 selon l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21 de *Nouvelleté*,
 on élisait un preud'homme qui gouvernait la chose au nom de
 l'un et de l'autre. Ce que cet auteur, qui vivait sous le règne de
 Charles VI, semble avoir pris d'une ordonnance de Philippe de
 Valois, du mois de janvier 1338, faite à Vincennes, imprimée
 dans le second volume des *Ordonnances*, p. 124, où ce prince
 statue : « Ut si quis procurator noster, amodo movere voluerit
 « vel moverit litem super re vel jurisdictione quacunque, cou-
 « tra aliquem eam possidentem, non dissaziantur, seu turben-
 « tur possidentes, nisi prius causa cognita; nec ad manum
 « nostram res litigiosa ponatur, nisi in casu, quo si lis esset inter
 « privatos, res contentiosa ad ipsam manum nostram, tanquam
 « firmiorem, poni deberet. Et si possidens seu saisitus, lite pen-
 « dente, utatur, in casu præmisso, jurisdictione vel re conten-
 « tiosa, declaramus ipsum non posse vel debere de attemptatis
 « condemnari propter hoc vel etiam molestari. » V. l'art. 31 de
 la même ordonnance, et l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II,
 chap. 21 de *Nouvelleté*, p. 150, à la fin; * l'ordonnance de
 Louis XII de l'an 1498, art. 86; de 1510, art. 54; celles de 1539,
 art. 105—107; et de 1667, tit. xv, art. 7. *

XXX.

769. Sequestre garde, et la main de justice ne dessaisit
 et ne préjudicie à personne.

V. Molinæum, in *consuetudines Paris.*, § 1, gloss. 4, n° 21,
 in principio; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. XXI,
 p. 150, à la fin.

LIV. V, TIT. V. — DE PREUVES ET REPROCHES. 151

Il faut excepter le cas de saisie féodale par faute d'homme, droits et devoirs non faits et non payés, qui, quoique faite par autorité de justice, avec établissement de commissaires, emporte confiscation des fruits au profit du seigneur, V. Dumoulin, au lieu marqué; et Brodeau, sur l'art. 29 de la coutume de Paris.

TITRE V.

DE PREUVES ET REPROCHES.

Anciennement en France, sous la première, la seconde, et même la troisième race de nos rois, pendant quelques siècles, il y avait si peu de gens qui sussent écrire, qu'on passait souvent les contrats en cour d'église, par-devant les officiaux, selon le chap. 60 de la loi des Bavares. Quand on ne trouvait personne pour rédiger les contrats, on les faisait verbalement en présence de témoins, entre lesquels on mettait toujours un nombre de jeunes enfants, auxquels on donnait des soufflets, ou à qui on tirait les oreilles, afin qu'ils s'en souvinssent aux temps à venir. « Si quis villam aut vineam ab alio comparaverit, et testamentum accipere non potuerit, si mediocris res est, cum sex testibus, si parva cum tribus, si magna cum duodecim, ad locum traditionis cum totidem numero pueris accedat, et sic eis presentibus pretium tradat et possessionem accipiat; et unicuique de parvulis alapas donet et torqueat aurículas, ut ei in postmodum testimonium præbeant. » V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Notaire* ou *Tabellion*, avec la note, et l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 142, 143.

Touchant le témoignage des femmes, V. * Beaum., chap. 39, n° 31, * et l'ordonnance de Charles VI, de l'an 1394, qui l'autorise tant en matière civile que criminelle, dans la *Conférence des Ordonnances* de Guenois, liv. iv, tit. iii, part. 3, t. I, p. 588, et la note sur la règle xxxv du tit. i du liv. i : et touchant les reproches, V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. iii, tit. des *Reproches qui sont reçus selon le style du Parlement*.

I.

770. Il y a entre les [*al. aux*] proverbes ruraux, que *fol est qui se met en enquête*; [car, le plus souvent, *qui mieux abrewe, mieux prewe.*]

* DAVOT. — L'enquête est l'acte judiciaire par lequel le juge.

ou autre personne commise par lui, reçoit la déposition des témoins en matière civile.

Le proverbe dit que c'est folie de se mettre en enquête, c'est-à-dire de faire dépendre sa cause d'une preuve testimoniale, parce que celui qui abreuve le mieux ses témoins fait la meilleure preuve; et l'expérience n'apprend que trop la vérité de ce proverbe, surtout entre les gens de la campagne et de basse condition. C'est pour cela même que les ordonnances ont restreint la liberté des preuves testimoniales.

V. la règle xvi, à la fin.

II.

771. Ouïr dire va par ville; et en un muid de cuider, n'y a point plein poing de sçavoir.

* Leroux de Lincy, t. II, p. 356. Li vilains dit en son proverbe : Qu'en un mui de quidance n'a plain pot de sapience. Beaum., chap. 40, n° 12. *

V. Angelum de Perusio, de *Testibus*, n° 7.

III.

772. [Un seul œil a plus de crédit, que deux oreilles n'ont d'audivi.]

ou

Temoïn qui l'a veu est meilleur
Que cil qui la ouy, et plus seur. *

Strykius, de *Jure sensuum*, diss. 1. de *Visu*, cap. 4, n° 5. *

Horace a dit la même chose en meilleurs termes :

Segnius irritant animos demissa per aurem,
Quam quæ sunt oculis subjecta fidelibus.
(HORAT. in *Art. poet.*, vers. 180.)

Cependant, selon Publius Syrus, vers 681,

Sæpe oculi et aures vulgi sunt testes mali.

V. ibi Gruterum, et Angelum, de *Testibus*, n° 3.

IV.

773. [Voix du peuple, voix de Dieu.]

Ce proverbe a pris son origine des élections, quand elles étaient faites par inspiration; c'est-à-dire, quand toutes les voix concouraient en faveur de la même personne; car toutes ces voix réunies comme par miracle, étaient regardées comme celle de Dieu même.

Vita sancti Ambrosii a Paulino conscripta, n° 6.

« Per idem tempus, mortuo Auxentio Arianæ perfidiæ episcopo.... cum populus ad seditionem surgeret in petendo episcopo, essetque illi cura sedandæ seditionis, ne populus civilitatis in periculum sui verteretur, perrexit ad ecclesiam, ibique, cum alloqueretur plebem, subito vox fertur infantis in populo sonuisse *Ambrosium episcopum* : ad cujus vocis sonum totius populi ora conversa sunt acclamantis *Ambrosium episcopum*, etc. » V. capitulum *Quia propter*, Extra., de *Electionibus*, et Cironium, in *Parat.* ad hunc tit.

V.

774. Témoins passent lettres.

Joannes Faber, ad leg. *In exercendis*, 15, Cod., de *Fide instrumentorum*: « Quid ergo, si, ad invicem contrarientur testes et instrumenta? *Glossa* dicit quod sunt necessarii tres vel quatuor testes ad reprobandum instrumentum publicum. *Ber.* quod quatuor. *Innocentius* et *Hostiensis* quod duo. Dic plenius quod, aut testes inscripti in instrumento producuntur contra instrumentum, aut alii. Primo casu, aut omnes, aut aliquis de numero necessario contradicunt; et non creditur instrumento: aut qui supra numerum; et tunc, si unus, nihil facit: aut plures, et dic ut in secundo membro. In quo dic quod aut inscripti vivunt, et cum instrumento deponunt; et tunc requiruntur tot quod excedant. Aut sunt mortui; et tunc, aut instrumentum juvatum aliis testibus, et sunt tot necessarii ad reprobandum quod excedant, aut non; et tunc sufficiunt duo, si sint homines autoritatis; vel si, secundum qualitatem negotii, melius probetur per testes quam instrumenta; vel si sit negotium recens. Hoc enim ex arbitrio judicis dependet, propter paritatem, etc. »

Dans la loi quinzième, au Code, de *Fide instrumentorum*, l'empereur Constantin décide que l'autorité des titres et des

témoins est égale en justice : sur laquelle Maran , dans son commentaire inmanuscrit , a fait l'observation suivante , qui donne beaucoup de lumière à cette règle : « Aliquando soli testes instrumenta vincunt , ut in lege *Cum precibus* , supra de *Probatationibus* , et in capitulo *Cum Johannes* , Extra. , hoc titulo. » Quod in capitulo tertio non committi videtur arbitrio et officio judicis , ut ex variis causis personisque constituat quid potius sequendum sit. Quod olim in testibus observandum fuisse docet lex tertia. D. , de *Testibus*. »

« Aliquando soli testes non sufficiunt , ut ex lege secunda , supra , de *Testibus*. In conflictu vero instrumentorum et testium , aliquando instrumenta præferuntur testibus , ut in lege prima supra , de *Testibus* , restituta ex Basilicis a domino Cujacio. » V. Beaumanoir , chap. 39 , p. 214 , lig. 27 ; et Boueiller , p. 622 , 623.

AUJOURD'HUI LETTRES PASSENT TÉMOINS. V. l'ordonnance de 1667 , tit. XX , art. 2.

VI.

775. [Le titre ne fait pas le maistre.]

V. ci-dessus , liv. V , tit. III , règle VI , VII , VIII , X , XII , XVII , etc. Ce qui arrive lorsqu'on acquiert de bonne foi un bien , de celui à qui il n'appartient pas. V. Merilium , lib. II. *Observ.* , cap. 13.

VII.

776. Les plus vieux titres ne sont pas les meilleurs.

La raison est qu'ils sont souvent de nulle valeur , parce qu'ils sont prescrits. Ainsi il faut tenir que les anciens titres ne sont bons que quand ils sont soutenus par une possession continue.

V. les règles citées sur la précédente.

VIII.

777. Les sergens messiers et forestiers sont crus de leurs prises et rapports jusqu'à cinq sols.

Cette règle est prise de l'art. 16 de l'ordonnance de Philippe le Long , à Anières , le 2 juin 1319 , l. 1^{re} des *Ordonnances* , p. 687. Rousseau , des *Eaux et Forêts* , art. 73 , p. 110.

Melun, art. 307; Auxerre, 270; Troyes, 120; la Rochelle, tit. v, art. 11; le Maine, art. 181; Poitou, art. 205; Bourgogne, rubrique 1, § 6; Amiens, art. 205; Coquille, q. 212, et ci-après, liv. vi, tit. v, règle xii.

IX.

778. A face hardie, une preuve ne nuit.

* DAVOT. — On peut entendre ce proverbe en deux façons : Une preuve ne fait pas changer de visage un homme hardi ou coupable, ou : un seul témoignage ne nuit pas à un homme hardi et qui ne se déconcerte pas, mais une preuve complète nuit à tous, hardis ou timides, innocents ou coupables. *

V. la règle qui suit. Et Paganinum Gaudentium, lib. II *Expositionum*, cap. 51, p. 125.

Tam facile et pronum est superos contemnere testes,
Si mortalis idem nemo sciat. Adspice quanta
Vox neget, quæ sit victi constantia vultus.

Nam cum magna malæ superest audacia causæ,
Creditor a multis fiducia....

JUVENAL, sat. XIII, vers 75, 109.

X.

779. Voix d'un, voix de nul.

Vox unius, vox nullius. V. Nepot. de Sancto Albano, de *Testibus*, n° 67; Nellam, de *Testibus*, n° 85; Skenk, n° 56, 66. * L'allemand dit presque en mêmes termes : *Ein Zeug, kein Zeug. Testis unus, testis nullus.* *

Il faut donc au moins deux témoins, suivant les paroles de l'Évangile, dans saint Matthieu, chap. 18, vers. 16. * Giraud, t. II, p. 150. * Mais quand les deux témoins ont déposé, on pourra encore demander que la partie affirme qu'ils ont dit vérité, comme il est très-justement décidé par l'art. 147 de la coutume de Bretagne.

XI.

780. Une fois n'est pas coutume.

* DAVOT. — On ne peut alléguer comme coutume ce qui n'est

arrivé qu'une fois. *Una hirundo non facit ver.* Une hirondelle ne fait pas le printemps. V. l. 35, D., de *Legibus*."

Avant que les coutumes fussent certaines par les rédactions, il y avait, à cet égard, beaucoup de contestations. Dans le xiii^e et le xiv^e siècle, quand on doutait de la coutume sur quelque point, on la proposait au *parloir aux bourgeois*, c'est-à-dire, au lieu où le prévôt des marchands et les principaux bourgeois de Paris s'assemblaient pour les affaires de la ville; ce que nous appelons aujourd'hui, l'hôtel de ville; et le prévôt des marchands, avec les principaux bourgeois, donnaient leur avis par écrit: dont Chopin, qui savait plus que le commun des avocats, a fait imprimer quelques-uns. V. *eundem*, in *consuetud. Parisiens.*, lib. II, tit. I, de *Communicatione bonorum*, n^o 30, lib. II, tit. V, de *Parentum hereditate*, n^o 14.

Et ensuite les coutumes furent vérifiées par tourbes, comme l'auteur l'a expliqué dans la règle xiii de ce titre, et comme il se voit dans les *Coutumes notoires*.

Or, quand il s'agissait de prouver une coutume, ce n'était pas assez de prouver qu'une chose eût été faite une fois; car, suivant cette règle, *une fois n'est point coutume*: mais il fallait prouver qu'elle eût été longtemps pratiquée, leg. 32, 33, 34, 35, D., de *Legibus*. Et c'est pour cela que le prévôt des marchands et des bourgeois assuraient toujours qu'ils avaient vu pratiquer ainsi la chose, et que tel était l'usage. Voici un de leurs avis que j'ai tiré d'un ancien manuscrit.

« L'an de grace 1293, le dimanche après les huitaines de la Chandeleur, fut luë au parloir des bourgeois de Paris, à la requeste de l'official de Paris, une cédule en la manière qui s'ensuit.

« P. avoit un fié, par la raison duquel il étoit tenuz servir à son seigneur, chacun an, en moult de services. Ledit P., entre le service, dona de ce fié en cette manière. C'est à sçavoir que J. aîné, fils dudit P., à qui il donna ledit fié, tien-droit et auroit ledit fié, sur les cherges et les servitutes que ce fié devoit. Et se ledit J. mourroit sans enfans, que le fié, par cette manière, viendroit à G., frère dudit J.

« Le père mort, J. épousa Perrenelle par mariage: à la parlin dedans l'an dudit mariage, J. mourut sans hoirs de son propre corps; et ainsi le fié, de l'ordenance paternelle, vint audit G. — Perrenelle demande que son douaire li soit assené en la moitié du fié devant dit, tant comme cile vivra, suivant la coutume de France.

LIV. V, TIT. V. — DE PREUVES ET REPROCHES. 157

- « G. encontre dit : car il semble qu'il ne tienne pas ledit fié de la succession dudit J., mais par l'ordenance du père.
- « Ce demande-lon sçavoir mon se ladite Perrenelle aura son douaire, ou dit fié, ou non, et se cile doit avoir de coustume ?
- « L'on demande, seconde fois, sçavoir mon se G. seul, qui antre lounage dou seigneur, pour ce fié, est tenu à tous les services qui sont dus au seigneur pour ce fié, ou se Perrenelle est tenue à la moitié des fruits ?
- « Laquelle cédule lue et ouie diligemment de sires J. Popin, prevost des marchands, Adam Paon, Thomas de Saint Benoist, Etienne Barhette, Guillaume Pezdoc, eschevins, Guillaume Bordou, Marc Pezdoc, Jean Arrode, Pierre Marcel, Jean Point l'aisné, Thiboust de la Chapelle, Jacques le Queu, Jean de Greil, Estienne Andry, Geoffroy de Varry, et Raoul de Pacy, clers du parler, et plusieurs autres, y fût regardé et tesmoigné par eus, que ladite coustume est toute notoire en France, gardée et approuvée de tous jours, si come cile convenue en ladite cédule, et que ladite Perrenelle, par ladite coustume, aura et tiendra, tant comme cile vivra, en douaire, la moitié dudit fié franchement, sans payer aucune chose des services, es quieux ludit fié est chargié, et dient, car aucun d'eux l'ont vü user et adjuger entre aucunes personnes. »

V. Joannem Stephanum Durantum, q. 108; Guidonem Papæ, *consilio* 171, et *An consuetudo inducatur per non usum*; Panormitanum, ad cap. 7, Extra., de *Clericis conjugatis*, n° 9, p. 18; Germonium, de *Immunitatibus*, p. 348.

XII.

781. Seel authentique fait foi par les coutumes.

V. J. Fabrum, ad leg. 12, Cod., de *Fide instrumentorum*, n° 3, et ad leg. 15; et Coquille, sur la coutume du Nivernais, chap. 32, art. 3.

Tel était l'ancien usage, si le sceau était entier; mais s'il était tellement rompu, qu'il n'en restât plus la moitié, il ne faisait plus de foi. Beaumanoir, chap. 35, n° 11. « Se plus de la moitié dou seel est despécié ou perdu, ou si effacié que l'en n'y connoisse lettres, ne enseignes, la lettre doit être de nulle valeur. » V. La-Thaumassière, dans son *Recueil des Coutumes locales de Berry*, part. 1, chap. 44, p. 59; l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 380, lign. 21.

SEEL AUTHENTIQUE FAIT FOI. Il y avait anciennement trois sortes de lettres, qui faisaient foi.

Les premières étaient entre gentilshommes, et sous leurs sceaux. * Olim, t. II, p. 54, n. *

Les secondes étaient entre gens roturiers, ou gentilshommes, qui faisaient reconnaître leurs contrats par-devant les seigneurs, sous qui ils étaient levants et couchants; ou par-devant le seigneur suzerain qui y apposait son sceau.

Et les troisièmes étaient passés en cours de chrétienté, ce qui est expliqué très-bien par Beaumanoir, dans ses coutumes du Beauvoisis, chap. 35, n° 18.

On remarquera seulement ici que tous les seigneurs, quoique hauts justiciers, n'avaient pas droit de scel, comme l'on voit par l'art. 17 de la coutume de Blois, qui, limitant ce droit, porte que « le seigneur chastellain a scel à contracts et droit de tabellionage. » V. la coutume du Loudunois, au tit. *des Droits du seigneur chastellain*, art. 1; et la coutume de Senlis, tit. II, art. 93. Chez les Romains, les magistrats ne confiaient leurs sceaux à personne, et voulaient qu'ils fussent respectés comme la marque de leur autorité et de leur volonté, ce qui a fait dire à Cicéron, dans son épître à Quintus, son ami, n° 19, « sit annulus tuus non ut vas aliquod, sed tanquam ipse tu, non minister alienæ voluntatis, sed testis tuæ, etc. » Il y a plusieurs traités sur les sceaux; mais les meilleurs sont celui de Heineccius, imprimé in-folio, à Francfort, et à Leipzig en 1709; et Hopingk, imprimé à Nuremberg, in-4°, en 1642, qui traite au long de l'authenticité des sceaux dans son chap. 10, p. 201. V. les notes sur les marbres d'Arundel, p. 43 et 44, où il est traité de l'antiquité des sceaux.

* Davor. — Quoique *seel authentique* signifie scel public qui mérite foi, nous distinguons le scel en royal, et seigneurial ou authentique. La coutume de Paris, art. 164, porte qu'une obligation faite et passée sous le scel royal est exécutoire sur les biens meubles et immeubles de l'obligé, et l'art. 166 que le semblable doit être gardé pour les obligations passées sous le scel authentique et non royal, pourvu qu'au jour de l'obligation les parties fussent demeurantes au lieu où ladite obligation est passée. V. les commentateurs et la Conférence; Brodeau, sur Louet, lettre N, sect. 10. Nivernais, chap. 32, art. 3 et les notes de Coquille. L'ordonnance de 1539, art. 66 et 67. Et il paraît que c'est dans ce sens que Loisel a dit que le scel authentique fait foi. *Grand Coutumier*, liv. III, tit. de *Reproches*.

M. Delaurière a donné à cette maxime un autre sens, qui est que les sceaux mis aux lettres doivent y faire ajouter foi; et cela est vrai pour le temps auquel on se contentait de sceller les lettres au lieu de les signer; mais, depuis que les ordonnances ont établi la nécessité des signatures, le sceau ne suffit plus. Dumoulin sur Paris, tit. 1, § 8, v^o *Dénombrement*, n^o 11 et ss. *

XIII.

782. Coutume se doit vérifier par deux tourbes, et chacune d'icelles, par dix témoins.

COUTUME SE DOIT VÉRIFIER PAR DEUX TOURBES. On a remarqué, sur la règle xi, que les coutumes qui étaient incertaines avant les rédactions, devaient souvent être prouvées par témoins. Mais la question a été de savoir combien il fallait de témoins pour prouver une coutume; et Jean Faure, sur le titre des Institutes, de *Jure naturali*, § *Ex non scripto*, n^o 20, in fine, § 21, et ad leg. *Consuetudinis* 2, Cod., *Quæ sit longa consuetudo*, lib. viii, tit. lxi, n^o 13, in fine, et n^o 14, a été d'avis, après la glose, que deux témoins suffisaient, par l'argument de la loi, *Ubi numerus*, 12, D., de *Testibus*. Mais il ajoute, en l'un et l'autre endroit, que, suivant l'usage de la cour de France, les témoins étaient entendus par tourbe, et qu'un seul d'entre eux portait la parole pour tous les autres. « Sed per quot testes probatur consuetudo? Glossa dicit quod per duos; D., de *Testibus*, lege *Ubi numerus*. Sed secundum stylum curiæ Franciæ, vocantur in turba, et unus pro aliis omnibus presens respondet. »

Du temps de messire Jean Des Mares, qui était conseiller au Parlement en 1372, et qui était avocat général sous les règnes de Charles V et de Charles VI, les coutumes, comme du temps de Jean Faure, se prouvaient par une seule tourbe. « Item, dit Des Mares, pour prouver coutume deument, usage ou stile alleguiez, il convient nécessairement que ladite prove soit faite et rapportée en tourbe, par dix sages coutumiers, rendant certaine et affirmative cause de leurs dépositions. ou par plus : et se par mien de dix personnes en tourbe la coutume étoit témoignée, cette prouve ne suffiroit pas, mais seroit ainsi comme nulle de soy. » Décis. 275; * Olim, t. II, p. 871; Marnier, *Cout. de Picardie*, p. 30; * Jean Faber, sur le *Code*, in-4^o, p. 420, sur le tit. n^o 13 et 14, et sur les *Institutes*, p. 28, n^o 20, 21.

Et de là vient que, dans le recueil des *Coutumes notoires*, depuis 1300 jusqu'en 1387, il y a si souvent, *probata per 14 adrocatos, probata per 12 de Castellelo, probata in turba per multos consiliarios*. V. les art. 79, 81, 82, et surtout le 84, avec les trois suivants.

Mais Louis XII, par l'art. 13 de son ordonnance faite à Blois au mois de mars 1498, ayant statué « qu'une tourbe ne seroit « comptée que pour un témoin, ès cas où l'on avoit accoutumé « d'examiner témoins en tourbe, » les coutumes ont été ensuite prouvées par deux tourbes, parce que, suivant les juriscoun-sultes, deux témoins suffisoient pour prouver une coutume.

ET CHACUNE D'ICELLES PAR DIX TÉMOINS. *Quia decem turba dicuntur*. leg. *Prætor* 4, § *Turbam*, D., *fi bonorum raptorum*. *Vel quia populus constituitur ex decem hominibus*. V. *Glossam* ad can. 1, 10, quest. 1; et ad cap. 1 de *Electione*; et ibi Panormit. *Probum ad Pragmat. Sanct.*, tit. de *Causis*, § 1, p. 357 édition Paris., anni 1666, col. 1, lig. 36.

Brodeau, sur Louet, lettre R, som. 37, n° 2, rapporte les arrêts qui ont défendu aux présidiaux et autres juges royaux, d'appointer les parties à informer par tourbes, sur le fait, usage et interprétation des coutumes rédigées par écrit. V. les notes de Charondas sur l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. iv, chap. 2, p. 492, lig. 5.

Et enfin les enquêtes par tourbes, touchant l'interprétation d'une coutume ou usage, ont été abolies par l'art. 1 du tit. xiii de l'*Ordonnance* de 1667.

Aujourd'hui les parties ne prouvent donc plus l'usage que par des actes de notoriété, et quelquefois même la Cour les ordonne. V. Bardet, t. II, p. 612, lig. 36.

XIV.

783. Reproches généraux ne sont admis, non plus que de familier ami et serviteur, s'il n'est domestique et ordinaire.

V. l'ordonnance de Louis XII de l'an 1517, art. 36; les art. 41 et 45 de la coutume du Bourbonnais, avec la note de Dumoulin; la coutume de la Marche, art. 62; la coutume d'Auvergne, chap. 8, art. 6; et l'ordonnance de 1667, tit. xxiii, art. 1; et Masuer, de *Testibus*, n° 16.

XV.

784. Faits de reproches d'estre larron, parjure, infâme, ravisseur, et autres crimes, ne sont reçus s'il n'y a eu sentence ou composition.

* *Grand Coutumier*, liv. III, tit. de *Reproches*. *

Bourbonnais, art. 42; et la note de Dumoulin, sur la coutume d'Auvergne, chap. 8, art. 5. V. l'ordonnance de 1667, tit. XXIII, art. 2. Le sens de cette règle est, qu'en matière civile, les faits de reproches d'être larron, parjure, ne sont bons s'ils ne sont prouvés par sentence ou composition, auquel cas ils doivent faire rejeter le témoin. V. ci-dessus, liv. III, tit. I, règle VI et VII avec la note qu'on y a faite.

XVI.

785. Pauvreté n'est pas vice : mais en grande pauvreté n'y a pas grande loyauté, * ou honneste pauvreté est clersmée. *

Rara viget probitas ubi regnat grandis egestas.

V. le livre qui a pour titre, *les Exceptions et défenses de Droits*, chap. des *Témoins*, n° 33, fol. 31 vers., et pag. 31, n° 35; *Ægidium, de Testibus*, n° 8; *Butrigarium, de Testibus*, n° 3, *Crottum, de Testibus*, cap. 3, in *Causis criminalibus qui testes admittantur*, n° 2; et *Harmenopulum*, lib. I, tit. VI.

Cette règle semble avoir été prise de Villon, dans le huitain 19 de son grand testament.

Mais que veux-tu de ma fortune
Conter, que ne puis bonement,
Qui si durement me fortune,
Me vient tout ce gouvernement.
Excuses-moi aucunement,
Et sçaches qu'en grand pourete,
Ce mot se dit communement,
Ne gist pas trop grand loiaute.

Philemon avait dit la même chose longtemps avant Villon.

Pauper quisquis vivit, miser vivere tulit; nam paupertas pro-
clivis ad mala facienda. In reliquiis, ex incertis comœdiis, n° 37,
fol. 351, edit. Amst., an. 1712: V. *Petrum a Bella Pertica*,

quest. 275; et ci-dessus, liv. 1, tit. 1, règle xvi; et Hertium, in *paræmiis germanicis*, lib. 1, cap. 64, p. 514.

Cette règle, qui rend ainsi suspect le témoignage des pauvres, ne doit être entendue que de ceux qui sont mal contents de leur état, qui souhaitent des richesses; car, quant à ceux qui ne souhaitent rien, et qui seraient fâchés d'être riches, cette règle ne convient pas; ces derniers pouvant, au contraire, être dits heureux, ainsi que Diogène, au témoignage même d'Alexandre:

Sensit Alexander, testa cum vidit in illa
Magnum habitatorem. Quanto felicior hic, qui
Nil cuperet, quam qui totum sibi posceret orbem.

(JUVÉNAL, sat. XIV, vers 297, 298, 299.)

XVII.

786. En matière criminelle, les reproches demeurent à l'arbitrage des juges.

C'est-à-dire qu'en matière criminelle, et quand il s'agit de crimes atroces, les reproches d'être larron, parjure, infâme, quoiqu'ils soient prouvés, ne font pas rejeter la déposition du témoin; mais que ces reproches sont à l'arbitrage du juge, qui y a tel égard que de raison. V. la règle xv et les art. 59 et 60 de la coutume de la Marche.

XVIII.

787. Reprobatoires de reprobatoires ne sont reçus.

Testes testibus refelluntur ex utraque parte. Leg. 3, Cod., *Si minor se majorem*; leg. penult., Cod., *de Contrahenda stipulat.*; leg. *Generaliter*, Cod., *de Non numerata pecunia*. « *Tertia vero refutatio testium reprobatur, ut puta si primos secundi* » *refularunt, et secundos tertii, tertiorum refutatio non recipitur.* » Cujacius, ad cap. *Licet dilectus*. Extra., *de Testibus*. V. Angelum. *de Testibus*, n^{os} 10, 11, 12. Cette règle est prise de l'art. 47 de la coutume du Bourhonnais, et de la coutume d'Auvergne, tit. viii, art. 2. * V. Néron, sur l'art. 157 de l'ordonnance de 1539. *

XIX.

788. Contre fort et contre faux,
Ne valent lettres ne sceaux (1).

Ce proverbe, omis par notre auteur, se trouve dans les *Mémoires d'Olivier* de la Marche, liv. vi, p. 621, in-4°, et il nous fait connaître que les contrats et les sceaux ont peu d'effet contre les personnes trop puissantes et contre celles qui n'ont pas de bonne foi.

Anciennement, lorsque les guerres privées, dont on a tant parlé dans cet ouvrage et dans la préface du premier tome des *Ordonnances*, étaient tolérées dans le royaume entre les nobles, toutes les maisons de gentilshommes étaient fortifiées, parce que chacun craignait d'être assailli et surpris chez soi, lorsqu'il y pensait le moins; ce qui arrivait très-souvent, comme nous l'apprenons de Philippe de Beaumanoir, dans ses coutumes du Beauvoisis. Et dans ces temps-là, où il y avait moins de police qu'aujourd'hui, il n'y avait pas de sergent assez hardi pour aller chez un gentilhomme faire des saisies et mettre des lettres et des sceaux à exécution. Henri III remédia à ce désordre par l'art. 35 de son ordonnance, faite à Melun; et ensuite Louis XIV, par son ordonnance de 1667, au titre des *Ajournements*, art. 12, qui porte que « ceux qui demeurent es châteaux et maisons fortes »
 • sont tenus d'élire domicile en la plus prochaine ville, et d'en
 • faire enregistrer l'acte au greffe de la juridiction royale du
 • lieu; sinon que les exploits qui seront faits aux domiciles ou
 • aux personnes de leurs fermiers, juges, procureurs d'office et
 • greffiers, vaudront comme faits à leur propre personne. »

(1). C'est Laurière qui a ajouté cet adage.

LIVRE VI.

DE CRIMES ET GAGES DE BATAILLE.

TITRE PREMIER.

I.

789. En demande de délit, n'échet jour de conseil.

V. * l'art. 162 de l'ordonnance de 1539, * les art. 2, 3 et 4 de l'ordonnance de 1670; le tit. III de l'ordonnance de 1667; ci-dessus, liv. v, tit. 1, règle VII; le *Formulaire des combats d'outrance*, chap. 2, art. 2; * *Ord.*, t. I, p. 435 et ss., * et la règle XXI.

DEMANDE DE DÉLIT. Le délit est proprement une faute d'omission ou d'inadvertance, et le crime une faute commise ou une mauvaise action. Mais, dans l'usage, on confond ordinairement ces mots. V. les notes sur le tit. x, art. 9 de l'ordonnance criminelle, p. 133.

* JOUR DE CONSEIL. V. *sup.*, liv. v, tit. 1, règle VII. *

II.

790. Voies de fait sont défendues.

V. Brodeau, sur l'art. 1 de la coutume de Paris, n° 15; Zoucheum, class. 9, quæst. 1; et les notes de Loisel sur l'art. 317 de la coutume de Paris; leg. 176, D., de *Regulis juris*; et ci-après, tit. v, règle 1.

III.

791. La volonté est réputée pour le fait.

* Au civil, il y a des choses qui sont censées faites, quoique non accomplies, lorsque leur non-accomplissement n'a pas dépendu de la partie qui avait bonne volonté de les accomplir. L. 39, D., de *Regulis juris*.

Quid en matière criminelle ?

*D'AVOR. — *Cogitationis pœnam nemo patitur*, dit la loi 18, D., *de Pœnis* ; ce que porte notre règle, que la volonté est réputée pour le fait, ne doit donc être entendu que d'une volonté réduite en acte, quoique non suivie de succès. * A moins que l'acte prêt à se faire n'ait été arrêté ou empêché par des circonstances indépendantes de la volonté de celui qui s'apprêtait à le commettre. Code pénal, art. 2.*

Vide Cujacium, lib. viii, *Observ.*, cap. 22 ; lib. xv, *Observ.*, cap. 25 ; Jacob. Goth., ad leg. 1, Code Th., ad leg. *Juliam de Ambitu*, l. III, p. 203, col. 2, et leg. 18, D., *de Pœnis* ; Gratianum, *de Pœnitentia*, distinct. 1, quæst. 30, C., *Cogitationis* ; leg. 9, Cod., ad leg. *Corneliam* ; Bynkershœkium, lib. iii, *Observ.*, cap. 10, leg. 5, Cod., ad leg. *Juliam majestatis*, leg. 7, Cod., *de Sicariis* ; et Zouchæum, class. 9, cap. 1 et 4 ; ordonnance de Blois, art. 195.

Ce n'est pas néanmoins que la résolution prise de commettre un crime ne mérite punition ; mais comme il n'est pas possible de convaincre un homme d'une mauvaise volonté, il est difficile de l'en punir. Adde Farinacium, *de Pœnis*, p. 92 ; Danihouderium, in *Praxi*, p. 84, leg. 14, D., ad leg. *Corneliam*, *de Sicariis*, et ibi Guillet. Fornerium, lib. *Selectionum*.

Dans le crime de lèse-majesté et dans le parricide on regarde la seule volonté, quand on peut la connaître, dicta leg. 5, Cod., ad leg. *Juliam majestatis*, et leg. 1, in fine, ad leg. *Pompeium*, *de Parricidiis*. V. Jacob. Gothofredum, ad leg. 2, Cod. Theodos., *de Raptu virginum*, lib. ix, tit. xxv ; et eundem ad leg. 1, *de Ambitu*, lib. ix, tit. xxvi ; et Ritlherst. lib. v *Sacrarum lectionum*, cap. 7, et lib. vii, cap. 12.

* Si la volonté est quelquefois réputée pour le fait, en revanche il n'y a point de crime là où manque l'intention criminelle. *Larrechîn n'est mie fès sans corage d'ambler*, dit l'ancienne traduction des *Institutes*. *

IV.

792. Qui peut et n'empesche, pêche.

Cette règle a été prise de Masuer, dans sa *Practique*, tit. xxxviii, n° 13 : * Pone : video quod quidam vult interficere alium, et non prohibui : an teneat et qua pœna, et an debeam me interponere ? » et il renvoie au chap. *Dilecto*, *de Sentent. excom.*, in Sexto, qui se décide ainsi, conformément à cette sentence de

Démocrate : Hominem inique agentem impedire præstat. Id si fieri nequeat, saltem non adjuvanda ejus iniquitas. Καλὸν μὲν ποιεῖν καὶ ἀποτρέφειν, εἰ δὲ μὴ ῥυπαρὸν εἶναι. Inter *Opuscula mythologica*, impressa Cantabrigiæ, anno 1671. V. Rittershusium, libro septimo *Sacrarum lectionum*.

V. Farinacium, lib. II, *Præcis crimin.*, quæst. 51, n° 4, leg. 60 et 109, de *Regulis juris*; l. 46, D., ad *Lege Aquilia*; et ibi J. Gothofred. Fabrum et Cujac.; Hertium in *Paræmiis*, lib. I, cap. 16; Roaldum, ad *Institutiones Justin.*, in verbis *Jus suum cuique tribuere*; Rittershusium, lib. VII *Lectio*, cap. 20; Fabrotum, lib. I; Stromat., cap. 30; Bronchorstium, ad leg. 30, de *Regulis juris*.

V.

793. Tel cuide férir, qui tue.

Interdum perimit, qui tantum cedere quærit.

(ÆGID. NUCERII. in *Adagiis Gall.* lit. F.)

* Davot. — Mais le cas est gracieux. « Divus Adrianus rescriptum eum qui hominem occidit, si non occidendi animo hoc admisit, absolvi posse, et qui hominem non occidit, sed vulneravit ut occidat, pro homicida damnandum. » Lib. I, § 3, D., ad leg. *Corn. de Sic.*, car in maleficiis voluntas spectatur, non exitus. L. 14, C., eod. lit., et *supra* règle III.*

VI.

794. Assez écorché, qui le pied tient.

Ceci est tiré des proverbes imprimés après le dictionnaire de Nicot.

Pellem vellenti par pœna pedemque tenenti,
Excoriat vaccam qui tenet usque pedem.

Lex 11, D., ad *Lege Aquilia*, § 1 : « Si alius tenuit, alius interemit, is qui tenuit, quasi mortis causam præbuit; in factum actione tenetur, etc. » V. la coutume de Tournay, titre des *Fiefs*, art. 16; et Jacob, de Bellovisu, in *Practica criminali*, lib. III, cap. 7; leg. 4, D., *Vi bonorum rapt.*, § 14; et ibi Goth. Noodt, ad *Lege Aquilia*, cap. 9, p. 42; et Zouchæum, class. 7, quæst. 10.

VII.

795. Il ne se donne plus ni trêve ni paix entre les sujets du roi; mais on les met en assurance et sauve-garde.

IL NE SE DONNE PLUS NI TRÊVE NI PAIX. Parce qu'il n'y a plus de guerres privées. V. Du Cange, dans sa vingt-neuvième dissertation sur Joinville; Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 7, n° 13; et Beaumanoir, dans ses *Coutumes du Beauvoisis*, chap. 59 et chap. 60.

MAIS ON LES MET EN ASSURANCE. V. Beaumanoir, chap. 60; Brodeau, sur l'art. 7 de la coutume de Paris, n° 13, à la fin; *Stylum Parliamenti*, part. 1, cap. 34, et ibi Molinæus; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. 1, chap. 3, p. 19; liv. 2, chap. 46; Masuerum, in *Pract.*, lit. de *Assuramentis*, qui mérite d'être lu.

SAUVE-GARDE. Selon quelques-uns, le roi donne *sauvegarde*, et le haut justicier *asseurement*. V. le *Grand Coutumier*, p. 16, 18, 19; et le *Glossaire du Droit français*. Selon Des Mares, dans sa décision 267, « l'amende, ou peine de sauve-garde enfreinte, « étoit civile ou arbitraire; mais d'asseurement elle étoit criminelle. » Joignez la coutume du Loudunois, lit. xxxix, art. 3; les *Coutumes notoires*, art. 110; Masuer. in *Pract.*, lit. xi, de *Possessorio*, n° 5; Corneum, vol. II; *Consiliorum*, cap. 42, 118; Durantum, quæst. 45; Gutierrez, lib. iv, quæst. 13; Fachineum, lib. ix, *Controvers.*, cap. 33; Farinacium, in *Praxi criminali*, quæst. 107, 419; la coutume de Tournay, au titre des *Assurances*; et l'ordonnance de Philippe de Valois, à Vincennes, au mois de juin 1338, t. II des *Ordonnances*, art. 27, p. 127. Louis XI, étant Dauphin, mit un impôt sur les héritages allodiaux, qui fut nommé *droit de sauvegarde*. V. Salvaing, dans son traité de *l'Usage des fiefs*, chap. 53, p. 274.

VIII.

796. Sauve-garde n'est pas enfreinte par parole, mais par fait.

L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 21, p. 144, lig. 9, s'explique ainsi à ce sujet : « Paroles de menaces ne suffisent point pour soi complaindre en cas de nouvelleté; ainsi, comme l'on dit que sauve-garde n'est mie enfreinte par paroles, mais de fait; aussi faut-il que de fait l'empeschement soit mis :

« autrement la complainte ne vault rien. » V. l'art. 27 de l'ordonnance de Philippe de Valois, datée de Vincennes au mois de juin 1338, t. II des *Ordonnances*, p. 127; l'ordonnance de saint Louis, de 1254, au mois de février, art. 3; t. I, p. 76; Beaumanoir, chap. 60; et ci-après, la règle ix du titre des *Peines*; Jean Des Mares, décision 9; et ci-dessus, liv. v, tit. iv, règle xii.

IX.

797. Tous délits sont personnels; et en crime n'y a point de garant.

Cette règle est tirée de Masuer, dans sa *Practique*, tit. xxxviii, de *Prenis*, n° 17. « Si quis extitit fidejussor pro illo qui accusatur de crimine, et fuit relaxatus a carcere, et postea abiit et fugit, debet puniri civiliter et non criminaliter, maxime si non consensit fugæ, dato quod sit obligatus *corps pour corps*, avoir pour avoir; lege ad commentariensem, Cod. de custodiæ reorum. » V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. iii, chap. 14, p. 372, à la fin. Zouchæus, class. 10, *Quæst. juris*, quæst. 5; Des Mares, décision 13, et l'art. 139 de la coutume de Bretagne.

ET EN CRIME IL N'Y A POINT DE GARANTIE. « Cum fidejussor obligatur, » dit Ulpien, « rei locum oblinet, et reus, si pœnæ corporaliter est obnoxius, fidejussor pro eo se obligare non potest. » Parce que, selon le même jurisconsulte, « nemo suorum membrorum est dominus. » D., lib. xlvj, tit. 1, leg. 1; et lib. ix, tit. ii, leg. 13; Zouchæus, class. 10, *Quæst.*, cap. 52.

Et celui qui commet un crime par l'ordre ou le mandement d'un autre n'en est pas moins punissable, et l'un et l'autre doivent être châtiés. « Non ideo minus crimine sive atrocium injuriarum judicio tenetur qui in justam accusationem incidit, quia dicit alium se hujusmodi facti mandatorem habuisse. » Namque, hoc casu, præter principalem reum, mandatorem quoque ex sua persona conveniri posse ignotum non est. » Leg. 5, Cod., de *Accusationibus*. V. Zouchæum, class. 9, quæst. 4.

Ainsi en vain celui qui s'est loué pour donner des coups de bâton à un tiers, appellera en garantie celui qui l'a payé; car, suivant l'ancien usage du royaume, il n'en sera pas moins pendu, selon la décision 382 de Jean Des Mares; « Qui fait battre pour argent aucune personne; celui qui fait battre et celui qui bat, selon les ordonnances royaux, sont dignes de mort; c'est à savoir d'être pendus et trainés s'il y a eu trahison. »

X.

798. Encore qu'en tous crimes nous ne poursuivions que notre intérêt civil, sans qu'il soit besoin d'aucune inscription; si la gardons-nous en crime de faux.

CRIME DE FAUX. V. l'ordonnance de François I^{er}, à Ys-sur-Thille, de l'année 1535, chap. 5, art. 23, liv. II de la *Conférence des Ordonnances*, tit. IV, p. 453; et l'ordonnance de 1670, tit. IX, art. 7.

XI.

799. Qui [s'enfuit ou] brise la prison, estant du cas atteint, s'en rend coupable et quasi convaincu : [et qui fuit le jugement, condamné se rend.]

QUI BRISE LA PRISON. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. IV, chap. 6, p. 515 : « Si un homme est en prison pour cas civil, et « il rompt la prison, il sera réputé atteint et convaincu du cas, « ou des cas qui lui auront été imposez; et qu'il aura fait contestation, et non aliter, par l'usage et coutume de cour laye. » Ce qui a été pris de la loi première, D. de *Effractoribus*. V. Imbert, dans sa *Pratique*, liv. III, chap. 3, n^o 9; l'ordonnance de 1670, tit. XVII, art. 24, 25; Ballandierum, in *Præri*, règle CXLII; Jacobum de Beltovisu, in *Practica*, lib. III, cap. 16; Hippolytum de Marsiliis, in *Practica*, § *Attingant*, n^o 14, leg. 1, de *Effractoribus*; et leg. 13, de *Custodia reorum*; Curtium, l. II, *Conjecturalium*, lib. II, cap. 8; Papon, liv. XXII, tit. II; et l'ordonnance de Charles V de l'an 1355; le chap. 83 du premier livre des *Établissements de saint Louis*; et l'art. 31 des lois de Thibaud, comte de Champagne; Briton, chap. 12, p. 17.

XII.

800. Un malade blessé ne se laira pas visiter au mire ou barbier, si celui qui a fait le délit n'est prisonnier.

Cette règle peut être vraie, si le criminel ou défendeur requiert une seconde visite [pour contredire les affirmations de la partie plaignante, et le dire des médecins qui l'ont visitée]. V. Imbert, dans sa *Pratique*, liv. III, chap. 3, n^o 14; le tit. V de l'ordonnance de 1670; et la coutume de La Salle de Lille, au titre des *Remises-Sus*, art. 1 et 2.

Touchant la question de savoir si, en cas d'insolvabilité du criminel, la provision sera payée avant l'amende, ou l'amende avant la provision, vide Zillesium, de *Multa*, cap. 11, n° 171; Papon, dans ses *Arrêts*, liv. xxiv, tit. xvi, art. 1. Au reste, touchant cette règle, voyez le commentaire de Bornier, sur l'ordonnance criminelle, au titre des *Rapports des médecins et chirurgiens*.

MIRE OU BARBIER. Mire, selon Nicot et Ménage, vient de *μύρον*, *unguentum*; c'est le nom que nos pères ont donné aux chirurgiens, à cause de l'onguent qu'ils ont toujours sur eux. V. Alain Chartier, dans son *Histoire de Charles VII*, p. 224. Nos pères les nommèrent aussi *barbiers*, parce qu'ils faisaient la barbe. Ainsi Rabalais, dans son *Pantagruel*, liv. 1, chap. 32, dit que Grand Gousier fit donner à Marquet, pour ses intérêts, sept cent mille et trois philippus, pour payer les barbiers qui l'auraient pansé.

XIII.

801. [Pour crime,] on ne peut tenir le corps et les biens.

* L'allemand dit en mêmes termes : *Niemand kann sein Leib und Gut zusammen verbrechen*; et ce proverbe se retrouve dans la jurisprudence hollandaise. Matheus, de *Crim.*, cap. 2, n° 20; *Sachsensp.*, p. 11, 31; *Eisenh.*, p. 617.*

* Davot. — Cela est vrai pendant l'instruction du procès, l'art. 1^{er} du titre des *Défauts et Contumaces* de l'ordonnance de 1670 ne permettant de saisir et arrêter les biens de l'accusé qu'au cas que le décret de prise de corps ne puisse être exécuté, et l'art. 26 du même titre voulant que si le condamné contumace se présente ou soit pris dans l'année, mainlevée lui soit donnée de ses meubles ou immeubles. Mais après la condamnation on peut cumuler les contraintes sur la personne et sur les biens. V. l'art. 48 de l'ordonnance de Moulins de l'an 1566.*

XIV.

802. Tout prisonnier se doit nourrir à ses dépens, s'il a de quoi; sinon le roi ou le haut-justicier, en crime; et pour dette civile, sa partie.

* Ordonnance de Charles VIII de l'an 1485, chap. 14, art. 30.*

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 171

TOUT PRISONNIER SE DOIT NOURRIR A SES DÉPENS. V. leg. 6, D., de *Bonis damnator.*; et lit. Cod., de *Privatis carceribus*.

SINON LE ROI, OU LE HAUT-JUSTICIER, EN CRIME. Cette jurisprudence est changée par la disposition de l'ordonnance de 1670, tit. XIII, art. 23, 24 et 25; voyez aussi la déclaration du 10 janvier 1680, où tout ce qui concerne les aliments des prisonniers est bien expliqué.

ET POUR DETTE CIVILE, SA PARTIE. Bombardinus, dans son traité de *Corcere*, imprimé à Padoue en l'année 1713, a recueilli ce que l'on pouvait dire des aliments des prisonniers, dans son chap. 18, p. 160; et parlant, à la p. 166, de ceux qui étaient prisonniers pour dettes, voici comme il s'exprime : « Hos quo-
« que alendos esse, sed ab iis a quibus in carcerem impacti
« sunt. Negabit nemo, quandoquidem feræ ipsæ ab illis sunt
« enutriendæ, qui eas incluserunt. Extat autem hujus rei fun-
« damentum in fragmento legis Duodecim Tabularum apud Au-
« lugellium, lib. xx *Noctium atticarum*, cap. 1. Verum tamen
« apud interpretes non convenit quæ sit verior illius legis lectio.
« Fornerius non probat quod usu vertant *libras farris in dies*
« *dato*. Infinitum quippe est, inquit, *libras farris dare*, multo
« magis ex eo quod sequitur *si rolet plus dato....* Quamobrem
« adducitur ut legat : *si rolet, suo vivito : ni suo vivit qui eum*
« *vinctum habebit, libras farris in dies dato*, id libræ semissem
« seu *selibram*; quod et in medicorum usu est hodie ut S. pro
« *semis* annotetur. Profecto ingeniose magis quam vere. Nam
« littera S. non *selibram*, sed *sesquilibram* denotat, quæ sane
« *selibra* angustior esset quolibet alimento diurno.

« Verum tamen non video quid scrupuli sit injiciendum huic
« rei, et si *libras* contra Fornerium legamus. Si quidem si *libras*
« conferas, cum in dies sensus et ordo erit, singulas libras in
« dies singulos. Quod satis expresse et apposite ad rem de qua
« quæritur indicat Horatii autoritas, lib. 1, *Sat. v*, ut de *libra*
« *farris* debeat fragmentum illius legis intelligi.

Denique cur unquam fugisset cui satis una
Farris libra foret. etc.

« Quare expedit magis Rivardus pro *libras, libram* reponit....
« Porro *legem 12 Tabul.* in hac parte fuisse observatam, probat
« Terentius in *Phormione*.

Nihi sciunt nihil esse. Dices, ducent damnatum domum.
Alere nolunt hominem edacem....

« Cum autem in propatulo est farris libram diurnam vinctis
 « fuisse præstandam, dubium adhuc pulliusne an panis eam po-
 « tius fuerit.

« At licet Cujacius, II observ., 22, putet panis libram esse
 « dicendam, sunt plura tamen, quibus adducor ut statuam de
 « pulte potius sensisse decemviros. » V. le traité sur l'hémine,
 et la livre de pain de saint Benoist. Jacobum Gothof., ad leg.
 12 Tabul., lib. III; probationum tabul. 3, p. 70; Radulf. Forne-
 rium, 3, 10.

XV.

803. Tous vilains cas sont reniables.

[*Nemo tenetur prodere se ipsum.*]

Sed infirmitate peccatum crescit. V. Rittershus., lib. IV, lect. 6;
 Farinacium, part. 1, l. 1; *Praxis criminal.*, quæst. 33, n° 15;
 et an reus negans delictum, teneatur ad restituendam famam
 accusatori. V. Ludovicum Molinam, disput. 43; cardinalem de
 Lugo, de *Justitia et Jure*, disput. 15, sect. 1, n° 12, p. 402,
 403; et le procès-verbal de l'ordonnance de 1670 au titre des
 Interrogatoires, art. 1.

XVI.

804. L'on tient maintenant que le cas privilégié attrait
à soi le délit commun; ce qui n'avoit point de lien jadis.

Les ecclésiastiques peuvent commettre deux sortes de délits,
 savoir, des délits comme hommes et des délits comme clercs.

Les délits que les ecclésiastiques commettent comme hommes
 ont été, avec raison, nommés *délits communs*, parce qu'ils leur
 sont communs avec tous les hommes. V. Jacob. Goth. ad leg. 23,
 Cod. Theodos., de *Episcopis*.

Et les délits que les ecclésiastiques commettent comme clercs
 et contre la discipline ecclésiastique ont été nommés *délits*
ecclésiastiques.

Anciennement la connaissance du délit commun était com-
 mune aux juges laïques et séculiers, comme il paraît par la
 novelle de Justinien 183, chap. 21, vers. *Si vero*; et il n'y avait
 que les juges ecclésiastiques qui connaissaient des délits ecclé-
 siastiques. « Si vero ecclesiasticum sit delictum, » dit Justinien
 dans sa novelle-83, « egens castigatione ecclesiastica, Deo
 « amabilis episcopus hoc discernat. » V. leg. 2, D., de *Re mili-*

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 173

tari, leg. 6, Cod., de *Episcopali audientia*; leg. 23, Cod. Th., de *Episcopis*; lib. v *Capitular.*, cap. 387; lib. vi, cap. 366, 90; * *Libertés de l'Église gallicane*, art. 33 (Dupin, *Droit public ecclésiastique*, p. 49 et 55).*

En France, on a donné aux juges d'église la connaissance du délit ecclésiastique et du délit commun. * Giraud, t. II, p. 95.* Mais, dans les cas où la peine que les juges d'église peuvent imposer ne serait pas suffisante pour punir justement les crimes, nos rois en ont réservé la connaissance aux juges séculiers; et ce sont ces crimes réservés que nous nommons *cas privilégiés*.

Nous apprenons, de cette règle, que l'on tenait, du temps de l'auteur, que le cas privilégié attirait à soi le délit commun. Mais la déclaration de l'année 1678 a confirmé l'ancien usage en ordonnant que l'édit de Melun serait exécuté, et que l'instruction des procès criminels des ecclésiastiques, pour les cas privilégiés, sera faite conjointement, tant par les juges d'église que par les juges royaux. V. le procès-verbal de l'ordonnance de 1670, art. 20 de l'édition de Paris de l'an 1709; et Févret, de *l'Abus*, liv. VIII, chap. 1, n^o 6 et 7.

XVII.

805. L'on ne peut accuser une femme d'adultère, si son mari ne s'en plaint, ou qu'il en soit le maquereau.

L'ON NE PEUT ACCUSER, ETC. Leg. *Constante* 26, D., ad leg. *Juliam*, de *Adulteriis*. V. Forum Gothorum, seu *Fuero Juzgo*, lib. III, tit. IV, leg. 3; *Fornerium*, lib. I, *Quotidian.*, cap. 24, 25; Rittershus., sect. 7, chap. 1.

Par le canon huitième du concile de Néocésarée, les maris des femmes adultères n'étaient pas promus aux ordres sacrés. Adde *eclogam basilicœ*, tit. LX, cap. 28; Hieronimum, ad cap. 19; Math. et Menagium, *amarnit.*, cap. 10; Panormit., ad tit. *Decretal. Ut lite non contestata*, cap. 1, et ibi notæ.

Or QU'IL EN SOIT LE MAQUEREAU. V. leg. 2, § *Marito*, et leg. 29, D., ad leg. *Juliam*, de *Adulteriis*, leg. 1, Cod. Theod., de *Adulteriis*, et ibi Jacob. Goth., t. III, p. 55, 56; leg. 2, et ibi Goth., p. 58, col. 1, in fine, et col. 2; *Fuero Juzgo*, lib. III, tit. IV, leg. 7, et ibi Villa-Diego; *Lectum*, de *Publicis judiciis*, p. 43; Dyonis. Goth., ad leg. 11, D., de *Adulteriis*; Concil. Illiberitonym, can. 63; leg. *Si uxor* 15, Cod., de *Adulteriis*; leg. 5, D., ad leg. *Aquiliam*; Louet et Brodeau, lettre 1, somm. 4; Despeisses, t. III, part. 1, tit. XII, sect. 2, art. 4, col. 131, 135.

Maquereau, selon quelques-uns, vient de *Mercurius*; ce qui est contredit par le petit dictionnaire du P. Lahe. *Lenocinium* est rendu en vieux français par *Magueleric*. V. Ménage et ses notes sur Rabelais, liv. II, p. 200.

XVIII.

806. Il est larron, qui larron emble.

Callidus est latro, qui tollit furta latronis.

(Egin. Nucer. in *Adagiis*, lit. F.)

*C'est un peu l'histoire du *loup plaidant contre le renard pardonnant le singe*. Le malin les tenant tous deux pour voleurs, sans pouvoir y mettre de choix, les condamna l'un et l'autre par ce motif :

Car toi, loup, tu te plains, quoiqu'on ne t'ait rien pris,
Et toi, renard, as pris ce que l'on te demande.*

Celui qui prend frauduleusement ce qui appartient à un autre pour s'en rendre le maître est un larron. « *Furtum fit*, » dit Justinien, « *cum quis alienam rem, invito domino, contrectat*. » Tit. Inst. de *Obligationibus quæ ex delicto nascuntur*, § *Furtum*.

On a demandé si c'était être larron que de prendre à un larron la chose qu'il avait volée, parce qu'on lui prenait ce qui n'était pas à lui.

Cette règle décide très-bien qu'il est larron qui larron emble; c'est-à-dire, que celui qui vole un larron est lui-même un autre larron.

Mais la question est de savoir à l'égard de qui il est larron, ou du premier larron, ou du propriétaire; c'est-à-dire de celui à qui la chose volée appartient.

Et le jurisconsulte Pomponius, ad *Quintum Mucium*, a répondu qu'il était larron par rapport au propriétaire, parce que c'est, dans l'un et l'autre cas, au propriétaire que la chose est volée;

De sorte que, dans le Droit romain, l'*actio furti* n'était point pour le premier larron contre le second, mais toujours pour le propriétaire contre le second larron, comme contre le premier. « *Si quis alteri furtum fecerit, et id quod surripuit alius ab eo surripuerit, cum posteriore fure dominus ejus rei furti agere potest. Fur prior non potest, ideo quia domini inter-*

« fuit, non prioris furis, ut id quod surreptum est, salvum esset. Hæc Quintius Mucius refert, et vera sunt. » Leg. 78, § *Si quis*, D., de *Furtis*. V. Chumacerum *Selectar. juris*, disputatione 4.

Il semble néanmoins que, dans le cas proposé, le premier larron aurait dû avoir action contre le second, parce que l'action *furti* est donnée à tous ceux qui ont intérêt que la chose ne soit pas volée; et le premier larron a intérêt qu'elle ne lui soit pas volée, puisqu'il est tenu de la restituer par l'action nommée *condictio furtiva*, que le propriétaire a contre lui.

Mais c'est une règle générale qu'on n'acquiert point d'action en commettant des crimes; et, par conséquent, de ce qu'un larron est tenu *condictione furtiva*, il ne s'ensuit pas qu'il ait droit d'intenter cette même action contre un autre larron. Ainsi quand on dit que l'action *furti* appartient à tous ceux qui ont intérêt que la chose n'ait pas été volée, cela s'entend s'ils y ont intérêt *ex justa causa*, leg. 11 et leg. 78, § *Si quis*, D., de *Furtis*.

Il y a cependant deux cas où le premier larron peut intenter l'action *furti* contre le second.

Le premier est lorsque le débiteur prend au créancier la chose qu'il lui a donnée en gage, et que la chose lui a ensuite été volée par un second larron.

La raison est que le débiteur, comme propriétaire de la chose volée, aurait eu l'action *furti* quand la chose aurait été prise au créancier, avant qu'il en eût lui-même commis le vol; et d'ailleurs parce qu'il n'a point cette action à cause du vol qu'il a commis, mais parce que la chose volée est à lui. Leg. 12, § penultimo, D., de *Furtis*;

Et le second cas est lorsqu'un ouvrier à qui l'on a donné, par exemple, un habit à accommoder, l'a prêté à une autre personne à qui il a été volé. Leg. *Qui vas*, § *Si ego*, D., de *Furtis*.

La raison, qui est toujours la même, est que l'ouvrier n'a point l'action *furti* contre le second voleur, à cause du vol qu'il a lui-même commis, ni à cause de l'action *furti* que le propriétaire a contre lui; mais parce qu'en vertu du contrat ou du marché fait avec le propriétaire, il était tenu de la garde de l'habit; et, en un mot, parce que l'action *furti* que l'ouvrier a ne lui est pas donnée à cause de son vol, qui est une cause injuste, mais pour raison du contrat fait avec le propriétaire; qui est une cause honnête. Car, comme dit le jurisconsulte: « *Is cuius interest, furti habet actionem, si honesta causa interest.* »

Leg. 11, D., de *Furtis*. V. leg. 12, *ibid.*; Utul. Instit. de *Obligationibus quæ ex delicto*, § *Furti*, Cujac., ad *Julianum*, lib. xxii, D.; leg. 14 de *Furtis*; et *Fornerium*, lib. ix *Selectionum*, cap. 24; *Lessium*, de *Justitia et Jure*, lib. ii, cap. 14, dubio 3, p. 171; *Hertium*, in *Paræmiis germanicis*, lib. i, p. 541.

Nous avons nommé le larron voleur, parce qu'il vole ou voltige autour de ceux à qui il veut prendre quelque chose; ce que le poëte *Rutilius Numatianus* (*Gallus*) a heureusement exprimé dans les jolis vers de son premier itinéraire, v. 607, où il fait ainsi l'éloge de *Lucillus*.

Non olim sacri justissimus arbiter auri
Circumsistentes reppulit Harpyias,
Harpyias quarum discerpitur unguibus orbis,
Quæ pede glutineo quod tetigere trahunt,
Quæ luscum faciunt Argum. quæ Lyncea cæcum.
Inter custodes publica furta volant.
Sed non Lucillum Briareia præda fefellit.
Totque simul manibus restitit una manus.

Cette règle peut avoir un autre sens. *Beaumanoir*, chap. 31, à la fin. « Si aucun tient un larron en prison, ou il l'enmaîne pris, et l'en li brise sa prison, ou l'en li resqueult à force, par quoi li lierres eschappe, chil qui le prison brisèrent, ou qui le resqueusse firent, doivent être pendus, car ils tolurent droite justice. Et aussint entendons-nous de chaus qui dépendent les pendus. » *Adde* *Averan.*, lib. i *Observ.*, cap. 28; *Orozium*, de *Apicibus juris*, lib. ii, cap. 1, n° 4; *Cujac.*, lib. xvi *Observ.*, cap. 30; *Fornerium*, iii *Selectionum*, cap. 24.

XIX.

807. Encore que nier ne soit larcin, si est-ce de larcin.

Cujas, à qui rien n'a échappé, a expliqué cette règle dans son commentaire sur la loi 47, D., de *acquirenda possessione*, lib. xxvi, quæst. *Papiniani*.

« Inficiendo depositum, nemo furtum facit, sed contrectando a lucri faciendi animo. Et subjiçitur recte in leg., *Inficiendo*, D.; de *Furtis* : nam ista inficiatio non est furtum, licet prope furtum sit. Et ex ea lege, ut puto, non ineleganter ita est scriptum in consuetudinibus Neustriæ, cap. 7 : *jaçoit que l'on ne die pas que ce soit larrecin, que denier, si est-ce*

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 177

« *qu'il y a un peu de saveur de larrecin. Ipsa quidem inficialio non est furtum, sed prope furtum, etc.* »

V. Janum a Costa, ad leg., 5, § *Tutelæ*, D., de *Obligationibus*; leg. 15, D., *Ad exhibendum*; Menagii *Amœnitates*, cap. 10; et Bynkershoeckium, lib. 1, *Obserr.*, cap. 3; Munnoz de Oroz, de *Aplicibus juris*, lib. III, cap. 7, n° 12.

XX.

808. Pour larcin n'échet gage de bataille.

Avant que les Romains eussent étendu leurs conquêtes du côté de l'Allemagne, l'usage était entre les peuples qui l'habitaient, de terminer leurs différends par l'épée, comme il se voit par ce qui suit de Velleius Paterculus, liv. II, chap. 118.

« *Mediam Quinctilius ingressus Germaniam, velut inter viros pacis gaudentes dulcedine, jurisdictionibus, agendo pro tribu-nali, ordine trahebat æstiva : at illi, quod nisi expertus vix credebat. in summa feritate versutissimi, natumque inendacio-genus, simulantes factas litium series, et nunc provocantes alter alterum injuria, nunc agentes gratias, quod eas Romana justitia finiret feritasque sua, novitate incognitæ disciplinæ mitesceret, et solita armis discerni, jure terminarentur, in summam socordiam perduxere Quinctilium, usque adeo ut se prætorem urbanum in foro jus dicere, non in mediis Germaniæ finibus exercitui præesse crederet, etc.* »

Nos Français, les Bourguignons, les Lombards et les autres peuples du Nord, qui inondèrent les Gaules et l'Italie, retinrent cette coutume barbare; et quand ils furent chrétiens, loin de la quitter, ils regardèrent ces combats comme un jugement de Dieu. S. Gregorius Turonensis, lib. VII *Historiæ Francor.*, cap. 14 : « *Insontem me, ait Guntramnus-Boso, de hac causa profiteor. At si aliquis est similis mihi, qui hoc crimen impingat occulte, veniat nunc palam et loquatur. Tu, o Rex piissime, ponens hoc in Dei judicio, ut ille discernat, cum nos in unius campi planitie viderit dimicare.* »

Fredegarius Scholasticus, in *Chronico*, cap. 51 : « *Tunc unus ex legatariis, nomine Ansealdus, non quasi injunctum habuisset, sed ex se ad Charoaldum dixit : Liberare poteris de blasphemia hanc causam, jube illum hominem qui hujusmodi verba tibi nuntiavit armari, et procedat alius de parte reginæ Gundebergæ, quique armatus ad singulare certamen, ut judicio Dei, his duobus confligentibus, cognoscatur utrum*

« hujus culpæ reputationis Gundeberga sit innoxia, an fortasse culpabilis, etc. »

L'Eglise * après avoir elle-même autorisé, et laissé pratiquer le duel judiciaire dans ses domaines, * s'opposa, autant qu'elle put, à ce funeste abus; mais Gondebaud, roi des Bourguignons, qui était arien, et qui mourut l'an 516, loin d'avoir égard aux plaintes des ecclésiastiques, autorisa tellement le duel, qu'il en fit une preuve judiciaire, en ordonnant par son édit, qui se trouve dans le chap. 45 de la loi Gombette, ou des Bourguignons, que les parties pourraient offrir le duel, en refusant le serment.

« Multos in populo nostro, et pervicatione causantium et cupiditalis instinctu, ita cognoscimus depravari, ut de rebus incertis sacramenta plerumque offerre non dubitent, et de cognitis jugiter perjurare. Cujus sceleris consuetudinem submoventes, præsentî lege decernimus ut quotiens inter homines nostros causa surrexerit, et is qui pulsatus fuerit, non deberi a se quod requiritur, aut non factum quod obijcitur, sacramentorum obligatione negaverit; hac ratione litigio eorum finem oportebit imponi: ut si pars ejus, cui oblatum fuerit jusjurandum, noluerit sacramenta suscipere, sed adversarium suum veritatis fiducia armis dixerit posse convinci, et pars diversa non cesserit, pugnandi licentia non negetur, ita ut unus de eisdem testibus, qui ad danda conveniant sacramenta, Deo judicante colligat; quoniam justum est ut, si quis veritatem rei incunctanter scire se dixerit, et obtulerit sacramentum, pugnare non dubitet. Quod si testis partis ejus, quæ obtulerit sacramentum, in eo certamine fuerit superatus, omnes testes, qui se promiserant juraturos trecenos solidos in ultetæ nomine, absque ulla induciarum præstatione, cogantur exsolvere. Verum si ille qui renuerit sacramentum, fuerit interemptus, quidquid debebat, de facultatibus ejus Novigildi solutione pars victoris reddatur indemnis, ut veritate potius quam perjuri delectentur. Data sub die 5 kalend. junias, Lugduni, Abieno V. C. consule. »

Saint Avite, archevêque de Vienne, célèbre par sa piété et ses écrits, fit des remontrances à Gondebaud, pour faire abolir cette loi; mais Gondebaud n'y eut aucun égard; de sorte qu'elle fut non-seulement observée par les Bourguignons, mais encore reçue par les Français et tous les autres peuples voisins, comme il se voit par le tit. XLIV de la loi des Allemands, § 1; par le tit. LVI, § 1; et par le tit. LXXXIV; par la loi des Bava-rois, tit. II,

chap. 2, tit. ix, chap. 4; et par celle des Lombards, liv. 1, tit. ix, § 39; et liv. II, tit. xxxv, § 3 et 4.

Saint Agobard ou Aguebaud, qui était archevêque de Lyon, sous l'empire de Louis le Débonnaire, adressa à ce prince un traité contre cette loi barbare de Gondebaud, et lui proposa d'ordonner que les Bourguignons fussent gouvernés, à l'avenir, par la loi des Français, ou la loi salique. Ce qui nous marque que les preuves par le duel étaient alors peu usitées entre nos pères. « Si autem placuerit domino nostro sapientissimo imperatori, ut eos transferret ad legem Francorum, et ipsi nobis lires efficerentur, et hæc regio ab squaloribus miseriarum quantulumcumque sublevaretur. Horum enim causa accidit, ut frequenter, non solum valentes viribus, sed etiam infirmi et senes lacessantur ad certamen, et pugnant etiam pro vilissimis rebus. Quibus feralibus certaminibus contingunt homicidia injusta, et crudeles ac perversi eventus judiciorum, non sine amissione fidei et caritatis ac pietatis, etc. » *Adversus Legem Gundobadi*, cap. 7.

Agobard fit encore un autre traité contre les preuves par le feu, par l'eau et par les armes, qui se trouve dans le recueil de ses ouvrages.

Et enfin les Pères du troisième concile de Valence, de l'année 855, qui était la quinzième du règne de Charles le Chauve, ordonnèrent, contre la loi de Gondebaud, qu'on ne pourrait plus, à l'avenir, opposer le serment au serment fait légitimement en justice; que celui qui aurait tué son adversaire en duel serait excommunié, et que celui qui aurait été tué serait regardé comme homicide de lui-même.

Canon 11. « Quia impia, et Deo inimica.... quarundam secularium legum consuetudo invaluit ut, in forensi judicio, litigantes ex utraque parte contententium æqualiter juramentum dare cogantur, ubi, sine dubio, duobus contra se jurantibus, unus perjurus efficitur.... Statuimus ut quicumque uno juramento legitime dato, quod secundum legem divinam omnis humanæ controversiæ finis esse debet, alterum e contrario juramentum opponere præsumpserit, ab ipsis liminibus ecclesiæ.... exclusus, omnium christianorum consortio atque convivio reddatur extraneus, etc. »

Canon 12. « Et quia ex hujusmodi juramentorum, imo perjuriorum contentione, etiam usque ad armorum certamina solet prorumpi, et crudelissimo spectaculo effunditur cruor belli in pace.... Statuimus, juxta antiquum ecclesiasticæ observatio-

• nis morem, ut quicumque tam iniquæ et christianæ paci
 • inimica pugna alterum occiderit, seu vulneribus debilem
 • reddiderit, velut homicida nequissimus et latro cruentus, ab
 • Ecclesiæ et omnium fidelium cœtu separatus, ad agendam
 • legitimam pœnitentiam modis omnibus compellatur. Ille vero
 • qui occisus fuerit, tamquam sui homicida et propriæ mortis
 • spontaneus appetitor, a dominica oblationis commemoratione,
 • habeatur alienus, nec cadaver juxta sanctorum canonum
 • decretum, cum psalmis, vel orationibus ad sepulturam dedu-
 • catur. Super quibus duobus titulis, propter tam funesta et
 • horrenda animarum vel etiam corporum exilia, christianis-
 • simi Imperatoris pietas sacerdotali omnium nostrorum sup-
 • plicatione imploranda est, ut tantum malum a populo fidelium
 • suis publicis sanctionibus amoveat, et nostrum super hoc
 • necessarium decretum propria autoritate confirmet. »

Mais ces remontrances et ces canons ayant été sans effet, parce que les descendants de Louis le Débonnaire et de Charles le Chauve furent presque sans autorité, les duels eurent plus de cours en France, sous la troisième race de nos rois, qu'ils n'en avaient sous les deux premières; et l'usage en passa en Angleterre, comme il se voit par le chap. 16 des lois d'Édouard, et par les chapitres 62, 68, 69, 70 et 71 de celle de Guillaume le Bâtard. Joignez Thomas Rudborne, l. 1, *Angliæ sacræ*, p. 259, 260.

Le pape Grégoire neuvième fit un dernier effort pour abolir cet usage, en mettant dans sa collection des décrétales les constitutions des papes ses prédécesseurs qui avaient défendu le duel, et les preuves par le feu, l'eau et le pain, et qui avaient ordonné que les parties se purgeraient seulement par serment. *Toto tit. de Purgatione canonica et vulgari*, lib. v *Decretal.*, tit. xxxiv et xxxv. Mais on continua toujours, en France, d'en user comme auparavant, et comme, par la loi de Gondebaud, le duel avait lieu tant en matière civile que criminelle, il fut aussi pratiqué en France dans l'un et l'autre cas. « Si bataille, » dit Beaumanoir, chap. 61, n° 13, « est en la court d'aucun des
 • hommes le conte, pour meuble ou pour héritage, entre per-
 • sonnes de pooste, li vaincus perd la querelle pour quoy li
 • gages furent donnés; et si est l'amende au seigneur. en quel
 • court de bataille est, et est l'amende de 60 sols. Et si le bataille
 • est de gentilhoms, chil qui est vaincus perd li querelle, et
 • l'amende au seigneur de 60 liv. »

Saint Louis fut le premier de nos rois qui abolit, en 1260, les

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 181

gages de bataille pour meubles et héritages, selon Beaumanoir, chap. 61, n° 15.

Et en 1306, Philippe le Bel corrigea encore cet ancien droit, en donnant une nouvelle forme aux gages de bataille, par l'ordonnance qui suit (*Ordonn.*, t. I, p. 435) :

« Philippe, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui
« ces présentes lettres verront, salut. Sçavoir faisons que, com-
« me ença en arrière, pour le commun profit de notre royaume,
« nous eussions deffendu généralement à tous nos subgez,
« toutes manières de guerre et tous gages de bataille, et plu-
« sieurs malfaiteurs se sont avancez par la force de leur
« corps, et faux engins, à faire homicides et trahisons, et
« tous autres maléfices, griefs et excès; pource que quand ils
« les avoient faits couvertelement et en repost, ils ne pouvoient
« être convaincus par témoins, dont par ainsi le malefice demeure
« roit impuni; et ce que en avons fait est pour le commun
« profit et salut de notre royaume. Mais, pour oster aux mau-
« vais dessusdits, toute cause de malfaire, nous avons nostre
« deffence dessus dite attrempée par ainsi : Que là où il aperra
« évidemment homicide, trahison, ou autre grievel violence
« ou malefice, excepté larrecin, par quoy peine de mort s'en
« deult ensuivre, secretement ou en repost; si que celui qui
« l'auroit fait, ne peut estre convaincu par témoins, ou autre
« manière suffisante, nous voulons que, à deffaut d'autre point,
« celui ou ceux qui, par indices ou présomptions semblables
« à vérité, pour avoir ce fait, soient de tels faits suspicionez,
« appelez et citez à gaiges de batailles : et souffrons, quant à
« ce cas, les gaiges de bataille avoir lieu; et pour ce à celle
« justice tant seulement, nous attrempons nostre deffence des-
« sus dite, es lieux et es terres esquels les gaiges de bataille
« avoient lieu devant nostredite deffence : car ce n'est mie
« nostre intention que celle deffence iust rappelée, ne attrem-
« pée à nuls cas passez devant ne après la date de nos presentes
« lettres, desquelles les condamnations et absolutions ou enques-
« tes soient faites, afin que on le puisse jugier, absoudre ou con-
« damner, ainsi que le cas le requiert, et évidemment appa-
« roitra. En tesmoing de ce, nous avons ces lettres fait sceller
« de nostre grand scel. » Donné à Paris le mercredy après la
Trinité, l'an de grâce 1306.

V. *Stylum Parliamenti*, part. 1, cap. 16; l'*Ordonnance de saint Louis*, de l'an 1260; * l'*Ordonnance de Philippe III*, de 1280 (*Olim*, t. II, p. 163) ; le livre intitulé, *la Salade*, feuil-

let 59; Honoré Bonnor, dans son *Arbre des batailles*, depuis le chap. 146, jusqu'à la fin; Pasquier, dans ses *Recherches*, liv. iv, chap. 1, 2 et 3; * Brussel, 976 et suiv.; * La Thaumassière, dans ses *Anciennes Coutumes du Berry*, part. 1, chap. 24, 25; le *Formulaire des combats à outrance, à la mode de France*, dans le *Théâtre d'honneur de La Colombière*, t. II, fol. 26; l'*Aris* de Jean de Villiers de l'Isle-Adam, *touchant les gaiges de bataille, et les combats à outrance*; l'*Aris* de Messire Hardouin de La Jaille; le *Discours du combat en champ clos*, de Charles de Neufchaises; Beaumanoir, chap. 63; Petrum Jacobi, p. 391; Guidonem Papæ, q. 317, 318; Goffredum Saligniacum, ad legem Cum pater, § Repetendorum, D.; de Legatis 2, vol. IV, fol. 143, verso; Hotomanum, de *Duello*; Bractonum, lib. iii, tract. 2, cap. 19, 20; Fletam, lib. 1, cap. 34, 41; Stamfordium, de *Placitis corone*, lib. 1, cap. 14; Quoniam *attachiamenta*, cap. 73; Speculum Saxon., lib. 1, art. 63; Nicolaum Uptonum, de *Officio militari*, edit. Londin., an. 1654; Alciatum, de *Singulari certamine*; le *Traité du Duel*, de Savaron; celui de Scipion Dupleix; le *Théâtre d'honneur*, de Favin, p. 1690; celui de La Colombière; et Cangium in *Glossario*, V^o *Duellum*.

POUR LARCIN. Ceci est pris de l'*Ordonnance* de Philippe le Bel, de l'an 1306, rapportée ci-dessus.

Le gage de bataille était un cas de haute justice; et de là vient, suivant la règle XLVII du tit. II du liv. II, que les seigneurs marquaient leur haute justice, en leur auditoire, par les tableaux, ou peintures de champions qui combattaient. V la note sur cette règle.

Quant au larcin qui faisait perdre la noblesse à celui qui en était convaincu, comme le remarque de La Roque, dans les chap. 156 et 157 de son *Traité de la Noblesse*, il était cas de basse justice: car anciennement, comme on l'a fait voir ailleurs, il n'y avait que deux degrés de juridiction contentieuse. Beaumanoir, chap. 58, n^o 2, « L'en doit sçavoir que, de tout cas de « crime quelque ils soient, dont l'en peut et l'en doit perdre « vie, qui en est atteint et condamnés, appartient à haute- « justice, excepté le larron; car tout soit ce que lierres pour « son larcin perde la vie, ne pourquant larcin n'est pas « cas de haute-justice. » C'est pour cela qu'en larcin, il n'y avait point lieu au gage de bataille; mais en Angleterre et ailleurs, le larcin, comme le meurtre, se prouvait par le duel ou le gage de bataille. Leges Willelmi Nothi, cap. 68. « Si Anglicus homo compellit aliquem Francigenam, per

« bellum, de furto, vel homicidio, vel aliqua re pro qua bellum fieri debeat, vel iudicium inter duos homines, habeat plenam licentiam faciendi. Et si Anglicus bellum nolit, Francigena compellatus adlegiet se jurejurando contra eum, per suos testes, secundum legem Normanniæ. »

Nicolaus Upton, *de Militari Officio*, lib. II, cap. 7, § 7, p. 79. « Quando aliquis homo est accusatus de furto, licet ei, in prima vice, per sacramentum se idoneare, secundum legem, si possit. Et si, alia vice, duo vel tres eundem de furto accusant, licitum erit, contra unum ex his, cum scuto et fuste, per pugnam in campo contendere, ut in Lombardia, *de Furtis*, et leg. *Si quis liber homo*, et leg. *Si quis alium de Furto*, » etc. V. Beaumanoir, p. 324, Ilg. 15; et le chap. 80 du premier livre des *Établissements*.

Touchant la peine du larcin. V. D. Noodtium, lib. IV *Probabilium*, p. 240; Quisadam, cap. 19 *Quæst.*; Rittershusium, lib. VII *Sacrarum lectionum*, cap. 10, p. 158; Guil. Fornesium, lib. I *Selectionum*, cap. 19; et D. Hertium in *Paræmiis*; *Capitulum Caroli Magni anni 779*, art. 24; Novell. Justiniani 134; Gothofredum, in *Præxi*, vol. I, p. 413; leg. 11, D., *de Pœnis*; la coutume de Loudun, au tit. *des Crimes*, art. 7; D. Ludovicum Molinam, jésuite, *de Delictis*, disputatione 695; Petronium, cap. 111; Petrum Fabrum, lib. II *Semestrium*, cap. 12; Savaronem in *Notis ad Sidonium*, lib. IV, epist. 23; et Gretzerum, *de Cruce*, t. I; et ci-après, au tit. *des Peines*, liv. VI, tit. II, règle XII; Masuerum, in *Practica*, tit. XXXVIII, num. 1; Anton. Guibertum, cap. 18, *Polystor*. Chez les Grecs, les vols étant devenus trop fréquents, pour la conservation des biens des familles, on fut obligé d'y pendre les voleurs ou larrons; et de là est venu ce proverbe :

Ποινὴν ὥρῃ μὴ γινώσκου, εἰ μὴ αἰωπεῖται.

Pœnam fur non agnoscit, nisi suspendatur. Chez les Romains, les larrons périsaient pendus à des croix auxquelles ils étaient attachés avec des clous; comme il est écrit dans saint Jean, chap. 19, vers. 18. V. le jurisconsulte Paul, dans ses *Sentences*, tit. XXII, de *Seditiosis*, lib. VI; Lactantium, lib. *Divinarum institutionum*, cap. 26; et Merillium, ad versiculum 16, cap. 19 *Ærangelii sancti Johannis*. Mais en France nous avons, à ce sujet, une loi précise, qui est le chap. 29 des *Établissements* de saint Louis, le plus zélé de nos rois pour le bien public et pour

le repos de ses peuples, où cette peine est approuvée. V. Despeisses, t. III, part. 1, lit. XII, sect. 2, art. 6, p. 115, col. 2; et Britton, ou les *Institutes du Droit anglais*, en vieux langage français, feuil. 22, v°, de l'édition de 1640, chap. 15, lig. 10; et Gryphiandrum, dans son traité de *Weichbildis Saxonicis*, chap. 45, p. 112 de l'édition de 1666, n° 7.

Ancienncment, chez tous les peuples du Nord, le vol fut un crime presque inconnu, tant qu'il ne fut pas sévèrement puni: ce qui nous apprend qu'il ne faut pas faire connaître, par la sévérité des peines, les crimes auxquels la plupart des hommes ne pensent pas; ce qui est très-bien remarqué par Stiernhook, imprimé à Stockholm en 1672, dans son traité de *Jure Sueonum et Gothorum vetusto*, part. 2, chap. 5; de *Furtis*, p. 364, dont on rapportera ici les paroles, parce que ce livre ne se trouve pas.

« Nullum majoribus nostris crimen furto fuit odiosius, aut gravius, nullum olim quoque rarius, etc.

« In borealibus regni provinciis a cultu et commerciis peregrinorum remotis, rara admodum furtiva, etc.

« Leges ergo in fures antiquitus non videntur habuisse, cum non essent qui furarentur, aut quælibet provincia suo sibi arbitrio castigandos sumeret. Unde hodie, in supra memoratis provinciis, nec patibula, nec ulla indicia tanti criminis publici extant. Senecæ discursus ad Neronem, quamvis oratorio more, ad persuadendum compositus, multum etiam ex vero habere videtur.

« Videbis, inquit, ea sæpe committi quæ sæpe vindicantur. « Pater tuus (Neronis) plures intra quinquennium culeo insuit, quam omnibus seculis insultos accepimus: multo minus audent liberi ultimum nefas admittere, quamdiu sine lege crimen fuit. Parricidæ cum lege cœperunt, et illis facinus pœna monstravit; pessimo loco pietas fuit, postquam sæpius culeos vidimus, quam cruces. In qua civitate raro homines puniuntur, in ea consensus sit innocentiae et indulgetur veluti bono publico, putet se innocentem esse civitas, erit, etc. » lib. 1 « de Clementia, num. 23, p. 628.

« Sane si experientiam consulere velimus, atrocitati pœnae raro frequentia delicti sublata fuit aut emendata, quamvis vulgo statuatur crescentibus delictis exasperandas esse pœnas, majores nostri nescio an non in hac parte aliquantulum errarint a vero, sine suo frustrati.

« Cum enim primitus furtiva legibus coercere cœperunt, plus

« nimio, fatendum est, severi fuerunt, tam mites in aliis omnibus, etiam atrocissimis criminibus.

« Quid enim gravius quam concubitus cum parentibus, liberis sororibus? Quam parricidium in eosdem? His tamen vitam indulgent, contenti pecunia et pœnitentia.

« In fures vero, ubi deprehensi sunt, sententia hæc feralis concepta fuit : in furti reum securi, furca, defossione, vivi comburio animadverti posse, nec eo nomine vel heredibus, vel regi ullam satisfactionem deberi; et quantitas tamen quam exigua ad suspendium; dimidia scilicet marcha, aut ejus pretium, quantilla ad mortem hominis recusa? Quæ pœna etiam remansit post revisionem juris a rege Christophoro factam, et alibi etiam hodie rigore servatur.

« Feminae vero defossæ sunt, si res furtiva suspendio digna : si vero minoris esset pretii, puta triente vel quadrante infra marcæ dimidium, cædebantur virgis, altera aure amputata, etc. »

A l'autorité de Sénèque qui vient d'être rapportée, joignez Cicéron, dans son oraison *pro Roscio Amerino*, cap. 13, n° 35, 36, 37, etc. Joignez les chap. 29, 30 et 31 du premier livre des *Établissements* de saint Louis.

Ce que Gryphiander a remarqué est si véritable, que les Français, comme les Lombards, ont été des peuples du Nord qui ont communiqué beaucoup de leurs mœurs aux peuples chez lesquels ils se sont établis. V. cet auteur, dans son traité *de Weichbildis Saxonibus*, chap. 45, n° 6 et 10; et chap. 49, n° 6 et 7; chap. 56, n° 13; Bignon, sur le tit. xiii de la *Loi salique*, note 1^{re}, et ci-après la règle xxxii de ce titre.

En quelques lieux, comme en Écosse, si le larron pendu tombait de la potence étant encore vif, il avait grâce pour cette fois.

« Si latro suspensus fuerit, et postea cadat de furca, quietus erit ulterius de illo furto : sed ille qui eum suspenderit finem faciet cum rege, salva ei vita, et membris, et exheredatione, licet magna sit transgressio ultramodum. »

Mais, en France, cet usage est entièrement aboli, parce que les jugements par lesquels les voleurs sont condamnés à mort, portent expressément *qu'ils seront pendus et étranglés jusqu'à ce que mort s'ensuive*. V. *leg. Baronum*, seu *Quoniam attachamenta*, cap. 108.

N'ÉCHET GAGE DE BATAILLE. Quand l'appelant, ou celui qui accusait, avait fait sa plainte en jugement, et avait offert le duel

si l'appelé ou l'accusé niait le crime et acceptait l'offre, le juge ordonnait le duel; chacun jetait par terre un gantelet que l'autre levait, et le duel était ainsi accepté. Ces gantelets ainsi jetés et levés, étaient appelés gages de bataille, et à l'imitation de ces gages, les procédures en matière civile ont été nommées *erremens* du plaid, c'est-à-dire *gages* ou *arrhes* du plaid.

XXI.

809. Ni pour autre crime où il n'échet peine de mort.

Le formulaire des combats à outrance, suivant l'ordonnance de Philippe le Bel, chap. 1. « Des quatre choses appartenant à gage de bataille, avant qu'il puisse être adjugé.

« Premièrement, nous voulons et ordonnons qu'il soit chose notoire, certaine et évidente, que le maléfice soit advenu : et ce signifie l'acte où il apperra évidemment homicide, trahison ou autre vraisemblable maléfice, par évidente suspicion.

« Secondement, que le cas soit tel que mort naturelle en deust ensuivre, excepté cas de larcin, auquel gage de bataille ne chiet point. Et ce signifie la clause : *par quoy peine de mort s'en deust ensuivre*.

« Tiercement, qu'ils ne puissent estre punis autrement que par voie de gaiges : et ce signifie la clause *en trahison reposte*, si que celui qui l'auroit faite ne se pourroit défendre que par corps.

« Quatrièmement, que celui qu'on veut appeler soit diffamé du fait par indices, ou présomptions semblables à vérité, et ce signifie la clause des indices. » (*Ordonn.*, t. I, p. 435.)

V. La Colombière, dans son *Théâtre d'honneur*, part. 2, chap. 8, et *Styl. Parl.*, part. 1, cap. 16; et le livre intitulé *la Salade*.

XXII.

810. En fait de bataille, le défendeur est tenu de confesser ou nier le fait dès le mesme jour qu'il reçoit le cartel.

Quand un crime avait été commis si secrètement qu'il était impossible de le prouver par témoins, celui qui accusait, si c'était un meurtre qui avait été commis, devait ainsi rendre sa plainte, selon Beaumanoir, chap. 61, n° 3.

« Sire, je di sur tel (et le doit nommer), que il, mauvesement et en trahison, a murdri tele personne (et doit nommer le mort);

« qui mes parens étoit ; et par son trait et son fait , et par son
 « pourchas , se il le reconnoît , je vous requiers que vous en faciez ,
 « comme de murdrier . Se il le nie , je le vueil prouver de mon
 « corps contre le sien , ou par homme qui fere le puist , et doie
 « pour moi , comme chil qui ai essoine , lequel je montreray bien
 « en temps et lieu . Et se il appelloit sans retenir avoué , il con-
 « venroit que il se battist en sa personne , et ne pourroit plus
 « avoir avoué , ou champion . »

Et quant au défendeur , il ne devait se départir de devant le
 juge avant qu'il eût répondu à l'appel ; c'est-à-dire avant qu'il
 eût nié ou avoué le crime dont il étoit accusé , ou qu'il eût pro-
 posé ses raisons pour faire voir qu'il n'y avait point lieu à l'appel
 et au gage de bataille ; car , comme dit Beaumanoir , chap. 61 ,
 n° 2 : « il convenoit que chil qui étoit appelé , se deffendist ,
 « ou qu'il demeurast attaint dou fait , duquel il estoit appelé . »

Le même auteur , chap. 61 , n° 5 : « Chil qui est appellés . ne se
 « doit partir de devant le juge , devant que il a respondu à l'ap-
 « pel . Et se il a aucune raisons par lesquels il vueille dire que
 « il ne doit point y avoir d'appel , il les doit toutes proposer et
 « demander droit sur chascune raison si comme elle a esté
 « proposée , de degré en degré . Et doit dire que se droit di-
 « soit que ses raisons ne fussent pas bonnes , par quoi li gages
 « ni fussent , si met-il sus toute vilaine euvre , et nie le fait
 « proposé contre li , et se offre à deffendre par li , ou par homme ,
 « qui fere le puist , et doie , comme chil qui a essoine , et le mon-
 « trera en temps et en lieux . Adonques , li juge doit penre les
 « gages de l'appelleur et de l'appelé , sauf les raisons de celui
 « qui est appelé . »

Il résulte manifestement de ces autorités que l'appelé ou
 l'accusé ne devait proposer ses exceptions , et nier ou avouer
 son crime , que devant le juge ; et ainsi il n'est pas véritable qu'en
 fait de bataille , le défendeur fût tenu de confesser ou nier le
 fait dès le même jour qu'il avait reçu le cartel . V. Petrum Jacobi
 in *Practica* , rubrica 98 , de *Duello seu Pugna* , n° 36 , p. 399 .

En l'année 1386 , la question fut agitée au Parlement , de savoir ,
 si en cas de gage de bataille , l'accusé ou l'appelé étoit obligé
 de nier le crime , ou de démentir l'appellant , sous peine d'être
 réputé convaincu ; et Jean Le Coq fut d'avis que l'appelé n'étoit
 pas même obligé de nier , après que l'avocat de l'appellant avait
 conclu et offert le duel en jugement , comme il étoit ordonné par
 le *Style du Parlement* , part. 1 , chap. 16 , de *Duello* , § 11 , 12 , 13
 et 14 . On rapportera ici toute la question xc de cet auteur .

An sit periculum ex parte appellati, non dementiri appellantis.

• Videtur quod sic.

• Primo. Quia videtur caveri in stylo quod sic fiat. Secundo, quia appellatus non dicens, vel dicere non faciens, videtur omittere, propter dissidentiam causæ. Tertio, quia dicitur in stylo, quod sufficit quod dementiatur appellans per appellatum, post proposita per suum advocatum; et, si ante non fiat, non habetur pro convicto, ut habetur in titulo *pro duello*, rubrica *de propositione*. Sic innuere videtur quod dementiri debeat post proposita.

• Credo contrarium per sequentia.

• Primo. Quia quod dementiatur, est permissum appellato in ejus favorem, contra appellantis, qui contra omnia jura, et consuetudinem generalem regni Franciæ, cepit viam vadii, et imponit ipsi appellato tanta crimina, sicut sunt illa quæ sunt apta ad vadia. Ergo, si ommittat, non nocet sibi, quod est in ejus favorem.

• Secundo. Revera non permittitur in accusatione ordinaria, sive fiat a parte, sive ab officio, quod pars dementiatur. Ergo est, in causa duelli, in favorem appellati introductum, cui favori renuntiari potest absque præjudicio. Nec videtur non dementiens in causa duelli, plus puniri debere quam in accusatione ordinaria.

• Tertio. Pars appellans non potest de hoc conqueri, eo quod non dementiatur, quia fiet ei honor, et fieret dedecus de contrario.

• Quarto. Non cavetur in stylo quod sit necesse quod dementiatur aliquis, alias quod ex hoc pars lucretur.

• Quinto. Quod ex hoc commodum potest reportare appellans, quod ex hoc adjudicaretur duellum; non quia hoc esset novum inducere casum adjudicandi duellum, quod esset contra omnia jura mundi, consuetudinem, et ordinationem regis Philippi Pulchri, quod pro confesso haberetur pars appellata, non quia negavit proposita per partem suam adversam fore vera, et se defendere, etc. Ergo patet quod non confitens factum, non habetur pro convicto, quia non est habendus pro convicto, nisi in campo convincatur, vel nisi confiteatur factum: sed constat quod in campo non fuit convictus nec confessus per prædicta. Ergo, etc.

• Sexto. Si aliquod commodum posset reportare, hoc esset

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 189

« in casu quod duellum adjudicaretur per curiam; quia in hoc casu concludit pars appellata in duello, vadium suum projiciendo : ergo ante præmature peteretur commodum, eo quod non fuit dementita.

« Per prædicta responderetur ad contraria. Et scias quod, in dicta causa duelli dicti domini Petri, non fuit dementitus dictus Leo, et nihil dixit, nec aliquod commodum petiit ejus advocatus; allamen fuerat dementitus in eadem causa coram commissariis qui prius de ea cognoverant, licet eorum processus fuerit frustratorius; et de novo fuit dicta causa in curia Parlamenti placitata, et finaliter per arrestum fuit dictum, quod non cadebat duellum. »

Les choses étaient ainsi dans les règles de la procédure; mais comme, en cette matière, il y avait beaucoup de point d'honneur, celui qui était soupçonné de crime affectait de se rendre en jugement, sans attendre qu'il fût ajourné : ce que nous apprenons du chap. 2 du *Formulaire des combats à outrance*, suivant l'ordonnance de Philippe le Bel. « Nota que, en gage de bataille, tout homme qui se dit vrai pour honnête, se doit rendre et présenter sans adjournement; mais on lui donne bien délai pour avoir ses amis. Et s'il ne vient sans adjournement, pour ce son droit n'est amendry, ne son honneur avancé. » C'était pareillement par point d'honneur que, dès le jour même du cartel, quand le duel se faisait sans formalité de justice, l'appelé était tenu de nier ou confesser le crime dont il était accusé. Touchant les cartels, V. La Colombière, part. 2, chap. 10, p. 210 et 223.

XXIII.

811. L'appelé en combat a le choix des armes et de la forme du combat.

Cette règle, comme la précédente, n'est pas pour les duels ou combats qui étaient ordonnés par les juges, mais pour les duels qui se faisaient par délits et par cartels. De sorte qu'en France on n'a point pratiqué la constitution de Frédéric, rapportée dans les *Constitutions de Naples*, liv. II, tit. xxxvii, § 4.

Comme celui qui était appelé en duel par cartel et sans autorité publique n'était obligé à combattre que par point d'honneur, il ne s'y exposait pas, à moins qu'il n'y eût entre lui et l'appelant une parfaite égalité d'âge, de force et d'armes;

jusque-là que, si l'appelé était borgne, il exigeait que l'appelant eût le même œil bouché; et s'il était estropié d'un bras ou d'une jambe, il exigeait que l'appelant eût le même membre lié, afin qu'il ne pût point s'en servir contre lui. V. la *Constitution de Frédéric*, citée ci-dessus; et La Colombière, dans son *Théâtre d'honneur*, part. 2, quest. vii, p. 135.

L'usage était donc, dans ces duels, que l'appelant pouvait marquer le lieu du combat, mais que c'était à l'appelé à faire le choix des armes. Cela fut ainsi pratiqué au duel entre Veniers et Sarzay, sous François I^{er}. Car Veniers, qui était l'appelé, porta au champ de bataille les armes dont ils devaient combattre, savoir, un corcelet à longues tacelles, avec les manches de maille, des gantelets, le morion en tête, et une épée à chaque main.

Et le célèbre Jarnac, appelé par La Chaigneraye, sous Henri II, fit porter au champ de bataille un casque, un corcelet, un brassard pour le bras gauche, qui ne jouait point, afin que l'appelant ne pût se servir de sa force, ni de son adresse à la lutte, l'épée pour la main droite, un poignard pour la gauche, et encore un autre poignard à mettre dans la main droite. V. Dupleix, dans ses *Lois militaires touchant le Duel*, liv. iii, chap. 10, p. 275; La Colombière, dans son *Théâtre d'honneur*, part. 2, chap. 36, p. 409; et chap. 37, p. 415; et Holomanum, de *Duello*.

Il n'en était pas de même quand le duel était ordonné en justice, car, selon Nicolas Upton, de *Militari Officio*, lib. ii, lig. 8, p. 83, en plusieurs lieux, la coutume était que le juge même qui avait ordonné le combat, ordonnait aussi des armes dont les combattants devaient se servir.

Qualia arma sint, in his casibus, duellantibus per consuetudinem concessa.

« In casibus istis, quando proceditur ad duellum, propter
 • criminis purgationem, de consuetudine, judex habet provi-
 • dere de fustibus cornutis, cum targiis, vel scutis, quæ fustes
 • et scuta erunt æqualis longitudinis, et grossicie. Et pars com-
 • pellans habebit primam electionem armorum prædictorum,
 • ut in Lombarda, de *Testibus*, lege *Si quis cum altero*, et lege
 • proxima præcedenti. Sed utrum habere possunt gambrias, et
 • galeas in capitibus, neque lege, neque consuetudine inveni-
 • mus. Et si præfatæ fustes, sive scuta frangantur, non sunt
 • alia eis aliquo casu præstanda. Aut si ceciderint fustes de le-
 • gibus pugnantium, nisi duellantes, poterint per se ipsos dictas

« fustes recolligere, novæ non dabuntur, sed sibi imputare
 « debet qui fustem suam sic cadere permisit. Sed de jure scripto
 « ista non habemus, quamvis de usu, et communi consuetudine,
 « istud fuerit observatum, etc. »

En France, les juges ne prescrivaient point les armes dont les combattants devaient se servir. Mais, suivant le chap. 80 du premier livre des *Établissements de France*, faits par saint Louis, on faisait la distinction suivante entre le noble et le roturier.

Lorsque les roturiers combattaient avec les nobles, et les nobles avec les nobles, ils avaient toujours armes égales.

Si c'était un roturier qui accusait un homme noble et qui l'appelait en duel, le noble ne quittait point ses armes et combattait à cheval, et le roturier combattait à pied. Mais si le noble appelait le roturier, le noble était obligé comme lui de combattre à pied.

Beaumanoir explique ainsi cet ancien usage dans ses *Customes du Beauvoisis*, chap. 64, des *Présentations*, n° 2.

« Quant gage sont receus dou juge, et le juge leur a assigné
 « jour de venir, ainsi comme il doivent : li appellé, et chil qui
 « appelle, doivent regarder en quel estat il sont, en tele ma-
 « nière, que chil qui appelle, se il est gentilshom, et il appelle
 « homme de poote, bien se gard que il ne se présente pas armés
 « à cheval, comme gentixhoms; car il se doit présenter à pied
 « et en guise de champion. Et se il se présente à cheval et armés
 « comme gentixhoms, et li paisans que il appela se présente à
 « pied comme champion, li gentixhoms en a le pieur; car,
 « puisque il perd les armes, ès quelles il se présente, il demeure,
 « quand il est désarmés, en pure se chemise, et convient que
 « il se combatte en icelle manière, sans armures, sans escu et
 « sans baston. »

« 3. Pierres, qui gentixhoms estoit, appella Jehan, qui
 « étoit homme de poote. Au jour de la présentation, après ce
 « que gages furent reçus, et au jour qui leur fut assigné de venir
 « ainsi comme ils doivent, l'une partie et l'autre se présentèrent
 « nicement; car li escuiers se présenta à chevai, armés comme
 « gentixhoms, et li home de poote se présenta à pied, en pure
 « se cote, sans armeure, fors de baston et d'escu. Jehan, qui à
 « pied se présenta, proposa contre Pierre, qui appellé l'avoit,
 « que l'udit Pierre s'étoit présenté en armes, ès quelles il ne se
 « devoit pas combattre, pourquoi il requeroit que les armes li
 « fussent ostées, et que il se combattist sans armes, à pied,

« comme cil qui s'étoit présentés sans armes souffisans à combattre contre li, selonc l'appel.

« A che répondit Pierres que souffisaument s'étoit présentés, car gentixhoms étoit, et en armes de gentixhoms se devoit combattre; pourquoi il requiéroit le bataille, et plus requiéroit-il, car il requiéroit que Jehan ne pust avoir nulles autres armeures, que celles ès quelles il étoit présentés, che est à entendre en se cole, son escu, et son baston tant seulement; et seur che se mistrent en droit.

« Il fut jugié que Pierre perdrait les armes et le cheval, comme meffes au Seigneur, et se combattrait au point où il seroit, quand les armes li seroient ostées; chest à sçavoir, en se chemise, sans escu et sans baston, et Jehan ensement en se cote, se combatteroit audit Pierre, ainsint comme il se présenta, si comme il étoit devant, et auroit l'escu et le baston. Et, par cet jugement, peut-on sçavoir le péril qui est en présentation, et comment l'en doit regarder en quel état de personne l'en est, et qui est apelières ou appelé. Car se Jehan, qui étoit hons de poote, eût appelé ledit Pierre, Pierre se fut souffisaument présentés : car en soy deffendant, il se combatist armé et à cheval, et li hons de poote si comme il se présenta, ou en armes de champion, se il si fust présentés. »

« 4. Quant li hons de poote appellent li uns li autre, il se doivent présenter au jour qui leur est assigné; après le gages receus, à pié et en armes de champion. Et se ils sont gentixhons, ils se doivent présenter leurs chevaux armés de toutes armes; et qui se présente moins souffisaument d'armeures que il ne doit, il n'y peut plus recouvrer. » V. la note sur la règle qui suit, à la fin, et Hotoman, *de Duello*, p. 903.

XXIV.

812. En France, personne n'est tenu prendre, ni bailler champion, quoique l'empereur Frideric ait ordonné le contraire.

Frédéric, par son ordonnance de *Campionibus*, rapportée dans le livre II des *Constitutions de Naples*, tit. xxxvii, § 4, permit aux personnes âgées de soixante ans, et à celles qui étaient mineures de vingt-cinq, de pouvoir combattre par champions. « Nec illud prætermittendum videmus, quod neces-

« sario gratiam nostræ benignitalis exposcit, ut qui ætatis annum
 « sexagesimum tetigerint, et qui nondum vigenti quinque anno-
 « rum curricula impleverint, per se pugnare minime teneantur,
 « sed possint ad deffensionem suam, non cum alios impelunt,
 « subicere campiones. Ne vel ætates, in altero naturali friges-
 « cente calore, vel juveniles, virtutum in altero robore non
 « impleto, non tam incerto, quam periculoso pugnæ judicio,
 « quod esset asperissimum, relinquamus. » V. dicti libri tit. xxxi,
 xxxii, xxxiii, et ibi Math. de Afflictis.

Et, suivant la remarque de Cujas, sur le paragraphe *Si rusticus* de la constitution de cet empereur, de *Pace tenenda*, le noble ne combattait avec le roturier que par champion. « Si
 « miles rusticum deferat, de calumnia dejerat, rusticus purgat
 « se dato jurejurando cum septem aliis, vel probat innocentiam
 « suam humano judicio, id est, testibus legitimis, vel divino,
 « id est duello. Nam, per campionem, miles cum rustico
 « pugnare poterit, vel etiam per se, si velit; alioquin rusticus
 « militem ad pugnam compellare non potest: nam neque miles
 « plebeius militem nobilem, etc. » V. Cujacium, ad lib. v
Feudor.

En France, tout accusé ou appelé était aussi obligé de combattre, à moins qu'il n'eût loyale exoine. Beaumanoir, chap. 61, n° 6 : « Se chil qui appelle, ou qui est appellé, vient avoir avoué
 « qui se combatte pour lui, il doit montrer son essoine, quand
 « la bataille sera jugiée. Pluriex essoines sont, par lesquelles,
 « ou par l'une des quiex l'en peut avoir avoué.

« Li uns des essoines, si est se chil qui vient avoir avoué,
 « montre que il li faille aucun de ses membres, par lequel il est
 « aperte chose, que li corps en est plus foible.

« Le second essoine si est, se l'en a passé l'âge de soixante ans.
 « Le tiers essoine si est, s'il est accoutumé de maladie, qui
 « vient soudainement, comme de goute artentique ou de vertin.

« Le quars si est, si l'en est malade de tierchaine, ou de
 « quartaine, ou de autre maladie apertement sceue sans fraude.

« Le quint essoine si est, si femme appelle; car femme ne
 « se combat pas.

« 7. Si un gentixhons appelle un gentixhons, et li un et li
 « autre est chevalier, il se combattent à cheval, armés de toutes
 « armeures, tèles comme il leur plait, excepté coustel à pointe
 « et mace. D'arme molue, ne doit chacun porter que deux épées
 « et son glaive. Et aussint, si sont escuier, deux épées et un
 « glaive.

« 8. Se chevalier ou escuier appelle homme de poote, il se combat à pied, armé en guise de champion, aussint comme li homme de poote; car, parche que il s'abaissent à appeller si basse personne, se dignité est ramenée en tel cas à tes armeures, comme chil qui est appelé a de son droit. Et mout seroit cruel chose, se li gentilhons appelloit un homme de poote, et il avoit l'avantage du cheval et des armes. » En ce cas il

Redescend par l'offense au rang de l'offensé.

(CASIMIR DELAVIGNE, *École des Vieillards*.)

« 9. Si hons de poote appelle gentilhons, il se combat à pied à guise de champion, et li gentilhons à cheval armé de toutes armes; car en aus deffendans, il est bien avenant que il usent de leur avantage.

« 10. Si uns hons de poote appelle un autre hons de poote, il se combattent à pied, et de toute tèle condition est li champions à la gentilfame, se elle appelle, ou elle est appellée, etc. »

V. Des Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 22, n° 7.

Hotoman s'est donc trompé, quand il a dit qu'il était permis par le droit français, dans tous les duels, de combattre par champions. « Jure autem Gallico, licet omnibus in duellis championem edere. » V. Hotomannum, de *Duello*, p. 901; et Alciatum, de *Singulari certamine*, cap. 35; * *Glossaire du Droit français*, V° *Champions*; Brussel, 963-988.*

XXV.

813. Ni de combattre avant vingt et un ans de son âge, [par l'ancienne coutume de la France.]

On a remarqué sur la règle xxxiv du tit. 1 du premier livre, qu'anciennement, en France et en Angleterre, on réputait majeurs tous ceux qui avaient l'âge suffisant pour s'acquitter de leur profession; et que les enfants mâles, à vingt et un ans, étant en âge de porter les armes et d'aller à la guerre, ils sortaient de garde, et entraient en la pleine jouissance de leurs tièfs, parce qu'ils pouvaient les desservir. « Ante ætatem porro viginti et unius annorum, » dit l'auteur, de Fleta, « robustos vel habiles ad arma suscipienda, pro patriæ deffensione, non reputantur; et ideo undres dicuntur, et sub tutela dominorum interim remanebunt. » Fleta, lib. 1, cap. 9, § 4.

C'est par cette raison que l'auteur a mis dans cette règle que

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 195

personne ne pouvoit combattre avant vingt et un ans de son âge, par l'ancienne coutume de France. Beaumanoir, chap. 63, n° 4.

• Il n'y a point d'appel si cil qui appelle est dessous l'âge de
• quinze ans; car male chose seroit de souffrir enfans en gage,
• devant qui il aient âge; par quoi il doivent connoître le péril
• qui est en gages, et en mout de pays il convient plus d'âge,
• et par notre coutume, croi-je qu'il auroit avoué duques à
• tant que il auroient vingt ans. »

Par la constitution de Frédéric, rapportée sur la règle précédente, il fallait avoir vingt-cinq années pour être tenu de combattre en champ clos, quand il y avait accusation de crime, et avant cet âge l'accusé pouvait mettre un champion en sa place. V. la note sur la règle précédente. Beaumanoir, p. 323 à la fin; *Constitutiones Siculas*, p. 78, lin. 32.

XXVI.

814. Qui ne combat, quand la bataille est assignée et jurée es mains du prince, perd les armes, et est tenu pour vaincu.

Le Formulaire des Combats à outrance, suivant l'ordonnance de Philippe le Bel, chap. 2, art. 5.

« Item. Voulons et ordenons que, se l'une des parties se
• departoit de nostre court, après les gaiges jellés et receus, sans
• nostre congïé, icelui departant ainsi, voulons et ordonnons
• qu'il soit tenu et prononcié convaincu.

« Article 15. Par les anciennues coutumes du royaume de
• France, l'appellant se doit présenter au champ premier, et
• avant l'heure de midy, et le défendant devant l'heure de none;
• et quiconque défaut de l'heure, il est tenu et jugié pour
• vaincu, se la grace et merci du juge ne s'y étend : lesquelles
• constitutions voulons et approuvons qu'elles tiennent et
• vallent. » V. *Stylum Parlamenti*, part. 1, lit. xvi, § 23 et 19.
V. *le Formulaire des Combats à outrance*, dans le *Théâtre d'honneur* de La Colombière, chap. 15, p. 31, t. II; et le
30^e plaidoyer de d'Expilly.*

XXVII.

815. Et si le demandeur ne rend le défendeur vaincu dans le soleil couché, il perd sa cause.

Le Formulaire des Combats à outrance, suivant l'ordonnance

de Philippe le Bel, art. 17. « Item, doit requérir et protester
 • que se le plaisir de Dieu ne fut que, au soleil couchant, il
 • n'eût déconflit et outré son ennemy, laquelle chose il entend,
 • si Dieu plaît; néanmoins peut requérir qu'il luy soit donné du
 • jour, autant comme il en seroit passé en faisant les cérémonies
 • selon les droits et anciennes coutumes; ou autrement
 • peut protester, s'il n'a l'espace d'un jour tout du long. »

V. l'ancien *Style du Parlement*, chap. 16, § 20, part. 1, et ibi *Aufserius*.

XXVIII.

816. Le démentir et offre de combat sauve l'honneur à celui qui est taxé de trahison.

On a fait voir, sur la règle xxi de ce titre, que la trahison était un cas de gage de bataille. Que l'on suppose qu'un homme eut été appelé de trahison, qu'il eût nié le crime et accepté le duel, et qu'enfin, par les soins des amis communs, il se fût réconcilié avec l'appelant, aurait-il eu son honneur entier? Il faut dire que oui, parce que, suivant cette règle, *le démentir et offre de combat sauve l'honneur à l'accusé*. Mais il faut remarquer que, quand les gages avaient été jetés et levés, et le duel ordonné, les parties ne pouvaient plus s'accommoder sans la permission du juge. V. le *Style du Parlement*, part. 1, chap. 16, § 23; 'Brussel, p. 988 et ss.;' et ci-dessus, liv. III, tit. 1, règles vi et vii. C'a été autrefois une grande question, s'il était préjudiciable à celui qui était appelé en duel de ne pas démentir l'appelant : comme elle est traitée au long par Jean Galli, on se contentera de renvoyer le lecteur à sa question 90. (V. *sup.*, n° 810.)

XXIX.

817. Le mort a le tort, et le battu paye l'amende.

LE MORT A LE TORT. En gage de bataille, ou l'un des combattants était tué, ou mis hors des lices, vif ou mort, ou il était forcé de confesser son crime. Et dans l'un et l'autre cas, le gage de bataille était outré.

Celui des combattants qui était tué, était réputé avoir eu tort, et son corps était traîné au gibet. Le *Formulaire des Combats à outrance*, suivant l'ordonnance de Philippe le Bel, art. 24.

• Item, voulons et ordonnons que gage de bataille ne soit

« point oultré, fors par deux manières. C'est à sçavoir, quand
 « l'une des parties confesse sa coulpe, et est rendu ; et l'autre,
 « qui est la seconde, quand l'un met l'autre hors des lices,
 « vif ou mort. Dont mort ou vif, comme sera le corps, il sera
 « du juge livré au mareschal, pour de luy faire justice, tout à
 « nostre bon plaisir, etc. »

Messire Hardouin de La Jaille, dans son *Avis touchant les Combats en champ clos*, cas 12.

« Si c'est pour trahison ou meurtre qu'est la querelle et gage
 « jélé, le mareschal doit demander au seigneur juge, que c'est
 « qu'il veut que l'on fasse de ce corps récréant, convaincu.
 « rendu dedit et parjure, et se ledit seigneur juge sententie
 « qu'il en soit fait selon que au cas appartient, sans rien muer
 « ne changer, il sera trainé au gibet, et pendu par le milieu du
 « corps, ou fait selon les coutumes du pays. Et s'il est de grand
 « lignage et parenté, et que, à la prière d'eux, ledit seigneur
 « juge luy fait grace de le laisser mettre en terre sainte, ledit
 « mareschal va toucher la main en celle dudit seigneur juge,
 « puis la met sur l'estomac du convaincu, et, par le sergent
 « dudit prévost, est couché sur une table, et non sur une claie,
 « et porté, les pieds devant, hors du champ où se trouvent les
 « seigneurs de l'église à torches éteintes, que on a mandé
 « querir, et prier que, pour l'honneur du saint baptême, qu'il
 « estoit chrestien, et que ledit seigneur son juge lui fait grace,
 « à la requeste des siens, qu'il soit mis en terre sainte, qu'ils
 « luy veuillent mettre. Ce dit, les seigneurs de l'église disent
 « sur le corps certaines oraisons et suffrages appropriés à sem-
 « blables cas, puis torches s'alument, et le prennent lesdits de
 « l'église pour le porter en terre, avec lesquels convient que
 « ledit prévost, accompagné de ses sergens, li voyant mettre
 « en la fosse, et de terre le couvrir, puisse en faire le rapport
 « au mareschal. Et tout ainsi doit aller au gibet et pilory, pour
 « voir toute l'exécution faite selon la sentence du juge; et le
 « tout rapporter audit mareschal, etc. »

ET LE BATU PAYE L'AMENDE. Floris de Bellingen a mis cette règle dans son *Recueil de proverbes*, liv. II, chap. 25, n° 60, p. 208 de l'édition de 1656. Et voici comme il s'est avisé de l'expliquer : « Lory est une petite ville de la province du Galienois, distante de Paris d'environ vingt lieues, dont les loix coutumières sont fort anciennes, et receues en plusieurs endroits de la France. Celle-ci en est une, et est faite contre ceux qui battent quelqu'un et l'outragent de coups, auxquels

« la loy s'adresse, en leur disant ces mesmes paroles par lesquelles elle leur ordonne de payer l'amende : *le batu paye l'amende* ; » mais cet auteur n'y a rien entendu.

On a remarqué, sur la règle xx de ce titre, qu'avant le règne de saint Louis les gages de bataille n'avaient pas lieu seulement pour crimes, mais encore pour meubles et héritages ; et quand ils avaient lieu pour héritages et pour meubles, celui qui était battu perdait sa cause avec amende, qui était de 60 sols, si la bataille avait été entre roturiers, et de 60 livres, si elle avait été entre gentilshommes ; de sorte que, par l'ancien droit de la France, le battu payait l'amende. Beaumanoir, chap. 61, n° 13.

Par la charte de Louis le Gros, accordée aux habitants de Lorris, confirmée par Louis VII, dit le Jeune, et par Philippe Auguste, cette règle fut établie. « Si homines de Lorriaco vadia duelli temere dederint, et præpositi assensu, antequam tri-
« huantur obsides, concordaverint, duos solidos et sex denarios uterque persolvat. Et, si obsides dati fuerint, septem
« solidos et sex denarios persolvat uterque. Si, de legitimis
« hominibus duellum factum fuerit, obsides devicti centum et
« duodecim solidos persolvant. »

Et ces coutumes ayant été ensuite accordées à plusieurs villes de France, on a cru que la règle *le batu paye l'amende* avait été prise de la coutume de Lorris, suivant ces vers anciens :

C'est un proverbe et commun dis,
Qu'à la coutume de Lorris,
Quoy qu'on aye juste demande,
Le batu paye l'amende.

Mais Philippe le Bel, par son édit du mercredi d'après la Trinité 1306, ayant aboli cet ancien droit, et ordonné que les gages de bataille n'auraient plus lieu, que pour crimes qui mériteraient la mort, le battu, réputé criminel, fut mené au gibet.

Messire Hardouin de La Jaille, dans son *Avis touchant les Combats en champs clos*, cas 10 :

« Si c'est pour trahison, ou meurtre, droit d'armes et justice
« veulent que le batu soit par le sergent criminel couché, lié
« et traîné sur une claye, les pieds devant hors du champ, et
« delà, par chevaux, au gibet, pour estre pendu, ou en la
« place de ville, avoir la teste tranchée.... Mais premier que
« officiers d'armes se mettent à couper éguillettes et désarmer
« le vaincu, le mareschal doit aller toucher de sa main en celle

« du seigneur juge, et puis la venir mettre sur l'estomac du
« dédit. Et, alors par lesdits officiers, luy est levée sa cotte
« d'armes et brulée au milieu du champ; puis désarmé, pre-
« mier le chef, après les mains, et le tout jetté es quatre quar-
« tiers du champ. Et, ce fait, ledit sergent fait son office. Les
« pleiges sont rendus au vainqueur, les autres arrestez comme
« prisonniers, jusques à satisfaction de partie, et le reste de ses
« biens sont au prince confisquez. » V. le *Formulaire* de Phi-
lippe le Bel, art. 14 et 15. V. Pasquier, dans ses *Recherches*,
liv. viii, chap. 29; Alciatum, de *Singulari certamine*, cap. 43.

XXX.

818. Maintenant toutes guerres et combats sont défendus : et n'y a que le roy qui en puisse ordonner.

MAINTENANT TOUTES GUERRES. En 1245, au mois d'octobre, saint Louis fit à Pontoise une ordonnance contre les guerres privées, portant que, depuis que le fait pour lequel les parties entreraient en guerres serait arrivé, jusques à quarante jours accomplis, il y aurait trêve de par le roi, appelée *la quarantaine le roi*, dans laquelle seraient compris tous les parents des deux parties, à l'exception des parties mesmes, c'est-à-dire de ceux qui seraient auteurs de la guerre, et que cependant celle des parties qui serait coupable pourrait être arrêtée et punie; et enfin que, si dans les quarante jours quelqu'un des parents était tué, celui qui l'aurait tué serait réputé traître, et puni de mort.

La même année il fit à Pontoise une seconde ordonnance, par laquelle il enjoignit aux juges de forcer les parties qui étaient en guerre à faire des trêves de cinq années.

Philippe le Bel en fit une autre à Poissy, par laquelle il défendit dans tout le royaume les guerres privées, sous peine de confiscation de corps et de biens.

En 1361, au mois d'octobre, le roi Jean en fit une à Paris, par laquelle il renouvela ces défenses.

Et enfin Charles V abolit ce désordre par son ordonnance du 17 septembre 1367, qui est au reg. Olim, fol. 47. V. la 29^e dissertation de Du Cange sur Joinville, fol. 344, 345, 346, 347.

ET COMBATS SONT DÉFENDUS. En 1260, saint Louis défendit les duels et les batailles, et ordonna que les preuves se feraient par titres et par témoins. Mais cette ordonnance n'eut lieu que dans les terres du roi.

Philippe le Bel les défendit ensuite généralement; mais enfin il fut obligé de les permettre dans de certains cas spécifiés dans son ordonnance de l'an 1306, rapportée sur la règle xx de ce titre. Cette ordonnance fut longtemps observée, comme il paraît par le titre xvi de la première partie de l'*Ancien Style du Parlement*. Et enfin nos rois les défendirent par plusieurs édits rapportés dans la *Conférence*, liv. ix, tit. xi, t. II, p. 833. V. l'ordonnance du roi Jean de l'année 1353, t. II des *Ordonnances*, et ce qu'on a remarqué à ce sujet dans la préface du tome I.

XXXI.

819. La peine du vaincu estoit la mort, ou mutilation de membres : mais la loi de talion fut, pour ce regard, introduite, par l'établissement du roi Philippe Auguste, tant contre l'appellant, que contre l'appellé.

Philippe Auguste fit cet établissement pour la Normandie, qu'il venait de conquérir sur les Anglais; et il y établit ainsi la peine du talion, qui était en usage alors dans tout le royaume, comme il se voit par ces vers de Guillaume le Breton, dans le livre VIII de sa *Philippide*.

Quædam autem in melius juri contraria mutans,
Constituit pugiles. ut in omni talio pugna.
Sanguinis in causis ad pœnas exigat æquas.
Victus ut appellans, sive appellatus eadem
Lege ligaretur, mutilari, aut perdere vitam.
Moris enim extiterat apud illos hactenus, ut si
Appellans victus in causa sanguinis esset,
Sex solidos decies, cum nummo solveret uno;
Et sic impunis, amissa lege, maneret.
Quod si appellatum vinci contingeret, omni
Re privaretur, et turpi morte periret,
Injustum justus hoc juste rex revocavit,
Reque pares Francis Normannos fecit in ista.

Henri de Bracton, dans son traité de *Legibus Angliæ*, lib. III, cap. 21, § 4, 5, 6 et 7, parle de cet ancien droit des Normands en traitant du droit des duels, qui était pratiqué de son temps en son pays.

« Facto tali modo sacramento, statim fiat hannus regis sub
« voce præconia; et facta silentio per hæc verba : Præceptum
« regis et justitiariorum est quod nullus sit ita ausus, vel audax,

LIV. VI, TIT. I. — DE CRIMES ET GAGES, ETC. 201

• quod quidquid audiat, vel videat, se moveat, vel verbis præferat; et si quis contra hoc fecerit, captus erit, et positus in prisonam, et ibi jacebit per annum et diem, usque dominus rex de eo præceperit voluntatem suam : iis igitur, taliter pactis congregiantur campiones et pugnent.

• Et si appellans victus fuerit, vel si appellans se deffenderit contra ipsum tota die, usque ad horam qua stellæ incipiunt apparere, tunc recedit appellatus, quietus de appello, ex quo se obligavit appellans ad convincendum illum una hora diei, quod quidem non fecit, et non solum quietus dimittitur appellatus de facto, imo omnes alii qui appellati sunt de forcia, etc.

• Si autem appellatus victus fuerit, ultimo supplicio punietur, secundum criminis qualitatem, cum exheredatione heredum suorum et omnium bonorum amissione.

• Si autem appellans victus sit in campo, ad gaolam mittendus est. Tamen sit ei aliquando misericordia, etc. »

V. Fletam, lib. 1, cap. 34, § 32; Petrum Jacobi, p. 399, n° 41; Alciatum, *De Singulari certamine*; et Petrum de Bella Pertica, quæst. 145.

XXXII.

§20. L'occasion fait le larron.

• La faim, l'occasion, l'herbe tendre, et, je pense.

Quelque diable aussi me poussant,

Je tondis de ce pré la largeur de ma langue.

(L. A. FONTAINE, liv. VII, fable 1.)

V. Hertium, in *Epidipnide parviorum juris Germanici*, cap. 27, p. 459, l. III; et la règle VI du titre suivant.

On a agité la question de savoir si celui qui volait une chose de peu de conséquence était moins coupable que celui qui volait un meuble précieux.

Jodocus Damhouderius, dans sa *Pratique criminelle*, a été d'avis que celui qui volait une chose de peu de conséquence était plus coupable que celui qui volait un effet de grand prix; et saint Chrysostome a été de cet avis dans son homélie 3, sur la seconde épître de saint Paul à Timothée.

Il semble que Damhouderius ait encore pour lui l'autorité de saint Jérôme, sur l'épître 2 à Tite; parce que, dans le vol, on a moins d'égard à la valeur de la chose volée qu'au mauvais esprit du voleur.

Mais les souverains et les juges séculiers ont pensé autrement;

ainsi, selon Justinien, dans ses *Lois géorgiques*, chap. 4, celui qui a volé la sonnette attachée au col d'un bœuf ou d'un mouton n'est puni que du fouet.

Saint Chrysostome, dans son homélie 24, sur saint Matthieu, agite une autre question, qui est de savoir lequel est le plus criminel du voleur ou de l'homicide. Et il décide que c'est le voleur, parce qu'il fait languir longtemps celui dont il a pris le bien; au lieu que l'homicide expédie promptement celui à qui il ôte la vie. Quand on joint ces deux sentiments de saint Chrysostome, il est évident qu'il se contrarie; parce que celui qui détourne et qui s'approprie un effet de peu de valeur n'ôte point la vie à celui qu'il vole, à moins qu'il ne soit dans une pauvreté et un besoin extrêmes; au lieu que celui qui commet un grand vol, renversant la fortune de celui envers lequel il commet ce crime, il le met à la mendicité et le fait périr misérablement avec sa famille: d'où il résulte que celui qui commet un grand vol est plus criminel que celui qui en fait un petit. V. Rittershusium, lib. vii *Sacrarum lectionum*, cap. 9 et 10; et Radulphum Fornerium, lib. ii *Rerum quotidianarum*, cap. 5.

TITRE II.

DE PEINES ET AMENDES.

De fine et utilitate poenarum, vide Rittershusium, lib. vii *Lectionum sacrarum*, cap. 13, 14, 15.

I.

821. La peine du talion n'est point maintenant ordinaire en France.

Ceci a été pris de Masuer, ancien auteur, dans sa *Pratique*, tit. xxxviii, nomb. 8.

« Si quis accuset alium de crimine, illo requirente, ambo debent incarcerari, et ambo relaxari cum cautione. Et maxime tenetur accusator dare cautionem, qui, si convincatur de falsa accusatione, non punitur poena talionis, sed emenda est arbitraria, et condemnabitur ad injuriam et interesse partis. Et dicitur poena vel emenda arbitraria, eo quia excedit 60 solidos, et quia judex eam arbitrabitur cum æquitalis temperamento. »

V. Jean Des Mares, décision 39; Imbert, liv. iii, chap. 1,

n° 13; Hainaut, chap. 15; le *Glossaire du Droit français*, lettre T; Cangium, in *Glossario*, V° *Talio*; Petrum a Bella Pertica, quæst. 145; ce que j'ai remarqué dans mon premier volume du *Recueil des Ordonnances*, sur le chapitre troisième du premier livre des *Établissements* de saint Louis, lettre 2, p. 111; Fornerium, lib. II *Selectionum*, cap. 29; Scultetum, in *Exercit. evangelicis*, lib. II, cap. 39; et *Levitic.*, cap. 24, 19.

II.

822. Les amendes et peines coutumières ne sont à l'arbitrage du juge; les autres si.

AMENDES ET PEINES COUTUMIÈRES, sont celles qui sont fixées par les coutumes. V. la règle qui suit. V. Zouchæum, classe decima *Quæstionum juris*, cap. 10; * d'Argentré sur Bret. 696; * et l'autorité de l'ancien praticien Masuer, sur la règle précédente.

III.

823. Toutes peines requièrent déclaration.

C'est-à-dire que les peines et amendes, quoique coutumières, ne sont point encourues de plein droit sans jugement. V. Brodeau, sur l'art. 43 de la coutume de Paris, n° 15; Glossam ad capitulum *Licet episcopus*, V° *Ipso jure*, cap. in *Pænis* 49; et ibi Molinæum, de *Regulis juris*, in sexto.

IV.

824. Le fait juge l'homme.

Lorsqu'un homme a commis un crime les témoins ne font que l'en convaincre, et le juge ne fait que déclarer la peine qu'il a méritée. Ainsi *c'est le crime ou le fait qui juge l'homme*. Ce qui est certain quand la peine du crime est fixée par la loi. V. la *Conférence des Ordonnances*, liv. IX, tit. X, § 6.

Si celui qui a commis quelque crime était ivre il n'en est pas moins puni; et si nous en croyons Aristote, dans ses *Politiques*, liv. II, chap. 10, à la fin, Pittacus fit une loi, par laquelle il était statué *ut ebrii duplo majorem, quam sicci pœnam luerent*, p. 236 de l'édition de Hollande, avec la paraphrase d'Heinsius. V. Zillesium, de *Mulcta*, cap. 8, n° 45, 46, p. 162, et cap. 12, n° 78, p. 429; Magerum, de *Advocatia armata*, cap. 17, n° 404,

408; Menochium, lib. II, de *Arbitrariis*, centuria 4, casu 326, Gailium, lib. II *Obserrat.*, cap. 110, n° 20; Carpsovium, quæst. 146, n° 39. V. cependant la loi 6, paragrapho Digesti, *Per rimum*, tit. de *Re militari*; et Rittershusium, lib. VIII *Lectionum sacrarum*, cap. 3.

V.

825. Qui fait la faute, il la boit.

* Davol. — *Noxa caput sequitur*. Boire sa faute ne signifie que souffrir la peine qu'elle mérite.*

V. la note sur la règle précédente.

VI.

826. Par compagnie on se fait pendre.

V. l'art. 194 de l'ordonnance de Blois; et la coutume de Hainaut, chap. 37; et ci-dessus au tit. des *Crimes*, liv. VI, tit. I, règle XXXI. Aussi dit-on : *Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es*.

Pour tenir à fol compagnie
Est defaite mainte compagnie.

dit également un vieux proverbe qui ne manque pas de vérité.*

VII.

827. Pour saisie brisée, y a amende de soixante sols.

Touraine, art. 365; Loudunois, au tit. des *Amendes*, art. 4. V. l'art. 29 de la coutume de Paris, avec Brodeau et les autres commentateurs.

VIII.

828. Qui brise une franchise, brise toutes les autres.

* *FRANCHISE* est ici synonyme d'*asile*.*

Cette règle est prise de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. IV, des *Peines*, p. 546, 547.

« Nota que si aucun tue un autre, en lieu profane, qui soit
« près d'aucune franchise, en intention de soi bouter en ladite
« franchise quand il auroit fait, la franchise ne le doit point
« sauver. Exemple de maistre Estienne Belin, item, de Belle-
« hache, sergent du roy, et aussi de Richart Barbel de la Géoïe,

« qui fut tué devant Saint-Merry : celui qui le tua se bouda dedans Saint-Merry, et pource qu'on lui dit que cette franchise ne lui valoit riens, il s'enfuit à Sainte-Genevieve, où M^r Thomas Dermenoville et Adrien Daiz, examinateurs, l'allèrent prendre; car qui brise une franchise, il brise toutes les autres. Et de tous les nommés les occiseurs furent pris en franchise et furent trainés et pendus. »

Comme l'ambition est sans bornes, les prélats et les archidiacres osèrent prétendre que leur cour et leurs hôtels étaient aussi des lieux de franchise et d'immunités; et eurent pour eux les avis de plusieurs docteurs. Mais en France, ces prétentions chimériques furent, avec raison, rejetées, comme nous l'apprenons de ces paroles de l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. iv, chap. 3, p. 497 : « Maître Jean Turcan a autrefois adjourné de mainmise l'official de Paris, séant en son siège; et le prévost commanda à aller prendre dedans l'hostel de l'archidiacre un homme criminel; et tous les conseillers sont d'accord qu'en la cour de l'évêque et de l'archidiacre, ne en leurs hostels, n'a point d'immunité, et parlant l'on peut prendre partout. » V. Germon., *de Immunitatibus*, lib. ii, cap. 16; Radulphum Fornerium, lib. vi *Quotidianarum*, cap. 7; Boetium Eponem, *de Immunitatibus*, p. 111; Covarruviam, lib. xx *Variarum resolutionum*, cap. 20, n^o 5. Par la novelle de Justinien 17, de l'édition de Scrimger, § « Cæterum, homicidis, et adulteris virginum raptoribus, et omnibus talia delinquentibus, ex sacris locis securitate non servare debet præses; sed et inde eos abstrahere debet, et supplicium eis irrogare : neque enim his, qui ad hunc delinquant modum, sed qui timuerunt ne ab improbiore talia paterentur, convenit parcere; tum alias, tum vero maxime quia sacrorum locorum immunitas, a lege, non injuriantibus, sed affectis injuria concessa est. Neque fieri potest ut uterque, tam qui injuriam facit, quam qui patitur, eo in sacrosanctorum locorum immunitate fiduciam collocent, etc. » V. Julianum, constitutione, et cap. 72, p. 29.

Quant aux cinetières, qui furent regardés comme des asiles pour les corps des fidèles contre les démons, quand on eut aboli la combustion des morts, ils furent comparés aux églises et mis au nombre des lieux saints; et par cette raison, ils servirent aussi d'asiles aux vivants qui s'y réfugièrent.

On en voit un exemple dans les bas siècles, dans une ordonnance d'Audouin Chauveron, garde de la prévôté et vicomté de Paris, de l'an 1385, qui est au liv. i des deux registres verts

vieux du Châtelet de Paris, feuillet 14 verso, où il dit que, « comme n'aguerres pour ce qu'il estoit venu à sa connoissance » que sous ombre de ce qu'aucuns billionneurs demourans à Paris tenoient leurs fenestres et tablettes dedens et près du cymetiere des saints Innocens à Paris, et là achetoient tout ce qui leur étoit offert à vendre, plusieurs larrons et autres malfaiteurs s'estoient enhardis et enhardissoient d'emblor et de porter auxdits billionneurs et vendre leursdiz larrecins, dont plusieurs domaiges et inconveniens s'estoient ensuivis et ensuyvoient. Et yceux larrons demouroient impuniz; parce que, quand ils estoient aperceus, et suivis par les gens de justice, ou par ceux qu'ils avoient dérobez, ils se boutoient et tenoient en franchise oudit cymetiere; ce qui estoit en grande esclande et lezion de justice, et ou préjudice de la chose publique; il avoit fait deffendre, de par le roy, et crier publiquement, en la ville de Paris, que dès lors en avant aucuns billionneurs ne tenissent, ne feussent si hardis de tenir leurs fenestres, ne tablettes prez dudit cymetiere, ny dedans iceluy, etc. »

V. Sponde, dans son traité de *Cimiteriis sacris*, lib. 1, part. 3, cap. 15, art. 3 et 4, p. 294 et ss.; le concile de l'Illebonne, dans la *Collection des conciles de Normandie*, du père Bessin, avec les notes d'Ange Godin, p. 69, art. 16, 17, 18; et le Synode de Lizieux, p. 516, art. 7; et Gothofredum Voigtum, in *Thysiaserologia*, cap. 13, p. 233, 234; *Statuta Alexandri II, regis Scotiae* cap. 6; Kirkmannum, de *Funeribus Romanorum*, lib. 1, cap. 2, vers la fin, où il remarque que la combustion des cadavres n'étoit déjà plus en usage sous le règne de Théodose; Hermannum Hunningium, in *Sepulchreto Westphalico*, cap. 30; Paganinum Gaudentium, lib. 1 *Expositionum judicarium*, cap. 29, et de *Saeculi Justinianæi moribus*, lib. 1, cap. 11; Rittershusium, lib. 5 *Lectionum sacrarum*, cap. 18, 19; et lib. vi, cap. 1; Fornerium, lib. iii *Quotidianarum*, cap. 18; Millerum, de *Asylis*; Anastasium Germonium, de *Immunitatibus*, p. 123, 124. V. Paulum Sarpium; Rittershusium, de *Asylis*; Gothofredum Voigtum, de *Altaribus veterum christianorum*, cap. 17; de *Asylis altarium*, n° 34, p. 308; et Jean Des Mares, dans ses *Décisions*, art. 4, 5, 6, 7; Boetium Eponem, de *Immunitatibus*, cap. 6, de *Jure asylo-rum*; Covarruv., lib. ii *Resolutionum*, cap. 20.

Ces franchises ont été abolies par l'ordonnance de 1539, art. 166.

IX.

829. Infraction de sauvegarde et d'assurance jurée, par la coutume de France, mérite la hart.

Sens, art. 171 : « Qui induement enfraint asseurement, il chet, « selon la coutume de France, en la peine capitale, qui est de « la hart; c'est-à-dire de la corde. » V. *Stylum Parl.*, part. 1, tit. xxxiv; et les règles vii et viii ci-dessus, du tit. des Crimes, avec les notes.

Selon Bouteiller, liv. 1, tit. v, p. 30, 31, et p. 51 et 52, le cas de sauvegarde enfrainte était de pur domaine et de majesté royale. C'est par cette raison qu'elle devait être baillée par un juge royal, qui seul connaissait de l'infraction. V. Joannem Fabrum, ad leg. *Denuntiamus*, Codice de his qui ad ecclesiam confugiunt; Guidonem Papæ, quest. 418; et Bignonium ad *Marculfum*, colum. 941, 942; l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 18, à la fin.

X.

830. Feu monsieur Marillac, avocat du roi souloit dire : *Que tout dol méritoit punition extraordinaire et corporelle; ores qu'il fust traité en matière civile.*

V. Dumoulin, des *Usures*, n° 111; et Coquille, quest. 195, et sur l'art. 22 de la coutume du Nivernais, au tit. des *Exécutions*, p. 380 et 381 de l'édition de 1665, d'où cette règle a été prise; et en effet les lois romaines, dans ce cas, ordonnent la prison avec punition exemplaire; leg. *Quamvis*, D., de *Rebus eorum*; leg. *Ob scænus*, D., de *Administration tutorum*; leg. 1, § *ullimo* leg. 3, § *Tutores*, D., de *Suspectis tutoribus*, et leg. *Ossa de Religiosis*.

* DAVOT. — Gabriel de Marillac était avocat du roi au Parlement de Paris au milieu du xvi^e siècle (V. le Pasquier de Loysel, édit. Dupin, p. 73). Il serait à souhaiter que son avis fût suivi pour maintenir la bonne foi; mais, quoi qu'en aient dit M. de Marillac et Coquille, cela se pratique rarement; tout dépend néanmoins de l'arbitrage du juge. *

XI.

831. Les amendes des mêlées ou forfaits commis de nuit, sont doubles.

Cette règle est prise du chap. 50, art. 1, 2, 3, 4, 5 et 12 de la coutume de Mons.

XII.

832. Messire Pierre de Fontaines écrit que les actions pénales n'ont point de lieu ; et qu'on fait rendre les choses sans plus, avec l'amende au seigneur. Qui est ce qu'on dit : A tout méfait n'échet qu'amende.

* De Fontaines, chap. 15, n° 52, p. 103. *

V. les ordonnances de 1545, 1547, 1548, 1557, 1585, 1701.

* D'Argentré sur Bret. 274. *

LES ACTIONS PÉNALES. Ce sont ici les actions par lesquelles, dans le Droit romain, le demandeur concluait à la restitution de sa chose avec le double, ou le quadruple : comme dans le cas de vol manifeste, ou non manifeste, tit. Inst. de *Actionibus*, § *Discretis* 14. Anciennement le simple vol n'était pas puni de mort, comme le remarque Rittershusius, lib. vii *Sacrarum lectionum*, cap. 10; Guill. Forner., lib. i *Lectio*, cap. 19; Noodt, lib. iv *Probabilium*, p. 240. V. Novell. Just. 134.

Les voleurs ne commencèrent, en France, d'être punis corporellement et de mort en cas de récidive que dans les moyens et les bas siècles, comme l'on peut voir par le capitulaire de Charlemagne de l'an 778, art. 23, et ci-dessus liv. vi, tit. i, règle xx.

XIII.

833. La longueur de la prison emporte une partie de la peine, et ne confisque point les biens, ores que la punition en fust perpétuelle.

V. Masuerum, tit. xxxvii, de *Pœnis*, n° 36 et 37; la coutume du Nivernais, chap. 2, art. 8; et Joann. Galli, quæst. 109. L. 25, D., de *Pœnis*; l. 5, Cod., de *Custodia reorum*; Bronchorst., cent. 4, cap. 79; et Guillelmum Fornerium, lib. i *Selectionum*, cap. 12, p. 96.

Par les lois romaines, la prison n'était pas faite pour servir de peine; mais pour s'assurer de la personne des criminels. Et,

par cette raison, les juges ne pouvaient pas condamner à une prison perpétuelle. Leg. *Aut damnum*, § *Solent*; leg. *Mandatis*, Dig., de *Pennis*. * Giraud, t. II, p. 79, 151. * Toutefois, selon Coquille, il y avait des cas où la prison tenait lieu de peine, comme lorsqu'un débiteur frauduleux avait tellement détourné ses biens, que les créanciers ne pouvaient les trouver pour les faire vendre. Leg. ultima, § *ultimo*, Dig., *Quæ in fraudem creditorum*.

Mais les décrétales des papes ont approuvé, en cour d'église, la condamnation des clercs à chartre, ou prison perpétuelle, quand le délit serait atroce, comme en fausseté de rescrits apostoliques, capitulo *Novinus*, in fine, *Extra*, de *Verborum significatione*, et capitulo *Quamvis*, de *Pennis*, in 6°, où il est dit que de tels criminels doivent être nourris avec le pain de douleur et l'eau d'angoisse.

L'Ancienne coutume du Nivernais de l'an 1534 avait une disposition singulière, par laquelle les biens meubles de ces sortes de condamnés étaient acquis à l'évêque, et les immeubles au seigneur haut justicier, parce qu'une telle prison équipollait au bannissement, et que, la perpétuité de la peine les privant de communion du droit civil, elle était regardée comme une espèce de mort civile.

Les ordres religieux ont eu aussi leurs prisons, qui n'ont pas été moins dures que les autres, car la cruauté de quelques abbés alla jusqu'à mutiler les membres et à crever les yeux des religieux qui étaient tombés dans des fautes considérables. Ce qui fut défendu par un capitulaire de l'an 780, et par un concile tenu à Francfort, cinq années après, en ces termes : « *Abbatis, qualibet culpa a monachis commissæ, nequaquam permittimus cæcare, aut membrorum debilitatem ingerere, nisi regulari disciplinæ subiaceant.* »

En l'année 817, tous les abbés de l'ordre de Saint-Benoît assemblés à Aix-la-Chapelle ordonnèrent que, dans chaque monastère, il y aurait un logis séparé pour les coupables, consistant en une chambre à feu, et une antichambre pour le travail, « *qua, in hieme, ignis posset accendi, et atrium juxta esset, in quo valerent, quod iis injungeretur operari.* »

Dans la suite des temps, sous le beau prétexte du salut des âmes, on inventa une prison nouvelle, où l'on ne voyait point le jour, et où ceux qui seraient coupables finiraient misérablement leur vie. Ce lieu fut nommé *Vade in pace*. Et, selon Pierre le Vénérable, ce fut un prieur de Saint-Martin-des-Champs,

nommé Matthieu, qui eut l'honneur d'être l'inventeur de ce nouveau supplice.

Le roi, averti de ces cruautés inouïes, en eut horreur; et nous apprenons, des registres du Parlement, qu'en l'an 1350, il fut ordonné que les abbés et autres supérieurs les visiteraient deux fois par mois, et donneraient permission à d'autres religieux, à leur choix, de les aller voir, au moins une fois par semaine. V. les *Opusculs* de dom Mabillon, t. II, p. 321; Albericum, lib. II *Lectio num et Epistolarum*, cap. 10; et Antonium Bombardinum, de *Carcere*, parte 1, cap. 12; de *Carcere tædiali*, cap. 13; capite 17, de *Decanico, seu carcere reorum ecclesiasticorum*, cujus occasione de origine et progressu jurisdictionis ecclesiasticæ in criminibus coercendis, p. 153; ci-dessus, au titre des *Crimes*, règle XIV; Mézerai, dans son *Abrégé de l'Histoire de Charles VII*, sous l'an 1431; librum de *Veteri disciplina monastica*, p. 478, 479 et 483; Cironium, lib. II *Obserrat.*, cap. 5; et *Prorinciale Angliæ*, lib. V, tit. XV, de *Pænis*, cap. *Item statuimus, de Pænis*, p. 321.

* Cette maxime n'était vraie que de la prison préventive, c'est-à-dire de celle qui précède le jugement. Comme elle est non point une peine, mais seulement un moyen de s'assurer de l'accusé, elle n'emportait point confiscation, et néanmoins on avait égard à sa durée pour abréger l'emprisonnement qui suivait la condamnation, maxime pleine d'équité et qu'on devrait suivre aujourd'hui. V. Dupin, *Observ. sur la justice criminelle*. Mais quand la prison était prononcée comme peine, et qu'elle était perpétuelle, elle emportait la confiscation. *Inf. R. XXIII.* *

XIV.

834. Jamais on n'avance les verges dont on est battu.

C'est-à-dire, qu'en matière criminelle, l'accusé n'avance point les frais de son procès. V. l'art. 6 de l'ordonnance de 1670, au tit. de la *Compétence des juges*; Covarruviam, cap. 11, *Practicarum questionum*, n° 11, leg. 22, Cod. Theodos., de *Pænis*, t. III, p. 321; et ibi Jacobum Gothofredum, et leg. 2, Cod., de *Exactoribus tributorum*. * Même en matière civile, *nemo tenetur edere contra se*. *

XV.

835. La peine du fouet infame.

La peine du fouet irroge infamie par elle-même, parce que

anciennement elle n'était que pour les esclaves; et celui qui est fouetté est encore infâme, à cause du crime qu'il a commis. Chez les Romains, les coups de bâton n'étaient infamants que si la cause pour laquelle ils étaient donnés emportait infamie. * *Ictus fustium infamiam non importat, sed causa propter quam id pati meruit, si ea fuit, quæ infamiam damnato irrogat.* Leg. 22, D., de his qui not. infamia.

On a dit aussi par allusion à d'injustes condamnations :

Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud.*

V. Cujac. 13 *Observat.*, cap. 3, et ad leg. 4, D., de *Incendio, ruina*, lib. LIV Paul. ad *Edictum*; l. *Infamem*, D., de *Publicis judiciis*; Farinacium, quæst. 19, n° 29, p. 251, t. 1, *Præx. crim.*; Goth. ad leg. 7, D., de *Pœnis*; Merillium, ad *Passionem Christi*, secundum Joannem, n° 10; le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Fouetter*; Jacob. Goth. ad leg. 2. Cod. Th., de *Cursu publico*, et can. Isaac-Liugon., tit. VI, cap. 4.

XVI.

836. Il n'est pas fouetté qui veut : car qui peut payer en argent, ne paie en son corps.

* QUI VEUT, c'est-à-dire qui veut ne pas l'être. *

Lorsque celui qui est condamné, pour crime. en une amende ou peine pécuniaire, ne la peut point payer, il doit être fouetté; et dans ce cas qui non habet in ære, lui in cute. Mais s'il a de quoi payer, il n'est point en son option d'être fouetté. V. leg. ult., D., de in Jus vacando; Des Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 21, art. 16.

V. Radulphum Forner., lib. *Quotidianar.*, cap. 17 in fine; Heringium, de *Fide juss.*, cap. 10, n° 175; Robertum, lib. *Rerum judicatarum*, lib. II, cap. 15; Farinacium, in *Pract. criminali*, part. 3, cap. 110, n° 19, p. 351, col. 1; Berberium, in *Præxi de Incendio*, cap. 22, n° 2, part. 1; Zillesium, de *Mulcta*, cap. 8, n° 54, p. 144.

XVII.

837. L'homme qui se met à mort par désespoir, confisque envers son seigneur.

Suivant les canons, la sépulture est déniée à ceux qui sont homicides d'eux-mêmes, parce qu'ils sont morts en péché. *Canone Placuit*, 23, quæst. 5.

Les lois civiles distinguaient : si celui qui était accusé de crime capital se faisait mourir, il était réputé convaincu, et ses biens étaient confisqués. Leg. 3, § 1, Dig., de *Bonis eorum qui ante sententiam mortem sibi consciverunt*. Mais si celui qui souffrait des douleurs continuelles, las de vivre, * *tædio vitæ*, se faisait mourir, il n'y avait point de confiscation; leg. 3, § *Si quis autem*, leg. *Si quis filio*, § *Ejus qui*, Dig., de *Injusto rupto testamento*; Coquille, qui traite cette matière dans sa *Question 16*, dit que la justice peut faire leur procès; mais qu'il n'y a pas lieu à la confiscation de leurs biens, suivant l'avis de Decius, de Corneus et de Socinus. On peut voir ce qu'a écrit, sur cette matière, Paganinus Gaudentius, de *Sæculi Justinianæi moribus*, cap. 31, p. 41, et libro primo *Expositionum juridicarum*, cap. 24, p. 43.

V. Bacquet, des *Droits de justice*, chap. 7, n^o 16, 17; l'*Ordonnance criminelle*, tit. xxii, art. 16, et tit. D. et C. de *Bonis eorum qui mortem sibi consciverunt*; Coquille, sur l'art. 1 du chap. 2, de la coutume du Nivernais; l'auteur du *Grand Coutumier*, p. 248. * Il y a dans la *Bibliothèque des Chartres*, t. IV, une fort intéressante dissertation de M. Bourquelot sur la *légalisation du suicide au moyen âge*. V. aussi dans Ayrault, des *procès faits à la mémoire*. *

XVIII.

838. Le corps du désespéré est traîné à la justice, comme convaincu et condamné.

EST TRAÎNÉ. Mais si c'est le corps d'une femme, il est plus décent qu'il soit enfoui, selon la décision de l'art. 8 du titre xxxviii de la coutume du Loudunois, qui porte que « le corps de celui qui se fait mourir à son escient doit être traîné et pendu s'il est homme, et que femme doit être enfouie; « déclaration premièrement faite qu'il s'est fait mourir à son escient. » V. Bacquet, des *Droits de justice*, chap. 7, n^o 16, 17.

* Le droit canon, C. *Si quis insaniens*, 15, q. 1, a fait cette exception : « Secus dicendum de his qui per furorem vel insaniam mortem sibi consciverunt, hi enim cum nesciant quid agant, et satis furore puniantur, culpa vacant. » *

XIX.

839. Qui confisque le corps, confisque les biens.

QUI CONFISQUE LE CORPS, etc. On a vu, dans la règle xxvi du lit. 1, liv. 1, que *l'aveu emportoit l'homme, lequel étoit justiciable de corps et de châtel, où il couchoit et levoit*; de sorte que, soit en matière civile ou criminelle, l'homme qui s'avouait, ou qui étoit avoué et revendiqué, devait être renvoyé dans la justice de son seigneur. Et, comme les *meubles suivent le corps*, selon la règle xiii du lit. 1, liv. II, le seigneur haut justicier, qui, en matière criminelle, confisquait le corps de son homme, confisquait aussi tous ses meubles, en quelques lieux qu'ils fussent. V. la coutume de Paris, art. 183; celle de Poitou, art. 200, et de Tours, 378. Mais, en l'année 1566, cet ancien droit fut changé par Charles IX, qui ordonna, par l'art. 35 de l'*Ordonnance de Moulins*, que les crimes seraient punis où ils auraient été commis. Il est souvent arrivé que les criminels étaient condamnés à mort dans des territoires où ils n'avaient pas leurs domiciles; et la question fut de savoir si, dans ces cas, les meubles suivraient le corps du condamné à mort, à l'exclusion du seigneur haut justicier dans le territoire duquel le condamné avait son domicile et ses meubles. Et la jurisprudence s'est établie, que les meubles du condamné, exécuté à mort, appartiendraient aux seigneurs hauts justiciers dans le territoire desquels ils seraient, soit que les défunts y eussent leurs domiciles, ou non. En sorte qu'aujourd'hui, il n'est pas toujours vrai de dire que celui qui *confisque le corps, confisque aussi les biens*; puisque le seigneur haut justicier dans le territoire duquel le criminel a été condamné à mort n'a rien à la confiscation des meubles, s'il n'y en a pas dans sa justice.

Les confiscations ne pouvant préjudicier à de tierces personnes, les seigneurs n'en profitent qu'à la charge de payer les dettes, à raison de l'émolument, comme le remarque Bacquet dans son *Traité des Droits de justice*, chap. 13, n° 8, p. 54 de la dernière édition.

Il y a cependant un cas où la confiscation nuit à un tiers. qui est lorsque en guerre il se trouve dans un vaisseau ennemi, pris et enlevé, des marchandises qui appartiennent à des personnes qui ne sont pas en guerre avec nous. Et nous avons pour maxime, en ce cas, que,

*Le vaisseau pris sur l'ennemy
Fait confisquer le bien d'amy.*

V. la note sur la règle suivante, et les commentateurs sur l'art. 183 de la coutume de Paris.

XX.

840. La confiscation des meubles appartient au seigneur duquel le confisqué est couchant et levant; et des immeubles aux seigneurs hauts-justiciers des lieux où ils sont assis.

LA CONFISCATION DES MEUBLES. V. ci-dessus, liv. II, tit. I, règle XIII. La première partie de cette règle n'est pas suivie, et les meubles appartiennent aux différents seigneurs hauts justiciers dans les territoires desquels ils se trouvent. V. Bacquet, dans son *Traité des Droits de justice*, chap. 13, n° 4. * Nivernais, tit. des Confisc., art. 2. *

ET DES IMMEUBLES AUX SEIGNEURS. V. Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 13, et les *Établissements*, liv. II, chap. 39.

XXI.

841. Sinon que ce fust pour crime de leze-majesté, où le roi prend tout : ou de fief, auquel le seigneur prend ce qui est en son fief, ores qu'il n'eust justice.

* Coquille sur Nivernais, tit. II, art. I. Choppin, *du Domaine*, liv. III, l. XII, n° 14. *

* LEZE-MAJESTE. Olim, t. II, p. 616. V. ordonn. de 1539. *

* OU DE FIEF. Olim, t. II, p. 187. *

Ou pour fausseté commise au sceau et aux lettres de chancellerie; auquel cas la confiscation appartient à M. le chancelier. V., sur cette règle, Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 183, n° 26 et 27; Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 11; la *Conférence des Coutumes*, p. 36 et 37.

XXII.

842. Crimes feudaux sont felonnie, ou faux aveu à escient.

FELONNIE. « Qui est quand le vassal, par maltalent, met la main sur son seigneur à tort, si il s'arme contre lui; si, sans son congé, il pesche en ses étangs, ou chasse en sa garenne;

« ou s'il fortrait sa femme ou fille pucelle. » V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, tit. de *Saisine en fief*, in fine; ci-dessus, liv. IV, tit. III, règle xcvi, xcvi; ci-après, liv. VI, tit. IV, règle VIII, avec la note à la fin; la coutume d'Anjou, part. 5, des *Cas auxquels le vassal perd son fief envers son seigneur*, commençant à l'art. 187.

XXIII.

843. L'homme condamné aux galères, ou banni à perpétuité, ou à plus de dix ans, confisque ses biens, et ne peut succéder.

L'HOMME CONDAMNÉ AUX GALÈRES, OU BANNI A PERPÉTUITÉ. Bourbonn., art. 322; Nivern., chap. 2, art. 3.

OU A PLUS DE DIX ANS. Celui qui est banni pour un temps, n'est pas mort civilement, parce qu'on ne peut mourir pour un temps, et l'on ne peut point dire que le corps de celui qui est condamné, pour un temps, aux galères, soit confisqué pour un temps : dans l'un et l'autre cas, les biens du condamné ne sont donc point confisqués. V. Brodeau, sur Louet, lettre S, sommaire 15, n° 15, 16 et 17. Mais ordinairement la peine des galères, et du bannissement, est pour neuf années et au-dessous, ou à perpétuité. V. l'*Ordonnance criminelle* de Louis XIV, tit. xxv, art. 13, avec les notes.

XXIV.

844. Le seigneur jouira des biens appartenans par usufruit à son sujet condamné, tant que le condamné vivra.

* Bacquet, des *Droits de justice*, chap. 13. Coquille sur Nivernais, tit. II.*

Cette règle n'est pas sans difficulté * quand la peine est perpétuelle *. On appelle mort civile, une fiction par laquelle un homme qui vit est réputé mort. Or, comment peut-on concevoir qu'un droit d'usufruit, qui est très-personnel, puisse être sur la tête d'une personne qu'on feint n'être plus. Si l'on veut que ce droit subsiste, il faudra donc dire que le condamné sera, en même temps, réputé mort et vivant; ce qui n'est pas possible : et c'est par cette raison que, chez les Romains, l'usufruit finissait *media et maxima capitis diminutione*, Instit. tit. de *Usufructu*, § *Finitur*. Mais l'on peut dire qu'il n'y a nul inconvénient que la vie d'un homme réputé mort quant aux effets civils

serve pour fixer la durée d'un usufruit dont le profit lui est ôté; et il a été ainsi jugé par arrêt du 6 avril 1598. V. de Renusson, dans son *Traité du Douaire*, chap. 12, n° 31. V. la note sur la règle suivante.

Le Code civil, art. 1982, en offre un exemple en matière de *rente viagère*.

XXV.

845. Pour le méfait de l'homme, ne perdent la femme, ni les enfans, leur douaire et autres biens.

POUR LE MÉFAIT DE L'HOMME. Par l'ancien droit de la France, lorsqu'un seigneur, vassal du roi, était criminel de félonie, pour avoir pris les armes contre sa majesté, si ce vassal avait des enfans, non-seulement ils ne succédaient pas à leur père criminel, mais pas même à leur mère, tant que le père criminel vivait. Ce que nous apprenons des lettres suivantes de Louis VIII, de l'an 1225, accordées à Marie comtesse de Ponthieu, femme de Simon, frère de René, comte de Boulogne, dont Simon le mari était criminel envers le roi. En voici les paroles, qui méritent d'être remarquées, où le roi parle ainsi :

« Nos igitur motu pietatis ducti, ejusdem consanguineæ
 « nostræ precibus nostrum animum inclinantes, filios et filias a
 « dicto Simone ipsi comitissæ natos, et nascituros, maxime
 « duximus successionis jure hereditario restituendos, qui totam
 « hereditatem, cum proventibus ejus universis, tam ex parte
 « patris quam ex parte matris, sibi provenientem, secundum
 « usus et consuetudines Franciæ hactenus usitatas et obventas
 « in manu nostra tenere possemus de jure, quamdiu dictus
 « Simon viveret, si vellemus.....

« Nos autem dictæ comitissæ, etc. » Ces lettres sont rapportées par D. Martenne, dans le t. I de sa grande Collection, col. 1198; et dans l'*Histoire des Comtes de Ponthieu*. V. la règle xxiv de ce titre.

Melun, chap. 1, art. 11, 12; Seus, 26; Mantes, chap. 17, art. 194; Laon, tit. 1, art. 12. V. la *Conférence des Coutumes*, p. 37, 38, etc.; et l'art. 164 des *Coutumes notoires du Châtelet de Paris*.

XXVI.

846. Ni elle sa part des meubles et acquets de son mari, par l'avis de maistre Charles Dumoulin, suivi contre

les anciennes coutumes de la France : conformément au privilège octroïé aux Parisiens en l'an 1431.

Amiens, art. 227.

Par l'ancien usage de la France, le mari, condamné pour crime, confisquait non-seulement ses propres, mais encore tous les meubles et conquêts, au préjudice de sa femme. Ce qui est encore ordonné par quelques coutumes. V. celle de Troyes, art. 134; et celle de Meaux, chap. 26, art. 208; l'ordonnance de saint Louis, de l'an 1259, rapportée par Caseneuve, dans son *Traité du Franc-aleu*, p. 292, lig. 15; celle de Philippe le Bel, de l'an 1303, dans l'*ancien Style du Parlement*, part. 3, tit. xx, § 4; et Froissart, vol. IV, chap. 48.

PAR L'AVIS DE MAISTRE CHARLES DEMOULIN. Sur l'art. 12 de la coutume du Vermandois. « *Æquissima consuetudo*, » dit-il, « et « *secundum sententiam quam semper a xl annis contra vetere* » « *rigidum stylum propugnavi Parisiis in Senatu.* »

PRIVILÈGE OCTROÏÉ AUX PARISIENS EN 1431. Ce prétendu privilège est de Henri VI, roi d'Angleterre usurpateur, qui vint, cette année, à Paris, comme l'écrivit Jean Chartier. Aussi ce privilège se trouve-t-il entre les *Ordonnances Barthines*, pièce 26. Les termes en sont rapportés dans le commentaire sur l'art. 134 de la coutume de Troyes, attribué à M. Pithou, où il est mal donné à Charles VII.

XXVII.

847. Femme mariée, condamnée, ne confisque que ses propres; et non la part qu'elle auroit aux meubles et acquêts.

ET NON LA PART QU'ELLE AUROIT AUX MEUBLES ET ACQUESTS. Comme les femmes ordinairement contribuent moins que les maris à l'avantage de la communauté, on a toujours regardé les communautés comme un avantage, et une espèce de libéralité que les maris faisaient à leurs femmes; et de là vient que, par plusieurs de nos coutumes, la femme mariée et condamnée pour crimes, ne confisque que ses propres, et non sa part dans les meubles et les conquêts qu'il a paru juste de laisser entièrement au mari. C'est la disposition précise des coutumes de Nivernais, au tit. des *Confiscations*, art. 4; de Sens, art. 26, 27; de Laon, art. 12 et 13; d'Auxerre, art. 28, 29; de Troyes, art. 135.

L'art. 228 de la coutume d'Amiens et l'art. 12 de celle de Melun ajoutent : *Sinon qu'il s'ensuive mort naturelle*, ce qui

n'est pas raisonnable. Car si le mari exclut le fisc, dans le cas de la mort civile de sa femme, il est également juste qu'il l'exclue dans le cas de la mort naturelle. La coutume d'Orléans, dans l'art. 219, a une disposition toute différente, et veut que

- la femme condamnée et exécutée pour ses crimes ne con-
- fisque les meubles et les conquêts immeubles qu'elle et son
- mari ont lors de la condamnation, et qu'ains demeurent aux
- héritiers de la femme. •

Ce qui est, si on l'ose dire, ridicule ; car si le fisc exclut les parents de la femme condamnée de la succession de ses propres, il doit, à plus forte raison, les exclure de la succession des meubles et des conquêts, à moins que cette coutume, par le mot héritier, n'ait voulu entendre les enfants de la femme condamnée ; comme le remarque Coquille, dans son *Institution*, au titre des *Droits de justice*, p. 17. Et d'ailleurs, où serait la raison d'ôter ces conquêts et ces meubles au mari et au fisc, pour les donner aux héritiers collatéraux de la femme ?

D'autres coutumes, qui ne font en ce cas nulle grâce au mari, excluent plus juridiquement les héritiers de la femme condamnée de la succession des conquêts et des meubles, pour les donner au fisc. V. celle de Bourbonnais, art. 266 ; et celle de Touraine, art. 255 ; et Coquille, dans son *Institution*, p. 17.

XXVIII.

848. En crimes qui méritent la mort, le vilain sera pendu, et le noble décapité.

Nobiles ex consuetudine non suspenduntur, nec patiuntur viles pœnas, dit Bartole, ad leg. 28, Dig., de *Pœnis*. V. Farinacium, in *Praxi criminali*, t. 1, quæst. 18, n^{os} 85, 86 ; et Battandierum, in *Praxi*, regula xciii. Touchant la *peine du vol*, V. le *Praticien françois* ; les auteurs cités sur la règle xx du tit. 1, du liv. vi, sur ces mots *pour larcin* ; les lois de Canut, t. II, p. 1454, art. 5 ; *Regiam Majestatem*, liv. iv, chap. 19, art. 1 ; et la note sur la règle xxxii de ce titre.

* Aujourd'hui les *mêmes* crimes sont punis des *mêmes* peines quel qu'en soit l'auteur.⁴

XXIX.

849. Toutefois où le noble seroit convaincu d'un vilain cas, il sera puni comme vilain.

* DAVOT. — Quoique tout crime puisse être appelé *vilain cas*, il y en a qui ont un caractère plus spécial de bassesse et d'indignité. V. la *Conf. des Ordonnances*, liv. ix, tit. x, sur la peine des voleurs et assassins de guet-apens, soit nobles, soit roturiers. *

V. Coquille, sur l'art. 8 du titre *de Justice*, de la coutume du Nivernais, p. 14 de l'édition de 1665; Gothofred., in *Praxi*, p. 358 et 359.

XXX.

850. L'on disoit communément que les nobles paient soixante livres d'amende, où les non-nobles paient soixante sols.

Beaumanoir, chap. 30, *des Mefets*, et chap. 61, n° 13, à la fin. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 16. « Les non-nobles, à cause de leur subjection, sont moins punis, en pareil délict, que les nobles, si comme pour briser un arrêt, les non-nobles doivent une amende de LX sols, et les nobles, de LX liv. » V. Petrum a Bella Pertica, quæst. 276. * *Statuta Caroli secundi*. Giraud, t. II, p. 28. *

XXXI.

851. Mais en crimes, les villains sont plus grièvement punis en leurs corps que les nobles.

V. la règle qui suit.

Zillesium, *de Multa*, cap. 8, n° 49, 50, 51, etc., où il explique, au long, cette règle; Noldennum, *de Statu nobilium*, § 102; Covarruviam, lib. II, *Variar. Resolutionum*, cap. 8, n° 3; Gailium, lib. II *Observationum*, cap. 110, n° ultimo; Loyseau, *des Ordres*, chap. 5, nomb. 84; et Novellam 12, cap. 1.

Les anciens étoient plus judicieux, qui voulaient, au contraire, que le noble, qui est présumé avoir eu une meilleure éducation, fût plus sévèrement puni que le roturier. Salvianus Massilien-sis, lib. IV, p. 73, ultimæ editionis: « Ingenui ac nobiles magis execrandi, si in statu honestiore peiores. Quo fit ut ad illum

« perveniri exitum rei hujus necesse sit, non ut servi sint a
 « realu nequitie suæ absolvendi, sed ut plurimi divites magis
 « sint servorum comparatione damnandi. » Ce que Juvénal avait
 bien dit dans ces deux vers :

Omne animi vitium tanto conspectius in se
 Crimen habet, quanto major, qui peccat, habetur.
 (Satira VIII, vers. 138.)

Selon l'auteur du *Grand Coutumier*, au tit. *des Personnes*, liv. II, chap. 16, p. 120, le noble était plus puni pécuniairement, et le roturier corporellement.

XXXII.

852. Et où le vilain perdrait la vie, ou un membre de son corps, le noble perdra l'honneur, et réponse en cour.

Des Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 13, art. 22.

ET RÉPONSE EN COUR. Témoignage en cour. V. Beaumanoir, chap. 2, p. 20, lig. 54; et Alvarottum, de *Fendis*, fol. 122, col. 2, fol. 123, col. 1. V. au tome I, livre 1, titre 1, les règles XXXIII et XXXV.

XXXIII.

853. De toutes amendes estans en loi, les femmes n'en doivent que la moitié.

Cette règle est prise de l'art. 160 de la coutume d'Orléans. V. de La Lande, et le *Glossaire du Droit français*, sur *Emende de Loi*. Mais c'est une exception à la coutume générale de France.

XXXIV.

854. Mais les injures faites aux femmes se punissent au double.

V. Rittershusium, lib. VII *Lctionum sacrarum*, cap. 21. « Crescunt enim injuriæ ex dignitate personarum quibus inferuntur, ex persona inferentis, nec non etiam a loci celebritate ubi inferuntur. »

Comme les méfaits sont plus grands quand ils sont commis de nuit que quand ils sont commis de jour, ils sont aussi plus grands quand ils sont commis à l'égard des femmes que quand

ils le sont à l'égard des hommes ; et c'est pour cela que, dans l'un et l'autre cas, les amendes sont doubles. V. la règle xi de ce titre.

Il se voit, dans le second capitulaire de Dagobert, qu'il fit pour les Allemands, et le troisième qu'il fit pour les Bavares, que les amendes étaient doubles pour les injures faites aux femmes. *Lex Alamanor.*, cap. 48. « Si quis liberum, infra pro-vinciam, vendiderit, revocet in pristinam libertatem, et cum duodecim solidis componat. De fœminis autem, si ita contigerit, dupliciter componat. » V. *Leg. Bajovar.*, tit. III, cap. 13, art. 1 et 2 ; et tit. IX, chap. 1, art. 1, 2, 3. * Laboulaye, *Condition des femmes*, p. 169 et ss. »

XXXV.

855. La plus grande peine et amende attire et emporte la moindre.

Cette règle est tirée des art. 21, 22, 23, 24 de l'ancienne coutume de Bourges, au titre des *Coutumes concernant les juges*.

Suivant l'art. 21, si le débiteur ajourné confesse la dette avant contestation en cause, il doit, pour raison de la confession et de la condamnation qui a suivi, 30 deniers parisis d'amende. Mais si la confession est faite après que les parties ont contesté, le condamné doit l'amende de 7 sols 6 deniers, qui s'appelle *le ny atteint*, et il ne doit pas celle du clain, parce que la plus grande amende comprend la plus petite. V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Emende* *, et sur le mot *Fait* où Ragueau nous donne la maxime que *le plus grand fait emporte toujours le petit*. * Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 12, n^{os} 71, 72, 73, 74, 75 ; Baudouin et Gosson, sur l'art. 6 de la coutume d'Artois, n^{os} 7, 8, 9, p. 217, 218 ; et la règle III du titre qui suit. * V. aussi le Code d'instr. crim., art. 365, § 2. »

XXXVI.

856. [Qui nie son scel, ou seing manuel, et est condamné par sentence, y a amende sur le roturier de soixante sols, et sur le noble, arbitraire.]

QUI NIE SON SCEL. Cette règle est prise du tit. XXXVII, art. 17 de la coutume du Loudunois, qui, selon Loyseau, est une des plus belles de France. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II,

chap. 17, écrit « qu'exécution ne se fait point, fors sur chose
• notoire; et pour ce que, si aucun est obligé sur son scel,
• jusques à ce qu'il l'ait reconnu, l'on ne fera pas exécution sur
• lui. »

Ou SEING MANUEL. Par l'art. 9 de l'édit de 1684, la peine de celui qui nie sa propre signature et écriture, est de cent livres d'amende envers le roi dans les cours, et de cinquante livres dans les autres tribunaux.

TITRE III.

DE JUGEMENS.

Nous apprenons, de S. Chrysostôme, que les anciens avaient deux usages singuliers, à l'égard des jugemens publics.

Le premier était que le procès des criminels se faisait publiquement. V. cet auteur dans son sermon iv du Lazare.

Le second était que le juge ne parlait au criminel, que par une personne interposée. Ce qui est encore remarqué par le même Père, dans son *Homélie* 39, sur les actes des apôtres.

Il en était autrement dans les jugemens particuliers. V. *Rittershusium*, lib. vi *Sacrarum lectionum*, cap. 7 et 8.

On remarquera ici que, chez les Romains et les Grecs, il n'y avait pas autrefois cette multitude horrible de procès criminels et civils, qui ruine en France tant de familles.

Rutilius Numatianus, qui fut préfet à Rome sous l'empire d'Honorius, fut sans emploi dans son temps d'exercice, parce que dans Rome on ne commit aucun crime; ce que nous apprenons de lui-même dans son premier itinéraire, versu 157.

Si non displicui regerem cum jura Quirini,
Si colui Sanctos consulique Patres;
Nam quod nulla meum strinxerunt crimina ferrum,
Non sit communis gloria, sed populi.

L'empereur Basile fit un jour publier dans la ville de Constantinople qu'il viendrait à une heure qu'il indiqua, pour rendre, à la tête du sénat, la justice en personne. Il eut soin de s'y rendre comme il l'avait promis; mais inutilement, parce que, dans cette grande ville, capitale de l'empire, il ne se trouva pas un seul procès.

Voici comment Constantin Porphyrogénète rapporte ce fait dans la Vie de Basile, chap. 24, à la fin, p. 64 de la traduction

d'Allatius, lib. II *Opusculorum* : « Subsecutis deinde temporibus, fama est aliquando, eum in hunc eundem auditorii locum, ad vindicandos injuriam perpressos, accessisse ; cum autem nemo exostularet, suspicans a non nullis ingressum prohiberi, stipatores suos dimisit, qui in multis urbis partibus perquirent, si quis adversus alium exostulationem intentare vellet. Ubi redire, dicentes nullum usquam se reperisse qui de aliquo exostularet vel quereretur, tradunt generosum illum virum, ob gaudium in lacrymas effusum, Deo gratias reddisse, etc. »

I.

857. Il plaide bel, qui plaide sans partie, * ou Tout passe s'il n'est contredit. *

Litigat ex voto, qui secum litigat uno.

Cela était vrai anciennement ; mais ce droit, qui était général dans toutes les provinces coutumières du royaume, a été aboli par l'art. 27 de l'ordonnance de 1539, et depuis par l'art. 3 de l'ordonnance de 1667, au tit. 5, *des congés et défauts*, art. 3, à la fin, qui porte que « le profit du défaut et les conclusions seront adjugées au demandeur avec dépens, si la cause se trouve juste et bien vérifiée. » En sorte qu'aujourd'hui celui qui plaide sans partie perd sa cause si elle n'est pas justifiée, et s'il ne la vérifie pas. Voyez ci-dessus, liv. I, tit. V, règle IV, et la règle XV de ce titre.

II.

858. Les cautions judiciaires n'ont point de lieu entre les François.

LES CAUTIONS JUDICIAIRES. *Judicatum solvi, et rem ratam dominum habiturum*. V. tit. Inst. de *Satisfactionibus*.

N'ONT POINT DE LIEU ENTRE LES FRANÇOIS. V. Joan. Fabrum, ad tit. Inst. de *Satisfactionibus*, § *Sed hodie*, n^o 1 et 2 ; et ad Auth. *Generaliter*, Cod. de *Episcopis*, etc. ; J. Galli, quæst. 49, et *Speculator*, tit. de *Satisfactionibus*, § 1, vers. *Verum*.

Il faut cependant excepter de cette règle quelques personnes qui sont tenues de donner la caution [*judicatum solvi*] ; savoir : 1^o Les aubains. V. Bacquet, du *Droit d'aubaine*, chap. 16, et J. Fabrum, ad tit. Inst. de *Satisfactionibus*, § *Sed hodie*, n^o 9 ;

2^o Les dévolutaires. V. l'art. 46 de l'ordonnance de Blois ;

3^e Et ceux qui ont fait cession de biens. V. Chopinum, ad *Consuetudines parisienses*, lib. II, tit. I, n^o 16.

III.

859. Messire Pierre de Fontaines dit que nostre usage ne faisoit rendre aucuns dépens de plaids : ce qui estoit aussi porté par une ancienne ordonnance du roisaint Louis : mais, au lieu de ce, y avoit amende aux hommes et à la cour, et une peine de la dixième partie de la chose controversée, jusques à ce que, par l'ordonnance du roi Charles IV, dit le Bel, l'on a pratiqué le *victus victori* du pays de droit écrit ; et la peine dessusdite a esté abolie.

DE FONTAINES, dans son *Conseil*, chap. 22, art. 3 et 8 ; Vrevin, *des Dépens*, chap. 1.

ORDONNANCE DE SAINT LOUIS de l'an 1251, au mois de décembre. V. *Styl. Parlamenti*, part. III, tit. VI, § 20.

AMENDE. V. la règle XXXV du titre précédent ; et Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 12, n^{os} 71, 72, 73 et 74 ; Glossaire du D. F., V^o *Emende en cas d'appel*.*

ET UNE PEINE DE LA DIXIÈME PARTIE, etc. V. Marculfum, lib. I *Formularum*, cap. 20, et ibi D. Bignonium ; Cujac., lib. VII, *Observ.*, cap. 5 ; *Styl. Parlamenti*, part. III, tit. VI, § 20 ; et Villa-Diego ad *Forum Gothorum*, seu *Fuero Juzgo*, lib. II, leg. 14, fol. 98 ; V. Guy Pape, dans ses *Décisions*, liv. II, sect. 4, art. 14.

PAR L'ORDONNANCE DE CHARLES LE BEL, du mois de janvier 1324, qui est au registre A du Parlement, fol. 3 v^o. V. Fontanon, t. I, p. 641 ; le *Dialogue des Arocats*, p. 477, 478 ; *Forum Gothorum*, lib. II, tit. I, leg. 44.

DU PAYS DE DROIT ÉCRIT. V. Goffredum Saligniacum, ad leg. 79, § *Etiam*, de *Legat.* 2 ; * et les *Constitutiones curiæ Aquensis*, Giraud, t. II, p. 18.*

IV.

860. Comme depuis, l'amende du fol appel des pays coutumiers a esté introduite par l'ordonnance du roi François I^{er}, contre ceux du mesme pays.

V. l'ordonnance de 1539, art. 114, 115 et 116 ; * et l'ordonnance de Philippe de Valois du 9 mai 1332.*

V.

861. Le roi et les seigneurs, en leurs justices, y plaident par leurs procureurs.

V. Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 10, n^{os} 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78; Coquille, sur la coutume du Nivernais, chap. 1, *de Justice*, art. 23, p. 28 de l'édition de 1665; et Bacquet, *des Droits de Justice*, chap. 17.

Brederode, dans son *Lexicon*, sur le mot *Nobilis*; et l'ordonnance de Philippe de Valois faite à Vincennes au mois de juin 1338, art. 29, l. II des *Ordonnances*, p. 127; Joannem Galli, et ibi Molin., quæst. 360; Despeisses, l. III, tit. II, p. 74, n^o 11.

ET LES SEIGNEURS. Selon l'art. 11 du tit. XXIV de l'ordonnance de 1667, les juges des seigneurs peuvent connaître de tout ce qui concerne les domaines, droits, revenus ordinaires ou casuels, tant en fief que roture, des terres dont ces seigneurs sont propriétaires; des baux, sous-baux, jouissances, circonstances et dépendances, soit que les affaires soient poursuivies sous le nom des seigneurs mêmes, ou de leurs procureurs fiscaux. Mais, quant aux autres actions que les seigneurs peuvent avoir, ou auxquelles ils seraient intéressés, leurs juges n'en peuvent connaître. V. d'Argentré, sur l'ancienne coutume de Bretagne, n^o 5, et sur l'art. 45, n^o 9; Coquille, dans son *Institution*, au titre du *Droit de royauté*; Bérault, sur l'art. 53 de la coutume de Normandie; l'art. 67 de la coutume d'Anjou; et Bornier, sur l'art. 67 de l'ordonnance de 1667, transcrit ci-dessus.

VI.

862. Et n'y paient aucuns dépens, ni n'en reçoivent.

NI N'EN REÇOIVENT. Ce qui est fondé en raison, parce qu'il serait injuste qu'ils en reçussent et qu'ils n'en payassent pas. V. *legem ultimam*, Cod., *de Fructibus et litium expensis*, lib. VII, tit. LI; *Julianum antecessorem*, art. 68; *Cujacium*, lib. XII, *Obserrat.*, cap. 22; *Cassiodorum*, lib. IX, *Variar.*, cap. 14; et *Peregrinum*, *de Privilegiis et juribus fisci*, lib. VII, tit. IV, n^o 14; Joannem Galli, quæst. 360, n^o 32, et ibi Molinæum. V. *Cujacium*, ad tit. cod. *de Sportulis*, lib. III, tit. II.

VII.

863. Défaut ne se donne contre le procureur du roi.

Quia sententia contra Fiscum lata, absente fisci patrono, nulla est, leg. Si fiscus alieni, et leg. 3, § Dicus, Digest., de Jure fisci. V. Joan. Galli, quæst. 360, n° 31.

L'auteur a pris cette règle de Bouteiller, liv. 1, tit. v, p. 80 et 31 : « Et est à sçavoir que par le style du Parlement, défaut, en cas de sauve-garde enfreinte, ne se donne contre le procureur du roi. La raison que, comme en cas où l'on traiteroit du domaine du roi, défaut ne se donne point contre le procureur pour ce qu'il ne peut amoindrir le domaine, — mais le peut bien garder et défendre —, non plus ne peut-il échoir en défaut, en cas de sauve-garde enfreinte, qui est cas de pur domaine et de majesté royale. » V. le même auteur, liv. 1, tit. x, p. 50, ligne 11, p. 51, ligne 16; et les notes de Charondas, p. 54, sur les lettres *aa*, *bb*.

VIII.

864. L'on souloit dire : De l'homme mort le plait est mort. Mais cette disposition du droit romain a esté corrigée par les arrêts et l'ordonnance de l'an 1539, [quand le procès est en état de juger.]

Suivant la loi célèbre des douze tables les jugements devoient être rendus entre les parties présentes. « In comitio, aut in foro, ante meridiem, causam conscito, cum perorant ambo præsentibus. Post meridiem, præsentibus litem addicito; si ambo præsentibus. » Et si une des parties étoit absente, les jugements étoient nuls. « De uno quoque negotio, » dit le jurisconsulte Paul, « præsentibus omnibus, quos causa contingit, judicare oportet; aliter enim judicatum, tantum inter præsentibus tenet, etc. » *Leg. de Unoquoque, Dig., de Re judicata.*

Or, si les jugements étoient nuls quand ils étoient rendus contre les absents, qui sont comparés aux morts, il s'ensuit, à plus forte raison, qu'ils étoient nuls lorsqu'ils étoient rendus contre les morts; parce que les formalités qui furent introduites contre les absents et ceux qui ne voulaient point se présenter, ne pouvaient point avoir lieu contre les morts.

C'est la décision du même jurisconsulte. « Paulus respondit,

« eum qui in rebus humanis non fuit, sententiæ dictæ tempore, « inefficaciter condemnatum videri. Idem respondit adversus « eum qui in rebus humanis non esset, cum iudex datus est, « neque iudicis dationem valuisse, neque sententiam adversus « eum diclam vires habere. » Leg. 2, D., *Quæ sententiæ sine appellatione*. V. notas ad cap. cit., leg. XII Tab. Et, dans ce cas, la sentence ou le jugement était nul, quand même il y aurait eu quelqu'un qui aurait pris la défense de la personne que l'on croyait vivante, dans le temps qu'elle était morte; comme nous l'apprenons du jurisconsulte Julien, dans la loi suivante : « Cum absentem defendere vellem, iudicium, « mortuo jam eo, accepi, et condemnatus solvi. Quæsitum est « an heres liberaretur, item quæ actio mihi adversus eum com- « petit? Respondi iudicium, quod jam mortuo debitore per def- « fensorem ejus accipitur nullum esse; et ideo heredem non « liberari. Defensorem autem, si ex causa judicati solverit, « repelere quidem non posse; negotiorum tamen gestorum ei « actionem competere adversus heredem, qui sane exceptione « doli mali se tueri possit, si ab actore conveniatur. » Leg. 74, § 2, de *Judiciis*.

Ainsi, par le Droit romain, l'homme mort, le plait était mort. « La mort emporte tout, dit le proverbe allemand : *Der Tod hebt alles auf*, Eisen., p. 508. »

Nous avons longtemps suivi ce droit en France, mais enfin il fut abrogé par l'art. 90 de l'ordonnance de 1539, qui décide que, « quand un procès sera en état de juger, le juge, quel « qu'il soit, pourra procéder au jugement, et prononcer sa « sentence, nonobstant que l'une ou l'autre des parties soit « décédée, sauf à ceux contre lesquels on le voudra faire exé- « cuter, se pourvoir, si bon leur semble par appel, autrement « fondé que sentence, comme donnée contre un décédé. »

Tel est l'usage en matière civile : mais en matière criminelle la règle a toujours lieu, et l'homme mort, le plait est mort, parce qu'il est impossible de punir l'homme qui n'existe plus. Leg. 3, de *publicis judiciis*; leg. 3 penult. et ultim., Cod., *Si reus vel accusator mortuus fuerit*; leg. *Si pena* 20; leg. *Crimen* 26, Digest., de *Pœnis*, etc. V. Bornier, sur l'Ordonnance criminelle, p. 352 de la première édition; Janus a Costa M. S. ad tit. Cod. de *Delictis defunctorum*, p. 128, cap. 2, lib. II; Sexti decretalium, *Ut lite pendente*, tit. VIII, et ibi glossa.

Il y a néanmoins des crimes qui ne s'éteignent point par la mort, à cause de leur atrocité, et pour lesquels on condamne

la mémoire et l'on confisque les biens, comme le crime de lèse-majesté, de sédition, de rébellion. V. leg. *Quisquis*, Cod., *ad legem Juliam majestatis*; legem ultimam, Digest., eodem, et leg. 20, Digest., de *Accusationibus*, et le tit. xxii de l'Ordonnance criminelle, de la manière de faire le procès au cadavre, ou à la mémoire d'un défunt.

IX.

865. En petitoire ne gist provision.

Parce que le défendeur, dont la possession n'est point contestée, a droit de percevoir les fruits de la chose contentieuse. V. ci-dessus, liv. v, tit. iv, règles ii, xxiv et xxviii.

X.

866. Au rapport des jurés foi doit estre ajoutée, en ce qui est de leur art, s'il n'en est demandé amendement.

* FOI DOIT ESTRE AJOUTEE. *Peritis in arte credendum est.**

S'IL N'EN EST DEMANDÉ AMENDEMENT, c'est-à-dire la révision ou correction; ce qui a été rejeté par l'art. 184 de la coutume de Paris, qui a décidé, « qu'on ne pourroit demander amendement; mais que le juge pourroit ordonner autre ou plus ample visitation. » V. l'art. 14 de l'ordonnance de 1667, tit. xxi, des *Descentes sur les lieux*; et ce que j'ai remarqué sur les *Établissements* de saint Louis, liv. i, chap. i. * Suivant le code de procédure, art. 323, les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts si leur conviction s'y oppose.*

XI.

867. Les juges doivent juger certainement, et selon les choses alléguées et prouvées.

* « Ordonnons et décernons que tous les juges de notre royaume, tant ceux de notre cour de Parlement que nos baillifs et sénéchaux et autres juges de nostre royaume jugeront certainement et selon les choses alléguées et prouvées par-devant eux par les parties, donnant et proférant dorénavant leurs jugements et arrêts certains et clairs. » Charles VII, ordonnance de 1453, art. 123.*

• Bonus iudex nihil ex arbitrio suo facit, et proposito domesticæ voluntatis, sed juxta leges, ac jura pronuntiat. • Statutis juris obtemperat, et non indulget propriæ voluntati : • nihil præparatum, et meditaturn de domo defert, sed sicut audit, ita judicat, et sicut se habet negotii natura, decernit ; • obsequitur legibus, non adversatur ; examinat causæ merita, • non mutat, etc. • Gratianus, 3, quæst. 7. *Cau. Judices*, ex Ambrosio ad psalmum *Beati immaculati*. V. Zouchæum antecessorem Oxoniensem, lib. *Quæstionum juris*, classe 10, cap. 9 ; Albericum, lib. *Lectionum*, cap. 13, p. 10 ; Bronchorstium, centuria 1, *Assert.* 14 ; Holomanum, quæst. illustrium, cap. 26 ; Hilligerum ad *Donellum*, lib. xxix, cap. 3 ; glossam et doctores ad leg. 6, Digest., *de officio præsidis*. * Et saint Thomas, en sa *Somme*, II, 2, quæst. 67.*

Chez les Romains, un mauvais juge était regardé comme un larron, et un mauvais jugement comme un larcin. V. Cicero-nein pro Roscio Amerino, art. 22, n° 71 ; Fornerium, lib. v *Quotidianarum*, cap. 7.

L'édition de 1637 donne ici la maxime suivante .

XI bis.

867 bis. Et ne peuvent être pris à partie en leurs noms, s'il n'y a dol, fraude, ou concussion.

Ordonnance de François I^{er} de l'an 1540, art. 2. V. inf., tit. iv, art. 4.*

XII.

868. Sage est le juge qui écoute, et tard juge. Car de fol juge brieve sentence. [Et qui veut bien juger, écoute partie.]

ÉCOUTE PARTIE. Le demandeur et le défendeur : nam

Qui statuit aliquid parte inaudita altera.

Equum licet statuerit, haud æquus fuit.

(SENECA, in *Medea*, act. II.)

V. Lucianum in Hermotino, t. 1, edit. Amstelodamensis, anni 1687, p. 127,* et les autorités analogues rapportées à l'occasion de cette règle de Loisel par Dupin, dans sa *Dissertation sur les arrêts*, sect. 11, et dans sa *Libre défense des accusés*, dans le *Manuel des Étudiants*, p. 522 et 365.*

XIII.

869. [Qui tost juge, et qui n'entend, faire ne peut bon jugement.]

ET QUI N'ENTEND. Il serait à souhaiter que ceux qui jugent fissent attention à ce conseil du roi prophète, *Erudimini qui judicatis terram*. On ne doute pas que, lorsqu'ils entrent dans les charges de judicature, ils n'aient de bonnes intentions. Mais à quoi servent-elles, si l'on est presque dans l'impossibilité de bien juger, parce qu'on ne veut pas entendre, ni étudier les lois, ni se donner la peine d'approfondir les questions? V. la note sur la règle précédente, avec les auteurs qu'on y a cités.

On ne peut trop leur mettre devant les yeux ce précepte de Josaphat aux juges qu'il venait d'établir dans les villes de Juda: « Videte quidquid faciatis: non enim hominis exercetis judicium, sed Domini; et quodcumque judicaveritis, in vos redundabit. » Sit timor Domini vobiscum et cum diligentia cuncta facite. « Non est enim apud Dominum Deum nostrum iniquitas, nec personarum acceptio, nec cupido munerum. » Paralip., II, 19, 6. * V. aussi l. 9. Cod., de *Judiciis*.

XIV.

870. Nécessité n'a point de loi.

* L'allemand : *Noth hat kein Gebot*.

V. ci-après, tit. VI, règle v. * *Nettelblatt, Diss. de necessitate ejusque in jure effectus*.

XV.

871. Par le droit ancien de la France, le contumax perdoit sa cause bonne ou mauvaise, civile ou criminelle. Aujourd'hui, il faut justifier sa demande.

Joannes Faber, ad § *Retinendæ*, Inst., de *Interdict.*, n° 31: « Quid si reus est contumax, et non vult comparere? Quidam dicunt quod præfigitur sibi terminus intra quem compareat, alioquin imponitur sibi silentium. Alii dicunt, ut Azo in Summa, quod pronuntiat pro actore, et sic servat curia Franciæ; sed hoc periculosum de jure, quia ante litem con-

« testatam non fertur sententia. » Leg. *Properandum*, Cod., de *Judiciis*, etc.

L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. III, chap. 10, p. 357 : « Si le demandeur est contumax par deux contumaces, il sera condamné es dépens, doinmages et intérêts, et à la tierce il perdra sa cause, *licet contra jus*, et avant contestation. » Et de là était venu le proverbe ancien : *il plaide bel qui plaide sans partie*. * Olim, t. II, p. 421, XII. » Ce qui a été aboli *contra veterem stylum Galliæ*, dit Dumoulin, par l'art. 27 de l'ordonnance de 1539, et depuis par l'art. 3 de l'ordonnance de 1667, au tit. V, des *Congés et Défauts*, avec la note de Bornier. Jean Galli traite de cet ancien droit dans sa question 300 ; et à Naples, où nous l'avions porté, il fut aboli par la constitution de Frédéric intitulée, *de jure Francorum in judiciis sublato*. Inter constitutiones neapolitanas seu siculas, lib. II, tit. XVII. V. ibi Barthol. de Capua, Lallum de Turcia, et Mathæum de Afflictis.

* CRIMINELLE. Cet usage est très-ancien en France, comme on en peut juger par le passage suivant de Mathieu Paris, dans la vie de Jean sans Terre, p. 196 : « Consuetudo est in regno Franciæ, quod ex quo aliquis accusatur coram suo iudice de tam cruce deli homicidio quod murdrum appellatur, et ille qui accusatur non venit, verum modo non legitime se excusat, pro convicto habetur, et tanquam convictus per omnia judicatur et etiam ad mortem, ac si præsens esset. »

XVI.

872. Erreur de calcul ne passe jamais en force de chose jugée.

V. supr. liv. I, tit. V, règle VI.

Il faut ici distinguer : ou l'erreur de fait et de calcul n'a pas été exprimée par le juge dans sa sentence, ou elle a été exprimée.

Si elle n'a point été exprimée, et s'il y a eu procès sur l'erreur, on ne peut se pourvoir contre le second jugement que par appel, et non par voie d'erreur, ni par simple requête ; car, comme il est dit dans la loi 2, Cod., de *Re judicata* : « Res judicata, si sub pretextu computationis instaurantur, nullus erit litium finis ; » et selon la loi 7, au Code, de *juris et facti ignorantia* : « Error facti, nec dum finito officio, nemini nocet ; nam causa decisa velamento tali, non instauratur. »

Où l'erreur est exprimée et rédigée par écrit, en sorte qu'elle

est claire et manifeste ; et, dans ce cas, il faut encore user de distinction ; car :

Où l'erreur est de calcul, et a servi au juge de motif, et l'a déterminé à rendre sa sentence ; et pour lors il faut, contre un tel jugement, se pourvoir simplement par simple requête. *Lege prima*, § 1, in principio, *Quæ sententiæ sine appellatione*, etc.

Où l'erreur n'a pas été de calcul, mais de fait ; et quoiqu'il ait servi de motif au juge pour décider, il n'y a que la voie d'appel contre sa sentence. *Lege prima*, et paragrapho primo in fine. *Quæ sententiæ*, etc. V. *Observationes Antonii Contii*. Ms. ad tit. *Codicis de Errore calculi*.

NE PASSE JAMAIS EN FORCE DE CHOSE JUGÉE ; quand même le compte aurait été rendu en justice, * car, en réalité, *erreur n'est pas compte*. * Touchant la question de savoir si cette erreur se prescrit, et pendant quel temps il faut se pourvoir contre, V. Escobar, *de Ratiociniis*, cap. 41, n° 10, 11, 12 et 13, p. 677 ; Amavam, ad leg. 2, Cod., *de Jure fisci*, lib. x. n° 43, p. 18, 19, 20, etc. ; Covarruviam, lib. 1 *Variarum*, cap. 9 ; et ibi Ybannes de Faria ; leg. *calculi*, Dig., *de Administratione rerum ad civitatum pertinentiam* ; Osvaldum, lib. xxv, ad Donellum, cap. 6, lit. G ; Wilkenium, ad legem unicam, n° 2 et 3, Cod., *de Errore calculi* ; Trintacmquium, lib. iii *Practicar. resolut.*, cap. 7, n° 16 ; Marantam, *de Ordine judicior.*, part. 4, n° 5 ; Hubertum Gyphanium, ad legem unicam, *de Errore calculi* ; Brillion, dans son *Dictionnaire sur Erreur de calcul* ; Despeisses, t. I, part. 4, lit. xi, sect. 2, n° 5, et *Codicem Fabrianum, de Errore calculi*.

XVII.

873. J'ai souvent ouï dire à feu M. l'avocat du Mesnil, que les belles offres faisoient perdre les beaux procès.

M. DUMESNIL. Il était avocat général, et oncle de Mlle Goulas, femme de M. Loysel. * Il mourut en 1568. *

* DAVOT. — On peut entendre ce que disait Dumesnil de deux manières : 1° Lorsque les offres sont justes, celui qui les refuse succombe lui-même. 2° Il est dangereux de trop offrir à son adversaire, et celui qui offre tant se fait souvent préjudice à lui-même ; ce dernier sens est le plus naturel. *

XVIII.

874. Et à feu M. Bruslard, président aux enquêtes, qu'au jugement d'un vieux procès, il se falloit contenter de ce qui s'y trouvoit, sans y rechercher, ou interloquer davantage.

M. BRUSLARD. Il fut d'abord avocat des parties, substitut de M. le procureur général son cousin, ensuite conseiller, et enfin président en la troisième des enquêtes, qu'il régla si bien que, du temps de Pasquier, elle passait pour une des meilleures chambres du Parlement. * V. le Pasquier de Loisel. *

XIX.

875. Une voix n'empêche partage.

Par l'art. 126 de l'Ordonnance de 1539; une voix empêchait le partage: ce qui fut corrigé par la Déclaration du 4 mars 1549, par laquelle il a été ordonné que « les jugemens des procès « pendans aux parlemens et cours souveraines, ne seront con- « clus qu'ils ne passent de deux voix. » V. le Glossaire du Droit français, sur le mot Partage; Le Prêtre, centurie première, chap. 74, avec les notes.

XX.

876. En matière criminelle n'y a partage: ains passe le jugement à la plus douce opinion.

* Ordonnance de 1670, lit. xxv, art. 12. *

V. Jacobum de Bellovisu, in *Practica criminali*, lib. II, c. 14. n° 7; Jodoc. Damhouderium, in *Practica*; cap. 54, n° 13; Hippolit. de Marsiliis, in *Practica*, § *Opportune*, n° 40, et cap. 49, de *Regulis juris*, in sexto; Le Prêtre, centurie première, c. 74, avec les notes. * Glossaire du Droit français, V° Partage. *

TITRE IV.

D'APPELLATIONS.

DES APPELLATIONS. V. l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. III, chap. 27, p. 465, 466, 467, etc.

Anciennement dans les justices royales, ceux qui avaient été condamnés par des sentences ne se pouvaient pourvoir que par amendement de jugement, le jour même. Ce que j'ai expliqué sur les chap. 6, 78 du liv. 1 des *Établissements de saint Louis*. Mais nous apprenons du chap. 80 de ce même livre, que, dans ce temps-là même, l'usage des appellations fut admis en cour laye. « Nul hons ne puet demander amendement de jugement
 « en la cour le roi, si ce n'est le jor meismes que le jugement
 « sera fez. Car len doit maintenant appeller selonc l'usage de
 « la cour laye, car les choses qui sont jugiées dont len appelle
 « sont tenues, selonc droit écrit en Code de *Advocatis divers*.
 « *judiciorum*, en la loi première, car il n'auroit point d'amen-
 « dement de jugement se li jors passoit.

« Et se il le requiert en suppliant, il doit dire et requierre :
 « Sires, il me semble que cest jugement me grieve; et pour ce
 « en requiers-je amendement... adonc le bailly doit mettre
 « termes, et doit faire semondre les hommes le roi, et ceuls qui
 « furent au jugement faire.... et se il egardent qu'il n'y ayt point
 « d'amendement, cil qui aura demandé amendement de juge-
 « ment, il gagera ses meubles, se il est gentilhons et hons le
 « roi. Et se li baillis ne vouloit faire l'amendement de juge-
 « ment, cil en puet appeller devant le roi. » V. ce que j'ai
 remarqué sur ce chap. 80 du premier livre des *Établissements*,
 et la note sur la règle viii de ce titre, à la fin.

I.

877. Les sentences ne se peuvent réformer que par appel, et non par nullités alléguées contre icelles.

V. ci-dessus, liv. v, tit. ii, règle v. Cependant si, dans une sentence, il y a erreur de calcul, on ne se pourvoit point par appel, et l'on demande seulement, par une requête, que l'erreur soit réformée. Il en est de même lorsqu'il y a erreur de calcul dans un arrêt.

Cette règle est prise d'Imbert, dans son *Manuel*, sur le mot *Nullités*.

II.

878. Les appellations sont personnelles.

Par les lois romaines : « in communi causa, quotiens alter
 « appellabat, alter non, alterius victoria ei proficiebat qui non

« provocaverat, » leg. 10, § ultimo, Dig., de *Appellationibus*, leg. 1, Cod.. *Si in communi eademque causa*. Mais, suivant nos usages, les appellations sont personnelles, et ne servent qu'à ceux qui les ont interjetées. V. Rebuffum in præmio, ad *Constitutiones regias*, gloss. 5, n° 98; Bugnonium, de *Legibus abrogatis*, lib. II, cap. 228; et Papon, dans son *Recueil d'arrêts*, liv. IX, tit. d'*Appellations*, art. 1.

III.

879. Par la coutume du royaume, on devoit appeller *illico*; autrement on n'y estoit jamais reçu.

Illico. L'auteur a pris ceci du chap. 20 de l'*Ancien Style du Parlement*, part. 1, § 2 : « Si appellatio emittatur in patria consuetudinaria a sententia lata a iudice, statim appellandum est, antequam iudex surgat a sede pro recedendo, vel recedat : alias reputabitur non appellans. »

« Item si appelletur a sententia lata in patria juris scripti, siquidem in continenti et inter acta sufficit dicere : *appello*, etiamsi sine alia verborum expressione, et sine aliqua scriptura fiat ; dum tamen de hoc constare possit inter acta. Sed secus si post, quod potest facere, dum tamen appellet infra decem dies ; quia tunc oportet quod appellet in scriptis, et quod causas legitimas in eadem inserat, quæ, si probatæ essent, deberent legitimæ reputari. » V. la *Conférence des ordonnances*, liv. VII, tit. VIII, § 11, et la note sur ce titre.

Mais aujourd'hui on a dix années, à compter de la signification, pour interjeter appel d'une sentence, à moins qu'après trois ans, à compter de la signification de la sentence, celui qui l'a obtenue n'ait sommé le condamné d'en interjeter appel ; car, dans ce cas, l'ordonnance de 1667, tit. XXVII, art. 12, décide qu'après six mois, à compter du jour de la signification, faite avec toutes les formalités requises pour les ajournements, par l'art. 3 du tit. des *Adjournements*, il n'y a plus lieu à l'appel. Joignez les art. 14, 15 et 16 de la même *Ordonnance*, au tit. de l'*Exécution des Jugements*, et ce que j'ai remarqué sur le chap. 80 du liv. I des *Établissements de saint Louis*, l. I des *Ordonnances*, p. 171 ; le chap. 15 du liv. II, p. 265 ; l'*Ordonnance de Philippe de Valois*, régent, du mois de février 1327, art. 6, t. II des *Ordonnances*, p. 5 ; et la règle VIII, ci-après ; les *Coutumes notoires*, art. 66.

IV.

880. Les juges royaux, dont est appel, ne peuvent être pris à partie, s'il n'y a dol, fraude ou concussion.

NE PEUVENT ÊTRE PRIS A PARTIE, etc. Il en était de même des officiers royaux inférieurs, comme les commissaires, les notaires et les huissiers, ainsi qu'il se voit par la décis. 343 de Jean Des Mares, qui porte que « aucun commissaire ou officier, soit royal « ou autre, pour son exploit, ne doit être mis en procès, si « partie ne propose collusion ou mauvaistié, posé qu'il ayt été « négligent de faire son exploit dument, par impéritie ou par « imprudence. » V. les arrêts de Louet, lettre N, somm. 9, et *legem unicam*, Dig., *Si mensor falsum modum dixerit* § 1, tit. VI, lib. XI; Rebuffe, dans son *Commentaire sur les Ordonnances*; Tractatu de *Sententiis executoriis*, in *V^o Delinque*; le tit. XXV de l'*Ordonnance de 1667, des Prises à partie*, avec la *Conférence* et la note de Bornier, et sup. règle n^o 867 bis."

V.

881. Les juges non royaux sont tenus de soutenir leur jugé, au péril de l'amende sur eux ou leur seigneur.

Cette règle a été tirée de l'*Ancien Style du Parlement*, part. 1, chap. 4, § 1, 2 et 3. « Ubi appellatur ab aliquo judice terræ consuetudinariæ, adjornatur judex qui tulit sententiam principaliter, et non pars, et fit intimatio illi pro quo lata est sententia, ut ad dies ad quos citatus est judex intersit si sua crediderit interesse. Item e contra fit in patria quæ regitur jure scripto; quia adjornatur principaliter ille pro quo fuit lata sententia, et fit intimatio judici. Si autem contrarium fieret, ut puta judex patriæ juris scripti principaliter adjornaretur et fieret intimatio illi pro quo lata est sententia, adjornamentum non valeret; imo appellans ab appellatione sua caderet ut vidimus pronuntiari in Parlamento, anno 1327. »

Lorsque, dans les pays coutumiers, les appellations étaient interjetées des sentences rendues par les juges des seigneurs, c'étaient les seigneurs mêmes qui devaient soutenir les sentences de leurs juges, sous peine de soixante livres d'amende comme l'on voit par l'art. 5 de l'*Ordonnance de Philippe de Valois*, du mois de décembre 1344, imprimée dans le t. II des *Ordonnances*, et l'art. 27 de celle de Roussillon.

Lorsque l'appel avait été interjeté *illico*, l'appelant, soit en pays de coutume ou de droit écrit, devait, dans les trois mois, impêtrer adjournement au parlement prochain, car il ne le pouvait avoir au parlement présent, sans lettres ou grâce du roi, comme il est nettement expliqué dans l'*Ancien Style du Parlement*, part. 1, chap. 4, § 4.

Aujourd'hui tout ce droit est aboli, et pour connaître le nouveau, il n'y a qu'à lire l'*Ordonnance de 1667*, au tit. de l'*Exécution des jugements*, art. 12 et 17, où l'on verra qu'on peut se pourvoir, par appel, contre une sentence pendant dix et vingt années, s'il n'y a eu sommation : auquel cas, selon l'art. 12, il faut que l'appel soit interjeté dans les six mois, à les compter du jour de la sommation faite, et après les trois années qui sont écoulées depuis la signification de la sentence. Les appellations doivent être relevées dans trois mois au Parlement, et les amendes sont à présent à la charge des parties. V. Loyseau, *des Offices*, chap. 14, n° 33, *des Seigneuries*, chap. 10, n° 79; Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 17; Louet, lett. E, n° 14..

VI.

882. Ceux qui ont failli en fait et en droit, doivent aussi l'amende, à la discrétion de la cour.

Cette règle est prise de l'art. 26 de l'*Ordonnance de Louis XII*, de l'an 1488, qui porte que les juges qui se trouvent avoir erré manifestement en fait et en droit, doivent être *mulctés* et punis par la cour. V. l'art. 36 de l'*Ordonnance de François I^{er}*, faite à Fontainebleau en 1540, citée sur la règle iv; et Brodeau, sur Louet, lett. I, som. 14.

* DAVOT. — Mais aujourd'hui les juges ne sont plus tenus du simple mal jugé. *

VII.

883. En cause d'appel, ès pays coutumiers, on ne se pouvoit accorder sans lettres du roi.

* DAVOT. — Parce que l'amende était encourue par l'appel. *

Par ces lettres, le roi donnait congé « d'accorder et pacifier ensemble, de, et sur la cause d'appel, et principal d'icelle, sans amende, en rapportant, toutes voies par les parties par-devant la Cour, l'accord et appointement qu'elles auront fait. » Il y a grand nombre de ces lettres, avec les transactions faites en

conséquence, dans les registres du Trésor des chartes. V. ci-dessus, liv. III, tit. I, règle VI.

VIII.

884. Le vilain ne pouvoit fausser le jugement de son baron : mais, par l'établissement de la cour des Pairs (1) à Paris, toutes appellations s'y sont relevées.

FAUSSER LE JUGEMENT DE SON BARON ; c'est-à-dire soutenir que le jugement rendu par le baron ou seigneur étoit faux, mauvais et rendu méchamment. Ce qui n'étoit pas permis au vilain, ou roturier, suivant de Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 21, art. 21. Cependant, suivant ce même auteur, dans le chap. 22, art. 7, le vilain, par chartre ou par usage, pouvoit fausser jugement de chevalier, et l'appel étoit décidé par le duel ; en sorte que le chevalier et le vilain combattaient l'un contre l'autre en personne. V., touchant ces appellations, Beaumanoir, chap. 61, p. 312, 313 ; chap. 67, p. 337, 338 ; et le chap. 8 des *Établissements de saint Louis*, avec les notes qu'on y a faites.

MAIS PAR L'ÉTABLISSEMENT DE LA COUR DES PAIRS. Saint Louis, qui s'étoit efforcé d'abolir les duels, avait ordonné, dès l'an 1270, avant l'établissement de la Cour des pairs à Paris, que « si aucuns « vouloit fausser jugement, il n'y auroit point de bataille, mès « que li cleim, li répons, et li autre errement du plet seroient « portez en sa Court. » V. le chap. 7 des *Établissements*, liv. I, et le chap. 81.

Et selon de Fontaines, qui écrivait sous le règne de ce prince, le vilain, qui ne pouvoit fausser le jugement de son baron, en pouvoit appeler *selon loi écrite* ; et ces appellations allaient de degré en degré, jusqu'en la Cour du roi : ce que nous apprenons aussi de Beaumanoir, qui finit ses coutumes du Beauvoisis en 1283, avant l'établissement de la Cour des pairs à Paris. V. de Fontaines, dans son *Conseil*, chap. 22, n^{os} 7 et 8 ; Beaumanoir, chap. 61, p. 317, lig. 23 et 24, etc. ; et ci-dessus, liv. II, tit. II, règle XLII, avec la note.

Anciennement il y avait, en Anjou et au Maine, un droit singulier à cet égard, c'est que quand aucun noble homme du comté d'Anjou et du Maine succomboit dans son appel, il perdoit, durant sa vie, tout ce qu'il tenait du comté, et l'usufruit

(1) L'ancienne édition porte : *de la Cour de Paris*.

en était acquis au comte, comme par une espèce de félonie. V. les lettres de Philippe de Valois du mois de juin 1341, et celles qui y sont rapportées; t. II des *Ordonnances*, p. 162, 163; et le chap. 81 du liv. I des *Établissements de saint Louis*.

IX.

885. Toutes appellations ont effet suspensif et dévolutif, sinon que, par l'ordonnance, les jugemens soient exécutoires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

V. l'*Ordonnance de Charles VIII* de l'an 1493, art. 8; celle de Louis XII de l'an 1498, art. 81, 82; celle de François I^{er} de l'an 1519, art. 6; et celle de 1535, chap. 16, art. 15; l'*Ordonnance de 1667*, au titre des *Matières sommaires*, art. 13, 14, 15, 16 et 17, avec les notes de Bornier.

X.

886. Ce qui est irréparable en définitive, ne s'exécute par provision.

Cette règle a été prise de l'*Ancien Style du Parlement*, part. 1, chap. 21, § 2. « Item a gravamine reparabili in definitiva, si appelletur in patria juris scripti, non admittitur appellatio nec recipitur per hanc Curiam; sed in dictis casibus consuevit Curia, omisso appellationis articulo, concedere literas illis iudicibus a quibus se dicit gravatum, per quas mandatur eisdem, vel quod gravamen revocent, vel quod partibus justitiam fecerint. Sed si sit a definitiva appellatum, vel a gravamine irreparabili in definitiva, admittitur appellatio. »

Où Dumoulin, sur le mot *irreparabili*, a mis cette note : « Puta quæstionis ubi est damnum corporale, vel si partes proponant suas rationes ponentes se in jure, et nihilominus procedunt. Est enim processus in fraudem sententiæ. Hæc additio marginalis registri curiæ. » V. l'*Ordonnance de Charles VIII*, de l'année 1493, art. 53; et la *Conférence des Ordonnances*, t. I, liv. VII, tit. II, § 10, p. 724, avec la note de Guénois.

XI.

887. Si celui qui est nommé (*al. donné*) tuteur, en appelle, il ne laisse d'en estre chargé pendant l'appel.

Ainsi, dans ce cas, l'appel n'est que *dévolutif*, et n'est point *suspensif*. V. l'art. 14 de la *Déclaration de Henri II* du mois de juin 1559, sur l'*Édit de Cremieu*.

XII.

888. Les appellations comme d'abus ont lieu, quand il y a contravention ou entreprise contre les saints décrets, libertés de l'Église gallicane, arrests des cours souveraines, juridiction séculière ou ecclésiastique. Et tient-on qu'elles sont de l'invention de messire Pierre de Cugnères, ores qu'elles semblent plus modernes.

* LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE, art. 79. (Dupin, *Droit public ecclésiastique*, p. 105 et ss., et 249-264, et les 83 articles de P. Pithou ci-après, p. 261 et suiv. *

V. les traités du premier président Le Maître, de Richer et de Fevret, et le *Glossaire du Droit français*.

DE L'INVENTION DE MESSIRE PIERRE DE CUGNIÈRES. Il y a en une note, qui est à la page 651 du *Dialogue des avocats*, que l'auteur a ajoutée à son exemplaire de ces règles, que « les appellations » comme d'abus semblent plus modernes, n'en étant fait mention au *Style du Parlement*, ains seulement de contrainte « contre les ecclésiastiques, par saisie de leur temporel, tit. xxix, » § 9 et 11. »

En effet, l'arrêt le plus ancien qui se trouve dans les registres du parlement de Paris, rendu sur un appel comme d'abus, est du 7 juin 1404. Le second est du 7 juin 1449; et Pierre de Cugnères était grand conseiller ou vice-chancelier en 1329. V. le *Glossaire du Droit français*; et Fevret, liv. 1, chap. 2, n° 1, 2, 3, 4, etc.

* D'autres auteurs en font remonter le principe jusqu'à saint Louis.*

XIII.

889. Le juge d'appel exécute le jugement par lui donné ou confirmé.

Imbert, liv. II, chap. 16, n° 2. V. Guidonis Papæ, décis. 436,

LIV. VI, TIT. V. — D'EXÉCUTIONS ET DÉCRETS. 241
n° 43; *Speculatore*, tit. de *Executione sententiæ*, vers. *Nunc dicendum. Pone*, etc.

Cette règle n'est point pratiquée en matière criminelle. Et en matière civile, il est au choix de celui qui a deux jugements en sa faveur, de mettre à exécution celui qui lui plaît.

TITRE V.

D'EXÉCUTIONS ET DÉCRETS.

I.

890. L'on ne commence jamais par exécution ou saisie, si ce n'est en vertu d'un contrat garantié, jugement, ou cause privilégiée : car voies de fait sont défendues.

Paris, art. 160, 161, 162 et 163; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 17, p. 127, au commencement.

Nota, qu'aucun ne peut aller par voie d'exécution, ni d'arrêt, si ce n'est en quatre cas.

1° Par lettres obligatoires * emportant l'exécution parée, c'est ce que la coutume de Bayonne, tit. XVI, appelle *instrument garantigonné*, et Loysel, *Contrat garantié*. V. le *Glossaire du Droit français* au mot *Garantie*.

2° Par vertu d'une sentence obtenue.

3° Par lettres de privilège, comme les bourgeois de Paris, sur les forains, ou pour louage de maison, ou pour censive d'hôtel.

4° Si ladite dette est privilégiée comme sont les dettes du roi. En nuls autres cas on ne peut procéder par voie d'exécution, et qui le fait, il doit l'amender.

VOIES DE FAIT SONT DÉFENDUES. V. ci-dessus, liv. VI, tit. I, règle II.

L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. II, chap. 17, p. 126, rapporte une exception singulière à cette règle.

* Nota, dit-il, que, par la coutume de la prévôté et vicomté de Paris, celui qui a baillé ses terres à ferme, peut exécuter son fermier en cette manière; c'est à savoir que lui-même peut arrêter les gagnages étant en la grange, et ôter les clefs au fermier aussi-tôt que la septembre est passée, si à icelui terme il doit payer, mais qu'il n'y ait autre terme : car s'il avoit St-Martin ou autre terme, la coutume n'auroit pas lieu, si le fermier n'étoit suspect : ce qui est aboli. » V. *Guillelmum Marauum*, et Janum a Costa, ad tit. Cod. de *Jure emphyteotico*.

II.

891. Le mort exécute le vif, et non le vif le mort : c'est-à-dire, que tout droit d'exécution s'éteint avec la personne de l'obligé ou condamné.

V. la coutume du Nivernais, chap. 32, art. 2 et art. 1, avec le commentaire de Coquille; Lorris, tit. xx, art. 2, 3 et 4; Orléans, 433; Desinares, décis. 162, 164 et 378; l'auteur du *Grand Coutumier*, liv. III, chap. 9, p. 311, lig. 20, où il remarque que « quand l'obligé est mort, les titres ne sont plus exécutoires, ni contre ses biens, ni de ses héritiers; mais que le tout y est en action. » V. néanmoins l'art. 169 de la coutume de Paris. Pacianum, *Consil.* 43, n° 68; Ancharanum, quæst. 39, lib. III; Coquille, dans son *Institution*, p. 139.* L'hommeau, III, max. 328.*

Homme mort n'a porteur de lettres; Des Mares, décis. 164, 378. V. au t. I, liv. III, tit. II (des *Mandements*), règle VII.

III.

892. Par coutume et usage gardée en cour laie, garnison se fait ès mains du sergent porteur des lettres passées sous scel royal, nonobstant opposition, voire nonobstant l'appel, par l'ordonnance du roi Charles VI, de l'an 1384.

CHARLES VI DE L'AN 1384. Dans les précédentes éditions, il y avait mal par l'*Ordonnance du roi Charles VIII*, de l'an 1484. Celle de Charles VI est dans Fontanon, t. I, p. 758. V. Imbert, dans sa *Pratique*, liv. I, chap. 4, n° 14; le *Glossaire du Droit français*, sur *Garnir la main*, où cette règle est expliquée; l'art. 54 de l'*Ordonnance de Charles VIII*, de l'an 1494; Brodeau, sur l'art. 164 de la coutume de Paris, n° 1; le *Style gothique du Châtelet*, fol. 23.

IV.

893. Lettres une fois grossoïées, ne peuvent estre regrossoïées sans appeller la partie, et ordonnance de justice.

V. l'art. 178 de l'ordonnance de 1539; la note de Dumoulin;

LIV. VI, TIT. V. — D'EXÉCUTIONS ET DÉCRETS. 243

et Masuer, lit. xviii, n^o 18 et 46; et l'art. 119 des placités du parlement de Normandie.

Cette règle est tirée des paroles suivantes de Jean Des Mares, décis. 40 : « Si aliquod instrumentum fuerit grossatum, si per-
« datur, non potest amplius grossari, vocatis vocandis, nisi de
« consensu partis adversæ, et judicis autoritate. Sed si nunquam
« fuisset grossatum, non potest grossari per alium notarium a
« primo, nisi judicis autoritate. »

V.

894. Lettres royaux et commissions ne sont valables, ni les jugemens exécutoires, après l'an et jour.

Selon Des Mares, décis. 383, « Mandemens royaux sont expi-
« rés, ne ils ne sont à recevoir, quand on passe un an, ne le
« juge ne les doit entériner ne accomplir, se ils ne leur sont
« présentés dedans l'an que ils furent donnés : » quod videtur
contra legem falso, Cod., de *Diversis rescriptis*; et *Pragmaticam sanctionem*. V. omnino Germonium, lib. 1 *Animadversionum*, cap. 14, capitulum *Plerumque*, 23, Extr.; de *Rescriptis*; Rebuff., ad *Const. reg. tractatu de Rescriptis*, n^o 175, et in præmio, glos. 5, n^o 44, Masuer, lit. xviii, n^o 38.

NI LES JUGEMENTS EXÉCUTOIRES APRÈS L'AN. Ils sont toujours exécutoires comme les contrats, lorsqu'ils sont scellés. V. Loyseau, des *Offices*, liv. II, chap. 4 des *Sceaux*, n^o 44, 45, 46, 47, 48 et 49.

VI.

895. Toutefois prise de corps ne se suranne point, et s'exécute nonobstant toutes appellations.

V. le *Glossaire du Droit français*, sur le mot *Suran*; l'art. 13 de l'*Ordonnance de Charles VII*, de l'an 1453; la *Conférence des Ordonnances*, liv. IX, tit. I, l. II, p. 781; Loyseau, des *Offices*, liv. II, chap. 4, n^o 48.

VII.

896. De Presles et de Mareuil tiennent que celui qui peut estre arrêté, par la loi et privilège de ville, est tenu d'y élire domicile.

ÉLIRE DOMICILE, et bailler caution pour la discussion de l'arrêt,

ajoute Dumoulin, dans son apostille sur l'art. 173 de la coutume de Paris. V. le *Dialogue des avocats*, p. 739, dans les opuscules de Loysel.

VIII.

897. Ceux qui vont ou reviennent des foires, du jugement ou mandement du roi, ne peuvent estre arrestés pour dettes, quoiqu'elles soient privilégiées.

Cette règle est prise de l'art. 133 de la coutume du Bourbonnais, V. Gothofredum, ad leg. 1, Dig., de *Nundinis*; le *Glossaire du Droit français sur Foire*; et La Thaumassière, dans ses *Anciennes coutumes de Berry*, part. 1, chap. 30, p. 37.

L'art. 3 de l'*Ordonnance de Philippe de Valois*, faite à Château-Thierry, au mois de juillet 1343 (second vol. des *Ordonnances*) est précis à ce sujet. « Toutes compagnies de marchans
« et aussi li marchand singulier, Italien, Outremontain, Floren-
« lin, Luccois, Milanois, Gênevois, Almans, Prouvenceaux, et
« d'autres pais qui ne sont de notre royaume, se marchander
« veulent en iceluy, auront demourance pour euls et leurs fai-
« leurs, honestes es dites foires, sans avoir mention principal
« autre part, et seurement venrront, demoureront et retourne-
« ront euls et leurs marchandises et les conduiseurs d'icelles,
« ou sauf-conduit desdites foires, ou qu'il nous les prenons et
« recevons dès maintenant ensemble leurs marchandises et
« biens, sans ce que par autres que par les gardes d'icelles foires
« soient pris et arretez ou empeschiez, se n'est pour meffect
« present; et se aucuns meffait contre ce, il sera punis par les
« diz gardes. » V. la *Conférence des Ordonnances*, t. 1, liv. iv, tit. xiii, feuell. 671.

OU MANDEMENT DU ROI. L'auteur du *Grand Coutumier*, liv. 1, chap. 3, p. 19. « Nota que, par toutes manières que le roi
« mande un homme, il est en son sauf-conduit, et si l'on lui fait
« grief, destourbier, ou injure, le juge royal en aura la cog-
« noissance et des despendances. »

V. Coquille, dans son *Inst.*, p. 132 de l'édit. de 1665.

IX.

898. Le roi ne plaide jamais dessaisi.

Berry, tit. v, art. 27, et tit. vi, art. 15. La raison est, que le roi est souverain seigneur, et souverain fiefieux. V. La Thau-

massière, sur ces articles, et ci-dessus, liv. iv, tit. iii, règle xxvi.

L'auteur du *Grand Coutumier*; liv. ii, tit. de cas de Saisine.

« Quand aucun débat de nouvelleté est meu entre un sujet et le
« roi, adonc la chose est mise en la main du roi comme sou-
« veraine; mais il ne nuit point, car lors un preudhomme est
« eslu qui gouverne la chose au nom de l'un et de l'autre. »

Philippe de Valois, par ordonnance du mois de juin 1338, faite en faveur des habitants des sénéchaussées de Toulouse, de Beaucaire, de Nîmes, de Rouergue statua au contraire en ces termes : « Ut si quis procurator noster amodo movere voluerit,
« vel moverit litem super re vel jurisdictione quacumque,
« contra aliquem eam possidentem, non dissaseantur seu tur-
« bentur possidentes, nisi prius causa cognita. Nec ad manum
« nostram res litigiosa ponatur, nisi in casu quo lis esset inter
« privatos, res contentiosa ad ipsam manum nostram, tanquam
« firmiorem, poni deberet. etc. » V. ci-dessus, liv. v, tit. iv, règle xx.

X.

899. Saisie sur saisie ne vaut.

V. ci-dessus, liv. v, tit. iv, règle xix.

XI.

900. Les saisies sont annales, ou, pour le plus, triennales.

ANNALES. Poitou, art. 87, etc.

TRIENNALES. Paris, art. 31, etc. * [et c'est la coutume la plus générale.] *

XII.

901. Un sergent est cru du contenu en son exploit, et de sa prise, jusqu'à cinq sols.

V. Beaumanoir, chap. 30, p. 151, lig. 36; la coutume de la Rochelle, tit. v, art. 11; Poitou, art. 76; Amiens, art. 205; Bourgogne, rubrique 1, § 6; Maine, art. 181; Coquille, q. 212, et ci-dessus, liv. v, tit. v, règle viii; Saint-Yon, des Eaux et Forêts, liv. ii, tit. xv, p. 668 et 669, etc.

XIII.

902. Toute connoissance de cause lui est défendue.

• Car il n'est qu'exécuteur des mandements de justice. •

Ainsi, par arrêt du 19 avril 1608, il a été défendu aux sergents d'informer « ex ea ipsa causa perfidie venalis, vetiti sunt » a senatu in auditorio criminali, notorias ullas conscribere, « vulgus informationes, vocat, nisi authore judice. Imo et repetendi sunt testes ab ipsomet judice, qui delegavit. » Mornacius, ad leg. *Si pignora*, 50, Dig., de *Evictionibus*.

XIV.

903. Un décret adjudgé vaut deshéritage.

Des Mares, décis. 390; les *Coutumes notoires*, décis. 35, 118, 121 et 127; Paris, art. 354, 355, etc.

DESHÉRITANCE. V. la règle xxxiii du tit. de *Fiefs*, liv. iv, tit. iii, et la note qu'on y a faite. C'est-à-dire que celui qui a omis de faire son opposition est spolié et privé de tout le droit qu'il pouvait avoir sur la chose adjudgée : ce que Des Mares explique très-bien dans sa décis. 390. « Toutefois que aucuns héritage est vendu par criées, subhastations, et par enchérissement, et que, à ladite vendition, a été mis décret du juge compétent, après ce, nul créancier ne vient à temps de y demander aucune chose; ains a perdu tout son droit d'hypothèque ou autre quelconque. Mais que ce seroit se aucuns créanciers disoient et provoient que ils étoient absens quand lesdits exploits se faisoient? Je réponds que rien ne leur vaudroit, car ils pouvoient et devoient laisser procureur. »

XV.

904. Un décret nettoie toutes hypothèques et droits, fors les censuels et feudaux.

FORS LES CENSUELS ET FEUDAUX. Paris, art. 355. Il ne purge point aussi le douaire, quand les biens du mari sont décrétés pendant sa vie. V. Dumoulin, sur l'art. 119 de la coutume du Perche; et de Renusson, dans son *Traité du Douaire*, chap. 10, n^{os} 1, 2 et 3; ni les *substitutions* ou *fidéicommis*. V. Ricard, des

Substitutions directes ou fidéicommissaires, traité 3, chap. 13, part. II, n^{os} 85, 86, 87, 88, 89, etc.

L'art. 444 de la coutume de Poitou est précis à ce sujet, en décidant que « seront forclos tous ceux qui se diront avoir droits, » rentes ou autres devoirs sur la chose adjugée, qui ne se seront » opposés, et en sera baillé possession audit acheteur, par » autorité de la cour, et est ladite acquisition, par telle adjudication par décret, de telle vertu que toutes personnes ainsi » appellées, ou préconisées, en sont forcloses, soit majeurs ou » mineurs, gens d'Eglise ou autres, présens ou absens, pourvu » que les solennités introduites par les Ordonnances royaux » aient été gardées et observées, etc. »

Les gens d'Eglise prétendirent qu'ils devaient être, dans ce cas, de meilleure condition que les mineurs ; mais, par arrêt du 4 décembre 1597, rapporté par Gonjel, dans son *Traité des Criées*, part. II, p. 536, ils furent déboutés. Depuis, ils ont obtenu quelques jugemens plus favorables ; mais enfin, par deux arrêts, l'un du 1^{er} juillet 1627, rapporté par Le Grand, sur l'art. 127 de la coutume de Troyes, nomb. 14, part. II, p. 148, et par un autre du 8 aout 1637, rapporté par Dufresne dans son *Journal*, liv. III, chap. 39, la première jurisprudence, établie par l'arrêt du 4 décembre 1597, a été confirmée ; en sorte qu'il est constant aujourd'hui que les décrets purgent les droits réels des ecclésiastiques, comme les droits des mineurs. V. la note sur l'art. 17 de ce titre, et ce qu'a écrit Le Grand, dans son *Commentaire sur la coutume de Troyes*, art. 127, n^o 14, part. II, p. 148. * La disposition de cette règle offrait une grande sécurité aux acquéreurs, et conciliait une grande autorité aux ventes judiciaires. La loi romaine disait aussi que *fides hastæ publicæ facile convelli non debet*. *

XVI.

905. Le poursuivant criées n'est garant de rien, fors des solennités d'icelles.

Cette jurisprudence fut établie par un arrêt du 4 mars 1554, cité par les commentateurs. V. l'art. 12 de l'arrêt de règlement de la Cour, sur les adjudications par décret de l'an 1558 ; et Brodeau, sur Louet, lett. D., somm. 26, vers la fin, et p. 370, n^o 5.

XVII.

906. L'on se peut opposer sur le pris entre l'adjudication et le scellé.

Paris, art. 356. Et par grâce spéciale, les arrêts ont jugé que les gens d'Eglise pourraient venir sur les deniers consignés par les adjudicataires, dont l'ordre ne serait pas fait et qui ne seraient pas distribués. V. Du Fresne, dans son journal, t. I, liv. III, chap. 38 et 39.

XVIII.

907. Tout acheteur, gardien et dépositaire de biens de justice, et obligé pour chose judiciaire, est contraignable par corps, sans qu'il puisse estre attermoié, ni reçu à faire cession.

V. l'art. 4 de l'ordonnance de 1667, au tit. de la *Décharge des contraintes par corps*.

Les étrangers qui n'ont pas obtenu des lettres de naturalité ou de déclaration de naturalité, ne sont point aussi reçus à faire cession, selon l'art. 2 de l'*Édit du Commerce* de 1673.

XIX.

908. Toutes dettes du roi sont payables par corps.

L'*Ordonnance de saint Louis* de l'an 1256, rapportée par Joinville, p. 122 et 123 de l'édit. de 1668, et qui est au *registre Croix* de la chambre des comptes, fol. 33, le statue ainsi : « Nous « deffendons, que nuls de nos subgez ne soient pris au corps, « ne emprisonnez, pour leurs debtes personnelles, fors que pour « les nostres, et que il ne soit levé amende sur nul de nos dits « subgez pour sa debte, etc. » V. Damhouder, dans sa *Pratique criminelle*, chap. 16 et 17; Julius Clarus, liv. v de ses *Sentences*, chap. dernier, quest. 50; Papou, liv. XXIII, tit. I, art. 1; Robert, dans ses *Arrêts*, liv. II, chap. 6; et surtout Bombardius, dans son *Traité de Carcere*, chap. 12 et 13.

TITRE VI.

DE TAILLES ET CORVÉES.

Anciennement, en plusieurs provinces de la France, les seigneurs prenaient, à volonté, des biens de leurs serfs; ce que nous apprenons des paroles qui suivent de Beaumanoir, chap. 45, p. 258. « Plus courtoise est nostre coustume envers les serfs :
 « car en moult d'autres, li seigneur puéent penre de leurs serfs,
 « et à la mort et à la vie, toutes les fois que il leur plaît; et si
 « les puéent contraindre à toujours demourer sous eux. »

Et, sur le faux principe qu'ils ne devaient rendre compte de leurs vols et extorsions qu'à Dieu seul, ils pillaient ainsi impunément les biens de leurs vassaux, quoique libres. « Bien t'ai dit
 « en quelle maniere tu pues semondre ton vassal, et ton frank
 « home, dit De Fontaines, et saches bien que, selon Diex, tu n'a
 « mie pleniére poosté sur ton vassal. Donc, se tu prends du sien,
 « fors les droites redevances qu'il te doit, tu les prends contre
 « Dieu, et sur le peril de l'ame. Et che que l'on dit ke toutes les
 « choses que vassal a, sont à son seigneur, c'est à garder : car si
 « elles étoient son seigneur propre, il n'auroit nulle différence,
 « kant à ceu, entre serf et vassal. Mes, par nostre usage, n'a il
 « entre toi et ton vassal, juge fors Dieu. tant comme il est tes
 « koutans et tes levans. » De Fontaines, dans son *Conseil*, ch. 21, art. 8.

Les seigneurs n'en demeurèrent pas là : ils établirent encore des péages et autres tributs dans leurs terres; et, comme ce désordre s'était répandu dans toute la chrétienté, les Pères du concile de Latran, de l'an 1179, se crurent obligés d'y remédier, en défendant aux seigneurs de lever de nouveaux impôts dans leurs terres, sans la permission des princes souverains, sous peine d'excommunication. « Nec quisquam novas pedagiorum exactiones, sine autoritate et consensu regum et principum, statuere aliquo modo præsumat. Si quis autem contra hoc fecerit, et communitus non destiterit, donec satisfaciatur, communione careat christiana. » V. cap. 8, *Concil. Londinens. anni 1151*, et cap. *Innocentius*, Extr., de *Censibus*.

Les princes souverains firent aussi de semblables défenses dans leurs États, entre autres Alphonse, roi de Castille, dont l'ordonnance se trouve dans *las Siete partidas*, tit. vii, cap. ultimo; et en France, saint Louis, dont l'ordonnance est rapporté par Join-

ville, p. 123, de l'édition de 1668; et Charles VI en 1408, etc. V. *Styl. Parlamenti*, part. III, tit. xxxvi.

Ce fut dans ce temps malheureux que les tailles aux quatre cas, les loyaux aides, ou les cas impériaux, les tailles franches, les tailles serves, réelles, personnelles, haut et bas, et à volonté, et les corvées dont il est parlé dans ce titre, furent établies, pour la plus grande partie; ainsi qu'il paraît par le passage qui suit de Froissard, dont nous apprenons que, de son temps, ce désordre subsistait encore. « Les seigneurs se forment sur autre condition et manière qu'ils ne faisoient pour lors, et trouvent, pour le présent plus grande chevence que ne faisoient leurs prédécesseurs du temps passé: car ils taillent leur peuple à volonté; et, du temps passé, ils n'osoient, fors de leurs rentes et revenues, etc. »

Et de là vient que, dans les testaments du XIII^e et du XIV^e siècle les seigneurs ordonnent presque toujours que les exactions faites sur leurs hommes ou sujets seront réparées, avec prières à leurs exécuteurs d'abolir toutes les nouvelles coutumes établies dans leurs terres.

V. *Probationes Historiæ Castillon.*, p. 58, 73; *Historiæ Corten.*, p. 77; *Historiæ Castrovil.*, p. 37 et 39; *Concil. Mompeliense*, anni 1195, can. 7; Rosfredum, in *Practica*, part. 6, rubrica *Quo tempore census impo.*, n^o 5, p. 504, etc.

Gousset, dans ses notes sur la coutume de Chaumont, art. 3, p. 11, 12 et 13 de la dernière édition; Ballazarem, de *Operis subditorum*, cap. 6; Potgieserum, de *Conditione servorum*, cap. 3 et 4; et Jacobinum de sancto Georgio, de *Feudis*.

On pourrait ici proposer la question de savoir si le droit de taille et de corvée est mobilier ou immobilier. Mais, comme elle est discutée amplement par Ballazar, dans son traité de *Operis servorum*, chap. 6, p. 90, on y renverra le lecteur. V. Clokium, de *Contributionibus*, cap. 2, n^o 32; Tiraquellum, de *Retractu lineari*, § 1, glossa 5, n^o 4; Knipschild, de *Fideicommissis*, cap. 5, n^o 37.

L'auteur aurait dû parler, sous ce titre, de la garde des châteaux et des guets; et comme il n'en dit qu'un mot, dans la règle x, on verra, sur ce sujet, la coutume de Loudunois, au tit. VIII des *Loyaux aides*; le *Glossaire du Droit français*, sur ces mots; et l'*Ordonnance de Louis XI*, du 20 avril 1479, portant défense à tous châtelains d'imposer plus de cinq sols pour le droit de guet et garde.

I.

909. [Taille seigneuriale est le double des redevances.]

EST LE DOUBLE DES REDEVANCES. Cette règle doit être entendue des loyaux aides, ou tailles aux quatre cas. V. ci-dessus les règles LIII, LIV, LV, LVI et LIX du tit. *des Fiefs*, liv. IV, tit. III, avec les notes; Salvaing, p. 232 et 233; La Thaumassière, dans ses *Anciennes coutumes du Berry*, part. I, chap. 27, p. 35; et Masuer, tit. XXXVIII, n° 3, 4, 5, 6, etc.

II.

910. Les tailles sont personnelles, et s'imposent au lieu du domicile, le fort portant le foible.

LES TAILLES SONT PERSONNELLES. Cette règle et les quatre qui suivent doivent être entendues des tailles que le roi lève sur ses suje's pour le besoin de l'Etat; lesquelles sont personnelles en *langue d'oï*, et réelles en *langue d'oc*, et en Provence, etc. Touchant ces tailles, V. le *Glossaire du Droit français* sur ce mot; Bodin, de *la République*, VI, cap. 2; Coquille sur la coutume du Nivernais, chap. 8, art. 1 et 2; et Masuer, tit. XXXVIII, n° 20.

Quant aux tailles que les seigneurs lèvent sur leurs hommes, il y en a qui sont réelles, ou dues à raison des fonds; d'autres qui sont personnelles, c'est-à-dire qui s'imposent sur le chef des personnes. Des personnelles, il y en a qui sont dues par les personnes franches; d'autres qui ne sont point dues par les personnes franches, et qui rendent les personnes serves. V. les art. 189 et 190 de la coutume du Bourbonnais. Enfin il y en a qui sont dues tous les ans, et d'autres qui ne sont dues qu'au décès des gens de condition servile, lesquelles sont nommées par cette raison *mortailles*. D'ou ceux sur qui elles se lèvent sont nommés *mortailables* et *mainmortables*. V. les règles LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV et LXXVI, du tit. I, du liv. I; les art. 3, 4, 5 et 6 de la coutume de Troyes. Et ces tailles, comme droits seigneuriaux, se lèvent sans lettres d'assiette. V. Masuerum, tit. XXXIX; et de Boissieu, dans son *Traité des Droits seigneuriaux*, part. I, chap. 49.

LE FORT PORTANT LE FOIBLE. Ceci est pris de Masuer, ancien praticien français, tit. XXXIX, nomb. 1. « Talliæ, dit cet auteur, imponuntur per parochias, ita quod quælibet parochia habet

- portioneum suam taxatam per illos qui sunt ad hoc deputati.
- Et demum aliqui de parochia, ad id electi vel commissi divi-
- dunt eas super singulos de parochia, secundum cujusque
- facultates, *le fort portant le foible*, id est pro solido et libra. *
- Olim, l. II, p. 425, xix. *

III.

911. Le domicile s'acquiert par an et jour, et se prend au lieu où l'on couche et leve, au jour S. Remi.

V. ci-dessus, liv. I, tit. I, règle XXI. Mais, par la *Déclaration* du 16 avril 1613, art. 26, le taillable du roi, qui transfère son domicile dans une ville abonnée, paie la taille pendant cinq années dans la paroisse qu'il a quittée; et s'il va demeurer dans une ville franche, comme Paris, il y a dix années de suite, pendant lesquelles il doit être imposé, suivant l'art. 27 de la même déclaration. Joignez Masuer, tit. xxxix, n° 23, d'où cette règle est prise. * Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 8, n° 15. *

IV.

912. Qui n'a, ne peut; et où il n'y a que prendre, le roi perd son droit.

* L'allemand : *Wo nichts ist, da hat der Kaiser sein Recht verlohren*. Eisenh., p. 575. *

V. ce qu'on a observé sur la règle VI de ce titre, à la fin.

V.

913. Besoin ou nécessité [et volonté de roi] n'ont loi.

* Ou, nécessité n'a loi, foi, ni roi, *necessitas cogit legem*. *

Observat nullam res urgentissima legem.

Legibus impositis omne necesse caret.

FRANCIS NUCER., lit. D.

VI.

914. Les collecteurs [ne] doivent estre tenus de faire le mauvais bon.

Cette règle est prise de la *Pratique* de Masuer, tit. xxxix,

n° 14, en ces termes : « Exactor, seu collector talliarum non
 « ténetur solvere de suo illud quod non potuit ab aliquibus
 « exigere propter paupertatem, aut alias; nec ipse tenetur *faire*
 « *du mauvais le bon*, nisi sit in culpa. Leg. 2, C., de *Aut. Tut.*
 « Et etiam nisi consuetudo vel conventio aliud importet. »

Les collecteurs sont obligés de faire le mauvais bon, lorsque, contre l'art. 11 de la déclaration de 1643, ils imposent des mendians et invalides; car les collecteurs qui, dans ce cas, sont en faute, paient pour eux.

Les mendians doivent cependant être mis sur les rôles, mais ils doivent être tirés à néant, ou pour un sol.

VII.

915. Corvées à la volonté sont limitées à douze l'année, se doivent faire d'un soleil à l'autre : n'en peut-on prendre plus de trois en un mois, et en diverses semaines.

CORVÉES. Cujas, sur la loi du Code, *Ne opere a collatoribus erigantur*, dit que ces sortes de servitudes ont été ainsi nommées *quasi opera corporalia*, parce que *ver.* dans le Lyonnais, est ce qu'on appelle *opera*. D'autres dérivent ce mot à *corpore vehendo*, d'autres de *corrada*, qui se trouve dans le capitulaire de Charlemagne, au titre de *Villis et cortis*, art. 3, qui est conçu en ces termes : « Ut non præsumant judices nostram familiam in eorum
 « servitium ponere, non corvadas, non aliud opus sibi facere
 « cogant. »

Mais, comme les corvées ne sont point le travail du corps de ceux qui les doivent, le père Sirmond, dans ses notes sur les capitulaires de Charles le Chauve, dit que ce mot vient de *carropera*.

« Carropera, dit cet auteur, sunt cum carri vecturæque opera
 « debetur. Manopera servitium manuale dicitur, quia opus
 « manu fit; unde manoperarii inferior ætas *Curbadas* appella-
 « vit, *corvées*; » et le père Labbe, dans son petit livre d'éty-
 mologies, a été de cet avis. V. le t. II des Capitulaires, de l'édition de Baluze, col. 794.

Par le droit romain, les affranchis devaient des corvées à leurs patrons, tit. D., de *Operis libertorum*; ce qui est expliqué par Cujas, ad leg. 55, D., ad *Trebellianum*, lib. xx. *Q. Papiniani*.
 « Et hæc accipiendæ sunt de operis officialibus; hoc est, quas
 « libertus, ut libertus, patrono debet officij causa, non tantum
 « jure civili, puta ex stipulatione, vel ex jurejurando, quo solo

• casu ex jurejurando actio est; sed etiam eas debet patrono
 • jure naturali, cujuscumque sint ministerii artificie generis,
 • quas modo libertus ipse edere patrono possit, et exhibere; et
 • debentur, non quidem statim, ut promisit, vel juravit, etiamsi
 • pure promiserit, sed cum eas patronus indixerit, cum com-
 • modum erit patrono eas sibi edi: jubente puta patrono:
 • *præsta mihi hodie illam operam struendo parietis; dato mihi*
 • *hodie operam, vel quid aliud.* » V. eundem, lib. xvii, *Obser-*
rat., cap. 14.

Voilà une preuve évidente que c'est des Romains que nous avons pris l'usage des corvées, et de plusieurs autres droits semblables, ainsi que l'a remarqué Cujas, dans son commentaire sur le tit. xlviii du liv. xi du Code, de *Agricolis*. « Servi, dit-il, qui capitationem debent, et coloni, et feuda, et census, et alia innumera prædiorum, hominumque onera, ex jure romano originem sumpsisse, interea testor dum me ad consuetudinum nostrarum jus, eadem via explicandum paro qua reipublicæ romanæ velus primum, deinde novum jus aperui et disposui (1). »

Mais au lieu que, chez les Romains, les patrons pouvaient exiger les corvées de leurs affranchis, quand ils voulaient, parmi nous les corvées à volonté sont dues, *arbitrio boni viri*, et ont été fixées à douze par an, suivant cette règle, qui a été tirée tout entière de la coutume d'Auvergne, tit. xxv, art. 18. V. celle de la Marche, art. 134; du Bourbonnais, art. 339; Coquille, dans son *Institution*, p. 58 de l'édition de 1666, et sur la coutume, p. 151; Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 71, n^{os} 44 et 47; La Thaumassière, dans ses *Anciennes coutumes du Berry*, part. 1, chap. 12; Dumoulin, sur l'art. 91 de la coutume du Bourbonnais; Baltazar, dans son traité de *Operis subditorum*, cap. 12, de *Quantitate operarum*; Potgieserum, de *Conditione servorum*, cap. 3, de *Operis*; * Bretonnier sur Henrys, t. I, liv. in, chap. 3, quest. 32; * et Gousset, dans son commentaire sur la coutume de Chaumont, art. 3.

(1) * Malgre l'autorité de Cujas et de de Laurière rien n'est moins prouvé que cette origine romaine des corvées; et il n'y a que peu de ressemblance entre les *operæ libertorum* et les corvées de nos serfs.*

VIII.

916. Noble n'est tenu de payer taille, ni faire viles corvées à son seigneur, mais le servir en la guerre, et autres actes de noblesse.

NOBLE N'EST TENU PAYER TAILLE, etc. Cela est vrai, quand les tailles et corvées sont personnelles. V. ci-dessus, liv. iv, tit. iii, règle LVIII; Masuer, dans sa *Pratique*, tit. xxxviii, n^{os} 3, 4 et 17, et l'art. 91 de la coutume de Bretagne, tit. ii. Mais si les tailles ou corvées sont réelles, ou dues à cause des fonds, les nobles ou les privilégiés qui possèdent ces fonds, doivent payer les tailles et l'évaluation des corvées, ou donner un homme qui les fasse. V. La Thaumassière, dans ses *Anciennes coutumes du Berry*, part. 1, chap. 12, à la fin; de Salvaing, p. 247 et 248; la coutume de Bretagne, tit. ii, art. 91, d'où cette règle est prise; Bertrand, dans ses *Conseils*, vol. 1, chap. 141, 143 et 207, et ci-dessus, liv. i, tit. i, règle LXXIX, avec la note.

IX.

917. Corvées se doivent faire aux dépens de ceux qui les doivent, sinon que l'on retienne les detteurs d'icelles pour le lendemain; auquel cas on les doit gister et nourrir.

AUX DÉPENS DE CEUX QUI LES DOIVENT. Leg. *Suo victu* 18, D., de *Operis libertorum*. « In hac quæstione, dit Baltazar, cujus sumptibus operæ rusticorum exhibendæ sint, concludendum est eas propriis sumptibus ac impensis adimplendas esse. Pro qua decisione facit textus in lege *Suo victu*, D., de *Operis libertorum*. 2^o Quia unusquisque quod spondit impendio suo præstare debet, quamdiu id quod debet in rerum natura est. Leg. *Quod nisi* 20, in principio, de *Operis libertorum*. 3^o Quia subditi ex administratione jurisdictionis, vel ex cessionem domini utilis in prædio commodum recipiunt. Consequenter in ejusdem compensationem tenentur proprio sumptu onus sentire. 4^o Quia ex receptissima et communissima sententia, etiam vassallus propriis impensis ac sumptibus domino feudi servitia præstare cogitur. Restrigitur a si subditus ex inopia se ipsum alere nequit. b Si subditus extra territorium domini exhibeat. c Si adeo procul, operæ reddendæ, ut alibi pernoctare cogatur. Cap. 15, de *Operis*

« *subditorum*. » V. Henrys, tom. I, liv. III, quest. 32, pag. 300, col. 1, vers le milieu; la coutume du Bourbonnais, art. 339; Bacquet, des *Droits de Justice*, chap. 29, n° 42; la coutume d'Auvergne, tit. XXV, art. 19. Tous les auteurs cités par Baltazar, au chap. 15 de *Operis subdit.*; Boisseau sur Poitou, p. 118 et 119; Ardlison., de *Feudis*, cap. 5.

X.

918. Corvées, tailles, guets, gardes et questes n'ont point de suite, ne tombent en arrérages, et ne peuvent estre vendues ni transportées à autrui.

CORVÉES, TAILLES, etc. V. la note sur la règle III de ce titre; Gaspard Bailly, dans son traité de *Servis*, cap. 16, n° 2; Coquille, sur la coutume du Nivernais, p. 151; la coutume d'Auvergne, chap. 25, art. 22; Boerium, quæst. 211; Cujac., ad *Papinianum*, lib. XX *Quæstionum*, p. 600 de l'édition de La Noue, lett. B; La Thaumassière sur Berry, p. 392. * Salvaing, du *Plaid seigneurial*, chap. 4. *

Par la coutume du Bourbonnais, art. 197, la taille personnelle et serve est de suite, ainsi que dans le Nivernais, etc. V. Coquille sur l'art. 6 du tit. VIII de cette coutume.

QUESTES. Sur le sens de ce mot, qui équivalait à taille, V. Bourbonnais, 343-345; Nivernais, tit. VIII, art. 7; les anciennes coutumes de Bordeaux publiées par les frères Lamothe; et les *Statuts de Beranger*, Giraud, t. II, p. 11. *

GUETS N'ONT POINT DE SUITE. Masuer, ancien praticien, parle ainsi de ce droit, chap. 39, nomb. 32. « *Dominus habens castrum, seu fortalicium, tempore guerræ potest compellere habitantes in sua jurisdictione ut faciant excubias; et consequenter reparationes in suo castro, etc.* »

ET NE TOMBENT POINT EN ARRÉRAGES. Bourbonnais, art. 339; à moins qu'il n'y en ait eu demande, ou qu'elles ne soient assises sur un fonds certain. V. la coutume d'Auvergne, tit. XXV, art. 18, 22, et tit. XXXI, art. 52; la Marche, art. 144; Henrys, t. I, liv. III, quest. 32, p. 300. V. Cujacium ad legem, 55, D., ad *Trebellianum*, lib. XX *Q. Papiniani*.

Mais, pour les tailles aux quatre cas, dont il est parlé dans la règle I de ce titre, elles tombent en arrérages, et les arrérages ne s'en prescrivent que par dix années, suivant l'art. 30 de la

coutume du Bourbonnais, et par trente années, par l'art. 10 du tit. xvii de celle d'Auvergne.

Quant aux arrérages des dîmes, on suit la note de Dumoulin, ad cap. *Tua nobis*, Extra. de *Decimis*, dont voici les paroles : « Idem imperatores ubi tenent, quod etiam novus possessor non tenetur ad decimas præteritas non solutas per antiquum dominum. Idem Federicus de Senis consil. 93. Et quod ecclesia habet electionem contra antiquum dominum vel novum possessorem : sed hoc non servatur sive personali, sive hypothecaria, vel quovis iudicio agatur ; quia debent singulis annis exigi. » V. *Codicem Fabrianum*, libro tit. ii, def. 66 ; la jurisprudence de Guy Pape, p. 33. V. l'art. 3 de la déclaration du mois de février 1657, rapportée dans le dictionnaire des arrêts de Brillou, lettre D, p. 723. V. l'art. 52 de la coutume de Montreuil ; de La Thaumassière, sur la coutume de Berry, tit. x, art. 17, n° 41, p. 392.

Les Hébreux et les premiers chrétiens étaient convaincus qu'en payant exactement les dîmes, ils attireraient sur leurs biens la bénédiction du ciel ; et de là vient, que *in Tractatu Shabbath*, feuil. 119, il y a : « decimas dato ut dives fias ; » et dans Pirke aboth, chap. 3, sect. 13 : « decimæ sunt sepes divitiarum. »

ET NE PEUVENT ÊTRE VENDUES NI TRANSPORTÉES, parce qu'elles sont dues pour la nécessité du seigneur. V. la coutume d'Auvergne, tit. xxv, art. 18 ; la Marche, art. 165 ; de Chasseneuz sur la coutume de Bourgogne, rubr. 9, § 18, sur le mot *Corvéables*, n° 31 ; Bourbonnais, art. 339 ; La Thaumassière, dans son *Recueil des Anciennes coutumes du Berry*, part. i, chap. 12, p. 14 ; Jean-François Baltazar, de *Operis subditorum*, cap. 16 de l'édition de 1656, p. 367 ; Gaspard Bailly, dans son traité de *Servis*, c. 16, n° 2 ; et Talbert, des *Mainmortes*, § 19, art. 6, 7, 8, 9, 10, etc.

XI.

919. En assiette de terre, corvée ou peine de vilain n'est pour rien comptée.

Le proverbe était ainsi conçu :

En assiette, la corvée
Du villain n'est point comptée.

* L'Italien dit aussi : *Pena di servo si conta per nullo.* *

Les assiettes de terres, qui étaient anciennement fréquentes en France, se faisaient pour différentes causes.

Quelquefois, un mari qui recevait de sa femme la dote en argent, l'assignait ou en faisait l'assiette sur son héritage; et cet héritage du mari était réputé vendu, jusqu'à concurrence de la dot.

Quelquefois un père, en mariant sa fille, promettait de lui donner une somme, et d'en faire l'assiette; et dans ce cas, la fille et ses descendants avaient la propriété des terres sur lesquelles l'assiette avait été faite.

Quelquefois un père qui mariait sa fille, lui constituait en dot une somme qu'il ne pouvait payer que dans un certain temps; et, en attendant, il lui donnait des terres en assiette pour en avoir les revenus; et il est évident qu'une telle assiette n'était qu'une antichrèse, ou un engagement.

Quelquefois un débiteur, qui constituait une rente, s'obligeait d'en faire l'assiette sur un fonds, afin que la rente y fût perçue par le créancier; et encore cette assiette n'emportait point aliénation: ce qu'on a expliqué au long dans la dissertation sur le tènement de cinq ans, chap. 2, n^{os} 7, 8, 9, 10, etc.

Enfin, souvent un aîné qui ne pouvait partager commodément une succession avec un puîné achetait sa part indivise, moyennant une somme, qui était une espèce de soulte dont l'aîné s'obligeait de fournir autant de livres de terres en assiette; et cette assiette, qui était l'exécution de l'espèce de partage que les deux frères avaient fait, emportait toujours un transport de propriété et une aliénation perpétuelle, lorsque les biens étaient libres, comme il est expliqué ci-dessus sur la règle III du titre des gages.

Il se trouvait souvent qu'il était dû des corvées aux terres sur lesquelles ces assiettes étaient faites. La question fut donc de savoir ce que ces corvées seraient estimées. Et ceux à qui les assiettes devaient être faites, n'ayant pas voulu les prendre, parce qu'elles ne produisaient point de revenu, l'usage s'établit, qu'en assiette, elles seraient comptées pour rien. * Coquille sur Nivernais, tit. xxxv. *

Il y a cependant des coutumes où elles sont comptées pour quelque chose.

Auvergne, tit. xxxi, art. 52: « Charrois, corvées et manœuvres » personnels dus à mercy et volonté, ou autrement, et qui ne sont assis sur héritage et fonds certain, ne sont bailliez, sinon que l'on baillât en assiette la seigneurie, ou chevance dont lesdits droits dépendent; car, audit cas ils peuvent être bailliez. » Et par l'art. 51, la corvée est estimée quatre deniers en hiver, et six en été.

LIV. VI, TIT. VI. — DE TAILLES ET CORVÉES. 259

Par l'art. 430 de la coutume de la Marchè, la corvée, ou manœuvre de rente, est estimée six deniers.

Par l'art. 132 de celle de Saintonge, le bian d'homme de bras sans dépens lui faire, est estimé quinze deniers, et avec dépens dix deniers.

Par les art. 191, 192 de la coutume de Troyes, la corvée d'un homme vaut, pour un jour, douze deniers, et celle d'une femme six deniers. V. l'art. 31 et 499 de la coutume d'Anjou, avec les commentaires de Dupineau, et les auteurs auxquels il renvoie; de Chasseneux, dans son commentaire sur la coutume de Bourgogne, § 18 sur les mots *Corvéables à volonté*, n^o 18 et 19; Baltazar, de *Operis subditorum*, cap. 6; et Jacobinum de sancto Georgio de *Feudis*.

De Salvaing a cru que le sens de cette règle était, qu'en assiette et prisee de terre, on n'avait point d'égard aux corvées dues par le possesseur roturier, parce que la terre passant en main noble, les corvées personnelles sont éteintes en la personne du gentilhomme, qui en est exempt, liv. 1, chap. 46. p. 227, à la fin.

FIN.

VIVE, VALE. SI QUID NOVISTI RECTIUS ISTIS,
CANDIDUS IMPERTI: SI NON, HIS UTERE NECUM.

(HORAT., Lib. I, epist. 6. in fine)



LIBERTÉS
DE
L'ÉGLISE GALLICANE,
RÉDIGÉES EN QUATRE-VINGT-TROIS ARTICLES,
PAR PIERRE PITHOU,
EN 1594.

« Petit livre qui sera trouvé un chef-d'œuvre
« par ceux qui le considéreront comme il faut. »
(ANT. LOISEL, *Vie de P. Pithou*.)

Aux *Règles du droit coutumier de la France* d'Antoine LOISEL, précédées des principales *Maximes de notre ancien Droit public*, extraites de GUY COQUILLE, de Nivernais, nous avons cru devoir joindre les quatre-vingt-trois articles des *Libertés de l'Église gallicane*, rédigés par PIERRE PITHOU.

Ces trois juriscultes, unis par les liens d'une mutuelle estime et d'une étroite amitié, fortifiées par un égal amour de la patrie, un zèle ardent et éclairé du bien public, et une parfaite conformité de vues politiques, associés dans notre publication comme ils l'ont été dans leur vie publique et leurs relations privées, auront contribué à compléter ce recueil des *Règles de notre ancien Droit français*.

Les *Articles de Pithou* ont même cet avantage que, si plusieurs peuvent être relégués dans la classe des monuments purement historiques, cependant, parmi les règles qu'il a tracées, celles qu'on peut à bon droit regarder

comme *fondamentales*, ont conservé toute leur force, et reçoivent même des circonstances présentes une sorte de nouvelle vie. Cet ouvrage continue ainsi de justifier l'éloge qu'en avait porté Loisel à son apparition, disant que « le livre seroit trouvé un chef-d'œuvre par ceux qui le « considéreront comme il faut (1). »

P. Pithou avait dédié ce recueil des Libertés à Henri IV, comme y ayant *le premier et principal intérêt*. En effet, rien n'est plus à plaindre que les rois et les peuples qui se laissent envahir et subjuguier par la théocratie, faute de savoir défendre leurs libertés et leurs droits. — Cette dédicace est une courte, mais excellente *introduction*.

Dans cette Épître, P. Pithou annonce qu'il avait réservé « à autre *plus ample* traité les *preuves* de ses articles, là où elles seroient jugées nécessaires... » Les actes qu'il avait rassemblés et recueillis à cet effet, tombés après sa mort dans les mains de Dupuy, ont été publiés par ce dernier avec plusieurs traités de sa composition et d'autres empruntés à divers auteurs.

Ce Recueil, qui parut pour la première fois en 1639, faute d'être bien jugé, encourut l'improbation de quelques prélats qui se trouvaient alors réunis à Paris.

Mais, en 1651, le même ouvrage fut réimprimé avec un privilège du roi Louis XIV, qui en contient l'éloge le plus flatteur. Cette seconde édition renferme un plus grand nombre de *preuves* que celle de 1639, mais ne contient pas les *traités* que renferme celle-ci.

Enfin, en 1731, on a réimprimé la collection complète des *preuves* en y comprenant le volume des *Traité*s de 1639, et en outre le *Songe du Vergier* et quelques autres pièces qui ne sont dans aucune des autres éditions.

Ainsi, les trois éditions diffèrent pour la pagination et

(1) LOISEL, *Vie de Pithou*, à la suite du *Dialogue des Avocats*, édit. Dupin, p. 328.

pour les matières; elles ne se ressemblent que par le nombre des chapitres qui est dans toutes de quarante.

Il était par conséquent fort difficile de se retrouver dans les citations et les renvois qu'on rencontre dans les divers auteurs, selon que chacun a travaillé sur l'une ou l'autre des trois éditions.

Dans le désir qu'il avait d'offrir un travail plus méthodique et d'un usage plus commode au public, Dupuy avait dans ses dernières années élaboré un *Commentaire* suivi des articles de Pithou, en marge de chacun desquels il avait indiqué la citation des preuves qui s'y rapportent et qui les justifient.

Mais ce travail lui-même, publié en 1651, laissait à désirer toutes les indications et pièces relatives aux affaires ecclésiastiques survenues depuis; par exemple les démêlés sur la régale et la déclaration de 1682, les brefs sur les affaires de Païniers et de Charonne; les refus de bulles aux évêques nommés en 1718, etc., etc.

C'est ce qui a donné lieu à l'ouvrage publié en 1771 en cinq vol. in-4° par Durand de Maillane, qui est tout à la fois le plus commode et le plus complet.

Il contient : 1° Le texte des quatre-vingt-trois *Articles des Libertés* de l'Église gallicane ;

2° Les renvois aux trois recueils des *preuves* pour les trois éditions de 1639, 1651, 1731 ;

3° Un *Commentaire* suivi sur chacun de ces articles.

Ce commentaire contient lui-même distinctement : 1° celui de Dupuy, d'autant plus précieux qu'il avait été dressé en grande partie sur les notes mêmes de P. Pithou ; — 2° l'analyse et quelquefois le texte entier (1) des pièces

(1) Par exemple le *Songe du Vergier*, quoique présenté en forme d'*analyse*, est plus complet dans l'édition de Durand de Maillane, parce qu'on y trouve le chap. 145 du livre II, longtemps resté inconnu aux autres éditeurs. V. t. III, p. 504 à 616, édit. D. de Maillane.

les plus importantes de celles qui sont contenues aux preuves, avec le renvoi aux autres; — 3° des pièces nouvelles et quelques traités qui ne se trouvent dans aucune des précédentes éditions dont celle-ci forme le *complément*; — 4° dans le tome V, page 189 et suivantes, on remarque un travail précieux de M. Gibert, savant canoniste, qui, sur chaque article des *Libertés de l'Église gallicane*, a entrepris de les justifier uniquement par des *citations tirées des textes du droit canonique*. — On trouve aussi à la suite (p. 235), un commentaire suivi et plus étendu du même auteur en vingt chapitres divisés en un assez grand nombre de paragraphes. Ce commentaire a un caractère particulier, en ce que l'auteur tire principalement ses preuves : 1° des canons de l'ancien Code de l'Église universelle; 2° des canons des anciens Codes des Églises particulières; 3° des anciens canons des conciles des Gaules.

Enfin le cinquième volume de Durand de Maillane se termine par deux tables : — l'une intitulée *Rapport général des preuves* contenues dans le Recueil de 1731, divisé comme nous l'avons dit en quarante chapitres; c'est une table par ordre des matières. — L'autre est une *table chronologique* de tous les actes intéressant les Libertés de l'Église gallicane avec un renvoi aux lieux où ces actes sont rapportés. Elle se termine en 1769.

Nous avons voulu donner toutes ces indications, et tracer pour ainsi dire cet *itinéraire* à ceux de nos lecteurs qui, après avoir lu le texte que nous leur offrons et les courtes notes dont nous l'avons accompagné, voudraient approfondir quelques questions particulières. C'est tout ce qu'on peut exiger de nous dans une publication qui doit conserver son caractère essentiellement analytique.

Pour le droit actuel, qui en très-grande partie n'est que la reproduction du droit ancien et sa continuation,

voyez *Manuel du Droit public ecclésiastique français*, de Dupin, quatrième édition de mai 1845, — et les *Rapports et Travaux inédits*, de Portalis, sur le concordat de 1801, publiés par son petit-fils en 1845, in-8°.

On y trouve la complète justification de ces Maximes, sur lesquelles, dit Durand de Maillane : « Il n'y a jamais « eu qu'une voix, qu'un langage dans tous les Ordres, je « dirai même dans tous les Membres de la Nation fran- « çaise. »

Que penser après cela de ceux qui les déclinent avec tant de perfidie, ou les attaquent avec tant de violence aujourd'hui?...

ÉPITRE DÉDICATOIRE

AU ROY TRES-CHRESTIEN.

« Sire, voyant qu'entre les désordres et confusions sur-
« venues en ce royaume, aucuns, par malice et ambition,
« calomnient; autres, par ignorance ou lascheté, mépri-
« sent indiscrètement, comme fantosme ou chimères, ces
« beaux droits et ce précieux *palladium* que nos plus sages
« et plus dévotieux ancêtres nous ont, avec tant de soin
« et de vertu, religieusement conservé jusques à présent
« sous le titre des *Libertez de l'Église gallicane*, j'ai pensé
« estre de mon devoir, pour en rafraichir aucunement la
« mémoire à nostre âge, et en tout événement la trans-
« mettre à la postérité, de comprendre *en bref* le plus
« naïvement et simplement que le sujet peut porter ce que,
« à l'instante prière de plusieurs gens de bien et d'hon-
« neur de tous estats, j'en avois rassemblé et recueilli,
« réservant la preuve, où elle seroit jugée nécessaire (ce
« que toutesfois je ne pense pas mesmement entre vray
« François), à autre plus ample traité. — Tel qu'est ce
« *sommaire*, Sire, j'ai pris la hardiesse de vous le pré-
« senter en toute humilité comme à celui qui, portant le
« titre de Roy très-chrestien, premier fils et protecteur
« de l'Église, et particulièrement estant patron de celle
« de vostre royaume, y avez le *premier et principal in-*
« *térêt*; le sousmettant néanmoins au jugement de ceux
« qui en peuvent et en doivent juger, et protestant devant
« Dieu n'avoir eu de ma part autre but et intention que de
« satisfaire aucunement au devoir naturel et légitime que
« j'ay à son service et à celui de V. M., ensemble au bien
« commun de mon pays. — Sire, je supplie de tout mon
« cœur le Roy des roys qu'il lui plaise vous assister tou-
« jours de son Saint Esprit, et vous faire la grâce de ré-
« tablir en vostre royaume la piété et la justice à son hon-
« neur et à sa gloire, au repos de vos sujets et à la
« confusion de vos ennemis. — 1594. P. PITHOU. »

. LIBERTÉS

DE

L'ÉGLISE GALLICANE.

I.

Libertez de l'Eglise gallicane.

[LIBERTEZ.] Ce sont des droits, et non des privilèges; des défenses et non des attaques; des boucliers, et non des lances.

[L'ÉGLISE GALLICANE.] C'est-à-dire tous les catholiques français, y compris le roi et les simples particuliers, et non pas seulement les ecclésiastiques. On ne distingue pas ici entre l'Eglise enseignante et l'Eglise enseignée. Les libertés sont le patrimoine de tous, et surtout des faibles.

II.

Ce que nos peres ont appelé libertez de l'Eglise gallicane, et dont ils ont esté si fort jaloux, ne sont point passe-droits ou privileges exorbitans, mais plustost franchises naturelles et ingénuité ou droits communs *quibus* (comme parlent les prelates du grand concile d'Afrique, escrivants sur pareil sujet au pape Celestin) *nulla patrum definitione derogatum est Ecclesiæ gallicanæ* : esquels nos ancestres se sont très-constamment maintenus, et desquels partant n'est besoin monstrier autre tiltre, que la retenue et naturelle jouissance.

[SI FORT JALOUX.] Toute notre histoire l'atteste.

[CONSTamment MAINTENUS.] Le droit primitif soutenu de la possession, et par conséquent le plus puissant et le plus de tous les titres.

III.

Les particularitez de ces libertez pourront sembler infinies, et neantmoins, estans biens considerees, se trouveront dependre de deux maximes fort connexes, que la France a toujours tenues pour certaines.

Preuves. — 1731. Chap. 1, n. 9; chap. 4, n. 34; chap. 7, n. 17, 19 et 22, art. 2, n. 53 et 54; chap. 9, n. 15; chap. 22, n. 21, p. 4 et 7; chap. 23, n. 13, 65, p. 109; chap. 36, n. 24, 38; chap. 39, n. 8 et 9; chap. 7, n. 54, 65, p. 65; chap. 7, n. 90, p. 188; chap. 23, n. 76; chap. 36, n. 38. — 1651. Chap. 1, n. 9; chap. 4, p. 67, 70, 71 et n. 34; chap. 7, n. 17, p. 248, n. 19 et 22, art. 2, n. 53, 54; chap. 9, n. 15, p. 420; chap. 22, p. 863; chap. 23, n. 13 et 65, p. 987; chap. 36, n. 24, 38; chap. 39, n. 8 et 9; chap. 7, n. 54 et p. 344, 345; chap. 7, n. 90, p. 384; chap. 23, n. 76, p. 1002; chap. 36, n. 38. — 1639. Chap. 1, O.; chap. 4, O.; chap. 7, n. 17, 19 et 22, art. 2, n. 42, O.; chap. 9, O. Vol. des Traités, p. 25; chap. 23, n. 12, 63; chap. 36, O., n. 21; chap. 39, n. 8 et 9; chap. 7, O., n. 47; chap. 7, O.; chap. 23, n. 72; chap. 36, n. 21.

DEUX MAXIMES. 1^o Que le pouvoir temporel est indépendant art. 4, ci-après; 2^o que le pape n'est pas infailible, si le consentement de l'Eglise n'intervient; en d'autres termes, le concile universel est au-dessus du pape (art. 40). — *Déclarat. de la Fac. de Théolog.* de Paris de 1663. *Déclarat. du clergé de France*, de 1682. V. dans le *Manuel du droit publ. ecclés.* de Dupin, p. 103 et ss.

IV.

La premiere est, que les papes ne peuvent rien commander ny ordonner soit en general ou en particulier, de ce qui concerne les choses temporelles és pays et terres de l'obeissance et souveraineté du roi très-chrestien : et s'ils y commandent ou statuent quelque chose, les sujets du roi, encore qu'ils fussent clerics, ne sont tenus leur obéir pour ce regard.

Preuves. — 1731. Chap. 4, n. 26 et 41; chap. 7 entier; chap. 16, n. 33, art. 1 et 21; chap. 22, n. 14, art. 10; chap. 23, n. 65; chap. 24, n. 2; chap. 35, n. 11; chap. 36, n. 18, p. 158.

— 1651. Chap. 4, n. 26, p. 63 et n. 41 ; chap. 7 entier ; chap. 16, n. 33, art. 1 et 21 ; chap. 22, p. 842 ; chap. 23, n. 65 ; chap. 24, n. 2 ; chap. 35, n. 11 ; chap. 36, n. 18, p. 1387. — 1639. Vol. des *Traités*, p. 123, 447. Tout le chap. 7 ; chap. 16, n. 28, art. 1 et 21 ; chap. 22, n. 13, art. 10 ; chap. 23, n. 63 ; chap. 24, n. 2 ; chap. 35, n. 6 ; chap. 36, O.

SOUVERAINETÉ DU ROI.] Cela s'entend de la souveraineté en général ; — de la souveraineté de chaque État, quelle que soit sa constitution politique, monarchique, aristocratique ou démocratique. — *C'est l'indépendance du pouvoir temporel*. Cette indépendance du pouvoir temporel n'est pas une simple prérogative de la couronne, un droit des gouvernements : c'est un droit national, un droit social inhérent à la nature et à l'ordre primordial des sociétés civiles. Si nous répétons encore l'ancienne formule de nos pères, que le *Roi de France ne relève que de Dieu et de son épée*, nous ne le disons pas pour lui constituer un *droit divin* absolu, à l'encontre des droits du peuple, et par opposition au droit de la souveraineté nationale, mais comme expression pittoresque de cette souveraineté. C'est par opposition aux prétentions du pouvoir spirituel, qu'on disait aux papes alléguant leur prétendue supériorité sur les rois : Mais le roi aussi est *roi de par Dieu*, car *omnis potestas a Deo*, la sienne aussi bien que la vôtre. — Et si l'on ajoutait *et de l'épée*, c'était pour montrer que le roi, expression du pouvoir temporel, ne reconnaissant point de juges sur la terre, c'est par la force des armes qu'il se fait rendre la justice qui lui est due et qu'il maintient son autorité et les droits de sa couronne, c'est-à-dire les droits de l'État dont la défense lui est confiée ; tout cela est aussi vrai depuis 1830 qu'auparavant, seulement cela devrait paraître encore plus évident.

V.

La seconde, qu'encores que le pape soit reconnu pour suzerain es choses spirituelles : toutesfois en France la puissance absolue et infinie n'a point de lieu, mais est retenue et bornée par les canons et règle des anciens conciles de l'Eglise reçus en ce royaume : et *in hoc maxime consistit libertas Ecclesiæ gallicanæ*, comme en propres termes l'Université de Paris (qui garde, comme dit l'an-

cien Roman François, la clef de notre chrestienté et qui a esté jusques à cy tressoigneuse promotrice et conservatrice de ces droits) feit dire et proposer en pleine Cour de Parlement, lors qu'elle s'opposa à la verification des bulles de la légation du cardinal d'Amboise.

Preures. — 1731. Chap. 9, n. 15; chap. 11, n. 9, 10 et 11; chap. 12, n. 1, 2 et 4; chap. 13, n. 15, 16 et 17; chap. 22, n. 29; chap. 23, n. 13. — 1651. Chap. 9, n. 15; chap. 11, n. 9, 10 et 11; chap. 12, n. 1, 2, p. 474; chap. 13, n. 15, 16 et 17; chap. 22, n° 29; chap. 23, n. 13. — 1639. Chap. 23, n. 13; chap. 11, n. 9, 10 et 11; chap. 12, n. 1, 2, n. 4, p. 258; chap. 13, n. 14 et 15; chap. 22, n. 27; chap. 23, n. 12.

SUZERAIN ES CHOSES SPIRITUELLES.] Les libertés de l'Eglise gallicane se concilient parfaitement avec les droits essentiels du pape, la primauté du saint-siège, et les justes prérogatives qui lui appartiennent comme chef spirituel de l'Eglise et centre de l'unité catholique. Les gallicans diffèrent des ultramontains, parce que ceux-ci *exagèrent* les droits de la cour de Rome, de manière à *entreprendre* sur le pouvoir temporel, à *compromettre* l'indépendance des gouvernements, à *méconnaître* la supériorité des conciles généraux, à *restreindre* le pouvoir des évêques, autrement dit des ordinaires, de manière enfin à *menacer* la liberté et les droits des fidèles.

VI.

De ces deux maximes dependent ou conjointement, ou separement, plusieurs autres particulieres, qui ont esté plustost pratiquees et executees qu'escrites par nos ancestres, selon les occurrences et sujets qui se sont presentez.

De la premiere semble principalement dependre ce qui s'ensuit.

VII.

Le roi très-chrestien oinct, premier fils et protecteur de l'Eglise catholique envoyant ses ambassadeurs au pape eleu pour luy congratuler sa promotion, et le recognoistre

comme pere spirituel et premier de l'Eglise militante, n'a accoustumé d'user de termes de si precise obeissance que plusieurs autres princes, qui d'ailleurs ont quelque special devoir ou obligation particuliere envers le saint siege de Rome, comme vassaux, tributaires ou autrement : mais seulement se recommande, et le royaume que Dieu luy a commis en souveraineté, ensemble l'Eglise gallicane aux faveurs de Sa Sainteté. Et telle est la forme contenuee és plus anciennes instructions de telles charges et ambassades, notamment és lettres du roi Philippe le Bel au pape Benedict XI, jadis envoyé par le sieur de Mercueil, messire Guillaume du Plessis, chevalier, et maistre Pierre de Belle-Perche, chanoine en Eglise de Chartres, ses conseillers et ambassadeurs à ceste fin : ausquels toutefois il donne encor pouvoir de rendre à Sa Beatitude, plus ample tesmoignage de toute reverence et devotion. Et plus grande submission que le roi Loys ouzieme à son advenement à la couronne voulut faire par le cardinal d'Alby au pape Pie second, pour aucunes particulieres occasions, dont se trouvent encor quelques remarques, ne fut trouvée bonne par ses sujets, notamment par sa Cour de Parlement, qui luy en fait de fort grandes remonstrances et de bouche et par escrit dès lors publié, et depuis encor tous les trois estats du royaume assemblez à Tours en feirent unanimement plaintes, dont se peuvent voir le reste és cayers lors presentez par maistre Jean de Rely, docteur en la faculté de Theologie et chanoine de l'Eglise de Paris, député desdits estats.

Preuves. — 1731. Des Obédiences. Chap. 3 entier. Chap. 22, n. 19 et 26. — Très-chrétien, chap. 1, n. 1, 2, 6, 9; chap. 2, n. 2; chap. 3, n. 2 et 3; chap. 4, n. 27 et 41; chap. 11, n. 18, 22, 26, 29; chap. 20, n. 35; chap. 22, n. 21; chap. 28, n. 21. — Oinct. Chap. 16, n. 33, art. 20; chap. 36, n. 17. Premier fils. Chap. 2, n. 8 et la note. — Protecteur. Chap. 7, n. 17, 19; chap. 11, n. 18; chap. 12, n. 5, 7, 10, 12, 15; chap. 35, n. 6;

chap. 3, n. 1. V. la note sur le n. 2 du chap. 3; chap. 22, n. 26. — 1651. Chap. 3 entier. Chap. 22, n. 19, 26. — Très-chrétien, Chap. 1, n. 1, 2, 6, 9; chap. 2, n. 2; chap. 3, n. 2, 3; chap. 4, p. 68 et 150; chap. 11, n. 18, 22, 26, 29; chap. 20, n. 35; chap. 22, p. 863; chap. 28, p. 1111. — Oinct. Chap. 16, n. 33, art. 20; chap. 36, n. 17. — Premier fils. Chap. 2, n. 8 et la note; chap. 7, n. 17, p. 230 et 314; chap. 11, n. 18; chap. 13, n. 5, 10, 13 et p. 516; chap. 35, n. 6; chap. 3, n. 1. V. la note sur le n. 2 du chap. 3. Chap. 22, n. 26, p. 887. — 1639. Chap. 3 entier. Chap. 22, n. 19 et 25; chap. 1, n. 1, 2, 6, 9. — Très-chrétien. Chap. 1, n. 1, 2, 6, 9; chap. 2, n. 2. — Vol. des Traités, p. 135-147; chap. 4, p. 68 et 150; chap. 11, n. 18, 22, 26, 29. — Vol. des Traités, p. 25; chap. 28, n. 19; chap. 16, n. 28, art. 20; chap. 36, n. 9; chap. 2, n. 6 et la note; chap. 7, n. 17-40; chap. 11, n. 18; chap. 13, n. 5, 7, 10, 12 et 14; chap. 35, n. 5; chap. 3, n. 1. V. la note sur le n. 2 du chap. 3. Chap. 22, n. 25.

PREMIER FILS. | Fils aîné.

NE FUT TROUVÉE BONNE PAR SES SUJETS. | Dans ces questions, la nation a toujours pris parti en soutenant les rois qui la défendaient, comme sous Philippe le Bel; ou bien en résistant et protestant autant qu'elle le pouvait, selon les circonstances, parce qu'en effet ces questions impliquent le droit de tous et de chacun, et n'intéressent pas seulement la prérogative royale. Quand elle s'efface ou qu'elle s'oublie, la nation la relève.

LES ESTATS EN FIRENT PLAINTÉ. | Il est très-vrai que trop souvent les rois pour des intérêts du moment, et en tolérant ou même en provoquant par d'imprudentes démarches l'intervention de Rome dans les affaires du royaume, ont parfois donné lieu à des précédents fâcheux contre lesquels les âges suivants ont eu à se débattre et ont eu peine à revenir.

VIII.

En somme les rois très-chrétiens ayans exposé non seulement leurs moyens, mais aussi leurs propres personnes pour mettre, restablir et maintenir les papes en leur siege, accroistre leur patrimoine de très-grands biens temporels, et conserver leurs droits et autoritez par tout, les ont toujours recogneus pour peres spirituels, leur rendans de franche volonté une obeissance non servile, mais

vrayement filiale (et comme disoient les anciens Romains en chose non du tout dissemblable), *sanctitatem apostolicæ sedis sic comiter conservantes, quemadmodum principes liberos decet, si non æquo jure* (comme il faut recognoistre qu'ès choses spirituelles il y a preeminence et supériorité de la part du saint siege apostolique) *certe non ut deditios, aut fundos.*

Preuves. — 1731. Chap. 1 entier et note sur le n. 4; chap. 1, n. 1 et la note sur le n. 4; chap. 1, n. 1 et 4. — 1651. *Idem.* — 1639. — *Idem.*

ET CONSERVER LEURS DROITS.] Et encore à présent la France catholique n'est-elle pas le plus beau fleuron de la tiare ? et sous le rapport politique même, le nom et la puissance de la France ne sont-ils pas le plus ferme appui du saint-siège ?

IX.

Aucuns de nos docteurs françois ont aussi dit et laissé par escrit que les papes à leur advenement estoient tenus envoyer au roy très-chrestien la profession de leur foy telle qu'elle se trouve en l'ancienne collection du cardinal Deus-dedit, et en quelque registre du trésor du roy, sous le nom de Benedictus : adjoustans que le pape Boniface VIII l'envoya *sub plumbo*, à l'exemple de celle de Pelagius au roy Childebert, dont se voyent quelques eschantillons au decret de Gratian. Ce que je ne trouve avoir esté continué par forme de coutume louable ou autrement : et semble que cela aye esté fait par aucuns papes à la prière des rois de France, pour le devoir commun de tous chrestiens, qui sont admonestez d'estre tousjours prests à rendre compte de leur foy, quand ils en sont requis : sinon que quelcun vousist encores remarquer cela pour un reste de l'ancienne façon de faire qui se pratiquoit lors que les papes avoient accoustumé d'envoyer leurs elections aux rois de France pout les agreer et confirmer.

Preuves. — 1731. Chap. 2 entier; chap. 2, n. 4 et 5. — 1651.

Chap. 2 entier; chap. 2, n. 5, in fine; chap. 2, n. 4 et 5; chap. 2, n. 1. — 1639. Chap. 2 entier; chap. 2, n. 4 et 5.

Cet article est purement historique.

X.

Les rois très-chrétiens ont de tout temps, selon les occurrences et nécessitez de leur pays, assemblé ou fait assembler synodes ou conciles provinciaux et nationaux, esquels, entre autres choses importantes à la conservation de leur estat, se sont aussi traitez les affaires concernans l'ordre et discipline ecclesiastique de leurs pays, dont ils ont fait faire reigles, chapitres, loix, ordonnances, et pragmatiques sanctions sous leur nom et autorité : et s'en lisent encor aujourd'huy plusieurs és recueils des decrets receus par l'Eglise universelle, et aucunes approuvées par conciles generaux.

Preuves. — 1731. Chap. 1, n. 9; chap. 4, n. 27; chap. 6, n. 16; chap. 11 entier; chap. 13, n. 1; chap. 35, n. 5; chap. 15, n. 35; chap. 4, n. 2; chap. 11, n. 26. — 1651. Chap. 1, n. 9; chap. 4, p. 72; chap. 6, n. 16; chap. 11 entier; chap. 13, n. 1; chap. 35, n. 5; chap. 15, n. 35; chap. 4, n. 2; chap. 11, n. 26. — 1639. Chap. 1, O. Vol. des Traités, p. 135, chap. 6, O.; chap. 11 entier; chap. 13, n. 1; chap. 35, n. 4; chap. 15, n. 31; chap. 4, n. 2; chap. 11, n. 26.

DE TOUT TEMPS.] A commencer du temps de Clovis. Concile d'Orléans en 511.

ASSEMBLÉ OU FAIT ASSEMBLER.] Aujourd'hui, moins que jamais, aucun concile ne pourrait s'assembler sans la permission préalable du gouvernement. Comment en serait-il autrement, quand les chambres législatives elles-mêmes ne peuvent se réunir que sur la convocation du roi? — Les conseils généraux ne peuvent également s'assembler qu'en vertu d'ordonnances royales, et les simples conseils municipaux avec l'autorisation des préfets et sous-préfets. Cela tient à la police générale du royaume, et intéresse notre ordre politique tout entier.

XI.

Le pape n'envoie point en France legats *a latere* avec faculté de reformer, juger, conferer, dispenser, et telles autres qui ont accoustumé d'estre specifiees par les bulles de leur pouvoir, sinon à la postulation du roy très-chrestien ou de son consentement : et le legat n'use de ses facultez qu'après avoir baillé promesse au roy par escrit sous son sein, et juré par ses saintes ordres de n'user desdites facultez és royaume, pays, terres et seigneuries de sa sujettion, sinon tant et si longuement qu'il plaira au roy : et que si tost que ledit legat sera adverty de sa volonté au contraire, il s'en desistera et cessera. Aussi qu'il n'usera desdites facultez sinon pour le regard de celles dont il aura le consentement du roy et conformement à iceluy, sans entreprendre ny faire chose prejudiciable aux saintcs decrets, conciles generaux, franchises, libertez et privileges de l'Eglise gallicane et des universitez et estudes publiques de ce royaume. Et à ceste fin se presentent les facultez de tels legats à la Cour de Parlement, où elles sont venes, examinees, verifiees, publiees et registrees sous telles modifications que la Cour voit estre à faire pour le bien du royaume : suivant lesquelles modifications se jugent tous les proces et differends qui surviennent pour raison de ce, et non autrement.

Preuves. — 1731. Chap. 23 entier. Chap. 1, n. 9; chap. 13, n. 15; chap. 23, n. 71; chap. 23, n. 3, 12, 15, 20, 25, 30, 39, 42, 43, 70. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23 entier; chap. 1, O.; chap. 13, n. 14; chap. 23, n. 69; chap. 23, n. 3, 11, 14, 19, 24, 28, 37, 40, 41, 68.

Tous les termes de cet article sont précieux, et méritent d'être pesés. Voyez pour l'ancien droit les pièces contenues *aux preuves*; pour le même droit observé depuis le concordat de 1801, l'arrêté du 18 germinal an x, relatif à la mission du cardinal Caprara, et le discours de ce légat dans le *Manuel du droit publ. ecclési.*, p. 14 et 15. — V. aussi les art. 45, 58, 59 et 60 ci-après.

UNIVERSITEZ ET ETUDES PUBLIQUES.] Cette réserve, quant aux *études publiques*, est à remarquer. Elle constate le droit que l'État a toujours exercé sur l'enseignement.

XII.

Semblablement le legat d'Avignon, quand ses facultez s'estendent outre le comtat de Venise et terres dont le pape jouit à present, auparavant qu'user de ses facultez es pais de l'obéissance et souveraineté du roy, fait pareil serment et baille semblable promesse par escrit, et notamment de n'entreprendre aucune chose sur la juridiction seculiere, ny distraire les sujets, interdire ou excommunier les officiers du roy, ou faire chose contre les libertez de l'Eglise gallicane, edicts, coustumes, statuts et privileges du pays. Et sous ses modifications et à la charge d'icelles, sont ses facultez et celles de ces vice-legats verifiees en la Cour de Parlement de Dauphiné, et autres respectivement pour ce qui est de leur ressort, après qu'elles ont été presentees par eux avec placet et lettres du roy.

Preuves. — 1731. Chap. 24 entier. Chap. 23, n. 28; chap. 21, n. 3; chap. 23, n. 81. — 1651. *Idem.* 1639. Chap. 24 entier. chap. 23, O.; chap. 24, n. 3; chap. 23, n. 78.

Cet article n'a plus d'objet. Avignon fait partie de la France et ne reconnaît que les lois françaises.

XIII.

Les prelates de l'Eglise gallicane, encore qu'ils soient mandez par le pape pour quelque cause que ce soit, ne peuvent sortir hors le royaume sans commandement ou licence et congé du roy.

Preuves. — 1731. Chap. 19 entier. — 1651. — *Idem.* — 1639. *Idem.*

SANS CONGÉ DU ROY.] Parce qu'ils sont *sujets français*. Aussine peut-on être nommé évêque sans être *originaire français*, et sans prêter au roi *serment de fidélité*. — La défense de sortir du royaume sans congé du roi est commune à la plupart des grands fonctionnaires de l'État.

XIV.

Le pape ne peut lever aucune chose sur le revenu du temporel des benefices de ce royaume sous pretexte d'emprunt, impost, vacant, despouille, succession, deport, incompatibilité, commande, neufiesme, decime, annate, procuration, communs ou menus services, propine ou autrement, sans l'autorité du roy et consentement du clergé, mesmes ne peut par ses bulles de pardons et indulgences charger les sujets du roy de donner deniers ou autres aumosnes pour iceux gaigner : n'y en donnant dispenses, se reserver ou attribuer à sa chambre les deniers des amendes : et sont telles clauses reputées abusives.

Preuves. — 1731. Chap. 22 entier. Chap. 7, n. 15, n. 22, art. 3 ; chap. 38, n. 8, p. 209. V. le chap. 7 depuis la page 129 jusqu'à 134 ; chap. 13, n. 16. Vacant. Chap. 7, p. 133 ; chap. 20, n. 9, 26, 29 ; chap. 22, n. 11, 15, 21, 26 ; chap. 36, n. 19. — 1651. Chap. 22 entier. — Chap. 7, n. 15, p. 212, n. 22, art. 3 ; chap. 7, depuis la page 282 jusqu'à 290 ; chap. 13, n. 16 ; chap. 7, p. 289 ; chap. 20, n. 9, 26, 29 ; chap. 22, n. 11, 15, p. 871, 872, et n. 26 ; chap. 36, n. 19. — 1639. Chap. 22 entier. Chap. 7, n. 15, p. 22, art. 3 ; chap. 38, n. 8, p. 1057, 1058 ; chap. 13, n. 15 ; chap. 20, n. 9, 26, 29 ; chap. 22, n. 10, 15. Vol. des Traités, p. 25 et n. 25 ; chap. 36. — V. Durand de Maillane pour les preuves relatives aux mots : *Dépouille, Incompatibilité, Commende, Décime, Annate, Procuration, Menus services, et Propine.*

IMPÔT. Mettre impôt et lever deniers sur un peuple, c'est faire acte de *souveraineté temporelle*. (V. *Inst. cout.*, règles n. 11 et 23.) Ainsi en France « aucun impôt ne peut être établi ni perçu » s'il n'a été consenti par les deux chambres et sanctionné par « le roi. » (Charte, art. 40.) — Les *quêtes* mêmes doivent être permises et réglées par l'autorité temporelle ; elles peuvent par conséquent être interdites. V. Vuillefroy, au mot *Quêtes*.

XV.

Le pape ne peut exposer en proye ou donner le royaume de France et ce qui en depend, ny en priver le roy ou en disposer en quelque façon que ce soit : et quelques

monitions, excommunications ou interdictions qu'il puisse faire, les sujets ne doivent laisser de rendre au roy l'obéissance due pour le temporel, et n'en peuvent estre dispensez ny absous par le pape.

Preuves. — 1731. Chap. 4 entier; chap. 1, n. 9; chap. 7, n. 74; chap. 22, n. 30. — 1651. Chap. 4 entier; chap. 1, n. 9; chap. 7, n. 74, p. 362; chap. 22, n. 30, p. 901 et 1264. Note. — 1639. Chap. 4 entier; chap. 1, O.; chap. 7, O.; chap. 22, n. 28.

V. la déclaration de 1682, art. 1.

DISPENSÉS PAR LE PAPE.] Dans ces derniers temps, les ultramontains ont voulu railles le principe contenu dans cet article, en se demandant comment on pouvait *le concilier* avec les révolutions opérées par la souveraineté du peuple! On leur a répondu que, si dans des cas extrêmes les peuples usent de leur droit, cela ne donne pas pour cela aux papes la faculté de l'usurper en quelque circonstance que ce soit. Les changements de gouvernement n'intéressent que les peuples; l'Eglise s'y accommode; elle n'est pas chargée de les accomplir.

XVI.

Ne peut aussi excommunier les officiers du roy pour ce qui concerne l'exercice de leurs charges et offices : et s'il le fait, celui qui l'a poursuivy est contraint par peines et amendes et par saisie de son temporel, ores qu'il fust ecclésiastique, faire revoquer telles censures. Aussi ne sont lesdits officiers censez compris és termes des monitions generales pour ce qui concerne leurs dites charges.

Preuves. — 1731. Chap. 5 entier; chap. 4, note sur le n. 18; chap. 6, n. 12; chap. 35, n. 13; chap. 36, n. 28; chap. 5, note sur le n. 3; chap. 24, n. 2. — 1651. Chap. 5 entier; chap. 4, note sur le n. 18; chap. 6, n. 12, p. 206; chap. 35, n. 13, p. 1263; chap. 26, n. 28, p. 1399; chap. 5, note sur le n. 3; chap. 24, n. 2. — 1639. Chap. 5 entier; chap. 4, note sur le n. 15; chap. 6, n. 10; chap. 35, n. 7; chap. 36, n. 16; chap. 5, note sur le n. 3; chap. 24, n. 2.

LES OFFICIERS DU ROY.] Autrement l'excommunication serait un acte politique. Cet article, qui ne cesse pas d'être vrai, le

cas échéant, était nécessaire surtout dans les temps de superstition où l'excommunication produisait une espèce de *mort civile*, équivalente à l'interdiction de l'eau et du feu chez les anciens. Aujourd'hui, comme l'excommunication a simplement pour effet spirituel de mettre en dehors de la catholicité, et que tous les dissidents sont citoyens au même titre politique, l'excommunication n'aurait pas les mêmes inconvénients qu'autrefois, mais elle n'en serait pas moins abusive si elle était prononcée contre des fonctionnaires publics, à raison de leurs fonctions. Quel abus, grand Dieu, n'en a-t-on pas fait, jusqu'à en user contre les débiteurs de l'Église pour les contraindre au paiement de leurs redevances! (V. note sur l'art. xxxv.)

XVII.

Les clauses insérées en la bulle de *Cæna Domini*, et notamment celles du temps du pape Jules II, et depuis, n'ont lieu en France pour ce qui concerne les libertez et privileges de l'Église gallicane et droicts du roy et du royaume.

Preuves. — 1731. Chap. 5, n. 18; chap. 7, n. 50-55 et la note. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 5; n. 13; chap. 7, O., n. 43 et note.

BULLE IN COENA DOMINI,] parce qu'elle est, dans la plupart de ses dispositions, attentatoire aux droits de la puissance temporelle et aux libertés de l'Église gallicane.

XVIII.

Ne peut le pape juger ny deleguer pour cognoistre de ce qui concerne les droits, preeminences et privileges de la couronne de France et ses appartenances: et ne plaide jamais le roy de ses droicts et pretentions qu'en sa cour propre.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 22, art. 1, 6 et 8; chap. 36, n. 23 et la note. — 1651. Chap. 7, n. 22, art. 1 et 6; chap. 36, n. 23 et la note. — 1639. Chap. 7, n. 22, art. 1 et 6; chap. 36, n. 11 et la note.

Cet article est une conséquence de la maxime générale exprimée dans l'art. iv.

XIX.

Les comtes qui s'appellent palatins, creéz par le pape, ne sont recogneus en France pour y user de leurs pouvoirs ou privileges, non plus que ceux creéz par l'empereur.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 36 et la note; chap. 23, n. 81. — 1651. Chap. 7, n. 36 et la note; chap. 23, n. 81, p. 1011. — 1639. Chap. 7, n. 35 et la note; chap. 23, n. 78.

COMTES PALATINS. | Historique.

XX.

Les notaires apostoliques ne peuvent recevoir contracts de choses temporelles et profanes entre les sujets du roy : et ne portent les contrats par eux recens comme ventes, eschanges, donations, et tels autres, aucune hypothèque sur les biens assis en ce royaume, mais sont reputez sans effect pour ce regard.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 45 et la note; chap. 23, n. 51, 52, 81; chap. 36, n. 28 et la note. — 1651. Chap. 7, n. 45 et note; chap. 23, n. 51, 52, 81; chap. 36, p. 1401 et note. — 1639. Chap. 7, n. 37 et note; chap. 23, n. 49, 50, 78; chap. 36, n. 16, sans note.

NOTAIRE APOSTOLIQUE. (Loisel, règle, n. 496.) Il n'y en a plus en France.

XXI.

Le pape ne peut legitimer bastards et illegitimes pour les rendre capables de succeder ou leur estre succédé, ny pour obtenir offices et estats seculiers en ce royaume : mais bien les dispenser, pour estre pourvus aux ordres sacrez et benefices : ne faisant toutesfois prejudice pour ce regard aux fondations seculieres ou privileges obtenus en faisant icelles par les seculiers ou ecclesiastiques sur leurs patrimoines et biens seculiers : ny pareillement aux statuts, coustumes, et autres constitutions seculieres.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 3, 36 et note; chap. 23, n. 16, 31, 46, 52, 81; chap. 24, n. 9. — 1651. Chap. 7, n. 3, 36 et note;

chap. 23, n. 16, 31, 46, 52, 81, p. 1012; chap. 24, n. 9. — 1639. Chap. 7, n. 3, 33. et note; chap. 23, n. 15, 29, 44, 50, 78; chap. 24, n. 8.

LÉGITIMER.] Légitimer à fins civiles ne peut être que l'œuvre de la loi civile et de la puissance temporelle.

XXII.

Ne peut aussi aucunement restituer les laiz contre l'infamie par eux encourue : ni les clercs, sinon aux fins d'estre reccus aux ordres, offices et actes ecclesiastiques, et non autrement.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 49, 52; chap. 23, n. 50, 51. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 7, n. 40; chap. 23, n. 48, 49.

CONTRE L'INFAMIE.] Le roi seul a le droit de grâce en France. — La même remarque s'applique à l'article suivant.

XXIII.

Ne peut remettre en ce royaume l'amende honorable adjugée à un lay, encores que la condamnation fust de juge ecclesiastique et contre un clerc : comme faisant telle condamnation honorable, partie de la reparation civile.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 46, 49. — 1651. *Idem.* 1639. Chap. 7, n. 38, 40.

V. la note précédente.

XXIV.

Ne peut proroger le temps donné aux executeurs de testamens pour faire l'exécution d'iceux, au prejudice des heritiers, legataires, creanciers, et autres y ayans interest civil.

Preuves. — Chap. 23, n. 49, 52, 54. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 47, 50, 52.

EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.] Cet article rappelle et signale un des plus graves abus que se permettait la puissance spirituelle dans les actions purement de droit civil. — V. dans le *Manuel* des remarques curieuses sur cet article.

XXV.

Ne peut convertir aucuns legs, ores qu'ils fussent pitoyables, en autre usage contre la volonté des deffunts, sinon és cas esquels telle volonté ne pourroit estre accomplie formellement, ou qu'il fust besoin de faire ladite commutation : pourveu encores qu'esdits cas elle soit equipollente à ce qui avoit esté ordonné par le testament, ou autre disposition de derniere volonté, dont neantmoins, outre le cas de conscience, la cognoissance appartient au juge lay.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 40, 52; chap. 36, n. 21, 29. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 47, 50; chap. 36, O., n. 17.

LEGS PIEUX.} Le règlement de ces legs se fait de concert entre les autorités séculières et les évêques.

XXVI.

Ne peut bailler permission aux gens d'Eglise estant de l'obeyssance du roy, ou à autres tenans benefices en ce royaume, mesmes aux reguliers et religieux profez, de tester des biens et fruicts de leurs benefices situez en ce royaume, au prejudice des ordonnances et droits du roy et des coustumes des pays et provinces d'iceluy : ny empescher que les parens desdits clerks decedez, ou religieux faisans profession, ne leur succedent en tous leurs biens, mesmes és fruits de leurs benefices.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 47, 52; chap. 22, n. 22; chap. 32, n. 8; chap. 36, n. 42 et note. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 45, 50; chap. 22; chap. 32, n. 5; chap. 36, n. 24 et note.

Voici une autre trace d'empiétement de l'autorité spirituelle sur l'autorité temporelle. Que cet empiétement ne se renouvelle plus, l'article demeure inutile; mais que l'abus renaisse, l'article reprendra son utilité. En attendant, au point de vue historique, il atteste, par la nécessité de la défense, jusqu'où on avait porté la hardiesse des entreprises.

XXVII.

Ne peut aussi permettre ou dispenser aucun de tenir et posséder biens en ce royaume, contre les loix, statuts, ou coutumes des lieux, sans congé et licence du roy.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 32 et note. — 1651. Chap. 7, n. 32 et la note, p. 296. — 1639. Chap. 7, n. 30 et la note. Loisel, règle n. 77.

CONTRE LES LOIS.] « Les immeubles situés en France, même « ceux possédés par des étrangers, sont régis *par la loi française* (C. civ., art. 7). » La possession des biens de France ne doit donc pas être régie par le *droit de Rome*. Sans cela, on verrait les congrégations non autorisées se prévaloir de la puissance du saint-siège pour posséder des biens en mainmorte dans le royaume sans que l'autorité politique pût y mettre obstacle, ou y apporter la modération convenable.

XXVIII.

Ne peut permettre aux ecclésiastiques d'aliéner les biens immeubles des églises et bénéfices assis en France, pour quelque cause d'utilité évidente, ou urgente nécessité que ce soit, et par quelque forme de contract que ce puisse estre, comme par vendition, échange, infeudation, bail à cens, ou à rente, emphytheose à longues années : encor que lesdits bénéfices soyent de ceux qui se dient exempts, et immédiatement sujets au saint siège apostolique : mais bien peut bailler rescrit ou délégation à sujets et habitants de ce royaume, à fin de cognoistre, traicter et juger de l'utilité évidente ou urgente nécessité : et ce fait, suivant la forme de droict interposer sa confirmation et son decret selon que la matière le requiert, sans toutes-fois entreprendre sur ce qui est de la jurisdiction seculière.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 16, 46, 47, 52; chap. 24, n. 9; chap. 40 entier; chap. 23, n. 46. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 15, 38, 45, 50; chap. 14, n. 9; chap. 40 entier; chap. 23, n. 38.

BIENS D'ÉGLISE.] Ces biens étant censés du domaine public avec la destination à laquelle ils sont affectés, on ne peut en disposer que conformément au *droit public*, c'est-à-dire en vertu d'une loi. — Ces biens, au reste, sont, selon leur nature, assujettis à l'impôt comme les autres propriétés.

XXIX.

Moins encor peut-il ordonner ou permettre aucune alienation desdicts immeubles avec clause *inuitis clericis*.

Preuves. — 1731. Chap. 40 entier. — 1651. *Idem.* — 1639. *Idem.*

ORDONNER OU PERMETTRE.] Cela ne regarde que la législature et le gouvernement.

XXX.

Ne peut déroger ny prejudicier par provisions bénéficiales, ou autrement, aux fondations laicales, et droicts des patrons laïcs de ce royaume.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 15 et 22, art. 25; chap. 15, n. 35, art. 1 et la note; chap. 22, n. 8; chap. 23, n. 16, 31, 47, 52; chap. 24, n. 9; chap. 35, n. 13. — 1651. Chap. 7, n. 15, p. 242 et 258; chap. 15, n. 35, art. 1 et la note, p. 560; chap. 22, n. 8, p. 820; chap. 23, n. 16, 31, 47, 52; chap. 24, n. 9; chap. 35, n. 13. — 1639. Chap. 7, n. 15 et 22, art. 25; chap. 15, n. 31, art. 1 et la note; chap. 22, n. 7; chap. 23, n. 15, 29, 45, 50; chap. 24, n. 8; chap. 35, n. 7.

FONDATEURS.] Les lois de France ont réglé de quelle manière on doit procéder en pareil cas.

XXXI.

Le pape ne peut par luy ny par son legat *a latere*, ou par ses subdeleguez exercer jurisdiction sur les sujets du roy, mesme de leur consentement, en matieres de petition de dot, separation de mariez quant aux biens, crimes d'adultere, de faux, de parjure, sacrilege, usure, ou restitution de biens mal prins par contracts illicites et usuraires, perturbation du repos public, soit par intro-

duction de nouvelles sectes seditieuses ou heretiques, quand il n'est question que de faict, ny autrement en quelque matière que ce soit, és cas dont la cognoissance appartient au roy et aux juges seculiers : ny pareillement absoudre les sujets du roy desdits cas, sinon quant à la conscience et jurisdiction penitentielle seulement.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 11; chap. 23, n. 46, 47, 52; chap. 36, n. 28. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 7, n. 11; chap. 23, n. 38, 45, 50. — V. Durand de Maillane pour l'indication des preuves relatives aux mots : *Adultère, Sacrilège, Usure, Perturbation du repos public, Hérétiques.*

JURISDICTION SUR LES SUJETS DU ROY.] En France toute justice émane du roi. Charte, art. 18, et *supra*, liv. préliminaire, règle III. Les jugements rendus à l'étranger n'ont de force que par l'exequatur qui leur serait donné en France par l'autorité française. (V. ci-après, art. LXXVII.) En effet, exercer en France une juridiction étrangère quelconque, ce serait faire acte de souveraineté et notre nationalité ne le permet pas.

DOR, etc.] L'énumération de ces matières prouve à quel point l'usurpation avait multiplié ses tentatives pour s'attribuer juridiction sur des objets évidemment temporels.

NOUVELLES SECTES.] C'est à la puissance temporelle à examiner et à décider si elle veut admettre de nouvelles sectes, corporations, associations, etc.

SÉDITIEUSES.] Par exemple celle des jésuites.

XXXII.

Ne peut user en France de sequestration réelle en matière bénéficiale ou autre ecclésiastique.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 51, 52; chap. 36, n. 30. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 49, 50; chap. 36, n. 18.

NE PEUT. Ce serait faire acte de puissance temporelle.

XXXIII.

Ne peut cognoistre des crimes qui ne sont purs ecclésiastiques, et non mixtes, à l'encontre de purs laïcs : mais bien à l'encontre des gens d'Église seulement, contre :

lesquels il peut user de condamnations selon les sanctions canoniques, decrets conciliaires et pragmatiques conformément à iceux. Et quant aux laïcs, pour les crimes purs ecclésiastiques, ne peut user contre eux de condamnations d'amendes pecuniaires, ou autres concernans directement le temporel.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 51, 52, 81; chap. 28, n. 18; chap. 38, n. 9 in fine. — 1651. Chap. 23, n. 51, 52 et p. 1011; chap. 28, n. 18; chap. 38, n. 9, p. 1490. — 1639. Chap. 23, n. 49, 50, 78; chap. 28, n. 16; chap. 38, n. 9, p. 1082.

JURIDICTION CRIMINELLE.] Si le pape ou ses délégués n'ont pas la juridiction civile en ce royaume, à plus forte raison ils n'y ont pas la juridiction criminelle.

PURS ECCLESIASTIQUES.] Cela rentre dans les droits de la puissance ecclésiastique qui s'étend à tout ce qui est *purement* spirituel.

XXXIV.

Encores que les religieux mendiants, ou autres, pour ce qui concerne leur discipline, ne puissent s'adresser aux juges seculiers sans enfreindre l'obedience, qui est le nerf principal de leur profession : toutesfois, en cas de sedition ou tumulte et grand scandale, ils y peuvent avoir recours par requisition de l'impartition de l'aide du bras seculier : et pareillement à la Cour de Parlement quand il y a abus clair et evident par contraventions aux ordonnances royaux, arrests et jugemens de ladite Cour, ou statuts de leur reformation autorisez par le roy et par ladite Cour, ou aux saints canons conciliaires et decrets, desquels le roy est conservateur en son royaume.

Preuves. — 1731. Chap. 33 et 34; chap. 6, n. 12; chap. 33, n. 15; chap. 36, n. 29, 38. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 33 et 34; chap. 6, n. 10; chap. 33, n. 13; chap. 36, n. 17, 21.

RELIGIEUX.] Aucune congrégation ne peut s'établir en France qu'en vertu d'une loi et avec l'autorisation du gouvernement. Quoique régulièrement établie, toute congrégation est soumise pour sa discipline spirituelle à l'inspection et à la direction de

l'ordinaire, c'est-à-dire de l'évêque dans le diocèse duquel elle a son siège; et pour la police, elle est sujette à la surveillance des officiers publics et aux visites que les magistrats jugent à propos d'ordonner; car il n'y a pas un coin du territoire et pas un habitant qui puisse se soustraire à l'action de la loi et à la surveillance légitime des magistrats. Enfin, toute congrégation, même légalement autorisée, peut être supprimée, et chaque maison conventuelle fermée, si l'ordre public et l'intérêt de l'État en font sentir la nécessité.

XXXV.

Monitoires ou excommunications avec clause satisfactoires, qu'on appelloit anciennement *super obligatione de nisi*, ou *significavit*, comprenant les laïcs et dont absolution est réservée *superiori usque ad satisfactionem*, ou qui sont pour choses immeubles, celles qui contiennent clauses imprecatoires contre la forme prescrite par les conciles, et pareillement celles dont l'absolution est par expres réservée à la personne du pape, et qui emportent distraction de la juridiction ordinaire, ou qui sont contre les ordonnances du roy et arrests de ses Cours, sont censees abusives: mais est permis se pourvoir par-devant l'ordinaire par monition generale *in forma malefactorum, pro rebus occultis mobilibus, et usque ad revelationem duntaxat*. Et si le lay s'y oppose, la cognoissance de son opposition appartient au juge lay, et non à l'ecclesiastique.

Preuves. — 1731. Chap. 6; chap. 23, n. 81; chap. 2, n. 12, 15, 16 et la note sur l'art. 3 du chap. 5; chap. 36, n. 28. — 1651. Chap. 6; chap. 23, n. 81; chap. 6, n. 12, p. 206, n. 15, 16 et la note sur l'art. 3 du chap. 5; chap. 36, p. 140. — 1639. Chap. 6; chap. 23, n. 78; chap. 6, n. 10, 13, O. et note sur l'art. 3 du chap. 5; chap. 36, n. 16.

ABUSIVES.] Rien de plus abusif en effet que de faire servir des peines purement spirituelles à des fins purement civiles; telles, par exemple, que d'assurer le paiement d'une obligation payable en argent par la menace d'une excommunication. Il fut cependant un temps où de tels abus se commettoient fréquemment. V. note sur l'art. xvi.

XXXVI.

Pendant l'appel comme d'abus de l'octroy ou publication d'une monition, la cour du roy peut ordonner que sans prejudice des droits des parties, le benefice d'absolution à cautele sera impartý à l'appellant, soit clerc ou lay : et qu'à ce faire et souffrir l'evesque sera contraint mesmes par saisie de son temporel, et son vice-gerent par toutes voyes deues et raisonnables.

Preuves. — 1731. Chap. 8 entier; chap. 5, n. 7; chap. 6, n. 18, etc. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 8 entier; chap. 5, n. 6; chap. 6, n. 15, etc.

ABSOLUTION A CAUTELE.] C'était un remède *provisoire* placé à côté de l'abus des excommunications pour assurer aux citoyens un refuge et une protection contre les effets extérieurs jadis attachés à ces sortes de censures.

XXXVII.

Un inquisiteur de la foy n'a capture ou arrest en ce royaume, sinon par l'ayde et autorité du bras seculier.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 35; chap. 28, n. 15, 17, 19, 20. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 7, n. 32; chap. 28, n. 14, 15, 17, 18.

INQUISITEUR DE LA FOI.] L'inquisition, Dieu merci! n'a jamais été reçue en France, et si l'un de ses délégués se permettait de porter atteinte à la liberté d'un citoyen, il serait lui-même passible de poursuite pour usurpation de pouvoir et pour crime d'arrestation arbitraire.

XXXVIII.

Le roy peut justicier ses officiers clerks, pour quelque faute que ce soit commise en l'exercice de leurs charges, nonobstant le privilege de clericature.

Preuves. — 1731. Chap. 27 entier. — 1651. *Idem.* — 1639. *Idem.*

OFFICIERS CLERCS.] Les ecclésiastiques comme les autres ci-

toyens répondent devant la loi des faits qualifiés *crimes, délits, ou contraventions*. Il n'y a plus de privilège de cléricature. V. dans le *Manuel*, 4^e édition, p. 258 et ss., les principales lois sur cette matière, et à la page 262, le mode de procéder contre les ministres du culte.

XXXIX.

Nul, de quelque qualité qu'il soit, ne peut tenir aucun benefice, soit en tiltre ou à ferme, en ce royaume, s'il n'en est natif, ou s'il n'a lettres de naturalité ou de dispense expresse du roy à ceste fin, et que ses lettres ayant esté verifiees où il appartient.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 14, 16; chap. 15, n. 67; chap. 22, n. 24; chap. 30 entier; chap. 33, n. 31. — 1651. Chap. 7, n. 14, p. 238 et n. 16; chap. 22, n. 24; chap. 30 entier; chap. 33, n. 31. — 1639. Chap. 7, n. 14, p. 238 et n. 16; chap. 15, n. 60; chap. 22, n. 23; chap. 30 entier; chap. 33, n. 27. — Losiel, règles n. 73, 74.

NATIF. V. loi du 20 germinal an x, art. 32. Cet article de nos libertés a été surtout établi et invoqué pour se garantir de l'abus qui se pratiquait d'attribuer les meilleurs bénéfices du royaume à des étrangers, principalement à des Italiens, surtout ceux qui s'étaient montrés le plus ultramontains. L'ordonnance de Charles VII du 10 mars 1431 exclut les étrangers par ce motif que « le royaume de France avoit esté et estoit garny de notables hommes natifs d'icelui, nobles, clercs et autres gens de grant mérite et qu'il convenoit que de tels gens fust pourvu aux dignités dudit royaume. » — Ils prenaient les bénéfices et n'en remplissaient pas les charges, ni pour l'entretien des biens ni pour l'exécution des fondations; ce qui faisait dire à Charles VII dans la même ordonnance : « Et si sont plusieurs desdits bénéfices tournés en très-grande ruine et désolation, etc. » V. d'autres lois sur l'exclusion des étrangers des diverses fonctions publiques et sur l'abus des naturalisations dans le discours sur les lettres de grande naturalisation accordées au prince Hohentlohe à la séance de la chambre des députés du 25 avril 1828, à la suite des *Réquisitoires* de M. Dupin, t. III, p. 318.

XL.

De la seconde maxime dépend ce que l'Eglise gallicane a toujours tenu, que combien que par la reigle ecclesiast-

tique, ou (comme dit saint Cyrille écrivant au pape Célestin) par l'ancienne coutume de toutes les églises, les conciles généraux ne se doivent assembler ny tenir sans le pape, *clave non errante*, reconnu pour chef et premier de toute l'Eglise militante et pere commun de tous chrétiens, et qu'il ne s'y doive rien conclure ny arrester sans luy et sans son autorité : toutesfois il n'est estimé estre par-dessus le concile universel, mais tenu aux decrets et arrests d'iceluy, comme aux commandemens de l'Eglise espouse de Nostre Seigneur Jesus-Christ, laquelle est principalement representee par telle assemblée.

Preuves. — 1731. Chap. 12 entier; chap. 22, n. 26, 29; chap. 12, n. 1 et 7; chap. 13, n. 13, 10; chap. 23, n. 13. — 1651. Chap. 12 entier; chap. 22, n. 26, p. 885 et n. 29; chap. 12, n. 4, p. 476 et n. 7; chap. 13, n. 13, 10; chap. 23, n. 13, p. 932, 934. — 1639. Chap. 12 entier; chap. 22, n. 25, 27; chap. 12, n. 4, p. 260 et ss., n. 7; chap. 13, n. 12 et 10; chap. 23, n. 12, p. 664.

CONCILE UNIVERSEL. Cette maxime consacre le principe que le gouvernement de l'Eglise n'est pas un gouvernement arbitraire et despotique; c'est une monarchie constitutionnelle réglée par les canons qui sont les lois de l'Eglise universelle. V. la déclaration de 1682 dans le *Manuel*, avec la lettre circulaire d'envoi aux évêques de l'Eglise gallicane, p. 103-111, et le rapport sur les ouvrages inédits de Portalis, *ibid.*, p. 128 et ss.

XLI.

Aussi l'Eglise gallicane n'a pas reçu indifféremment tous canons et epistres decretales, se tenant principalement à ce qui est contenu en l'ancienne collection appelée *corpus canonum*, mesme pour les epistres decretales jusques au pape Gregoire II.

Preuves. — 1731. Chap. 14; chap. 7, n. 80; chap. 12, n. 1 et note; chap. 31; chap. 35, n. 67. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 14; chap. 7; chap. 12, n. 1 et note; chap. 31; chap. 35.

N'A PAS REÇU. Entre les canons on distingue ceux qui ont été reçus en France et ceux qui n'y ont pas été reçus. V. loi du 18 ger-

minal an x, art. 6 ; et *ibî*, les mots *Canons reçus en France*. De ces mots mêmes il ne faut pas conclure que tous canons jadis reçus en France doivent être admis aujourd'hui. Il en est de ces canons comme de toutes les autres lois antérieures à la charte, et qui ne sont maintenues qu'autant qu'elles ne lui sont pas contraires : *quatenus juri publico regni non adversantur*. Par exemple, toutes les dispositions canoniques qui, bien que sanctionnées par les édits royaux, ordonnaient de poursuivre et persécuter les hérétiques, en d'autres termes *d'exterminer l'hérésie*, sont évidemment sans force aujourd'hui. Il en faut dire autant de toutes celles qui seraient aussi contraires au principe constitutionnel de la *liberté des cultes* et de l'*égale protection* garantie à chacun d'eux ; tout ce qui regarde les anciennes *exemptions*, ce qui serait contraire à l'art. 10 de la loi du 18 germinal an x qui proclame sans exception le pouvoir des ordinaires.

CORPUS CANONUM.] François Pithou a donné une édition de ce Code sous le titre de *Index canonum vetus Ecclesie romanae*. Il y en a une fort belle édition in-folio *ex typographia regia*, 1687. Ce Code se trouve aussi réimprimé dans le recueil de Durand de Maillane, t. III.

XLII.

Le pape ne peut dispenser pour quelque cause que ce soit, de ce qui est de droit divin et naturel, ny de ce dont les saints conciles ne luy permettent de faire grace.

Preuves. — 1731. Chap. 13, n. 19 ; chap. 20, n. 35 et la note. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 13, n. 15 ; chap. 20, n. 35 et la note.

DISPENSER.] Il ne peut dispenser des serments, ni surtout des serments politiques. V. déclaration de 1682, art. 1, et le *Manuel*, p. 51.

XLIII.

Les reigles de chancellerie apostolique, durant mesmes le pontificat du pape qui les a faictes ou autorisees, ne lient l'Eglise gallicane, sinon en tant que volontairement elle en reçoit la pratique, comme elle a faict des trois qu'on appelle *de publicandis resignationibus in partibus, de verisimili notitia obitus, et de infirmis resignantibus*, autorisees par les edits du roy, et arrests de son Parle-

ment, ausquelles le pape ny son legat ne peuvent deroger, fors à celles de *infirmis resignantibus*, de laquelle on reçoit leur dispense, mesme au prejudice des graduez nommez en leurs mois.

Preuves. — 1731. Chap. 24, n. 8, in fine; chap. 36, n. 31; chap. 36, n. 29, 31; chap. 23, n. 11, 13, 49, 51, 52, 56; chap. 24, n. 8, in fine et 9; chap. 35, n. 34. — 1651. Chap. 24, n. 8, p. 1030; chap. 36, n. 31; chap. 36, n. 29, p. 1405 et n. 31; chap. 23, n. 11, 13, 49, 51, 52, 56; chap. 24, n. 8, p. 1030 et n. 9; chap. 35, n. 34. — 1639. Chap. 24, n. 7, in fine. Chap. 36, n. 19; chap. 36, n. 17 et 19; chap. 23, n. 10; chap. 23, n. 12, 47, 49, 50, 54; chap. 24, n. 7 et 8; chap. 35.

Cette règle tient à ce qu'on appelait autrefois les *matières bénéficiales*.

XLIV.

Bulles ou lettres apostoliques de citation executoriales, fulminatoires, ou autres ne s'exécutent en France sans *pareatis* du roy ou de ses officiers : et l'exécution qui s'en peut faire par le lay après la permission, se faict par le juge royal ordinaire de l'autorité du roi, et non *authoritate apostolica*, pour éviter distraction et meslange de jurisdiction : mesmes celuy qui a impetré bulles, rescrits, ou lettres portans telle clause, est tenu declarer qu'il entend que les deleguez ou executeurs soyent clers ou laics, en cognoissent *jure ordinario* : autrement y auroit abus.

Preuves. — 1731. Chap. 10 entier; chap. 35, n. 28; chap. 36, n. 28, 29, p. 215, note sur le n. 1 du chap. 10. — 1651. Chap. 10 entier; chap. 35, n. 28, p. 1101, 1477, note sur le n. 1 du chap. 10. — 1639. Chap. 10 entier; chap. 35; chap. 38, n. 9, note sur le n. 1 du chap. 10.

NE S'EXÉCUTENT EN FRANCE. Un simple jugement rendu à l'étranger ne peut pas produire hypothèque en France, ni y recevoir une exécution quelconque, sans *pareatis* du juge français. Code civ., art. 2123, et Code de procéd. civ. art. 546. Il en est de même, à plus forte raison, des actes de la cour de Rome, parce qu'ils tiennent bien autrement à conséquence. V. la loi du 18 germinal an x, art. 1, et pour les exemples du droit ancien, les *preuves*. V. ci-après l'art. LXXVII et les notes.

XLV.

Le pape ou son legat *a latere*, ne peuvent cognoistre des causes ecclesiastiques en premiere instance, ny exercer jurisdiction sur les sujets du roy et demourans en son royaume, pais, terres, et seigneuries de son obeysance, soit par citation, delegation ou autrement, posés ores qu'il y eust consentement du sujet : ny entre ceux mesmes qui se dient exempts des autres jurisdictions ecclesiastiques, et immediatement sujets quant à ce au saint siege apostolique, ou dont les causes y sont legitimement devolues : pour le regard desquels, en ce qui est de sa jurisdiction, il peut seulement bailler juges deleguez *in partibus*, qui est à dire és parties desdits royaume, terres, et seigneuries, où lesdites causes se doivent traiter de droict commun, et au dedans des mesmes dioceses : Desquels juges deleguez les appellations (si aucunes s'interjettent) y doivent aussi estre traitees jusques à la finale decision d'icelles, et par juges du royaume à ce deleguez. Et s'il se fait au contraire, le roy peut decerner ses lettres inhibitoires à sa Cour de Parlement, ou autre juge, où se peut la partie y ayant interest, pourvoir par appel comme d'abus.

Preuves. — 1731. Chap. 9 entier ; chap. 4, n. 25 ; chap. 22, n. 17, 21 ; chap. 23, n. 46, 51, 52, 81 ; chap. 36, n. 29 et 19 ; chap. 34, n. 13 ; chap. 36, n. 28 ; chap. 26, n. 5 ; chap. 36, n. 28, 29 ; chap. 22, n. 21 ; chap. 1, n. 9. — 1651. Chap. 9 entier ; chap. 4, n. 25 ; chap. 22, n. 17, p. 870 ; chap. 23, n. 46, 51, 52, 81 ; chap. 36, n. 29, p. 1389, 1404 ; chap. 34, n. 13 ; chap. 36, p. 1401 ; chap. 26, n. 5 ; chap. 36, n. 28, p. 1399, 1404 ; chap. 22, p. 870 ; chap. 1, n. 9. — 1639. Chap. 9 entier ; chap. 4 ; chap. 22, n. 17, vol. des *Traitez*, p. 25 ; chap. 23, n. 38, 49, 50, 78 ; chap. 36, n. 17, O., 2 ; chap. 34 ; chap. 36, n. 16 ; chap. 26, n. 5 ; chap. 36, n. 16, 17 ; chap. 22, vol. des *Traitez*, p. 25 ; chap. 1.

[NY EXERCER JURIDICTION.] C'est toujours la conséquence du principe de l'indépendance de l'autorité temporelle et de la plénitude de juridiction qui appartient au roi et aux lois de France pour la protection des choses et des personnes de France. V. les notes sur les art. IV, XXXI, XXXIII, XXXVII, XXXVIII.

XLVI.

Semblablement pour les appellations des primats et métropolitains en causes spirituelles qui vont au pape, il est tenu bailler juges *in partibus et intra eandem diocesim*.

Preures. — 1731. Chap. 36, n. 28. — 1651. V. p. 1399. — 1639. Chap. 36, n. 16.

PRIMATS.] Il n'y a plus de primats, quoiqu'il y ait encore des évêques qui en prennent le titre par réminiscence. La loi organique ne reconnaît que des évêques et des archevêques ou métropolitains. Cependant il y a encore des prélats qui, de leur chef, et sans autorisation légale, ont repris le titre de primats; par exemple, M. l'archevêque de Lyon, qui s'intitule primat des Gaules; mais cette primatie n'a rien de réel. L'archevêque de Lyon n'est en réalité que le métropolitain de ses cinq suffragants, qui sont Autun, Langres, Dijon, St-Claude et Grenoble. C'est Grégoire VII qui, en 1079, avait donné à Gebrin, archevêque de Lyon, et à ses successeurs, la primatie sur les archevêchés de Rouen, de Tours et de Sens, et par suite sur Paris, qui n'était encore que simple évêché dépendant de la métropole de Sens. Dans une occasion où cette primatie de l'archevêque de Lyon causait quelque embarras au gouvernement de Louis le Gros, parce qu'alors Lyon ne faisait pas encore partie du royaume de France, ce prince, qui avait pour ministre l'abbé Suger, regardant « comme un affront pour la couronne, « que la métropole de sa capitale relevât d'un prélat étranger, « fit des représentations au pape Callixte II. Il fit valoir que la « liberté de l'Eglise de Sens était beaucoup plus ancienne que la « prétendue primatie de Lyon; que le seul archevêque de Sens « (Daimbert), qui s'y était soumis, l'avait fait *sans le consentement de son clergé, des évêques et du roy*; que le public ne doit « point souffrir de la lâcheté d'un particulier; qu'il exposerait « plutôt son royaume aux fureurs de la guerre et sa propre vie « aux hasards, que de soumettre l'Eglise à cette nouvelle servitude. » *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise* extrait de THOMASSIN, par d'HERICOURT, édit. in-4, de 1717, chap. 4, p. 34. — M. Dupin a rappelé ce fait à la séance de la chambre des députés du 30 juin 1845, dans la discussion du projet de loi concernant la restauration de la basilique de Notre-Dame.

XLVII.

Quand un François demande au pape un benefice assis en France, vacant par quelque sorte de vacation que ce soit, le pape luy en doit faire expedier la signature du jour que la requisition et supplication lui en est faite, sauf à disputer par après de la validité ou invalidité par-devant les juges du roy, ausquels la cognoissance en appartient : et en cas de refus fait en cour de Rome, peut celuy qui y pretend interest presenter sa requeste à la cour, laquelle ordonne que l'evesque diocesain ou autre en donnera provision, pour estre de mesme effect qu'eust esté la datte prise en cour de Rome, si elle n'eust esté lors refusee.

Preuves. — 1731. Chap. 21 entier. — 1651. *Idem.* — 1639. *Idem.*

Article historique quant à présent.

XLVIII.

Le pape ne peut augmenter les taxes de provisions qui se font en cour de Rome des benefices de France, sans le consentement du roy et de l'Eglise gallicane.

Preuves. — 1721. Chap. 22, n. 27, 30, 36, 37, 38, 39; chap. 35, n. 71. — 1651. Chap. 22, n. 27, 30, p. 898, etc., n. 36, 37, 38, 39; chap. 35, n. 71. — 1639. Chap. 22, n. 28, 33, 34, 35, 36; chap. 35, n. 32.

Taxes.] Dès le temps de Charles VI, en 1406, le 18 février, un arrêt notable avait déjà dit que : « toutes exactions nouvelles venant de Rome cesseront. »

XLIX.

Le pape ne peut faire aucunes unions ou annexes des benefices de ce royaume à la vie des beneficiers, ny à autre temps : mais bien peut bailler rescrits delegatoires à l'effect des unions qu'on entendra faire selon la forme contenuë au concile de Constance et non autrement : et

ce avec le consentement du patron et de ceux qui y ont interest.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 16, 46 et 52; chap. 34, n. 10; chap. 36, n. 29, 32 et note; note sur les n. 38, 41, 45; chap. 38, n. 9, p. 215. — 1651. Chap. 23, n. 16, 46, 52; chap. 34, n. 10; chap. 36, n. 29, 32 et note; note sur le n. 38, p. 1415 et n. 41, 45, p. 1177. — 1639. Chap. 23, n. 15, 44, 50; chap. 34; chap. 36, n. 17, 20 et note; chap. 38, n. 9, p. 1073.

UNION.] D'Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, lettre F., chap. 21, traite à fond de l'union et de la division des bénéfices.

L.

Ne peut créer pensions sur les bénéfices de ce royaume, ayans charges d'ames, ny sur autres, ores que ce fust du consentement des bénéficiers, sinon conformément aux saincts decrets conciliaires et sanctions canoniques, au profit des resignans quand ils ont resigné à ceste charge expresse; ou bien pour pacifier bénéfices litigieux : et ne peut permettre que celuy qui a pension créée sur un bénéfice, la puisse transferer en autres personnes, ny qu'aucun resignant retienne au lieu de pension tous les fruits du bénéfice resigné, ou autre quantité desdicts fruicts excédans la tierce partie d'iceux, ores que ce fust du consentement des parties, comme dict est.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 14; chap. 22, n. 8, 26; chap. 23, n. 46, 51, 52, 54; chap. 24, n. 9; chap. 36, n. 29; chap. 23, n. 16, 51, 54; chap. 24, n. 9; chap. 36, n. 25, 26. — 1651. Chap. 7, n. 14, p. 238; chap. 22, n. 8, p. 817, 886. — *Idem*, pour les 7 dernières indications. — 1639. Chap. 7, n. 14, p. 238; chap. 22, n. 7, 25; chap. 23, n. 44, 48, 50, 52; chap. 24, n. 8; chap. 36, n. 17; chap. 23, n. 15, 48, 52; chap. 24, n. 8; chap. 36, n. 15, 16.

CRÉER PENSIONS.] Cet article et les suivans, jusques et compris l'art. 56, ne se rapporte qu'à un système de bénéfices qui n'existe plus. Ces articles doivent sommeiller dans l'histoire, à moins que le retour de faits et d'abus semblables n'autorise dans l'avenir le recours au même remède.

LI.

Ne peut composer avec ceux qui auroient esté vrais intruz és benefices de ce royaume, sur les fruits mal prins par eux, ny les leur remettre pour le tout ou en partie au profit de sa chambre, ny au prejudice des Eglises ou personnes au profit desquelles tels fruits doivent estre convertis.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 49, 51, 52. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 47, 48, 50.

LII.

Les collations et provisions des benefices resignez és mains du pape ou de son legat, ne doivent contenir clause par laquelle soit ordonné que foy sera adjoustee au contenu des bulles, sans qu'on soit tenu d'exhiber les procurations, en vertu desquelles les resignations sont faictes, ou sans faire autre preuve valable de la procuration au prejudice du resignant, s'il denie ou contredit telle resignation.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 49, 52. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 47, 50.

LIII.

Aussi ne se peut és collations et provisions de benefices mettre clause *anterferri*, ou autre semblable au prejudice de ceux ausquels paravant et lors de telle provision seroit acquis droit pour obtenir le benefice.

Preuves. — 1731. Chap. 22, n. 6, 24, 26; chap. 23, n. 49, 52. — 1651. Chap. 22, n. 6, 24, 26, p. 886; chap. 23, n. 49, 52. — 1639. Chap. 22, n. 5, 23, 25; chap. 23, n. 47, 50.

LIV.

Mandats de *providendo*, graces expectatives generales ou speciales, reservations, régrez, translations, mesmes

de prelatures, dignitez, et autres benefices estans à la nomination du roy, ou presentation de patrons laïcs, et telles autres usances de cour de Rome declarees abusives par les edits du roy et arrests de son Parlement, ne sont receues et n'ont lieu en France.

Preuves.—V. Durand de Maillane, pour l'indication des preuves relatives aux mots : *Mandats, Grâces expectatives, Réservations, Regrez, Translations.*

LV.

Et quant à la prevention, le pape n'en use que par souffrance au moyen du concordat publié du très-exprès commandement du roy contre plusieurs remonstrances de sa Cour de Parlement, oppositions formées, protestations et appellations interiettees. Et depuis encores tous les trois estats du royaume assemblez en firent plainte, sur laquelle furent envoyez ambassadeurs à Rome pour faire cesser cette entreprise, qu'on a parfois dissimulee et toleree en la personne du pape, mais non d'autre, quelque delegation, vicariat, ou faculté qu'il eust de sa sainteté : et si l'a-t-on restraint tant qu'on a peu, jusques à juger que la collation nulle de l'ordinaire empesche telle prevention.

Preuves. — 1731. Chap. 22, n. 34, 35; chap. 23, n. 13, 65; chap. 24, n. 8; chap. 22, n. 34, 35; chap. 23, n. 65; chap. 28, n. 21. — 1651. Chap. 22, n. 34, 35; chap. 23, n. 13, 65, p. 987; chap. 24, n. 8, p. 1029; chap. 22, n. 34, 35; chap. 23, n. 65, p. 988; chap. 28, p. 1110; chap. 23, n. 63. — 1639. Chap. 22, n. 31, 32; chap. 23, n. 12, 63; chap. 24, n. 7; chap. 22, n. 31, 32; chap. 23, n. 63.

LVI.

Resignations ou procurations portans clause *in favorem certæ personæ, et non alias, aliter, nec alio modo*, et les collations qui s'en ensuivent sont censees illicites et de nulle valeur, comme resenant simonie, et ne tiennent, mesmes au prejudice des resignans, encor que les colla-

tions eussent esté faites par le legat *a latere*, en vertu de ses facultez. Toutesfois celles faictes par le pape mesmes, s'exceptent de ceste reigle et maxime.

Preuves. — 1731. Chap. 24, n. 8. — 1651. Chap. 24, n. 8, p. 2018. — 1639. Chap. 24, n. 7.

LVII.

Le pape ny son legat ne peuvent dispenser les graduez, des temps et cours de leurs estudes, ny autrement, pour les rendre capables de nominations de benefices, et tels autres droits et prerogatives.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 33, 46, 52. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 31, 44, 50.

[DISPENSER.] Dispenser c'est donner capacité à ceux qui ne l'ont pas; c'est paralyser la loi qui existe, ou en faire une qui n'existe pas.

LVIII.

Le legat *a latere* ne peut deputer vicaire ou subdeleguer pour l'exercice de sa legation sans le consentement exprès du roy, mais est tenu exercer luy-mesmes son pouvoir tant qu'il dure.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 26, 27, 52, 81; chap. 24, n. 8, 9. — 1651. Chap. 23, n. 26, 27, 52, 81, p. 1010; chap. 24, n. 8, p. 1027, n. 9. — 1639. Chap. 23, n. 25, 26, 51, 78; chap. 24, n. 7, 8.

V. l'art. xi ci-dessus et la loi du 18 germinal an x, art. 2.

LIX.

Et si ne peut user de la puissance de conferer les benefices de ce royaume, quand il est en pays hors d'obeyssance du roy.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 49 et la note; n. 52, 54. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 49 sans note, 50, 52.

[HORS DU ROYAUME]. Et dans le royaume, il n'a que les pouvoirs définis par l'art. xi.

LX.

Et à son partement, est tenu laisser en France les registres des expéditions faictes du temps de sa legation, pour ce qui concerne le royaume de France, ensemble les seaux d'icelle, ès mains de quelque fidelle personnage que le roy depute, pour expedier ceux qu'il appartiendra. Et sont les deniers procedans desdites expéditions convertis en œuvres pitoyables, selon qu'il plaist à sa majesté en ordonner.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 29, 35, 45, 52, 57, 60, 62, 66, 86 et dans tout le chap. 23. — 1651. Chap. 23 entier. — 1639. Chap. 23 entier.

LXI.

Le pape ne peut conferer ny unir hospitaux, ou leproseries de ce royaume, et n'a lieu en iceux la reigle de *pacificis*.

Preuves. — 1731. Note sur le n. 32 du chap. 36. — 1651. *Idem*. — 1639. Note sur le n. 20 du chap. 36.

LE PAPE NE PEUT. Tout cela est d'administration intérieure du royaume. V. l'art. XLIX.

LXII.

Ne peut creer chanoines d'eglise cathedrale ou collegiale, *sub expectatione futura præbendæ, etiam* du consentement des chapitres, sinon à fin seulement de pouvoir retenir en icelles dignité, personat, ou office.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 54. — 1651. *Idem*. — 1639. Chap. 23, n. 52.

Historique. V. l'art. LXVIII.

LXIII.

Ne peut conferer les premieres dignitez des eglises cathedrales *post pontificales majores*, ni les premieres di-

gnitez des eglises collegiales, esquelles se garde la forme d'election prescrite par le concile de Latran.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 54. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 52.

LXIV.

Ne peut dispenser au prejudice des louables coustumes et statuts des eglises cathedrales ou collegiales de ce royaume, qui concernent la decoration, entretenement, continuation et augmentation du service divin : si sur ce y a approbation, privilege et confirmation apostolique octroyee pour la susdite cause ausdites eglises à la requeste du roy patron d'icelles : encore que lesdits privileges ainsy octroyez, fussent subsequents les fondations desdites eglises.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 16, 19. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 15, 47.

LOUABLES COUTUMES. Par opposition à mauvaises coutumes. « Les usages de nos pères doivent rester inébranlables. » Décl. de 1682, art. 3.

LXV.

On peut en France prendre possession d'un benefice en vertu de simple signature, sans bulles expediees sous plomb.

Preuves. — 1731. Chap. 22, n. 36. — 1651. Chap. 22, n. 27, p. 913. — 1639. Chap. 22.

LXVI.

Le droict qu'on appelle de Regale, approuvé par aucuns saints decrets, semble se pouvoir mettre entre les libertez de l'Eglise gallicane, comme dependant du premier chef de la maxime generale cy-dessus. Car encores qu'aucuns grands personnages ayent voulu faire deux sortes ou espece de regale, distinguans le temporel du spirituel : ce

neantmoins le considerant de plus près, il ne se trouvera qu'un procedant de mesme source, et se pourra dire droict, non à la verité de rachapt ou relief, mais plustost de bail, garde, protection, mainbournie, ou patronage, et emporter la collation des prebendes, dignitez et benefices non curez vacants de droit et de faict ensemble, ou de faict, ou de droit tant seulement, comme faisant à present telle collation aucunement partie des fruits de l'evesché, ou archevesché, lesquels se partagent au reste entre le roy et les heritiers du defunt prelat, au prorata de l'annee, mesmes pour le regard des ja perceus auparavant le decez. Mais outre, ha ce droict quelques singularitez et privileges particuliers, comme de durer trente ans, d'estre ouvert par la promotion au cardinalat ou patriarchat, de n'estre clos par souffrance ny autrement jusques à ce que le successeur evesque ou archevesque ait faict et presté au roy le serment de fidélité, et présenté, et faict registrer les lettres d'iceluy en la chambre des comptes, après avoir baillé les siennes adressantes au roy, et que le receveur ou commissaire de la regale ait receu mandement de ladite chambre pour luy delaisser la plaine jouissance de son benefice. Aussi ha la regale ceste preeminence de ne se cumuler d'autres droits que du roy, non pas de ceux du pape mesmes : de n'estre sujette à la jurisdiction et cognoissance d'autre que du roy, et de sa Cour de Parlement, ny pareillement aux reigles de la chancellerie de Rome, mesme à celles de *verisimili notitia obitus*, ny encor à celle de *pacificis*, sinon quand le differend est entre deux regalistes qui s'aident de leur possession : ny aux facultez de legats, dispenses devolutz, nominations, et pareilles subtilitez du droict canon.

Preuves. — 1731. Chap. 16 entier; chap. 6, n. 7; chap. 7, n. 22, art. 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, etc., et n. 30; chap. 15, n. 25, 28, 31, 33, 43, 45, 47, 67; chap. 26, n. 5, 7; chap. 16, n. 32, 33; chap. 16, n. 38, 39, 45; chap. 16, n. 26, 33, art. 24, n. 41, 49 et

note; n. 52, 53, 55; chap. 16, n. 34 et note sur l'art. 44; chap. 36, n. 17; chap. 16, n. 50, 51 et note sur le n. 44; chap. 26, n. 5 et 6; chap. 16, n. 30, 56. — 1651. *Idem.*, plus chap. 7, n. 22, art. 7, 9 et p. 255, 271. — 1639. Chap. 16 entier; chap. 7, n. 6; chap. 7, n. 22, art. 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17 et n. 28; chap. 15, n. 23, 26, 36, 38, 40, 60; chap. 16, n. 4, 5; chap. 16, n. 27, 28; chap. 16, n. 31, 32, 38; chap. 16, n. 21, 28, art. 24, n. 34, 42 et note; n. 45, 46, 47; chap. 16, n. 29; chap. 36, n. 9; chap. 16, n. 43, 44, sans note, n. 51; chap. 26, n. 5, 6; chap. 16, n. 25, 48.

RÉGALE.] Sur l'historique du droit de *régale*, les discussions auxquelles il a donné lieu sous Louis XIV, et qui, finalement, ont amené la *Déclaration* de 1682, V. l'introduction placée en tête du *Manuel du Droit public ecclési.*, p. xiv et suiv., et l'article 33 du décret du 6 novembre 1813.

SERMENT DE FIDÉLITÉ.] Comme sujets du roi. Sur la *formule* ancienne et nouvelle de ce serment, V. *Manuel*, p. 73 et suiv. — V. aussi ce qui est dit au même endroit du serment surrogatoire que les évêques sont dans l'usage d'envoyer au pape, et sur la formule très-moderne : évêque *par la grâce du saint-siège apostolique*. Bossuet se disait évêque *par la Miséricorde divine*. — Ceux qui voudront pousser plus loin la curiosité n'ont qu'à voir dans Durand de Maillane, t. V, p. 452, au *rapport général des preuves*, le chap. 22, intitulé : *Formulaires de divers serments de fidélité des évêques français aux rois de France*. Et dans le *Manuel*, p. 491, la dissertation historique sur l'*institution canonique des évêques*.

Dans un recueil de lettres autographes que possède la bibliothèque de la ville de Chartres, il s'en trouve quarante-neuf de M. de Loménie, comte de Brienne, ministre d'État sous Louis XVI; et parmi celles-ci, une, en date du 7 août 1748, adressée au marquis de Fontenay, ambassadeur de France à la cour de Rome, renferme le passage suivant au sujet du serment des évêques :

« Aiant été averty que depuis ce pontificat (1) ou bien èz dernières années du précédent (2), il s'estoit estably une *nouveauté* èz serments qui sont envoieez de la cour de Rome aux évesques de ce royaume, en ne les obligeant à la vérité qu'aux premiers devoirs, mais qu'on en retranche ce qui les modifloit, j'ay creu estre de mon devoir de vous le faire savoir, afin qu'il vous plaise en prendre information; et s'il se trouvoit qu'il eüst esté innové

(1) D'Innocent X.

(2) D'Urbain VIII.

quelque chose au serment, et surtout qu'il fût préjudiciable au service de Sa Majesté et contraire aux *libertez, privilèges et franchises de l'Eglise gallicane*, de nous en donner avis et joindre le vostre de ce qui seroit à faire, l'ayant pris des gens de bien entendus dans la matière, car il seroit fâcheux de souffrir une nouveauté, et saurois grand regret qu'elle se fût establie pendant que je suis en la place où j'ay l'honneur de servir le Roy, lequel doit avoir pour le saint-siège les derniers respects, et un *zèle royal à maintenir les droitz de sa couronne et les libertez du clergé de son royaume.* »

LXVII.

Se peut aussi mettre en ce mesme rang le droit de donner licence et congé de s'assembler pour elire, et celui de confirmer l'élection deuement faite, dont les roys de France ont tousjours jouy tant que les elections ont eu lieu en ce royaume. et en jouissent encor à present en ce qui reste de ceste ancienne forme.

Preuves. — 1731. Chap. 15 entier; chap. 13, n. 12; chap. 16, n. 4; chap. 20, n. 4; chap. 22, n. 10, 13, 16, 21; chap. 36, n. 38. — 1651. Chap. 15 entier. Des élections aux prélatures depuis la p. 282 jusqu'à 293, et pages 706, 510, 511; chap. 16, n. 4; chap. 22, n. 10, p. 824 et n. 13, 16, et p. 866; chap. 36, n. 38. — 1639. — Chap. 15 entier; chap. 13, n. 11; chap. 16, n. 3; chap. 20, n. 4; chap. 22, n. 9, 12, 15; chap. 36, n. 21.

LICENCE DE S'ASSEMBLER.] « Aucune assemblée délibérante « n'aura lieu sans la permission du gouvernement. » Loi du 18 germinal an x, art. 4. Il en est de même pour toutes les assemblées électorales, dans l'ordre administratif et politique. C'est le droit commun du royaume.

LXVIII.

Mais on pourroit douter si le droict de nomination doit estre mis entre les libertez, plustost qu'entre les privileges, d'autant qu'il peult sembler tenir quelque chose de passédroit, attendu mesme ce que Loup, abbé de Ferrieres, prelat fort sage, et des plus sçavans du temps du roy

Charles le Chauve, tesmoigne que les Merovingues et Pepin eurent encor sur ce le consentement du pape Zacharie en un synode, à ce que le roy pour maintenir son Estat en repos, peut nommer aux grandes et importantes dignitez ecclesiastiques, personnes de son royaume ses sujets dont ils s'asseurast, dignes neantmoins de la charge. Et toutesfois ce droict se voit indifferemment pratiqué par les moindres patrons laics : ce qui le doit faire trouver plus legitime et tolerable en la personne du roy très-chrestien, premier et universel patron et protecteur des eglises de son royaume, pour le regard duquel on a tenu et pratiqué ceste maxime, mesme depuis les derniers concordats.

Qu'en tous archeveschez, eveschez, abbayes, prieurez, et autres benefices vraiment electifs, soit que ils ayent privilege d'elire ou non, resigner en cour de Rome *in favorem*, ou bien, *causa permutationis*, est requise et necessaire la nomination du roy, sous peine de nullité : sinon qu'il y eust possession triennale paisible depuis la provision : Et que lesdicts droicts de regale et nomination ont lieu, encores que le beneficié soit mort à Rome et que le benefice ait vacqué *in curia Romana*.

Preuves. — 1731. Chap. 15 entier ; chap. 11, n. 4, 12 ; chap. 16, n. 58 ; chap. 7, n. 22, 30 ; chap. 9, n. 5, 6 ; chap. 16, n. 33, art. 19 ; chap. 22, n. 8 et 21, n. 22, 26, 34, 37 ; chap. 23, n. 81 ; chap. 28, n. 15 ; chap. 30, n. 1 ; chap. 35, n. 16 ; chap. 39, n. 29 ; chap. 36, n. 19 B ; chap. 15 entier ; chap. 16, n. 58 ; chap. 7, n. 22, art. 12 ; chap. 16, n. 58. — 1651. Chap. 15 entier ; chap. 11, n. 4, 12 ; chap. 16, n. 58 ; chap. 7, n. 22, 30 ; chap. 9, n. 5, 6 ; chap. 16, n. 33, art. 19 ; chap. 22, n. 8, p. 866, n. 22, 26, 34, p. 905, 1912 ; chap. 23, p. 1011 ; chap. 28, n. 15 ; chap. 30, n. 1, p. 1126 ; chap. 35, n. 16 ; chap. 39, p. 1537, 1389 ; chap. 15 entier ; chap. 16, n. 58 ; chap. 7, n. 22, art. 12 ; chap. 16, n. 58. — 1639. Chap. 15 entier ; chap. 11, n. 4, 12 ; chap. 16, n. 50 ; chap. 7, n. 22, 28 ; chap. 9, n. 5, 6 ; chap. 16, n. 28, art. 19 ; chap. 22, n. 7, O., 21, 25, 31, 34 ; chap. 23, n. 78 ; chap. 28, n. 14 ; chap. 30, n. 1, p. 1126 ; chap. 35, n. 9 ; chap. 39,

p. 1537, 1389; chap. 36, O.; chap. 15 entier; chap. 16, n. 50; chap. 7, n. 22, art. 12; chap. 16, n. 50.

NOMINATION.] Sur les formes suivies en divers temps pour les élections et nominations aux offices et dignités ecclésiastiques, V. dans le *Manuel*, les notes sur cet article, et les diverses pièces rapportées aux *preuves*.

LXIX.

Je comteray plustost entre les privileges les indults d'aucunes cours souveraines, encores qu'ils soyent plus anciens qu'aucuns ne pensent, et qu'il s'en trouve quelques remarques dès le temps du pape Sixte IV voire et sous le regne de Philippes le Bel.

Preuves. — 1731. Chap. 23, n. 52, 54; chap. 26, n. 1; chap. 36, n. 24. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 50, 52; chap. 26, n. 1; chap. 36, n. 12.

INDULT.] Ancien moyen d'influence et de corruption — abrogé.

LXX.

Et pareillement plusieurs autres privileges octroyez particulièrement aux rois et roines de France, à leurs enfans, princes du sang, et à leurs serviteurs familiers et domestiques, dont le rapport n'a semblé estre de ce memoire.

Preuves. — 1731. Chap. 5, n. 2. — 1651. *Idem.* — 1639. *Idem.*

Historique. V. dans Du Tillet *l'inventaire de ces privilèges*.

LXXI.

Mais je n'y obmettray les exemptions d'aucunes eglises, chapitres; corps, colleges, abbayes, et monasteres, de leurs prelates legitimes et ordinaires qui sont les diocesains et metropolitains, lesquelles exemptions ont autresfois esté octroyees par les roys et princes mesmes, ou par les papes à leur poursuite, et pour tres-grandes et importantes considerations depuis debattues et soustenues ès conciles de Basle et de Constance : dont furent dès lors publiez quel-

ques memoires. Tant y a qu'on peut dire avec verité pour ce regard, que nul monastere, eglise, college, ou autre corps ecclesiastique ne peut estre exempté de son ordinaire, pour se dire dependre immediatement du saint-siege, sans licence et permission du roy.

Preuves. — 1731. Chap. 38 entier; chap. 14, n. 1; chap. 35, n. 11. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 38 entier; chap. 14, n. 1; chap. 35, n. 6.

[EXEMPTION.] C'était un moyen à l'aide duquel les papes se réservaient une juridiction directe sur certaines personnes et certaines localités, principalement des couvents dont ils faisaient des espèces d'*oasis sacrés* soustraits à la juridiction des ordinaires et aux lois du pays. C'était comme autant de *forts détachés* établis dans le cœur du royaume, et dont la garnison recevait des consignes du dehors. L'ancien régime avait travaillé à restreindre les exemptions. La loi organique les a complètement abolies par son art. 10.

LXXII.

Je ne puis aussi obmettre en ce lieu, ce que le pape Alexandre III^e en une sienne epistre decretale remarque pour une coustume ancienne de l'Eglise gallicane, de pouvoir tenir ensemble plusieurs benefices : ce qu'il dit toutefois estre contre les anciennes reigles ecclesiastiques, notamment pour le regard des benefices qui ont charge d'ame, et requierent residence personnelle et actuelle.

Preuves. — 1731. In collectione II *Decretalium*, lib. III, tit. v, cap. 1. — 1651. *Idem.* — 1639. *Idem.*

[PLURALITÉ DES BÉNÉFICES.] C'est le *cumul* en matière spirituelle. Ce cumul était défendu, mais il n'y a guère eu de règle plus scandaleusement violée! L'auteur de l'*Histoire des Confesseurs des rois*, p. 123, cite l'exemple d'un bâtard de Henri IV, évêque à l'âge de sept ans et chargé de dix riches abbayes. De tels excès ne sont heureusement plus possibles aujourd'hui. — Mais l'ancien abus explique et justifie l'ancienne règle.

LXXIII.

Et neantmoins la vérité est, que la mesme Eglise gallicane a tenu, et la cour de France jugé, que le pape ne peut conferer à une mesme personne plusieurs benefices *sub eodem tecto*, soit à vie ou à certain temps, mesmes quand ils sont uniformes, comme deux chanoines, prebendes, ou dignitez en mesme eglise cathedrale ou collegiale : et a modifié les facultez d'aucuns legats pour ce regard.

Preuves. — 1731. — Chap. 23, n. 49, 52; chap. 23, n. 49. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 23, n. 47, 50; chap. 23, n. 47.

LXXIV.

J'oseray encor mettre entre les privileges, mais non ecclesiastiques, le droit de tenir dixmes en fief par gens purs laïcs. Ce qu'on ne peut nier avoir prins son origine d'une licence et abus commencé sous Charles Martel, maire du palais, continué principalement sous les rois de sa race, et neantmoins toleré pour aucunes considerations, mais avec tel temperament sous les derniers, que le lay peut rendre ou donner tels fiefs à l'Eglise, et l'Eglise les recevoir et retenir sans permission du prince : et qu'estans retournés en main ecclesiastique, ils ne sont sujets à retraict de personne laye, sous pretexte de lignage, feodalité, ny autrement : et dès lors en appartient la cognoissance au juge ecclesiastique pour le regard du petitoire.

Preuves. — 1731. Chap. 36, n. 5, 6, 7 et la note; n. 17, 29. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 36, n. 3, 4, 5 et la note, n. 9, 17.

DÎMES INFÉODEES.] Il y a deux bonnes raisons pour que cet article ne soit plus nécessaire; 1^o il n'y a plus de dîmes; 2^o il n'y a plus de fiefs.

LXXV.

Or, pour la conservation de ces libertez et privileges

(que nos rois très-chrétiens, qui portent la couronne de franchise sur tous autres, jurent solennellement à leur sacre et couronnement de garder et faire garder inviolables) se peuvent remarquer plusieurs et divers moyens sagement pratiquez par nos ancestres, selon les occurrences et les temps.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 17. — 1651. Chap. 7, n. 17, p. 247. — 1639. *Idem*.

A LEUR SACRE.] Le sacre a pris son origine dans les monarchies de droit divin. C'était une espèce d'*institution canonique* lors de laquelle l'Église prenait, tant qu'elle pouvait, ses avantages sur les rois. Sous le régime actuel la dynastie s'appuie sur la souveraineté du peuple et le roi prête devant les deux chambres assemblées le serment politique : De gouverner selon les lois, d'observer fidèlement la Charte, dont un des principaux articles consacre *la liberté et l'égalité des cultes*, par opposition à l'ancien serment qui était d'*exterminer les hérétiques*.

LXXVI.

Premièrement par conférences amiables avec le saint-père, ou en personne, ou par ambassadeurs. Et à cest effect se trouve que les anciens rois de France (mesmes ceux de la race de Pepin, qui ont eu plus de sujet de communication avec le saint-siège que leurs predecesseurs) avoyent comme pour marche commune la ville de Grenoble, ou encores le roy Hugues, père de Robert, invita le pape par forme d'usage et coustume, par une epistre escrite par Gerbert, lors archevesque de Rheims, depuis pape, sur le differend de l'archevesché de Rheims.

Preuves. — 1731. Chap. 22, n. 30; chap. 36, n. 1. — 1651. Chap. 22, n. 30, p. 902; chap. 36, n. 1. — 1639. Chap. 22, n. 28; chap. 36, n. 1.

CONFÉRENCES AMIABLES.] Dans lesquelles toutefois il faut bien se garder de laisser mettre en doute ce qui est certain en droit, comme par exemple la question de savoir si on fera exécuter en France les lois concernant les congrégations non autorisées. C'est là une question de droit public intérieur pour laquelle

l'État se suffit. On ne peut négocier alors que sur des *expédients*; le gouvernement qui y a recours, en éprouve toujours quelque affaiblissement. — En ce qui touche les rapports du gouvernement et des évêques, on trouve dans un Mémoire de l'avocat général Joly de Fleury, rapporté par Malesherbes, ce conseil salutaire transcrit dans le *Manuel*, p. 250. « Les évêques doivent certainement être consultés par le roi sur ce qui intéresse la religion; mais, sous quelque aspect qu'on les considère, on ne doit point négocier avec eux. Comme ministres de l'Eglise, il ne leur est point permis d'avoir aucune condescendance; et comme sujets du roi, il ne leur appartient pas d'exiger des conditions. » Il y a dans cette recommandation un grand sentiment de la dignité du pouvoir royal.

LXXVII.

Secondement, observans soigneusement que toutes bulles et expéditions venans de cour de Rome fussent veues, pour scavoir si en icelles y avoit aucune chose qui portast prejudice en quelque maniere que ce fust, aux droits et libertez de l'Eglise gallicane, et à l'auctorité du roy. Dont se trouve encores ordonnance expresse du roy Loys onzième, suivie par les predecesseurs de l'empereur Charles cinquième lors vassaux de la couronne de France, et par luy-mesmes en un sien edict faict à Madril et pratiqué en Espagne et autres pays de son obeissance, avec plus de rigueur et moins de respect qu'en ce royaume.

Preuves. — 1731. Chap. 10 entier; chap. 7, n. 55, 87; chap. 16, n. 59; chap. 33, n. 41, 42; chap. 36, n. 28; chap. 35, n. 101; chap. 10, n. 2. V. la note sur le n. 2 du chap. 10. — 1651. *Idem*, plus chap. 16, n. 56, p. 646. — 1639. Chap. 10 entier; chap. 7, n. 43; chap. 16, n. 51; chap. 33, n. 36, 37; chap. 36, n. 16; chap. 35; chap. 10, n. 2 et la note.

EXAMEN DES BULLES.] Un simple jugement rendu à l'étranger ne peut pas recevoir une exécution quelconque en France sans *pareatis* du juge français. (V. *supra*, art. XLIV.) A plus forte raison il en doit être de même des lois, décrets et ordonnances émanés de gouvernements étrangers. Les bulles et brefs qui sont des ordonnances des papes sont dans ce cas. Elles ne peuvent être

reçues, publiées, imprimées, ni autrement mises à exécution en France sans l'autorisation du gouvernement français. La loi du 18 germinal an x rappelle ce principe; le législateur en a fait son art. 1. On peut voir un exemple de l'application de cette règle dans un fait relatif à l'évêque de Pamiers, rapporté au *Manuel*, p. 54.

Il en faut dire autant des décrets des *Synodes étrangers*, même de ceux des *Conciles généraux*; ils ne peuvent être publiés en France sans que le gouvernement en ait examiné la forme et leur conformité avec les lois, droits et franchises du royaume. Loi du 18 germinal an x. Le conseil d'État a fait application de cette règle au mandement du cardinal de Bonald qui s'était prévalu de la bulle *Auctorem fidei* non reçue en France. V. l'ordonnance royale du 10 mars 1845 qui supprime ce mandement, etc. Elle se trouve dans le *Bulletin des Lois*, et dans le *Manuel*, p. 559 et 560. V. dans ce dernier ouvrage, 4^e édit., p. 480, 482 et 483, la défense des art. 1 et 3 de la loi organique. Ces précautions n'ont pas encore paru suffisantes; car, même pour les pièces dont le conseil d'État autorise la publication et l'importation en France, comme il y a toujours certaines expressions dont on peut craindre que la cour de Rome ne tire conséquence, on ajoute que c'est « sans approbation des clauses, formules, etc. » et expressions qu'elles renferment, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois du royaume, et aux libertés, franchises et maximes de l'Église gallicane. »

Dans le *Manuel*, p. 507, on trouve encore, à l'occasion des bulles que le pape avait données à Rome pour la ratification du concordat essayé en 1817, cette clause remarquable qui formait l'art. 11 du projet de loi présenté aux chambres. — « En aucun cas, la réception et publication desdites bulles ne pourront préjudicier aux dispositions de la présente loi, aux droits publics des Français garantis par la Charte constitutionnelle, aux maximes, franchises et libertés de l'Église gallicane, aux lois et règlements sur les matières ecclésiastiques, et aux lois concernant l'administration des cultes non catholiques. »

LXXVIII.

Tiercement par appellations interiettees au futur concile, dont se trouvent plusieurs exemples, mesmes és derniers temps de celles interiectees par l'Université de Paris;

des papes Boniface VIII, Benedict onzième, Pie deuxième, Leon X, et autres. Qui fut aussi le moyen que maistre Jehan de Nanterre, procureur general du roy, pratiqua contre les bulles du cardinal de Balüe, appelant d'icelles *ad papam melius informatum, aut ad eos ad quos pertinebat* : et pareillement maistre Jehan de saint Romain contre certaines censures, avec protestations de nullité et de recours *ad illum, seu ad illos, ad quem, seu ad quos, etc.*

Preuves. — 1731. Chap. 13 entier; chap. 9, n. 15; chap. 15, n. 66; chap. 26, n. 6. Boniface, chap. 13, n. 1, 2, 3, 4, 5. Benoît, chap. 20, n. 19. Pie, chap. 13, n. 19. Léon, chap. 13, n. 19; chap. 1, n. 15; chap. 13, n. 12. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 13, entier; chap. 9; chap. 15; chap. 26, n. 6. Boniface, chap. 13, n. 1, 2, 3, 4, 5. Benoît, chap. 20, n. 19; chap. 13, n. 18; chap. 1, n. 13; chap. 13.

FUTUR CONCILE. V. maints exemples de ces appels, aux *preuves*.

LXXIX.

Quartement par appellations precises comme d'abus, que nos peres ont dit estre quand il y a entreprise de jurisdiction ou attentat contre les saincts decrets et canons receuz en ce royaume, droicts, franchises, libertez et privileges de l'Eglise gallicane, concordats, edits et ordonnances du roy, arrests de son Parlement : Bref, contre ce qui est non seulement droict commun, divin ou naturel, mais aussi des prerogatives de ce royaume, et de l'Eglise d'iceluy.

Preuves. — 1731. Chap. 1, n. 27; chap. 7, n. 28 et la note n. 30; chap. 9, n. 15; chap. 35, n. 23; chap. 36, n. 3, 4, 8, 14, 15, 28, 29. — 1651. Chap. 1, p. 76; chap. 7, n. 28 et la note, p. 271, 272; chap. 9, n. 15; chap. 35, n. 23; chap. 36, n. 3, 4, 8, 14, 15, 28, 29. — 1639. Vol. des *Traitez*. Mém. de Duménil. Chap. 7; n. 27 et la note; n. 29; chap. 9; chap. 35; chap. 36, n. 2, 16, 17. — Loisel, règle n. 888.

APPELS COMME D'ABUS.] V. *Manuel*, p. 244, 471. Les évêques ont beau se soulever contre ce droit, il existe, il a été pratiqué

constamment depuis saint Louis. M. Arthur Beugnot, cité dans le *Manuel*, p. 213, revendique pour ce grand roi l'honneur de la statue que l'avocat général Servin proposait d'ériger à celui qui avait introduit les appels comme d'abus. M. de Cormenin, dans son *Droit administratif*, édit. 1840, *appendice*, p. 18, fait l'éloge de cette procédure et rappelle les règles qui en dirigent l'application. Fleury, Frayssinous, Edm. Richer, Fevret, D'Héricourt, tous nos grands canonistes ont également proclamé les salutaires effets de ces appels, institués pour brider la puissance des prélats sans scandale (expression d'Étienne Pasquier), et protéger les libertés et les maximes françaises, et l'ordre civil tout entier contre les entreprises du pouvoir spirituel soit ultra ou citramontain. Un noble pair, dans son dépôt contre la juridiction du conseil d'État, disait qu'on avait voulu en faire *la chambre de discipline du clergé*. Ces expressions à certains égards ne manquent pas de justesse, si on l'entend, non de la discipline purement spirituelle, mais de la discipline ecclésiastique dans ses rapports avec la police des cultes et l'ordre public du royaume.

LXXX.

Lequel remède est réciproquement commun aux ecclésiastiques pour la conservation de leur autorité et juridiction : si que le promoteur ou autre ayant intérêt, peut aussi appeler comme d'abus de l'entreprise ou attentat fait par le juge lay sur ce qui lui appartient.

Preuves. — 1731. Chap. 36, n. 39, 40. — 1651. *Idem.* — 1639. Chap. 36, n. 22, 23.

RÉCIPROQUE.] Dans l'ancien droit on a vu les ecclésiastiques recourir souvent à cette voie. V. aux *preuves*. — Depuis la loi de l'an x, on en a vu aussi des *exemples* en exécution de son art. 7 et suivant la forme autorisée par l'art. 8. — Mais, actuellement, la dépendance du clergé du second ordre vis-à-vis des évêques est telle, qu'un prêtre n'oserait pas recourir à cette voie; il ne le ferait pas au moins sans exciter contre lui de vives rancunes. Bref, une grande partie du clergé actuel écrit et proteste contre les appels comme d'abus, c'est-à-dire qu'il s'insurge contre la tradition qui nous les a légués, contre la loi organique qui les a maintenus, et contre l'autorité du conseil d'État et du roi qui prononce. V. les écrits publiés à ce sujet en 1845 par plusieurs prélats, notamment les archevêques de Lyon et de Reims.

LXXXI.

Et est encores très-remarquable la singuliere prudence de nos majeurs, en ce que telles appellations se jugent non par personnes pures layes seulement, mais par la grande chambre du Parlement, qui est le lict et le siege de justice du royaume, composee de nombre egal de personnes, tant ecclesiastiques que non ecclesiastiques, mesme pour les personnes des pairs de la couronne.

Preuves. — 1731. Chap. 13, n. 10, vers la fin; chap. 40, n. 6, p. 259. — 1651. Chap. 13, n. 10, p. 507. V. la page 1551. — 1639. *Idem.*

V. les notes insérées sur cet article dans le *Manuel*.

LXXXII.

Qui est un fort sage temperament, pour servir comme de lien et entretien commun des deux puissances, si que l'une et l'autre n'ont juste occasion de se plaindre, et beaucoup moins que des inhibitions et autres moyens qui se pratiquent ailleurs, mesmes par ceux qui se vantent d'extreme obeyssance plus de parole que de faict.

1731. O. — 1651. O. — 1639. O. — Les preuves de cet article lui sont communes avec les précédents et particulièrement avec l'art. LXXIX.

SAGE TEMPÉRAMENT.] Et comme le dit Étienne Pasquier à l'endroit déjà cité : « c'est un moyen de *brider sans scandale* la puissance des prélats. » V. la note sur l'art. LXXIX.

LXXXIII.

Au surplus, tous ceux qui jugent droictement des choses, peuvent assez recognoistre de quelle importance a esté, et est encores autant et plus que jamais, la bonne et entiere intelligence d'entre nostre saint-pere le pape et le roy de France, lequel pour très-justes causes et très-grandes merites, a emporté sur tous autres le tiltre de très-chres-

rien, et premier fils et protecteur de l'Eglise. Et pour ce doivent-ils en general et en particulier estre d'autant plus soigneux d'entretenir les liens de ceste concorde par les mesmes moyens qui l'ont fait durer jusque à cy, supportans plustost les imperfections qui y pourroient estre, que s'efforçans de roidir outre mesure les cordes d'un nœud si franc et volontaire : de peur que par trop serrer et restreindre, elles ne se relaschent, ou (qui pis seroit, ce que Dieu ne veuille permettre) rompent tout à fait, au danger et dommage certain de toute la chrestienté, et particulièrement du saint-siège, duquel un de ses plus sages prelatz a tres-prudemment reconnu et tesmoigné par escrit que la conservation des droits et prerogatives de la couronné de France estoit l'affermissement.

Preuves. — 1731. Chap. 7, n. 15; chap. 7, n. 4; chap. 23, n. 80. — 1651. *Idem.* — 1639. *Idem.*

CONCORDE.] Aussi la plupart des arrangements entre les souverains et les papes ont-ils reçu le nom de *Concordats*, quoiqu'ils n'aient pas toujours réuni tous les suffrages.

Par ce dernier article, qui est comme le couronnement de tous les autres, on voit que les *libertés de l'Eglise gallicane* en elles-mêmes et dans l'esprit de ceux qui les ont formulées et défendues, n'ont rien qui ne se concilie parfaitement avec les *droits essentiels de la papauté*. Les gallicans sont *orthodoxes*. Ils ont toujours reconnu et vénéré la puissance spirituelle du saint-siège comme centre de l'unité catholique, dont il est le chef, mais non pas le monarque absolu. Leur doctrine a été formulée par M. l'évêque d'Hermopolis lorsqu'il a dit : « Le saint-siège est pour nous le centre où tout aboutit, et non pas la source d'où tout émane. » *Les vrais principes de l'Eglise gallicane*, édit. de 1826, p. 93.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LES DEUX VOLUMES.

Le chiffre indique le numéro de la règle (1).
Les renvois aux *Libertes de l'Église gallicane* de P. Pithou sont désignés
par le chiffre des articles, précédé d'un P.

A

Abonnements : quelle différence il y a entre les abonnements, ou les conversions d'hommages en devoirs annuels, et entre les exemptions ou affranchissements d'hommages, 574.

Abregement, ce que c'est, 77, 574, 641.

Absents : qui sont réputés absents, 717 ; quel est le terme de la prescription d'héritage ou autre droit réel entre absents, *ibid.* : *quid* de l'action hypothécaire entre absents, 720 : toute prescription annuelle ou moindre coutumière court-elle contre eux ? 467, 721.

Abus. V. *Appellation*.

Accorder : si de larcin ou d'injures dont il y a claim et plait, on peut accorder sans justice, 361 ; en cause d'appel, ès pays coutumiers, on ne se pouvait accorder sans lettres du roi, 883.

Accoutumance, est deshéritance, 584, 738.

Accroissement de biens dans les successions, s'il a lieu, 311 ; — en fait de douaires, 159, 167.

Accrues, ce que c'est, 236, 239 ; — sont réputées vaines pâtures, 248.

Achat, passe-t-il louage ? 472 ; pour achat de succession universelle, est-il du fods et ventes ? 341.

Acheter : il faut payer, qui veut acheter, 408.

Acheteur : il y a plus de fols acheteurs que de fols vendeurs, 403.

Acheteur de biens de justice, est contraignable par corps, sans qu'il puisse être atermoyé ni reçu à faire cession, 907. Voyez *Acquéreur*.

(1) Le premier volume finit avec la règle 805. Les maximes de Pithou sont dans le second volume et commencent à la page 261.

..

- Achever* : qui s'entremet doit achever, et qui commence et ne parfait sa peine perd, 376, 473.
- Acqureur* : celui qui acquiert un héritage est-il obligé de tenir le bail fait par son vendeur ? 472 ; un seigneur n'est tenu ensaisiner le nouvel acquereur, s'il ne le satisfait aussi des anciens droits et arrérages à lui dus, 548.
- Acquêt* : tous biens sont présumés acquêts, 222 ; l'acquêt du père est-il le propre d'enfant ? 223 ; si ce qui est légué et donné à celui qui doit succéder, est acquêt, 224 ; peut-on faire héritier de ses acquêts qui l'on veut ? 365 ; si on peut faire, de son propre, acquêt, au préjudice de son héritier, 331 ; si un propre acheté d'un parent lignager, ou retiré, peut devenir un pur acquêt, *ibid.* ; si l'acquêt fait par le fils et qui passe à son père à titre de succession, est propre au père héritier, ou s'il lui est acquêt, 333 ; si les dons faits en collatérale à celui qui doit succéder, sont acquêts, 392 ; *quid*, en directe, *ibid.* ; il n'est si bel acquêt que de don, 655 ; ce qui est donné par un étranger, ou un parent en ligne collatérale, est un acquêt au donataire, *ibid.* ; *quid*, si le donataire était parent du côté et de la ligne dont l'héritage est échu au donateur, 656.
- Acquêts nouveaux* : en nouveaux acquêts faits par gens d'Eglise, ils ne sont non plus privilégiés que les laïcs, 723.
- Actes d'héritier* : si celui qui prend quelque chose, de son autorité, sans se pourvoir par justice, fait acte d'héritier, 319 ; si c'est faire acte d'héritier, de demeurer dans la maison du défunt, *ibid.*
- Action*, 690 et ss. : le demandeur n'est pas obligé de marquer, désigner ou nommer l'action qu'il veut intenter, 690 ; *quid*, dans le droit romain, *ibid.* ; toutes les actions s'intendent de bonne loi en France, *ibid.* ; les actions sont *in factum*, *ibid.* ; doit-on venir par action pour loyaux aides ou chevins ? 601 ; actions pour choses mobilières sont meubles, 211.
- Action furti*, discussion importante sur cette action, 806.
- Action hypothécaire*, quel est le terme de sa prescription ? 720.
- Action personnelle*, quel est le terme de sa prescription, 719 ; *quid*, quand elle concourt avec l'action hypothécaire, 500.
- Action pétitoire* : les mineurs pouvaient-ils l'intenter ou être contraints de défendre, en action pétitoire, ce dont ils étaient saisis comme héritiers ? 187.
- Actions d'injures*, par quel délai se prescrivent-elles ? 723.
- Actions pénales*, ont-elles lieu en France ? 832 ; ce que c'est, *ibid.*
- Actions qui ne sont pas encore nées*, de quel jour court le temps de leur prescription ? 732.
- Adjournement*, comment se faisait, 50, 691 ; différentes sortes d'adjournements, 50 ; — fait contre l'un des détenteurs, poursuivi pour le tout, sert d'interruption contre les autres, 526 ; tous adjournements doivent être faits à personne ou domicile, 691 ; — à trois brefs jours, 692 ; — à trois jours francs, *ibid.*
- Adjudication* : on se peut opposer sur le prix entre l'adjudication et le scellé, 906 ; V. *Criées*.
- Administrateur* : ce que c'est que légitime administrateur, 176 ; différence entre bail ou gardien, et légitime administrateur, 176.
- Adultère* : si l'héritier du mari peut poursuivre l'accusation d'adultère commencée par lui contre sa femme, 174 ; une femme peut-elle être accusée d'adultère, si son mari ne s'en plaint, 805 ; le pape ne peut connaître en France de l'adultère, P. xxxi.
- Adouberie*. V. *Voderie*.
- Affranchir* : la verge amoblit, et le ventre affranchit, 40.
- Affranchissement des serfs*, 78 ; — est un abrégement de fief, 91.

Age : l'âge parfait était à quatorze ans, par l'ancienne coutume de France, 52; et pour combattre, vingt et un ans, 813.

Aides chevêls, aides aux quatre cas, ce que c'est, 586, 604.

Aïeul : le fils renonçant à la succession de son père, et venant à celle de son aïeul, y doit rapporter tout ce qui avait été donné ou prêté à son père, 353.

Aîné, quand il s'agit de bail ou de garde, en pareil degré sera préféré aux autres, 190; — lotit, et le puîné choisit, 350; avant que les fiefs fussent vraiment patrimoniaux, ils étaient indivisibles et donnés à l'ainé, 611; avantage qu'il a sur ses puînés dans le partage des fiefs, 613; — devrait prendre le double, *ibid.*; — a le chef-lieu, 614; — doit avoir le nom, le cri et les armes pleines, 615; — prend le fief entier, 616; et les préclôtures, en récompensant les puînés, 617; — peut avoir la plus belle terre entière, 618; — ne paie pas plus de dettes que les autres frères, 619; — peut-il faire la foi et hommage pour les puînés? 624; si l'ainé refuse de faire la foi, le plus âgé d'après peut-il la porter, et en ce faisant couvrir le fief? 629.

Aînesse : droit d'ainesse n'a lieu en douaire, 163; nul ne le prend, s'il n'est héritier, 620; l'on n'en peut-être privé, bien qu'on y eût renoncé du vivant de ses père et mère, 621; il n'y a qu'un droit d'ainesse, 630; mais il se prend en chacune des successions, 631; — n'a lieu entre filles, 632; et rarement en ligne collatérale, 633.

Adjournement. V. *Adjournement*.

Aisances, contre mur mitoyen, exigent contre-mur, 291.

Aleuz, terres qui étaient ainsi nommées, 48; s'ils remontent, 332; V. *Franc-aleu*.

Aliénation : si l'assignat emporte aliénation, 484.

Aliéner : femme séparée de biens la peut administrer sans l'autorité de son mari, mais non les aliéner, 126, 395; l'enfant douairier ne peut aliéner le douaire tant que vit son père, 162.

Aliments, sont dettes privilégiées, 684.

Amendes, 821 et ss.; — faute d'avoir moulu ou cuit en moulins et fours banaux, sont tolues par an et jour, 713; l'amende d'*assurance violée* était réputée criminelle, 795; tandis que l'amende de *sauvegarde enfreinte* était civile ou arbitraire, *ibid.*; le battu paie l'amende, 817; les coutumières sont-elles à l'arbitrage du juge? 822; *quid* des autres, *ibid.*; — pour saisie brisée, de combien est-elle? 827; les amendes des mêlées ou forfaits commis de nuit sont doubles, 831; en actions pénales on fait rendre les choses sans plus, avec l'amende au seigneur, 832; différence entre les amendes des nobles et des non nobles, 850; de celles contre les femmes, 853; la plus grande amende attire et emporte la moindre, 855; de l'amende contre le roturier ou le noble, qui n'a son scel ou seing manuel, 856; quelle amende doit le débiteur adjourner, qui confesse la dette avant contestation en cause, *ibid.*; *quid*, si la confession est faite après que les parties ont contesté, *ibid.*; de combien était celle qui tenait lieu de dépens de plaid, 859; amende du fol appel des pays coutumiers, 860; les juges non royaux sont tenus de soutenir leur jugé, au péril de l'amende sur eux ou leur seigneur, 881; ceux qui ont failli en fait et en droit, doivent l'amende, à la discrétion de la Cour, 882; qui doit payer l'amende en cas d'appel? *ibid.*

Amendement de jugements, ce que c'est, 866; anciennement, dans les justices royales, ceux qui avaient été condamnés par des sentences ne se pouvaient pourvoir que par amendement de jugement, le jour même, 876.

Amortissement, 75; qui en France a le pouvoir d'amortir? 77; dans quel cas gens d'Eglise sont-ils tenus de prendre amortissement du roi? *ibid.*; à quelle valeur est-il estimé? 78; autrefois les amortissements étaient réels, 83; aujourd'hui ils sont personnels, *ibid.*; ce droit se prescrit-il? 725.

An : qui jouit et exploite un héritage après le terme fini, sans aucune dénonciation, peut jouir, un an après, à pareil prix que devant, 481.

An et jour : droit de bourgeoisie s'acquiert par demeure par an et jour, 39; les gens d'Eglise ayant fait acquisition, sont contraignables d'en vider leurs mains dans l'an et jour du commandement à eux fait, 75; mais s'ils n'y ont été sommés dans l'an et jour de l'approbation faite de leur contrat, passé ce temps, ils n'y peuvent plus être contraints, 76, 724; les exécuteurs de testaments, inventaire préalablement fait, sont saisis, par an et jour, des biens meubles du testateur, etc., 314; l'an et jour de leur exécution expirés, ils doivent rendre compte, 315; toutes actions d'injures, etc., sont tollues par an et jour, 713; qui a joui par an et jour d'une chose réelle ou droit immobilier, en a acquis la saisine et possession, 749; qui chet en la nouveleté, pour n'avoir joui an et jour, avant le trouble, peut intenter le cas de simple saisine, 762; la récréance s'adjuge à celui qui prouve sa dernière possession par an et jour, 766; lettres royaux ne sont valables après l'an et jour, 894; le domicile s'acquiert par an et jour, 911.

An de deuil, 175.

Ancienneté, à autorité, 711.

Anoblir : nul ne peut anoblir que le roi, 30; par la plupart des coutumes la verge anoblit, 40.

Anoblia, par lettres du roi, 27; le moyen d'être anobli sans lettres, est d'être fait chevalier, 31; femme franche est anoblie par son mari, 54; la serve ne l'est pas, 99.

Antoine de Padoue (S.), pourquoi le patron qui fait retrouver les choses égarées, 277.

Apanages : les puînés prennent au fief apanages qui leur sont faits patrimoniaux, 612; doit le roi apanage à ses frères et enfants mâles puînés, 639.

Appel : les sentences ne se peuvent reformer que par appel, et non par nullités alléguées contre icelles, 877; combien on a de temps pour interjeter appel, 879; les juges royaux, dont est appel, ne peuvent être pris à partie, s'il n'y a fraude ou concussion, 880; en ce cas, qui doit payer l'amende? 881; en cause d'appel, les pays coutumiers, on ne se pouvait accorder sans lettres du roi, 883; usage singulier en Anjou et au Maine, lorsqu'un noble succombait dans son appel, 884; si celui qui est nommé tuteur en appelle, il ne laisse d'être chargé de la tutelle pendant l'appel, 887; le juge d'appel exécute le jugement par lui donné ou confirmé, 889; cette règle n'est point pratiquée en matière criminelle, *ibid.*

Appellations, 877 et ss., sont personnelles, et ne servent qu'à ceux qui les ont interjetées, 878; depuis l'établissement de la cour des pairs à Paris, toutes appellations s'y sont relevées, 884; toutes appellations ont effet suspensif et dévolutif, sinon que, par l'ordonnance, les jugements soient exécutoires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, 885; ce qui est irréparable en définitive, ne s'exécute par provision, 886.

Appellations comme d'abus, dans quels cas ont-elles lieu? 8, 888; P. XLIV, LXXIX et ss.; ce que la cour du roi peut ordonner en attendant le jugement, P. XXXVI.

Appellations au futur concile, P. LXXVI.

Apprehension de fait, équipolle à saisine, 745; différence entre elle et la tradition de fait, 746.

Apprentissage : n'est sujet à rapport, 352.

Appreciations, comment doivent être faites dans une faillite? 689.

Arbitrages : femmes reçoivent arbitrages, 53; si deux arbitres se trouvent du même avis, est-il besoin d'un tiers? 359.

Argent, rachète morte-main, 95; — monnoyé et à monnoyer, est-il meuble? 266, 491; — n'a pas de suite, 211; quand argent faut, finaison nulle, 592; d'argent comptant, paix et accord, 870; qui peut payer en argent, ne paie en son corps, 836.

Argent non nommé (Exception d'), 707.

Armes : nobles étaient jadis ceux qui faisaient profession des armes, 27;

- lâtard avoué retient armes, barrées à gauche, de la maison de son père; mais il lui faut lettres, 62; l'aîné doit avoir les armes pleines, 615; nom, cri et armes sont prérogative des mâles venant à succession en ligne collatérale, 633; l'appelé en combat a le choix des armes, 811; qui ne combat quand la bataille est assurée et jurée des mains du prince, perd les armes, 814.
- Arrentement de fief**, ce que c'est, 641.
- Arrérages**: le tiers détenteur, déguerpiissant après contestation, est quitte, après jugement, en payant les arrérages échus de son temps, 523; un seigneur n'est tenu ensaisiner le nouvel acquéreur, s'il ne le satisfait des arrérages à lui dus, 548; arrérages de cens sont dettes privilégiées, 684; corrigées ne tombent en arrérages, 918.
- Arrérages de rentes**, sont-ils personnels et mobiliers? 506; de rentes constituées on ne peut demander que cinq années d'arrérages, 516; tous possesseurs d'héritages chargés de rentes sont tenus de payer les arrérages de leurs temps, et les précédents, hypothécairement, 518; arrérages de rentes foncières sont dettes privilégiées, 684.
- Arrière-ban**: douairière doit y contribuer, 153.
- Arrière-fief**, V. *Dénembrement de fief*.
- Arrêté**: celui qui peut être arrêté par la loi et privilège de ville, est tenu d'y élire domicile, 896; ceux qui vont ou reviennent des foires, du jugement ou mandement du roi, ne peuvent être arrêtés pour dettes, quoique elles soient privilégiées, 897.
- Artilleries**, sont tenues pour immeubles, 218.
- Ascendants**, succèdent aux meubles et acquêts de leurs enfants, 334, 342.
- Assiette de terre**, est même chose qu'assignat, 484; en assiette de terre corvée ou peine de vilain n'est comptée pour rien, 919; différentes causes pour lesquelles se faisaient les assiettes de terre, *ibid.*
- Assignat**: cas où il faut faire assignat, 117; jadis femme ne prenait pas douaire sur ce qu'elle avait assignat, 149; si l'assignat spécial des deniers dotaux de la femme fait par le mari sur un fonds qui lui appartient, emporte translation de propriété au profit de la femme, *ibid.*; si la femme peut prendre douaire ou elle prend assignat, *ibid.*; s'il empêche le douaire, *ibid.*; s'il emporte aliénation, 173; est même chose qu'assiette de terre, *ibid.*, 136 et 484.
- Assurance (Mise en)**, remplace octroi de trêve ou de paix entre sujets du roi, 795; selon quelques-uns, c'est le haut-justicier qui la donne, *ibid.*; quand elle a été jurée, son infraction mérite la hart, 829.
- Assurement**, ce que c'est, 276; qui avait le pouvoir d'en donner? *ibid.* et 795.
- Attermoyé**: tout acheteur de biens vendus judiciairement est contraignable par corps, sans qu'il puisse être attermoyé, 907.
- Aubains**, ce que c'est, 67; du droit d'aubaine, *ibid.*: si les aubains peuvent succéder et disposer de leurs biens par testament, 60, 68; s'ils peuvent acquérir et disposer de leurs biens entre-vifs, *ibid.* et 69; qui leur succède? *ibid.* et 70; s'ils peuvent tenir des offices, bénéfices, fernes du roi et de l'Eglise, 73, 74; P. xxxix; si le roi exclut de la succession le survivant des conjoints dans le droit d'aubaine, 348.
- Aumônier**: en succession directe on ne peut être héritier et légataire, aumônier et parçonner, 311.
- Aumônières**, ce que c'était, 311.
- Autoriser**: si le mari est refusant d'autoriser sa femme, elle sera autorisée par justice, 124.
- Autorité**: femmes franches ne peuvent contracter sans l'autorité de leurs maris, etc., 123; bornes se mettent par autorité de justice, 235; femme séparée de biens les peut administrer sans l'autorité de son mari, 126, 395; ancienneté à autorité, 741.
- Autrui**: tout fut à autrui et à autrui sera, 230; nul ne peut avoir droit

- d'usage en seigneurie ou haute justice d'autrui sans titre, 250 ; on ne peut tendre ni thésurer au domaine d'autrui, 253 ; terres enclavées dans celle d'autrui, 298.
- Aveu** : droit de bourgeoisie s'acquiert par aveu, 39 ; pourquoi a été introduit et en faveur de qui, *ibid.* ; l'aveu emporte l'homme, 44 ; explication de cette règle, *ibid.* et suiv. ; baillistres ne reçoivent point aveux, 195.
- Aveu (Faux)** : le vassal mal désavouant perd son fief, 647 ; faux aveu à ancien est folonie, 842.
- Aveu et contre-aveu**, échet pour simples meubles, 754.
- Aveu et dénombrement**, le seigneur et le vassal sont-ils tenus de s'entre-communiquer leurs aveux, 574, 593 ; bien ou mal donnés sauvent-ils la levée de la saisie ? *ibid.* ; un seigneur peut-il contraindre son vassal à donner aveu plus d'une fois en sa vie ? *ibid.* ; V. *Dénombrement*.
- Avouer ou désavouer** : le vassal est tenu avouer ou désavouer son seigneur, 645.
- Avouer un meuble**, ce que c'est, 754.

B

- Bagues** : les principales bagues des princes sont réputées immeubles, 219.
- Bail**, ce que c'est, 35, 176 ; pourquoi a été établi, *ibid.* ; si le bail a lieu en collatérale, *ibid.* ; dispositions des coutumes à ce sujet, *ibid.* ; si le mari est bail de sa femme, 178 ; si on peut être contraint d'accepter le bail, 179 ; si un mineur peut avoir le bail d'un autre, 184 ; coutumes différentes à ce sujet, *ibid.* ; de quoi est tenu celui qui prend le bail, 185 ; où doit être accepté, *ibid.* ; quid si le mineur noble, qui était en bail à cause de son fief, avait des héritages en roture, 186 ; si le père qui a le bail de son enfant, et qui jouit comme gardien de ses propres maternels, en est héritier, 188 ; à qui se donne le bail, *ibid.* ; ce qui tombe en bail, *ibid.* ; exception, *ibid.* ; en villanie n'y a bail, 189 ; si dans la coutume de Paris un père roturier, après le décès de sa femme, peut avoir le bail de son fils, *ibid.* ; si le bail se divise, 190 ; si le bail en collatérale doit le relief, 192 ; s'il peut se transporter à un autre, 196 ; si l'on peut s'en abstenir, *ibid.* ; comment se perd, 197 ; comment finit, *ibid.*
- Bail à emphytéose et à longues années, ou à faculté de rachat** : est-il immeuble ? 210.
- Bail à ferme**, etc. : si en baux à ferme il y a rescision pour déception d'outre moitié ? 413 ; celui qui acquiert un héritage n'est pas obligé de tenir le bail fait par son vendeur, 472 ; la force de la vérité passe celle du bail, *ibid.* ; celui qui tient une maison à bail à loyer, avec clause de six mois, peut-il sous-louer et aller demeurer dans une autre ? *ibid.* ; est-il nécessaire que le sous-locataire soit agréé par le propriétaire ? *ibid.* ; observations sur ces sous-locations, *ibid.* V. *Louage*.
- Bail à rente**, n'est sujet à retraits, 445.
- Baillistres**, si elles sont coutumières, 183.
- Baillistre**, coutumes où il est tuteur, 184 ; est tenu de faire visiter les lieux dont il jouit, 185 ; peut-il intenter l'action pétitoire de ce dont il est saisi ? 187 ; entre-t-il en foi ? 582 ; en entrant en foi en son nom la reçoit-il aussi des vassaux du mineur, 191 ; s'il en doit et prend les rachats, *ibid.* ; s'il rend la terre à son mineur avant son âge et avant la majorité féodale, ses hommes lui feront-ils hommage ? 199 ; s'il n'a pas fait la foi au seigneur, sera-t-il tenu de la recevoir de lui, comme tuteur ? *ibid.* ; dans quel temps doit faire inventaire des meubles et titres des mineurs, 200 ; à la requête de qui et par qui ? 201 ; paie-t-il relief ? 193, 582 ; si ce droit se paie quand il y a nouveaux baillistres, 193 ; s'il peut bailler ou recevoir aveux, 195.

- Ban et arrière-ban**, douairière doit y contribuer, 153.
- Banlieue**, à combien de pieds est-elle estimée? 261.
- Bannissement**: si celui qui est banni pour un temps est mort civilement? 843; temps du bannissement, *ibid.*; si les bannis à perpétuité ou les condamnés aux galères succèdent, 347, 843; mariés en pays étranger, et qu'ils aient des enfants, ces enfants y succèdent-ils? *ibid.*
- Baptême**, un esclave en France, se faisant baptiser, est affranchi, 24.
- Baron**, qui sont ceux qui peuvent seoir à sa table, 32; le vilain pouvait-il fausser le jugement de son baron? 884.
- Baronnie**: ce qui se pratiquait pour le douaire en baronnie, 136; si aux baronnies la représentation a lieu, 328; par la loi salique ne se démembrant pas, 638; comment les barons doivent-ils récompenser les puînés? 639; quelle était la marque de la baronnie? 640.
- Barreau**, origine de ce mot, 702.
- Barres**, 702 et ss.; *quid*, quand on veut s'en aider, 702; combien anciennement duraient-elles en France? 714; *quid* maintenant? *ibid.*
- Bataille**. V. *Duel*.
- Bâtards**: dans le Beauvoisis, le bâtard né d'une serve était franc, 41; en Champagne, nés de femmes de corps, ils étaient serfs, *ibid.*; issus de femmes franches, étaient au roi, *ibid.*; qui peut les légitimer? P. xxi; mis sous le poêle sont légitimes, 58; en quel temps ont été exclus des successions? *ibid.*; coutumes où ils peuvent consentir à l'aliénation de leurs biens, quand ils en ont, 60; s'ils peuvent acquérir et disposer de leurs biens tant entre-vifs que par testament? *ibid.*; s'ils peuvent recevoir des legs? 61; différence entre eux et les bâtards adulterins, *ibid.*; s'ils peuvent porter le nom et les armes de leur père? 62; s'ils succèdent, quoique légitimes? 63; qui leur succède, 64, 65; pour qu'ils jouissent de quelques privilèges, il faut qu'ils soient nés de femme franche, 66; sont-ils reçus a retrait? 440.
- Bâton**: qu'est-ce que la main mettre au bâton? 641.
- Battu**, paie l'amende, explication de ce proverbe, 817; jamais on n'avance les verges dont on est battu, 834.
- Baux d'héritage**. V. *Bail à emphytéose* et *Bail à ferme*.
- Bénédiction nuptiale**: de ce jour les mariés sont communs en tous biens, etc., 111; et la femme gagne son douaire, 140.
- Bénéfice de cession**. V. *Cession*.
- Bénéfice de division et discussion**: deux personnes qui s'obligent l'une pour l'autre, et une d'elles pour le tout, y renoncent-elles? 363.
- Bénéfices**: les aubains en peuvent-ils tenir? 73; sont-ils résignables et à vie? 553; complainte de nouveauté en matière bénéficiale appartient au roi ou à ses officiers, 752; le pape ne peut de son chef seul autoriser l'aliénation des bénéfices, P. xxviii, xxix; législation des bénéfices, P. L, Lvi et Lxv.
- Besoin**, n'a loi, 913.
- Bêtes**, prises en dommage, ce qu'il en faut faire, 263.
- Bêtes blanches**, jusqu'où peut-on les mener pour paître? 249.
- Biens**, quels meubles, ou immeubles, 209 et ss.; tous biens sont-ils réputés acquêts? 222; quels sont les seigneurs temporels des biens des évêques? 231; quand il est permis de disposer d'une portion de ses biens, la peut-on toute assigner sur une seule pièce? 306; pour crime peut-on tenir le corps et les biens? 801.
- Biens de justice**: tout acheteur de ces biens est contraignable par corps, 907.
- Biens militaires et paganiques**: ce que c'était chez les Romains, 328.
- Biens vacants**, à qui appartiennent, 277.

Bleds, en quel cas sont réputés meubles, 214.

Blessé, ne se laissera pas visiter si celui qui a fait le délit n'est prisonnier, 800.

Bœufs : on les lie par les cornes, et les hommes par les paroles, 357.

Bois : pendant quel temps les bois taillis sont défensables ? 244 ; dans quel temps s'en doit faire la coupe ? *ibid.* ; quand sont réputés de haute futaie ? 258 ; la haie, etc., qui est entre bois et terres, est-elle réputée bois ? 290 ; le bois acquiert le plain : explication, 257 ; comment bois est apprécié en cas de faillite, 689.

Bois de haute futaie : si en bois de haute futaie vendu il y a retrait, 446.

Bois mort : simple usage en forêt n'emporte que bois mort, 251 ; ce que c'est que bois mort, et mort bois, *ibid.*

Bonde : poissons qui sont en étangs, après trois ans ou la bonde étant levée, sont meubles, 215 ; en poissons n'y a suite en descendant, mais bien en montant, tant sur terre que jusqu'à la bonde, 216 ; nul ne peut asséoir bonde d'étang sans le congé de son seigneur, 240.

Bornes : s'il est besoin de l'autorité de la justice pour mettre bornes ? 253 ; bornes jurées, ou bornes de loi, ce que c'est, *ibid.* ; comment elles se distinguent dans quelques coutumes, *ibid.* ; étant entre pré et terre est-elle réputée du pré ou de la terre ? 290.

Bouche : baiser la bouche ; ce que c'est, 557 : les enfants ne doivent que bouche et mains, 560 ; dans quelques coutumes, outre la main, la femme doit la bouche, 561.

Boucher, c'est défendre, 212.

Bourgeois, leur origine, 26, 565 : les roturiers sont bourgeois ou vilains, 25 ; ce que c'était que bourgeois du roi, 38 : leurs privilèges, 39, 565 ; ce que c'était que bourgeois des seigneurs, 39.

Bourgeoisie, quel temps il faut pour acquérir ce droit, 39 : s'il se prescrit, *ibid.*

Bourse, venir entre la bourse et les deniers, 431 ; bourse n'a pas de suite, 266, 491.

Briser la prison, c'est se rendre atteint et convaincu du cas qui aura été imposé, 799.

Buisson, étant entre pré et terre est-il réputé du pré ou de la terre ? 290.

Bulle in cæna Domini, n'est reçue en France, P. XVII.

Bulles des papes, ne s'exécutent en France sans *pareatis* du roi ou de ses officiers, P. XLIV et LXXVII ; on peut prendre possession d'un bénéfice sans bulles expédiées sous plomb, P. LXV.

C

Calcul. Voyez *Erreur*.

Carcan, est marque de haute justice, 274 ; peut-on avoir carcan en ville ? 275.

Cas : tous vilains cas sont reniables, 803.

Cas de nouveleté, 740 et 744 : anciennement il y avait deux voies pour l'intenter, 739, 740 : explication de ce mot, 749 : dans ce cas peut-on dire qu'on a été spolié ? 750 ; à qui appartient, par prévention, la connaissance des plaintes de nouveleté ? 752 ; à qui l'amende ? 753.

Cas privilégiés, ce que c'est, 804 ; attiraient anciennement à soi le délit commun, 804 ; maintenant l'instruction des procès criminels des ecclésiastiques, pour les cas privilégiés, se fait conjointement, tant par les juges d'Eglise, que par les juges royaux, *ibid.*, P. XXXIII.

Cas sur cas, a-t-il lieu ? 758 ; comment faut-il se pourvoir ? *ibid.*

Cause : en fait de bataille, si le demandeur ne rend le défendeur vaincu

- dans le solcil couché, il perd sa cause, 815 ; par le droit ancien, le contumax perdait sa cause ; aujourd'hui il faut justifier sa demande, 871,
- Cause privilégiée* : dans ce cas, on peut commencer par exécution ou saisie, 890.
- Caution*, femme se remariant est tenue de donner caution pour son douaire, 175 ; bailler caution est occasion de double procès, 486.
- Caution judiciaire*, n'a point lieu entre les Français, 858.
- Ceinture* : femme veuve, renonçant à la communauté, jetait jadis sa ceinture sur la fosse de son mari ; maintenant il faut renoncer en justice, 132.
- Celle*, ce que c'est, 101 ; un seul enfant étant en celle, requiert la main-morte, *ibid.*
- Cens (Du)*, 530 et ss. ; ce qu'il était dans son origine, 48 ; à quoi la tenure à cens obligeait le censitaire, *ibid.* ; cens sont immeubles, 210 ; en fait d'hypothèque pour cens, il faut payer ou quitter, 502 ; les seigneurs censiers peuvent-ils procéder par saisie sur les héritages sujets à cens ? 524 ; le seigneur est-il tenu faire vue à son rentier censier ? 528 ; si le cens est divisible ? 530 ; coutumes où le cens est indivisible, *ibid.* ; coutumes où le cens est requérable, 531 ; si celui qui possède un héritage chargé d'un cens seigneurial, peut charger ce même héritage, à son profit, d'un second cens seigneurial, 533 ; s'il peut y avoir en même temps deux seigneurs directs et censiers d'un même fonds, *ibid.* ; ce qu'en quelques coutumes on entendait par *croix de cens*, sur-cens ou *gros cens*, *ibid.* ; si après retenue faite d'une rente foncière en vente d'héritage chargé de cens, cette rente est ensuite vendue, en est-il dû au seigneur lods et ventes ? *ibid.* ; le propriétaire peut-il empiéter l'héritage tenu à cens ? 534 ; s'il est dû des lods et ventes au seigneur, lorsque celui qui possède un héritage chargé de cens le baille à rente foncière non rachetable, 535 ; si le seigneur qui baille un fonds à cens, est seigneur censier et foncier, *ibid.* ; *quid*, de celui qui l'a pris à cens, et qui le baille ensuite à surcens ? *ibid.* ; à qui de ces deux seigneurs appartiennent les lods et ventes, si le fonds est vendu, *ibid.* ; en ventes d'héritages tenus à cens de quel temps sont dus lods et ventes, 536 ; le seigneur, soit censuel ou féodal, n'est tenu ensaisiner ni recevoir en foi le nouvel acquéreur, s'il ne le satisfait des anciens droits et arrérages à lui dus, 548 ; peut-il tenir en sa main les terres vacantes et en faire les fruits siens, jusqu'à ce qu'il soit reconnu ? 549 ; mais pendant le temps de sa jouissance lui sera-t-il dû cens et rentes ? 550 ; à quel risque est-on exposé en ne payant pas son cens ? 551 ; comment cens est apprécié en cas de déconfiture ? 689 ; est-il imprescriptible ? 735.
- Cens et rentes* : à combien d'années s'étend le droit de gagerie pour les cens et rentes ? 749.
- Censive* : l'Eglise ne doit censive, etc., 86 ; terre sortant de mainmorte rentre en sa sujétion de censive, 87 ; on ne peut mettre *censive sur censive*, 533.
- Cessation*, vaut trouble de fait, 757.
- Cession*, qui veut faire cession, doit confesser la dette en jugement et en personne, 681 ; peut-on renoncer au bénéfice de cession ? 682 ; en quels cas a-t-elle lieu ? 683 ; tout acheteur, gardien et dépositaire de biens de justice, et oblige pour chose judiciaire, est contraignable par corps, sans qu'il puisse être attermové ni reçu à faire cession, 907 ; les étrangers qui n'ont point obtenu de lettres de naturalité, ne sont point reçus à faire cession, *ibid.*
- Chambellage (Droits de)*, ce que c'est, 560.
- Champart* : qui tient terres sujettes à champart, n'en peut lever la desblée sans appeler le seigneur, 544 ; terres tenues à champart doivent-elles lods et ventes ? 545 ; terres tenues en fief doivent-elles champart ? 546.
- Champion*, peintures de champions combattant en l'audience, sont mar-

- ques de haute justice, 274; en France, personne n'est tenu prendre champion, 312.
- Chancel*, ce que c'est, 265.
- Chancellerie* (*Droits de*), 11.
- Chancellerie apostolique*: ses règles n'ont d'autorité en France qu'autant que l'Eglise gallicane en reçoit volontairement la pratique, P. XLII.
- Chanteau*, part le vilain, 93.
- Charges et commissions*, sont-elles révocables à volonté? 554; le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, le tient franc et quitte de toutes charges constituées par son vassal, 650.
- Charlemagne*, le premier de nos rois qui s'est dit souverain par la grâce de Dieu, 20.
- Charles VI*, ordonne que le prince son aîné, après son décès, soit appelé roi de France, 31.
- Charles VII*, ordonne en 1453 de rédiger par écrit les coutumes, 1.
- Chasse*: la garenne est de défense pour la chasse, 234; qui a fief a droit de chasse, 278; si un seigneur peut chasser sur les fiefs qui relèvent de sien? *ibid.*; si le seigneur haut-justicier peut chasser sur tous les fiefs qui sont dans son territoire, quand ces fiefs sont tenus à foi et hommage d'autres seigneurs? *ibid.*; arrêts sur cette matière, *ibid.*; savoir si celui qui a un simple fief et droit de chasse, peut faire chasser ses domestiques? *ibid.*
- Châteaux jurables et rendables*, 136.
- Chef*: le pied le saisit: sens divers de cette règle, 256.
- Chef-cens*, terres tenues à champart, tenant lieu de chef-cens, doivent lods et ventes au seigneur dudit champart, 545.
- Chef-lieu*, chef manoir devolu à l'aîné, à son choix, 614; à la veuve pour son douaire, 136.
- Cheminée*: contre mur mitoyen exige contre-mur, 291.
- Chemins*: à qui appartiennent les grands chemins, 232; *quid*, des petits chemins, 233.
- Chevalerie*, pourquoi est donnée, 31, 47; loyaux aides sont dus pour chevalerie du seigneur et de son fils aîné, 605.
- Chevalier*: le moyen d'être anobli sans lettres est d'être fait chevalier, 31; ornements des différents chevaliers, *ibid.*; nul ne doit seoir à la table du baron s'il n'est chevalier, 32; nul ne naît chevalier, 33; les rois mêmes étaient anciennement faits chevaliers, *ibid.*; d'un vilain, autre que le roi ne peut faire chevalier, 46; le roi peut-il faire un chevalier hors de son royaume? *ibid.*; dégradation du vilain, usurpateur de la chevalerie, amende qu'on lui faisait payer, *ibid.*; serf ne peut être fait chevalier, 96.
- Chevaux*, dans quelle limite un vendeur de chevaux est-il tenu de leurs vices? 418.
- Chevels*, *Aides*, V. *Aides*.
- Chevilles*: ce qui tient à cheville est immeuble, 217.
- Chirurgiens*: pourquoi autrefois étaient-ils appelés mires ou barbiere, 300.
- Chose jugée*: erreur de calcul ne passe en force de chose jugée, 172.
- Choses*: de la qualité et condition des choses, 209 et ss.; tant vaut la chose, comme on en peut avoir, 403; l'on n'a pas plutôt vendu la chose, qu'on n'y a plus rien, 407; en chose vendue par décret, éviction n'a point de lieu, 411; les choses valent bien peu, si elles ne valent le demander, 693; pour peu de chose, peu de plaids, 694; ce que c'est que peu de chose, 695.
- Choses indivisibles*: dans ce cas l'interruption faite contre un profite contre tous, 739.
- Cimetières*, sont des lieux de franchise et d'immunité, 328.
- Clos et closeaux*: ès villages où n'y a blocher, les habitants voisins ont droit d'amener les bestiaux de leur cru ou à leur usage, pâturer ou vain pâturer jusqu'au milieu des villages ou jusqu'aux clos et closeaux, selon les différentes coutumes, 247.

Closure, est-elle nécessaire pour rendre les terres défensables ? 241; peut-on clore tous les héritages ? 242, 287; le locataire doit être tenu clos et couvert, 475.

Clou : ce qui tient à clou est immeuble, 217.

Codicille : s'il y a de la différence entre testament et codicille, 300.

Cohéritiers : de partage entre cohéritiers, ne sont dus lods ni ventes, 542; l'héritier du mari doit relever l'héritage sur lequel la femme prend douaire, sauf son recours contre ses cohéritiers, 154.

Collatéraux : que doivent-ils au seigneur ? 563.

Collecteurs, ne doivent être tenus de faire le mauvais bon, 914; lorsqu'ils imposent les mendiants et invalides, ils sont obligés de payer pour eux, *ibid.*

Colombier : si on peut bâtir colombier à picd sans permission du seigneur, 240.

Combats : l'appelé en combat a le choix des armes et de la forme du combat, 811; à quel âge on était tenu de combattre, 813; qui ne combat quand la bataille est assignée et jurée des mains du prince, perd les armes, et est tenu pour vaincu, 814; et si le demandeur ne rend le défendeur vaincu dans le soleil couché, il perd sa cause, 815; le démentir et offre de combat sauvent l'honneur à celui qui est taxé de trahison, 816; ordonnances de nos rois touchant les combats, 818; V. *Duel*, *Gage de bataille*.

Combes ou Pallée, boisseau plein, 262.

Commise, ce que c'est, 575; par nos coutumes, commise n'a point lieu pour non-paiement du cens, 551.

Commissions, sont-elles révocables à volonté ? 554.

Commun : qui prend obligation ou donne terme en dette privilégiée, la fait commune, 383; de bien commun on ne fait pas monceau, 380; il faut contribuer à la réfection de ce qui est commun ou y renoncer, 382; si l'un des deux ayant chose commune s'en sert, est-il tenu d'en faire profit à l'autre ? 383.

Communauté, 378 et ss. : — n'a lieu si elle n'est convenue ou si la loi ne l'ordonne, 378; combien il y en a de sortes, *ibid.*; ce que c'est que la communauté légale, *ibid.*; la conventionnelle, *ibid.*; coutumes qui admettent les communautés tacites, *ibid.*

Communauté entre mari et femme : le mari est-il maître de la communauté ? 118; dette des propres de la femme, aliènes, est de communauté, 120; le mari ne peut disposer des biens de la communauté au préjudice de sa femme, 121; si on peut stipuler dans un contrat de mariage qu'il n'y aura point de communauté, 356; mari et femme sont-ils communs en tous biens ? 383; héritage donné ou laissé par celui auquel on devait succéder, n'entre pas en communauté, 395; les mariés sont communs en tous biens, du jour de leur bénédiction nuptiale, 111; veuves nobles y peuvent renoncer, 112; et les roturières ? 113.

Communauté (Continuation de) : la communauté est-elle continuée entre le survivant ne faisant inventaire, et ses enfants mineurs ? 386; si le survivant se remarie, comment se continue la communauté entre lui et sa seconde femme ? 387; quand a-t-elle lieu ? *ibid.*; se dissout à l'égard de l'enfant auquel est donné mariage avenant, 388; si quelques enfants continuant la communauté, décèdent pendant icelle, quelle part les survivants y prendront-ils ? 389.

Communauté dissolue : si le mari refusait d'autoriser sa femme, elle le sera par justice, et le jugement qui interviendra sera exécuté sur les biens de la communauté, icelle dissolue, 124.

Communauté (Renonciation à la), comment autrefois la veuve renonçait à la communauté, 132; comment se fait maintenant cette renonciation ? *ibid.*; la fille ayant renoncé à la communauté doit-elle rapporter ce qui lui fut prêté par son père à son mari ? 354; si quelques deniers ont été donnés au mari à la charge de les employer en héritages propres, et qu'il ne l'ait pas fait, sa femme ou ses héritiers renouent à la communauté peu-

- vent-ils les reprendre? 394; si le droit de renoncer à la communauté passe à l'héritier, 396; si la femme qui recèle ou détourne est recevable à renoncer, 397; renonçant à la communauté, perd-elle le don mutuel? 398; que peut-elle reprendre? *ibid.*: est-elle déchargée des dettes? *ibid.*; femme veuve prend part à la réparation civile adjugée par la mort de son mari, quoiqu'elle renonce à la communauté, 399.
- Communauté (Corps de)*: gens de communauté peuvent-ils acquérir fiefs, et être contraints d'en vider leurs mains? 75; pour communauté d'église ou de ville, on est reçu à faire demande par procureur en la cour du roi, sans lettres de grâce, 374; si on peut s'assembler pour faire corps de communauté, 400; — tiennent en mainmorte, 85.
- Communiens de la paroisse*, grasses pâtures leur appartiennent, 247.
- Compagnie*: par compagnie on se fait pendre, 826.
- Compagnon*: qui a compagnon a maître, 379.
- Comparconniers*: de partage entre eux, ne sont dus lods ne ventes, 542.
- Compensation*, a-t-elle lieu en dettes mutuelles? 705.
- Complaintes*, 740; combien de temps faut-il avoir joui d'une chose, et dans quel temps peut-on former complainte? 749; combien dure-t-elle? *ibid.*; on ne peut intenter complainte pour meubles? 754; les exécuteurs testamentaires ne peuvent former complainte pour meubles? 755; succession de meubles et toutes choses qui ont nature d'héritage ou de droit universel, chéent en complainte? 756; on ne peut pas l'avoir dans les choses qui approchent du delit, 760; est-elle fournie quand les preuves de possession sont incertaines, 768; cas où il y a lieu à complainte, 756.
- Complainte sur complainte*, a-t-elle lieu, et comment faut-il se pourvoir? 758; à qui appartient la connaissance de la complainte, 752; dans ce cas, à qui appartient l'amende, 753; en complainte, en cas de saisine et de nouvelette, il y a rétablissement, 763; quelle possession faut-il prouver? 764; les nouveaux titres sont-ils préférés aux anciens? 765; dans ce cas, comment s'adjuge la récreance? 766.
- Compte*, 203, 207: nul ne reçoit la chose d'autrui qu'il n'en doive rendre compte, 203; ce que doivent faire les tuteurs et autres sujets à compte, 204; en compte y a-t-il provision? 205; doit-on compter seul? 206; aux dépens de qui le compte se rend-il? 207; dans quel temps peut-on purger une erreur de calcul ou de compte? 208; dans quel temps les exécuteurs testamentaires sont-ils tenus de le rendre? 315.
- Comptes (Chambre des)*: sa juridiction, 4.
- Comte*: sergent à roi est pair à comte, 50.
- Comtes palatins*, ne sont reconnus en France, P. XIX.
- Comtés*, dans les comtés tenus de la couronne, quel est le douaire des femmes? 136; par la loi salique ne se démembrement pas, 638; comment les comtes doivent-ils récompenser leurs puinées? 639.
- Concordat de 1516*; — mal reçu par le parlement, P. LV.
- Concubinage*: si une donation faite pendant ce temps est valable, 127.
- Condamines*, nom donné aux aleux, etc., 84.
- Confession*: dénombrement baillé sert de confession contre qui l'a fait, 599; *quid*, si après 40 jours le vassal retourne vers le seigneur pour le rebaillier? *ibid.*
- Confiscation*, l'Eglise, n'ayant fief ni territoire, ne confisque point, 88; biens confisqués vendus sont-ils sujets à retrait? 449; quand un fief avient par confiscation, à un haut-justicier, à quoi est-il tenu? 644; l'homme qui se met à mort par désespoir, confisque envers son seigneur, 837; exception, *ibid.*; qui confisque le corps confisque les biens, 839; exception à cette règle, *ibid.*; les seigneurs n'en peuvent profiter qu'à la charge de payer les dettes, *ibid.*; cas où la confiscation nuit à un tiers, *ibid.*; à quel seigneur appartient la confiscation des meubles? 840; à qui celle des immeubles? *ibid.*; à qui le tout, en crime de lèse-majesté? 841; ou de falsification de sceaux, *ibid.*; si les biens du condamné aux galères pour un temps sont sujets à confiscation, 843; *quid*, de

- celui qui est banni pour un temps ? *ibid.* ; par l'ancien usage de France , le mari condamné pour crime confisquait non-seulement ses propres , mais encore tous les meubles et conquêts , au préjudice de sa femme , 845 , 846 ; *quid* , à l'égard du douaire ? 142 ; coutumes conformes , *ibid.* : Femme mariée condamnée ne confisque que ses propres , 847.
- Congé* : ce qu'il produit dans une instance de retrait , 437.
- Conquêts* : les mariés sont communs en tous biens et conquêts immeubles , 111 ; en conquêt ne git retrait , 429.
- Conseil* : si une demande ne passe vingt sols , jour de conseil n'en est octroyé , 696.
- Conseil (Grand)* , sa juridiction , 4.
- Conseillers du roi* , les uns nés , les autres faits , sans l'assistance desquels il ne doit rien faire , 2.
- Continuation de communauté. V. Communauté.*
- Contradiction* , vaut trouble de fait , 757.
- Contraintes par corps* , si on peut être contraint par corps pour dettes purement civiles ? 417 ; *quid* , pour des biens de justice ? 907 ; toutes dettes du roi sont payables par corps , 908.
- Contracter* , les femmes ne peuvent contracter sans l'autorité de leurs maris , 123 ; femme séparée de biens , autorisée par justice , peut contracter , 126.
- Contrats (Des)* , 356 et ss. ; l'*et cætera* des notaires ne sert qu'à ce qui est de l'ordinaire des contrats , 368 ; — passés en cour laïc , emportent hypothèque , 495 ; *quid* , de ceux passés en cour d'Eglise ? 196.
- Contrat garanti* : en vertu de ce contrat , on commence par exécution ou saisie , 390.
- Contrat de mariage* : donation faite par contrat de mariage ne se peut révoquer , 308 ; les femmes ont hypothèque sur les biens de leurs maris , du jour du contrat de mariage , 497.
- Contre-lettres* , sont défendues dans les contrats de mariage , 106.
- Contre-mur* , dans quels cas est-on obligé d'en faire ? 291.
- Contribution* : en déconfiture , tous créanciers viennent à contribution au sol la livre sur les meubles , 685 ; le dépôt , etc. , est-il tenu venir à contribution ? 688.
- Contumax* : par le droit ancien de la France , le contumax perdait sa cause , bonne ou mauvaise , civile ou criminelle ; aujourd'hui il faut justifier sa demande , 871.
- Contentions* , vainquent loi , 356 ; dans quel cas peut-on déroger aux lois par des conventions ? *ibid.* ; ce que vaut une simple convenance , 357.
- Corde* ; il n'y a si bon mariage qu'une corde ne rompe , 130.
- Cornes* : on lie les bœufs par les cornes , et les hommes par les paroles , 357.
- Corps* , il y a des fiefs et mainmortes de corps , 89 ; qui épouse le corps épouse les dettes , 110 ; le meuble suit le corps , 221 ; qui peut payer en argent , ne paie en son corps , 836 ; en crimes les vilains sont plus grièvement punis en leurs corps que les nobles , 851.
- *Prise de . V. Contrainte.*
- Corps et biens* , pour crime on ne peut tenir le corps et les biens , 801 ; qui confisque le corps , confisque les biens , 839.
- Corvées* : le serf , étant prêtre , est-il déchargé des corvées de son corps ? 98 ; comment se sont établies en France , Préambule du titre vi , liv. vi , intitulé *Tailles et Corvées* ; le droit de corvée est-il mobilier ou immobilier ? *ibid.* : d'où ainsi appelées ? 915 ; les corvées à volonté ont été fixées à douze par an , *ibid.* ; si le noble est tenu faire corvées à son seigneur ? 916 ; *quid* , si les corvées sont réelles , ou dues à cause des fonds ? *ibid.* ; aux dépens de qui doivent-elles se faire ? 917 ; — n'ont point de suite , 918 ; — ne tombent point en arrérages , à moins qu'il n'y

- en ait eu demande, ou qu'elles ne soient assises sur un fonds certain, 918;
— ne peuvent être vendues ou transportées, *ibid.*; en assiette de terre
corvées sont complètes pour rien, 919; *secus* dans quelques coutumes, *ibid.*
- Cottier*, ce que c'est, 189; en coterie n'y a bail, *ibid.*
- Cottier*, ce que c'est, 189.
- Couchans et levans*: les roturiers sont justiciables des seigneurs desquels
ils sont couchans et levans, 37.
- Coucher (Au)*, la femme gagne son douaire, 140.
- Coupe de bois*: dans quel temps doit-elle être faite? 244.
- Cour des Aides*, sa juridiction, 4.
- Cour d'Église*, sa juridiction, 496.
- Cour des Pairs*: par l'établissement de la Cour des Pairs, à Paris, toutes
appellations s'y sont relevées, 4, 384.
- Cours cottières*, 365.
- Couronne*: domaines de la couronne sont tenus pour *seigneurie indivisi-*
ble, 136; succession à la couronne, comment se règle-t-elle? 325-326.
- Court*: le sous-âge n'a ni voix ni répons à court, 51; *quid*, des femmes? 63.
- Courtier*: ne prend courtier qui ne veut. Explication de cette règle, 416; à
quoi les courtiers sont-ils tenus? 417.
- Cousin germain*: l'oncle succède au neveu avant le cousin germain, 336.
- Coutume*: une fois n'est pas coutume, 780; sont réelles, 302; comment se
prouvent, 782 et ss.; combien il faut de témoins pour les prouver, *ibid.*;
les dispositions prennent leur force par les coutumes des lieux où les
choses sont assises, 302.
- Coutumier (Douaire)*, ce que c'est, 143. V. *Douaire*.
- Crancier*: peut libérer son débiteur de quelque dette que ce soit, 360; un
noble étant saisi au profit d'un créancier, il y aurait droit de suite, si le
saisi le vendait depuis son exécution, 483; en déconfiture, tous créan-
ciers viennent à contribution au sol la livre sur les meubles, 685.
- Crancier chirographaire*: en séparation de biens, les créanciers chiro-
graphaires du défunt sont préférés à tous les créanciers de son héri-
tier, 494; en déconfiture viennent à contribution sur les immeubles, 645;
mais ils ne peuvent espérer d'être payés qu'après les créanciers hypothé-
caires, 686; *quid*, des séduiliers? 685.
- Crancier nanti de gages*: dettes sont privilégiées quand le créancier est
nanti de gages, 688.
- Cranciers hypothécaires*: les premiers vont devant, 492, 686; *antiquior*
creditor hypothecarius præfertur posteriori, nisi posterior sit privi-
legiarius, *ibid.*
- Cri*: l'aîné doit avoir le nom, le cri et les armes pleines, 615; il en est de
même des mâles venant à succession en ligne collatérale, 633.
- Crises*, d'un immeuble chargé de douaire, 143: le poursuivant crises n'est
garant de rien, fors des solennités d'icelles, 905.
- Crimes*. 789 et ss.; si on peut transiger pour crimes qui ne sont point
capitiaux? 362; répits n'ont lieu es dettes procédant de crimes, 683-
684; en crime il n'y a point de garantie, 797; celui qui commet un
crime par l'ordre d'un autre, n'en est pas moins punissable, et l'un et
l'autre doivent être châtiés, *ibid.*; pour crime peut-on tenir le corps et
les biens? 801; en crime tout prisonnier se doit nourrir à ses dépens, s'il
a de quoi, sinon le roi, ou le haut-justicier y pourvoient, 802; pour crime
où il n'échet peine de mort, n'y a gage de bataille, 808; c'est le crime ou
le fait qui juge l'homme, 824; *quid*, si celui qui a commis le crime était
ivre? *ibid.*; en matière criminelle, l'accusé n'avance point les frais de
son procès, 834; en crimes qui méritent la mort, le vilain sera pendu, et

- le noble décapité, 848 ; en crimes, les vilains sont plus grièvement punis en leurs corps que les nobles, 851. — V. *Méfait*.
- Crimes de faux* : dans ce cas on garde l'inscription, 798 ; dans le crime de fausseté commise au sceau et aux lettres de chancellerie, qui confisque ? 841.
- Crimes féodaux*, quels sont-ils, 842 ; dans ces crimes, qui confisque ? 841.
- Crime de lèse-majesté* : dans ce cas, qui confisque ? 841.
- Criminel* : en cas d'insolvabilité du criminel, la provision sera-t-elle payée avant l'amende, ou l'amende avant la provision ? 800.
- Croisés*, jusqu'à quel temps les biens des croisés restent-ils entiers et payables ? 467, 731.
- Curateur*, tuteur et curateur n'est qu'un, 180 ; curateurs sont distincts des gardiens et baillistres, 187 ; tuteurs et curateurs n'entrent pas en foi, 194 ; donner curateurs est exploit de moyenne justice, 273. — V. *Tuteur*.
- Curés* : autrefois les seigneurs disposaient-ils des curés ? 267.
- Curés* : dimes appartiennent aux curés, 264 ; un curé peut-il recevoir testament ? 301.
- Cuves* : grandes cuves qui ne peuvent se désassembler ni transporter sans incommodité, sont tenues pour immeubles, 218.

D

- Dames de fief*, ce que c'est, 608.
- Danger* (*Fief de*), ce que c'est, 646.
- Décimateurs*, ils sont tenus de fournir les livres des paroisses, 265 ; ils sont aussi tenus du rétablissement du chœur des églises paroissiales, *ibid.* ; pourquoi sont-ils appelés *gros* ? *ibid.*
- Déclaration* : à qui est-on tenu de bailler déclaration ? 86 ; dans quel cas est-elle nécessaire, 469, 527.
- Déclinatoire* : qui de barres ou exceptions veut s'aider, doit commencer aux déclinatoires, 702.
- Déconfiture* : ce qui se pratique dans ce cas, 685 ; ce que c'est, 687 ; en déconfiture, quelles sont les créances qui ont droit de préférence, 688 ; comment doivent se faire les appréciations, 689.
- Décrets* : en chose vendue par décret, y a-t-il éviction ? 411 ; y a-t-il rescision, pour déception d'outre moitié ? 412 ; en adjudication par décret, pour purger les hypothèques, est-il dû lods et ventes ? 539 ; décret adjugé, vaut déshéritance, 903 ; — nettoie toutes hypothèques et droits, fors les censuels et féodaux, 904 ; il ne purge point le douaire, quand les biens du mari sont décrétés pendant sa vie, *ibid.* ; ni les substitutions ou fidei-commis ? *ibid.* ; purge les droits des ecclésiastiques, comme ceux des mineurs, *ibid.* ; le poursuivant criées n'est garant de rien fors des solennités d'icelles, 905 ; tout acheteur des biens de justice est contraignable par corps, 907.
- Défaut*, ne se donne contre le procureur du roi, 863.
- Défense*, ce que c'est, 237. — V. *Garenné*.
- Déguerpissement*, est nécessaire pour que les détenteurs se puissent décharger de leurs obligations, 520 ; se doit faire en justice, 521 ; à quoi est tenu le preneur ou héritier qui déguerpit ? 522 ; que faut-il pour que le tiers détenteur, en déguerpiant après contestation, soit quitte ? 523.
- Délits*, sont punis où ils sont commis, 44 ; dans les choses qui approchent du délit, la possession est inutile, tant pour acquérir la prescription quo

- pour avoir la complainte, 760; en demande de délit n'échet jour de conseil, 789; distinction à faire entre un délit et une mauvaise action, *ibid.*; tous délits sont personnels, 797.
- Délit (Le) du prélat ne nuit qu'au prélat.* Sens de cette règle, 81.
- Délit commun*, ce que c'est, 804.
- Délits ecclésiastiques*, ce que c'est, 804; à qui en appartient la connaissance, *ibid.*
- Délivrance de meuble rendu*, présuppose paiement, 409.
- Délivrance de possession*, sa ressemblance avec la dessaisine et saisine, 746; exception, *ibid.*
- Demande*: les choses valent bien peu, si elles ne valent le demander, 693; dans quel cas le jour de conseil n'est pas octroyé pour une demande, 696; *quid*, en demande de délit: 789.
- Démembrement de fief*, ce que c'est, 641; peut-il avoir lieu au préjudice du seigneur? 642; quels fiefs ne se démembrement pas? 638.
- Démentir*, et offre de combat sauvent l'honneur à celui qui est taxé de trahison, 816.
- Demeurant en commun (Serfs ou mainmortables)*, peuvent-ils tester? 92.
- Demeurs*: droit de bourgeoisie s'acquiert par demeure d'an et jour, 39; communauté n'a lieu, quelque demeure qu'on fasse ensemble, si la loi ou la coutume ne l'ordonne, 378; demeure en divers bailliages est tenue pour absence, 717.
- Démission de biens*: si elle est révocable à volonté? 333; *quid*, faite par des pères et mères à leurs enfants? 659.
- *de foi*, ce que c'est que se jouer de son fief, sans démission de foi, 641.
- Dénier*: en déniaut le fief, ou faisant faux aveu, etc., on le perd, 648.
- Denier de la rente*, 508, 509.
- Deniers*, destinés pour achat, ou procédant de vente d'héritage, sont réputés immeubles, 212.
- *dotaux*: en cas de décès de la femme, si le mari qui a reçu les deniers à la charge de les employer en héritages propres, ne l'a pas fait, qu'arrivera-t-il? 391; — sont dettes privilégiées, 684.
- Dénombrement*: le seigneur et le vassal sont-ils tenus de s'entre-communiquer les dénombremens? 593; faute de dénombrement non donné, le seigneur peut-il saisir? 595; à quoi sert le dénombrement donné, et peut-il préjudicier? 598.
- Dénonciation*: combien de temps celui qui jouit et exploite un héritage sans aucune dénonciation, peut-il en jouir après? 481; à quel prix? *ibid.*; par qui doit être faite cette dénonciation? *ibid.*; dans quel temps? *ibid.*
- Dépens*, aux dépens de qui se rendent les comptes? 207; aux dépens de qui se rend la justice? 270; aux dépens de qui se doivent faire les corvées? 917.
- *de plaid*: l'usage ancien en France ne faisait rendre aucun dépens de plaid; mais il y avait amende, 859; dans leurs justices le roi et les seigneurs ne paient aucuns dépens ni n'en reçoivent, 862.
- Depositaire de biens de justice*, est contraignable par corps, 907.
- Dépôt*, en failite, n'est tenu venir à contribution, mais a droit de préférence, 688.
- Désaveu*: qui outre-passe sa charge, tombe en désaveu, 372; le vassal est-il tenu avouer ou désavouer son seigneur? 645; le vassal mal désavouant perd-il son fief? 647.
- Déshérence*, 340, 342, 348, 349.
- Dessaisine*, ce qu'il faut pour qu'elle équipolle à tradition de fait, 746.
- Désespéré*: celui qui se met à mort par désespoir, confisque-t-il envers le seigneur? 837; que fait-on de son corps? 838.

Déshéritance : souffrance à la foi vaut déshéritance, 584; souffrance et accoutumance est déshéritance, 738; un décret adjugé vaut déshéritance, 903.

Destination de père de famille, vaut titre, 294.

Détenteurs d'héritage, chargés de rentes, sont tenus d'en payer les arrérages de leur temps et les précédents, personnellement et hypothécairement, 518; quels sont par rapport aux détenteurs les effets de l'obligation personnelle et de l'hypothécaire, 519; peuvent-ils s'en décharger? 520; l'ajournement fait contre l'un d'eux, poursuivi pour le tout, sert-il d'interruption contre les autres? 526.

Dettes, qui épouse le corps épouse les dettes, 110, 384; dette des propres de la femme aliénés, est de communauté, 120; cas où la femme veuve est tenue des dettes, 133; cas où elle en est déchargée, 398; les légataires d'hérédité doivent-ils contribuer au paiement des dettes, 313; *quid*, des donataires? *ibid.*; *quid*, des légataires universels? *ibid.*; les héritiers sont-ils tenus de payer les dettes du défunt? 327; l'héritier mobilier doit-il en payer plus que le lignager? 329; si les legs et frais funéraires sont dettes du défunt ou de l'héritier? 330; savoir si les frais funéraires et les legs étant les dettes de l'héritier, la veuve commune en est tenue, ou l'héritier, *ibid.*; *quid*, du deuil? *ibid.*; les legs et frais funéraires ne sont dettes de l'héritier que quand il est solvable, *ibid.*; *quid*, s'il est insolvable? *ibid.*; un créancier majeur et usant de ses droits, peut libérer son débiteur, de quelque dette que ce soit, 360, 361; l'aîné n'en paie pas plus que l'un de ses frères ou sœurs, 619; le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, le tient-il franc et quitte des dettes constituées par son vassal? 650; il y a déconfiture quand il y a apparence que les biens du débiteur ne suffiront au paiement de ses dettes, 687; si celui qui doit une somme est obligé de la payer au créancier qui le poursuit, quoique ce créancier lui doive une semblable somme? 701; en dettes mutuelles chacune des parties doit poursuivre le paiement de ce qui lui est dû, *ibid.*; que faut-il pour que la compensation ait lieu? 705.

Dettes des mineurs contre leurs tuteurs, sont-elles privilégiées? 684.

Dette privilégiée : si celui qui prend obligation ou donne terme en dette privilégiée, la rend commune? 363; les repits ou cessions ont-ils lieu en dettes privilégiées? 683; ce que c'est, 684; ont droit de préférence en cas de faillite, 688; cas où on ne peut pas arrêter pour dettes, même privilégiées, 897.

Dettes du roi, sont payables par corps, 908.

Deuil, le mari fait perdre le deuil à sa femme, mais non la femme au mari, 131; femme veuve porte le deuil aux dépens de son mari, 135.

Devoirs féodaux, 568, 607.

Différé : ce qui est différé n'est pas perdu, 679.

Dignité : les fiefs n'anoblissent pas, s'il n'y a titre de grande dignité approuvé par le roi, 29.

Dilatoires (Exceptions), à quel moment on doit s'en aider, 702.

Dîmes. V. Dixmes.

Directe, est-elle prescriptible? 735.

Discours, s'il est ambigu, doit être interprété contre le diseur, 369.

Discussion, qui promet fournir et faire valoir, s'oblige en son nom et sans discussion, 366; quand deux s'obligent ensemble l'un pour l'autre, et chacun d'eux seul pour le tout, renoncent-ils au bénéfice de discussion? 367; en spéciale hypothèque y a-t-il discussion? 501; les tiers acquéreurs peuvent-ils opposer la discussion? 519.

Dispense : en dispense de bâtard, on sous-entend cette condition : s'il est né de femme franche, 66.

Disposer : quand il est permis de disposer d'une portion de ses biens, la

peut-on toute assigner sur une seule pièce? 306; on ne peut faire appel à succession au profit de celui qui en est exclus, que jusqu'à la concurrence de ce dont on peut disposer par testament, 310; est-il permis de disposer de son bien par donation entre-vifs? 662.

Dixmes, à qui appartiennent-elles? 264 et ss.; *quid* des dixmes vettes et menues? *ibid.*; où doit être payée la dime, quand l'héritage est dans une paroisse, et que celui à qui elle appartient demeure dans une autre? 266; si en dimerie il y a droit de suite, *ibid.* et ss.; ce qui ne paie point dime, 268; en quel cas suite de dime n'a pas lieu, 491; en exemption ou possession de grosses dimes, prétendue par personnes laïques, comment peut s'en prouver la possession immémoriale, 728; quel est le terme de leur prescription pour la qualité et quotité, 729; si elles tombent en arrérages, 918; ce qui se pratique pour les arrérages des dimes, *ibid.*

Dixmes ecclésiastiques (Possession ou exemption prétendue par personnes laïques de grosses): dispositions des conciles à cet égard, 728; sont patrimoniales, 287; comment se sont établies, *ibid.*; comment se gouvernent, *ibid.* et ss.; raison de leur inféodation, *ibid.*; y a-t-il de la différence entre elles? *ibid.*; quelles sont celles qui sont reconnues pour telles en France? *ibid.*

Dixmes laïcs inféodées: ceux qui les possèdent en doivent-ils la dime, 266; acquises par l'Eglise sont-elles sujettes à retrait? 434, P. LXXIV.

Dixmes spirituelles: les terres tenues en fief sont-elles affranchies des dimes spirituelles? 268.

Dimeries: y a-t-il suite en dimeries d'Eglise? 266; *quid*, en dimeries patrimoniales? *ibid.*

Dixmeurs. V. *Débiteurs*.

Dol: en dettes procédant de dol, y a-t-il répit ou cession? 683; sentiment de M. Marillat sur la punition que méritait le dol, 830.

Domaine de la couronne, est inaliénable et imprescriptible. 6; comment il s'est formé, *ibid.* V. *Couronne*.

Domicile: si le juge du domicile peut connaître du crime commis dans une autre justice, 14; en succession ou partage de rentes constituées sur particuliers, on regarde le domicile de celui auquel elles appartiennent, 507; tous ajournements doivent être faits à personne ou domicile, 591: *uxor facit domicilium*, *ibid.*; celui qui peut être arrêté par la loi et privilège de la ville, est tenu d'y élire domicile, 896; les tailles sont personnelles et s'imposent au lieu du domicile, 910; comment s'acquiert-il? 911; qu'arrive-t-il lorsque le taillable du roi transfère son domicile dans une ville abonnée? *ibid.*

Domage: qui prend bêtes en dommage, les peut-il retenir? 263; toutes actions de dommages de bêtes sont tollues par an et jour, 693;

Don: il n'est si bel acquêt que de don, 655; en don n'y a garantie, *ibid.*

— *d'héritage*, fait à celui qui doit succéder, jusqu'à quelle concurrence lui est-il propre? 656; *quid*, de ce qui est donné ainsi en ligne directe? *ibid.*; *quid*, en ligne collatérale? *ibid.*; *quid*, à un lignager par un parent lignager? *ibid.*; fait pour noces à faire est réputé propre à celui à qui il est fait, 657; *quid*, quand il est fait après le mariage? *ibid.*

— *de nocces*, en meubles, n'est sujet à rapport, 352.

— *mutuel*: en quel cas le mari et la femme peuvent se faire don mutuel, 128; si le don mutuel saisit, 129; s'il empêche le douaire, 150; dans ce cas l'héritier du mari est-il obligé envers la femme? 154; femme renonçant à la communauté, perd-elle le don mutuel qu'elle pouvait avoir? 398; s'il se peut révoquer, et en quel cas, 663; en quoi consiste, *ibid.*; qu'est-ce que le donataire mutuel est tenu d'avancer? 664.

Donation. V. *Donation*.

Donataire: quand donation en faveur du mariage, lui a été faite par personne à laquelle il devait succéder, l'objet de cette donation sortit na-

- ture de propre, 224; peut-on être héritier et donataire en ligne collatérale? 309, 311; ce qui est donné aux enfants par leurs père et mère, retourne aux donateurs quand il n'y a point d'enfants des donataires, 333.
- Donataire mutuel**, à quoi tenu? 664.
- **universel**, contribue au paiement des dettes, 313.
- Donation**, 653 et ss.; les bâtards peuvent-ils disposer de leurs biens par testament? 60; si elle est valable, lorsqu'elle est faite pendant le mariage ou en concubinage? 127; — par contrat de mariage se peut-elle révoquer? 301, 308; ce que c'est qu'une donation faite *sub modo*, 333; faite pendant le mariage, entre-t-elle en communauté? 393; si en donation, soit simple, soit rémunératoire, le retrait a lieu, 445; on donation le rachat est-il dû? 371; ce qui est donné par un étranger, ou un parent en ligne collatérale, est-il un acquêt au donataire? 655; *quid*, si le donataire était parent du côté et de la ligne dont l'héritage est échu au donateur? 656; cas où les donations de tous biens sont nulles, 668.
- **à cause de mort**: quand les donations entre-vifs sont-elles réputées à cause de mort? 666; si elles saisissent, 667.
- **entre-vifs**: les bâtards peuvent-ils disposer de leurs biens entre-vifs? 60; quand une telle donation peut-elle avoir lieu? 662.
- **révotée testamentaire**, est-elle révocable? 307; *quid*, de la donation par contrat de mariage? 308.
- Donner et retenir ne vaut**: explication de cette règle, 659; cas que les praticiens admettent contre elle, *ibid.*; si elle a lieu dans les contrats de mariage, *ibid.*; *quid*, dans les donations mutuelles? *ibid.*
- Donner avant mourir**, qui le sien donne avant mourir, bientôt s'apprête à moult souffrir, 668.
- Donjons**: exception pour le douaire de la femme, quand elle possédait quelques donjons et forteresses, 136.
- Dot**: on ne peut plus honnêtement vendre son héritage, qu'en constituant une grande dot à sa femme, 117; dot ne doit pas être confondue avec le morgengab, 308; à quoi était autrefois employée, 394; comment la femme reprenait sa dot, et sur quels biens, *ibid.*; comment se prélève la dot, lorsque la femme ou ses héritiers acceptent la communauté? *ibid.*; *quid*, quand la communauté n'est pas suffisante? *ibid.*; pourquoi la femme qui accepte la communauté ne confond pas sa dot en ce cas? *ibid.*
- Douaire**, 136 et ss.; ce que c'est, 136; comment se constituait, et sur quoi? *ibid.*; dispositions des coutumes à ce sujet, *ibid.*; de quoi était composé, *ibid.* et ss.; de quand le douaire est acquis à la femme? 140; quotité du douaire, 139; jamais mari ne paya douaire, 141; qui paie le douaire? 183; en quel cas la femme peut s'opposer pour son douaire, 143; *quid*, quand il y a des créanciers? *ibid.*; si le douaire constitué en rente est rachetable? 144; quand le douaire est constitué sur une maison sise à Paris, celle-ci, venant à être décrétée, sera-t-elle adjugée à la charge du douaire? *ibid.*; si la femme peut prendre douaire et don? 149; dispositions différentes des coutumes à ce sujet, *ibid.*; où cette règle n'a pas lieu? *ibid.*; si elle peut prendre douaire où elle prend assignat? *ibid.*; si le don mutuel empêche le douaire? 150; si la femme peut renoncer à son douaire? 151; si la douairière est tenue des réparations viagères? 153; si elle doit contribuer au ban et arrière-ban? *ibid.*; si une veuve non noble, qui jouit d'un fief pour son douaire, doit les francs-fiefs? *ibid.*; si la douairière doit les rentes constituées avant le mariage? *ibid.*; si l'héritier du mari est tenu de rebâtir l'héritage sur lequel le douaire de la femme est assigné? *ibid.*; si la veuve peut le contraindre de lui donner son douaire, 154; s'il peut la contraindre de le prendre, 156; la douairière lotit et l'héritier choisit, 157; douaires ont taiseille hypothèque et nantissement, 153; douaire couvrir saisit, 146; femme qui prend douaire convenue se prive du coutumier, 147; douaire cou-

mier ne laisse d'être dû quoique la femme n'ait rien apporté, 152; il doit être délivré à part et divis, 156; sur quels biens le douaire des enfants se prend? 158; si l'enfant étant décédé du vivant du père, sans avoir laissé d'enfants, ses frères et sœurs ont le douaire entier, et comment ils le partagent? 159; *quid*, s'il décède après la mort du père? *ibid.*; *quid*, si tous les enfants décèdent avant le père? 161; si le père et les enfants peuvent aliéner et hypothéquer le douaire? 162; s'il y a droit d'ainesse en douaire? 163; si le douaire est une légitime? 164; si on peut être héritier et douairier? 165; si on peut prendre le douaire, et retenir les avantages faits par le père? 166; si l'enfant qui se porte héritier, prend en cette qualité la part qu'il aurait eue comme douairier? 167; si un même fonds peut être chargé de deux différents douaires? 168; comment se composent les second et troisième douaires? *ibid.*; s'ils accroissent par l'extinction du premier? 169; de quand la douairière gagne les fruits? 173; *quid*, de son héritier, si elle décède avant qu'ils soient perçus? *ibid.*; si la femme qui forfait à son honneur perd son douaire, et en quel cas? 174; si la femme qui se remarie perd son douaire? 175; en quel cas la veuve perd son douaire? *ibid.*; si la femme est tenue de donner caution pour son douaire? *ibid.*; est-il immeuble? 210; de quelle manière se règle le douaire, lorsqu'il n'en est rien dit dans le contrat de mariage? 356; si on peut stipuler dans un contrat de mariage qu'il n'y aura point de douaire? *ibid.*; de quel jour court le temps de la prescription? 732; la femme et les enfants ne le perdent pas pour le méfait de l'homme, 845.

Douaire caduc, 172.

— *égaré*, ce que c'est, 172.

— *en meubles*, retourne aux hoirs du mari après le décès de la femme, sinon qu'il soit accordé sans retour, 148; *quid*, quand les enfants renoncent à la succession de leur père? *ibid.*; *quid*, quand ils sont héritiers? *ibid.*

— *prejux ou conrenancé*, 136; autrefois ne saisissait point, 146; femme qui a option par son contrat de mariage, oblige ses enfants à son choix, 147.

— *propre aux enfants*, 167 et ss.; si le douaire propre aux enfants se prescrit? 170; et de quand? *ibid.*; quand cette prescription commence à courir contre la femme, *ibid.*

Douairier: on ne peut être héritier et douairier, 165.

Douairière: si une veuve peut faire devenir douairière la personne à qui elle cède son douaire? 197; à quoi est-elle tenue? 153; elle loue et l'héritier choisit, 157; elle gagne les fruits sitôt qu'ils sont perçus, et son héritier les perd, si elle décède auparavant, 173.

Double lien: coutumes dans lesquelles il a lieu pour les successions, 335.

Douve, ce que c'est, 289; qui douve a, si a fossé, *ibid.*

Droit d'ainesse. V. *Aïnesse*.

— *d'amortissement*. V. *Amortissement*.

— *de bien-seance*, ce que c'est, 422; le roi a retenue par droit de bien-seance, 432.

— *de suite*, le seigneur a-t-il ce droit sur ses serfs? 100.

— *du seigneur*, 88.

— *réel*: quel est le terme de la prescription pour un droit réel? 716.

— *romain*, fait-il loi dans nos pays coutumiers? 11, 117, 740.

Droits seigneuriaux: leur origine, 18; en vente à faculté de rachat, de quel jour sont dus les droits au seigneur ou fermier? 421; le seigneur qui a reçu les droits seigneuriaux ne peut user de retrait, 465; quelle est la règle

pour le paiement des droits dus par le vassal à son seigneur, et en quelle forme doit se faire la foi et hommage ? 593 ; le seigneur qui a reçu son vassal en foi sans aucune réserve, peut-il saisir son fief pour les droits par lui prétendus ? 603.

Droits seigneuriaux, censuels ou féodaux : un décret nettoie-t-il ces droits ? 904.

Droitures : tous biens tenus à droitures sont immeubles, 210 ; explication de ce mot *droiture*, *ibid.*

Duc : les pairs de France prenaient tantôt cette qualité, tantôt celle de comte, 50 ; comment les ducs doivent-ils récompenser les puînés ? 639.

Duchés, par la loi salique ne se démembrement pas, 638.

Duel, par qui autorisé ? 808 ; chez quels peuples était en usage ? *ibid.* : en quel temps les duels eurent plus de cours en France, *ibid.* ; formalités qui s'y observaient, *ibid.* ; qui avait le choix des armes et du lieu du combat ? 811 ; ce qui s'observait quand il était volontaire, *ibid.* ; *quid*, quand il était ordonné en justice ? *ibid.* ; en quel cas on combattait par champions ? 812 ; en France, les juges ne prescrivaient pas les armes dont les combattants devaient se servir, *ibid.* ; *quid*, lorsque les roturiers combattaient avec les roturiers, et les nobles avec les nobles ? *ibid.* ; *quid*, si un roturier appelait en duel un noble ? *ibid.* ; en France, pouvait-on prendre ou bailler champion ? *ibid.* ; tout accusé ou appelé était-il obligé de combattre ? 813 ; quels étaient les cas d'exemption ? *ibid.* ; à quel âge on était tenu de combattre ? *ibid.* ; qui ne combat, quand la bataille est assignée et jurée des mains du prince, perd les armes, et est tenu pour vaincu, 814 ; et si le demandeur ne rend le défendeur vaincu dans le soleil couché, il perd sa cause. 815 : le démentir et offre de combat sauve l'honneur à celui qui est taxé de trahison, 816 ; l'appelé de trahison, ayant nié le crime et accepté le duel, et s'étant réconcilié avec l'appelant, aurait-il eu son honneur entier ? 816 ; si les gages avaient été jetés et levés, et le duel ordonné, les parties pouvaient-elles s'accommoder sans la permission du juge ? *ibid.* : était-il préjudiciable à celui qui était appelé en duel de ne pas démentir l'appelant ? *ibid.* ; celui des combattants qui était tué, était réputé avoir eu tort, 817 ; et, comme criminel, mené au gibet, *ibid.* ; maintenant toutes guerres et combats sont défendus, 818 : les preuves se doivent faire par titres et témoins, *ibid.* ; la peine du vaincu était la mort, ou mutilation de membres ; mais la loi du talion fut, pour ce regard, introduite, tant contre l'appelant, que contre l'appelé, 819 ; lorsque le roturier voulait fausser jugement de chevalier, l'appel était décidé par le duel, 884.

E

Ecclésiastiques, succèdent-ils à leurs parents, et leurs parents à eux ? 343 ; rentes foncières sur héritages, dues aux ecclésiastiques, sont-elles rachetables ? 514 ; — peuvent commettre deux sortes de délits, 804.

Echange, héritage échangé est-il de pareille nature qu'était le contre-échange ? 225 : est-il sujet à retrait, 445 ; quand l'échange est-il réputé frauduleux ? 447 ; en échange le rachat est-il dû ? 571.

Echelle, est marque de haute justice, 274 ; peut-on avoir échelle en ville où le roi a pilori ? 275.

— V. *Tour de l'Echelle*.

Eclichement ou *éclipsment* du fief, ce que c'est, 622.

Ecorcher : assez écorche qui le pied tient, 794.

Ecuyers, différent des chevaliers, 32.

Edifice : à quelle hauteur peut-on l'élever ? 256.

Eglises : les gens d'Eglise peuvent-ils acquérir ? 75 ; sont tenus de bailler

homme vivant et mourant pour ce qu'ils tiennent en fief, 81; *secus*, dans quelques coutumes, *ibid.*; en Savoie on paie les lods de 20 en 20 ans, *ibid.*; si les gens d'Eglise sont sujets à quelques devoirs? 86; l'Eglise tient en mainmorte, *ibid.*; si l'Eglise a droit de fief et de territoire? 88; si elle contisque? *ibid.*; si le juge ecclésiastique peut condamner en l'amende? *ibid.*; pour le mariage faut-il que l'Eglise y passe? 108; pour communauté d'Eglise est-on reçu à faire demande par procureur en la cour du roi, sans lettres de grâce? 374; — a-t-elle droit de retenue? 433; mort-gage a-t-il lieu en don et aumône d'Eglise? 485; y a-t-il prescription contre l'Eglise? 722; en nouveaux acquêts faits par gens d'Eglise, sont-ils plus privilégiés que les laïcs? 723; dans quel délai peuvent-ils être sommés de vider leurs mains? 724; quand prescrivent-ils l'indemnité et le droit d'amortissement? 725.

Egoût: peut-on avoir égoût sur son voisin sans titre? 293; — s'acquiert-il par prescription? 737.

Emancipation: à quel âge on est émancipé, 56; dispositions des coutumes à ce sujet, *ibid.*; enfants mariés sont tenus pour émancipés, *ibid.* et 109; le bâtard, dès qu'il est né, est émancipé, 59.

Empêcher: qui peut et n'empêche, pèche, 792.

Emphytéose. est immeuble, 210; si en emphytéose il y a retrait? 440.

Enclaves: si les terres sont tellement enclavées dans celles d'autrui, qu'on n'y puisse entrer sans passer dedans, peut-on le faire sans dommage? 298.

Enfants: douaire propre aux enfants est une légitime coutumière, prise sur les biens de leur père par le moyen et bénéfice de leur mère, 158; accroit-il aux enfants du mariage, quand l'un d'eux décède du vivant du père? 159; mais s'il décédait après la mort du père, tous les enfants y succéderaient-ils, et à faute d'enfants les autres héritiers paternels? 160; si tous les enfants décèdent avant le père, leur droit de douaire est-il éteint? 161; le père et les enfants peuvent-ils aliéner ou hypothéquer, au préjudice les uns des autres? 162; sont en la vourie et mainbournie de leurs père ou mère, 177; père et mère, ou l'un d'eux, peuvent-ils, de leur vivant, partager leurs biens entre leurs enfants? 307; si aucuns des enfants, continuant la communauté, décèdent pendant icelle, quelle part y prendront les survivants? 309; si ce qui est donné aux enfants par leurs père et mère leur retourne quand il n'y a point d'enfants des donataires? 333; que doivent-ils à leur seigneur comme vassaux? 560; pour le méfait de leur père ne perdent leurs biens, 845.

— *d'aubains*. s'ils sont nés et demeurant au royaume, succèdent à leurs auteurs, et non le roi, 70.

— *de famille*: à quel âge se peuvent-ils marier, sans le consentement de leurs père et mère? 107; quand sont tenus pour émancipés? 109; s'ils peuvent contracter, négocier et ester en jugement sans autorisation? 57; si étant autorisés par leurs pères, ils sont tenus de payer seuls les dettes qu'ils ont contractées? 57.

— *mariés*: la communauté continuée se dissout-elle par le mariage des enfants? 388; doivent-ils rapporter ce qui leur a été donné en mariage? 351; sont-ils tenus pour émancipés? 56.

— *mineurs*. ont-ils part dans la communauté continuée sans inventaire? 386.

— *naturels*. V. *Bâtards*; qui fait l'enfant doit le nourrir, 59.

— *nés avant le mariage*: pourquoi on les met sous le poêle, 58; origine de cette cérémonie, *ibid.*; si cette cérémonie les rend légitimes et capables de succéder, *ibid.*; origine de cette légitimation, *ibid.*

— *nés hors mariage*, suivent la condition de la mère, 41, 54; en mariage légitime, suivent la condition du père, 42; en Savoie, la fille ne suit pas la condition de son père mainmortable, *ibid.*; et en formariage le père emporte le bon, 43.

- Enfant serf en celle*, ce que c'est, 101.
Enquête : fol est qui se met en enquête, 770.
Ensaisiner. V. *Saisine*.
Entente, est au diseur, 369.
Entrecours : droit de bourgeoisie s'acquiert par demeure par an et jour, ès lieux où il y a entrecours, 39 ; ce que c'est et pourquoi ce droit a été établi, *ibid*.
Entrée, peut-on avoir entrée sur son voisin ? 293.
Épaves, ce que c'est, 277 ; — appartiennent au haut-justicier, *ibid*.
Eperons : explication de la règle, *certain ne sait que valent éperons*, 47 ; différence entre ceux des écuyers et ceux des chevaliers, *ibid*.
Épousailles, de quelle manière se faisaient autrefois, 108.
Errements du plaïd : pourquoi les procédures en matière civile ont-elles été ainsi nommées ? 808.
Erreur de calcul : si une telle erreur se prescrit, et dans quel délai y a-t-il pourvoi utile ? 872 ; en quel temps purge-t-on l'erreur de calcul ou de compte ? 208 ; — ne passe jamais en force de chose jugée, 872 ; si elle est exprimée dans la sentence, on ne se pourvoit point par appel, et l'on demande seulement par une requête que l'erreur soit réformée, *ibid*. ; *quid*, de l'erreur de calcul dans un arrêt ? 877.
Esclavage, quand a cessé en France ? 21.
Esclaves, deviennent libres, lorsqu'ils entrent en France, 24 et ss. ; sont affranchis par le baptême, *ibid*. ; quels étaient exceptés ? 21.
Esquiers des clochers : marquent la limite jusqu'à laquelle les habitants voisins peuvent mener pâturer et vain paturer les bestiaux de leur cru ou à leur usage, 247. V. *Clos et closaux*.
Exoine ou *Exoine*, ce que c'est, 586, 812.
Ester en jugement : femmes franches ne peuvent ester en jugement sans l'autorisation de leurs maris ou de justice, 123, 121.
Étable, contre un mur mitoyen, exige-t-elle un contre-mur ? 291.
Étang. V. *Poissons* : si on peut asséoir bonde d'étang, sans permission du seigneur, 240 ; le seigneur de fief, faisant construire étang, peut-il y enclore les terres de ses sujets ? 254.
États généraux, leur mode de convocation, 3 ; autrefois consentaient l'impôt, 14.
Étrangers, qui n'ont point obtenu de lettres de naturalité, sont-ils reçus à faire cession ? 907. — V. *Aubains*.
Évêchés : quels sont les seigneurs temporels des biens des évêchés ? 231 ; autrefois les seigneurs disposaient-ils des évêchés ? 267.
Érègues, doivent au roi le serment de fidélité, 7 ; sont-ils seigneurs temporels des biens des évêchés ? 231 ; si la connaissance des exécutions testamentaires leur appartient ? 316 ; succèdent-ils à qui leur succède ? 344.
Ériction : si elle a lieu en chose vendue par décret ? 411.
Évier : peut-on avoir évier sur son voisin ? 293.
Examen à futur, 11.
Exceptions, 702 et ss. ; pourquoi appelées barres, 702 ; combien anciennement duraient-elles en France ? 714 ; *quid*, maintenant ? *ibid*.
 — *d'argent non nommé*, a-t-elle lieu ? 707.
 — *d'excommunication*, a-t-elle lieu en cour laïe ? 709.
 — *de vice de litige*, a-t-elle lieu ? 708.
Excommunication prononcée par le pape contre le roi ne délie pas les sujets de l'obéissance due au chef de l'Etat, P. xv.
Excuse : le seigneur n'est tenu recevoir l'hommage de son vassal par procureur ; mais, s'il a excuse légitime, lui donnera souffrance, 556.
Exécuter : ce qui est irréparable en définitive, ne s'exécute par provision, 886.
Exécuteurs testamentaires, quand les legs sont mobiliers, les légataires doivent-ils être saisis par les exécuteurs testamentaires ? 312 ; sont

- saisis des biens du testateur, 314; de quoi sont-ils tenus? *ibid.* et ss.; l'an et jour de leur exécution expirés, ils doivent rendre compte, 315; peuvent-ils former complainte pour meubles? 733.
- Exécutions testamentaires*: à qui en appartient la connaissance? 316; le pape ne peut en proroger la durée, P. xxiv.
- Exécutions*, 890 et ss.; y aurait-il lieu de suite sur meubles au profit des créanciers, si le saisi les vendait depuis son exécution? 489; on ne peut aller par voie d'exécution ou saisie que dans quelques cas, 890; tout droit d'exécution s'éteint avec la personne de l'obligé ou condamné, 891.
- Exemption des monastères*: leur abus, P. lxxi.
- Exhibition*, 75; le retrait seigneurial dure trente ans, si on ne fait savoir le contrat, et quarante jours après l'exhibition d'icelui, 427, 463.
- Experts ou Jurés*: foi doit être ajoutée à leur rapport, en ce qui est de leur art, 866.
- Exploit*: fautes valent exploits, 697.
- ou *jouissance*: en simple saisine, les vieux exploits valent mieux; en cas de nouveleté, les nouveaux ou modernes, 765.
- Expulsion des locataires*: quand est-elle autorisée? 476, 482.

F

- Faculté de rachat*: en vente faite à faculté de rachat, de quel temps sont dus les droits au seigneur ou fermier, 421, 536; cette faculté n'empêche le cours du temps de retrait, 464; faculté de rachat de rentes, procédant de bail d'héritage, se prescrit-elle? 512; quel est le terme de cette prescription? 719.
- Faillite*. V. *Déconfiture*.
- Faire*: assez fait qui fait faire, 371.
- Fait*: voies de fait sont défendues, 790; la volonté est réputée pour le fait, 791; juge l'homme, 824; *quid*, si l'homme était ivre? *ibid.*
- Fausser le jugement de son baron*: ce qui se pratiquait dans ce cas, 834.
- Fautes*, valent exploit, 697; qui fait la faute la boit, 823.
- Faux*: procédure du crime de faux, 798.
- Félonie*: qui commet félonie perd fief, 648; fidélité et félonie sont réciproques entre le seigneur et le vassal, 649; le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, le tient-il franc et quitte de toutes dettes? etc., 650; quels crimes sont félonie? 842.
- Femelles*, sont-elles exclues dans les successions par les mâles en pareil degré? 634; venant à succession par représentation d'un mâle, concourent-elles avec ceux qui sont en pareil degré que les représentés? *ibid.*
- Femme*. V. *Douaire*, *Mari* et *Meubles*.
- *déboutée d'une succession*: les fils qui en viennent en sont-ils aussi fort-clos? 325.
- *majeure*, peut-elle être autorisée par son mari mineur? 125.
- *marchande*, est tenue pour autorisée de son mari en ce qui est du fait de marchandise dont elle s'entremet à part à son sçu, 57; le tablier de la femme oblige le mari, *ibid.*
- *mariée*, peut-elle ester en jugement sans être autorisée de son mari? 53; condamnée ne confisque que ses propres, et non la part qu'elle aurait aux meubles et acquêts, 847; exception, *ibid.*
- *noble*, est faite roturière par son mari, 54.
- *qui forfait en son honneur*, perd-elle son douaire? 174; ne peut être accusée d'adultère, si son mari ne s'en plaint, etc., 805.
- *renonçant à la communauté*. Voyez *Communauté* (*Renonciation à la*).

Femme séparée de biens, peut-elle les administrer sans l'autorité de son mari, et les aliéner? 126, 395.

— *se remarquant*, que devient son douaire? 175.

— *serve*, est-elle anoblie par son mari? 54, 99; dispositions des coutumes à ce sujet, *ibid.*

— *veuve*, porte le deuil aux dépens de son mari, 135; sur quoi reprendra-t-elle les deniers baillés au mari pour être employés en héritages propres, s'ils ne l'ont pas été? 394; renonçant à la communauté, perd-elle le don mutuel? 398; que reprend-elle? *ibid.*; est-elle déchargée des dettes? *ibid.*

Femmes: si une femme séparée de biens, autorisée par justice, peut contracter et disposer de ses biens? 126; si elle fait perdre le deuil à son mari? 131; femmes peuvent-elles ester en jugement? 53; en quel cas? *ibid.*; si elles peuvent être juges et arbitres? *ibid.*; si elles peuvent être témoins? *ibid.*; en quel cas? *ibid.*; si elles peuvent contracter, négocier, et ester en jugement sans autorisation de leur mari? 57; si, étant autorisées, elles sont tenues de payer seules les dettes qu'elles ont contractées? 57; que doivent à leur seigneur, comme vassales? 561; femmes sont capables de fief, 637; pour le méfait de l'homme, femme ne perd son douaire et autres biens, 345; ni sa part des meubles et acquêts, 346; de toutes amendes estans en loi, femmes n'en doivent que la moitié, 353; les injures faites aux femmes se punissent au double, 354.

— *franches*, sont anoblies par leur mari, même pendant leur veuvage, 54; bâtard né d'une femme franche peut-il succéder? 66; femmes franches sont-elles en la puissance de leurs maris, ou de leurs pères? 122; si elles peuvent contracter et ester en jugement sans autorisation? 123; si elles peuvent disposer par testament? *ibid.*; ce qu'elles doivent faire au défaut d'autorisation maritale? 124.

— *reputées communes*: la femme n'a rien de biens de la communauté qu'après la dissolution du mariage, 112; femme qui recèle ou détourne, n'est pas recevable à renoncer, mais est réputée commune, 397.

— *tenues pour autorisées de leurs maris*, en ce qui est du fait de marchandise dont elles s'entremettent à part et à leur sçu, 57.

— *tenues pour émancipées*, quand elles sont mariées, 109.

Fer: ce qui tient à fer est immeuble, 217.

Férir: tel cuide férir qui tue, 793.

Fermes: aubains peuvent-ils tenir fermes du roi? 73; en baux à fermes, y a-t-il rescision pour déception d'outre moitié de juste prix? 413.

Fermier: les grains et biens meubles d'un fermier sont obligés pour les moissons et loyers du propriétaire, 478.

Feu, fait mancipation, 56; part l'homme mortemain, 94.

Feuda franca, quels étaient? 574; ce qu'on entend par *feuda honorata*, *ibid.*

Feudalité: terre sortant de mortemain, rentro-t-elle en sa sujétion de feudalité? 87.

Fiançailles, ce que c'est, 103.

Fiancée: fille fiancée n'est prise ni laissée, 103.

Fidélisateurs, lorsqu'ils s'obligent solidairement, peuvent-ils opposer le bénéfice de division? 367; *quid*, des coobligés? *ibid.* — V. *Caution*.

Fidélité. V. *Felonie*.

Fiefs, anoblissent-ils anciennement? 27; à la tierce foi, ceux qui étaient issus de roturiers, acquéreurs de fiefs, étaient réputés nobles, *ibid.*; il n'était pas permis aux roturiers de tenir fief sans congé ou permission du prince, 28; ce fut Philippe III qui le premier établit ce droit, *ibid.*; aujourd'hui toute personne peut tenir fiefs; aussi n'anoblissent-ils point, 29; définition du fief, 48; sa différence de la terre salique, *ibid.*; à quoi la tenure féodale engageait le vassal? *ibid.*; en mainmorte, pour ce qui est tenu en fief, il faut donner au seigneur homme vivant et mourant, voire consanguin, 81; ce que c'est que fiefs de corps, de meubles et d'héritages, 89; terres tenues en fiefs doivent-elles champart? 98; les

gardes sont une suite du droit des fiefs, 176; garde doit-il rachat ou fi-
 nance pour les fiefs dont il fait les fruits siens? 192; terres et choses
 décimales tenues en fief sont-elles affranchies des dîmes spirituelles? 268;
 le fief et la justice sont-ils deux sortes de biens patrimoniaux, distincts
 et séparés? 271; si un fief peut être en même temps dans la mouvance
 d'un seigneur, et dans le territoire et la justice d'un autre seigneur? 271;
 si celui qui possède un fief avec justice peut tenir la justice d'un sei-
 gneur, et le fief d'un autre seigneur? *ibid.*; coutumes où il n'y a point
 de fief sans justice ni de justice sans fief, *ibid.*; les fiefs étaient ancien-
 nement à vie, 552; qui a fief a droit de chasse, 278; explication de
 la règle *paterna paternis*, concernant les fiefs, 332; pairs sont com-
 pagnons tenant fief d'un même seigneur, 563; fiefs peuvent-ils se vendre
 et engager sans le consentement du seigneur? 552; si les héritiers en
 sont saisis? *ibid.*; *quid*, si le seigneur n'est servi de son fief ni satisfait
 de ses droits? 575; en cas de saisie féodale, le seigneur jouit-il toujours
 du fief du vassal? 577; la saisie du seigneur est-elle préférée à toutes
 autres? 578; *quid*, si les créanciers le satisfont de ses droits? 579;
 en vente de fief, qu'est-il dû? 572; avant qu'ils fussent vraiment pa-
 trimoniaux, étaient-ils indivisibles? 611; en les divisant, l'aîné a-t-il
 quelque avantage sur les puînés? 613; quel est-il? 614 et ss.; les
 parts des puînés sont-elles tenues aussi noblement que celle de
 l'aîné? 622; chacun doit-il faire la foi ou un pour tous? *ibid.* et ss.;
 le puîné peut-il garantir son aîné? 626; y a-t-il garantie en ligne
 collatérale? *ibid.*; le frère acquitte-t-il sa sœur de son second et
 troisième mariage? 627; et, en cas de plusieurs mariages, que doit
 la femme ou son mari pour elle? *ibid.*; en chaque branche de pa-
 rage, quelle est celle qui peut porter la foi pour les autres? 628; si l'aîné
 refuse de faire la foi, le plus âgé après lui peut-il la porter, et, ce fai-
 sant, couvrir le fief? 629; rapport et différence entre le fief et la terre sa-
 laire, 637; qu'est-ce que *sejour de son fief*? 641; le vassal peut-il de-
 membrer son fief ou le bailler à cens ou arrentement sans l'assens
 de son seigneur? *ibid.*; le vassal peut-il le demembrer au préjudice de son
 seigneur? 642; le seigneur qui a réuni à sa table le fief de son vassal,
 est-il tenu en faire hommage à son seigneur? 643; *quid*, quand il y a
 mutation de part ou d'autre? *ibid.*; quand un fief avient par confiscation
 à un haut justicier, lequel n'est tenu de lui, que doit-il faire? 644; *quid*,
 d'un arrière-fief tenu de lui? *ibid.*; en fief de danger, le vassal qui s'en
 met en jouissance sans le congé de son seigneur, le perd-il? 646; *quid*,
 en mal désavouant? 647; *quid*, en fief déniant, ou à escient faisant faux
 aveu? 648; dans un combat de fief entre deux seigneurs qui préten-
 dent la même mouvance, un d'eux peut-il se désister? *ibid.*; par un
 tel désistement, le droit abandonné ou répudié est-il acquis et dévolu au
 seigneur suzerain immédiat, et ainsi de seigneur en seigneur répudiant,
 jusqu'au roi, etc.? *ibid.*; *quid*, le seigneur réunissant le fief de son vassal
 par félonie? 649; fief se confisque par le vassal, *ibid.*; le seigneur con-
 fisquant le fief, est-il tenu des dettes et charges jusqu'à la valeur du
 fief? 650; peut-on bâtir forteresse au fief et justice d'autrui sans son
 congé? 654; le vassal pouvait-il anciennement abréger ou diminuer le
 fief sans le consentement du seigneur? 728; peut-on acquérir vraie sai-
 sine en fief sans foi ou assentement du seigneur? 747; *quid*, si le
 seigneur féodal était saisi du fief par le décès du vassal ou parce qu'il
 s'en était dévêtu entre les mains de son seigneur? *ibid.*; *quid*, si le vas-
 sal avait aliéné son fief sans dévest? *ibid.*; *quid*, s'il se trouvait sans
 homme par le décès du vassal? *ibid.*; dans quel temps le nouvel acqué-
 reur du fief qui s'en était mis en possession, pouvait-il intenter la
 complainte en cas de saisine et de nouvelleté? *ibid.*; pour crime de fief,
 le seigneur prend ce qui est en son fief, 841.

Fief abonné, ce que c'est, 574.

— noble: femme déboutée de fief noble, les enfants qui en descendent

sont-ils aussi forclos ? 325 ; si dans les fiefs nobles les femelles succèdent aux mâles ? *ibid.* ; *quid*, si celui qui a succédé au fief décède ensuite sans enfants ? *ibid.*

Fief réuni à la table du seigneur : le seigneur qui a réuni à sa table le fief de son vassal, est-il tenu en faire hommage ? 643 ; le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, est-il tenu des dettes ? 650.

— **saisi**, le seigneur qui a reçu son vassal en foi, sans aucune réserve, peut-il saisir le fief pour les droits par lui prétendus ? 603 ; quand il est saisi à la requête des créanciers, le seigneur féodal peut-il le faire saisir féodalement ? 758.

Filets : si on peut de jour et de nuit tendre des filets sur le domaine d'autrui, pour prendre le gibier ? 253.

Fille, fiancée, n'est prise ni laissée, 103 ; à quel âge filles peuvent-elles se marier sans le congé de leurs père et mère ? 107 ; morte ma fille, mort mon gendre, 134 ; fille majeure ou mineure, noble ou roturière, mariée par père ou mère, ayant renoncé à leur succession à écheoir, peut-elle y retourner ? 341 ; ayant renoncé à la communauté, doit-elle rapporter ce qui fut prêté par son père à son mari ? 354 ; loyaux aides passent-ils aux filles ? 608 ; entre filles y a-t-il droit d'aînesse ? 632.

— **de France**, leur dot, 6. — V. *Apanage*.

Fils : où représentation a lieu infiniment, ce qui échet au père, échet au fils, 322 ; quand une femme est déboutée d'une succession, les fils qui en descendent en sont-ils aussi forclos ? 325 ; le fils renonçant à la succession du père, et venant à celle de son aïeul, doit-il rapporter tout ce qui avait été donné ou prêté à son père ? 333 ; peut retrahir l'héritage vendu par son père, 411.

Finaison : quand argent faut, finaison nulle, 592.

Finance : avant qu'un serf manumis par son seigneur soit franc, il faut qu'il paie finance au roi, 91 ; garde doit-il finance pour les fiefs dont il fait les fruits siens ? 192.

Fins : en Cour souveraine on plaide à toutes fins, 700.

Fisc, l'Eglise n'a pas de fisc, 88 ; les évêques n'ont pas ce droit, *ibid.* ; si le fisc exclut les ascendants de la succession de leurs enfants ? 332.

Foi et hommage, n'étaient rendus, avant Charles VI, par les vassaux de la couronne qu'au roi majeur, 21 ; les baillistres qui entrent en foi en leur nom, la reçoivent-ils aussi des vassaux de leurs mineurs ? 191 ; tuteurs et curateurs n'entrent pas en foi, mais demandent souffrance, 194 ; mineurs en souffrance sont réputés en foi, *ibid.* ; que faut-il pour que le seigneur soit tenu recevoir en foi le nouvel acquereur ? 548 ; tout nouveau vassal la doit-il à son seigneur ? 555 ; comment la doit-il faire ? 556 et ss., 593 ; baillistres qui gardent les fruits des fiefs de leurs mineurs, entrent en foi, *ibid.* ; explication du proverbe, *souffrance vaut foi tant qu'elle dure*, 584 ; souffrance doit-elle se donner à ceux qui ne peuvent faire la foi en personne ? 586 ; la souffrance finie, peut-on saisir à faute de foi ? 587 ; un nouveau seigneur peut-il sommer et contraindre ses vassaux de venir à la foi ? 588 ; que lui doit l'ancien vassal ? 589 ; un seigneur peut-il recevoir à foi et relief tous ceux qui se présentent à lui ? 591 ; la foi se doit faire en la forme du fief dominant ? 594 ; le seigneur peut-il saisir le fief de son vassal avant qu'il soit lui-même entré en foi ? 601 ; celui qui acquiert un fief n'en devient possesseur et n'en a la saisine que par la foi, *ibid.* et 747 ; celui qui n'est pas en foi, n'est pas saisi de son fief, *ibid.* ; lorsque le seigneur n'est pas en foi, peut-il saisir féodalement ? *ibid.* ; si le vassal qui n'est point en foi, peut, pendant que son seigneur dort, faire saisir le fief mouvant de lui, *ibid.* ; *quid*, dans la coutume de Clermont ? *ibid.* ; le seigneur ayant reçu son vassal en foi sans aucune réserve, peut-il saisir le fief pour les droits par lui prétendus ? 603 ; quand les fiefs sont démembrés, chacun doit-il faire la foi, ou

- un pour tous ? 623 ; en quel cas l'aîné peut-il faire la foi pour ses puînés mineurs ? 624 ; *quid*, des majeurs ? *ibid.* ; si l'aîné de la souche refuse de faire la foi, le plus âgé après lui peut-il la porter, et ce faisant, couvrir le fief ? 629 ; quand un fief vient par confiscation à un haut-justicier, doit-il en faire la foi et hommage au seigneur féodal ? 644.
- Foi** : en France toutes actions sont de bonne foi, 690 ; possesseur de male foi ne peut prescrire, 730 ; possesseur de bonne foi fait les fruits siens, 743.
- Foins** à couper, quand sont-ils réputés meubles ? 214.
- Foires** : ceux qui vont ou reviennent des foires, du jugement ou mandement du roi, ne peuvent être arrêtés pour dettes même privilégiées, 397.
- Fois** : une fois n'est pas coutume, 780.
- Fol appel** : l'amende du fol appel a été introduite par François I^{er}, 860.
- Fondations** : le pape ne peut déroger aux fondations laïques et aux droits des patrons, P. xxix.
- Fonds** : si les fonds nobles ou tenus en fief sont sujets à la dime spirituelle, comme les rotures, lorsque les choses tenues en fief sont décimales ? 268.
- Forbanni** : quand le mari est forbaini, le douaire est-il exigible ? 142.
- Forces** : quand le vendeur reconnaît la vente, mais dit que ce fut par force, que doit-il faire ? 410 ; — vaine le prix, 474 ; — n'est pas droit, 710 ; quelle est la durée des exceptions de force ? 714.
- Forest** : lorsqu'elle s'étend dans les héritages voisins, elle acquiert, à celui à qui elle appartient, les héritages dans lesquels elle s'est étendue, 257 ; en quel cas, et à quelle condition ? *ibid.*
- Forfaits** : quand ils sont commis de nuit, de combien doivent être les amendes ? 831.
- Forge** : ce qu'il faut faire quand elle est contre un mur mitoyen, 291.
- Formariage**, ce que c'est, 43, 100.
- Forteresses** : quand elles étaient tenues de la couronne, recevaient-elles le douaire ? 136 ; peut-on bâtir forteresse au fief et justice d'autrui sans son congé ? 654. Voyez *Donjon*.
- Fortune** : à qui appartient la fortune d'or ? 279 ; à qui la fortune d'argent ? 280 ; ce qu'on entend par fortune d'or ou d'argent, *ibid.* et ss. ; lingot d'or trouve sur la terre du haut-justicier appartient-il au roi ou au seigneur haut-justicier ? *ibid.*
- Fosse** : femme veuve renonçant à la communauté, jetait sa ceinture, sa bourse et ses clefs sur la fosse de son mari, 132.
- Fossé**, à qui appartient-il ? 239.
- Fouages**, ce que c'est, 14 ; combien durent les actions pour paiement de fouages ? 713.
- Fouet** : la peine du fouet infâme, 835 ; n'est pas fouetté qui veut, car qui peut payer en argent, ne paie en son corps, 836.
- Four** : ce qu'il faut faire quand il est contre un mur mitoyen, 291 ; combien durent les actions pour n'avoir cuit en four bannal ? 713.
- Fourches**. V. *Pilori*.
- Fournir et faire valoir** : valeur de cette clause, 366, 520.
- Fourrages** : combien durent les actions pour paiements de fourrages ? 713.
- Frais** : en matière criminelle, l'accusé n'avance point les frais de son procès, 834.
- *funéraires*, sont-ils réputés dettes du défunt ? 330.
- Franc**, suivait-il la condition du serf ? 43 ; dispositions des coutumes à ce sujet, *ibid.* ; le serf succède-t-il au franc, et le franc au serf ? 90 ; avant qu'un serf manumis par son seigneur soit franc, que doit-il payer au roi ? 91 ; les enfants sont-ils en la vourie et mainbournie de leurs père et mère, quand ils sont francs ? 177.
- *-aleu* : ce que c'est que tenir en franc-aleu, 84 et ss. ; si celui qui tient

en franc-aleu, reconnaissant la souveraineté du roi, est obligé de reconnaître la justice des seigneurs, 227.

Franc-devoir, ce que c'est, 574.

Franc-fief, pourquoi ainsi nommé, 28; si une veuve non noble, qui jouit d'un fief pour son douaire, doit les francs-fiefs, 153.

Franc-homme, ce que c'est, 48; à quoi est tenu, *ibid.*

France (La), est une monarchie héréditaire tempérée par les lois, 1.

Franchise, ou droit d'asile, ne s'éteint par la longueur du temps, 350; qui brise une franchise brise toutes les autres, 828; les cours et hôtels des prélat et archidiacres sont-ils en France des lieux de franchise et d'immunités? *ibid.*; *quid*, des cimetières? *ibid.*

Franck'aumône: ce que c'est que tenir en franck'aumône, 84 et ss.

Francs, origine de ce nom en Irlande, 67.

Frère, acquitte-t-il sa sœur de tous ses mariages? 627.

Fruits, la douairière gagne les fruits, sitôt qu'ils sont perçus, 173; garde doit-il rachat pour les fiefs dont il fait les fruits siens? 192; si les fruits pendants par les racines sont immeubles? 213; quels fruits sont meubles et quand? 214; enfants avantagés de père et mère, doivent-ils rapporter ce qui leur a été donné, ensemble les fruits perçus, etc.? 351; fruits sont dus au retrayant du jour de l'ajournement, 470; pour vente de fruits faite à plus de dix ans, est-il dû lods et ventes? 543; le seigneur censier peut-il tenir en sa main les terres vacantes, et en faire les fruits siens, jusqu'à ce qu'il soit reconnu? 549; quand le seigneur gagne les fruits à faute d'homme et de devoirs, comment doit-il les prendre? 568; tout possesseur de bonne foi fait les fruits siens, 743.

Fuir le jugement, c'est se rendre condamné, 799.

Futaie: quel temps faut-il pour que le bois soit réputé haute futaie? 258.

G

Gages (Des), 483 et ss.: combien y en a-t-il de sortes? 483; celui qui tient le gage a-t-il hypothèque privilégiée sur icelui avant tous autres? 490; — est dette privilégiée. 684; est-il tenu venir à contribution, et a-t-il droit de préférence? 688.

Gages de bataille, 274, 308 et ss.: pourquoi et entre qui avait lieu le gage de bataille? 308 et ss.: des formalités qui s'y observaient, *ibid.*; — était un cas de haute justice, *ibid.*; après formalités du gage de bataille, l'accusé ou l'appelé était obligé de nier le crime, ou de démentir l'appelant, sous peine d'être convaincu, 810, 816; devant qui l'appelé ou l'accusé devait-il proposer ses exceptions, et nier ou avouer son crime? 810; quand les gages avaient été jetés et levés, et le duel ordonné, les parties pouvaient-elles s'accommoder, sans la permission du juge? 816; était-il préjudiciable à celui qui était appelé en duel de ne pas démentir l'appelant? *ibid.*; la trahison est un cas de gage de bataille, *ibid.*; celui des combattants qui était tué, était réputé avoir eu tort, 817; et, comme criminel, mené au gibet, *ibid.*; maintenant toutes guerres et combats sont défendus, 818.

Gagerie: dans quel temps se perdait le privilège de gagerie pour cens et rentes? 749; pour combien de quartiers les créanciers de rentes peuvent-ils avoir le droit de gagerie? *ibid.*; *quid*, pour cens? *ibid.*

Gagnage: ce que c'est, 505.

Galères: ceux qui y sont condamnés succèdent-ils? 347.

Garant: ce que c'est que tirer à garant, 699; tous délits sont personnels, et en crime n'y a point de garant, 797; le poursuivant criées n'est garant de rien, fors des solennités d'icelles, 905.

Garantie: le puîné ne peut garantir son aîné; et si n'y a garantie en ligne collatérale, 626; qui prend garantie doit laisser son juge, et l'aller pren-

dre devant celui où le plaid est, 698 ; en crime il n'y a point de garantie, 797 ; de la garantie due par le vendeur, 410.

Garde : d'où vient ce mot ? 176 ; *Garde*, se dit en ligne directe, et *Bail* en collatérale, *ibid.* ; à qui elle était contée ? *ibid.* ; si on peut refuser la garde ? 179 ; de quoi est tenu celui qui prend la garde ? 185 ; où doit-elle être acceptée ? 186 ; si la garde se divise ? 190 ; si elle peut se transporter ? 198 ; comment se perd ? 197 ; si la garde qui a été ôtée au père ou à la mère, à cause de leur dissipation ou second mariage, doit appartenir à l'aïeul ? *ibid.* ; comment la garde finit ? *ibid.*

Garde bourgeois, combien de temps dure aux mâles ? 52 ; combien aux femelles ? *ibid.*

— *gardienne* (*Lettres de*), ce que c'est, 8.

— *noble* : son origine, 176 ; combien de temps dure aux mâles ? 52 ; combien aux femelles ? *ibid.*

• *Gardes* : ce que c'est, 176 ; pourquoi ont été établis, *ibid.* ; différentes sortes de gardes, *ibid.* ; coutumes où le droit de garde a lieu, *ibid.* — *V. Administrateur, Bail, Mainbour, Régentant.*

Gardien : coutumes où il est tuteur, 184 ; où il ne l'est pas, *ibid.* ; les gardiens sont tenus de faire visiter les biens dont ils jouissent, 185 ; doivent acquitter les mineurs des frais funéraires, 186 ; peuvent-ils intenter ou être contraints de défendre en action pétitoire de ce dont ils sont saisis ? 187 ; si le gardien en ligne directe doit le relief ? 192 ; qu'arrive-t-il quand il se remarie ? 197.

Garenne : ce que c'est, 237 ; que peut-on tenir en garenne ? *ibid.* et 238 ; en quel temps garennes sont-elles défendables ? 243 ; le seigneur de fief faisant construire garenne, peut-il y enclorre les terres de ses sujets ? 254.

Gendre, morte ma fille, mort mon gendre, 134.

gens d'Eglise, peuvent-ils acquérir fief, seigneurie et censive d'autrui, et à quoi sont-ils tenus ? 75, 95 ; — en nouveaux acquêts ne sont plus privilégiés que les laïcs, 723.

— *de mettre*, dans quel délai sont-ils tenus de demander le prix de leurs ouvrages ? 712.

Gibet, marque de justice, 18.

Glaçoir ou latrines : peut-on avoir glaçoir sur son voisin ? 293.

Gouttière, peut-on avoir gouttière sur son voisin ? 293 ; à quelle hauteur peut-on la faire sur la rue ? 296 ; *tenure de noc sur mur commun ne vaut rien, ibid.*

Gouverneur : ce que signifie ce mot, 176.

Grains, sont taiblement obligés pour les moissons et loyers du propriétaire, 478.

Guerres privées : leur histoire, 5 ; ordonnances contre les guerres privées, 818. — *V. Duels.*

Guets : actions de guet sont tollues par an et jour, 713 ; guets n'ont point de suite, tombent en arrérages, et ne peuvent être vendus ni transportés à autrui ? 918.

H

Habit : l'habit ne fait pas le moine, 346 ; femme renonçant à la communauté, reprend ses habits, 398.

Haie : tout ce qui vient à la haie est proie, 282 ; es villages un voisin peut contraindre l'autre de se clore de haies vives, 287 ; entre pré et terre haie vive est-elle réputée du pré ou de la terre ? 290.

Haute justice : quelles en sont les marques ? 274 ; peut-on avoir droit de pâturage en haute justice, sans titre ou redevance ? 250 ; avoir haute justice en ressort, était marque de baronnie, 640.

Haut-justicier. V. Seigneur.

Héberge, 285.

Hébergement : terre sans hébergement n'est que de demi-revenu, 226.

Héritage : les roturiers sont justiciables des seigneurs desquels ils sont couchants et levants, sinon qu'il soit question d'héritages qu'ils tiennent ailleurs, 37 ; y a-t-il des fiefs et mainmortes d'héritages ? 89 ; on ne peut vendre plus honnêtement son héritage qu'en constituant une grande dot à sa femme, 117 ; comment il se doit vendre, lorsqu'il est chargé d'un douaire, 143 ; l'héritier du mari doit-il relever l'héritage sur lequel la femme prend douaire ? 154 ; si l'héritage donné par le père au fils retourne au père, après le décès du fils sans enfants ? 333 ; coutume où les pères et mères ne succèdent point aux héritages qu'ils ont donnés à leurs enfants, 334 ; à qui est déferé l'héritage, quand il n'y a point de parents du côté et ligne d'où il vient, ni d'ascendants de l'autre côté et ligne ? 342 ; quel est le terme de la prescription pour un héritage ? 716 ; deniers destinés pour achat, ou procédant de ventes d'héritages, sont-ils réputés immeubles ? 212 ; héritage en ligne directe est-il propre ? 224 ; *quid*, en collatérale ? *ibid.* et ss. ; héritage échangé est-il de pareille nature que le contre-échangé ? 225 ; procureur peut-il faire retrait d'héritage pour autrui ? 373 ; sur qui doit se prendre le rachat d'un héritage chargé de rentes ? 392 ; comment se reprennent les deniers baillés à la charge de les employer en héritages propres ? 394 ; jusqu'à quand les héritages vendus par décret sont-ils sujets à retrait ? 453 ; héritage retrait, revendu, est-il sujet à retrait ? 454 ; si l'héritage retenu par puissance de seigneurie lui est réputé reuui ? 469 ; qui jouit et exploite un héritage après le terme fini sans aucune dénonciation, peut jouir un an après à pareil prix que devant, 481 ; détenteurs et possesseurs ou héritiers chargés de rentes, en sont-ils tenus personnellement et hypothécairement ? 518 ; quel est l'effet de leur obligation, soit personnelle, soit hypothécaire ? 519 ; dans quelle limite le propriétaire peut-il empiéter l'héritage tenu à cens ? 534 ; en ventes d'héritages tenus à cens, etc., sont dus lods et ventes dès lors du contrat, 536 ; service de prince n'est point héritage, 554.

Héritier : l'héritier du mari doit-il relever l'héritage sur lequel la femme prend douaire ? 154 ; peut-on être héritier et douairier ? 165 ; celui des enfants qui se porte héritier du père, fait part pour diminuer d'autant le douaire des autres, 167 ; femme qui forçait en son honneur perd son douaire : s'il y en a en plainte par le mari, autrement l'héritier n'est recevable d'en faire querelle, 174 ; les gardiens, etc., peuvent-ils intenter ou être contraints de défendre en action petitoire de ce dont ils sont saisis comme héritiers ? 187 ; l'héritage échu par succession ou autrement, sortit nature de propre, quand l'héritier ou donataire devait succéder à celui dont il procède, 224 ; institution d'héritier a-t-elle lieu en France ? 304 ; peut-on faire héritier de ses propres et de ses meubles et acquêts qui l'on veut ? 305 ; reconnaissance générale du principal héritier empêche-t-elle qu'on ne puisse s'aider de son bien ? 309 ; explication de cette règle, *nul ne peut être héritier et légataire*, 311 ; si l'on peut être donataire et héritier en ligne collatérale ? *ibid.* ; les légataires doivent-ils être saisis par l'héritier ou par les exécuteurs testamentaires, quand les legs sont mobiliers ? 312 ; les légataires universels sont-ils tenus pour héritiers ? 313 ; le mort saisit le vif son plus prochain héritier habile à lui succéder, 317 ; les héritiers sont saisis des fiefs, 552 ; ne se porte héritier qui ne veut, 318 ; qui prend des biens de succession, jusqu'à la valeur de cinq sols, fait acte d'héritier, 319 ; le petit-fils conçu et né après le décès de son aïeul, peut-il être son héritier ? 317 ; si l'héritier simple exclut l'héritier par bénéfice d'inventaire ? 320 ; quand il y a plusieurs héritiers, s'ils succèdent par lignes ? 324 ; s'ils sont tenus des faits et obligations du défunt, 327 ; y a-t-il plusieurs sortes d'héritiers d'une seule personne ? 328 ; l'héritier est tenu d'acquitter les legs et frais funéraires, 330 ; peut-on faire de son propre, acquêt, au préjudice de son héritier ? 331 ; ce qu'un héritier répudie ac-

croît-il aux autres? 389; le droit de pouvoir renoncer à la communauté passe à l'héritier, 396; quand l'action personnelle concourt avec l'hypothécaire, celui des héritiers qui ne serait tenu que pour sa part personnellement, est tenu hypothécairement pour le tout, 500.

Hoiries (Des), 317 et ss.

Hommage: moult plus est tenu le franc-homme à son seigneur par l'hommage et honneur qu'il lui doit, que n'est tenu le vilain pour ses rentes payant, 48; tuteurs et curateurs peuvent-ils recevoir l'hommage des vassaux? 191; le bailli rendant la terre à son mineur avant son âge, ses hommes lui feront-ils hommage, s'ils ne le veulent? 199; comment se rend l'hommage? 556; jugé que les femmes pouvaient faire hommage sans présenter le baiser, 564.

Homme: l'aveu emporte-t-il l'homme? 44; le feu, le sel et le pain partent l'homme mortemain, 94.

— *et femme*, sont-ils tenus des dettes l'un de l'autre en se mariant? 110; sont-ils communs en tous leurs biens, et de quand 111.

— *mort*, n'a porteur de lettres, 377.

— *vivant, mourant et confaquant*, 81.

Honneur: femme qui forfait à son honneur perd-elle son douaire? 174; le démentir et offrir de combat sauve l'honneur à celui qui est taxé de trahison, 816. — V. *Hommage*.

Hôte, qui compte seul, ou sans son hôte, compte deux fois, 206.

Hypothèques (Des), 487 et ss.: le douaire emporte hypothèque saisible, 155; les meubles ont-ils suite par hypothèque quand ils sont hors la possession du débiteur? 487; *quid*, si le meuble n'était payé par le débiteur, et qu'il fut saisi par le vendeur? 488; *quid*, si le saisi le vendait depuis son exécution? 489; celui qui tient le gage a-t-il hypothèque privilégiée sur icelui avant tous? 490; cédule privée, ou par-devant notaire, emporte-t-elle hypothèque? 493; les contrats passés sous scel de cour laie, engendrent-ils hypothèques? 495; *quid*, de ceux passés en cour d'Eglise? 496, P. xx; si les mineurs et les femmes ont hypothèque saisible et privilégiée sur les biens de leurs tuteurs et maris? 497; dans ce cas les réalisations, etc., sont-elles requises? 498; si l'hypothèque se divise? 499; quand l'action personnelle concourt avec l'hypothécaire, celui des héritiers qui ne serait tenu que pour sa part personnelle, est tenu hypothécairement pour le tout, 500; en spéciale hypothèque y a-t-il discussion? 501; jusqu'où s'étend la générale hypothèque de tous biens? 503; de quel jour l'hypothèque a-t-elle lieu sur les biens des condamnés? 504; de quel jour le créancier du défunt a-t-il hypothèque sur les biens des héritiers? *ibid.*; quel est le terme de la prescription de l'action hypothécaire? 720; un décret nettoie toutes hypothèques, 904. — V. *Héritage*.

I

Ile: à qui appartient-elle? 239.

Illico (Appel d'), 879.

Immeubles: pour l'aliénation de l'immeuble, à quel âge est fixée la majorité? 198; quels biens sont immeubles? 209 et ss.; en immeubles, mesure se fait selon le lieu de leur situation, et en meubles, selon le lieu de la vente, 420; si les reliques, les livres des chapelles, les ornements et les tableaux des châteaux des grands seigneurs sont immeubles, 444; meubles précieux qui ne sont point inhérents à des fonds, sont quelquefois réputés immeubles à l'effet du retrait, *ibid.*; si en échange d'immeubles le retrait a lieu? 445; en déconfiture les chirographaires et céduliers viennent à contribution sur les immeubles, 685.

- Impôts*, ne peuvent être levés sans la permission des souverains, 14, 23 ; toutes actions d'impôts sont tollues par an et jour, 713.
- Incendies* : arrêt concernant les incendies, 479.
- Indemnité* : est due au seigneur pour acquisition au fief, seigneurie et censive d'autrui après l'an et jour, par gens d'Eglise qui dans cet intervalle n'ont été contraints de vider leurs mains, 75-76 ; droit d'indemnité dû au seigneur, comment se paie ? 79, 80 ; si ce droit est personnel, 83 ; par trente ans les gens d'Eglise prescrivent l'indemnité, 725.
- Infamie* : la peine du fouet irroge infamie, 835 ; chez les Romains les coups de bâton n'étaient point infamants, *ibid.* ; le pape ne peut restituer contre l'infamie encourue, P. xxii.
- Inféodation* : coutumes où elle a lieu, 155 ; ce que c'est, *ibid.* ; les justices se distinguent par les inféodations, 565.
- Injures* : quand il y a claim et plait, on n'en peut accorder sans justice, 361 ; toutes actions d'injures sont tollues par an et jour, 713 ; faites aux femmes se punissent au double, 854.
- Inquisiteur de la foi*, n'a capture ou arrêt en France, P. xxxvii.
- Inscription*, se garde en crime de faux, 798.
- Institution* : promesse d'instituer, faite par un contrat de mariage, vaut institution, 660.
- *contractuelle* : pourrait-on la révoquer, en faisant un autre héritier ? 309 et 859 ; peut-elle être réduite aux quatre quints des propres ? 309 ; elle n'empêche qu'on ne puisse disposer de ses biens en bon père de famille, *ibid.* ; — doit-elle être considérée comme donation entre vifs, ou comme donation à cause de mort ? *ibid.* ; dans quels cas ces institutions contractuelles doivent-elles être insinues ? *ibid.*
 - *d'héritier*, a-t-elle lieu en France ? 304 ; si elle est requise pour la validité d'un testament ? *ibid.* ; dans quelle coutume l'institution d'héritier a lieu ? *ibid.* ; dans quelles coutumes elle est requise pour la validité des testaments ? *ibid.*
 - *par paction*, ce que c'est, 308.
- Intérêt* : de tout marché ou en vide par intérêt, 414.
- Interruption* : l'ajournement fait contre l'un des détenteurs, poursuivi pour le tout, sert d'interruption contre les autres, 526 ; en toutes choses indivisibles, l'interruption faite contre l'un, profite contre tous, 739.
- Inventaire* : qui épouse le corps épouse les dettes, sinon qu'il soit autrement convenu, et à cette fin fait inventaire, 110 ; renonciation à la communauté doit être faite en justice, et nécessite inventaire, 132 ; délai pour faire cet inventaire, 115 ; les tuteurs et baillistres doivent-ils faire inventaire des meubles et titres des mineurs ? 200 ; à la requête de qui peut-il être fait ? 201 ; et par qui ? *ibid.* ; faire inventaire est exploit de moyenne justice, 273 ; est-il nécessaire pour que l'exécuteur testamentaire soit saisi des biens du testateur ? 314 ; le survivant des époux ne faisant inventaire, la communauté est continuée entre lui et les enfants, 386 ; *quid*, quand le survivant se remarie, et que la seconde femme n'a pas fait d'inventaire ? 387.
- Irréparable* : ce qui est irréparable en définitive ne s'exécute par provision, 886.
- Issues* : terres qui sont aux issues des villes, bourgs et villages, ne sont défensables si elles ne sont bouchées (closes de haies), 241 ; peut-on avoir issue sur son voisin sans titre ? 293.

J

Jardins, en quel temps sont-ils défensables ? 243 ; pour faire un jardin contre un mur mitoyen, doit-on faire contre-mur ? 291.

Jeu de fief, ce que c'est, 641; le vassal ne se peut jouer que des deux tiers de son fief, *ibid.*; *secus*, dans les coutumes d'Anjou, du Maine, etc., *ibid.*

Jouissance: combien de temps faut-il avoir joui d'une chose pour en avoir acquis la saisine et possession? et dans quel temps peut-on former la complainte? 748, 749; la longue jouissance peut-elle faire acquérir un droit de servitude, 299.

Jour, comment se compte en action de retrait, 471; à combien de jours se font les ajournements? 692; le domicile s'acquiert par an et par jour, 911.

— *de conseil*: si une demande ne passe vingt sols, jour de conseil n'en est octroyé, 696; en demande de délit, n'échet jour de conseil, 789.

Joyaux: les principaux joyaux des princes sont réputés immeubles, 219.

Juge: les amendes et peines coutumières ne sont à l'arbitrage du juge, les autres si, 322; — doit juger certainement et selon les choses alléguées et prouvées, 367; *Bonus judex nihil ex arbitrio suo facit*, *ibid.*, de quelle manière était regardé un mauvais juge chez les Romains? *ibid.*; sage est le juge qui écoute et tard juge; car de fol juge brève sentence, et qui veut bien juger écoute partie, 388; qui tôt juge et qui n'entend, faire ne peut bon jugement, 369; le juge d'appel exécute le jugement par lui donné ou confirmé, 389; *quid*, en matière criminelle? *ibid.*

— *ecclésiastique*, peut-il condamner à l'amende? 88.

Juges laïcs: la connaissance des exécutions testamentaires leur appartient, 316.

— *non royaux*, sont tenus de soutenir leur jugé, au péril de l'amende sur eux ou leur seigneur, 381.

— *royaux*, connaissent seuls des matières possessoires bénéficiales et possessoires decimales, 12; connaissent par délégation des causes des personnes privilégiées, 13; la connaissance des exécutions testamentaires leur appartient par prévention, 316; les juges royaux dont est appel ne peuvent être pris à partie, s'il n'y a dol, fraude ou concussion, 380.

Jugements: usage des anciens au sujet des jugements publics et particuliers, Preamble du tit. III, liv. VI: fuir le jugement, c'est se rendre condamné, 362, 799; au jugement d'un vieux procès il se faut contenter de ce qui s'y trouve, sans y rechercher ou interloquer davantage, 874; une voix n'empêche partage, 875; en matière criminelle n'y a partage, mais passe le jugement à la plus douce opinion, 876; le vilain ne pouvait fausser le jugement de son baron; mais par l'établissement de la Cour des Pairs à Paris, toutes appellations s'y sont relevées, 384; sont toujours exécutoires comme les contrats, lorsqu'ils sont scellés, 394.

Jugement de Dieu. V. *Duel*.

Jurés. V. *Rapports de jurés*.

Justice (De), 228 et ss.; V. *Amendement*, *Amendes*, *Appel*, *Cause*, *Chose jugée*, *Contumace*, *Crimes*, *Défaut*, *Délits*, *Dépens*, *Estier en jugement*, *Exécution*, *Juge*, *Lettres*, *Nullités*, *Opposition*, *Partage*, *Peines*, *Pétitoire*, *Pourvoi*, *Procès*, *Rescindant et Rescisoire*, *Sentence*, *Témoins*, *Vice*. Toute justice émane du roi, 4. P. xxxi et ss.: qui prend bêtes en dommage ne les peut retenir, mais les doit mener en justice dans vingt-quatre heures, 263; justice est patrimoniale tant au criminel qu'au civil, 18, 269; le roi seul peut eriger de nouvelles justices, *ibid.*; peut-elle être démembrée? *ibid.*; un seigneur, en disposant de sa justice, peut-il se former un ressort? *ibid.*; tous justiciers doivent la justice à leurs dépens, 270; fief, ressort et justice n'ont rien de commun ensemble, 271; il y a trois sortes de justice, 272: ce que c'est qu'exploits de haute et moyenne justice, 273 et ss.; quelles sont les marques de la haute justice, 274 et ss.; de l'origine des justices seigneuriales, 565. V. *Plaid*.

Justiciables: les roturiers ou vilains sont justiciables des seigneurs des-

quels fils sont couchants et levants, 37; l'aveu emportait l'homme, et était justiciable de corps et de châtel où il couchait et levait, 44.
Justicier. V. Seigneur justicier.

L

Labour : au revenu de l'année payé au seigneur comme droit de rachat, se doit rabattre le labourage, 567; cas dans lequel on ne déduit rien pour les frais de labour, *ibid.*

Langueyeur, est-il tenu de reprendre les porcs mezeaux en la langue, 419.

Lapins, dans une garenne sont réputés immeubles, 215.

Larcin : quand il y a claim et plaid, on ne peut s'accorder sans justice, 361; de l'action *furti*, 806; encore que nier ne soit larcin, si est-ce de larcin, 807; pour larcin n'échet gage de bataille, 808; larcin est cas de basse justice, *ibid.*

Larron : il est larron qui larron emble, 806; à l'égard de qui celui qui a pris au volcur la chose volée est-il larron? *ibid.* et ss.; étymologie du mot *voleur* appliqué au larron, *ibid.*; comment larron était puni chez les Grecs et les Romains, 808; en Ecosse, si le larron pendu tombait de la potence étant encore viv, il avait grace pour cette fois, *ibid.*; cet usage a été aboli en France, *ibid.*; l'occasion fait le larron, 320.

Légal a latere, en France, et de son pouvoir, P. XI, LVII, LX; du légal d'Avignon, P. XII.

Légitime : nul ne peut être héritier et légataire, 309, 311; par qui doivent-ils être saisis quand les legs sont mobiliers? 312; légataires universels sont-ils tenus pour héritiers? 313; quelle différence il y avait dans le droit romain entre le legs de succession et le legs de bien, *ibid.*; fille coutumièrement exclue de la succession ne peut être héritière mais bien légataire, 341.

Légataires universels, sont tenus par héritiers, 213.

Légitime : quotité de la légitime dans les coutumes françaises, 329; douaire propre aux enfants est une légitime coutumière, 158; tout ce qui se compte en légitime se compte (et se rapporte) en douaire, 164; il faut que la légitime soit sauve pour que père et mère, ou l'un d'eux, de leur vivant, partagent leurs biens entre leurs enfants, 307; fille mariée par père et mère, avant renoncé à leur succession à échoir, n'y peut retourner si elle n'y est rappelée, pourvu qu'elle ait eu sa légitime, 341; pour que l'ainé noble jouisse de quelque avantage dans la succession de son père, il faut que la légitime des autres soit sauve, 616.

Légitimes : enfants nés avant le mariage, mis sous le poêle, sont légitimés, 58; bâtards ne succèdent pas, ores qu'ils soient légitimés, 63.

Legs : quand ils sont mobiliers, par qui les légataires doivent-ils être saisis, 312; de quel temps les exécuteurs testamentaires sont-ils saisis pour le paiement des legs mobiliers? 314; legs sont-ils deites du défunt? 330; — echus pendant le mariage, entrent-ils en communauté, 393; la délivrance en doit-elle être demandée? 667.

— *pieux* : le pape ne peut en changer la destination contre la volonté du défunt, P. xxv.

Lettres, passent témoins, 774; il y avait anciennement trois sortes de lettres qui faisaient foi, 781; contre fort et contre faux ne valent lettres ne sceaux, 788; lettres une fois grossoyées ne peuvent être regrossoyées sans appeler partie et ordonnance de justice, 893.

— *de grâce* Voyez *Porteur de lettres*, *Procureurs*. — *de naturalité*. Voyez *Naturalité*.

— *du roi* : nobles sont ceux ou extraits de noble race, ou anoblis par

lettres du roi, 25; le moyen-d'être anobli sans lettres est d'être fait chevalier, 31; bâtard avoue ne peut retenir le nom et la noblesse de la maison de son père qu'il n'ait des lettres, 62; aubains ne peuvent tenir offices, etc., s'ils ne sont naturalisés par lettres du roi, 72; jadis nul de pays coutumier n'était reçu à faire demande par procureur, en la cour du roi, sans ses lettres de grâce, 374; l'on ne peut s'assembler pour faire corps de communauté, sans lettres du roi, 400; en cause d'appel des pays coutumiers, l'on ne peut s'accorder sans lettres du roi, 583; lettres royaux et commissions ne sont valables, ni les jugements exécutoires, après l'an et jour, 594.

Liage: mort et mariage rompent tout liage, 474.

Libertés de l'Eglise gallicane. s. Les 83 articles de ces libertés, par Pithou (t. II, p. 261). — Libertés de l'église gallicane, art. 1; définition de nos libertés, II; nos libertés dérivent de deux maximes fondamentales, III; première maxime: Nos rois sont indépendants du pape sur le temporel, IV; seconde maxime: La puissance du pape est bornée par les saints canons, V; suite du précédent, VI; titres particuliers de nos rois, et forme de leur obédience envers les papes, VII; les rois de France, protecteurs et défenseurs du saint-siège, ne promettent au pape qu'une obédience filiale, VIII; si les papes doivent envoyer leur profession de foi aux rois de France, IX; les rois de France ont le droit d'assembler des conciles dans leurs Etats, et de faire des lois et règlements sur les matières ecclésiastiques, X; des légats *à latere*, et de leurs pouvoirs en France, XI; du légat d'Avignon et de ses pouvoirs, XII; les prélats français ne peuvent sortir du royaume sans permission du roi, XIII; le pape ne peut lever deniers en France, XIV; sujets du roi ne peuvent être dispensés par le pape du serment de fidélité, XV; les officiers du roi ne peuvent être excommuniés pour le fait de leurs charges, XVI; la bulle *in cam Domini* n'est point reçue en France, XVII; le pape ne peut connaître des droits de la couronne, XVIII; comtes palatins ne sont reconnus en France, XIX; des ci-devant notaires apostoliques, XX; le pape ne peut légitimer bâtard au temporel, XXI; le pape ne peut restituer les laïques contre l'infamie, XXII; le pape ne peut remettre l'amende honorable, XXIII; le pape ne peut proroger l'exécution testamentaire, XXIV; le pape ne peut connaître des legs pies, XXV; le pape ne peut permettre de tester au préjudice des lois, XXVI; biens possédés contre la disposition des lois, XXVII; de la vente des biens d'Eglise, XXVIII; suite du précédent, XXIX; le pape ne peut déroger aux fondations, XXX; actes qui sont hors de la juridiction du pape ou de ses délégués, XXXI; suite du précédent, XXXII; le pape ne peut exercer la juridiction criminelle, XXXIII; compétence du juge séculier sur la discipline monastique, XXXIV; excommunications défendues pour les affaires civiles, XXXV; de l'absolution à cautèle, XXXVI; liberté individuelle est à l'abri de l'inquisition, XXXVII; droit du roi sur les officiers clercs, XXXVIII; les étrangers ne peuvent tenir bénéfice en France, XXXIX; le concile universel est au-dessus du pape, XL; l'Eglise de France ne reçoit pas indistinctement tous les canons et décrétales, XLI; choses dont le pape ne peut dispenser, XLII; quelles règles de chancellerie sont reçues en France, XLIII; bulles du pape ne s'exécutent en France sans *pareatis* de l'autorité temporelle, XLIV; le pape ni son légat n'ont juridiction en France sur les sujets du roi, XLV; suite du précédent, XLVI; le pape est collateur forcé pour les bénéfices de France, XLVII; de la taxe des provisions, XLVIII; des unions de bénéfices, XLIX; le pape peut-il créer pensions sur les bénéfices de France? L; componendes pour fruits mal perçus sont défendues, LI; des procurations *ad resignandum*, LII; clauses dont le pape ne peut user, LIII; les mandats et réserves condamnés, LIV; de la prévention: jusqu'à quel point elle est tolérée, LV; des résignations en faveur, LVI; le pape ne peut dispenser les gradués du temps d'étude, LVII; le légat ne peut subdéléguer ses pouvoirs, LVIII; le légat est sans caractère hors du royaume, LIX; sceau et

registres que le légat doit laisser à son départ, LX; le pape ne peut conférer ni unir les hôpitaux, LXI; le pape ne peut créer des chanoines en expectative, LXII; dignités que le pape ne peut conférer, LXIII; coutumes et statuts auxquels le pape ne saurait déroger, LXIV; expéditions des provisions des bénéfices, LXV; du droit de régale, LXVI; des assemblées pour les élections, LXVII; de la nomination du roi aux dignités ecclésiastiques, LXVIII; de l'indult des Parlements, LXIX; privilèges des rois et reines de France, LXX; des exemptions, LXXI; de la pluralité des bénéfices, LXXII; pluralité des bénéfices, *sub eodem tecto*, LXXIII; des dîmes inféodées, LXXIV; le roi jure, à son sacre, de protéger nos libertés, LXXV; conférences amiables, premier moyen de défendre nos libertés, LXXVI; deuxième moyen: examen des bulles avant leur exécution, LXXVII; troisième moyen: appel au futur concile, LXXVIII; quatrième moyen: appels comme d'abus, LXXIX; l'appel comme d'abus est réciproque, LXXX; avantage de faire juger les appels comme d'abus par un corps judiciaire, LXXXI; suite du précédent, LXXXII; nécessité et avantage de la concorde entre les deux puissances, LXXXIII.

Licitation: dans ce cas, entre cohéritiers ou comparçonniers, ne sont dus lods ni ventes, 542.

Lieu: l'immeuble suit le lieu où il est assis, 221.

Lieux de franchise. V. *Franchise*.

Lignage: autrefois, où ramage défailait, lignage succédait; maintenant la ligne défailant d'un côté, les père et mère et autres ascendants succèdent, puis l'autre ligne, 342.

Lignager. V. *Retrait*.

Ligne: bâtards n'ont point de ligne, 63; meubles ne tiennent côté ni ligne, 220; par la plupart des coutumes, les parents conjoints d'un seul côté, succèdent avec ceux qui sont conjoints de double ligne, 335.

— **directe**: par l'établissement de Philippe Auguste, la femme a été douée de la moitié de ce que l'homme avait lorsqu'il l'épousa, et de la moitié de ce qui lui échut en ligne directe descendante, 137; en succession directe on ne peut être héritier et légataire, 311; dans ce cas, représentation est reçue quasi partout, jusqu'aux enfants des frères, 321; tant que la ligne directe dure, la collatérale n'a point de lieu, 323; en succession tant directe que collatérale, dans les termes de représentation, on succède par lignes; et hors les termes de représentation, par têtes, 324; en ligne directe, la représentation s'étend jusqu'à tous ceux qui sont en pareil degré, 338.

— **collatérale**, on peut être donataire et héritier en ligne collatérale, 311; dans ce cas, par beaucoup de coutumes, la représentation est reçue jusqu'aux enfants des frères, 321; représentation accordée en ligne collatérale ne profite qu'à celui en faveur duquel elle est faite, 338; rapport n'a lieu en ligne collatérale, s'il n'est dit, 335; le puiné ne peut garantir son aîné; il n'y a donc garantie en ligne collatérale, 626; entre mères venant à succession en ligne collatérale, quelles sont les prérogatives d'aînesse? 633. V. *Ligne directe*.

Litige: exception de vice de litige a-t-elle lieu en France? 708.

Litre: ou ceinture funèbre, 270.

Livres, dans les maisons des princes, sont réputés immeubles, 219; les gros dîmeurs doivent fournir les livres des paroisses, 265.

Locataire, doit être tenu clos et couvert, 475; les biens meubles d'un locataire sont taiblement obligés pour les loyers du propriétaire, 476; s'il peut user de rétention de ses loyers pour réparations nécessaires par lui faites, du consentement du propriétaire? 480; combien de temps a le locataire pour vider les lieux? 482; *quid*, lorsque le locataire reste, et que le propriétaire ne l'expulse point? 481.

Lods et ventes : à qui appartiennent-ils ? 535 ; de quel temps sont-ils dus ? 536 ; en doit-on pour assignat ? 117 ; pour vente faite par un père à son fils ? *ibid.* ; pour rentes foncières non rachetables ? 537 ; s'ils sont dus pour adjudication par décret, faite pour nettoyer les hypothèques ? 539 ; cas dans lesquels ils sont dus, 540 ; *quid*, pour achat de succession universelle ? 541 ; *quid*, dans une succession universelle vendue, s'il y avait des fiefs ? *ibid.* ; cas dans lesquels ils ne sont pas dus, 542 ; *quid*, pour vente de fruits ? 543 ; *quid*, des baux à termes ou à longues années ? 543 ; *quid*, si le fonds est vendu à vie ou pour un certain temps ? *ibid.* ; *quid*, des terres tenues à champart, 543.

Loi : qui veut le roi si veut la loi, 19 ; convenances vainquent loi, 356 ; où l'on peut déroger aux lois par des conventions particulières, *ibid.*

Loi salique ou mœurs des anciens Français : institution par pacton ou reconnaissance d'héritier, simple ou mutuelle, et donation particulière par contrat de mariage, vaut par cette loi, et ne se peut révoquer, 308 ; usage établi dans les successions, emprunté de cette loi, par les Lombards et autres, 341 ; par cette loi les royaumes, duchés, etc., ne se démembrant pas, 638.

Lois, doivent être vérifiées librement en Parlement, 3.

Longueur du temps, n'éteint noblesse ni franchise, 36.

Lois, comment se font entre la douairière et l'héritier, 157 ; entre héritiers, 350, 381.

Louage (Du), 472 et ss. : vendage ou achat passe louage, 472 ; mort et mariage rompent tout louage, 474 ; le propriétaire peut contraindre son hôte de garnir sa maison de meubles pour sûreté de son louage, 476 ; le temps de louage fini, dans quel délai le locataire doit-il vider, ou y être contraint ? 482 ; dettes de louage sont privilégiées, 684 ; toutes actions de louage de serviteurs sont tollues par an et jour, 713. V. *Bail. Locataire. Loyer. Propriétaire.*

Loyaux aides : doit-on venir par action pour loyaux aides ? 603 ; pourquoi sont-ils dus ? 606 ; sont ordinairement le double des devoirs, 607 ; le seigneur ne les peut demander qu'une seule fois en sa vie, 607 ; passent-ils aux filles ? 608 ; à qui sont-ils dus, et qui les doit ? *ibid.* V. *Marriage.*

Loyaux coûts d'une vente, ce que c'est, 460.

Loyer de services : celui qui se loue pour un certain temps doit servir pendant tout ce temps, sinon il perd son loyer, 473.

— *d'héritages*, les meubles d'un locataire sont obligés pour le loyer, 478 ; les propriétaires sont préférés à tous autres créanciers, pour les loyers de l'année courante, 479 ; quand le fief est affermé sans fraude, le seigneur se doit contenter du loyer, 568.

M

Majeurs : à quel âge on est réputé majeur, 52, 198 ; dispositions différentes des coutumes pour le temps de la majorité, *ibid.* ; coutumes où un majeur de quatorze ans peut disposer, et de quoi, *ibid.* ; enfants de famille ne se peuvent marier sans le congé de leurs père ou mère, s'ils ne sont majeurs, 107 ; quoique majeurs, les enfants sont en la vourie et mainbournie de leurs père ou mère, 177.

Main de justice, ne dessaisit personne, 769.

— *souveraine* : cas où on se peut faire recevoir par main souveraine du roi, 615.

Main sur main : a-t-elle lieu, et comment faut-il se pourvoir ? 758 ; exception, *ibid.*

Mainbour, Mainbournie, ce que c'est, 176, 177.

Mainmorte : ce que c'est que tenir en mainmorte, 84 ; terre sortant de mainmorte, ce qu'elle devient, 87 ; différentes espèces de mainmortes, 89.

Mainmortables : si les mainmortables peuvent tester, 92 ; s'ils se succèdent les uns aux autres, *ibid.* ; quand sont réputés divisés, 93 ; si un homme de mainmorte peut être fait chevalier, 96 ; s'il peut être fait prêtre, 97 ; s'il est affranchi par la dignité épiscopale, *ibid.* ; un seul enfant estant en celle, requiest la mainmorte, 90, 101.

Mains : le vassal faisant la foi doit mettre ses mains jointes entre celles de son seigneur, 557 ; les enfants ne doivent coutumièrement que bouche et mains, 560.

Maintenue, 750 et ss. ; si le créancier la perd, que doit-il rendre ? 767.

Maison, sise à Paris, décrétée pour rentes dues sur icelle, sera-t-elle adjugée, à la charge du douaire ? 144 ; maison divisée de manière que l'un ait le bas et l'autre le haut, doit être entretenue par chacun en sa part, 292 ; observations sur les sous-locations de maisons, 472 ; le locataire doit garnir de meubles la maison, 476.

Maisons de ville : rentes dues sur maisons de ville sont rachetables, 514.

Maitre : le titre ne fait pas le maitre, 775.

Majorité : à quel âge était-elle fixée en France ou en Angleterre ? 198, 813 ; à quel âge peut-on aliéner l'immeuble ? 198 ; toutes rescissions de contrats faits en minorité ou autrement, indûment, se doivent demander dedans dix ans de la majorité, 715. V. *Majeurs*.

— *des rois* : quoique les régens eussent toute autorité pendant les minorités, avant Charles VI, les vassaux de la couronne ne rendaient leur foi et hommage qu'au roi majeur, 21 ; à quel âge nos rois sont réputés majeurs, 52.

Male foi, V. Foi.

Mâles : en la même ligne ils excluent les femelles étant en pareil degré, 634.

Mancipation : feu et lieu font mancipation, 58.

Mandat (Du), 371 et ss.

Marchage : y a-t-il droit de marchage en vaine pâture ? 247 ; n'a lieu en plusieurs coutumes s'il n'a été stipulé, *ibid.* ; où marchage n'a lieu on tient pour maxime que les terres non closes, après les fruits enlevés, sont communes à tout le monde, *ibid.* ; comment cette maxime a été modifiée par la pratique, *ibid.* et ss.

Marchand : n'est pas marchand qui toujours gagne, 405 ; explication de ce proverbe, *ibid.* ; dans quel délai marchands sont-ils tenus de demander le prix de leurs marchandises ? 713.

Marchandise : enfants de famille et femmes mariées sont tenus pour autorisés de leurs pères et maris, en ce qui est du fait de marchandise, dont ils s'entremettent à part, et à leur su, 57 ; fait de marchandise n'est pas sujet à rapport, 352 : — dont le prix est encore dû, trouvée en nature dans une faillite, 688.

Marché : il n'y a au marché que ce qu'on y met, 358 ; jamais bon marché ne fut net, 403 ; de tous marchés on en vide par intérêt, 414 ; vin de marché n'entre point en compte du prix pour en prendre droit de vente, sinon qu'il fût excessif, 415.

Mari, est sire et maitre de sa femme, 123 ; femme veuve est anoblie par son mari, même pendant son veuvage, 54 ; la femme servé n'est anoblie par son mari, 99 ; mari ne peut obliger directement ni indirectement

les propres de sa femme, 114; mari devait se relever trois fois la nuit pour vendre au plutôt le bien de sa femme, 116; comme maître de la communauté, et à titre de baillistre ou gardien, le mari a la possession et la jouissance des propres de sa femme, 117, 118; peut-il recevoir les vassaux en foi? *ibid.*; c'est à lui d'autoriser sa femme, 123; à son refus, justice la doit autoriser, 122; un mari mineur peut autoriser sa femme majeure, sans qu'elle s'en puisse relever, mais bien lui, 125; mari et femme n'ayant enfants se peuvent entre-donner, 128; — fait perdre le deuil à sa femme, 131; femme veuve porte le deuil aux dépens de son mari, 135; jamais mari ne paya douaire, 141; femme qui forfait en son honneur perd son douaire, s'il y a eu plainte du mari; 174; — est bail de sa femme, 178; ne succède pas à la femme, ni la femme au mari, 340; mari et femme sont communs en tous biens, 385; ayant amélioré leur propre au profit l'un de l'autre, ils sont tenus d'en rendre le mi-denier, 391; si quelques deniers ont été donnés au mari à la charge de les employer en héritages propres, et qu'il ne l'ait pas fait, sa femme ou ses héritiers, renonçant à la communauté, peuvent-ils les reprendre? 394; femme séparée de biens les peut administrer sans l'autorité de son mari, mais non les aliéner, 395; femmes ont hypothèque privilégiée sur les biens de leurs maris, du jour du contrat de mariage, 397; maris entrent-ils en foi pour leurs femmes, et paient-ils relief? 582? — doit relief, bouchie et mains, et chambellage pour sa femme, 627; on ne peut accuser une femme d'adultère si son mari ne s'en plaint, 805; pour le méfait du mari, la femme ne perd le douaire et autres biens, 142, 845; ni sa part des meubles et acquêts, 846.

Mariage : en mariage légitime, les enfants suivent la condition du père, 42; les enfants des bâtards, nés en loyal mariage, leur succèdent, 64; fille fiancée n'est prise ni laissée, car tel fiancé qui n'épouse point, 103; mariages se font au ciel et se consomment en la terre, 104; en mariage trompe qui peut, 105; toutes contre-lettres y sont défendues, 106; à quel âge les enfants de famille peuvent-ils se marier sans le congé de leurs père et mère? 107; doit être contracté en face de l'Eglise, 108; hommes et femmes mariés sont tenus pour émancipés, 109; qui épouse le corps épouse les dettes, 110; exception à cette règle, *ibid.*; les mariés sont communs, du jour de leur bénédiction nuptiale, 111; question sur le cas où un homme domicilié à Paris y épouse une personne de Normandie, *ibid.*; donation en mariage ne vaut, 127; il n'y a si bon mariage qu'une corde ne rompe, 130; la femme, outre son douaire, a encore moitié de ce qui échet à son mari en ligne directe descendante pendant le mariage, 137; deux personnes qui se marient sans faire de contrat sont censées se conformer à la coutume, 385; quid de deux étrangers qui viennent en France et se marient? *ibid.*; mariage conserve lignage, 451; mort et mariage rompent tout liage, 474; mort-gage a lieu coutumièrement en mariage de mains ou de filles, 485; loyaux aides sont dus pour mariage de fille aînée, 605; le frère n'acquitte sa sœur que de son premier mariage, 627; le roi doit mariage à ses sœurs et filles, 639.

Marquissats : par la loi salique ne se démembreront pas, 638.

Matériaux : ce qu'il faut faire pour les matériaux quand on bâtit dans les villes, 297.

Médicaments : sont dettes privilégiées, 684.

Méfait : pour le méfait de l'homme, la femme ou les enfants perdent-ils leur douaire ou autres biens? 845, 846; à tout méfait n'échet qu'amende, 832.

Mère : les enfants nés hors mariage suivent la condition de la mère, 41; douaire propre aux enfants est une légitime coutumière prise sur les biens de leur père par le moyen et bénéfice de leur mère, 158; la mère a, comme le père, la vourie et mainbournie de ses enfants, 177; mère peut,

deson vivant, partir ses biens entre ses enfants, leur légitime sauve, 307; tout ce que la mère donne aux enfants lui retourne quand il n'y a pas d'enfants du donataire, 333; la ligne défailant d'un côté, la mère succède, 342.

Mesures: donner mesures est exploit de moyenne justice, 273; en meubles la mesure s'en doit faire selon le lieu où la vente se fait, et en immeubles, selon le lieu de leur situation, 420.

Métaux: si on peut fouiller en terre pour en tirer métaux sans la permission du seigneur, 240.

Métier: apprentissage de métier n'est sujet à rapport, 352.

Meubles: le propriétaire peut contraindre son hôte de garnir sa maison de meubles exploitables, 476; la saisie de ces meubles est permise, 477; les meubles d'un fermier ou locataire sont taiblement obligés pour les moisons et loyers, 478; les mariés sont communs en meubles du jour de leur bénédiction nuptiale, 111; douaire en meubles retourne aux hoirs du mari après le décès de la femme, 148; quels biens sont meubles, 209 et ss.; l'argent monnoyé ou à monnoyer est-il meuble? 211; *quid*, des foins, fruits, etc., non coupés? 213, 214; *quid*, des poissons? 215; meubles ne tiennent côté ni ligne, 220; le meuble suit le corps, 221; entre nobles, le survivant sans enfants gagne quasi partout les meubles, 339; don de noces en meubles n'est sujet à rapport, 352; délivrance de meuble vendu présuppose paiement, 409; si en vente de meubles il y a rescision pour déception d'outre moitié, 413; en meubles, comment se doit faire la mesure, 420; si le retrait a lieu en meubles, 444; meubles ont-ils suite par hypothèque? 487; tous créanciers viennent-ils à contribution sur les meubles? 685; pour simples meubles on ne peut intenter complainte, 754; mais en iceux échet aveu et contre-aveu, *ibid.*; pour ces exécuteurs de testament ne peuvent former complainte, 755; succession de meubles chet-elle en complainte? 756. V. *Immeubles*.

— *et acquêts*: peut-on en faire héritier par testament qui l'on veut? 305; en certaines coutumes, c'est celui qui prend les meubles et acquêts qui paie les dettes de la succession, 329; par le méfait de l'homme, la femme ne perd sa part des meubles et acquêts, 845; femme mariée, condamnée, ne perd pas la part qu'elle aurait aux meubles et acquêts, 846.

Meuniers: que doivent-ils rendre de leur mouture? 262.

Mi-denier, quand est dû par un des époux commun à l'autre, et pourquoi, 391.

Mines: si on peut fouiller en terre pour y tirer minières sans la permission du seigneur, 240; à qui appartiennent en France les mines d'or et d'argent? *ibid.*; à qui appartiennent les autres mines? *ibid.*

Mineur, n'a ni voix ni répons à court, 51; explication de cette règle, *ibid.*; cas où, émancipé ou marié, il peut ester en jugement, *ibid.*; si un mari mineur peut autoriser sa femme majeure, 125; — est en la vourie et mainbournee de ses père ou mère, 177; le mineur n'a bail ni tutelle d'autrui, 184; si le mineur noble qui était en bail à cause de son fief avait des héritages en roture, à quoi était tenu celui qui avait le bail? 186; pourquoi anciennement les procès des mineurs n'étaient point jugés pendant leur minorité, 187; les baillistres qui entrent en foi en leurs noms la reçoivent aussi des vassaux de leurs mineurs? 191; tuteurs demandent souffrance pour eux, 194; 580; mineurs n'entrent en foi? 581; prescription a-t-elle lieu contre les mineurs? 467, 718 et 721; ils ont hypothèque taissable sur les biens de leurs tuteurs, 497.

Minorité: dans quel délai toutes rescissions de contrats faits en minorité se doivent-elles demander? 715.

Minorité des rois: pendant qu'elles duraient, avant Charles VI, les régentes faisaient les ordonnances en leur nom, 21.

Mirouer de fief, ce que c'est, 628.

Mises : les femmes reçoivent mises, 53 ; quand mise ou arbitrage est mis sur deux qui ne se peuvent accorder, peuvent-ils prendre un tiers ? 339.

Mobilisaires. V. *Legs*.

Moine : l'habit ne fait pas le moine, mais la profession, 346. — V. *Religieux*.

Moisons : les grains d'un fermier sont taiblement obligés pour elles, 478 ; les propriétaires sont préférés à tous autres pour celles de l'année courante, 479 ; — sont deites privilégiées, 684 ; en déconfiture, comment sont-elles appréciées ? 689.

Monceau : de bien commun on ne fait pas monceau, 390.

Monnaie (*Droit de battre*), 9 ; altération des monnaies, *ibid.*

Montrée : le seigneur n'est tenu faire montrée à son vassal, 632.

Morgengap : ce que c'est, 308, 341.

Mort : par la mort du vassal est dû plein rachat, 82 ; morte ma fille, mort mon gendre, 134 ; *la mort saisit le vif*, quel est l'effet de cette règle ? 317 ; si on peut agir comme procureur d'un homme mort ? 317 ; mort et mariage rompent tout liage, 474 ; pour crime où il n'échet peine de mort n'échet gage de bataille, 809 ; le mort a le tort, 817 ; en combats, la peine du vaincu était la mort, *ibid.* ; l'homme mort le plaît est mort, 864 ; cette disposition du droit romain n'a plus lieu qu'en matière criminelle, *ibid.* ; exception, *ibid.* ; le mort exécute le vif, et non le vif le mort, 891.

— *civile*, sa définition, 831.

Mort-bois : simple usage en forêt n'emporte que mort-bois, 251 ; ce quo c'est, 252.

Morte-main : ce que c'est que gens de morte-main, 75 ; s'ils peuvent acquiescer, *ibid.* ; en quel cas peuvent être contraints de vider leurs mains des acquisitions qu'ils ont faites, 76, 77 ; combien doivent-ils payer pour l'amortissement ? 78 ; quand les gens de morte-main sont-ils réputés divisés ? 94 ; si la morte-main est rachetable, et comment, 95.

Mort-gage : ce que c'est, 484 ; a lieu coutumièrement en mariage de maisnes, ou de filles, ou pour don et aumône d'église, 485.

Mot : qui vend le pot dit le mot, 402.

Note-ferme, à qui demeure-t-elle ? 236.

Moulin : on ne peut asseoir un moulin sans permission du seigneur, 240 ; moulin à eau ou à vent est tenu pour immeuble, 218.

Moulins bannaux : qui premier y vient premier engraine, 259 ; toutes actions, faute d'y avoir moulu, sont tollues par an et jour, 713.

Mouture : quel est le droit de mouture, 262.

Mur : en villes tout mur est mitoyen, 283 ; quelle est la marque du mur mitoyen ? 284 ; en mur mitoyen peut-on avoir fenêtres sur son voisin ? 285 ; à quelle hauteur ? *ibid.* ; le voisin peut-il les étouper ? 286 ; le voisin peut-il s'aider d'un mur propre à son voisin ? *ibid.* ; peut-il bâtir contre sur son fonds ? *ibid.* ; un voisin peut-il contraindre l'autre de se clore ? 287 ; qu'arrivera-t-il s'il n'y peut contribuer ? 288 ; dans quel cas doit-on faire un contre-mur contre le mur mitoyen ? 291 ; si le mur commun d'un voisin penche demi-pied sur l'autre, il peut être contraint de le refaire, 401.

Mutation : en cas de mutation de vassal et de seigneur, comment doit se faire l'hommage du fief réuni par le seigneur à sa table ? 645.

N

Nanti, quand le créancier est nanti de gages, il est privilégié, 684.

Nanties (*Rentes*), 518.

Nantissement : le douaire emporte nantissement tacite, 151 ; coutumes de

nantissement, *ibid.*; dans les cas où il y a hypothèque saisiable, les nantissements ne sont pas requis, 498.

Naturalisés : si les aubains ne laissent des enfants nés et demeurant au royaume ou parents naturalisés, le roi leur succède, et non autre, 70; ni pareillement leurs parents naturalisés, tant qu'il y en a de mégnicoles, quoique plus éloignés en degrés, 72; aubains ne peuvent rien tenir sans être naturalisés, 73.

Naturalité (Lettres de), sont nécessaires pour faire cession, 907.

Nécessité, n'a point de loi, 870, 892.

Nègres : les esclaves nègres des îles de l'Amérique, venant en France avec leurs maîtres, sont-ils libres? 24.

Neveu : l'oncle lui succède avant le cousin germain, 336; l'oncle et le neveu sont-ils en pareil degré? 337.

Nier : encore que nier ne soit larcin, si est-ce de larcin, 807.

Nobles, 25; ce qu'il fallait jadis pour l'être, 27; un noble qui par l'exercice de quelque art vil a perdu sa noblesse, la recouvre en reprenant profession noble, 35; privilèges des nobles comme sujets du roi, 36; où sont-ils obligés de plaider? *ibid.*; dans quel temps étaient seigns? 45; exception, *ibid.*; à quel âge le noble était-il autrefois majeur? 52; veuves nobles avaient seules le privilège de renoncer à la communauté, 112; entre nobles, le survivant sans enfants gagne quasi partout les meubles, 339; leurs sont dus loyaux aides, 609; en crimes qui méritent la mort, le noble sera décapité, 848; toutefois convaincu d'un vilain cas, sera puni comme vilain, 849; différence entre leurs amendes et celles des non-nobles, 27, 850; en crimes sont moins grièvement punis en leurs corps que les vilains, 85; le contraire était pratique par les anciens, *ibid.*; où le vilain perdrait la vie ou un membre de son corps, le noble perdrait l'honneur et réponse en cour, 852; usage singulier en Anjou et au Maine lorsqu'un noble succombait dans son appel, 884; ne sont tenus de payer tailles ni faire viles corvées à leur seigneur, 916.

Noblesse, autrefois les enfants nés d'une mère noble étaient nobles, 27, 40; à qui appartient le droit d'anoblir? 30; si on peut être anobli sans lettres, 31; dispositions des coutumes à ce sujet, *ibid.*; noblesse ne s'éteint par la longueur du temps, 35; pour la personne ne perd le fief sa noblesse, 610.

Noc. V. Gouttière.

Noces : don de noces en meubles n'est sujet à rapport, 352; secondes noces, 175; du gardien, 197; en toutes noces, lors les premières, la femme, ou son mari pour elle, doit relief, bouche et mains, 627.

Nom. V. Armes et Cri.

Notaires : ce sont ceux qui doivent faire les inventaires, 202; peuvent recevoir les testaments, 301; à quoi sert l'*et cætera* des notaires? 368; desaisine et saisine-faite en leur présence vaut tradition et délivrance de possession, 746.

— *apostoliques*, n'ont point d'autorité en France, P. xx; les actes qu'ils ont reçus ne peuvent engendrer hypothèque, 496, P. xx.

Nourrir : qui fait l'enfant le doit nourrir, 59.

Nourriture : bâtards ne doivent recevoir legs excédant leur nourriture, 61; nourriture n'est sujette à rapport, 352.

Nouveaux acquits : faits par gens d'Eglise, ne sont privilégiés, 723.

Nouvelleté : en cas de nouvelleté, de quoi faut-il se garder? 750; à qui appartient la connaissance de complainte de nouvelleté? 752; en ce cas, à qui l'amende? 756; y a-t-il nouvelleté entre le roi et le sujet? 759; qui a, entre le seigneur et le vassal? *ibid.*; vue n'a pas lieu en cas de nouvelleté, 761; pour avoir la complainte en cas de saisine et de nouvelleté, il faut avoir possédé la chose contentieuse par an et jour avant le trouble, 762; *quid*, de celui qui a succombé dans le cas de nouvelleté? *ibid.*; en

- complainte en cas de nouveleté, les nouveaux titres sont-ils préférés aux anciens ? 763.
- Nuit* : vieux proverbe que « le mari se devait relever trois fois la nuit pour vendre le bien de sa femme », maintenant réprouvé, 116 ; les amendes pour forfaits de nuit sont doubles, 831.
- Nullité* : voies de nullité n'ont point lieu en Franco, 706 ; comment il faut se pourvoir contre les nullités ? *ibid.* ; des nullités qui sont déclarées par les ordonnances et les coutumes, *ibid.* ; les sentences ne peuvent pas se reformer par nullités alléguées contre elles, 877.

O

- Oblats*, ou religieux laïcs, 15.
- Obligations (Des)*, 358 et ss. ; les héritiers sont-ils tenus des obligations du défunt ? 327 ; si celui qui prend obligation en dette privilégiée, la fait commune ? 383.
- Obliger* : si celui qui promet fournir et faire valoir, s'oblige en son nom ? 386 ; quand deux s'obligent ensemble l'un pour l'autre, et chacun d'eux seul pour le tout, renoncent-ils au bénéfice de division ? 387 ; qui bien veut payer, bien se veut obliger, 673.
- Occasion*, fait le larron, 820.
- Oeil*, un seul œil a plus de crédit que deux oreilles n'ont d'audire, 772.
- Offices*, anoblissent, 27 ; cet anoblissement n'est pas ancien, *ibid.* ; arabains ne peuvent en tenir, 73 ; s'ils ne sont naturalisés, 74 ; — sont-ils révocables à volonté ? 534.
- Officiers du roi* : le pape ne peut les excommunier pour ce qui concerne l'exercice de leur charge, P. xvi.
- Offres* : les belles offres font perdre les beaux procès, 373 ; qui offre trop se fait prejudice à lui-même, *ibid.*
- Oie du roi* : qui a plumé l'oie du roi, cent ans après en rend la plume ; explication de ce proverbe, 726.
- Oncle*, succède au neveu avant le cousin germain, 336 ; s'ils sont en pareil degré ? 337.
- Opposition*, vaut trouble de fait, 757 ; cas où il faut se pourvoir par opposition, 758 ; opposition, en cas de nouveleté, vaut vue, 761 ; on se peut opposer sur le prix, entre l'adjudication et le scellé, 906.
- Or*, est-il meuble ? 211 ; à qui appartient la fortune et treuve d'or ? 328 ; l'or règle la valeur de tous les autres métaux, 680 ; cas où cette règle est fautive, *ibid.*
- Oreilles* : un seul œil a plus de crédit que deux oreilles n'ont d'audire, 772.
- Oustr-dire*, va par ville, 771.
- Oyant compte* : compte se rend à ses dépens, 207.

P

- Pavage* : la garenne est de défense pour le pavage, 238.
- Pain et pot* : ce que c'est, 58, 101 ; ce que veut dire être hors de pain, 59 ; le feu, le sel et le pain partent l'homme morte-main, 94.
- Pair ou compaignon de fief* : ce que c'est, 565.
- à comte, sergent à roi est pair à comte, 50, 565.
- Pairs* : ce que c'était que le jugement des pairs, et avec qui jugeaient, 565.
- de France, leur nombre, 16 ; leurs fonctions, 17.
- Pairies*, si dans les pairies la représentation a lieu, 326.

Panneaux : si on peut de jour ou de nuit tendre des panneaux sur le domaine d'autrui pour prendre le gibier, 253.

Pape : de quel jour le pape élu peut-il user de son autorité ? 21 ; de l'étendue de son pouvoir en France, P. IV ; s'il est vrai qu'autrefois le pape nouvel élu envoyait sa profession de foi au roi de France, P. IX ; ne peut envoyer de *légal à latere* en France, sans le consentement du roi, P. XI ; ne peut lever aucun impôt, ni deniers quelconques sans l'autorité du roi et consentement du clergé français, P. XIV ; ne peut excommunier les officiers du roi pour ce qui concerne l'exercice de leurs charges et offices, P. XVI ; ne peut juger ni déléguer pour connaître de ce qui concerne les droits de la couronne de France, P. XVIII ; ne peut légitimer bâtards, P. XXI ; restituer les laïcs ni les clercs contre l'infamie encourue, P. XXII ; ne peut proroger le temps donné aux exécuteurs de testaments, P. XXIV ; ne peut dispenser les gens d'Eglise de l'obéissance aux lois du royaume qui régissent les successions, P. XXVI ; ou la propriété, P. XXVII ; même la propriété ecclésiastique, P. XXVIII-XXIX ; ne peut déroger ni préjudicier aux droits des patrons laïcs du royaume, P. XXX ; ne peut exercer en France aucune juridiction sur les sujets laïcs du roi, même de leur consentement, P. XXXI ; ne peut connaître des crimes sinon des crimes purs ecclésiastiques, et seulement contre les ecclésiastiques, 804, P. XXXIII ; le pape n'est au-dessus du Concile, P. XL ; il ne peut dispenser de ce qui est de droit divin et naturel, ni de ce dont les saints Conciles ne lui permettent de faire grâce, P. XLII ; ne peut connaître des causes ecclésiastiques sinon par juges délégués *in partibus*, P. XLV-XLVI ; ne peut augmenter les taxes des provisions des bénéfices, P. XLVIII ; ne peut faire aucunes unions des bénéfices du royaume, P. XLIX-LXXIII ; ne peut créer pensions sur les bénéfices, sinon conformément aux décrets des Conciles et sanctions canoniques, P. L ; ne peut dispenser les gradués de leur temps d'études, P. LVII ; ne peut conférer ni unir hôpitaux ou léproseries de ce royaume, P. LXI ; ne peut créer chanoines d'église cathédrale *sub expectatione futuræ prebendæ*, P. LXII ; ni conférer les premières dignités des églises cathédrales *post pontificales majores*, P. LXIII ; ni dispenser au préjudice des statuts des églises cathédrales ou collégiales concernant le service divin, P. LXIV ; le bon accord du pape et du roi a toujours été une des maximes fondamentales de la politique française, P. LXXXIII.

Parage : ce que c'est que parage, 623, 628.

Parçonner : on ne peut être aumônier et parçonner, 311. Voyez *Comparçonniers*.

Parcours : ce que c'est, 39 ; pourquoi ce droit a été établi, *ibid.* ; droit de bourgeoisie s'acquiert par demeure es lieux où il y a droit de parcours, *ibid.*

— *en vaine pâture*, il y a droit de parcours entre les habitants des villages voisins, qui peuvent mener *champoyer* et *rainpâturer* leurs bêtes les uns sur les autres, de clocher à clocher, 247. Voyez *Clos et Closeaux, Esquières, Marchages, Pâtures*.

Parenté : tant et si avant qu'on peut justifier la parenté, le haut-justicier et le roi sont exclus, 349.

Parents, naturalisés succèdent aux aubains, 70, 72 : le tuteur nommé par testament doit être confirmé si les parents n'allèguent cause légitime que le défunt eût ignorée, 182 ; les plus prochains parents du défunt lui succèdent, s'il n'y a pas d'ascendants, 334 : les parents conjoints d'un seul côté succèdent avec ceux qui sont conjoints de double ligne, 335 ; à faute de tous parents, le seigneur haut-justicier succède, 342 ; parents succèdent aux ecclésiastiques, et les ecclésiastiques leur succèdent, 343.

Pariage : en pariage y a dérogation à la règle *qui a compagnon à maître*, 379 ; dans les pariares où le roi avait part dans les seigneuries des ecclésiastiques ou d'autres, la justice se rendait tant au nom du roi que des coseigneurs, 379 ; exemple de pariage extrait du Trésor des Chartes, *ibid.*

Paris : à Paris, une maison vendue par décret, sera-t-elle adjugée à la charge du domaine ? 111.

Parlements, leur érection et leur juridiction, 4.

Parloir aux Bourgeois, était composé du prévôt des marchands et des principaux bourgeois, 780; en quel cas donnaient leur avis, *ibid.*; quelques-uns de ces avis, 311, 336, 780.

Paroles, lient les hommes, 357; sauvegarde n'est pas enfreinte par parole, mais par fait, 796.

Partage de biens, légitime sauve, fait par père et mère vivants, ou l'un d'eux, entre leurs enfants, est-il révocable? 307. — Voyez *Choses communes*.

— *de succession*, est exploit de moyenne justice, 273; qui demande partage, fait les lots, 350; de partage entre cohéritiers ne sont dus lods ne vente, 512.

— *de voix*, une voix ne l'empêche, 675; en matière criminelle n'y a partage, 876.

Partages (Des), 350 et ss.

Paterna paternis, materna maternis: explication de cette règle, 332; quand a eu lieu en France? *ibid.*

Patria potestas, des Romains, diffère du *mundium* germanique, et du droit que les pères ont chez nous sur leurs enfants, 55.

Patrimoine: les Français, comme gens de guerre, ont reçu divers patrimoines, 328.

Patrons: le pape ne peut disposer du bénéfice au préjudice de leurs droits, P. xxx.

Pâturage: si on peut avoir droit de pâturage sans titre ou sans redevance, 250; quel est le temps suffisant pour acquérir prescription de ce droit, *ibid.*; coutumes où la prescription de ce droit n'a pas lieu, *ibid.*

Pâtûres: quelle a été, dans l'origine, en France, l'étendue du droit de vaine pâture, 212 et ss.; comment en a-t-on réglé l'usage? *ibid.*; qui a un domicile dans une haute justice et qui possède en propriété des héritages dans une autre justice, peut-il y envoyer paître ses bêtes? *ibid.*, et 247; les grasses pâtures appartiennent aux communiens, 217; jusqu'où peut-on mener paître les bêtes blanches? 249; les pâtures se règlent-elles par justices ou par paroisses? 250; ce qu'il faut pour avoir droit d'usage ou pâturage en seigneurie, *ibid.* — Voyez *Communiens*, *Marchages et Parcours*.

Pauvreté, si elle désanoblit, 34; pauvreté n'est pas vice, *ibid.*, et 785; mais en grande pauvreté n'y a pas grande loyauté, *ibid.*

— *jurée*, ce que c'est, 331.

Paiement (De), 672 et ss.; délivrance de meuble vendu présuppose paiement, 409.

Payer, c'est assez de payer une fois ses dettes, 678; il faut payer qui veut acheter, 408; qui veut bien payer, bien se veut obliger, 673; qui paie bien, deux fois emprunte, 676; le bon payeur est de bourse d'autrui seigneur, *ibid.*; qui paie le dernier, paie bien, 677; qui paie mal, paie deux fois, 675.

Pays de droit écrit, les usages et coutumes y diffèrent des usages et coutumes des pays coutumiers, 123, 178 et 375.

Pêche, la garenne est de défense pour la chasse et la pêche, 228.

Peine: toute peine requiert déclaration, 823; quelle est la peine de l'infraction de l'assurance jurée, 829; longueur de prison préventive emporte une partie de la peine, 833; de la peine contre les suicides, 837, 838; de celle pour crime de lèse-majesté, ou de *hief*, 841; des peines contre les nobles et les vilains, 848 et ss.; la plus grande peine afflige et emporte la moindre, 853; quelle peine contre celui, soit noble, soit roturier, qui nie son scel, ou seing manuel? 856.

Peine de mort. Voyez *Crime et mort*.

Peine de la dixième partie de la chose controversée, abolie par Charles le Bel, 859.

— *du fouet infâme, 835.*

— *du talion, n'est point maintenant ordinaire en France, 821.*

Peines coutumières, ne sont à l'arbitrage du juge, 822.

Peintures de champions combattant en l'auditoire, sont marque de haute justice, 274.

Perdreux ou témoins de bornes, ce que c'est, 255.

Père : en mariage légitime, les enfants suivent la condition du père, 42 ; femmes franches sont en la puissance de leurs maris, et non de leurs pères, 122 ; femmes, en pays de droit écrit, peuvent disposer par testament, sans l'autorité de leur père, 123 ; donaire propre aux enfants est une légitime coutumière prise sur les biens de leur père, 158 ; et accroît aux enfants quand l'un d'eux décède du vivant du père, 159 ; *quid*, s'il décède après la mort du père ? 160 ; si tous les enfants décèdent avant le père, leur droit de donaire est éteint, 161 ; le père ni les enfants ne peuvent aliéner ni hypothéquer, au préjudice les uns des autres, 162 ; les enfants sont en la vourie et mainbournie de leur père et mère, 177 ; la ligne défaillant d'un côté, les père et mère succèdent, 342 ; le fils renonçant à la succession de son père, et venant à celle de son aïeul, doit rapporter tout ce qui avait été donné ou prêt à son père, 333 ; *quid*, de la fille ayant renoncé à la communauté ? 334.

— *de famille* : destination de père de famille vaut titre, 294 ; jouissance de père de famille, 567.

— *et mère* : enfants de famille ne se peuvent marier sans leur congé, 107 ; peuvent-ils, de leur vivant, partir leurs biens entre leurs enfants ? 307 ; que faut-il pour que cette donation ne soit pas révocable ? *ibid.* ; ce qui est donné aux enfants par père et mère, leur retourne, quand il n'y a pas d'enfants des donataires, 333 ; enfants avantagés de père et mère doivent-ils rapporter ce qui leur a été donné en mariage ? 331 ; on ne peut être privé du droit d'aînesse en fief, ores qu'on y eût renoncé du vivant de père et mère, 621.

Péremptoires, Exceptions doivent se proposer après toutes les autres, 702.

Permission. Voyez Congé.

Personnes, 19, 102 ; sont franches en France, 24 ; pour la personne ne perd son fief la noblesse, 610.

Pétitoire, ne se cumule avec le possessoire, 12 ; en pétitoire ne git provision, 865.

Philippe III, fut le premier qui défendit aux roturiers de tenir fief sans congé ou permission du prince, 28.

Pied, saisit le chef, 256 ; explication, *ibid.* ; assez écorche, qui le pied tient, 794.

Pierre : si on peut fouiller en terre pour en tirer de la pierre, sans la permission du seigneur, 240.

Pigeons, dans un colombier sont réputés immeubles, 215.

Pilori, est marque de haute justice, 274 ; peut-on avoir pilori en ville où le roi en ait ? 275.

Pire (Le), emporte le bon, 43, 100.

Plaid : pour peu de chose peu de plaid, 691 ; autrefois l'homme mort, le plaid était mort ; mais cet usage n'a plus lieu qu'en matière criminelle, 864 ; exception, *ibid.*

Plaider : en cour souveraine on plaide à toutes fins, 700 ; il plaide bel qui plaide sans partie, 857 ; cela était vrai autrefois, mais le contraire est maintenant pratiqué, *ibid.* ; de combien était l'amende qui tenait lieu de dépens de plaid, 859 ; le roi et les seigneurs, en leur justice, plaident par procureur, 861 ; l'homme mort, le plaid est mort. Cette disposition du droit romain n'a plus lieu qu'en matière criminelle. Exception, 864.

Plain : le bois acquiert le plain, 257.

- Plainte*: par la plainte du mari en adultère, la femme perd son douaire, 175; on ne peut accuser une femme adultère, si son mari ne s'en plaint, 305.
- Plaisir*. Voyez *Faire plaisir*.
- Planter*: pour néant plante, qui ne clôt, 224.
- Plâtre*: si on peut fouiller en terre pour en tirer du plâtre, sans la permission du seigneur, 240.
- Pleige*, plaide, 486, 670.
- Plomb*: ce qui tient à plomb est immeuble, 217.
- Poêle*: enfants mis sous le poêle sont légitimes, 58.
- Poids*: donner poids est exploit de moyenne justice, 273.
- Poissons*: quand doivent-ils être réputés meubles ou immeubles? 215; quand y a-t-il suite? 216.
- Porcs*, en nul temps on ne peut mener porcs en pré, 246; languyeurs sont tenus reprendre les porcs qui se trouvent mezeaux en la langue, 419.
- Porteur de lettres*: quand il y avait lieu, même en pays coutumier, à présenter demande en cour du roi pour une obligation souscrite, le porteur était reçu sans lettres de grâce, n'étant tenu pour procureur, 374.
- Possesseur*: en toutes saisines il est de meilleure condition, 741.
- *de bonne foi*: tout possesseur de bonne foi fait les fruits siens, 743.
- *de mauvais foi*, ne peut prescrire, 730.
- Possession*, 740 et ss.; en fait de meubles, possession vaut titre, 222; ce qu'elle vaut en France, 740; le viager conserve la possession du propriétaire, 742; combien faut-il avoir joui d'une chose pour en avoir acquis la possession? 749; quand elle est incertaine, qu'arrive-t-il? 768. — Voyez *Délivrance de possession*.
- Possession centenaire et immémoriale*, ce que c'est? 250; vaut titre, 727; comment peut-elle se prouver en exemption ou possession de grosses dîmes, 264, 728.
- Pot*: qu'est-ce qu'être hors de pain, et pot? 56; qui vend le pot dit le mot, 402.
- Poursuivant criées*, n'est garant de rien, fors des solennités d'icelles, 305.
- Pourvoi*: on ne peut se pourvoir contre le second jugement que par appel, et non par voie d'erreur, ni par simple requête. Voyez *Erreur de calcul*. Nullité, Opposition.
- Pragmatique sanction*: son abolition, 7.
- Pré*: pendant quel temps les prés sont-ils défrayables? 245; si on peut mener les porcs en pré, 246; haie vive, buisson, etc., entre pré et terre, sont-ils réputés dépendre du pré ou de la terre? 290.
- Préférence*: les propriétaires sont préférés à tous créanciers, 479; hormis la justice pour ses frais, et l'Eglise pour les frais funéraires, *ibid.*; le propriétaire qui a donné terme sera-t-il préféré? *ibid.*; si le meuble saisi n'était payé par le débiteur, et qu'il fût saisi par celui qui le lui avait vendu, y aurait-il lieu de préférence? 488; en séparation de biens, les créanciers chirographaires du défunt sont préférés à tous les créanciers de son héritier, 494; quels sont les objets qui ont droit de préférence? 688.
- Préfix* (*Douaire*), ce que c'est, 143.
- Prélats*, ne peuvent sortir de France sans permission du roi, P. XIII.
- Premiers*: les premiers vont devant, 492.
- Prescriptions* (*Des*), 711 et ss.; on ne peut tenir rivière en *gareme* ou *détense*, s'il n'y a prescription, 237; comment peut-elle s'acquérir pour droit d'usage ou pâturage en seigneurie? 250; quel est le terme de la prescription pour les ouvrages de gens de métier? 712; *quid*, pour les marchands? *ibid.*; *quid*, pour les rescissions de contrats? 715; *quid*, pour l'héritage ou droit réel? 716; a-t-elle lieu pour pupilles ou mineurs? 718; *quid*, pour les douaires? 171; *quid*, de l'action personnelle ou vente à faculté de rachat? 719; *quid*, de l'action hypothécaire? 720; quand elle est annale ou moindre, court-elle contre les absents et mineurs? 721; contre l'Eglise y a-t-il prescription? 722; *quid*, des nouveaux acquêts faits par gens d'Eglise? 723; quel est le terme de la prescription pour l'indem-

- nité et le droit d'amortissement? 725; quel est celui de la prescription contre le roi? 726; *quid*, pour la qualité et quotité des dîmes? 728; possesseur de mauvaise foi peut-il prescrire? 730; *quid*, des biens des croisés? 731; *quid*, en douaire et autres actions qui ne sont encore nées? 732; *quid*, des entreprises dessous ou dessus rue publique? 733; le vassal prescrit-il contre son seigneur, et le seigneur contre son vassal? 734; *quid*, du cens et de la directe? 735; *quid*, des vues et égouts? 293, 299 et 737. Voyez *Délit*.
- Présentation aux évêchés** (*Droit de*), appartient exclusivement au roi, 7.
- Pressoirs**, sont tenus pour immeubles, 218.
- Prêter**: qu'arrive-t-il quand on prête? 672.
- Prêtre**: le serf ne peut être fait prêtre sans le congé de son seigneur, 97.
- Preuves**, 770 et ss.; à face hardie une preuve ne nuit, 778; — preuves par titres et par témoins sont substituées aux combats judiciaires, 816.
- Prise à partie**: les juges royaux dont est appel ne peuvent être pris à partie, s'il n'y a dol, 680.
- Prise de corps**, ne se suranne point, et s'exécute nonobstant toutes appellations, 895.
- Prison**: qui brise la prison est réputé atteint et convaincu du cas qui lui est imputé, 799; sa longueur emporte une partie de la peine, et ne confisque point les biens, 833; *quid*, quand elle est perpétuelle? *ibid.*; comment la prison était-elle regardée par les lois romaines? *ibid.*; quels étaient les cas où la prison tenait lieu de peine? *ibid.*; les décrétales des papes ont approuvé la condamnation des clercs à chartre, ou prison perpétuelle, 833; quelle était la disposition de l'ancienne coutume de Nivernais sur les biens de ces condamnés? *ibid.*; des prisons des ordres religieux, *ibid.*
- Prisonnier**: un malade blessé ne se fera pas visiter au mire ou barbier, si celui qui a fait le délit n'est prisonnier, 800; tout prisonnier se doit nourrir à ses dépens, s'il a de quoi; sinon le roi ou le haut-justicier, en crime; et pour dette civile, sa partie, 802.
- Prisonniers de guerre**: si le droit de servitude a lieu contre eux, 102; s'ils peuvent tester, *ibid.*
- Privilège de cléricature**, n'empêche la responsabilité des officiers du roi, P. xxxviii.
- Prix**: en vente faite par décret, ne chet rescision pour déception d'outre moitié de juste prix, 412; vin de marché n'entre point en compte du prix pour en prendre droit de vente, 415; qui jouit d'un héritage après le terme fini, sans aucune dénonciation, peut jouir un an après à pareil prix que devant, 481; les moissons dues à certains jour et lieu seront appréciées au plus haut prix qu'elles ont valu dans l'an, depuis le jour que le paiement en dut être fait, 689.
- Procès**: exemples de la rareté des procès chez les anciens (Préamb. du tit. III, liv. vi); bailler caution est occasion de double procès, 486; quand il y avait procès entre des vassaux tenants d'un même seigneur, par qui se jugeait? 565; *quid*, entre le seigneur et le vassal? *ibid.*; *quid*, entre les censitaires? *ibid.*; *quid*, entre les nobles? *ibid.*; *quid*, entre les bourgeois? *ibid.*; quand il est en état de juger, le juge peut procéder au jugement, nonobstant que l'une ou l'autre des parties soit décedée, 864; *quid*, en matière criminelle? *ibid.*; en quel cas on fait le procès au mort, *ibid.*; les belles offres font perdre les beaux procès, 873; au jugement d'un vieux procès, il faut se contenter de ce qui s'y trouve, sans y rechercher, ou interloquer davantage, 874.
- Procureurs** (*Des*), 371 et ss.; par notre ancien droit, procureur ne pouvait querre héritage à autrui, 373; par l'ancien droit romain, il était permis d'agir par procureur, 374 et ss.; que doit faire un procureur des biens qu'un absent lui a confiés? *ibid.*; jadis nul de pays coutumier n'était reçu à faire demande par procureur en la cour du roi sans lettres de grâce, 374; qui s'entremet doit achever, et qui commence et ne parait,

sa peine perd, 376 ; peut-on agir comme procureur d'un homme mort ? 377 ; le seigneur n'est tenu recevoir l'hommage de son vassal par procureur, 518 ; le roi et les seigneurs en leurs justices, plaident par leurs procureurs, 861 ; défaut ne se donne contre le procureur du roi, 863.

Prochain : pendant le temps du retrait, l'acquéreur ne peut altérer les choses au préjudice du *prochain* (prochain parent), 461.

Profession des armes, anoblit, 27.

— *des religieux* : les religieux sont tenus pour mort dès lors de leur profession et leurs parents leur succèdent, 345 ; l'habit ne fait pas le moine, mais la profession, 346.

Promesses : simple promesse vaut-elle ? 357 ; si les promesses non causées sont bonnes, lorsque le créancier affirme que la somme qu'il demande lui est légitimement due, *ibid.*

Promettre : si celui qui promet fournir et faire valoir s'oblige en son nom ? 386 ; effet de cette promesse, *ibid.* et 519 ; promettre et tenir sont deux, 660 ; il vaut mieux un tiens que deux tu l'auras, 661.

Propres de retrait : héritages acquis d'un lignager par un lignager sont déclarés propres de retrait, 224.

Propres : le mari ne peut obliger les propres de sa femme, 114 ; ni les vendre, 116 ; le mari est maître de la possession et jouissance des propres de sa femme, 118 ; mais quant à la propriété il faut que tous les deux y parlent, 119 ; dette des propres de la femme aliénés, est de communauté, 120 ; l'acquet du père est le propre de l'enfant, 223 ; si ce qui est donné en ligne directe est propre ? 224, 858 ; si en collatérale ce qui est échü par succession est propre ? *ibid.* ; peut-on faire héritier par testament qui l'on veut de ses propres ? 305 ; doivent-ils être francs et quittes aux parents lignagers dans une succession ? 329 ; si on peut faire de son propre, acquet, au préjudice de son héritier ? 331 ; si un propre achète d'un parent lignager, ou retire par retrait, peut devenir un pur acquet ? *ibid.* ; retrait lignager n'a lieu qu'en propre seulement, 429 ; si l'acquet fait par le fils, et qui passe à son père à titre de succession, est propre au père héritier, ou s'il lui est acquet ? 334 ; à qui appartiennent les propres paternels, quand il n'y a point de parent paternel ? 342 ; *quid*, des maternels ? *ibid.* ; si au défaut de parents de côté et ligne, le père succède au propre maternel et la mère au propre paternel ? *ibid.* ; mari et femme ayant amélioré leur propre, sont tenus d'en rendre le mi-denier, 381 ; quelques deniers avant été baillés au mari, à la charge de les employer en héritages propres, celui-ci ne l'ayant pas fait, quel recours ont la femme ou ses héritiers renonçant à la communauté ? 394 ; *quid*, s'ils l'acceptent ? *ibid.* ; femme renonçant à la communauté, reprend ses propres ? 398 ; *quid*, d'une chose donnée ou vendue à un parent lignager par un autre lignager ? 656 ; si le don fait en ligne directe, soit avant ou après le mariage, est propre ? 657 ; anciennement il n'était pas permis, même entre-vifs, de disposer de son propre, sans le consentement de son héritier présomptif, 682 ; femme mariée condamnée ne confisque que ses propres, 847. — Voyez *Mélioration de propre*.

Propres ne remontent point : effet de cette règle, 332 ; *quid*, dans différentes coutumes ? *ibid.* ; *quid*, si le fils décède sans enfants ? 333 ; cas où le propre remonte, 342.

Propriétaire : mote ferme demeure au propriétaire très-foncier, 236 ; si le propriétaire du lieu trouve des trésors en son fonds, il doit partir par moitié avec le haut-justicier, 281 ; — peut contraindre son hôte de garnir sa maison de meubles, pour sûreté de son louage, 476 ; — peut faire saisir et suivre les meubles de son hôte pour les termes qui lui sont dus, 477 ; en cas de saisie par d'autres créanciers, combien de termes peut-il réclamer ? *ibid.* ; s'il a connaissance d'autres lieux où son hôte ait des meubles, peut-il les faire saisir et arrêter ? *ibid.* ; les grains et biens meubles du fermier sont-ils obligés pour les loyers du propriétaire ? 478 ; les propriétaires sont préférés à tous autres créanciers,

- pour les loyers de l'année courante, 479; exception? *ibid.*; le propriétaire d'une maison brûlée est-il préférable pour ses loyers et réparations, sur les marchandises du locataire décédé, aux créanciers qui faisaient procéder à l'inventaire dans le temps de l'incendie? *ibid.*; le locataire peut user de rétention de ses louages pour réparations nécessaires faites par lui du consentement du propriétaire, 480; — ne peut tellement empirer l'héritage tenu à cens, qu'il ne s'y puisse percevoir, 534; le viager conserve la possession du propriétaire, 742.
- Provision* : en compte n'y a point de provision, 205; en pétitoire ne git provision, 865; ce qui est irréparable en définitive, ne s'exécute par provision, 886.
- Puiné* : coutumièrement l'aîné lotit, et le puiné choisit, 350; autrefois les fiefs étaient indivisibles, 611; depuis, les puinés y ont pris quelques provisions et apanages qui leur ont quasi partout été faits patrimoniaux, 612; si les préclôtures du chef-lieu excèdent ce qui doit appartenir à l'aîné, il les peut avoir en récompensant ses puinés, 617; il ne peut garantir son aîné, 626; le roi doit apanage à ses frères et enfants mâles puinés, 639. V. *Aînés*.
- Puissance paternelle*, diffère, en France, de ce qu'était la *Patria Potestas* chez les Romains; ce dernier droit n'a lieu sous l'empire de la plupart des coutumes, 53; quelles coutumes l'avaient retenu? *ibid.*
- Punition* : tout dol merite punition extraordinaire et corporelle, 830; la longueur de la prison emporte une partie de la peine, et ne contisque point les biens, ores que la punition en fût perpétuelle, 833.
- Pupilles* : prescription a-t-elle lieu contre eux? 718.

Q

- Quarantaine le roi* : ce que c'est, 818.
- Quarante ans* : dans quel cas l'action hypothécaire se prescrit-elle par quarante ans? 720; contre l'Eglise il n'y a prescription que de quarante ans, 722; la qualité et quotité des dîmes se peut prescrire par quarante ans, 729; le cens et la directe se peuvent prescrire contre l'Eglise par quarante ans, 736.
- *jours et quarante nuits* : en renonciation à la communauté, et en contestation d'inventaire, ce terme est de l'ordinaire des Français, 115.
- Quartier* : retrait lignager ne se reconnaît à quartier, 456.
- Quenouille* : le royaume ne tombe point en quenouille, ores que les femmes soient capables de tous autres fiefs, 637.
- Questes*, ont-elles suite et tombent-elles en arrérages? 918.
- Quints*, quand sont dus au seigneur? 572; quand quint est dû, est-il dû relief? 573.
- Quinzaine* : quand les ajournements se font à quinzaine, les premiers et derniers jours ne sont comptés que pour un, 692.
- Quittance* : le mari peut-il bailler quittance de ce qui est dû à sa femme pour ses propres? 118.
- Quitte* : qui bail ou garde prend, quitte le rend, 186; que faut-il pour que le tiers détenteur déguerpiissant après contestation, soit quitte? 523.
- Quitter* : tout créancier âgé, et usant de ses droits, peut-il quitter son débiteur de quelque dette que ce soit? 360; en fait d'hypothèque pour cens ou rentes, il faut payer ou quitter, 502.
- Quotité des dîmes*, dans quel temps peut-elle se prescrire? 729.

R

- Rachat, ou relief* : Par la mort du vassal est dû plein rachat, 82; à combien doit-il être évalué? 563-564; les baillistres reçoivent-ils les rachats des vassaux du mineur? 191; garde doit-il rachat pour les

- fiefs dont il fait les fruits siens ? 192 ; tuteurs doivent-ils rachats ? 194 ;
quid, des collatéraux ? 563 ; quand le seigneur gagne les fruits à faute
 d'homme et de devoirs, il les prend sans rien diminuer de ce qui lui
 est dû pour son rachat, 568 ; si plusieurs rachats échéent en une année,
 par contrats de vassaux, auront-ils lieu, et combien en sera-t-il dû par
 leurs dévots ? 569 ; en échange et donation est dû rachat, 571. Voyez *Relief*.
 — (*Faculté de*), empêche-t-elle le cours du temps du retrait ? 464 ;
 vente d'héritages à faculté de rachat, quand réputée usuraire ? 515 ; en
 pareilles ventes, les lods et ventes sont dus dès lors du contrat, 536 ; si
 la faculté de racheter se prescrit par trente ans ? 719.
 — (*Plein*), est dû au seigneur haut-justicier, par la mort du vassal, 82.
 — *rencontré*, ce que c'est, 570.
 — *de rente* : deniers qui en proviennent, sont-ils immeubles ? 210 ;
 rachat de rentes dont était grevé l'héritage propre d'un des époux com-
 muns est considéré comme ménage, et en est dû mi-denier ; ce rachat,
 d'ailleurs, est réputé conquêt, 392 ; telle rente rachetée demeure con-
 nue jusqu'à la dissolution du mariage, et alors moitié en est reprise, sur
 le propre mi-livre, au profit du propre de l'autre époux, *ibid.* ; faculté de
 rachat de rentes procédant de bail d'héritages, se prescrit-elle ? 515.
 Voyez *Communauté entre mari et femme*.
Racheter : argent rachète morte-main, 95.
Racines : fruits pendants par les racines, sont immeubles, 213.
Raisons, à la mi-septembre sont meubles, 214.
Raison, mesure en usage parmi les menuisiers, est une écuelle contenant
 la seizième partie du boisseau, 282 ; étymologie, *a razione*, *de rado*, *ibid.*
Ramage, cette règle : où ramage défaut, lignage succède, a-t-elle encore
 lieu ? 342.
Raison du seigneur : loyaux aides sont coutumièrement dus en tel cas, 605 ;
 est-elle réitérable ? 606.
Rappel à succession : dans quelle limite peut avoir lieu au profit de celui qui
 est exclu, 310 ; si le rappel en ligne directe fait des héritiers, dans le
 cas d'exclusion par défaut de représentation ? *ibid.* et 341 ; *quid*, en ligne
 collatérale ? *ibid.* ; si un aïeul rappelle à sa succession un de ses petits-
 fils, ce rappel profitera-t-il à tous les autres ? 338 ; *rappelé requérait pour*
tous, *ibid.* : rappel peut faire héritières les filles dotées qui ont renoncé à
 la succession future, 341.
Rapport à la succession : si les enfants avantagés par leurs pères et mères
 doivent rapport lorsqu'ils sont héritiers ? 351 ; *quid*, s'ils renoncent et se
 tiennent à leur don ? *ibid.* ; quels sont les objets sujets à rapport ? 352.
 qui, des cohéritiers ou des créanciers serait-il juste de faire profiter du
 rapport ordonné par la coutume ? 355.
 — *de jurés* : jusqu'à quel point doit-on y ajouter foi ? 866.
 — *de sergent* : jusqu'à quelle somme est-il cru ? 777.
Rapporter, 350 et ss. ; tout ce qui se compte en légitime, se compte et se
 rapporte au douaire, 164.
Ravisseurs : peine des ravisseurs, 130.
Réalisations : sont-elles requises en cas esquel il y a hypothèque taise-
 ble ? 498. V. *Nantissement*.
Reblandir seigneur : vassal retournant vers le seigneur pour le reblandir,
 10 jours après le dénombrement baillé, purge le vice d'icelui, 598 ; par la
 coutume de Paris, vassal n'est tenu aller en personne au seigneur, mais
 y peut envoyer, *ibid.*
Recelé : renonciation ne profite à la veuve qui recèle, et si, perd sa part au
 recelé ou détourné, 133, 397 ; ce qui est recelé frauduleusement est acquis
 au seigneur, 600.
Réception en foi : en fief, l'an du retrait court du jour de la réception en
 foi, 462.
Recette : sujets à compte doivent faire et recette et dépense entière, les
 justifier et payer reliquat, 204.

- Recevoir** : nul ne reçoit la chose d'autrui, qu'il n'en doive rendre compte, 203.
- Récompenser** : femme ne peut renoncer à son douaire non acquis, si elle n'en est récompensée ailleurs, 151; le seigneur de fief faisant construire étang ou garenne, et enclore les terres de ses sujets, est-il tenu de les récompenser? 254; comment l'aîné peut-il récompenser ses puînés des choses qui excèdent ce qui lui doit appartenir? 617; comment le roi récompense ses puînés, 639.
- Reconduction facile** : ce que c'est et comment elle s'opère, 481.
- Reconnaissance** : la cédule privée reconnue en jugement, emporte hypothèque du jour de la reconnaissance, 493; tout nouveau vassal doit la foi à son seigneur, et lui en faire quelque reconnaissance, 555.
- Reconnaissance d'héritier**, ne se peut révoquer, 308; *quid*, de celle de fils aîné et principal héritier? 309; constituait en plusieurs coutumes une sorte d'inaliénabilité ayant pour effet d'empêcher le père de famille de dissiper le patrimoine qu'il possédait au moment de l'institution, *ibid.*; en d'autres, s'étendait même aux acquisitions faites ultérieurement par le père, *ibid.*; enfin, dans d'autres coutumes, reconnaissance d'héritier principal valait seulement comme institution contractuelle, *ibid.*; elle n'a lieu dans les pays de droit écrit, *ibid.*; comment sera partagée la succession d'un oncle, dont les biens consistent en acquêts, si, ayant un neveu pour héritier, il a marié un étranger, en le reconnaissant, par le contrat de mariage, comme héritier pour moitié dans sa succession? *ibid.* Voyez *Contrat de mariage, Donataire, Héritier, Institution contractuelle, Légataire*.
- Reconvention**, dans quel cas a-t-elle lieu? 703.
- Récreance** : en simple saisine y a-t-il récreance? 763; à qui s'adjuge la récreance? 766.
- Recreancier**, s'il perd la maintenance, doit-il rendre et rétablir les fruits? 766.
- Relevance**, n'est pas due pour ce qu'on tient en mainmorte, franc-aleu, ou franc-aumône, 86.
- Relevances annuelles** : le seigneur est-il exclu du retrait pour les avoir reçues? 166.
- Refection** : il faut contribuer à la refection de ce qui est commun, 381; dans quel cas le voisin peut-il être contraint de refaire le mur commun? 401.
- Régale** : quel est ce droit? 7. P. I.XVI.
- Régentant** : qualité analogue à celle de bail, garde, mainbour, etc., à qui appartient-elle? 176.
- Régents**, pendant les minorités faisaient autrefois les ordonnances en leur nom, 21.
- Regnicoles** : les parents des aubains regnicoles leur succèdent, ores que plus éloignés en degré, 72.
- Regrés**, ce que c'est, 8.
- Regrossoyées (Lettres)** : lettres une fois grossoyées, peuvent-elles être regrossoyées? 895.
- Rehabilitation**, n'est nécessaire au noble qui a dérogé par exercice d'art vil, 35.
- Reines de France**, ne sont les égales de leurs époux, 22; ne sont communes en biens, 111.
- Rejet** : le fief appartient à celui sur lequel est le rejet? 289.
- Relever** : un mari mineur qui a autorisé sa femme majeure peut se faire relever, 125; l'héritier du mari est-il tenu de relever l'héritage sur lequel la femme prend douaire? 154; la prescription ne court contre les pupilles, en étant relevés tout aussitôt qu'ils le requièrent, 718.
- Relief ou Rachat** : si ce droit est dû à chaque nouveau baillistre? 193; les collatéraux le doivent-ils? 563; que faut-il que le vassal communique à son seigneur choisissant le relief? 566; quand il est dû ne sont dus quint, 573; qui sont ceux qui paient relief? 582; un seigneur féodal reçoit à relief tous ceux qui se présentent à lui, et n'est tenu rendre ce qui lui aura été donné, 591; en toutes noces, fors les premières, la

- femme doit relief, 627; dû pour roture ou coterie, est coutumièrement double du cens ou de la rente, 547.
- Religieux**: l'évêque qui a été religieux succède-t-il? 344; les religieux ne succèdent, ni le monastère pour eux; ils ne peuvent de rien disposer, 345; même avec dispense du pape, P. xxvi.
- Reliquat**: tout sujet à compte doit faire recette et dépense entière, les justifier et payer le reliquat, 204.
- Reliques**, sont immeubles des maisons des princes et hauts barons, 219.
- Remarier (se)**: femme se remarquant perd-elle son douaire? 175; comment les veuves remarquées étaient-elles traitées chez les Romains? 175; *quid*, dans plusieurs provinces du royaume? *ibid.*; tutelle se perd-elle, quand le tuteur se remarie? 197; le père en se remarquant demeure-t-il toujours gardien? *ibid.*; *quid*, de la mère? *ibid.*; la garde ôte au père ou à la mère, à cause de leur second mariage, à qui appartient-elle? *ibid.*
- Remonter**: dans l'ancienne coutume il n'y avait remploi des propres de la femme vendus de son consentement, 116; mais du prix de rentes remboursées en pareil cas, remploi se faisait *de plein droit* sur les biens du mari, *ibid.*; les propres ne remontent pas, 332.
- Remploi**: sur quoi se fait le remploi des propres de la femme, aliénés pendant la communauté? 120; si l'action de remploi est mobilière dans la succession de la femme? 212.
- Rendre**: que doit rendre celui qui veut se tenir au douaire? 166; gardiens et baillistres sont tenus faire visiter les lieux dont ils jouissent, afin de les rendre en bon état, 185; qui bail ou garde prend, quitte le rend, 166; les courtiers sont-ils tenus de rendre la marchandise par prise ou détention de leurs personnes? 417; au rendre, ennemi, 672; si le recréancier perd la maintenance, est-il tenu de rendre les fruits? 787.
- *compte*, nul ne reçoit la chose d'autrui, qu'il n'en doive rendre compte, 203; comptes se rendent aux dépens de l'oyant, mais le rendant les avance, 207.
- Renoncer**: il faut contribuer à la réfection de ce qui est commun, ou y renoncer, 382; générale renonciation ne vaut, c'est-à-dire que celui qui renonce dans un acte à tous privilèges, ne renonce à aucun, à moins que ceux auxquels il renonce ne soient nommément exprimés, 364; quand deux s'obligent ensemble l'un pour l'autre, et chacun d'eux seul pour le tout, ils renoncent en effet au bénéfice de division et discussion, 366, 367.
- Renonciation à la communauté**: toutes les femmes peuvent-elles renoncer à la communauté? 112, 113; différentes questions sur la renonciation, *ibid.*; dans quel délai se doit-elle faire? 115; solennité pratiquée jadis par femme veuve renonçant à la communauté, 132; quand une femme est convaincue de recel, la renonciation lui profite-t-elle? 133, 397; la fille ayant renoncé à la communauté, doit-elle rapporter ce qui fut prêt par son père à son mari? 354; si quelques deniers ont été donnés au mari, à la charge de les employer en héritages propres, et s'il ne l'a fait, la femme, renonçant à la communauté, les reprendra-t-elle sur ladite communauté? 394; l'héritier de la femme a le droit de renoncer à la communauté, quand même ce droit n'eût été stipulé que pour elle, 396; si une femme qui renonce à la communauté perd le don mutuel, 398; femme veuve prend part à la réparation civile adjugée pour la mort de son mari, ores qu'elle renonce à la communauté, 399.
- *à la communauté du mur*: dans quel cas peut-elle avoir lieu? 382, 386.
- *au droit d'ainesse*: droit d'ainesse, en fiefs, est si favorable que l'on n'en peut être privé, ores qu'on y eût renoncé du vivant de son père, 621.
- *au douaire*: femme peut-elle renoncer au douaire non acquis? 151; *quid*, du douaire déjà échu? *ibid.*
- *à une succession*: dans quel délai doit être faite? 319; fille majeure ou mineure mariée, ayant renoncé à la succession à échoir, y peut-elle retourner? 341; comment s'est introduit en France l'usage des renoncias-

- tions à successions futures par filles dotées? *ibid.*; que doit rapporter le fils renouant à la succession du père et venant à celle de son aïeul? 353.
- Rentes**: définition du mot rentes, titre I, préambule du livre IV; — sont réelles et immobilières, 506; quand étaient réelles, *ibid.*; en quel cas sont plus personnelles qu'réelles? *ibid.*; coutumes où elles sont réputées meubles, *ibid.*; quand ont été rachetables et non rachetables? 511; sont requérables s'il n'est autrement convenu, 525; sont indivisibles, 530; si le prix des rentes de la femme qui ont été rachetées, ou de ses propres qui ont été vendus pendant son mariage, entre en communauté? 512; de mauvaise vente, telle rente, 404; rente vendue à celui qui en est redevable ne peut être clamée à droit lignager ni féodal, 448; le seigneur est-il exclu du retrait, pour avoir reçu les rentes? 466; en fait d'hypothèques pour rentes, il faut payer ou quitter, 502.
- Rentes confuses**: *quid*, et comment se reprennent? 392.
- **constituées**, douairière doit-elle payer les rentes constituées pendant le mariage? 153; si elles sont meubles ou immeubles? 210; en partage de rentes constituées sur particulier, on regarde le domicile de celui à qui elles appartiennent, 507; *quid*, en celles du roi? *ibid.*; à quel prix sont-elles réductibles? 508-509; *quid*, constituées en grains? 510; constituées à deniers sont-elles rachetables à toujours? 514, 511; au denier dix sont-elles réductibles? 513; *quid*, si elles étaient au-dessous? *ib.*; combien peut-on demander d'années d'arrérages? 516; en quel cas les acquéreurs de ces rentes en devaient la foi et hommage? 517; si des rentes constituées sur des fiefs sont nobles ou féodales? *ibid.*; si les tiers acquéreurs des héritages chargés de rentes constituées en sont tenus personnellement? 518-519; en quels cas peuvent opposer la discussion? *ibid.*; si celui qui, avant contestation, déguerpit un héritage chargé de rente, en doit les arrérages? 522; *quid*, après contestation? 523; *quid*, après le jugement? *ibid.*; rentes constituées à prix d'argent sont personnelles, 530; pourquoi sont indivisibles? *ibid.*; vendues ou délaissées par rachat, doivent lods et ventes, 538; en assiette de terre emportent-elles aliénation? 919.
- **foncières**, l'héritage roturier ou tenu à cens est la même chose qu'un fonds pris à rente foncière, 48; douairière, doit-elle les payer? 153; en rentes foncières vendues, les detteurs d'icelles sont-ils préférés? 448; — sont sujettes au retrait, 446; en fait d'hypothèque pour rentes, il faut payer ou quitter, 502; — sur héritages dus aux ecclésiastiques, quand sont-elles rachetables? 515; les rentes foncières étaient autrefois réelles et non rachetables, 516; aujourd'hui elles sont à toujours rachetables, si elles ne sont les premières après le fonds de terre, 517; les héritages sujets à rente foncière peuvent-ils être saisis par les seigneurs censiers? 524; à quoi est tenu celui qui doit rente foncière à son seigneur pour raison d'héritage? 527; si les rentes foncières sont divisibles? 529; terres tenues à rente foncière doivent-elles lods et ventes? 545; leurs arrérages sont dettes privilégiées, 684. Voyez *Remploi*.
- **foncières en grain**: comment doivent-elles être appréciées? 689.
- **foncières non rachetables**, celui qui possède un héritage chargé d'un cens seigneurial, peut-il le charger d'une rente foncière non rachetable? 533, cet héritage, chargé de cens, étant baillé à rente foncière non rachetable, si la rente est vendue ensuite par celui qui l'avait retenue, les lods et ventes en sont-ils dus au seigneur? *ibid.*
- **inféodées**, non rachetables sont réputées féodales, 517.
- **sur maison sise à Paris**, est-elle rachetable quand le douaire est assigné dessus? 144.
- **rachetables**, ne sont sujettes à retrait? 446; les possesseurs d'héritages chargés de rentes rachetables, sont-ils tenus d'en payer les arrérages de leur temps, personnellement et les précédents hypothécairement? 518; en ventes d'héritages tenus à cens, et en haux à rente rachetable, sont dus lods et ventes dès lors du contrat, 536.

- non rachetables : si le vassal, en aliénant une partie de son fief, peut se réserver dessus une rente non rachetable? 517; *quid*, si le seigneur y consent? *ibid.*; dans quel cas ne sont-elles pas sujettes à discussion? 519.
- roturières, sont-elles rachetables? 517; quand droit de relief est dû pour roture, il est coutumièrement du double de la rente, 547; doit-on au seigneur les rentes pendant sa jouissance des terres vacantes? 549.
- Réparations*: domaniaire doit entretenir les lieux de toutes réparations viagères, qu'on dit d'entretienement, 153; frais de réparations sont loyaux coûts, 460; le propriétaire d'une maison brûlée est-il, pour ses réparations, préférable aux créanciers sur les marchandises du locataire décédé? 479; le locataire peut-il user de rétention de ses louages, pour réparations par lui faites du consentement du propriétaire? 480; mi-denier, pour réparation d'entretienement, est-il dû? 391.
- civiles: femme veuve prend part à la réparation civile adjugée, pour la mort de son mari, ores qu'elle renonce à la communauté, 399; ainsi fait l'enfant, ores qu'il ne fût son héritier et sans charge de dettes, *ibid.*
- Répît*: le débiteur ne peut demander répît contre celui qui a un gage ou hypothèque, 490; l'on peut renoncer aux répîts, mais non au bénéfice de cession, 682; cas où les répîts ou cessions n'ont lieu, 683-684.
- Répondre*: qui répond paie, 669; celui qui répond pour un criminel corps pour corps, avoir pour avoir, n'est tenu que civilement, 671.
- Répons à court*: le sous-âge n'a ni voix ni répons à court, 51; femmes ont voix et répons en court, 53; où le vilain perdrait la vie, le noble perdrait répons en court, 532.
- Reprendre*: quand on rachète une rente, le mariage dissout, la moitié de la rente se reprend sur le même héritage, 392; si les deniers donnés au mari, à la charge de les employer en héritages propres, n'ont pas reçu d'emploi, la femme, renonçant à la communauté, les reprendra-t-elle sur ladite communauté? 394.
- Représentation* n'avait lieu anciennement, 321; *quid*, en droit romain, *ibid.*; différentes dispositions des coutumes touchant la représentation, 310; si elle a lieu en succession directe, *ibid.* et 321; *quid*, en collatérale? *ibid.*; coutumes où elle a lieu à l'infini, et à quelle condition? 322; comment succède-t-on dans et hors les termes de représentation? 324; par droit de représentation, l'aîné de la ligne aînée est toujours héritier à l'exclusion des autres parents, quoique plus proches en degré, 325; au royaume et baronnies tenants d'icelui, représentation a lieu en succession, tant directe que collatérale, 326; si le prince aîné vient à la couronne par représentation? *ibid.*; *quid*, des pairies? *ibid.*; l'oncle et le neveu sont en pareil degré, et succèdent également où il n'y a point de représentation: car autrement le neveu, représentant son père, exclurait l'oncle du défunt, 327; représentation accordée, soit en ligne directe, soit en collatérale, à qui profite-t-elle? 338; les mâles étant en pareil degré, venant par représentation, concourent avec les femelles, 631; *quid*, si ils étaient hors des degrés de représentation? 633; *quid*, si les femelles viennent par représentation d'un mâle? *ibid.*
- Réprobatoires*: réprobatoires de réprobatoires ne sont reçus, 787.
- Reproches*: en matières civiles, les faits de reproche d'être larron ne sont bons, s'ils ne sont prouvés par sentence, 784. Voyez *Plainte, Querelle*.
- contre témoins, quand sont-ils admis en matière civile? 783; *quid*, en matière criminelle? 788.
- Requérables*: toutes rentes sont requérables, 525; le cens est-il requérable? 531.
- Requente*, un seul enfant étant en celle requête la mainmorte, 101; *châ qui requête la prise que l'on fait sur lui à tort, ne meffet rien*, *ibid.*; le rappelés requête pour tous, 398.
- Requints*, quand sont dus au seigneur? 572.

Rescindant et rescissoire, sont accumulables, 701.

Rescision, en vente faite par décret, la rescision pour déception d'outre moitié du juste prix a-t-elle lieu ? 412 ; *quid*, en vente de succession ou droits universels ? etc., 413 ; dans quel temps se doivent intenter toutes rescisions de contrats faits en minorité ? 715.

Réservation, 575, 603. Voyez *Fief*, *Foi*, *Seigneur féodal*.

Réservée : fille dotée est coutumièrement exclue de succession, si n'a été réservée par son contrat de mariage, 341.

Réservoirs : poissons mis en réservoirs sont-ils meubles ? 215.

Résignations in favorem, non reçues en France, P. LVI.

Ressort : fief, ressort et justice ont-ils quelque chose de commun ? 271 ; marque de baronnie est d'avoir haute justice en ressort, 640.

Restitution : le père ou la mère sont-ils obligés, en se remariant, de restituer les fruits qu'ils ont perçus et consommés de bonne foi pendant qu'ils se sont contenus en viduité ? 197 ; par quel canal les gens de guerre tirent-ils les restitutions des bénéfices de l'Eglise, 267 ; toute prescription annale ou moindre coutumière, court contre les absents et mineurs, sans espérance de restitution, 467 ; les laïques, propriétaires de fiefs, peuvent-ils les restituer à l'Eglise sans le consentement de leurs seigneurs suzerains ? 728.

Rétention : peut-on retenir bêtes en donnage ? 263 ; coutumes où entre consorts, il y a rétention des choses mobilières qui ont été vendues, 441 ; dans quel cas tout héritage retenu par puissance de seigneurie est-il réputé réuni à icelle ? 469 ; le locataire peut-il user de rétention de ses loanges pour réparations par lui faites du consentement du propriétaire ? 480 ; donner et retenir ne vaut, 659.

Retenue en fait de procédure, quand elle a lieu, 700. Voyez *Droit de retenue*.

Retour (Droit de) : donaire en meubles retourne aux hoirs du mari après le décès de la femme, sinon qu'il soit accordé sans retour, 148 ; cas où la clause *sans retour* est inutile, *ibid.* ; les propres retournent aux plus proches parents du côté dont ils sont venus au défunt, 332 ; à quel titre ce qui a été donné par les père et mère leur retourne-t-il ? 333 ; coutumes où les père et mère ne succèdent pas aux héritages qu'ils ont donnés à leurs enfants, 334.

Retrait, 422 et ss. ; combien il y en a de sortes ? 422 ; en conquêt ne git retrait, 429 ; dime inféodée acquise par l'Eglise, n'est sujette à retrait, 434 ; coutumes où l'action en retrait est réelle, et doit être intentée devant le juge du lieu, 436 ; jusqu'à quand durent les formalités requises pour les retraits ? 437 ; qui ne serait habile à succéder ne peut à retrait aspirer, *ibid.* ; bâtards ne sont reçus à retrait, 440 ; le fils peut retraire l'héritage vendu par son père, 441 ; même quand il n'aurait été né ni conçu lors de la vente, 442 ; retrait accordé volontairement, sans jugement, est réputé vendition, 443 ; dans ce cas, est-il dû au seigneur deux droits de vente ? *ibid.* ; a-t-il lieu en usufruit ou en meubles ? 444 ; *quid*, en échange d'immeubles, donation, fief et bail à rente non rachetable ? 445 ; *quid*, en emphytéose et rentes foncières vendues ? 446 ; biens confisqués, vendus, ne sont sujets à retrait, 449 ; tant qu'un acquéreur d'un héritage sans être lui-même en ligne, a des enfants qui sont parents du vendeur du côté et ligne d'où cet héritage provient, il n'y a lieu à retrait, 450 ; héritages vendus par décret sont sujets à retrait dans l'an de l'adjudication, 453 ; héritage retrait, revendu, est sujet à retrait, 224, 454 ; héritage retrait est-il acquêt ou propre ? *ibid.* ; quand plusieurs héritages sont vendus par un même contrat et par un même prix, desquels les uns sont sujets à retrait, les autres non, que peut faire l'acquéreur ? 457 ; pendant le temps du retrait, l'acquéreur peut-il aliéner les choses au préjudice du procès ? 461 ; de quel temps court l'an du retrait en roture ou en fief ? 462 ; la faculté de rachat empêche-t-elle le cours du temps du retrait ? 464 ; es vingt-quatre heures de l'exécution du retrait, la nuit et le

jour se continuant, 468 ; si l'an du retrait court tant contre le majeur que contre le mineur, sans espérance de restitution ? 467 ; si l'action du retrait est prescrite par le temps d'une année : *ibid.* ; combien dure cette action ? *ibid.* ; si les mineurs et les absents l'ont après l'an ? *ibid.* ; en matière de retrait, le jour s'étend depuis le soleil levé jusqu'au coucher, 471 ; dans quelques coutumes, l'année donnée pour le retrait court du jour que l'acquéreur s'est mis en possession de la chose, 745 ; l'action en retrait peut-elle être intentée après l'an et jour au préjudice de la saisine de l'acquéreur ? 719.

Retrait censuel, n'a lieu qu'en quelques coutumes seulement, 424.

— *conventionnel*, ce que c'est, 422 ; est-il préféré à tous autres ? 424 ; est-il cessible ? 428 ; empêche-t-il le cours du retrait lignager ? 464.

— *féodal*, a lieu par tout le royaume, 424 ; par coutume générale du royaume, le temps de ce retrait court contre tous, sans espérance de restitution, 467.

— *lignager*, peut-il avoir lieu sur un héritage vendu par un mari, en assignant dessus la dot de sa femme ? 117 ; celui à qui l'absent a confié le soin de ses biens, peut-il acquérir en exerçant le retrait lignager au nom de l'absent ? 373 ; est-il préféré au seigneurial ? 425 ; si le lignager retrait sur le seigneur, doit-il lui payer ses droits ? 426 ; quel est le terme de la durée de ce retrait après l'ensaisinement ? 427 ; n'est pas cessible, si ce n'est à un lignager, 428 ; — n'a lieu coutumièrement qu'en propres seulement, 429 ; coutumes qui donnent le retrait lignager pour les acquêts, 430 ; coutumes où le plus proche parent exclut le plus éloigné, *ibid.* ; coutumes où le lignager n'a pas de retrait sur un autre lignager, *ibid.* ; dans ces coutumes, le lignager le plus proche est préféré au plus éloigné, *ibid.* ; un propre ainsi retrait, est-il propre de retrait ou de succession ? *ibid.* ; dans quel cas le lignager qui prévient, exclut-il le plus prochain ? 431 ; en matière de retrait lignager, on doit être faite la reconnaissance de parenté ? 433 ; on ne peut faire convention au préjudice de ce retrait, 435 ; retrait lignager ne se reconnaît à quartier, 436 ; le lignager doit retraire dans le temps fixé, 462 ; le retrait lignager ne peut préjudicier au droit du vendeur, 464 ; par coutume générale du royaume, le temps de ce retrait court contre tous, sans espérance de restitution, 467.

— *seigneurial*, est censuel ou féodal, et s'appelle, coutumièrement, droit de retenue, 423 ; seigneur n'a retenue sur le lignager, 425 ; retrait seigneurial dure trente ans, si l'on ne fait savoir le contrat, et quarante jours après son exhibition, 427, 463 ; ce retrait est cessible, 428 ; il a lieu tant en propres qu'en acquêts, 429 ; le roi n'a droit de retrait seigneurial, qui non plus n'a lieu contre lui ; mais il a retenue par droit de bienséance, 432 ; le retrait seigneurial ne peut préjudicier au droit du vendeur, 425, 463 ; un seigneur féodal ou censuel qui a reçu ses droits seigneuriaux, chevi et composé, ou baillé souffrance d'eux, ne peut user de retrait, *ibid.*

Retrayant : devant qui le retrayant doit-il faire ajourner ? 436 ; congé de cour contre le retrayant, avant contestation, emporte gain de cause, 437 ; que faut-il pour qu'il soit déchu du retrait ? *ibid.* ; ou vente, par même contrat et même prix, d'héritages, les uns soumis au retrait, les autres non, le lignager retrayant peut être obligé à prendre, avec ce qui est de sa ligne, tout le surplus de ce qui est compris au contrat, 457 ; est-il tenu plus payer que le prix, les frais et loyaux coûts de la première vente ? 459 ; de quel jour les fruits lui sont-ils dus ? 470.

Réunion à la table de seigneur : le seigneur qui a réuni à sa table le fief de son vassal n'est tenu en faire hommage à son seigneur, 648. — Voyez *Union*.

Révocable : charges et commissions ont été tenues pour révocables à volonté, jusqu'à Louis XI, 554.

Rez-de-chaussée : à quelle hauteur du rez-de-chaussée peut-on avoir fenêtres sur son voisin ? 285.

Rivières : à qui appartiennent les rivières navigables ? 232; *quid*, des petites rivières ? 233; largeur des grandes et des petites, 235; la rivière ôte et donne au haut-justicier, 236; peut-on tenir rivière en garenne ou défense ? 237. Voyez *Accrus*.

Roi : que veut le roi, si veut la loi, 19; du vrai sens de cette maxime, *ibid.*; le roi ne peut mal faire, *ibid.*; le roi ne reconnaît que Dieu seul pour supérieur, 20; ne rend hommage à personne, *ibid.*; — ne tient de personne, 22; — est empereur en son pays, 20; — est aussi indépendant du pape que de l'empereur, P. iv et xix; — n'est ni son vassal ni son tributaire, 8, P. vii; tout en le reconnaissant pour père spirituel et en lui rendant une obéissance filiale, P. viii; quelle qualité prenaient les rois de la première race, 20; quels rois se sont qualifiés les premiers rois par la grâce de Dieu? *ibid.*; toute justice émane du roi, 4, P. xxxi et ss.; à lui seul appartient de déclarer et faire la guerre, 5; à lui seul appartient la présentation aux évêchés, 7, P. lxxvii-lxxviii; il est protecteur et conservateur des églises de son royaume, 8, P. xxxiv; et gardien des libertés de l'Eglise de France, 8, P. xxxiv; il peut assembler des synodes ou conciles provinciaux pour y faire traiter les affaires concernant l'ordre et la discipline ecclésiastique, P. x; à lui seul appartient de battre monnaie en son royaume, 9; à lui seul appartient de prendre tribut sur les personnes ou sur les biens, 11, 22, P. xiv; tous les hommes de son royaume lui sont sujets, les ecclésiastiques aussi bien que les laïcs, 22; il n'est tenu en aucun cas plaider en la cour de ses sujets, 10, ou du pape, P. xviii; le roi ne meurt jamais, 21; de quel temps on comptait autrefois les règnes de nos rois, *ibid.*; à quel âge il est réputé majeur, 52; le roi seul peut anoblir, 11, 30; seul il peut faire un chevalier, 46; — légitimer un bâtard, P. xxi; — naturaliser un étranger, 74; le roi succède aux bâtards, 65; et aux aubains, 70, 348; il peut seul accorder privilège aux seigneurs pour succéder aux aubains, 71; — le roi seul amortit, 11, 77 et 83; reçoit déclaration des mainmortables, 86; reçoit finance du serf manumis, 91; et des héritages acquis par gens de mainmorte, *ibid.*; — est seigneur temporel des biens des évêchés, 231; — a les grands chemins et les rivières, 232; — applique à soi la fortune et treuve d'or, 279; dans quel cas était-on reçu à faire demande par procureur en la cour du roi, 374; le roi n'a point de compagnon, 222; roi compagnon est maître, 379; faut-il congé et lettres du roi pour faire corps de communauté ? 400; n'a droit de retrait seigneurial, mais a retenue par droit de bienséance, 432; en partage de rentes constituées sur le roi, on regarde la ville sur laquelle elles sont assignées, 507; — doit apanage à ses frères, et mariage à ses sœurs, 639; dans quel cas le vassal peut-il se faire recevoir par main souveraine du roi ? 645; contre le roi n'y a prescription, 726; en complainte de nouvelleté, il y a amende envers le roi, 753; contre le roi n'y a nouvelleté, 759; le roi nourrit le prisonnier qui n'a de quoi, 805; — ordonne seul des duels judiciaires, 818; que lui revient-il pour la confiscation des biens du condamné pour crime de lèse-majesté ? 841; le roi, en sa justice, plaide par procureur, 861; et ne paie aucuns dépens ni n'en reçoit, 862; défaut ne se donne contre son procureur, 863; en cause d'appel, es pays coutumiers, se peut-on accorder sans lettres du roi ? 883; ceux qui vont ou reviennent des foires du mandement du roi peuvent-ils être arrêtés pour dettes ? 897; — ne plaide jamais de ses saisies, 893; toutes dettes du roi sont payables par corps, 908; perd son droit ou il n'y a que prendre, 912; volonté de roi n'a loi, 913.

Rompre : il n'y a si bon mariage qu'une corde ne rompe, 130.

Roture : en roture n'y a bail, 189; le retrait court du jour de la saisine en roture, 462; quand droit de relief est dû pour roture, il est coutumièrement du double du cens ou de la rente, 547.

Roturiers, d'où ainsi appelés, 25; les roturiers sont ou bourgeois, ou vilains, 26; à la tierce-foi, ceux qui étaient issus de roturiers acquéreurs de fiefs, étaient réputés nobles, 27; il ne leur est pas permis de tenir fief sans permission du prince, 28; c'est-à-dire d'acquiescer fief; car lorsque

le fief leur était échu par succession, ils le pouvaient garder, *ibid.*; aujourd'hui toute personne peut tenir fiefs, *ibid.*; — sont justiciables des seigneurs desquels ils sont couchants et levants, 37; sinon qu'il soit question d'héritages qu'ils tiennent ailleurs, ou qu'ils soient bourgeois du roi, *ibid.* et 38; dans quel temps le roturier était sermond, 45; à quel âge le roturier possédant un héritage noble était-il majeur quant à son héritage? 52; les veuves roturières peuvent-elles renoncer à la communauté? 113; un père roturier qui ne servait pas bourgeois, après le décès de sa femme aurait-il le bail de son fils? 189; — dans quel cas peut-il demander l'assurance? 276; par roturier sont dus loyaux aides, 609; un roturier combattant avec un roturier, leurs armes étaient-elles égales? 811; *quid*, combattant avec un noble? *ibid.*; à quelle amende sera condamné le roturier qui nie son sceau ou son seing manuel? 856.

Roturiers (Biens), sont-ils immeubles? 210.

Roturiers (Héritages); pourquoi doivent être considérés comme fonds baillés à rente foncière, 48.

Royaume, ne tombe point en quenouille, 637; — ne se démembre pas, 638.

Rue: à quelle hauteur peut-on faire gouttière sur rue? 296; on doit y laisser espace pour le passage des chariots, 297; entreprises qui se font dessus ou dessous rue publique, ne se prescrivent pas, 733.

Ruisseaux, à qui appartiennent, 233; leur largeur, 235.

S

Sacre des rois, déclaration de Charles VI qui le concerne, 21.

Saisie: si le mari est forban, ou ses héritages saisis et vendus de son vivant, on se peut opposer pour raison le domaine, 112; lorsque le propriétaire d'une maison saisit, parce qu'il n'est pas payé de ses loyers, les meubles de son principal locataire, peut-il aussi faire saisir les meubles des sous-locataires? 472; les meubles du locataire étant saisis, exécutés et enlevés à la poursuite de ses créanciers, le propriétaire peut-il encore les suivre? 478; si le meuble saisi n'était payé par le débiteur, et qu'il fut saisi par celui qui le lui avait vendu, y aurait-il lieu de suite? 488; par l'effet de l'obligation hypothécaire, l'héritage peut-il être saisi et adjugé sans discussion? 501; quand un fief est saisi à la requête de créanciers, le seigneur féodal, quand le cas y échet, peut-il faire saisir féodalement? 758; si saisie sur saisie a lieu, et ce qu'il faut faire, *ibid.* et 899; pour saisie brisée quelle est l'amende? 827; quand commence-t-on par saisie? 890; les saisies sont annales, ou pour le plus triennales, 900.

— *du seigneur censier*, peut-elle avoir lieu sur les héritages sujets à cens et rentes? 524.

— *féodale*, quand peut-elle avoir lieu? 575; est-elle préférée à toutes autres? 578; en cas de saisie féodale, le seigneur ou son commissaire jouissent toujours du fief du vassal, nonobstant opposition ou appellation, *ibid.*; *quid*, quand le vassal dénie? *ibid.*; peut-elle se faire à faute de foi? 587; une saisie faite pour plusieurs causes peut-elle se soutenir pour l'une d'elles? 590; si le vassal compose des droits de son fief saisi, et n'y satisfait pas dans le temps donné, la saisie se continue-t-elle? 592; elle peut avoir lieu aussi faute de dénombrement non donné, 595; cette saisie est-elle une réunion du fief à la table du seigneur? *ibid.*; la saisie tient-elle pour le surplus de ce dont le seigneur est discord? 597; un seigneur peut-il saisir le fief de son vassal avant qu'il soit lui-même entré en foi? 601; emporte-t-elle confiscation de fruits au profit du seigneur? 768.

Saisine, continue où elle a lieu, 155; ce que c'est, *ibid.* et 317; en roture le retrait court du jour de la saisine, 162; les saisines sont-elles requises es cas esquels il y a hypothèque saisible? 498; en toutes saisines,

- le possesseur est de meilleure condition, 741; ne prend saisine qui ne vout, 744; quand on ne prend point saisine, l'année donnée pour le retrait ne court pas, *ibid.*; de quel jour court-elle? 745; appréhension de fait équipolle à saisine, *ibid.*; que faut-il pour que saisine équipolle à tradition? 746; qui a joui par an et jour d'aucune chose réelle ou droit immobilier, en a-t-il acquis la saisine, et peut-il former complainte? 749; l'acquéreur qui a joui paisiblement pendant dix ans, est autant ensaisiné de la chose acquise, que s'il en avait été ensaisiné par le bailli, 748.
- *en fief*: peut-on acquérir vraie saisine en fief sans foi ou assentement du seigneur? 482, 745.
- (*Cas de simple*): dans quelles circonstances peut-on intenter le cas de simple saisine? 782.
- (*Bailler*), le mari peut-il bailler saisine des biens de la femme? 118.
- Saisir, mettre en possession*: don mutuel saisit-il? 129; *quid*, du douaire coutumier? 145; *quid*, du douaire préfix ou convenance? 146; *quid*, de donation faite à cause de mort? 667; *quid*, du simple transport? 365, 658; les gardiens ou baillistres du mineur peuvent-ils intenter l'action pétitoire pour les choses dont ils sont saisis, ou sont-ils contraints de défendre? 187; le pied saisit le chef, 256; le mort saisit le vif, 317; dans quelle circonstance les légataires doivent-ils être saisis par l'héritier? 312; les exécuteurs des testaments sont saisis par an et jour des biens meubles du testateur, 314; les héritiers sont-ils saisis des fiefs sans le consentement du seigneur? 552.
- Sans retour (Douaire)*, 148.
- Sauvegarde*, il ne se donne plus de trêve entre les sujets du roi, mais on les met en sauvegarde, 795; sauvegarde n'est pas enfreinte par parole, mais par fait, 796; quelle peine mérite l'infraction de sauvegarde? 329.
- Sauveours. V. Réservoirs.*
- Sceaux*: contre fort et contre faux ne valent lettres ne sceaux, 788; anciennement, si le sceau était entier, il faisait foi, 781; *quid*, s'il était tellement rompu qu'il n'en restât plus la moitié, *ibid.*; pour fausseté commise au sceau, à qui appartient la confiscation? 841.
- Scédule privée*, dans quel cas emporte-t-elle hypothèque? 493.
- Scéduliers*: en déconfiture, tous créanciers scéduliers viennent à contribution sur les immeubles, 685.
- Scel*: contrats passés sous scel de cour laïc engendrent-ils hypothèque? 495; quelle amende pour celui qui nie son scel? 856.
- Scel authentique*, fait foi par les coutumes, 781.
- Scellé*, l'on se peut opposer sur le prix entre l'adjudication et le scellé, 906.
- Scel. V. Scel.*
- Seigneur*: comment faisait-il adjourner son vassal? 50; autrefois, quand il y avait appel d'une sentence rendue dans une seigneurie, on intimait le seigneur, *ibid.*; quand ce droit fut-il aboli? *ibid.*; quand un étranger non noble venait s'établir dans sa terre que devait faire le seigneur pour le rendre son serf? 67; — ne peut succéder aux aubains s'il n'est fondé en titre et privilège du roi, 71; les mainmortes de meubles appartiennent aux seigneurs, 89; *quid*, des mainmortes d'héritages? *ibid.*; que faut-il pour que le serf manumis par son seigneur soit franc? 91; les vassaux avaient-ils besoin du consentement de leurs seigneurs dominants pour affranchir les serfs de corps attachés et annexés à leurs fiefs? *ibid.*; est-il besoin du consentement du seigneur pour que le serf ou homme de mainmorte soit fait chevalier ou prêtre? 96, 97; — anoblit-il sa serve lorsqu'il l'épouse? 99; — a droit de suite sur les serfs, et comment? 100; peut-il demander des droits pour l'assignat qu'un mari fait pour la dot de sa femme en vendant son héritage? 117; *quid*, pour le rachat qui se ferait dans les trente années dudit assignat? *ibid.*; un fils doit-il des droits seigneuriaux pour les biens qu'il acquiert de son père à titre de vente? *ibid.*; nulle terre

- sans seigneur, 228; nul seigneur sans titre, *ibid.*; qui est seigneur temporel des biens des évêques? 231; les petites rivières et chemins sont aux seigneurs des terres, non les ruisseaux, 233; leur seigneurie s'étend jusques aux bords des grandes rivières, 234; quand un propriétaire a-t-il besoin du congé préalable du seigneur? 240; le seigneur direct peut-il empêcher la coupe d'un bois de haute futaie? 258; de quelle manière les seigneurs se sont-ils rendus maîtres des dîmes, cures, etc.? 267; en vente faite à faculté de rachat, de quel jour les droits sont-ils dus au seigneur? 421; a-t-il retenue sur le lignage? 425; — retrayant en vente d'héritages compris en un même contrat et sous un seul prix, est contraint de prendre ce qui n'est pas de son fief? 458; celui qui doit rente foncière pour héritage, en doit faire vue à son seigneur une fois en sa vie, 527; le seigneur est-il tenu faire vue à son rentier foncier ou censier? 528; droits de cens dus au seigneur direct, se perdent-ils? 532; peut-il y avoir deux seigneurs directs et censiers d'un même fonds? 533; en héritage chargé de cens, et baillô à rente foncière non rachetable, si la rente est vendue ensuite par celui qui l'a retenue, les lots et ventes sont-ils dus au seigneur? 535; celui qui tient terres sujettes à champart, n'en peut lever la deslîée sans appeler le seigneur, 544; lui est-il dû lods et ventes pour ces sortes de terre? 545; peut-on vendre ou engager son fief sans le consentement du seigneur? 552; tout nouveau vassal doit-il la foi à son seigneur? 553; comment se fait-elle? 556; est-il tenu recevoir l'hommage de son vassal par procureur? 558; que doit faire le vassal, ne trouvant son seigneur en son hôtel? 559; les seigneurs étaient autrefois juges des différends de leurs vassaux, 563; ils ne jugeaient pas seuls, mais de l'avis des pairs, *ibid.*; ils étaient aussi juges par les pairs dont les parties étaient convenues, *ibid.*; jusqu'à quand les baillis jugèrent-ils pour les seigneurs? *ibid.*; ce qui arriva ensuite, *ibid.*; que faut-il que le vassal, choisissant le relief, communique au seigneur? 566; quand il gagne les fruits à faute d'hommes et de devoirs, comment doit-il les prendre? 568; quels sont les droits qui lui sont dus en vente de fief? 572; jusqu'à quelle somme le vassal peut-il démembrer de son fief sans l'assens de son seigneur? 641; est-il tenu faire vue et montre à son vassal? 652; prescrit-il contre son vassal? 734; cens et directe se peuvent-ils prescrire par un seigneur contre l'autre? 736; entre lui et le vassal, n'y a point de nouvelleleté, 759; l'homme qui se met à mort par désespoir, confisque envers son seigneur, 837; le seigneur peut-il jouir des biens appartenant par usufruit à son sujet condamné? 844; dans les pays coutumiers, les seigneurs sont-ils tenus de soutenir les sentences de leurs juges? 881.
- *censier*, peut-il procéder par saisie sur les héritages sujets à cens et rentes? 524; il n'est tenu ensaisiner le nouvel acquéreur qu'après en avoir été satisfait des droits précédemment dus, 548; peut-il tenir en sa main les terres vacantes, et en faire les fruits siens? 549; peut-il expulser le censitaire qui ne paie pas exactement son cens? 551; quand celui qui tient des terres à champart est négligent de les faire labourer, après combien de temps sont-elles acquises au seigneur? *ibid.*
- *confisquant*: en confisquant le fief de son vassal par félonie, jusqu'à quelle valeur est-il tenu des dettes et charges constituées par le vassal? 650.
- *dominant*: les puînés tiennent leurs parts et portions dans les successions à foi et hommage des seigneurs dominants, 622.
- *féodal*, à quoi étaient tenus, à son égard, le franc-homme et le vilain? 48; il lui est dû indemnité par les gens de mainmorte, pour leurs acquisitions, 76; comment s'estime l'acquisition, relativement à ce droit d'indemnité? 79; comment s'estime le droit d'indemnité du seigneur? *ibid.*; si le baillistre rend la terre à son mineur avant son âge, celui-ci ne pourra exiger hommage de ses hommes, ni le faire à son seigneur, que s'il lui plait le recevoir, 199; si le seigneur de fief, faisant construire

étang ou garenne, y peut enclore les terres de ses sujets? 254; en quel cas peut-il ou ne peut-il pas user de retrait? 463, 466; s'il n'est servi de son fief, ni satisfait de ses droits, peut-il le mettre en sa main par saisie, et en faire les fruits siens? 575; *quid*, quand le seigneur reçoit lui-même son vassal en foi sans aucune réserve? *ibid.* et 603; tant que le seigneur dort, le vassal veille, et tant que le vassal dort, le seigneur veille, 576; en cas de saisie féodale, le seigneur ou son commissaire jouissent-ils toujours du fief du vassal, nonobstant opposition ou appellation? 577; est tenu bailler souffrance aux créanciers ou tuteurs des mineurs qui le satisfont de ses droits, 579; le frère aîné qui acquitte ses sœurs, doit déclarer leurs noms au seigneur, afin qu'il les puisse connaître, 583; un nouveau seigneur peut-il contraindre ses vassaux de venir à la foi? 588; que lui doit l'ancien vassal? 589; peut-il recevoir à foi et relief tous ceux qui se présentent à lui? 591; dans quel cas est-il tenu de rendre ce qui lui aura été donné? *ibid.*; le seigneur féodal et le vassal sont-ils tenus s'entre-communiquer leurs aveux? 593; les droits dus par le vassal à son seigneur se paient selon la coutume du fief servant, 594; seigneur de fief peut saisir faute de dénombrement non baillé, 595; cette saisie est-elle une réunion du fief à la table du seigneur? *ibid.*; l'aveu sauve la levée et ne fait le seigneur les fruits siens, *ibid.*; la saisie tenant pour le surplus de ce dont le seigneur est discord, 597; dénombrement baillé préjudicia au seigneur qui le reçoit, sinon qu'il ne blâme, 598; ne peut contraindre vassal de bailler aveu plus d'une fois en sa vie, 599; ce qui est reçu frauduleusement lui est-il acquis? 600; peut-il saisir le fief de son vassal avant qu'il soit lui-même entré en foi? 601; après quel temps peut-il gagner les fruits du fief ouvert par le décès de son vassal? 602; dans quelles occasions lui sont dus loyaux aides? 605; les puînés ont le choix de relever du seigneur féodal, ou de tenir leur fief en parage de leur aîné, 623; vassal ne peut démembrer son fief au préjudice de son seigneur, 642; hommage exprès n'est dû par seigneur qui a réuni à sa table le fief de son vassal, 643; le vassal est tenu avouer ou désavouer son seigneur, 645; en fief de danger, le vassal qui s'en met en jouissance sans le congé de son seigneur, perd son fief, 646; *quid*, en mal désavouant, 647; dans un combat de fief formé entre deux seigneurs qui prétendent la même mouvance, un d'eux peut-il se désister? 648; par un tel désistement, le droit abandonné ou répudié est-il acquis et dévolu au seigneur suzerain immédiat? *ibid.*; fidélité et félonie sont réciproques entre lui et le vassal; et comme le fief se confisque par le vassal, ainsi la tenure féodale par le seigneur, 649; le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, le tient franc et quitte de toutes dettes et charges constituées par le vassal, 650; peut-on acquérir vraie saisine en fief sans foi ou assentement du seigneur? 747; quand un fief est saisi à la requête de créanciers, le seigneur féodal ne peut-il, mettant main sur main, faire saisir féodalement? 758; comment lui vient la jouissance des biens de son sujet condamné? 840; en sa justice, plaide par procureur, 861.

— *foncier*, ce qui lui revient des trésors, 280, 281.

— *justicier*, les nobles domiciliés dans les justices subalternes sont justiciables des seigneurs, 37; les roturiers sont justiciables des seigneurs desmels ils sont couchants et levants, *ibid.*; sinon qu'il soit question d'héritages qu'ils tiennent ailleurs, *ibid.*; — succède aux bâtards quand ils sont nés, domiciliés et décédés dans sa terre, 65; que lui est-il dû pour ce qui est tenu en fief? 81; ainsi que par la mort du vassal? 82; — reçoit déclaration des mainmortables, 86; par les constitutions canoniques des papes, les immeubles des clercs condamnés à la prison perpétuelle en cas de délits atroces étaient consignés au profit des seigneurs justiciers, 88; est-ce à lui qu'appartient la terre que la rivière emporte? 236; l'île dans sa propriété lui appartient-elle? 239; seigneurs justiciers sont les protecteurs et gardiens des pâtures? 242; s'ils ont le domaine et la propriété de

- leurs justices, 269; aux dépens de qui sont rendre la justice? 270; quels fruits retirent-ils de la justice? *ibid.*; quels sont leurs insignes et prérogatives? *ibid.*; qui a acquis la haute justice du roi dans un territoire peut-il faire exercer la moyenne justice au préjudice d'autres seigneurs qui avaient acquis plus de deux cents années auparavant la moyenne et basse justice du roi? 272; que se réservèrent les seigneurs en affranchissant leurs serfs? 274; seigneurs hauts-justiciers pouvaient imposer à leur vassaux trêves et assurances, 276; biens vacants, terres hermes et évêques leur appartiennent? 277; le titre seigneurial d'une terre appartient à la haute justice, 272; d'où a été inféré le droit de la chasse attribué au seigneur justicier? 277; peut-il chasser sur tous les fiefs qui sont dans son territoire? 278; ce qui lui revient des trésors, 280-281; succède au défaut de tous parents, 342, 348; quand un fief advient par confiscation, à un haut-justicier, lequel n'est tenu de lui, que doit-il faire? 644; a-t-il droit à la confiscation de tous les biens du condamné? 839-840; à quelle condition en profite-t-il? *ibid.*
- de paille, beurre ou beurre, vaine et mange un vassal d'acier, 653. .
 - rentier, peut-il procéder par saisie sur les héritages sujets à cens et rentes? 524.
 - suzerain : lui est-il dû indemnité de la dime inféodée? 434.
 - suzerain et justicier, reçoit déclaration des mainmortables, 86.
- Seigneuriaux (Droits) :** un seigneur féodal qui a reçu les droits seigneuriaux peut-il user de retrait? 465; quand ils ne sont pas payés, la saisie féodale peut-elle avoir lieu? 575.
- Seigneurie :** à quoi sont contraignables les gens d'Eglise qui acquièrent en la seigneurie d'autrui? 75; jusqu'où s'étendent les seigneuries? 233-234; peut-on avoir droit d'usage ou pâturage en seigneurie d'autrui sans titre? 250; dans quel cas un héritage est-il réputé réuni à la seigneurie? 469; lods et ventes appartiennent à celui qui a la seigneurie la plus proche du fonds. 335.
- Sering manuel :** quelle amende pour celui qui le nie? 856.
- Sel :** le fen, le sel et le pain partent l'homme mortemain, 94.
- Semences,** frais de semences sont loyaux coûts, 460.
- Semouces (Délais des),** 45.
- Sénatus-consulte Velleien,** 151.
- Sentence,** obtenue par le créancier du défunt contre ses héirs, lui confère, à sa date même, hypothèque sur leurs biens, 503; du jour de la sentence confirmée par arrêt, hypothèque a lieu sur les biens du condamné, *ibid.*; dettes adjugées par sentences sont privilégiées, 684; les reproches d'être larron, etc., ne sont reçus s'il n'y a eu sentence, 784; de fol juge brève sentence, 868; *quid*, si une erreur de calcul a été exprimée dans la sentence? 872; *quid*, si elle n'a pas été exprimée? *ibid.*; comment sentences peuvent-elles se réformer? 877; dans quel délai peut-on se pourvoir contre une sentence? 881.
- Sentence (Appel d'une) :** ce qui se pratiquait autrefois quand il y avait appel d'une sentence dans une seigneurie, 50.
- Séparation de biens,** le pape n'en peut connaître en France, P. xxxi; femme séparée de biens, autorisée par justice, peut-elle contracter et disposer de ses biens comme si elle n'était mariée? 126; dans ce cas, quels sont les créanciers qui sont préférés? 494.
- Sépultures :** dans les églises et monastères bien réglés, on n'exigeait rien autrefois pour les sépultures, 330.
- Séquestre :** en simple saisine y a-t-il séquestre? 763; dans quel cas les choses contentieuses sont-elles séquestrées? 768; ce que fait le séquestre, 769.
- Serfs :** s'il y a encore en France des serfs, 24; constitutions des empereurs sur ce sujet, *ibid.*; de quelle manière ils ont été affranchis, 39; en Champagne, les bâtards nés des femmes de corps étaient serfs, 40; par la loi raticque, si une personne franche épousait une personne de condition ser-

- vile, celle des deux qui était franche devenait serve, 43; et les enfants qui en provenaient étaient serfs, *ibid.*; mais cet usage a été aboli, et dans quelques coutumes les enfants suivent la condition du père, et dans d'autres la condition du père, *ibid.*; — nommés aussi *villains*, ne doivent pas être confondus avec les vilains, 48; les bâtarde et les aubains étaient anciennement traités comme serfs, 60; à un bâtarde serf personne ne peut succéder que le seigneur, 66; — ne peut tester, 66, 92; ne peut être prêtre sans le congé de son seigneur, 66, 97; de quoi le serf, devenu prêtre, était-il déchargé? 98; serf manumis par son seigneur ne devient franc qu'en payant finance au roi, 91; anciennes solennités de l'affranchissement des serfs, *ibid.*; il y a des serfs et mainmortes de corps et de meubles, autres d'héritages, 89; si le serf succède au franc? 90; s'ils se succèdent les uns aux autres? 92; s'ils peuvent vendre, aliéner et confisquer? *ibid.*; pour quelle raison succèdent-ils les uns aux autres tant qu'ils sont en commun? *ibid.*; s'ensuit-il de là qu'ils soient communs en tous biens? *ibid.*; quand sont réputés divisés, 93, 95; serf peut-il être fait chevalier? 96; la femme serve est-elle anoblie par son mari? 99; le seigneur anoblit-il sa serve lorsqu'il l'épouse? *ibid.*; le seigneur a droit de suite et formariage sur ses serfs, 100; *quid*, des serfs d'héritages? *ibid.*; un seul enfant étant en celle requiert la mainmorte, 101; femme serve, quand elle est formariée ou mariée sans le consentement de son seigneur, est plus en sa puissance qu'en la puissance de son mari, 122; les enfants des serfs comme ceux des francs sont en la voverie et mainbournie de leurs père ou mère, 177.
- Sergent*: garnison se fait es mains du sergent porteur des lettres passées sous scel royal, 892; jusqu'à quelle somme est-il cru du contenu en son exploit et de sa prise? 901; toute connaissance de cause lui est défendue, 902.
- Sergents, messiers et forestiers*, sont crus de leurs prises et rapports jusqu'à cinq sols, 777.
- à roi, est pair à comte: explication, 50.
- Serment*: le seigneur et le vassal sont tenus s'entre-communiquer leurs aveux ou s'en purger par serment, 593.
- Service*, n'est pas dû pour ce qu'on tient en mainmorte, franc-aleu ou franc-aumône, 86.
- Servire de mercenaires*: celui qui se loue pour un certain temps doit servir pendant tout ce temps, sinon il perd son loyer, 473; — est dette privilégiée, 684.
- Service de prince*, n'est point héritage, 554.
- Serviteur*: toutes actions de louages de serviteurs sont tollues par an et jour, 713.
- Servitude (Droits de)*: les droits de servitude sur prisonniers de guerre ont-ils lieu en chrétienté? 102.
- Servitudes* ne s'acquièrent par longue jouissance, 293, 299.
- de corps, procède de la mère, 54; comment on pouvait s'en affranchir, 39.
- Signer*: par qui doit être signé un testament? 301.
- Simple promesse*, vaut une stipulation, 357.
- *saisine*, ce que c'est, 761; vue a-t-elle lieu en simple saisine? *ibid.*; en simple saisine se fait-il rétablissement? 763; dans le cas de simple saisine, il faut vérifier par titre la jouissance par dix années, 764; *quid*, dans le cas de complainte en cas de saisine et de nouveauté? *ibid.*; lorsqu'il y a partie de jouissance ou d'exploits, les anciens exploits sont préférés aux nouveaux, 765.
- *transport*, saisit-il? 365.
- *usage*, en forêt emporte mort bois et bois mort, 251.
- Sœur*: le frère n'acquiesce sa sœur que de son premier mariage et non des autres, 627.
- Souffrance* doit être accordée aux tuteurs ou curateurs la demandant pour

leurs mineurs, 194; dans quel cas le seigneur peut-il donner souffrance à son vassal? 558, 580; — vaut foi tant qu'elle dure, 584; quelle déclaration doit faire celui qui demande souffrance? 585; elle est acquise de droit à légitime caserne, 586; souffrance finie, on peut saisir à faute de foi? 587; souffrance et accoutumance est déshérence, 739.

Sous-âgé. Voyez *Mineur*.

Soutenir le jugé : les juges non royaux sont-ils tenus de soutenir leur jugé au péril de l'amende? 881; dans les pays coutumiers les seigneurs doivent-ils soutenir leurs juges? *ibid.*

Spéciale hypothèque : dans ce cas y a-t-il discussion? 501.

Spolié : en cas de nouveleté, se faut bien garder de dire qu'on ait été spolié, mais simplement troublé, 750.

Substitution : si celui qui fait testament peut, en faveur des descendants de son héritier présumptif, substituer les deux tiers, ou les quatre quintes de ses propres? 329.

Succéder : les bâtards peuvent-ils succéder? 63; leurs enfants leur succèdent-ils? 64; au défaut d'enfants, qui leur succède? 65; si le bâtard est serf, il n'y a quo le seigneur qui puisse lui succéder, 66; le Français établi pour toujours en pays étranger, ne succède plus à ses parents décédés en France, 67; les aubains ne peuvent succéder, 68; dans quel cas le roi leur succède? 70; ou les seigneurs? 71; les parents naturalisés des aubains, leur succèdent-ils tant qu'il y en a de regnicoles? 72; le serf ne succède point au franc, ni le franc au serf, 90; serfs et mainmortables ne succèdent les uns aux autres, sinon tant qu'ils sont demeurers en commun, 92; l'enfant serf qui est dans la maison de son père et de sa mère, succède-t-il seul au détriment des autres qui sont hors de la maison? 101; le mort saisit le vif son plus prochain héritier habile à lui succéder, 317; qui ne serait habile à succéder ne peut à retrait aspirer, 439. Voyez *Retrait*.

Succession : comment se partage le douaire dans les successions, 158 et sa.; le bail se règle-t-il selon les successions? 188; par les lois romaines les successions ne se déferaient point par contrat, 308; peut-on faire rappel à succession, au profit de celui qui en est exclu? 310; en succession directe, peut-on être héritier et légataire? 311; *quid*, lorsque deux successions différentes sont déferées à la même personne? *ibid.*; celui qui a accepté une mauvaise succession, peut-il être forcé d'en accepter une autre aussi mauvaise? *ibid.*; quelle est la différence du legs de succession et du legs de biens? 313; qui prend la valeur de cinq sols dans une succession fait acte d'héritier, 319; en succession, tant directe que collatérale, dans les termes de représentation, on succède par ligne; et hors des termes de représentation, par tête, 324; en succession directe descendante, on est toujours dans les termes de représentation, *ibid.*; *secus*, en succession directe ascendante, *ibid.*; *quid*, en collatérale? *ibid.*; ou quand il y a plusieurs ascendants qui concourent? *ibid.*; quand un petit-fils décède, et ne laisse que des meubles et des acquêts, ses aïeux et aïeules lui succèdent par têtes, *ibid.*; quand une femme est exclue d'une succession, ses enfants, après son décès, peuvent-ils de son chef être héritiers dans cette succession? 325; en quel cas, dans plusieurs coutumes, les filles nobles dotées sont exclues des successions directes? *ibid.* et 341; *quid*, en collatérale? 325; *quid*, des roturières? 341; si en France, en ligne collatérale et en parité de degré, les femmes succèdent avec les mâles? 325; par la loi salique, quand un homme était décédé sans enfants, son père et sa mère lui succédaient à l'exclusion de tous ses autres parents, 332, 334; *quid*, de la femme qui décédait en couches? *ibid.*; les ascendants succèdent, après la mort de leurs enfants, aux acquêts et aux meubles, *ibid.*; quelles coutumes donnent aux ascendants l'usufruit de l'héritage propre délaissé par l'enfant? *ibid.*; l'oncle et le neveu d'un défunt étant parents au troisième degré, lui succèdent égale-

ment où il n'y a représentation, 337; les neveux venant du chef de leur père ils excluent l'oncle du défunt, *ibid.*; es coutumes qui admettent la représentation à l'infini tant en ligne collatérale que directe, cette règle n'a pas lieu, *ibid.*; disposition de la Novelle 118, *ibid.*; fille majeure ou mineure mariée par père ou mère, ayant renoncé à leur succession à échoir, y peut-elle retourner? 341; si dans le cas de déshérence le mari succède à la femme, et la femme au mari à l'exclusion du fisc? 342; si quand une fille est exclue de la succession par les coutumes, elle l'est pour toujours, et si elle peut être encore héritière? 341; si dans le même cas elle peut être légataire? *ibid.*; si une fille n'ayant pas eu sa légitime, la renonciation ou l'exclusion à la succession durent, et si elle peut demander un supplément? *ibid.*; si dans la France coutumière, les filles mariées et dotées, qui ont renoncé, peuvent demander ce supplément? *ibid.*; quand les renonciations des filles dotées aux successions à échoir, et les institutions contractuelles ont commencé en France? *ibid.*; la règle, où *ramage défaut, lignage succède*, est-elle suivie? 342; les ecclésiastiques succèdent-ils à leurs parents, et leurs parents à eux? 343; *quid*, à cet égard avant l'ordonnance de Charles VI? *ibid.*; si un évêque, qui a été religieux, succède, 344; bannis à perpétuité, ou condamnés aux galères, succèdent-ils? 347; si le roi exclut de la succession le survivant des conjoints dans le droit d'aubaine? 348; le haut-justicier succède à son sujet par faute de parents, comme le roi aux aubains, *ibid.*; il n'y a que ce qui est d'une succession qui entre en partage, 350; si enfants avantagés de père et de mère doivent rapporter à leur succession? 351; que doit rapporter le fils renonçant à la succession du père, et venant à celle de son aïeul? 353; toute succession est déférée solidairement, 389; de là ce qu'un héritier répudié, accroit nécessairement aux autres, *ibid.*; échue pendant le mariage, entre-t-elle en communauté? 393; en vente de succession, y a-t-il rescision pour déception d'outre moitié du juste prix? 413; en succession ou partage de rentes constituées sur particuliers, on regarde le domicile de celui auquel elles appartiennent, 507; *quid*, en rentes du roi? *ibid.*; pour achat de succession universelle est-il dû lods et ventes? 541; *quid*, si dans une succession universelle vendue, il y avait des fiefs? *ibid.*; y a-t-il éviction lorsqu'une succession ou des droits universels ont été vendus? *ibid.*; coutumes où les puînés ne succèdent aux fiefs que par usufruit, 612; les puînés tiennent leurs parts et portions dans les successions à foi et hommage des seigneurs dominants, 622; dans une succession, l'aîné peut-il avoir des terres entières en récompensant ses puînés de l'excédant? 618; entre nobles, à qui vont les successions collatérales, 626; quels sont les cas où les puînés entrent en partage? *ibid.*; s'il y a diverses successions, l'aîné prendra-t-il droit d'ainesse en chacune d'icelles? 631; entre mâles venant à succession en ligne collatérale, quelles sont les prérogatives d'ainesse? 633; en la même ligne, les mâles excluent-ils les femelles étant en pareil degré? 684; quand concourent-ils avec elles? *ibid.*; don d'héritage fait à celui qui doit succéder, lui est-il propre, et jusqu'à quelle concurrence? 658; succession universelle de meubles tombe-t-elle en complainte? 756; l'homme condamné aux galères peut-il succéder? 428, 813. — Voyez *Héritier, Légataire, Partage, Propres, Représentation, Retrait, Testament*.

— à la couronne: les femelles et leurs descendants en sont exclus, 325, 637.

Suicide, sa punition, 837, 838.

Suite (*Droit de*): en poisson y a suite en montant jusqu'à la bonde, 216; en dîmeries d'Eglise y a-t-il suite? 266; que faut-il pour avoir ce droit? *ibid.*; le propriétaire peut-il suivre les meubles du locataire, saisis et enlevés à la poursuite de ses créanciers? 478; dans quels cas les meubles peuvent-ils avoir et n'avoir pas de suite? 487; bourse ou argent a-t-il suite? 491.

Sujet : les nobles sont proprement sujets du roi, 36; le seigneur de fief, faisant construire étang, y peut-il enclorre les terres de ses sujets? 854; entre le roi et le sujet n'y a point de nouveauté, 759; il ne se donne plus de trêve entre les sujets du roi, 795; condamnation du sujet transporté au seigneur la jouissance des biens lui appartenant par usufruit, 841.

Surannier (Se) : prise de corps ne se suranne pas, 895.

Survivant : entre nobles le survivant sans enfants gagne quasi partout les meubles, 339; y a-t-il continuation de communauté entre le survivant ne faisant inventaire et ses enfants mineurs? 388; *quid*, quand il se remarie? 387; *quid*, mariant l'un de ses enfants et lui donnant mariage avenant? 388.

T

Tabellions : peuvent-ils seuls faire les inventaires? 202.

Table : nul ne doit seoir à la table du baron, s'il n'est chevalier, 32.

— *féodale* : seigneur n'est tenu à exprès hommage pour le fief de son vassal qu'il a réuni à sa table, 643.

Tablier de la femme : oblige le mari, 57.

Tailles, toutes actions de paiement de tailles sont tollées par un et jour, 713; comment se sont établies en France, 908-909; le droit de taille et de corvée est-il mobilier ou immobilier? 910; taille seigneuriale est le double des redevances, 909; sont réelles ou personnelles, 910; le tailleur qui transfère son domicile dans une ville abonnée, paie la taille pendant cinq années dans la paroisse qu'il a quittée, 911; *quid*, s'il va demeurer dans une ville franche? *ibid.*; si le noble est tenu de payer la taille? 918; *quid*, si les tailles sont réelles ou dues à cause des fonds? *ibid.*; tailles n'ont pas de suite, et n'en peut être fait vente ou transport, 918; exception en Bourbonnais et Nivernais, où la taille personnelle et serve est de suite et peut tomber en arrearages, s'il y en a eu demande, ou qu'elle soit assise sur un fonds certain, *ibid.*; *quid*, des tailles aux quatre cas? *ibid.* V. *Aides*.

Taisible hypothèque : douaires ont taisible hypothèque et nantissement, 155; cas où elle a lieu? 497.

— *obligation* : pèse, au profit du propriétaire, sur grains et biens meubles de fermier ou locataire, 478.

Talion (*Peine du*) : quand fut en usage en France? 819; quand a été aboli? 821.

Témoins : les femmes, quoique anciennement juges et arbitres, pouvaient cependant être récusées comme témoins, 53; depuis l'ordonnance de 1394, leur témoignage a été reçu dans toutes les causes civiles et criminelles, quoiqu'elles ne puissent plus être juges et arbitres, *ibid.*; en présence de combien de témoins un curé peut-il recevoir testament? 301; l'acte doit-il être signé des témoins? *ibid.*; enfants témoins, dans les siècles où on savait très-peu écrire, comment étaient traités, afin qu'ils se souvinssent de contrats rédigés verbalement? 769, 770; témoins passent lettres, 774; coutume se doit vérifier par deux tourbes de dix témoins, 782.

— *de bornes*, ce que c'est, 255.

Temps : longueur de temps n'éteint noblesse ni franchise, 35; en nul temps on ne peut mener pores en pré, 246; quel est le temps suffisant pour acquérir prescription? 250; les droits de cens dus au seigneur direct se perdent-ils par le temps? 532.

Tenanciers : ruisseaux sont aux particuliers tenanciers, 233; bords de petites rivières sont limite de leur domaine, 234.

Tendre : on ne peut tendre au domaine d'autrui, 253.

Tenir, promettre et tenir sont deux, 660; assez écorche, qui le pied tient, 194; pour crime on ne peut tenir le corps et les biens, 801.

- *en franc-aleu*, est tenir de Dieu tant seulement, fors quant à la justice, 227.
- Tenure**, tenir en mainmorte, franc-aleu, ou franc'aumône, ce que c'est, 84; quelle différence entre l'Eglise et les particuliers pour la tenure? 85; les tenures en mainmorte, ou en franc-aleu, éteignent-elles généralement et perpétuellement tous droits seigneuriaux? 87.
- (*Contention de*): ce que c'est, 645.
- à *cens*: obligeait uniquement le censitaire ou le tenancier au paiement de la redevance, 48.
- *féodale*, en quoi différait de la tenure à cens, 48; — se confisque par le seigneur, 649.
- Terme ou Borne**, entre pré et terre, est-il du pré ou de la terre? 290.
- Termes de quarante jours**, nécessaire pour la renouciation à la communauté, et pour faire inventaire, 115.
- (*Donner*), qui donne terme en dette privilégiée, la fait commune, 363; cet usage a-t-il lieu dans la coutume de Paris? *ibid.*; quand le vendeur d'une chose mobilière a donné terme, si la chose se trouve saisie sur le débiteur par un autre créancier, il peut en empêcher la vente, *ibid.*; qui a terme ne doit rien, 679.
- Termes des locataires**: est-il permis au propriétaire de faire saisir les biens meubles de son hôte, pour les termes qui sont dus? 477; dans quel cas un locataire peut-il user de rétention sur ses termes? 481.
- Termes de représentation**. Voyez *Représentation*.
- Terrage**: terres tenues à terrage ne peuvent être closes de haies, ou mises en pré, etc., sans le consentement du seigneur, 544; doivent-elles lods et ventes? 545.
- Terre cheauchée**, est à demi-mangée, 226.
- *hermes*, ce que c'est, 277.
- *labourable*, contre mur mitoyen exige-t-elle contre-mur? 291.
- *sans hébergement*, n'est que de demi-revenu, 226.
- Terres**: terre sortant de mainmorte rente en sa sujétion de féodalité ou censive, 87; si le baillistre rend la terre à son mineur avant la majorité féodale, ses hommes lui feront-ils hommage? 199; nulle terre sans seigneur, 228; à qui appartient la terre que la rivière emporte? 236; si un propriétaire qui possède une terre, dont la mesure est fixe et certaine, peut prétendre accroissement de la terre que la rivière unit à son fonds? *ibid.*; si on peut fouiller en terre pour en tirer mine, etc., sans permission du seigneur? 240; terres aux issues des villes, etc., ne sont défensables qu'étant bouchées? 241; terre senée est de droit défensable, 243; le seigneur de fief, faisant construire étang ou garenne, y peut-il enclore les terres de ses sujets? 254; terres tenues en fief sont-elles affranchies des dîmes spirituelles? 268; donner congé d'ouvrir terre en voie publique, est-il exploit de haute justice? 276; haie vive entre terre et pré est-elle réputée de la terre ou du pré? 290; si elles sont tellement enclavées dans celles d'autrui, qu'on n'y puisse entrer sans passer dedans, le peut-on faire sans dommage? 298; terres se mettent en gage par baux à rente, cens ou fief, 505; qui tient terres sujettes à champart, en peut-il lever la desbée sans appeler le seigneur? 544; ces sortes de terres doivent-elles lods et ventes? 545; terres tenues en fiefs doivent-elles champart? 546; l'aîné peut avoir la plus belle terre entière d'une succession, en récompensant ses puînés, 618; en assiette de terre, peine de vilain n'est comptée pour rien, 919.
- Terres saliques**: en quoi elles diffèrent du fief, 46.
- *vacantes*: le seigneur censier peut-il les tenir en ses mains, et en faire les fruits siens? 549.
- Terriers** (*Livres*): le vassal est tenu de les communiquer à son seigneur choisissant le relief, 566.
- Territoire**: l'Eglise n'a pas de territoire, 88.
- Testament**: bâtards peuvent acquérir et disposer de leurs biens tant entre-

vifs que par testament, 60; par des lettres de naturalité, les étrangers sont rendus capables de disposer de leurs biens par testament, 70; s'ils mouraient sans avoir fait de testament, et sans enfants et sans parents, le roi leur succéderait, *ibid.*; serfs ou mainmortables ne peuvent tester, 92; prisonniers de guerre peuvent tester, 102; le mari peut-il disposer par testament des biens de la communauté, au préjudice de sa femme? 121; femmes franches peuvent, sans l'autorité de leurs maris, disposer par testament, 123; quand par testament il y a tuteur nommé, doit-il être confirmé? 182; si les solennités qui sont requises pour les testaments, le sont pareillement pour les codicilles, 300; solennités des testaments furent d'abord régies par le droit canonique, 301; ils furent pour l'Eglise une des principales sources de sa richesse, *ibid.*; la coutume de Paris fut la première qui adopta les dispositions canoniques sur les testaments, *ibid.*; mais, concurremment avec la forme canonique, s'établit la solennité purement civile des testaments reçus par deux notaires ou un notaire et deux témoins, *ibid.*; enfin des coutumes comme celles du Bourbonnais et de la Marche, admettent les testaments faits en présence de quatre témoins, sans curé, vicaire ou notaire, *ibid.*; *quid*, des témoins dont la présence est nécessaire à la confection des testaments? *ibid.*; quand il s'agit de la capacité de tester, est-ce par la coutume du domicile qu'il se faut régler? 302; peut-on instituer un héritier par testament? 300-304; quelle est la valeur de cette disposition? *ibid.*; on ne fait pas héritier, par testament, qui l'on veut de ses propres, mais bien de ses meubles et acquêts, 305; quand il est permis de disposer d'une portion de ses biens, la peut-on toute assigner sur une seule pièce? 306; suivant les lois romaines, les successions ne se défèrent point par des contrats, mais seulement par des testaments: en est-il de même en droit français? 308; jusqu'à quelle concurrence peut-on disposer par testament, au profit de celui qui est exclu d'une succession? 310; dans quel délai les exécuteurs de testaments sont-ils saisis des biens-meubles du testateur? 314; et doivent rendre compte de leur exécution? 315; à qui appartient la connaissance des exécutions testamentaires? 316; si on peut disposer par testament de tous ses propres, au préjudice de ses héritiers présomptifs? 329; si celui qui fait testament peut, en faveur des descendants de son héritier présomptif, substituer les deux tiers, ou les quatre quintes de ses propres? *ibid.*; faut-il que les donations à cause de mort soient revêtues des solennités des testaments? 659; don mutuel, soit entre-vifs, soit par testament, ne se peut révoquer que par mutuel consentement, 663; pour meubles, les exécuteurs de testament peuvent-ils former plainte? 755.

Testamentaire (Disposition), partage de biens, par père et mère, faite de leur vivant, entre leurs enfants, est réputée disposition testamentaire, 307.

Têtes: quand succède-t-on par têtes? 324, 337.

Thésaurer: peut-on thésaurer au domaine d'autrui? 253.

Tien: il vaut mieux un tien que deux tu l'auras, 661.

Tiers: autrefois la femme ne prenait dans la communauté qu'un tiers, 385; *quid*, quand le survivant se remarie? 386.

— *arbitre*: deux arbitres ont-ils le droit de nommer un tiers, quand ils ne peuvent pas être d'accord? 359.

Tige ou Tronc commun, ce que c'est, 323; tant que la tige a souche, elle ne se fourche, *ibid.*

Titre: les seigneurs ne peuvent succéder aux aubains, sans titre et privilège du roi, 71; tuteurs doivent-ils faire inventaire des titres des mineurs? 200; est-il nécessaire pour tenir rivière en garenne ou défense? 237; peut-on avoir droit d'usage ou pâturage en seigneurie d'autrui, sans titre? 250; faut-il titre pour exempter des dîmes? 264; on ne peut avoir servitude sur son voisin, sans titre, 293; destination de père de famille vaut titre, 294; droit de servitude sans titre s'acquiert-il par longue jouissance? 299; par combien de temps se prescrit l'héritage

- acquis avec titre ou sans titre? 716; *quid*, de l'action hypothécaire? 720; possession centenaire vaut titre, 727; faut-il titre pour exemption de grosses dimes prétendues? 728; vues et égouts n'acquiescent point de prescription sans titre, 737; le titre ne fait pas le maître, 775; les plus vieux titres ne sont pas les meilleurs, 776.
- Titres de dignité*: les fiefs n'anoblissent pas, à moins qu'il n'y ait titre de grande dignité approuvée par le roi, 29.
- Tort*: qui doit, il a le tort, 674; le mort a le tort, 817.
- Tour de l'échelle*: on est tenu de donner place à son voisin pour le tour de l'échelle, 295.
- Tourbes*: les coutumes étaient vérifiées par tourbes, 782; quand ont été abolies? *ibid.*
- Toussaint*: près sont défensables jusqu'à la Toussaint, 245.
- Tradition*: que faut-il pour quo saisine et dessaisine équipolle à tradition? 746.
- Traison*: le démentir et offre de combat sauve l'honneur à celui qui est taxé de trahison, 816.
- Trainer*: le corps du désespéré est trainé à la justice, comme convaincu et condamné, 838.
- Transaction*: pour transaction portant délaissement d'héritages, moyen-nant deniers baillés, sont dues ventes à raison de ce qui est payé, 510.
- Transport*: simple transport ne saisit, 365, 657; bail ou garde peut-il se transporter à autrui? 196.
- Treizième*, quand dû au seigneur, 572.
- Trente ans*: prescription de trente ans court-elle contre les pupilles? 718; l'action personnelle et faculté de racheter chose vendue ne se prescrit que par trente ans, 719; l'action hypothécaire se prescrit sans titre, par trente ans, 720; par trente ans les gens d'Eglise prescrivent l'indemnité, 725; le cens et la directe peuvent se prescrire par un seigneur contre l'autre par trente ans, 736.
- Trésor*: comment se partissent les trésors mucés d'ancienneté qui ne consistent point en or? 280; *quid*, quand le propriétaire du lieu les trouve en son fonds? 281.
- Treuve d'or*: le roi applique à soi la treuve d'or, 279.
- Trêves*, introduites pour ralentir les guerres privées, 318; saint Louis, le premier, par ordonnance rendue à Pontoise, en 1245, prescrit les trêves de quarante jours, dites *quarantaine le roi*, *ibid.*; la même année, par une deuxième ordonnance, datée du même lieu, il porta la durée des trêves à cinq années, *ibid.*; il ne se donne plus de trêve entre les sujets du roi, 795. V. *Assurements*, *Confiscation*, *Guerres privées*.
- Trois jours*: ajournements à trois brefs jours se font de trois jours en trois jours, 692.
- Tronc commun*. Voyez *Tige*.
- Trouble*: ce qu'on entend par ce mot, 751; cessation, contradiction et opposition valent trouble de fait, 757; pour avoir la complainte en cas de saisine et de nouvelleté, combien de temps faut-il avoir possédé la chose contentieuse avant le trouble? 764; celui qui vérifie sa jouissance par dix ans, avant l'an du trouble, recouvre-t-il, par le cas de simple saisine, la possession qu'il avait perdue? *ibid.*
- Tutelle*, combien dure? 181; quand cesse? *ibid.*; en quel cas on donne un curateur au mineur qui est en tutelle? *ibid.*; coutumes où les tutelles sont datives, 182; quel juge doit décerner la tutelle? *ibid.*; si un mineur peut avoir la tutelle d'un autre? 184; se perd-elle quand le gardien se remarie? 197; les mineurs ont hypothèque saisible et privilégiée sur les biens de leurs tuteurs, du jour de la tutelle, 497.
- Tuteur* et curateur n'est qu'un, 180; si les parents qui ont nommé le tuteur sont tenus de sa mauvaise administration? 181; si le tuteur testamentaire a besoin de confirmation? 182; si les tuteurs peuvent faire la foi en leur nom pour les fiefs de leurs mineurs? 184; s'ils doivent demander

souffrance pour eux? *ibid.*; s'ils peuvent recevoir l'hommage des vassaux de leurs mineurs? *ibid.*; s'ils peuvent bailler ou recevoir aveu? 193; entrent-ils en foi, et doivent-ils rachat? 194, 581; reçoivent-ils aveu, et les baillent-ils? 195; tuteurs doivent incontinent faire inventaire des meubles et titres des mineurs, 200; *quid.* s'ils ne le faisaient pas? *ibid.*; s'ils sont sujets à compte, 201; si, lorsqu'ils ne rendent pas leurs comptes, on peut adjuger contre eux une provision? 205; comment le tuteur doit-il tenir les comptes de son mineur? 201; deniers destinés pour achat, ou procédant de vente d'héritage, sont-ils réputés immeubles en faveur des mineurs contre leurs tuteurs? 212; donner tuteur est exploit de moyenne justice, 273; mineurs ont-ils hypothèque sur les biens de leurs tuteurs? 497; tuteurs satisfaisant le seigneur des droits qui lui sont dus par les mineurs, en reçoivent souffrance pour ceux-ci, 580; dettes des mineurs contre leurs tuteurs sont dettes privilégiées, 681; si celui qui est nommé tuteur en appelle, sera-t-il chargé de la tutelle pendant l'appel? 887.

U

- Union de fief*, n'emporte hommage, si ce n'est avenant mutation, 643. — Voyez *Réunion*.
Usage: quelle faveur est attribuée au propre usage tant en fouille qu'en vaine pâture? 240, 247.
Usage (Droit d'): simple usage en forêt n'emporte que mort bois et bois mort, 251; peut-on avoir ce droit en seigneurie d'autrui, sans titre? 250.
Ustensiles: gros ustensiles, qui ne se peuvent disassembler ni transporter sans inconvénient, sont immeubles, 218; les autres non, 201.
Usufruit, baillistre ne le peut transmettre à autrui par cession, 196; n'est sujet à retrait, 144; est-il meuble ou immeuble? 210; à qui appartient l'usufruit des biens d'un homme condamné au bannissement ou aux galères? 813-844.
Usure: rente constituée au-dessous du denier dix est usuraire, 513; vente d'héritage à faculté de rachat à vil prix est-elle usuraire? 515.

V

- Vade in pace*: qui fut l'inventeur de cette horrible prison? 833.
Vaincu: qui ne combat quand la bataille est assignée, est tenu pour vaincu, 814; et si le demandeur ne rend le défendeur vaincu dans le soleil couché, il perd sa cause, 815; quelle était la peine du vaincu? 519.
Vaines pâtures. V. *Pâtures*.
Valeur: le prix de l'or mesure la valeur de tous les autres métaux, 680.
Vallez (Li), emporte la pucelle, 100.
Valoir: les choses valent bien peu, si elles ne valent pas le demander, 693; fautes valent exploits, 697.
Vassal: comment faisait-il adjourner un de ses pairs? 50; par la mort du vassal est dû plein rachat au seigneur justicier, 82; pourquoi les vassaux qui avaient des serfs de corps attachés et annexés à leurs fiefs, ne pouvaient-ils pas les affranchir sans le consentement de leurs seigneurs dominants? 91; le seigneur est-il tenu recevoir l'hommage de son vassal par procureur? 558; que doit faire le vassal s'il ne trouve pas son seigneur? 559; que doivent faire les enfants? 560; *quid.* de la femme? 561; *quid.* des collatéraux? 563; ce que le vassal est tenu communiquer à son seigneur choisissant le relief, 566; quand le seigneur gagne les fruits à faute d'homme et de devoirs, il les prend tels qu'ils sont, 568; si plusieurs rachats échéent en une année par contrats de vassaux, auront-ils lieu? 569; *quid.* par leurs décès? *ibid.*; les baillistres

qui entrent en foi en leurs noms, la reçoivent-ils des vassaux de leurs mineurs ? 191; tuteurs ou curateurs peuvent-ils recevoir l'hommage des vassaux des mineurs ? 194; pouvaient-ils être contraints par leur seigneur à faire paix ou guerre ? 276; anciennement le fief retourrait au seigneur par le décès du vassal, 552; de qui les héritiers du vassal étaient obligés de prendre la saisine, *ibid.*; ce que devait faire le vassal quand il voulait donner à un autre le fief qu'il possédait, *ibid.*; le vassal doit la foi à son seigneur, 555; comment doit-il la faire ? 556 et ss.; dans presque toutes les coutumes, les vassaux ne devaient en ligne directe que la bouche et les mains, *ibid.*; si les seigneurs pouvaient dispenser leurs vassaux de l'hommage et du serment de fidélité ? 574; tant que le seigneur dort, le vassal veille; tant que le vassal dort, le seigneur veille, 576; le mari, pour les propres de sa femme, peut-il recevoir les vassaux en foi ? 119, 582; un seigneur peut-il contraindre ses vassaux de venir à la foi ? 588; que lui doit l'ancien vassal ? 589; si le vassal compose des droits de son fief saisi, et ne satisfait dans le temps donné, la saisie se continue-t-elle ? 592; le vassal et le seigneur féodal sont-ils tenus de s'entre-communiquer leurs aveux ? 593; les droits dus par le vassal au seigneur se paient selon la coutume du fief servant, 594; dans quel terme peut-il reblondir son seigneur ? 598; un seigneur peut-il le contraindre de bailler avec plus d'une fois en sa vie ? 599; un seigneur peut-il saisir le fief de son vassal avant qu'il soit lui-même entré en foi ? 601; après quel temps peut-il gagner les fruits du fief ouvert par le décès de son vassal ? 602; — ayant été reçu en foi sans aucune reservation, le seigneur peut-il saisir le fief pour les droits par lui prétendus ? 603; jusqu'à quelle somme peut-il disposer de son fief, sans l'assens de son seigneur ? 641; peut-il démembrer son fief au préjudice de son seigneur ? 642; est-il tenu avouer ou désavouer son seigneur ? 643; en fief de danger, le vassal qui s'en met en jouissance sans le congé de son seigneur, perd son fief, 646; *quid.* en mal désavouant ? 647 et ss.; fidélité et félonie sont réciproques entre le seigneur et lui, et comme le fief se confisque par le vassal, ainsi la tenure féodale par le seigneur, 649; le seigneur réunissant le fief de son vassal par félonie, le tient-il franc et quitte de toutes dettes et charges constituées par son vassal ? 650; le seigneur est-il tenu lui faire vie ou mortuée ? 652; — prescrit-il contre son seigneur ? 734; entre le seigneur et lui n'y a pas de nouveleté, 759.

Vassal d'acier : un seigneur de paille, etc., vainc et mange un vassal d'acier, 653.

Vassaux de la couronne, ne rendaient autrefois leur foi et hommage qu'aux rois majeurs, 21.

Vénalité des charges, par qui introduite ? 554.

Vendage, passe louage, 472; explication, *ibid.*

Vendeurs : il y a plus de fols acheteurs que de fols vendeurs, 403; vendeur de chevaux est-il tenu de leurs vices ? 418.

Vendition : retrait accordé volontairement et sans jugement est réputé vendition, 443. Voyez *Vente*.

Vente : un mari ne peut plus honnêtement vendre son héritage, qu'en assignant spécialement dessus la somme qu'il a eue de sa femme en mariage, 117; si les héritages du mari étaient saisis et vendus de son vivant, que deviendrait le douaire de sa femme ? 142; la douairière s'opposant aux criées de l'héritage sur lequel elle a douaire, à quelle condition doit-il être vendu ? 143; les dîmes inféodées peuvent-elles être vendues ? 287; peut-on vendre ses propres sans le consentement de l'héritier présomptif ? 334; qui vend le pot, dit le mot, 402; l'on n'a pas plus tôt vendu la chose, qu'on n'y a plus rien, 407; délivrance de meuble vendu présume paiement, 409; si le vendeur n'a pas pu livrer la chose vendue, et qu'elle périsse par cas fortuit, sur qui la perte doit-elle tomber ? 410; tous fiefs peuvent-ils se vendre sans le consentement du seigneur ? 552.

- en même chose vendue à deux différentes personnes, la condition du possesseur sera-t-elle la meilleure ? 407, 740; mauvaise vente tourne toujours à la ruine du vendeur : *de malo vento, telle vente*, 404; dès qu'elle est parfaite, le domaine de la chose vendue est transféré sans tradition, 407; si la loi *Quotiens* a lieu en France, *ibid.*; si celui qui a vendu et livré sa chose la peut revendiquer lorsque le prix ne lui en est point payé ? 408; par le droit romain, quand le créancier avait vendu le gage *jura creditoria*, il n'y avait plus d'éviction, 411; arrêt qui l'a ainsi jugé, *ibid.*; si quand il s'agit de dettes, que le décret ne purge pas, il y a éviction en chose vendue par décret ? *ibid.*; si en vente par décret il y a rescision pour déception d'outre moitié de juste prix, 412; *quid*, en vente de succession ? 413; quand le vendeur reconnaît la vente, mais dit que ce fut par force, doit-il livrer la chose contentieuse ? 410; vin du marché entre-t-il en compte du prix pour en prendre droit de vente ? 415; dans quel cas les langueyeurs sont-ils tenus de reprendre les porcs, et de rendre le prix de la vente ? 419; on meubles, la mesure s'en doit faire selon le lieu où la vente se fait, 420; *quid*, en immeubles ? *ibid.*; en vente faite à faculté de rachat, de quel jour les droits sont-ils dus au seigneur ? 421; en vente, par même contrat et même prix d'héritages les uns soumis à retrait, les autres non, l'acquéreur a le choix de délaisser le tout ou seulement ceux de la ligne, 457; le seigneur retrayant n'est contraignable à prendre ce qui n'est de son fief, 458; la force de la vente passe celle du bail, 472; *quid*, de la vente de l'usufruit ? *ibid.*; vente d'héritages à faculté de rachat, quand est réputée usuraire, 515; peut-elle être réduite à vente rachetable ? *ibid.*; en vente d'héritages tenus à cens, les lods et ventes sont-ils dus lors du contrat ? 536; en vente de fief, qu'est-il dû au seigneur ? 572; *quid*, en vente de fiefs abonnés ? 574. Voyez *Rescision*.
- *de fruits*, faite pour un certain temps, ce que c'est, 543; en est-il dû lods et ventes ? *ibid.*
 - *de meubles*. Voyez *Délivrance*.
 - *d'héritage* : deniers qui en proviennent sont-ils meubles ? 212.
 - *à vie* : en est-il dû lods et ventes ? 543.
- Ventre*, autrefois anoblissait, 40; quand cette noblesse a été abolie ? *ibid.*; si le ventre affranchit ? *ibid.*; le fruit suit la condition du ventre, 43.
- Verges* : jamais on n'avance les verges dont on est battu, 834.
- Verre dormant* : est-il loisible d'avoir sur son voisin fenêtre à verre dormant ? 285.
- Vest et Devest*, ce que c'est, 55.
- Veuve* : femme franche est anoblie par son mari, même pendant son veuvage, 54.
- Veuve*, emporte li vallez, 100; toutes veuves peuvent-elles renoncer à la communauté ? 112-113; c'est en justice que la veuve doit renoncer à la communauté et en faisant inventaire, 132; *quid*, de l'usage anciennement pratiqué ? *ibid.*; femme veuve porte le deuil aux dépens de son mari, 135; vivant dans la débauche pendant l'année du deuil, perd son douaire, 175; peut-elle contraindre l'héritier lui bailler son douaire à part ? 158; *quid*, que commune, est-elle tenue des legs faits par son défunt mari, et des frais qui ont été faits pour l'enterrer ? 330; dans quel cas prend-elle part à la réparation civile ? 399; jusqu'à quelle somme est-elle tenue des dettes de la communauté ? 394.
- Veuves remariées*, perdent-elles leur douaire ? 175; comment elles étaient regardées chez les Romains, *ibid.*; *quid*, en France ? *ibid.*
- Via*ger, conserve la possession du propriétaire, 742.
- Vicaire*, peut-il recevoir testament ? 301.
- Vicaires perpétuels*, possédant des terres annexées jointes à leurs cures, doivent-ils payer la dime aux curés primitifs ? 264.
- Vice* : pauvreté n'est pas vice, 34, 785.
- Vices* : dans quel cas un vendeur de chevaux est-il tenu de leurs vices ? 418.

- *de calcul et de compte*, se purge en tout temps, 208.
- *de litige*, pour quoi s'opposait, et ce qu'il opérât dans le droit romain, 708; si cette exception du vice de litige a lieu parmi nous? *ibid.*
- Vicomtière (Justice)*, 272.
- Vider*: de tous marchés on en vide par intérêt, 414; le temps de louage fini, combien le locataire a-t-il de jours pour vider les lieux? 482.
- Vider les mains*: dans quel délai gens d'Eglise qui ont acquis au fief seigneurie ou censive d'autrui, sont-ils contraignables d'en vider leurs mains? 75; il faut que l'Eglise vide ses mains du droit de retenue en l'an et jour, 433; quand un fief avient par confiscation à un haut-justicier, lequel n'est tenu de lui, dans quel délai doit-il en vider ses mains? 614; dans quel délai, après l'approbation de leur contrat, les gens d'Eglise doivent-ils être sommés d'en vider leurs mains? 724.
- Vientrages*: toutes actions de vientrages sont tollues par an et jour, 713.
- Vif*: le mort saisit le vif, 317; le mort exécute le vif, et non le vif le mort, 891.
- Vif-gage*, ce que c'est, 484.
- Vignes*, sont-elles défensables en tout temps? 243; la haie vive entre terre et vigne est-elle réputée de la vigne? 290.
- Vilainie*, ce que c'est, 189; en vilainie n'y a bail, *ibid.*
- Villains*: quels étaient ceux qu'on appelait *villains*? 26; de qui sont justiciables? 37; dans quel temps étaient semonds, 45; s'ils peuvent être anoblis sans lettres? 46; comment était dégradé un vilain, usurpateur de la chevalerie? 46; vilain ne sait ce qu'éperons valent, 47; explication, *ibid.*: en quoi ils diffèrent des *villains*, ou serfs, 48; comment étaient tenus au seigneur, *ibid.*: oignez vilain, il vous poindra; poignez vilain, il vous oindra, 49; d'où cette règle a-t-elle été prise? *ibid.*: jamais vilain n'aima noblesse, *ibid.*: le chanteau part le vilain, 93; en crimes qui méritent la mort, quel supplice doit subir le vilain? 818; en crimes, les vilains sont-ils plus grièvement punis en leurs corps que les nobles? 851; vilain ne pouvait soutenir que le jugement rendu par son baron ou seigneur était faux, 884; en assiette de terre, peine de vilain n'est complice pour rien, 919.
- Vilains cas*: tous vilains cas sont reniables, 803; comment sera puni le noble convaincu d'un vilain cas? 849.
- Villages*: terres aux issues des villages ne sont défensables qu'étant bouchées (encloses de haies), 211; quelle clôture peut être exigée de voisin à voisin en village? 287.
- Ville*, terres, aux issues des villes ne sont défensables qu'étant bouchées, 241; nul ne peut avoir pilori en ville où le roi en ait, 275; en ville, tout mur est mitoyen s'il n'appert du contraire, 283; quelle clôture peut-on exiger de voisin à voisin dans les villes? 287; celui qui peut être arrêté par privilège de ville, est tenu d'y être domicile, 896.
- Vin*: en déconfiture, comment se fait l'appréciation du vin? 689.
- *du marché*, entre-t-il en compte du prix, pour en prendre droit de vente? 415.
- Vingt ans*: prescription de vingt ans court-elle contre les pupilles? 718; l'action hypothécaire se prescrit par vingt ans entre absents, 720.
- *vois*: si une demande ne passe vingt sols, jour de conseil n'en est octroyé, 696.
- *et un an*: par l'ancienne coutume de France, il était défendu de combattre avant cet âge, 813.
- *quatre heures*: après ce terme d'attente à un moulin banal, qui ne peut moudre à l'un s'en aille à l'autre, 260; bêtes prises en dommage, doivent dans ce délai être menées en justice, 263.
- Visiter*: gardiens et baillistres sont tenus faire visiter les lieux dont ils jouissent, 185; malade blessé ne se laissera visiter, avant que celui qui a fait le délit soit prisonnier, 800.
- Voie publique*: donner congé d'ouvrir terre en voie publique, est exploit de haute justice, 276.

Voies de fait, sont défendues, 790, 890.

Voies de nullité. V. *Nullité*.

Voirie : ce que c'est que haute et basse voirie, 272.

Voisin : en mur mitoyen à quelle hauteur et dans quelles conditions est-il loisible d'avoir fenêtre sur son voisin ? 285; *quid*, du voisin se servant du mur de son voisin ? *ibid* : *quid*, en mur propre ? 286; un voisin peut contraindre l'autre de se clore ? 287; *quid*, si le voisin ne peut y contribuer ? 288; nul ne peut avoir servitude sur son voisin, sans titre, 293; quand il est besoin de couvrir un toit dont l'eau tombe sur le voisin, celui-ci doit donner place pour le tour de l'échelle, 295; si le mur commun d'un voisin penche demi-pied sur l'autre, il peut être contraint de le refaire, 401.

Voix : en témoignage, une seule voix ne suffit, 779; une voix empêche-t-elle partage ? 875.

— *à court* : le sous-âgé n'a voix à court, 51; les femmes ont voix à court, 53.

— *du peuple*, *roix de Dieu*, origine de ce proverbe, 773.

Vol : jusqu'à quand ce crime fut-il inconnu chez les peuples du Nord ? 808; le locataire, en enlevant à son propriétaire son gage pour le loyer courant et à écheoir, commet-il un vol qui puisse être puni ? 177.

— *du chapon*, ce que c'est, 614.

Volcur : pourquoi le larron a-t-il été appelé volcur ? 806; celui qui vole une chose de peu de conséquence, est-il moins coupable que celui qui vole un meuble précieux ? 820; quand commença-t-on en France à punir corporellement les voleurs ? 832.

Volonté, est réputée pour le fait, 791.

Vourie, ce que c'est, 177; en quelles coutumes l'enfant, après le décès de son père, demeure en vourie ? *ibid*.; *quid*, des francs ou serfs, des majeurs ou mineurs ? *ibid*.; comment les enfants sortent de vourie ? *ibid*.; *quid*, des personnes franches ? *ibid*.

Voyage du seigneur en terre sainte, est cas de loyaux aides, 605; ce cas n'est réitérable, 606.

Voyages d'outre-mer : différents usages qui provinrent de ces voyages, 32; autrefois il n'y avait que les veuves nobles de ceux qui mouraient en voyage d'outre-mer, qui eussent le privilège de renoncer à la communauté, 112.

Vue : celui qui doit rente foncière pour raison d'héritage, en doit faire vue à son seigneur, 527; le seigneur est-il tenu de la faire à son rentier, foncier ou censier ? 528.

— *ou monstres*, le seigneur est-il tenu faire vue ou monstres à son vassal ? 652; a-t-elle lieu en simple saisine ? 761.

Vues : vues et égouts n'acquiescent pas de prescription sans titre, 737.

Vuidanger : dans quel temps doit être faite la vuidange des bois taillis, 244.

Vuider. Voyez *Vider*.

GLOSSAIRE DU DROIT FRANÇAIS;

CONTENANT L'EXPLICATION DES MOTS VIEILLIS OU HORS D'USAGE
QU'ON RENCONTRE LE PLUS ORDINAIREMENT
DANS LES MONUMENTS DE NOTRE ANCIENNE JURISPRUDENCE.

AVERTISSEMENT.

Donner un dictionnaire complet de notre ancienne langue juridique serait une entreprise de longue haleine, à laquelle nous n'avons pas même songé. Notre but, beaucoup moins ambitieux, a été de réunir, dans un lexique de peu d'étendue, les mots et les locutions qu'on trouve communément dans les Coutumes ou les Ordonnances, de façon à mettre la lecture de ces pièces curieuses à la portée des personnes les moins familières avec notre vieux langage et nos anciennes institutions. Aujourd'hui que le goût de l'histoire se réveille parmi nos jurisconsultes, rien ne nous a semblé plus immédiatement utile qu'un pareil travail. Le temps n'est pas éloigné où les ASSISES, BEAUMANOIR, DE FONTAINES, etc., prendront dans la bibliothèque de nos magistrats et de nos avocats la place qui leur appartient parmi les sources de notre législation, et bientôt, sans doute, l'étude de ces anciens *seigneurs de lois* sera un des principaux éléments de toute éducation complète. Cette étude d'ailleurs est assez attrayante pour récompenser de quelques difficultés premières, difficultés faciles à surmonter avec un peu d'attention, et que notre glossaire rendra, nous l'espérons, encore plus légères.

Le *Glossaire du Droit français* de RAGEAU et LAURIÈRE a fait le fond de notre travail. Nous y avons joint tout ce que nous ont fourni d'intéressant les dictionnaires de NICOD, de COTGRAVE, et de MÉNAGE, le *Trésor des Antiquités gauloises* de BOREL, les *Terms de la Ley* de RASTALL, curieux lexique du droit anglo-normand, dont Laurière seul a fait usage en France, le *Law dictionary* de COWEL qui complète RASTALL, et enfin le *Glossaire de la langue romane* de ROQUEFORT. En outre nous avons recueilli un assez grand nombre de mots dans des publications nouvelles, inconnues

par conséquent de nos prédécesseurs, telles que la nouvelle édition des ASSISES DE JÉRUSALEM, le PHILIPPE DE NAVARRE, le ROISIN, coutumier illinois qui ne manque pas d'importance, le PIERRE DE FONTAINES; texte tout nouveau donné par M. MARNIER, le MIROIR DE SOUABE, et quelques autres coutumes récemment imprimées. En somme, nous n'avons rien négligé pour rassembler le plus grand nombre possible de mots et d'acceptions juridiques, et notre glossaire, malgré son peu de volume, et la concision de ses explications (1) est plus riche dans sa spécialité que la plupart des dictionnaires du vieux langage français, comme on pourra facilement s'en assurer par la plus superficielle comparaison.

Borné par l'espace et le temps, nous n'avons pu songer à reproduire toutes les formes orthographiques, que la variété des dialectes ou l'arbitraire de l'écrivain a pu donner à un même mot. Il faudrait plusieurs in-folio pour reproduire, même incomplètement, cette diversité qui va à l'infini, puisqu'il s'agit d'une époque dans laquelle chaque province de France, et on pourrait dire chaque canton, avait son dialecte particulier, sa prononciation spéciale, et une orthographe aussi variable que sa prononciation. Il nous a donc fallu prendre, souvent au hasard, une ou quelques-unes des formes du mot, supposant que le lecteur saura reconnaître dans le mot que nous avons adopté, celui dont la forme ou l'acception l'embarrassent. Apprendre au lecteur à se reconnaître au milieu de ces mille modifications qui rendent souvent méconnaissable le substantif le plus facile, c'est ce que la lecture et l'usage feront mieux que toutes les règles et tous les grammairiens; voici seulement quelques conseils pratiques, et qui, tout en n'ayant aucune valeur scientifique, ne seront peut-être pas sans utilité.

Le premier soin, quand on veut se familiariser avec un de nos anciens auteurs, c'est d'étudier son dialecte; nous entendons par dialecte certaines formes, certaines terminaisons qui indiquent de façon constante quelques parties du discours, telles que le pronom, le substantif, certains temps du verbe, etc., et permettent ainsi de les reconnaître et de les ramener promptement à la langue d'aujourd'hui. C'est ainsi, par exemple, que les nombreux substantifs qui finissent en *eur* dans notre langue se terminaient en *or*, *our*, *eor*, *eour*, dans l'ouest et le midi de la France, en *eux*, *ères*, *ières* dans le nord; ainsi que nos infinitifs en *er*, en *ir*, en *oir*, étaient souvent

(1) Pour le lecteur qui désire de plus longs détails, nous avons indiqué le mot latin du Glossaire de DuCange, sous lequel on trouvera réunies toutes les explications détaillées. Ce mot latin (compris entre parenthèses) étant non point l'étymologie, ou la traduction latine du mot français, mais un renvoi à DuCange, on comprendra pourquoi l'on a quelquefois un verbe qui se trouve joint à un substantif, ou un substantif qui explique un verbe.

remplacés dans certaines provinces par des infinitifs en *erre*, *eir*, *ier*, *oyer*, etc. Une fois au fait des terminaisons que revêt le substantif ou l'infinitif, le lecteur saura bientôt deviner le mot de notre langue caché sous la forme hors d'usage. *Donor*, *donour*, *donéor*, *donéour*, *donères*, *donnière*, seront pour lui le mot *DONNEUR*; *jugières*, *jugièrs*, *jugère*, *jugeor*, le mot *JUGEUR* ou *JUGE*; *querer*, *querre*, *quérir*, un même infinitif dans trois dialectes différents; comme: *trister*, *tristeir*, *tristoyer*, trois formes du verbe *ATTRISTER*. Une seule page analysée avec attention donnera la clef des terminaisons et des formes particulières au dialecte suivi par l'auteur, et, sans recourir au dictionnaire, permettra de reconnaître les mots les plus essentiels, les substantifs, les verbes, et surtout les pronoms souvent difficiles à distinguer, non seulement parce qu'ils se prononcent et s'écrivent de vingt façons différentes (1), mais encore parce qu'ils se combinent et se confondent quelquefois avec le mot qui les suit (2).

Une fois au courant des formes du dialecte, formes qu'un glossaire ne peut indiquer qu'imparfaitement et confusément, le lecteur ne sera plus arrêté que par des difficultés d'orthographe qui l'empêcheront de ramener le mot qui l'embarrasse, soit à quelqu'un des mots restés dans notre langue, soit à quelque mot ancien écrit dans le glossaire avec une orthographe sensiblement différente. En ce cas, voici comment, par un procédé tout machinal, il sera possible de résoudre la difficulté.

Il faut d'abord se persuader qu'au moyen âge il n'y avait point de règles orthographiques; autrement dit, qu'on écrivait en général comme on prononçait. Toutes les fois donc que la prononciation d'un mot n'est pas altérée, peu importe la manière dont ce mot est écrit dans le livre, et la manière dont il est imprimé dans ce glossaire; c'est toujours la même chose. *Talant*, *tallant*, *talans*, *talanz*, *talens*, *talent*, *talenz* sont des formes différentes d'un même vocable, dont une seule, *talent*, est restée dans la langue moderne. Ainsi en est-il de *ré*, *rei*, *reis*, *reix*, *réz*, *roi*, de *demaigne*, *demaiene*, *demaine*, *demainne*, *demengne*, formes diverses du mot *demaine* ou *domaine*. Par une conséquence du même principe, on ne doit faire nulle attention aux lettres parasites, ou qui ne modifient pas sensiblement la prononciation, telles que les *e* muets, les lettres doubles et même certaines diphtongues; nos

(1) Exemple: *Son*, *sa*, *ses* se trouve sous la forme *se* — *sei*, *fem. seie*, — *ses* au singulier des deux genres, — *seu*, *fem. seue*. — *si* — *soé*, *fem. soe*, *soie* — *sos* — *soue*, *fem. — Suen*, *fem. sue*.

(2) Exemples: *Same*, *samie*, son âme, son amie. *Mante*, *tante*, *sante*, ma tante ou tante, ta tante ou ta tante, sa tante ou sa tante. *Jamasse*, j'aimerais, *teumaille*, ton amaille, tes bestiaux.

pères doublaient volontiers la plupart des consonnes et même des voyelles, exprimant sans doute par cette orthographe un accent qui s'est perdu. C'est ainsi que *gagner* s'écrit en différents dialectes *gaagner*, *gaugner*, *gaaignier*, *gaingner*, et que *agé* se trouve sous les formes *agé*, *ayié*, *aagié*, *aagiez*, *aagé*, *aagié*, *ragé*, *eagiez*, etc. Un peu d'usage permettra bientôt de se retrouver dans cette apparente confusion.

Quant aux mots qu'on ne pourra reconnaître par le retranchement ou l'addition des lettres muettes (nous disons l'addition, car quelquefois, quoique plus rarement, on retranche des lettres qui se prononcent faiblement dans la langue moderne, et l'on trouve écrit, par exemple, *resnablement* pour *raisonnablement*, et *réon* pour *rayon*), voici un tableau à l'aide duquel on pourra souvent ramener la forme orthographique suivie dans le livre, à celle qu'on a adoptée dans le glossaire :

- A se trouve souvent au commencement d'un mot, comme euphonique ou augmentatif. *Acacher*, *aceindre*, *acclore*, *apaier*, *apenser*, *aconvenancer*, CHERCHEZ : *cachier*, *celudre*, etc.
- AA = A (1), AI, AE, EA. *Aage*, âge : *aamplir*, *aeuplir*; *maaing*, méaing; *raambler*, *raembrer*.
- A = E. *Amblér*, embler : *au*, eau; *vandue*, vendue; *chaptel*, cheptel, *amblaver*, emblaver.
- = O. *Pramesse*, promesse : *appresser*, oppresser.
- AI = A. *Aigié*, âgé; *couraige*, courage; *raicheter*, racheter.
- AL = AU. *Falseté*, fausseté; *malvais*, mauvais; *palmée*, paunée; *realme*, réaume ou royaume.
- AU = A. *Gaugner*, gagner; *laurme*, larme.
- = AL ou AR. *Maufaiteur*, malfaiteur; *aubre*, arbre; *saucier*, sarcler.
- AULE = ABLE. *Taule*, table; *diaule*, diable; *coupaule*, coupable; *désiraule*, désirable; *resnaule*, raisonnable.
- C = CH. *Acater*, acheter; *escange*, échange; *cief*, chef ou chef; *coses*, choses; *escarcement*, escharsement; *ciffre*, chiffre.
- = G. *guce*, juge; *cresse*, grasse; *clas*, glas.
- = K. *Cane*, kane, mesure de liquides.
- = S. *Largèce*, largesse; *rescouce*, rescousse; *apencer*, apenser.
- CH = C. *Forche*, force; *larrechin*, larcin; *chatels*, catels.
- = G. *Granche*, grange; *carchier*, charger.
- = Q ou K. *Vesche*, vesque, veske ou évêque.

(1) Le signe AA=A signifie ici remplacez AA par A, ce qui ne veut pas dire que telle forme est plus correcte que l'autre; mais simplement que le mot s'écrivant de ces deux manières, l'explication donnée pour l'une vaut pour l'autre.

- CI = TI, SI. *Torcion*, extorsion.
- D est souvent euphonique : *desserpiller*, esserpiller ; *ademplir*, aemplir ; *advenant*, avenant ; *adjourner*, ajourner. Disparaît facilement devant R : *venredi*, vendredi ; *venra*, viendra ; *vorroit*, voudrait.
- = T, *Reséandise*, reseantise.
- E = A. *Menoir*, manoir ; *menière*, manière ; *teche*, tache.
- = AI. *Malves*, mauvais ; *per*, pair ; *reson*, raison.
- EI = AI. *Mein*, main ; *meindre*, maindre, de *manere*, demeurer.
- = OI. *Meindre*, moindre ; *lei*, loi.
- EIR = ER dans les infinitifs. *Infirmoir*, infirmer.
- EL = EAU ou EU. *Mesel*, meseau, meseuz ; *lambel*, lambeau.
- EM, EN, l'IN des Latins est souvent augmentatif. *Emboiser*, boiser ou tromper ; *enarrher*, arrher, donner des arrhes ; *enconvenancer*, convenancer.
- = IM. *Emportant*, important ; *emmatriculer*, immatriculer.
- ERES, IERES. Forme du nominatif dans les dialectes du Nord. *Acateres*, acheteur ; *accuseres*, accusateur.
- EU = U. *Preudhomme*, prud'homme ; *seurcot*, surcot ; *seurcroit*, surcroît ; *recreu*, recrui.
- F = U ou V. *Malfes*, mauvais ; *vesve*, veuve.
- G = J. *Gachère*, jachère ; *giu*, jeu.
- GUA = GA. *Guarder*, garder ; *guarnison*, garnison.
- H s'ajoute et se retranche facilement. *Habandon*, abandon ; *aeriter*, aheriter ou adheriter ; *éritage*, héritage ; *cercher*, chercher.
- I est euphonique au commencement des mots *Iawe*, eau ; *ice*, ce ; *iest*, est ; *iestre*, estre ; *itel*, tel.
- = E ou EI. *Minu*, menu ; *ordine*, ordène ou ordre ; *iretage*, héritage ; *millour*, meilleur ; *pignier*, pelgner.
- = J. *Maieur*, majeur ; *veniance*, venjance ou vengeance.
- IE = E. *Chief*, chef ; *cieux*, ceux ; *legier*, léger ; *liever*, lever.
- J = G. *Jehine*, gehenne ; *jaiant*, géant ; *jenoiller*, genouiller.
- K = C. *Kabal*, cabal ; *koillir*, ceuillir ; *kointise*, cointise.
- = CH. *Kerkier*, cherchier ; *cloke*, cloche ; *kien*, chien.
- = QU, KI, QUI. *Kil*, qu'il ; *joska*, jusqu'à.
- L = R. *Paller*, parler ; *maller*, marier ou marnier.
- O = AU. *Otel*, autel ; *otretel*, autre tel.
- = OU. *Corage*, courage ; *doer*, douer ; *fornir*, fournir ; *oblie*, oublie ; *over*, ouvrir.
- = U. *Jostice*, justice ; *sor*, sur.
- OE = OUE. *Roe*, rone ; *noer*, nouer.
- = EU, OEU. *Oefs*, œufs ; *noef*, neuf ; *cœr*, cœur.
- = UE. *Moer*, muer.

- OI = AI, EI ou E. *Livraison*, livraison; *malvois*, mauvais; *oroison*, oraison; *recoiter*, recevoir ou receler; *oirre*, erre.
= I. *Oissues*, issues; *toisserant*, tisserant; *loien*, lien; *noier*, nler.
- OU = O. *Coumme*, comme; *ousier*, osier; *louier*, loyer; *four-conseiller*, forconseiller.
- OE = OI. *Reserrouer*, réservoir; *ratouere*, ratoire.
- PAR, POR ou POUR sont augmentatifs. *Paracheter*, parfournir, porchasser, poursuivre, pourquerre, c'est achever, fournir complètement, chasser, suivre avec acharnement.
- QU = C. *Quider*, culder; *quaresme*, carême; *quær*, cœur.
= CH. *Oquoison*, ocholson; *marquid*, marché.
- R au commencement des mots est augmentatif. *Rengreger*, reconvoyer, il raffiert : quelquefois il est simplement euphonique : *Radreu*, adveu; *restoubles*, estoubles.
= L. *Marancolie*, mélancolie; *merlier*, mellier.
- S s'ajoute ou se retranche avec une grande facilité devant les consonnes. *Esbattre*, ébattre; *eschoite*, échoite; *lesdangier*, ledanger; *isnel*, inel; *despens*, dépens; *coustume*, coutume, etc.
= C. *Justise*, justice; *parsevoir*, percevoir; *rainsel*, rainceau; *rameau*.
- SI = CI ou TI. *Infoursiat*, infortiat.
- TI = CI. *Nontier*, noncier.
- U = F. *Relieu*, relief; *cailiu*, caitif ou chétif.
= O. *Uvrer*, ovrer; *umbrage*, ombrage; *ume*, homme; *purtiraire*, portraire; *purchase*, porchas.
= OU. *Manburnie*, manbournie.
= V. *Rouer*, rover; *prouer*, prover (1); *rouoisons*, rovoisons ou rogations.
= EU. *Liu*, lieu; *abuvement*, abeuvement.
- UE = EU, OEU. *Muese*, la Meuse; *muete*, meute ou émeute; *muers*, mœurs; *cuër*, cœur.
- UN = ON. *Livraison*, livraison; *raison*, raison.
- V = B. *Fachelle*, bachelles ou bachelette; *vasquine*, basquine.
= G. *Vaignage*, gagnage; *varenne*, garenne; *rait*, guet.
- W = G. *Warder*, garder; *naucaires*, naguères; *werpir*, guerpir; *rewarder*, regarder.
- X = S. *Poxance*, puissance; *dixmes*, dismes; *dextrier*, destrier.
- Y = I. *Ylle*, ile; *ymage*, image; *ydoine*, idoine; *lyce*, lle.

(1) Dans les anciennes éditions I et J. U' et V ne sont point distingués; dans les éditions modernes c'est souvent une faute d'impression qui a conservé une lettre au lieu de l'autre.

GLOSSAIRE

DU DROIT FRANÇAIS.

A

- A, avec. A tout, avec tout.**
- AAGE, AAINSÈCHE, etc.** V. AGE, AINSÈSE.
- ABANDON OU ABANDONNEMENT** (*abandonum*), délaissement: acte par lequel on se dessaisit d'une chose ou d'un droit. *Abandon de biens par un père à ses enfants.* — *Contrat d'abandonnement*, acte par lequel un débiteur délaisse tous ses biens à ses créanciers.
- (*Abandum*), prise de gage (*in bandum res missa*). V. BANDO.
- ABANDONNER**, littéralement: donner à ban, c'est délaisser une chose à qui voudra la prendre. V. BAN et BANDO.
- ABATRE**, rabattre, diminuer, supprimer. *Li cousts* (les frais) *doivent être abatus* (Beaum.). — *Coustumes abatus, ban abatu.*
- ABDICTION** (*abdicta*), abandon volontaire et définitif, renonciation absolue. *Abdiquer son rang, sa charge.* — *Abdiquer ses biens*, les délaisser sans espoir de retour, renoncer à son droit de propriété.
- ABEANCE, DROIT EN** (*Abeyantia*), c'est un droit qui est suspendu, du verbe *béer* (cout. anglo-norm.). *Tenir aucun en abay*, tenir quelqu'un en suspens.
- ABENEVIS** (*benevisum*), emphytéose, et non point abonnement comme l'a cru Laurière.
- ABEVREYR, ABEVERIN, ABOYRER, ABUVREYR** (*abevragium*), abreuver.
- ABEURAGE**, droit de mener les bestiaux à une fontaine; — impôt sur les boissons. — *Aburrement* (Ass.), torture par l'eau. — V. PAST.
- ABIENNEURS OU ABIENNEURS**, séquestres ou dépositaires dans la coutume de Bretagne.
- ABIGEAT** (*abigeatus*), crime de celui qui vole des bestiaux en les chassant devant lui.
- AB INTESTAT, SUCCESSION**, celle d'une personne morte sans testament. *Héritier ab intestat*, celui qui est appelé par la loi à la succession d'une personne morte sans testament.
- AB IRATO**, par une personne en colère, *testament, donation ab irato.*
- ABLADER, ABLAIER** (*abladiare*), emblaver, ensemer en blé. *Ablais* (*abladium*), blés coupés qui sont encore sur le champ.
- ABOILE, abeille.** — **ABOILAGE, ABEILLON** (*abollagium*), droit seigneurial sur les abeilles et leurs produits.
- ABOLIR**, casser, annuler, abroger. *Abolir une coutume, des impôts.* *Lettres d'abolition*, lettres de grâce qui détruisent entièrement la condamnation et ses effets, ou qui effacent toute trace de l'accusation intentée. (*Instituta actionis peremptio.*)
- ABONDANT, d', de plus, en outre.**
- ABONDER PLUS GRANDE SOMME**, c'est déclarer dans le contrat une somme supérieure au prix réel de vente pour empêcher le retrait lignager.
- ABONNAGE, ABONMAGE, ABONNEMENT, ABOURNEMENT**, stipulation à forfait.
- **Bornage**. Limitation.
- ABONNER, ABOISMER, ABOURNER** (*abonnare*), composer, stipuler un droit

- fixe. (*Se borner par accord de ce qu'on doit payer.*) Taille ou *queste abonnée* : Taille fixe, à la différence de la taille arbitraire, dont la quotité dépend de la volonté du seigneur. *Serfs abonnées, loyaux aides abonnées, roncins de service, fiefs abonnées.*
- ABONNER, ABUSMER, ABOURNER, BORNER.
- ABOUT (*abbotum, adaboutamentum*).
 « Fundus, dit Du Cange, creditorum designatus per suas vicinitates » et *confinia, ut in hunc creditor speciale jus postea acquirat.*
 « Assignation hypothécaire et hypothèque. — *Abouter*, assigner par manière d'about. (Carpentier.) — *Abouts* ou *habous* de l'Algérie, biens affectés au service des mosquées, des écoles.
- ABOUTISSANS (*abuttars*), qui touchent par un bout. *Les tenans et aboutissans d'un héritage*, sont les fonds qui tiennent et continuent par un bout à cet héritage.
- ABRÉGER SON FIEF, le diminuer, en aliéner ou amortir une partie.
- ABROGER, annuler, anéantir une loi, un usage, une coutume.
- ABSCONS (*absconsa*), caché, secret. V. ESCANDRE.
- ABSENT, celui qui est hors de son domicile, et dont on n'a point de nouvelles.
- ABSOLUTION A CAUTELLE OU SOUS CAUTION (*absolutio ad cautelam*), absolution sous condition qui se donne par le supérieur légitime à celui qui se prétend injustement excommunié.
- ABSTENTION, renonciation tacite d'un héritier qui ne s'immisce point dans les affaires de la succession.
- ABUS, entreprise injuste de la puissance ecclésiastique sur les droits de la puissance séculière.
- ABUS, APPEL COMME D', recours contre les actes des personnes ecclésiastiques en cas d'usurpation ou d'excès de pouvoir.
- ACAPTES, RECAPTES. ARRIÈRE ACAPTES (*accaptare*), droits de relief dus par l'emphytéote à chaque mutation.
- ACARER (Esp., *cara*, visage), littéralement : mettre face à face, confronter. *Acarement* (*accurratio*), confrontation.
- ACASER, donner une terre à rente ou à cens.
- ACAT, ACCOIT, ACQUET, ACHAPT, achal. *Acater* (*acatare*), acheter. *Acatéres, acateur, acheteur*, l'acheteur.
- ACCAPIT, emphytéose.
- ACCENSE, ADCENSE, ACCENEMENT, ADCENEMENT, ACCENSISSEMENT (*accensa, adcensa*), héritage donné à cens ou à ferme, *contrat de fief* dans les coutumes normandes. *Accense, accensie*, fermage.
- ACCENSER, ACENSIR (*adcensare, assensare*), donner à cens, — prendre à cense ou ferme.
- abonner. *Droit de gîte accensé. Accensément de tailles.*
- ACCEPTANCE, ACCEPTATION, action d'agréer, de recevoir ce qui est offert ou déferé; *acceptation d'une donation, d'une succession, d'une communauté, d'un transport, d'une lettre de change.*
- ACCESSION est l'acquisition de la chose qui s'unit ou s'incorpore à la chose dont nous sommes déjà propriétaires. — C'est la chose incorporée, ou l'incorporation elle-même.
- ACCESSOIRE (*accessorium*), ce qui est une suite, une dépendance de la chose principale.
- ACCINS ET PRECLOTURES, principales dépendances du manoir seigneurial. V. VOL DU CHAPON.
- ACCISE (*accisia*), impôt.
- ACCOISER, apaiser, terminer. *Accoiser le débat.*
- ACCOMPAGNER, s' (*associare*), se mettre en compagnie, en société, en communauté.
- ACCORDER, convenir, consentir. *Accordailles*, flançailles, signature du contrat.
- ACCROISSEMENT est le droit qui appartient aux cohéritiers ou colégataires, de prendre ou de retenir la part de celui qui refuse ou ne peut accepter.
- ACCRUE (*accessa*) est l'augmentation d'une chose par l'adjonction d'une autre. Ainsi les alluvions, les atterrissements sont des *accrues*. Les *accrues de bois* (Troyes, 117) sont l'espace de terre qu'un bois a gagné en croissant hors de ses limites.
- ACCUSEMENT, accusation.
- ACCUSER, ACCUSEUR, accusateur.

- AFFIER**, affirmer, certifier, promettre par serment. *Affiage* (*affidamentum*), sûreté, assurance. *Affirmation*, assurance donnée par serment. *Affidavit*, serment dans les coutumes anglo-normandes. — **Fiancer**. *Affiance*, *affailles*, fiançailles.
- AFFIES**, **AFFIDÉS** (*affidati*), amis, parents, recommandés. *Affidés*, fiancée.
- AFFILIER** (*affiliare*), adopter. *Affiliation*, adoption.
- AFFINER**, finir. *Affiner un compte*.
- AFFINITÉ**, alliance, espèce de parenté que le mariage produit entre un des conjoints et les parents de l'autre conjoint.
- AFFINS** (*affines*), alliés, parents.
- AFFOLER** (*affolare*), blesser. *Qui narre autrui ou affole: il lui doit rendre ses damages* (Beaum.). *Affolure*, blessure. — devenir fou.
- AFFOIER** (*affocare*), faire du feu. *Droit d'affouage* (*affocagium*), droit de prendre du bois de chauffage dans une forêt.
- AFFOYS**, promesses. V. **AFFIER**.
- AFFRANQUER** (*affrancare*), affranchir, racheter, dégraver, amortir.
- AFFRAYEMENT** (*affrayamentum*), association, communauté.
- AFFIER**. V. **AFFERIR**.
- AGAIT**, **AGHAIS**, **AGAITANCE**. Voyez **AGUET**.
- AGARD**. V. **ESGARD**.
- AGASTIS**, dégât causé par les bestiaux. *Action d'agastis*.
- AGE**, **ÂGE**, **AAIGE** (*ætas*), âge. *Age parfait*, droit âge, majorité. *Faire preuve de son âge* (Ass.), prouver sa majorité. *Agé, agié*, majeur. *Agier, agier*, émanciper: *sous agié, merme d'age*, mineur; *estre en non age*, être en minorité. — *Bois agié*, bois bon à être coupé.
- AGENCEMENT** (*agentamentum*), donation à cause de noces; augment de dot.
- AGER**, **AGRIER**, **AGRÈRE** (*agrarium*), droit de champart ou terrage.
- AGGRAVER** et **REAGGRAVER**, excommunier.
- AGHAIS**, **MARCHÉ A**; c'est un marché à terme, dont il faut *guetter* l'échéance.
- AGIR**, poursuivre en justice. *Agir civilement, criminellement*.
- AGNATION**, parenté par les mâles.
- AGREMENT**, accord, ratification.
- AGUET**, **AGUAY**, surprise, embûche, piège. *Aguetter*, guetter.
- AGUET APANSE**, **EMPENSE**, **POURPENSE**, ou **GUET-APENS**; c'est la préméditation. *Murtre si est, dit Beaumanoir, quand aucun ius autrui en aguét apense*.
- AHAITIN**, **SE** (Ass.), se prendre à quelqu'un, le poursuivre, l'accuser.
- AHAN** (Ital. *affanno*), peine, fatigue, travail. *Terres ahanables*, terres de labour. *Ahans*, terres nouvellement défrichées. *Ahanier*, labourer.
- AHANER** (*ahanare*), peiner, fatiguer, labourer.
- AHERDRE**. V. **AERDRE**.
- AHERITER**. V. **ADHERITER**.
- AHT**, **HAST** (All. *Ahtaid*), dans le *Miroir de Souabe*, c'est la mise au ban de l'Empire.
- AIDES** (*aidæ*), subsides. *Cour des aides*.
- AIDES**, **AIVE**, **AYUWE**, **LOYAUX AIDES**, **AIDES CHEVELS**, **AIDES AUX QUATRE CAS** (*auxilium*), redevances payées au seigneur ou au roi en certains cas.
- AIDEOURS** (*consacramentalis*), juges, témoins. — Soutien.
« Je de cestai jour en avant serai ton
« feül aideour, et deffondour de ta per-
« sonne. » (Assises.)
- AIGUE**, eau. *Aiguerie*, réservoir. *Aiguët*, petit canal.
- AINS**, **AINÇOIS**, avant, mais, au contraire. *Ains que*, avant que.
- AINSÉ** (*ante natus*), aîné. *Qui ains naist, ains paist*.
« Fair vaine gloire et vantance, ennoier
« ses ainsés, nimer ses mainnés. »
(Règle de saint Benoît.)
- AINSESSE**, **AINSNÉAGE** (*ainescia*), droit d'ainesse. *En villenage il n'y a point d'ainsnéche*. (Beaum.)
- AISANCE**, **AISEMENT** (*aisancia*, *aisantia*), droit d'usage. — Servitudes, dépendances.
— facilité, utilité, convenance. *Saisier*, s'aider, user.
- AISCEAU**, **AISSIL** (*ascia*), bardeau, petites planches avec lesquelles on couvre les maisons, en guise de tuiles. En Nivernois, *aiscionnes*.
- AISTRINGER**. V. **ESTRANGIER**.
- AICDE**, **AICWE**. V. **AIDE**, **AYUWE**.

ALBERGEMENT (*albergamentum*), bail emphytéotique en Dauphiné.

ALBERGUE (*albergo*), droit de gîte. — *Logis. Alberger*, héberger.

ALÉATOIRE, ce qui dépend du hasard.

ALÉUTER, **ALÉUTER**, *S' (adlegiare)*, se justifier. *Aléuter et défendre quelqu'un.* (Aas.)

ALIER, **ALÉGER**, **ALEGIR**, *S' (adlegiare)*, se purger par serment, se justifier.

ALEC, **FRANC-ALLEU**, **ALOES**, **ALLOET**, **ALUEL**, **ALUEF**, **ALOY** (*alodis*), terre franche, propriété qui n'est tenue de personne.

ALÉTIERS, **ALLOUÉS** (*alodiarum*), propriétaires d'alleus.

ALIBI, ailleurs. *Prouver son alibi*, c'est prouver qu'on n'était point présent sur les lieux où le crime s'est commis. « *Chercher des alibi* » forains, faire des incidents frustroires, jeter plusieurs appellations frivoles. » (Nicod.)

ALIENATION, **ALIÈTEMENT**, toute manière de transmettre à autrui la propriété de ce qui nous appartient.

ALIGNER, prouver la parenté. *Bien aligné*, bien apparente.

ALLEGIANCE (*alligantia*), lien du serment par lequel on promet fidélité, aide, secours.

ALLODIAL, qui a la nature d'aleu. *Héritage allodial; allodialité.*

ALLOUE, **ALOUEZ** (*allocatus*), procureur. *Quand homme qui s'appelle alloué ou procureur d'autrui, se plie, etc.* (A. C. de Bret. 90.)

ALLOUER, **ALOER** (*allocare*), louer, approuver, accorder. *Comptes alloués.*

ALLUVION. V. **ALVETS**.

ALMOIGNE. V. **AUSMONE**.

ALOY (*alleium*), titre légal de la monnaie.

ALTRESI (Esp. *otrosi*), *item*, aussi.

ALTES, **ALLEX**, alleu.

ALUMELLE, lame d'épée, de cou-teau, etc.

ALVETS, **AVCELZ**, **ALLUVION** (*alluvio*, *incrementum latens*), accroissement qui se forme imperceptiblement et s'ajoute peu à peu au fonds riverain. *En très fonds et en alvets.*

— acquisition par accroissement.

ALTIVER EN ÉTAND, c'est le peupler de poisson nouveau ou alevin.

AMANDER. V. **AMENDER**.

AMASER, **AMASUER**, **AMASONNER** (*admasare*), donner à ferme un héritage bâti ou amaisié.

AMBEDEUX, **AMBEDUI**, **ANDEUX**, **ANDUI** (*ambo*), tous deux.

AMÉNAGEMENT, ordre suivi pour l'exploitation d'une forêt; *Observer, garder, suivre l'aménagement d'une forêt.*

AMENDE, **AMANDISE**, **AMENDANCES** (*emenda*), peine pécuniaire. — réparation, *amende honorable.* — faute.

Se ung bourgeois fait une amende. Soizante sols en lui demande.

AMENDER (*emendare*), payer l'amende; réparer le tort fait.

— corriger, d'où *amendement*.

— améliorer, augmenter, profiter, *amender d'une succession.*

AMENRIN, **AMENCER**, **AMERMER** (*minorare*), amoindrir, affaiblir, diminuer.

AMERCEMENT (*amerciamentum*), amende arbitraire.

AMERCIER, condamner à l'amende.

AMESUREMENT (*admensuratio*), estimation, limitation faite par justice.

— tempérance, modération.

AMEUBLIR, donner à un immeuble la qualité de meuble à l'effet de le faire entrer dans la communauté. *Clause d'ameublement*, stipulation par laquelle on fait entrer des immeubles en communauté en leur donnant fictivement la qualité de meubles; c'est le contraire de la clause d'immobilisation.

AMIALE COMPOSITEUR, arbitre dispensé de juger selon la rigueur du droit. V. **COMPROMIS**.

AMINISTREUR, administrateur.

AMIS, **PROCHAINS AMIS**, **AMIS CHARNELS**, parents.

AMISTÉE, **AMITIE** (*amicitia*), commune jurée (Roisin).

AMODIER, **AMODIATION**. V. **ADMODIER**.

AMOILLERER, légitimer. *Enfants sont amoillérés par le mariage fait enprès.*

AMOISONNER. V. **MOISON**.

AMONT, au haut, au faite, en montant. *Tant amont qu'aval*, tant en montant qu'en descendant.

AMONTER, monter, s'élever, toucher à.

AMORTIR (*admortizare*), éteindre, anéantir un droit, une charge. *Amortir une rente, un héritage, la foi et l'hommage. Héritage amorti*, bien affranchi des droits féodaux ou utiles qui le grevaient.

AMORTISSEMENT (*admortizatio*), c'est l'indemnité payée au seigneur pour obtenir l'extinction des droits et profits qui lui appartiennent sur l'héritage qu'on veut affranchir.

AMPARLIER (*amparlati*), avocats. **AMPLAIDIER** ou **EMPLAIDIER**, plaider, actionner.

AMPLIATION, extension, augmentation d'un bénéfice, *obtenir des lettres d'ampliation*.

— Copie d'une première expédition, double d'une quittance.

AMPRENDRE ou **EMPRENDRE**, entreprendre. *Amprise*, entreprise.

AMCER (*amicire*), cacher. V. **MUTER**.

AN ET JOUR (*annus et dies*), c'est le temps régulier après lequel la saine est acquise. — C'est aussi un délai de prescription très-irrégulier.

ANATOCISME, stipulation qui fait produire intérêt à des intérêts capitalisés, ce qui n'est pas permis.

ANCELLE (*ancilla*), servante.

ANCESSEURS, **ANCHISSEURS**, **ANTÉCESSEUR**, **AUNCESTRES** (*anceissor, antecessor*), ancêtres.

Pour remembrer des ancessours
Les fez, et les dia, et les moura,
Doit-on les livres et les gastes,
Et les estoires lire as festes.

(R. de Rou.)

ANCESSERIE, **ANCESSORIE**, **ANCHISERIE**, ancienne et noble race.

ANCIENS HÉRITAGES, sont les propres de succession, les héritages venus en ligne directe.

ANEMI, **LI** (*inimicus*), l'ennemi, c'est-à-dire le diable.

ANNATE (*annata*) ou **DÉPORT**, est le revenu d'un an que le pape prétendait lui appartenir de tous les bénéfices dont il donnait provision, apparemment pour lui tenir lieu du relief qui est dû au

seigneur féodal à chaque mutation.

ANNICHLER, **ANOIANTIR**, réduire à néant.

ANNOTATION DE BIENS, saisie des biens du contumax.

ANNUITÉS, capital ou rente qui se paie par années.

ANTAIX, oncle; **ANTE** (Angl. *aunt*), tante.

ANTAN, l'autre année, l'an dernier. « *Anténoises* sont bestes d'antan. « c'est-à-dire de plus d'un an « d'âge. » (Nicod.)

ANTICHRESE, nantissement d'une chose immobilière.

ANTICIPER, **FAIRE ANTICIPER EN APPELANT**, c'est assigner l'appelant à bref délai, demander jugement avant le terme donné par la loi.

ANTIDATER EN ACTE, c'est mettre à un acte une date antérieure à sa passation.

ANTINOMIE, opposition, contrariété de deux lois : loi contre loi.

ANUIT (*hac nocte*), cette nuit, c'est-à-dire aujourd'hui. (Nos ancêtres comptaient par nuit.)

ADNUTIER, **AOLZ** (*aostagium, augustaticum*), août, moisson.

Je vous paierai, dit la cigale,
Avant l'août, foi d'animal,
L'intérêt et le principal.

(La Fontaine.)

Aouster, faire l'août, c'est-à-dire la moisson. (Anjou, 499.) **Aoustage**, rente qui échoit en août.

APAIER (*apacare*), payer, satisfaire, contenter. — Régler.

APAIISER (*appeysamentum*), se réconcilier, faire la paix. Voyez **APATISER**.

APANAGE, **APPENNAGE**, **EMPANAGE** (*apanamentum*), c'est la portion donnée aux fils puînés, ou filles, pour leur *soutenance*, comme dit De Fontaines. Il se dit surtout des biens attribués aux fils de France, à titre de dotation. *L'apanage d'Orléans*, aujourd'hui réuni à la couronne.

APANER, **APANAGER** (*apanare*), littéralement donner du pain, nourrir. *Apaner une fille*, la doter.

APARAGÉ ou **EMPARAGÉ**, **FILLE**, fille qui s'est mariée avec un époux de sa condition et de son

rang, *quæ cum pari nupsit*. V. PARAGE et AVENANT MARIAGE.

APARAGEOR. V. PARAGEAUX.

APATISER, pactiser, APATIS, PACTIS (*apatisatio*), pacte, traite, contribution, rançon.

APAUTER, louer, engager, sous-louer. (Ass.) *Apaut*, bail.

APEL, APELLATION. V. APIAUS.

APENSER, APENCER (*appensare*), réfléchir, préméditer. *Apences de dire leur avis*. (Ass.) *Jour d'apensement*, jour d'avis (*consultandi tempus*).

APERS, manifeste. *Larrechius apers* (*furtum manifestum*). En *apert*, publiquement.

APERT, savant, connaisseur, expert. *Apertise*, science, expertise.

APIAUS, APEAUX (*appellatio*), appel. Voie par laquelle on demande au juge supérieur la réformation de la sentence du juge inférieur. La demande se dit *appel* ou *appellation*, le demandeur *appelant*, et le défendeur *intime* ou *appelle*.

— Provocation en duel. *Apiaus de murtre, d'omecide, de traison*.

APOSTILLE, note marginale.

AROSTOILLE, L' (*apostolicus*), le pape.

APOSTRES, « lettres que le juge, duquel il est appelle, baille à l'appelle lant, adressant au juge par-devant lequel sortira l'appel. » (Nicod.)

APPARAISSANT, visible, evident.

APPARÇONNIER, S', se mettre en communauté.

APPAREILLÉ, équipé, préparé, prêt à. *Appareillé de payer*.

APPARIER (*colligere*), associer.

APPARITEUR, sergent, huissier.

APPAROIR, FAIRE, exhiber, faire preuve. *Il appert*, il est evident, il résulte.

APPARTENANCES ET DÉPENDANCES (*pertinentiæ*), tout ce qui tient à un héritage, tout ce qui en fait partie. On dit aussi *appendances*.

APELES, ceux qui doivent recevoir une substitution.

APPELLATION, appel. *Folles appellations*, appel téméraire. *Frivoles appellations*, appel frustratoire. *Appellation déserte*, appel sur lequel l'appelant ne suit pas.

APPLEGEMENT (*appligamentum*),

c'est la caution donnée pour obtenir mainlevée d'une saisie prétendue injuste, en attendant la décision judiciaire. — Par suite, ce mot d'*applègement* est pris dans le sens de plainte. *Contrapplègement* est une opposition à l'*applègement* ou plainte de celui qui veut rentrer en possession d'un héritage.

APPLEGER, APPLÉGER, donner pège ou caution. Cautionner.

APPOINTEMENT (*appointamentum*), jugement interlocutoire par lequel le juge, pour s'éclairer, ordonne que les parties écriront et produiront sur les points de fait ou de droit qui n'ont pu être suffisamment éclairés à l'audience.

— accord, traite.

APPORT (*apportum*), ce qu'on met en société. — Les biens et créances que les époux apportent en se mariant.

APPORTIONNER (*apportionamentum*), partager. *Apportion*, portion.

APPRECIATION, APPRECY, expertise, prisee.

APPREHENSION, prise de possession.

APPROPRIANCE ou APPROPRIEMENT, c'est le nom de la saine dans la coutume de Bretagne.

APPROVER (*approbare*), prouver.

APPURER, épurer, mettre à jour, liquider. *Appurer un compte* c'est le débattre, l'arrêter, le clore.

APRISE (*apprisia*), enquête, information.

AQUIACDER, accueillir. (Ass.)

ARAISSONNER, ARAISSNER, ARAISNER (*aresniare, arrationare*), proposer ses raisons, haranguer, parler, accuser, citer en justice. *Être araisonné*, être interrogé. (Ass.)

ARBITRATEURS, ARBITRES (*arbitrator*), simples particuliers qui ont reçu de la loi ou de la volonté des parties le droit de juger un différend. *Arbitrage*, juridiction et jugement des arbitres. *Arbitrer*, estimer, liquider : *Arbitrer les dépens, les dommages-intérêts*.

ARCHE (*arca*), coffre, caisse. *Archies*, coffre où l'on met les papiers publics.

ARDRE, ARDOIR (*ardere*), brûler. *Art-on*, on brûle.

ARER (*arare*), labourer.

ARME, âme. Sur le péril de s'arme.
ARRAMIR (*adramire*), promettre,
jurer. *Armir bataille*, promet-
tre le duel.

Molt les oyssies arramir.
Serement faire, et foy plevir
Que par morir ne li fairoient.
(Constitution de Charlemagne.)

— rassembler, convoquer, réunir.

ARREER. V. ARROIS.

ARREMENTS (*arrementa*), errements.

ARRETER (*arrentare*), donner à
rente. *Arrentement*, bail à rente.

ARRERES, ARRÉRAGES (*areragium*),
termes échus, *arriérés*, d'une
rente, pension, ou redevance quel-
conque.

ARREST (*arrestum*), dernier et sou-
verain jugement contre lequel il
n'y a voie d'appel.

— saisie. *Arrester l'arrêt du seigneur*.
Arrest de meubles, saisie-gage-
rie.

ARRHES (*arra*), ce qui est donné
comme signe, gage ou dédit de
l'exécution du marché.

ARRIERE-BAN. V. BAN.

ARRIERE-FIEF, c'est le fief tenu mé-
diatement, à la différence du pro-
che fief ou plain fief, et comme
dit Auxerre, 52, c'est le fief ser-
vant qui tient d'un autre fief ser-
vant.

ARRIERE-VASSAL, *sous-vassal*.
celui qui tient un arrière-fief,
mouvant par moyen de quelque
fief supérieur.

ARROIS (*arraialio*), ordre, ligne.
Arroyer, arayer, arreer (arriare),
mettre en ordre, ranger en ba-
taille.

ARROYÉES, TERRES. V. ROIE.

ARS (*ardere*), brûlé.

Mal s'est chauffé qui tost s'est ars.

ARSIN, ARSON (*arsura*), incendie.
Droit d'arsins. c'est le droit
donné à la commune par nos cou-
tumes du Nord, de mettre à feu
la maison de certains condamnés.
V. le Glossaire du D. F., h. v.

ARTICLES, FAITS ET (*articulus*), ce
sont les conclusions de la de-
mande, les points sur lesquels
porte le procès. *Articuler les faits*,
les exposer, en donner le
détail.

ARTICLES DE MARIAGE, projet des
clauses et conditions du contrat.

ASCENDANTS (*asconsortes*), parents
dont on descend en ligne directe,
le père, la mère, les aïeux, etc.

ASILE, lieu de sûreté dont il n'était
pas permis de tirer les criminels
qui s'y étaient réfugiés. Les églises
autrefois étaient un lieu d'asile.

ASSAILLIR DE PLET (*assailare*), at-
taquer en justice.

ASSASSINAT (*assassinatus*), meur-
tre, homicide commis avec pré-
méditation.

ASSAUT (*assultus*), attaque. *Assaul-
ter*, assaillir, attaquer.

ASSENER, assigner.

ASSENEMENT, ASSENE, ASSEING (*as-
senatio*), assignat ou hypothèque.
Bezans assènes. — Douaire, ou as-
signat fait à la femme sur les biens
du mari. (*Assenamentum*.)

— Saisie féodale, mainmise.

— Désignation, vue et montrée.

ASSENS, ASSETEMENT (*assenio*), con-
sentement, accord, aven. *Assen-
tir*, consentir, donner son ap-
probation. *Être d'assent*, être d'ac-
cord.

ASSEOIR (*assedere, assettare*), im-
poser la taille. — Etablir une rente
sur des immeubles; hypothéquer.
Asseable, impossible; *asseûrs*,
répartiteurs d'impôts.

ASSERIR, asseoir. *Asserir bornes*.
placer des bornes.

ASSESEURS sont ceux qui aident le
juge ou le président de leurs con-
seils, ou qui le remplacent au be-
soin. *Conseillers asseesseurs, lieu-
tenant asseesseur*.

ASSIETTE (*assicta*), assignat, hy-
pothèque. *Assiette de tailles*,
c'est le rôle de contributions, la
quote-part attribuée à chaque con-
tribuable par les répartiteurs.

ASSIETTE DE COUPES DE BOIS, c'est
la désignation de la partie de la
forêt destinée à être coupée.

ASSIGNAL OU ASSIGNAT (*assignare*),
affectation d'un héritage au paie-
ment d'une redevance quelcon-
que. *Rentes par assignat*.

— déclaration d'emploi fait par un
mari sur ses propres pour les de-
niers dotaux de sa femme.

ASSIGNATION, exploit, citation en
justice. V. AJOURNEMENT.

— En termes de finances, c'est une
délégation de paiement sur un
fonds ou une recette déterminés.

- Assignation sur la douane, sur les tailles, sur la capitation, etc.* C'est en ce sens qu'on a nommé *assignats* le papier-monnaie de la révolution, au remboursement duquel étaient affectés les domaines nationaux.
- ASSIGNER, ASSINER (*assignare*), indiquer, déterminer. *Assigner jour, lieu, temps.*
- attribuer, donner. *Argent assigné.* V. ASSIGNAT.
- ASSISES (*assise*), sessions, cour de justice. *Assises du bailli, du sénéchal, Cour d'assises.*
- établissements, lois, ordonnances. *Assises du royaume de Jérusalem.* *Assise du comte Geoffroy.* V. Dupin, not. bibliog., p. 675. éd. 1832. *Assise parée.* loi certaine. *Briser l'assise.* échapper à la loi. *Fournir l'assise.* se conformer aux prescriptions de la loi.
- impôt, amende établie par la loi.
- ASSOCIATION, union de plusieurs personnes dans un but convenu.
- Communauté.
- ASSURER (*assurare*), donner sûreté, garantir judiciairement. *Assurement* (*assuramentum*), promesse de ne point se faire de guerre privée. V. le chap. 59 de Beaumanoir.
- ASSURANCE, CONTRAT D', contrat par lequel l'assureur garantit moyennant une prime, certains risques auxquels la personne ou les biens de l'assuré peuvent être exposés. *Assurances maritimes, assurances contre l'incendie, assurances sur la vie.*
- ASTINE, ATAINÉ, ATINE (*atia*. En anglais, *hate*), querelle, haine. *En l'abbaye sont défendues toutes ataines*, dit la règle de Saint-Benoît. *Ataineux*, facheux. *Ataineux paroles*, injures.
- ATARGER, ATARGIER (*attargare*), retarder.
- ATENDRE DE CONSEIL, délai accordé au défendeur pour consulter.
- ATENIR, S', s'abstenir.
- ATERMOIER (*adterminare*), fixer le jour, donner terme. *Atermolement*, contrat par lequel les créanciers donnent un délai à leur débiteur.
- ATRAIRE, attirer, amener.
- ATREMPEMENT, modérément, et aussi modération. *Atrempement avenant*, modération convenable. *Atrempance*, tempérance, modération.
- ATREMPER, modérer, accorder, régler.
- ATTACHES, affiches. *Attacher*, inscrire (Ass.).
- ATTEINDRE, juger, convaincre.
- « Li champions est récrédant par deux manières. l'une par dire : je me rends »
« récrédant et coupable, et atains du fait. »
(Ass.)
- ATTEMPTAT, entreprise faite contre l'autorité des lois ou de la justice. *Attenter au préjudice de l'appel*, passer outre, nonobstant l'appel. — Excès de pouvoir. — Prise de possession violente.
- ATTINER, quereller, provoquer. V. ASTINE.
- ATTOURNÉ (*attornatus*. En anglais, *attorney*), mandataire, procureur : *ad turnum*, id est *ad vicem alterius constitutus*, dit Spelman.
- ATTOURNER, disposer, préparer, — nommer un procureur.
- ATTRAIERES ou ESTRAYERES (*attractus*), biens laissés par des aubains ou étrangers.
- ATTRAIRE, attirer.
- AUBAINETÉ, AUBENAGE (*aubengium*), ou DROIT D'AUBAIN, droit prétendu par le fisc sur les biens que des étrangers décédés ont laissés en France.
- AUBAINS (*advena, aubani*), étrangers.
- AUCUN, quelque. *Aucunement*, en quelque façon. *Aucunes fois*, quelquefois, parfois.
- AUDIENCE (*audientia*), séance du tribunal. *Demander audience*, poursuivre audience.
- lieu des séances. *Audientier*, huissier qui fait la police de l'audience.
- AUDROIT. V. ENDROIT.
- AUGMENT, augmentation. *Augment de fief.* *L'augment de dot* est l'avantage que le mari fait à la femme, en cas qu'elle survive, avantage à prendre sur ses biens, et proportionnellement à la dot qu'il a reçue. *Augment coutumier, conventionnel.* Le *contre-augment* est un gain nuptial et de survie, en vertu duquel le mari sur-

- vivant retient une portion de la dot de sa femme.
- AUMAIL** (*animalia*), gros bétail. *Bêtes aumailles. Aumaila.*
- ACUMONES FIEFFÉES.** V. **FRANCHE AUMONE.**
- AUMOSNE**, testament. *Aumosnier*, légataire.
- peines pécuniaires, amendes qui profitent aux hôpitaux et aux pauvres.
- AUNER** (*adunare*), assembler, réunir en corps.
- AUTEL**, AUTRETEL, tel, autant. « Le sous-établi (le mandataire), a « autel pouvoir comme ledit Pierre « se il estoit présent. » (Beaum.)
- AUTEUR** (*auctor*), celui dont on tient une chose ou un droit.
- AUTHENTIQUE**, revêtu des formes solennelles. *Acte authentique* est celui qui a été reçu par des officiers publics, et qui fait foi jusqu'à l'inscription de faux.
- AUTHENTIKES**, LES. Extraits des Nouvelles insérées dans le Code par les glossateurs, et qui ont en force de loi comme cette compilation. *Peine de l'authentique*, c'est la peine infligée à la femme adultère par l'authentique *sed hodie, ad legem Jul. Cod. de adulteriis. Authentiquer une femme*, c'est lui appliquer la peine de l'authentique, c'est-à-dire la mise au couvent.
- AUTORISER**, c'est consentir à un acte qui ne peut être fait sans notre approbation. *Autorisation maritale.*
- AUTORITÉ**, pouvoir légitime auquel on doit soumission. *Autorité de la loi, du juge, autorité paternelle.*
- AUTRETANT**, autant. *Autrest* (Esp. *otroto*), aussi. *Autretel*, semblable.
- AVALER** (*avalare*), aller à val, c'est-à-dire descendre. *Lignage avalant*, ligne descendante. *Avalage*, droit perçu à la descente d'un fleuve ou sur la mise en cave des vins. *Aval*, souscription mise au bas d'une lettre de change, par laquelle on en garantit le paiement.
- AVANCEMENT D'HOIRIE** (*avancementum hereditatis*), ce qu'un ascendant donne par avance, par anticipation, à ses enfants pour les établir. Donation faite sans dispense de rapport, et seulement à valoir sur la succession future.
- AVANCIER**, devancier.
- AVANCIÈRES**, procureur fiscal, promoteur.
- AVANT FAIRE DROIT**, jugement interlocutoire. *Avant que procéder*, ordonnance de non lieu.
- AVANTAGE** (*avantagium*), donation, libéralité, don entre époux.
- AVARIE** (*averagium*. En anglais, *average*). Toute espèce de dommage faisant ou pouvant faire l'objet d'une assurance.
- AVENAGE**, droit que les vilains paient aux seigneurs dont ils s'avouent. — droit sur les avoines.
- AVENANT**, convenable, régulier, légitime. *Avenant court*, juridiction compétente.
- AVENANT BIENFAIT, PART ADVENANTE** (*avenimentum*), c'est la légitime des enfants. *Advenanter*, partager.
- AVENANT MARIAGE** (*maritagium rationabile*). « Avenant mariage, dit « la coutume de Normandie, si est « se li maris est convenable per- « sonne selonc son lignage et ses « possessions. »
- AVENEMENT, JOYEUX** (*adventus jocosus*), impôt extraordinaire payé au roi lorsqu'il monte sur le trône.
- AVENTURE** (*adventura*). Les biens «ducus ou confisqués dévolus au seigneur.
- Lors lert recevoir des rentes
Des aventures et des ventes
Par Paris, par Senlis, par Bailli.
(GUIL. GUILLART.)*
- AYERER, AYÉRER** (*adverare*), prouver, vérifier. *Appel en avèremet.*
- AVERSA.** V. **AVOIR.**
- AVERTIN**, folle, vertige.
- AVETTES**, AVILLYES, abeilles.
- AVEU** (*advocare*). Reconnaissance d'un supérieur. *S'aecore bourgeois du roi, serf de tel seigneur.* — reconnaissance de la seigneurie féodale. *Professio fidei, cum quis se vassallum profitatur, et feudum suum a superiore agnoscit.*
- ET DÉCOMBEMENT. V. **DÉCOMBEMENT.**
- reconnaissance de la vérité d'un fait, d'une dette, d'une convention. *Aveu de maternité. Aveu judiciaire, aveu fait en justice.*

- AVIS**, conseil, consultation. *Jour d'avis*. « Le défendeur comparant » en personne, ou par procureur, « aura avis de quarante jours, et « puis aura vue. » (G. Cout.) *Arts de parents*. Conseil de famille.
— Division, partage.
- AVITINS**, BIENS (*avitiata hereditas*), propres. *Biens avitins*, vulgairement *dits pappaux*, dit la coutume d'Acs.
- AVOIR**, AVERS (*averium*), les biens, les facultés. *Punir de corps et d'avoit*. *Ploier corps pour corps*, avoir pour avoir.
- Dans les coutumes anglo-normandes, *avers* se prend aussi pour le bétail, les animaux domestiques.
- AVOITRE**. V. **AVOITRE**.
- AVOLERIE**. **ADVOISON**. **ADVOISON**, **VOCERIE** (*advocatus*, *advocatus*), protection, bail, tutelle, droit de patronage.
- droit payé au seigneur à raison de sa protection.
- AVOCES**, **AVOYERS** (*advocatus*), gardiens, tuteurs.
- vidames, patrons du temporel

- des abbayes et monastères ou des villes et communautés.
- AVOCÉS**, **AVOYERS**, mandataires représentant aussi bien en champ clos qu'en justice. Champions, procureurs.
- AVOUE**, **S'** (*avouare*), se reconnaître client, vassal, serf, etc.
- AVOITRE**, **AVILTRE** (*adulterium*), adultère. *Acoultre*, bâtard. *Li avoutr*, dit Beaumanoir, sont chil qui sont engendrés en femmes mariées, d'autrui que de leurs seigneurs.

Luxure confond tout là où elle s'acoultre.
Car maints droits héritiers déshérite tout
(autre
Et hérite à grand tort maint bastard,
(maint advoutré.
(Codic. de J. de Mehan.)

- AYANTS CAUSE**. Ceux auxquels les droits d'une personne ont été transmis à titre singulier. Ce mot est opposé à *Héritier* ou *succession* universel.
- AYDES**, **AYWES** (*auxilium*). V. **AIDES**.
- contrat, instrument authentique dans les coutumes du Nord.

B

- BACHEL**, chasteleterie.
- BACHELIERS**, **BACHELORS** (*baccalarii*), jeunes écuyers qui aspirent à chevalerie et à bannière, comme *bas chevaliers*.
- étudiants qui ont obtenu dans une faculté le premier des trois degrés qui s'y confèrent.
- Jeunes gens. *Bachelette*, jeune fille.
- BACON**, lard, jambon. *Un bacon de porc*.
- BAGUES ET JOYAUX**, présents mobiliers faits à la future épouse, par le mari ou ceux qui la dotent.
- Dans quelques coutumes du Midi c'est aussi un gain de survie.
- BAIL**, **BAILLE**, **BAILLISTERIE**, **BAILLAGE** (*balia*, *bajulia*, *bajulatio*), puissance, garde, tutelle, puissance maritale, régence. *Chose qui est en ma baillie*, chose qui est en ma puissance. *Dieu qui a tout en baillie*.
- A FERME, A LOYER, location d'un

héritage. *Bailleur*, celui qui donne à bail.

- BAIL**, **BAILE**, **BAUX**, **BAILLISTRE**, **BAILLISSEUR** (*bajulus*), gardien, tuteur, protecteur, régent, maire.
- BAILLER**, donner, fournir. *Bailler caution*, *bailler des contredits*. *Bailleur de fonds*, prêteur.
- BAILLI**, **BAILLIFF** (*ballivus*), officier chargé de l'administration et de la justice.
- BAILLIAGE** ou **BAILLIE** (*ballivia*), étendue de la juridiction du bailli, ressort. *Bailliefvée* (*ballivia feudata*), juridiction inféodée.
- BALEVRE**, **BANLIÈRES**, **BANLEVRES**, **baichoire** inférieure. « Voulons « que celui ou celle qui de Dieu « ou de la Vierge Marie dira mal, « ou jurera le villain serment, « pour la première fois, soit mis « au pillory au jour de marché « solennel, et puis que lon lui « fende la lèvre de dessus avecque « un fer chaud, si que les dents

« lui apparent; et pour la tierce
« fois tout le hanleuvre. »
(Grand cout.)

BALIVEAUX, arbres réservés lors de la coupe du bois taillis, et qui doivent croître en futaie. *Ballivage*, compte ou marque des baliveaux.

BAN, BANNÉE (*bannum*, Ital. *bando*), édit, proclamation. *Crier au ban, les cloches au ban ou bancoque. Bans de mariage* (*banna*).

— droits seigneuriaux qui s'annonçaient à cri public. *Ban de bière* (*bierbannum*). *Ban de cendange*. « Item, dit une vieille coutume, « mondit seigneur a droit de ban, « en sorte que nul ne peut ven- « danger sans son consentement. » *Banvin*, ban à vin, monopole que le seigneur s'attribuait pour être seul à vendre son vin pendant un certain temps.

BAN ET ARRIÈRE-BAN, convocation à cri public de tous ceux qui doivent le service militaire.

BAN, BANNIE (*bannum*, 2.), est encore l'amende qui sert de sanction aux injonctions de l'édit.

BAN, TERROIRS ET FINAGE (*bannum*, 3.), **BANNIE, BANALITÉ**, c'est le territoire d'une ville, d'un pays; l'étendue de la juridiction et des droits du seigneur. *Seigneur banier, sergent banier*.

BANAGE, BANIE, BANALITÉ, droit de contraindre les sujets à venir mou- dre à un moulin, cuire à un four, etc., en payant un prix ou une redevance. *Moulin banal, taureau bannier*.

BANDON, cri public. *Vendre gage a bandon*. (Ass.)

— liberté, licence. *Bailler trop de bandon à quelqu'un*.

BANLIEUE (*banlieuca*, *banum leu- go*), c'est la lieue autour de la ville, le territoire dans lequel le seigneur de la ville a droit de ban et justice.

BANNERET, CHEVALIER (*banerellus*), est celui qui a droit de lever ban- nière. (*Miles vexillatus*.)

BANNIR (*bannire*), publier, pro- clamer. *Ost banni, contrat banni, espave bannie. Bannissement, ban- nies*, publications.

— citer par proclamation publique.

Ajourner, assigner à ban; le ban de l'évêque.

BANNIR, exiler; *mettre au ban ou bannir*, c'est interdire au con- damné le ban ou territoire de la ville, de l'empire. *Bandite*, bannis.

BANQUE, commerce et trafic d'ar- gent par escomptes, traites ou remises de place en place; *faire la banque. Banquier*, ceux qui font profession de se livrer à des opérations de banque.

BANQUEROUTE, faillite provenant de faute grave ou de fraude. *Ban- queroute simple, banqueroute frauduleuse*.

BANS, MENS, BANS, ARBANS (*bienna*), corvées, tant d'hommes que de bêtes. *Bienables*, corvéables.

BAPTISER POSSESSION CONTRAIRE, c'est déclarer, alléguer possession contraire à celle prétendue par le demandeur. *Baptiser le temps*, fixer le délai.

BARAT, BARATERIE (*barataria*), vol, tromperie, fraude. *Qui bar- rat quiert, baratz lui vient*.

BARDEAU (*scindula*). V. AISCEAU.

BARRETEURS (*baraterii*), trom- peurs, chicaniers. *Baroté*, trompé. *Baraterissement*, frauduleu- sement.

BARGUINER (*barcaniare*), marchan- der. (*Bargain*, en anglais, achat, marché) et au figuré être incer- tain.

BARON OU BERS (*baro*, homme dans les lois barbares), grand vassal, seigneur de fief tenant immé- diatement du roi.

— mari. « Femme sans le congé de « son baron ne se peut mettre en « cour pour appeler. »

BARONNAGE, BARNAGE, BERNÉZ (*bar- nagium*), les vassaux, la cour du roi. *Le roi et son barnage*.

— droit payé au seigneur par les vassaux de la baronnie.

BARONNIE (*baronia*), seigneurie, terre où il y a toutes justices.

BARRAGE, BARRIÈRE, DROIT DE (*bar- ragium*), droit de transit, ainsi nommé de la barre qui traverse le chemin pour empêcher le pas- sage.

BARREAU est le lieu où l'on plaide, ainsi appelé de la barre qui sé- pare les avocats des juges.

— corps des avocats. *Consulter le*

- barreau** : — profession d'avocat, *suite le barreau*.
- BARRES**. **BARROYEMENTS** (*barra*), exceptions, défenses. *Barroyer* (*barrare*), proposer ses défenses, plaider. — Saisie dans les cout. suisses.
- BASOCHES** était la communauté des clercs du Parlement de Paris.
- BASTARDS**, **ENFANS DE BAS** (*bastardus*), enfants illégitimes. *Bastardie*, *bastardage* (*bastardia*), naissance illégitime.
- BATAILLE** (*batalia*), escadron. *Mener la première bataille*. — combat, guerre publique. *Bataille campal*, *estour champal*. — duel judiciaire. *Gages de bataille* sont les objets (ordinairement les gants) que les plaignants remettaient au seigneur de la cour pour déclarer qu'ils acceptaient le duel. *Tourner garens par gages de bataille* (Ass.), c'est récuser les témoins en offrant le duel.
- BATONNIER**, chef de l'ordre des avocats.
- BACT**. S'IL, s'il baille ou donne.
- BAUX** (*bayulus*). V. **BAIL**.
- BEDELS**, **BEDEAUX** (*bedelli*), sergens, huissiers, valets d'église.
- BÊER**, désirer, appeter, vouloir.
- BEFFROY**, **BERFROY** ou **BANCLOQUE** (*belfredus*), tour de la cloche du ban. Avoir beffroi était un privilège des villes de communes.
La baneloche retentit et sonna
Et la quemugne a tant s'appareilla.
(Duc. V^o Campana.)
- BEHOURT** (*bohordicum*), joute, lutte à la lance. C'est aussi le nom du premier dimanche de carême. *Behourder*, *boorder*, jouter, lutter. V. **QUISTAINE**.
- BÉNÉFICE**, en général est un don ou privilège accordé à quelqu'un par une loi ou par un contrat. *Bénéfice d'inventaire*, privilège accordé par la loi à l'héritier qui fait dresser inventaire, de n'être pas tenu des dettes de la succession au delà des biens qu'il y trouve. *Bénéfice de division* : Exception au moyen de laquelle le débiteur coobligé, mais non solidaire, force le créancier à diviser son action. *Bénéfice de discussion* : Exception qui oblige les tiers détenteurs et cessionnaires à discuter d'abord les biens du débiteur principal. *Bénéfice d'âge*, dispense de l'âge exigé pour remplir une fonction.
- BÉNÉFICE ECCLÉSIASTIQUE** (*beneficium*), portion de biens de l'Eglise assignée à un ecclésiastique au vie durant, comme rétribution de ses services. *Bénéfice simple*, *bénéfice à charge d'âmes*.
- BENEIR**, **BENOIER**, bénir. *Bénéison*, bénédiction.
- BER**, baron. *Bernage*, baronnage.
- BERNIER**. V. **BREN**.
- BERSER**, **BRUSSER** (*bersare*), chasser, courir à travers les bois.
- BERTESCHE**. V. **BRETESCHE**.
- BESTORNER**, tourmenter, altérer.
Convoitise qui fait les avocats mentir.
Les droits bestorner et les torts consentir.
- BEVRAGE** (*biberagium*), vin du marché. pot-de-vin.
- BEZANTS**. **FIEF DE**. fief de bourse ou de deniers. Le bezant est une monnaie d'Orient.
- BIANS**. V. **BANS**.
- BIE**, **DIEF**, canal qui conduit l'eau à un moulin. — Fosse pour saigner les prés ou clore les champs.
- BIENFAIT**, **AVENANT** (*benefactio*), légitime.
- BIENS**, toutes choses qui se trouvent dans le domaine de l'homme. *Biens meubles*, *immeubles*, *substitués*, *vacants*, *biens paternels*, *adventices*, *dotaux*, *paraphernaux*.
- BIENTENANT**, possesseur légitime, et dans un autre sens, possesseur, détenteur.
- BIERS** ou **BER**, berceau.
Ce qu'on apprend au ber
Dure jusques au ver.
- BIFFER**, rayer, effacer une écriture.
- BIGAME**, celui qui a deux femmes légitimes en même temps.
- BILAN**, état passif et actif des affaires d'un négociant.
- BILLET**, engagement, promesse sous seing privé.
- BILLETS A ORDRE**, sont des billets par lesquels le souscripteur s'oblige à payer au créancier ou à son ordre une certaine somme échéant à une époque déterminée.
- BLAIRIE**, **BLERIE** ou **BLADADE** (*blairia*) est un droit qui appartient au seigneur haut-justicier (ou

blayer), pour la permission de pâture qu'il accorde aux habitants sur les terres dont les blés sont coupés.

BLANC, espace non rempli dans les actes.

BLANC SEING, signature mise au bas d'un papier blanc, destiné à recevoir un acte au-dessus.

BLANC-BOIS. V. **BOIS-MORT**.

BLASMER UNE SENTENCE (*blasphème*), c'est la déclarer fautive et mal rendue, c'est fausser le jugement. *Blâmer le dénombrement fourni par le vassal*, c'est le déclarer incomplet.

BOBAN, orgueil, luxe, faste.

Li chaperon partis. longue robe vergie
Sont li aornement dont bobande Clergie.

BOHORDER. V. **BEHOURT**.

BOIS-MORT (*buschus mortuus*), et **MORT-BOIS**. « *Mort-bois* est tenu et « réputé bois non portant fruits « (à la différence du bois vif et « portant fruits), et *boismort* est « bois cheu, abattu, ou sec debout « qui ne peut servir qu'à brûler. »

BOISDIE, BOISE. BOIS. VOIDIE (*baudie*), fraude, tromperie, vol, artifice. « Barât ne *boisie* ne doit « aller avant en jugement ne au- « tre part. » — « Renonçant à toute « exception de déception, de « fraude, de *boisie*, de tricherie, « de paor, de machination, de cir- « cumvention. » — *Boiser* (*bausiare*), tromper. *Boisdirement*, frauduleusement. *Boiseur*, *bois- sières*, trompeur.

BOISSELEE, la mesure de terres qu'ensemence un boisseau de grains.

BOX, mandat de paiement, billet de très-courte échéance.

BOX PLAISIR (*beneplacencia*), consentement, agrément.

BONDAGE, servitude dans les coutumes anglo-normandes.

BOXNES (*bonna*), bornes. *Bonnage*, bornage.

BOXNIER (*bonnarium*) est une mesure de terre d'une contenance limitée ou bornée.

BOXS HOMMES ou **PRUDHOMMES** (*boni homines*), jurés de la commune, experts.

BORDE, **BORDAGE**, **BORDERIE**, **BOURDELAGE**, **BORDILS** (*borda*. 5.), petit héritage concédé à charge

de services vilains à un tenancier ou *bordier*. *Héritage bordelier*, *seigneur bordelier*. La redevance se nomme *bordage* ou *bordelage*.

BORDEREAU, c'est le résumé, l'analyse d'un compte ou d'un acte. *Bordereau de caisse*. Le *bordereau de collocation* est l'extrait du procès-verbal d'ordre délivré aux créanciers utilement colloqués; le *bordereau d'inscription hypothécaire* est l'état des créances pour lesquelles on requiert inscription.

BORNAGE, plantation de bornes ou limites entre deux héritages.

BOTTAGE ou **BOUTAGE**, **BOITELLAGE** (*botagium*), droit seigneurial sur la botte ou tonneau de vin.

BOUADE, **BOVADE**, **BOHADE** (*boada*), corvées de bœufs.

BOUCHE ET LES MAINS, L.A. en matière de liefs, signifie la foi et hommage. « Symbole d'aimer et « servir quand il n'est pas du d'ar- « gent. » (GRY COQ.)

BOUGETTE, bourse, d'où les Anglais ont pris le mot *budget*.

BOILLER, sceller, plomber. V. **BRILLE**.

BOURGAGE, **BORGNEZIE** (*burgagium*, *burgensaticum*), tenure bourgeoise et par conséquent roturière.

BORNGEOIS, *burgenses*, livres habitants des villes. *Bourgeois* du roi sont ceux qui s'avouent du roi.

BORNGEOISE, **CAUTION**, « qui est d'un « bourgeois solvable et de facile « convention pour plexer un dé- « biteur. » On dit dans le même sens : *Main bourgeois pour faire consignation de deniers*, c'est-à-dire *main solvable*.

BORNGEOISIE, **DROIT DE**, c'est la jouissance des privilèges accordés aux habitants des villes.

— **DEVOIR DE**, redevance payée au seigneur qui protège la ville.

BOURSE (*bursa*), argent. *Clameur de bourse*: retraite ou ratoir par la bourse, c'est l'action de retrait.

— lieu où s'assemblent les commerçants, capitaines de navire, agents de change et courtiers, pour traiter de leurs affaires.

BOUTTER, mettre. *Boutefeu*, incendiaire.

BRAHAIGNE. V. **BREHAIGNE**.

..

BRAN, BREN (*bren*), son. *Brennage*, droit seigneurial sur le son, ou redevance en son pour la nourriture des chiens du seigneur. *Bernier*, celui qui nourrit les chiens.

BRANC, BRANCE, épée. *Branc d'acier*.

BRANCHE ou **BRANCHAGE**, en généalogie, est une portion des descendants d'une famille qui a une origine ou souche commune. Mon aieul, voilà une souche, mon père et mon oncle, voilà deux branches.

BRANDON (*brando*, 2), bâton garni de paille. *Brandonner*, saisir et arrêter les fruits pendants par les racines, et en signe de la saisie, ficher en terre un bâton garni de paille, ou brandon.

— torche faite d'une branche de pin. Flambeau, tison.

BRAS SECTIER, puissance civile.

BREF, BRIE (*bref*), lettre, écrit, acte. *Bref du pape*, *bref de cession*. V. **BULLE**.

— dans le droit anglo-normand, c'est une formule d'action. *Le titre de la Natura brexium de M. Fitz Herbert*.

BREHAGNE (*brana*), stérile. *Bréhaigneté*, stérilité.

BRETESCHE (*brestachia*), forteresse,

fortification. *Un château bien bretesché*.

BREUIL (*brolium*, *broilum*), bois taillis, parc, buisson.

BREVE, expedition en bref à la différence de l'acte grossoyé. *L'acte en brevet* est un acte passé par-devant notaire dont il ne reste point de minute. *Procuration en brevet*. — *Ecrire par brevet*, abréger.

— Acte non scellé par lequel le roi accorde un titre, une pension. *Brevet de général*, *brevet de pension*, *officier à brevet*.

BRIS, rupture, effraction. *Bris de prison*, *de clôture*, *de scellés*.

BRUCHE, broc, robinet, fausset.

BUEN, blanchir le linge. *Buanderie*, blanchisserie. *Buresse*, blanchisseuse.

BUFFE ou **BUFFET**, soufflet.

BUIES (*boia*), fers, cepa, ferrements.

BULLE (*bulia*), c'est un sceau (*la bulle d'or*) : et par extension, l'acte auquel le sceau est apposé.

BULLES, lettres du pape, scellées.

V. **BREF**.

BUREAU, tribunal. *Mettre le procès sur le bureau*, déposer les pièces pour que les juges délibèrent et prononcent.

BURSAL, Edit, loi qui établit un impôt.

C

ÇA, DE PIÉÇA, ÇA EN ARRIERE, ci-devant.

CABAL (*cabale*), capital, fonds de marchandises.

CABOTAGE, navigation de cap, de port en port, le long des côtes, à la différence de la *navigation au long cours*, qui traverse l'Océan.

CADASTRE, **CATASTRE**, **CAPDASTRE** (*capitastrium*), papier terrier.

— registre public qui sert à l'assiette de l'impôt foncier. Ce registre contient en détail la quantité, la qualité, la valeur des fonds de chaque commune, et le nom des propriétaires. Dans les cout. anglo-normandes : *Domesday Book*.

CADUQUES, DISPOSITIONS, LEGS CADUCES (*caduca*), sont des disposi-

tions qui, bien que régulières en la forme, se trouvent sans effet, et finissent par tomber (*cadere*) d'elles-mêmes.

CADIER DES CHARGES, acte qui règle les conditions d'une adjudication publique.

CAHIERS, demandes et remontrances faites au prince par les assemblées du clerge, ou les pays d'états.

CAIERE, CHAYERE, chaire, chaise.

CAIRE, tomber, choir. *Cais*, tombé.

CAIRE, CHIERE (Esp. *cara*), visage.

CAITIF, V. **CHÉTIF**.

CAITIVOISON, V. **CHÉTIVOISON**.

CALENGE, CALONGE, CHALENGE, CHALUNGE (*callengia*, *calumnia*), demande en justice, action.

— Retrait lignager. (Ass.)

CALENGER, CALUMPNIER, CHALEN-

- GIER (*calumniari*), demander, actionner, retraire, revendiquer, quereller, reprocher.
- CAMBAGE (*cambagium*), droit qui se lève sur la bière. *Cambe*, bière, *Camhier*, brasseur.
- CAMBISTE, agent de change, banquier.
- CANCELLER (*cancellare*), bâtonner, raturer, effacer.
- CANGE (*cambium*), échange. *Cangier*, échanger. *Cangeur*, changeur, banquier.
- CANON (*canon* 1), rente, pension. *Canon emphytéotique*.
- CANONS (*canones*), lois de l'Eglise. *Droit canon* ou *canonique*.
- CANTONNEMENT, espèce de partage qui fait cesser le droit de l'usager sur la forêt entière par l'abandon d'une part en toute propriété.
- CAORSINS (*caorcini*) ou LOMBARDS, banquiers, usuriers.
- CAPACITE, habileté, aptitude. *Capacité de succéder, de contracter, de donner, de recevoir, de se marier*.
- CAPITAL (*capitale*), c'est le sort principal, le fonds d'une rente qui produit des arrérages, le principal d'une dette qui produit des intérêts. *Payer le capital et les intérêts*.
- CRIME, est celui qui mérite peine de mort.
- CAPITATION, imposition personnelle, imposition par tête.
- CAPITOLS, echevins ou premiers magistrats municipaux de Toulouse.
- CAPITULAIRES, lois rendues par les rois de la première et de la seconde race.
- décisions prises par les assemblées régulières, ou chapitres.
- CAPTATION, tous moyens déshonnêtes par lesquels on cherche à provoquer la bienveillance d'autrui, et à lui suggérer l'idée de quelque libéralité. *Legs captatoire*, legs provoqué par la captation.
- CARENCE, du latin *carere*, manquement, absence de biens. *Le procès-verbal de carence* constate qu'il n'y a rien à saisir ou à inventorier.
- CAROLE (*charolare*), danse, concert, assemblée.
- CARTEL, acte de défi, appel en duel.
- CARTULAIRE, CHARTULAIRE ou CACHE-REAU, livre terrier, registre qui contient les titres de propriété, les privilèges, etc., d'une église, d'une communauté. *Officier chartulaire* est celui qui a la garde du registre.
- CAS (*casus*), événement. *Cas incertain*, *cas d'avenir*, ou *fortuit*.
- *royaux et prévôtaux*, ou *privilegiés*, crimes réservés à la juridiction du roi et de ses officiers à la différence du *cas* ou *délit commun* qui peut être de la compétence des juges inférieurs.
- CAS DE SAISINE ET DE NOUVELLETÉ, plainte.
- CASAL (*casale*), ferme, métairie.
- CASEAUX (*casales*), censiers.
- CASEMENT, CHASEMENT (*casamentum*), censive.
- CASES, HOMMES, CHASIER (*homines casati*), censiers, vassaux.
- CASSATION, arrêt qui annule un jugement, un acte ou une procédure, pour cause de violation de la loi.
- CASSER EXACTE, l'annuler. *Casser un mariage*, c'est le déclarer nul et sans valeur.
- CASTOIER, CHASTOIER, instruire, conseiller, corriger. *Castolement*, instruction, avis, correction.
- CASUEL, revenu éventuel, irrégulier, à la différence du revenu ou traitement fixe. Les offrandes des fidèles, les rétributions des messes, services, etc., font le casuel des curés.
- CATELS, CHATEL, CATEULS, CATEUX, CATIEUX, CHASTEILS (*Catallum*), a des significations qui varient suivant les coutumes. Ce sont les meubles dans certains pays (Normandie, ch. 20-24), en d'autres, comme en Flandre, ce mot désigne tout ce qui n'est point propre: les choses immeubles qui ne sont pas héritages, comme dit Bon-teiller.
- capital, avoir: *Catel de vers* (*periculum*) dans l'ancienne traduction des *Institutes*.
- DROIT DE MEILLEUR (*catallum melius*), c'est le droit qu'avait le seigneur de prendre dans la succession du vassal ou du serf le meilleur meuble ou la meilleure tête de bétail, ce que les Alle-

- mands nomment *bestehaupt* (*melius caput*).
- CATELS, JURALS, anciens échevins qui en l'honneur de leur charge remplie, avaient le droit de recevoir et passer tous contrats et reconnaissances mobilières.
- CATIVOISON. V. CHETIVOISON.
- CAUSE (*causa*, 1), procès. *Cause civile*, *cause criminelle*. *Cause sommaire*, *cause grasse*.
— instance, *cause d'appel*, *mettre en cause*.
— motif, raison. *Cause de l'obligation*, *du legs*. *Causes et moyens d'appel* ou *d'opposition*.
— AYANS. V. AYANTS CAUSE.
- CAUT., CAUET (*cautus*), prudent, adroit, fourbe. *Caut fait*, délit commis tritusement, à couvert.
- CAUTELLE (*cautele*), adresse, prudence, fourberie.
- CAUTION (*cautio*), assurance, sûreté. Engagement d'un tiers qui garantit au créancier l'exécution de l'obligation prise par le débiteur si ce dernier n'y satisfait lui-même
— la personne même qui garantit.
— BOURGEOISE, bonne et solvable caution.
— *judicatum solvi*, celle qu'on exige de l'étranger demandeur dans un procès, pour garantir le paiement des frais et des condamnations.
— JUDICIAIRE, ordonnée par justice.
— JURATOIRE, consiste dans le serment fait en justice d'accomplir ce que le tribunal a ordonné.
- CAUTIONNAGE, CAUTIONNEMENT, l'acte par lequel s'engage la caution.
— le dépôt d'argent qui sert de garantie au cautionné.
- CAVAGE. V. CHEVAGE.
- CAVILLATION (*carillatio*), ruse, finesse. *Carilleux*, chicanier, fourbe.
- CAX, CEAX, CEUX.
- CAYMAND, mendiant. *Caymander*, mendier.
- CEDELE, obligation sous seing privé.
— Requête. — Permis d'assigner.
- CELLE (*cella*), c'est la maison, demeure et mélange de biens de personnes de servile condition.
- CELLERIER (*cellerarius*), celui qui, dans un monastère, a soin des affaires domestiques et de la dé-
- pense ordinaire de la maison, l'économe.
- CENS, CENSE, CENSUEL, CENSIVE (*census*), redevance annuelle et seigneuriale, foncière et perpétuelle dont un héritage roturier est chargé envers le seigneur franc-alleu dont il est mouvant. *Cens abonné*, *cens requérable ou portable*, *cens collier* (*census codarius*). — Rente, fermage.
- CHEF (*census capitalis*), ou premier cens, *droit cens*, c'est la redevance imposée lors de la concession primitive, à la différence du *surcens*, *contre-cens* ou *croist de cens*, qui est un second cens consenti au profit d'un tiers par le tenancier.
- TRUANT ou CENS MORT; CENS STÉRILE est celui qui ne porte lods ni ventes, ni aucun profit au seigneur censuel.
- CENSE, CENSEL, CENSIF, CENSIVE (*censu*), héritage chargé de cens.
— Ferme, métairie.
- CENSE, rente, intérêts. *Prendre argent à cens*.
- CENSIER, RENTIER, CENSITAIRE, celui qui doit le cens; *seigneur censier*, *censable* ou *censuel*, celui auquel le cens est dû.
- CENSIN, donner à cens.
- CENSIVE, CENS, ferme; *héritage tenu en censive*.
— étendue de la seigneurie d'un seigneur foncier.
- CEPS (*cippus*), morceaux de bois dans lesquels on serrait les pieds et les mains des prisonniers.
- CERCHER, CERQUIER, chercher, enquêter :
Sont ensemble au conseil allé ;
Assez i ont dit et parlé.
Lois et decrez cerquent et querent
Les capitiaux recommencèrent.
(Rom. de Dolopates.)
- CERQUEMANAGE (*circumanaria*), bornage: *cerquemener*, borner; *cerquemaneurs*, arpenteurs.
- CERTIFICAT, CERTIFICATION, témoignage, attestation par écrit. *Certificat de propriété*, *de capacité*. *Certificateur*, celui qui délivre le certificat. *Notaire certificateur*.
- CERTIFICATEUR DE CAUTION ou CONTRE-PLÈGE est celui qui affirme

- judiciairement et à ses risques et périls, la solvabilité de la caution.
- CERVOISE** (*cerevisia*), bière.
- CESION**, transport d'un droit fait à une autre personne. *Cession de bail, d'actions*. Celui qui transporte le droit se nomme *cédant*, celui en faveur duquel est fait le transport, se nomme *cessionnaire*.
- CESION DE BIENS**, abandon qu'un débiteur insolvable fait de ses biens à ses créanciers, pour se mettre à couvert de toutes poursuites de leur part.
- CHAIRE**, chaise.
- CHATIVITÉ** (*captivitas*), esclavage.
- V. CHETIVOISON.**
- CHALAN**, bateau.
- CHALLENGER**. V. **CALENGER**.
- CHALOIR**, importer. *Il ne m'en chaut*, il ne m'importe. *Ne vous chaille*, ne vous inquiétez point.
- CHAMBELLE**. **CHAMBELLENAGE**.
- CAMBRELLAGE**, droit qu'en certaines coutumes le vassal payait au seigneur, lors de l'investiture, et que recevait le chambellan.
- CHAMBELLAN**. **CAMBERLAN**. **CHAMERLIN** (*cambellanus*), officier qui couche en la chambre du roi ou du seigneur, et qui ordinairement a la garde du trésor. Le prévôt de Paris s'intitulait *chambellan ordinaire du roi*, et à ce titre avait accès à toute heure auprès de la personne royale.
- CHAMBRE** (*camera*), cour, tribunal. *Chambre des comptes* (*computorum camera*), du trésor ou du domaine, des monnaies. *Chambre ardente* pour la recherche des financiers.
- subdivision des tribunaux, *chambre du plaidoyer* ou *grand chambre*, *chambre des enquêtes*, *chambre des vacations*, etc.
 - assemblée d'un corps, d'une compagnie. *Chambre des avocats*, *chambre du commerce*.
 - CHAMBRE AUX DENIERS (*camera denariorum*), trésor: *chambrier*, *chambellan* (*camerarius*), trésorier.
 - BASSE OU QVOYE, aisances.
- CHAMPART**, **AGRIER** ou **TERRAGE** (*campi pars*), c'est le droit qui appartient au seigneur de prendre et d'enlever du champ un certain nombre de gerbes, avant que celui qui tient la terre en champart enlève ce qui doit rester pour lui. *Champarter*, *champartir*, prendre le droit de champart.
- CHAMPIONS** (*campiones*) ceux qui se battent en duel judiciaire. Le plus souvent ce mot désigne ceux qui combattent pour autrui; et en ce sens il est synonyme d'*adroué* ou *garant*.
- CHAMPIS**, bâtards.
- CHAMPOYER**, droit de vaine pâture à travers les champs non clos, après la récolte.
- CHAMPS FRAIS**, novales, terres nouvellement défrichées.
- CHANCELIER** (*cancellarius*), grand officier chargé de dresser les actes du seigneur et de les sceller. *Chancelier de la reine*, de l'*Université*, de *Sainte-Genève*, etc. On dit encore dans le même sens, *chancelier de légation*, de *consulat*. *Chancellerie*, bureaux du chancelier.
- DE FRANCE, chef de la justice et des conseils du roi.
- CHANDELLE ALLUMÉE**, **CHANDELLE ÉTEINTE**, forme d'adjudication publique à l'extinction des feux, encore suivie aujourd'hui.
- CHANGE**, échange.
- CHANTEAU** (*cantellus*), morceau: morceau de pain. Être au même chantéau, c'est-à-dire au même pain, est signe de communauté.
- CHANTEL**, **CHANTELAGE** (*chantellagium*), impôt sur la vente en détail du vin.
- CHAOIR** (*cadere*), tomber, *chaans*, tombans, *chaus*, tombé, *chaoiz*, perte.
- CHAPEL DE ROSES** est un léger don que les père et mère font à leur fille quand ils la marient, pour lui tenir lieu de sa légitime.
- CHAPITRE**, collège de chanoines, réunion de moines (*tres faciunt capitulum*). *Chapitrer quelqu'un*, le réprimander dans l'assemblée capitulaire.
- CHAPTEL** ou **CHEPTTEL** (*capitale*, *catallum*), est un bail de bétail dont le profit se partage entre le bailleur et le preneur.
- CHAPETIS**, charpentier. *Chapuser*, charpenter.
- CHARGE**, office, fonction, commis-

- sion. *Charge de notaire, charge municipale.*
- CHARGE, condition imposée à un contrat. *Vendu à la charge de telle servitude, de telle rente. Charge d'un testament.*
- devoirs dus par les héritages, redevances, servitudes. *Charges réelles.*
- CHARGER, accuser. *Charges et informations.*
- CHARITÉ (*caritas*), pot-de-vin. Vin du marché.
- CHARNAGE, temps où il est permis de manger de la viande.
- CHARROI (*carrodo, carropera*), service de transport, *corres de charroi. Charrier*, transporter.
- CHARRUAGE, CHARRUÉE (*carruca*), espace de terre que laboure une charrue. — Droit seigneurial sur ce lot de terre.
- CHARTÉ (*carta*), titres ou lettres. — acte écrit constatant les droits reconnus, concédés, ou vendus par les souverains ou les seigneurs, à une corporation, à une communauté, à une province ou une contrée.
- CHARTÉ PARTIE (*charta divisae*), acte d'affrètement rédigé sur un parchemin partagé entre les parties contractantes. V. *EXDENTURE*.
- CHARTRE (*carcer*), prison. *Tenir en chartre privée. Chartrier*, geôlier.
- chartre. *Chartrier, trésor des chartres*, archives.
- CHASTEL. V. *CATEL*.
- CHASTELAIN (*castellanus*), c'est le seigneur qui a droit d'avoir maison forte, chastellenie et haute justice annexée à sa seigneurie. *Chastellenie*, étendue de la justice du seigneur chastelain. *Juge chastelain*, celui qui rend la justice dans ce ressort.
- CHASTELET de Paris, d'Orléans, sont d'anciens manoirs seigneuriaux qui, plus tard, ont servi de palais de justice ou de prison.
- CHASTIÈRES, qui instruit ou qui châtie. « Il est bien mestier que « li maris soit chastières de sa « femme resnablement. » (Beaum.)
- CHASTOI, CHASTOEMENT. V. *CAS-TOIEMENT*.
- CHASTONS, CHASTRIS (Ital. *castrato*), moutons.
- CHAUDE CHASSE, CHAUDE SUITE. poursuite du coupable saisi en flagrant délit. V. *RASTALL*, V° *Frasch suit*.
- CHAUDE COLLE (*calida colera*), CHAUDE MÉLÉE, rixe, querelle.
- CHAUFFE DOS, CHAUFFEPANCE, cheminée.
- CHEDEUL, catel, avoir, dans le Miroir de Souabe. *Prester de son propre chadeul.*
- CHEDEUL, CHEDEAU, CHEDELIÈRES, tuteur.
- CHEF, CHIEF, tête, commencement, extrémité, bout. *Venir à chief*, venir à bout. V. *CHEVIR. De chief en chief*, d'un bout à l'autre. *À chief trece*, parvenir à son but, réussir. *Au chief de douze ans*, au bout de douze années.
- CHEF MEIX, CHEF METS, CHEF MOIS, QUEMEZ, LIEF CHEVEL, CHEF LIEU, manoir seigneurial.
- CHEF SEIGNEUR, seigneur supérieur, suzerain.
- CHEIR, choir, tomber, arriver.
- CHEMIER ou CHEMIEZ, CHEF D'OS- TIEX, CAPMAS (*caput manai*), l'ainé, le chef de la maison.
- CHENE (*canus*) blanc, *tête che- nue*.
- CHEOIR (*cadere*), tomber. *Cheuz*, chute.
- CHEPTEL, CHETEL. V. *CHAPTEL*.
- CHESE, CHEZAL, CHÉSEAU, CHESE- LAGE, CHEVEDAGE (*casale, casala- gium*), habitation, tenure du cen- sier.
- Vol du chapon.
- CHÉTIVOISON, CATIVOISON, captivité, prison, d'où *chatif*, et *caitif*.
- CHEVAGE, CHEVELAGE, CAYAGE, QUE- VAGE, QUEVAISE (*capitale, cava- gium, chevalligium*), capitation, droit payé par les vilains à leur seigneur, en reconnaissance de leur sujétion. — Droit annuel que le roi percevait sur les bâtaras, épaves ou aubains. — *Chevagier*, qui doit le chevage.
- CHEVAL ou ROUCIN DE SERVICE, cheval dû par le vassal en cas d'ou- verture de fief, ou en cas de guerre, qu'on nomme aussi *cheval tra- cersant*. Chez les tribus arabes, il y a le *cheval de soumission*.
- CHEVALERIE (*caballaria*), tenure de chevalier. — Service de chevalier.
- CHEVANCE, CHEVISSANCE (*chevan-*

- cia), les biens d'un homme, les facultés, la richesse. *Honneur et chevance. Querre sa chevance*, chercher fortune. Guy Coquille, cout. de Niv., p. 321, dit : *seigneurie ou chevance*.
- CHEVANCE. Atermolement, accord. V. CHEVIR.
- CHEVAUCHÉE, CHEVAUCHIE (*cavalcata*), service de cheval. *Anc. cout. d'Anjou* : « Il y a différence entre host et chevauchie, car « host est pour défendre le pays « qui est pour le profit commun, « et chevauchie est pour défendre « son seigneur. »
- CHEVEL, capital, principal. *Aides chevets*.
- CHEVESTRE, corde, licou. *Le chevestre au col*, d'où *enchevêtrer*, gêner, empêcher.
- CHEVETAIN, CHEVETAINE, capitaine; *chevetainerie*, capitainerie.
- CHEVIR (*cheriare*), venir à chef, venir à bout.
— composer, capituler. *Chevir d ses créanciers* (Amiot).
- se nourrir, s'entretenir.
- CHIEF, tête, *Chief enclin*, tête baissée.
— bout, extrémité. *De chief en chief*, d'un bout à l'autre. V. CUEF, CHEVIR.
- CHIERE, CHÈRE (*cara*), visage. *chère lie*, figure joyeuse; *chère morne, mate*, figure triste. « Les « gardes dou champ doivent partir « le soleil, si que il ne soit contre « la chière de l'un plus que de l'autre. » (Ass.)
- CHIFFRE OU CIFFRE (*cifræ*), chiffre, zero.
- CHIROGRAPHE (*chirographum*), acte sous seing privé. *Créancier chirographaire*, celui qui n'a point de reconnaissance authentique de sa dette; celui qui n'a point d'hypothèque.
- CHOPER (*intersistere et offensare*), buter à ou contre un obstacle. *De la pierre d'achoppement*.
- CHOSER, COSEN, biens, facultés, droits.
— cause, procès.
- CHOSE JUGÉE, point décidé par le juge, et devenu inattaquable par les voies ordinaires.
- CHOSER, accuser, blâmer, gronder. *Chosement*, réprimande.
- CHRESTIENNER, baptiser. *Chrestienement*, baptême.
- CHRESTIENÉ, COUR DE, cour d'Église. Ci, ici, ce, ces. *Cil*, ce, celui. *Ciez*, ceux.
- CIRCONSTANCES ET DÉPENDANCES, tout ce qui est adjacent ou accessoire à une maison, à une terre, à une seigneurie.
- CIRCONVENTION, dol, intrigue, manœuvres frauduleuses. *Circonvenir et tromper quelqu'un*.
- CIROGRAPIHE. V. CHIROGRAPHE.
- CITADINAGE (*citadinagium*), bourgeoisie. *Citadin*, bourgeois, homme de la cité.
- CITATION, CITER, assignation, assigner.
- CITOYEN, DROIT, droit civil. *Cause citoyenne*, cause civile.
- CIVIL, en termes de palais, est la procédure ordinaire, dans laquelle il ne s'agit que d'intérêts pécuniaires, par opposition à la procédure criminelle. *Agir au civil. Civiliser une affaire*, c'est convertir un procès criminel en procès ordinaire.
- CLAIM, CLAIM (*clameum, clamor*), demande en justice, action. *Clamer droit, déchoir de claim*.
— Amende.
- CLAMANT, demandeur, par opposition au plaignant ou défendeur.
- CLAME (*clama*), demande, action, citation.
— droits seigneuriaux. *Payer les clames au seigneur*.
- CLAMER (*clamare*), demander, se plaindre. *S'en clamer à la justice*.
— déclarer, nommer.
- CLAMER QUITTE (*clamare quietum*), déclarer quitte, décharger.
- CLAMEUR, CLAMOUR, CLAMOR (*clamor*), demande, action, plainte. *Fausse clameur*, demande mal fondée. *Clameur de haro*. Voyez HARO.
- CLAMEUR D'HERITAGE, retrait lignager. *Bien clamable*, bien sujet à retrait.
- CLAUSE, disposition particulière d'un acte, d'un contrat, qui en explique ou modifie l'effet. *Clause pénale, révocatoire, dérogoire. Clause irritante*, c'est-à-dire emportant nullité.
- CLAVIERE (*clavarium*), receveur, officier domanial, trésorier.

CLEMENTINES, collection des décrétaux du pape Clément VI.

CLERC (clerc), tonsuré, homme d'Eglise, et figurément homme instruit, magistrat.

On dit communément es villes et villages Que les grans clercs ne sont pas les plus sages.

Après avoit les déesses.
Toutes légistes et clergesses,
Qui sçavoient le décret par cœur.
(Arrets d'Amour.)

— notaire, greffier, commis, secrétaire. *Clerc de la ville, clerc des arrêts, Clercs jurés*, commis greffiers.

CLERGIE, science.

Un poignet de bonne vie
Mieux vaut qu'un muy de clergie.

— office de clerc ou greffier.

— PRIVILEGES DE, DE CLERICATURE ou DE TONSURE. Ce sont les privilèges qui protegeaient, en les soumettant à la juridiction ecclésiastique, les clercs ou tonsurés, ce qui comprenait une foule de gens qui n'appartenaient au clergé que par la tonsure.

CLIENTELLE, ensemble des clients, ou des affaires habituellement fournies par les clients.

CLIENTS, parties à l'égard de leurs avocats, leurs procureurs ou leurs notaires.

CLORE, fermer, arrêter. *Clors un compte*. — *Cloyt*, clos, fermé.

CLOSEAU, CLOSET, CLOSERIE (*Clau-sum*), héritage clos. *Closier*, mé-tayer. *Closeaux*, bornes ou limites des communaux.

CLOSTNER, fermer, terminer. *Closture de compte, d'inventaire*.

Co, en composition, exprime l'association, la communauté; du latin, cum: *cocréanciers, codétenteurs, codonataires, cohabitants, cofidéjusseurs, cohéritiers, colégataires*.

COBE, recueil de lois. *Code Michaut*, ordonnance publiée par Louis XIII en 1629, et révisée par le chancelier Michel de Marillac. *Code Louis*, ordonnances civiles et criminelles de 1667 et de 1670, *Code marchand*, ordonnance du commerce de 1673. *Code noir*, édit de 1685 touchant la police des îles de l'A-mérique française.

CODICILLE, appendice à un testament antérieur; dispositions additionnelles qui augmentent, modifient, révoquent des dispositions précédentes.

COENS, CUENS, comte.

COERCITION, contrainte légitime. *Pouvoir coercitif*.

COGNATION, parenté. *Cognat*, parent par les femmes. *Agnat*, par les hommes.

COGNISSANCE, compétence, ressort.

CORUE (*cohua*, à *corundo*), assemblée, marché. *Cohuage*, droit sur les halles.

COI, tranquille, secret. *Coiment*, sans bruit. *Coie écrite*, enquête secrète. *Chambre coye*, cabinet d'aisances.

COINS (*conus*), sceaux, monnaies. *Coin du roy*.

COINTE, poli, orné, instruit, sage. *Cointise*, politesse. *Cointoyer*, comitir, orner. *Cointement*, poliment, sagement.

COITIVIER, cultiver.

COLLAGE, droit de collier. Impôt sur l'attelage servant au labour.

— quantité de terre que cultive un attelage ou collier de bœufs.

COLLATERAUX, parents qui descendent d'un auteur commun, sans descendre les uns des autres.

COLLATION (*collatio* 1), don d'un bénéfice. *Collateur*, celui qui nomme au bénéfice.

— (*Collatio* 2), comparaison de la copie et de l'original, pour s'assurer de la conformité des deux pièces. *Collationner les pièces en présence des parties*. *Collationner une copie et la doubler avec son original*.

— rapport en partage de succession. V. RAPPORT.

COLLE, COLLÉE, coups. V. CHAUBE COLLE. *Colours*, querelleurs, batailleurs.

COLLECTE, levée des tailles ou impôts dans une paroisse. *Collecteur*, celui qui asseoit et lève les tailles.

COLLÈGE, corps, société. *Collège des cardinaux, des secrétaires du roy*.

COLLIGER, recueillir, ramasser.

COLLOCATION, c'est le rang de paiement attribué aux créanciers; *collocation utile*.

COLLUDER, se concerter frauduleusement. *Prævaricari*.

COLLUSION, accord frauduleux entre deux parties au préjudice d'un tiers.

COLOIGNE, quenouille. *Partir par coloine*, c'est entre sœurs seules héritières, partager la succession également, sans préciput, sans droit d'ainesse.

COLOMB, **COLON**, **COULON**, pigeon.

COLOMBIER A PIED (*columbarium*) est celui qui est bâti en forme de tour, et qui a des boulins ou papiers à tenir pigeons depuis le haut jusqu'au rez-de-chaussée, à la différence du *volet* ou de la *fuye*, qui est un pigeonnier superposé à quelque bâtiment inférieur, tel qu'un cellier ou une étable.

COLON PARTIAIRE, fermier qui cultive à moitié fruits, métayer.

COMBAT DE FIEF, contestation entre deux seigneurs qui prétendent la même mouvance ou se disputent la même censive.

COMBE, vallée, grotte.

COMBRE, pècherie. V. *Gords*.

COMMAND ou **COMMANDE**, commandement. — *Committant*, celui qui a donné à autrui l'ordre d'acheter. *Faire déclaration de command*, c'est déclarer celui pour le compte duquel on s'est porté acquéreur.

COMMANDE, **COMMANDISE**, **COMMANDE** (*commenda*, 1). Dépôt. *Prendre en charge et commande*. *Commende de bestiaux*, cheptel.

COMMANDEMENT, sommation faite par huissier.

— ordres, défenses. *Faire commandement de par la cour*.

COMMANDER (*commendare*, 2), donner en garde, recommander. « Qui se viaut partir dou pays, ou en aune manière laisser son fief, il le doit commander au seignor. » Ass.)

— **DROIT DE** (*commendatio*, 3). Taille que paient les personnes de condition servile en reconnaissance de la protection seigneuriale (*quasi commendati*).

— **DONNER EN** (*commenda*, 4). C'est donner comme en garde des biens d'églises ou d'abbayes à des laïques ou à des ecclésiastiques séculiers qui ne peuvent en être titulaires.

Commanderies, bénéfices des Templiers et des chevaliers de Malte.

COMMETTRE SON FIEF, c'est le confisquer, c'est-à-dire le perdre par confiscation.

COMMINATOIRE, clauses ou peines qui menacent, mais qui ne sont pas exécutées rigoureusement.

COMMIS ou **COMMISE** (*commisio*, 2). Confiscation du fief. *Droit de commise*, danger de commise, tomber en commise. V. *CONFISQUER*.

COMMISSAIRE (*commissarius*), personne chargée momentanément d'une fonction publique.

— séquestre, dépositaire judiciaire.

COMMISSION, pouvoir donné à temps, délégation. *Committre commissaire pour informer et faire enquête*. *Commission rogatoire*, mandat adressé par un tribunal au juge d'un autre tribunal, quand il convient de mettre à exécution dans ce dernier ressort quelque mandement, décret ou appointment de justice, d'informer de quelque fait, etc.

COMMITTIS (*committimus*), **DROIT** ou **PRIVILEGE DE**, privilège accordé par le roi aux officiers de sa maison, et à quelques personnes ou communautés, de plaider en première instance aux requêtes du palais ou de l'hôtel de Paris, en matière personnelle. *Lettres de committimus*.

COMMODAT (*commodatum*), prêt à usage.

COMMERCER, changer une peine en une autre plus douce.

COMMUN, **LE**, le peuple, la commune, la communauté.

COMMUN, **COMMUNISTE**. Qui possède par indivis, copropriétaire. *Le mari et la femme sont une et communs en biens meubles et conquêtes immeubles*.

— **JUGEMENT DECLARÉ**, est le jugement déclaré exécutoire contre plusieurs personnes qui ont figuré dans l'instance.

COMMUNAGES, communaux.

COMMUNAUTÉ. Association de personnes; qui résulte non point d'un contrat, mais d'une cohabitation; d'une copropriété ou d'intérêts communs.

COMMUNAUTÉ DE BIENS ENTRE CON-

JOINTS, RÉGIME EN COMMUNAUTÉ. Société de biens entre époux, établie par la loi ou le contrat de mariage.

COMMUNAUTÉ CONTINUÉE. C'est la communauté existant entre le mari et la femme, qui, après la mort de l'un des conjoints, se continuait entre les enfants mineurs issus du mariage, et l'époux survivant, quand ce dernier n'avait point fait inventaire des biens communs.

COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE, confrérie, couvent.

COMMUNAUTÉ TAISIBLE OU TACITE (communio, 3). Communauté qui existe entre plusieurs personnes par le mélange des biens, et surtout par le fait de la cohabitation et vie commune au même pot, pain et sel. Les communs se nomment aussi *parsonniers*.

COMMUNAUX (communale). COMMUNES (communis, 2), terres qui appartiennent à une paroisse ou communauté d'habitants, et que le seigneur du lieu ne peut s'approprier.

COMMUNE. FEMME, celle qui est mariée sous le régime de la communauté.

COMMUNE RENOMMÉE, PREUVE PAR. C'est la voix publique qui sert de preuve en plusieurs occasions.

COMMUNES, COMMUNITÉS (commune, 2), sont les villes qui ont obtenu par charte une libre administration municipale. *Communiens*, habitants ou officiers de la commune.

COMPAGNIE, COMPAGNIE. Société, communauté, assemblée.

COMPAGNIE D'HÉRITAGES, communauté d'héritages.

COMPAGNIES SOUVERAINES, juges en dernier ressort. Parlement. La cour en bonne compagnie, toute la cour assemblée. (Nicod.) En grosse compagnie. (BOILEAU.)

COMPAIN, COMPASS, COMPOING (compantum), compagnon, associé, communier.

COMPARER, COMPÉRER (comparare), acheter, payer, récompenser.

Folie qui a sorte durée

Après est si cher comparée.

(Holland.)

Ne le compère; ne l'achète pas.
COMPAROIR, COMPARAIRE, se présenter sur une assignation devant la justice ou devant un officier public. *Comparuit,* certifié de comparution. *Demander comparuit et congé.*

COMPARTIR, partager. V. PARTIR.

COMPATIBLES, CHARGES ou BÉNÉFICES qui peuvent se cumuler.

COMPENSATION, COMPENSE, extinction simultanée de deux dettes liquides entre deux personnes qui se trouvent mutuellement créancières et débitrices l'une de l'autre. *Compenser les dépens* c'est condamner chacune des parties au paiement des dépens qu'elle a faits.

COMPERSONNIERS. V. PARSONNIERS.

COMPÉTENCE est le droit qu'a le juge de connaître d'une affaire civile ou criminelle. *Le juge compétent* est celui à qui la loi donne le pouvoir de juger le litige.

COMPLAINTE (complainta), plainte. Complainant, plaignant. Complainte se dit principalement de l'action possessoire par laquelle le possesseur d'un héritage, ou droit réel, se plaint du trouble apporté à sa jouissance, et demande à être maintenu dans sa possession. *Former complainte, se complaindre. — Demander le fournissement de la complainte,* c'est demander que la chose litigieuse soit séquestrée judiciairement. *Fournir la complainte,* établir le séquestre.

COMPLANT (complantum), bail de longue durée, espèce d'emphytéose, à charge de planter le terrain d'arbres et particulièrement de vigne. *Complanterie,* héritage donné à complant.

COMPOSITION, accord, traité par lequel on fait à quelqu'un grâce ou remise de quelque chose.

COMPROMIS (compromissum), acte écrit par lequel on soumet à des arbitres désignés la décision d'un litige. *V. AMIABLES COMPOSITEURS. Compromettre,* faire un compromis.

COMPTABLES sont ceux qui, ayant manié des deniers particuliers ou publics, sont obligés de justifier de l'emploi de ces deniers sitôt que leur gestion est finie;

comme tuteurs, procureurs, curateurs, fermiers des impôts, etc.

COMPTE, état de la recette et de la dépense des biens qu'on a eu en manient. *Apostiller un compte*, marquer d'une note ou apostille les articles à justifier. *Solder ou clore un compte*, convenir des articles qui le composent, et en arrêter le reliquat. *Affirmer un compte*, c'est jurer qu'il est exact et véritable.

COMPTE COURANT, celui que deux négociants en relation d'affaires tiennent de leur *doit* et *avoir* mutuel.

COMPULSOIRE ou **LETTRES DE COMPULSOIRE**, commission que décerne le juge pour contraindre quelque officier public à délivrer les titres dont les parties se veulent aider en production.

COMTE (*comes*), gouverneur de ville sous les deux premières races, seigneur féodal sous la troisième.

CONCLUSIONS ou **FIN**, demandes dont les parties sollicitent l'adjudication en justice. *Conclusions préparatoires*, *définitives*.

— **DÉS GENS DU ROI**, avis et réquisitions du ministère public.

CONCORDAT, accord entre le saint-siège et le gouvernement, pour régler les rapports de l'Eglise et de l'Etat. Concordat de 1516, entre Léon X et François I^{er}. Concordat de l'an ix, entre Napoléon et Pie VII.

— accord, transaction. — *Traité entre le failli et ses créanciers*.

CONCUEILLIR, cueillir, colliger, réunir.

CONCURRENCE est une égalité de droit, d'hypothèque ou de privilège sur une même chose.

CONDAMINE (*condamina*), espèce de fief, domaine.

CONDAMNATION, dans les affaires civiles, est la sentence qui fait déchoir une partie de ses prétentions, *subir condamnation*. *Passer condamnation*, c'est se désister de ses prétentions. — En matière criminelle, c'est le jugement qui prononce une peine contre l'accusé.

• **CONDITION**, clause insérée dans un acte, qui fait dépendre la validité

de l'acte d'un événement futur et incertain. *Condition suspensive*, *résolutoire*, *casuelle*, *potestative*.

— clause, charge d'un marché. *Condition expresse*, *tacite*.

CONDITION (*conditio*), redevance payée par les serfs. (*Gens de condition*, *conditionnés* (*conditio nales*), serfs.

CONDITIONNER UN HÉRITAGE, le charger d'usufruit ou de quelque autre servitude.

CONDUCTEUR (*conductor*), locataire.

CONDUIRE, mettre en possession. *Conduiseur*, curateur; chargé de procuration.

CONFÉRER, rapporter en partage de succession.

CONFIRMENCE, **CONFIRMEMENT** (*confirmatio*), confirmation.

CONFES, confesse. *Mourir repentant et confes*. Le *déconfes* est celui qui meurt sans confession et sans testament, car l'un n'allait point sans l'autre.

CONFESSER (*confessare*), avouer, déclarer. *Confesser un dépôt*. *Confession*, déclaration, reconnaissance de la vérité d'un fait.

CONFINS DES HÉRITAGES sont les extrémités où les héritages finissent et se touchent.

CONFIRMER UN ACTE, le ratifier. l'approuver une seconde fois pour couvrir quelque nullité.

CONFISCATION, attribution au fief des biens d'un condamné, de marchandises prohibées, etc.

CONFISCATION DE FIEF ou **COMMISE**, est la réversion du fief servant au fief dominant, par suite du désaveu ou de la félonie du vassal.

CONFISQUER, **FORFAIRE** ou **COMMETTRE SON FIEF**, le perdre par sa négligence ou sa faute. *Confisquer* est ici verbe neutre et signifie *perdre par confiscation*.

CONFLIT, c'est la concurrence de deux juridictions qui se disputent le droit de connaître d'une affaire, ou qui toutes deux prétendent la refuser. *Conflit de juridiction*, *conflit d'attribution*.

CONFORTEMAIN, commission du roi, obtenue en chancellerie par le seigneur féodal ou censier, pour *fortifier* la saisie du fief servant

- ou de la censive, et empêcher le vassal ou censier d'enfreindre la mainmise ou saisie seigneuriale. Blois, n. 39.
- CONFRATRIE (*confraternitas*), communauté, association religieuse.
- CONFRONTATION, mise en présence de l'accusé et des témoins.
- CONFRONTATION D'ÉCRITURES, comparaison d'écritures.
- CONFÈS, qui n'est point séparé ni divisé.
- CONFUSION D' ACTIONS ET DE DROITS, ou CONFUSION simplement, anéantissement du droit par la réunion dans la même personne des qualités de débiteur et de créancier.
- CONGE, permission, dispense. *Congé d'accorder. Congé d'adjuger*, autorisation de vendre aux enchères. *Congé d'élire. conge d'entrée*.
- ou CONGE DEFAUT, jugement rendu contre le demandeur qui ne suit pas sa plainte. *Congé faute de se présenter, faute de venir plaider, faute de conclure*. Le défendeur se donne à l'acteur, et le conge au défendeur.
- mise en demeure de reprendre ou de quitter la chose louée.
- CONGLABLE, DOMAINE, tenure usitée en Bretagne, et dont le possesseur doit se dessaisir à la volonté du seigneur bailleur, à la charge par ce dernier de rembourser au ténancier ses améliorations.
- CONGEER, CONGIER (*congears*), remercier, expulser, exiler.
- CONGRÉS, preuve juridique qui se faisait autrefois dans les procès de mariage quand on en prétendait la nullité pour raison d'impuissance. Cette preuve, aussi immorale que ridicule, fut abolie par arrêt du Parlement de Paris du 18 février 1677.
- CONILS, CONINS (*conillus*), lapins.
- CONJOINTS, mari et femme.
- ceux qui sont compris dans une même disposition. *Légataires conjoints*.
- CONJURER (*conjurare*, 2), citer, semondre. *Conjurer ou gager ou semondre le seigneur de sa foi*, (Ass.), c'est le sommer de remplir ses obligations envers le vassal. *Conjurement*, sommation du bailli ou du prévôt. *Semonder et conjurer de loy les hommes du fief*, c'est convoquer le jury féodal, les pairs du fief, ou *cour de conjur.*
- CONNESTABLE (*comestabuli*), premier officier des armées après le roi. « Dans l'ost le connestable doit estre chevetaigne après le roi. » (Assises.) *Connestablie*, dignité du connetable. — Régiment. — Juridiction militaire des maréchaux de France.
- CONNEXION, CONNEXITÉ, liaison de plusieurs affaires qui rend nécessaire de les joindre pour prononcer un jugement commun.
- CONNOISSANCE DE COEUR (*cognitio placiti*), juridiction. *Se mettre en l'esgart ou connoissance de cour*, se mettre en jugement. *Lu court esgards ou connoist*. V. Es-gard.
- CONOILLE (*conocula*), quenouille. V. COLOINE.
- CONOISTRE (*cognoscere*), connaître, juger. *Gens à ce connoissans*, experts.
- CONQUEST, CONQUERRE, CONQUEIN (*conquestus*), acquisition, et plus spécialement acquisition faite par les conjoints constant le mariage. *Conquetter, conquérir, conquerre*, acquérir. *Conquereur, conquereor*, celui qui le premier a mis le fief dans la famille.
- CONROI (*conredium*), compagnie, ordre, appareil. *Conroyer*, arranger, disposer, prendre soin. V. ARROY.
- CONSANGUINITÉ, parenté du côté du père. *Frères consanguins*, fils d'un même père, mais non d'une même mère.
- CONSACLS, CONSOLS, échevins, consuls, conseillers.
- CONSAUS, CONSEIL, CONSON (*consilium* 1.) avis, délibération. *Jour de conseil*. V. Avis.
- tribunal. *Conseil des affaires du roi, secret d'État, étroit, privé, grand conseil*.
- assemblée municipale ou de famille. *Conseil de ville, conseil de discipline, de famille. Conseil judiciaire*, personne sans l'avis de laquelle un incapable ne peut faire certains actes.
- CONSEILLERS, membres d'un conseil ou d'un parlement.
- CONSENS, consentement. *Consenters*, complice.

CONSERVATEUR DE L'ENREGISTREMENT, DES HYPOTHÈQUES, officier chargé de l'administration des formalités hypothécaires, etc. *Conservateurs des privilèges des universités*, juges et gardiens des privilèges de l'Université. *Conservateurs des privilèges des foires ou gardes des foires*, juges consulaires. *Conservation de Lyon*, tribunal qui jugeait de toutes affaires, même criminelles, concernant le commerce; telles que banqueroute frauduleuse, etc.

CONSIGNATION, dépôt de deniers dans une caisse publique quand il y a impossibilité de se libérer valablement. *Consignation d'amende*, dépôt d'une amende possible, préalable ordinaire de certains procès.

CONSIGNATION DE DOT. V. ASSIGNAL.

CONSEIL, **CONSEIL**, poursuivre, atteindre.

CONSOLIDATION, réunion de la nue propriété et de l'usufruit dans une même main.

CONSORTS (*comportionarii*), associés, complices, voisins. — Parties qui ont des intérêts semblables dans une affaire.

CONSTANT, durant, pendant. *Constant le mariage*.

CONSTATER, établir un fait, le rendre constant et certain.

CONSTER, être constant, être certain. *Il conste*, il est constant.

CONSTITUER, assigner, créer, établir une rente.

— **PROCURATEUR**, établir un procureur chargé de représenter en justice le constituant. *Constitution de procureur*.

CONSTITUT, déclaration qu'on détiend une chose sans en avoir la propriété ni la possession civile. *Posséder à titre de constitut et de précaire*.

CONSTITUTION. **CONTRAT DE**, acte par lequel on établit une rente ou une hypothèque sur son fonds.

CONSTITUTIONS, lois, ordonnances, chartes. *Constitutions féodales* (*libri feudorum*).

CONSULS (*consules*), officiers municipaux dans le Midi. V. **CONSULS**.

— **JUGES**, juges de commerce.

CONSULTATION, avis motivé d'un

avocat, d'un juriconsulte. *Consulteur*, donner des consultations. *Avocat consultant*.

CONTEND, **CONTENTION**, **CONTESTATION**, **CONTEST**, **CONTEXÇON** (*contestus*), discussion, débat, procès. *Contentieux*, sujet à contestation, litigieux. *Contentier*, *contester*, *contendre*, avoir contend ou différend, débattre.

CONTEUR **CONTEUR**, **CONTIÈRES**, avocat. « Conteur est que aucun esta-
« blit pour conter pour lui en
« cort. » (Anc. cout. de Norm.)

CONTINUATION DE COMMUNAUTÉ. Voir **COMMUNAUTÉ**.

CONTRACTUEL, qui dérive d'un contrat. *Institution contractuelle*, institution d'héritier faite dans un contrat de mariage.

CONTRADICTOIRE, **LEGITIME**, celui qui a qualité pour surveiller un acte, un inventaire, le partage d'une succession, etc.

CONTRADICTOIRE, **JUGEMENT**, jugement rendu en présence de toutes les parties ou de leurs représentants.

CONTRAINDRE, violence légitime qui se fait par les ordres de la justice. — Actes ou jugements qui autorisent cette voie d'exécution. *Contrainte par corps*, droit de faire emprisonner le débiteur.

CONTRAIRE. Les parties sont *contraires en faits* quand elles proposent des faits opposés, et le juge ordonne d'informer sur la *contrariété*.

CONTRAIT, **CONTRAT**, **CONTRAUX** (*contractus*), toute convention faite entre deux ou plusieurs personnes, par laquelle une ou plusieurs parties s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

CONTRARIÉTÉ D'ARRÊTS, opposition entre deux décisions supérieures, concernant les mêmes parties, ayant le même objet, et appuyées sur les mêmes moyens.

CONTRAT JUDICIAIRE, accord des parties devant le juge.

CONTRAT PIGNORATIF, prêt usuraire, coloré des titres de vente et de relocation.

CONTRAT DE MARIAGE, acte qui précède la bénédiction nuptiale

- (aujourd'hui l'acte civil), et qui contient les conventions faites, quant au régime des biens durant le mariage.
- CONTRAT DE MARIAGE** se dit aussi pour l'acte solennel par lequel le mari et la femme se prennent pour époux, et se promettent la foi conjugale.
- CONTRAT D'ABANDONNEMENT, D'ATTERMEMENT, DE CONSTITUTION.** V. **ABANDON, ATERMOIER, CONSTITUTION.**
- CONTRAVENTION, INOBSERVATION** d'une loi, d'une convention. Infraction légère de quelque règlement.
- CONTRE-AUGMENT, CONTRE-ÉCHANGE, CONTRE-PLEIGE,** etc. V. **AUGMENT, ÉCHANGE, PLEIGE.**
- CONTREBATTRE, contester.** (Ass.)
- CONTRÉDITS,** écritures fournies par une des parties, pour combattre les assertions ou dits de la partie adverse. *Bailler contradicts.*
- CONTRE-LETTRE, CONTRE-PROMESSE,** acte secret, destiné à modifier ou rendre nul un acte ostensible. *Lettre* est pris ici dans le sens de *contrat*.
- CONTREMAND (conframandatum),** c'est une excuse proposée pour faire remettre l'ajournement à un jour certain. *Contremandières* (Ass.) celui qui porte l'excuse. *Contremander,* s'excuser. V. **Beau-manoir**, ch. 11.
- CONTRE-MUR,** petit mur qu'on adosse contre le mur mitoyen pour que le voisin ne souffre aucun dommage de certaines constructions, telles qu'une fosse, une étable, etc.
- CONTREPAINTER,** saisir quelqu'un pour le forcer à faire recréance ou restitution des biens qu'il a lui-même indûment saisis.
- CONTRE PAN ou CONTRAPOST,** terre qu'on donne pour sûreté d'une rente ou d'un cens dû sur un autre fonds. V. **ABOIT et PAN.**
- CONTRE-SCÉL ou PETIT SCEAU** est un cachet que l'on applique à gauche des lettres sur un tiret qui attache les pièces ensemble, afin d'empêcher qu'on n'en détache aucune.
- second sceau qu'un juge appose sur des effets déjà scellés par un juge d'une autre juridiction.
- CONTRE-SIGNER,** signer l'ordre d'un supérieur, en qualité de secrétaire.
- CONTESTANT, NON,** nonobstant.
- CONTESTER, ENCONTESTER, résister, s'opposer. Contra stare.**
- « Deux manières sont de torts, il une
« est qui le fait. Il autre est qui mie an
« contresté a chose qui le font aux an-
« tres; et c'est assez blasmable chose. »
(Brunetto Latini.)
- CONTRIBUTION,** partage, répartition au marc le franc, au sol la livre, au prorata, entre des créanciers ou des débiteurs. *Contribution de dettes d'un défunt entre plusieurs héritiers. Contribution de dettes communes entre les habitants d'une paroisse. Créanciers venant à contribution.*
- Paiement. *Contribution de légitime,* obligation de payer la légitime imposée au frère, dernier avantage.
- impôt. *Contributions directes,* établies sur les biens et les personnes; *indirectes,* établies sur la consommation.
- CONTROLE, CONTRE RÔLE ou DOUBLE REGISTRE** qu'on tient des actes de finance et de justice pour en assurer la conservation et la vérité, et empêcher les antedates. Le contrôle des actes civils et de justice est ce que nous nommons aujourd'hui l'enregistrement.
- vérification. *Contrôleur, vérificateur.*
- CONTUMACE (contumacia),** c'est le refus que fait de comparaître en justice celui qui est ajourné ou décrété pour cause de crime ou délit. Ainsi la contumace en matière criminelle est ce qu'on nomme défaut en matière civile. *Contumace ou contumax* se dit aussi de l'accusé qui se dérobe aux poursuites judiciaires.
- CONVENANT, COVENANT, COVENT, COVENANCE (convenium),** convention, accord entre deux ou plusieurs parties sur une même chose, dans la vue de s'engager, de contracter. *Covenants taint loi.*
- « Li mestres qui prent apprentiz, il
« doit hucher (appeler) aux cen-
« venances du marché deus des
« mestres et deus des valets, por

- « oir les convenances faites entre
« le mestre et l'apprentiz. »
(*Mestiers de Paris.*)
- CONVENIR**, tomber d'accord. *Convenir et appoincter de quelque affaire doubleuse*, transiger. *Convenances*, convenu.
- CONVENT**, couvent. *Prieuré conventuel*, celui dans lequel il y a des religieux, par opposition au *prieuré simple*.
- CONVERSION**, changement d'un acte ou d'une procédure en un autre acte ou une autre procédure. *Conversion d'une obligation en une rente constituée. Conversion d'information en enquête*, changement d'un procès criminel en procès civil. On dit dans le même sens aujourd'hui, *conversion de saisie immobilière en vente sur publications judiciaires*.
- CONVOLER EN SECONDES NOCES**, contracter un second mariage.
- CONVOYER**, accompagner.
- COPIE**, écrit qui n'est que la reproduction d'un autre, le double de quelque écriture. *Copie de l'original. Copie de copie. Copie collationnée* est celle qui est certifiée conforme à l'original. *Copie figurée*, fac-simile.
- CORDONAN**, cuir de Cordone. *Cordonnier*, cordonnier.
- CORNAGE**, *HORNEGELD (cornagium)*, droit seigneurial sur les bœufs.
- CORPS**. **PRENDRE AU**, saisir quelqu'un pour le mettre en prison : *s'obliger corps et bien*, c'est engager sa liberté, si l'on ne satisfait pas à l'obligation qu'on a contractée.
- CORPS DE DÉLIT**, ensemble de faits et de circonstances qui attestent l'existence d'un délit.
- CORPS ET COMMUNAUTÉS**, corporations soit laïques, soit ecclésiastiques, municipalités, universités, chapitres, collèges, etc.
- CORRUPTÈLE** (Ass.), abus, mauvaise coutume.
- CORT**, cour, tribunal. *Cort de sang*, haute justice.
- CORVÉE**, *CORVÉE (corbada)*, services vilains (la plupart du temps services agricoles, dus par les serfs et les vilains à leur seigneur).
- COSE** (*causa*), chose, cause.
- COSTIENS**, collatéraux. *Et se les chaëte li est venus par costières.* (Ass.)
- COSTIVEMENT**, éducation, culture. *Costiver soi est li premiers commandement des lois* (De Font.).
- COTE**, *COTISE*, *COTTE (quota)*, la part que chacun doit payer d'une dépense — Règlement de la part que chacun doit payer. *Cotte mal taillée. Cotisation. Cotte morte*, succession d'un religieux curé.
- lettre ou numéro d'ordre qu'on met au dos d'une pièce inventoriée ou comprise dans un dossier pour la distinguer et la reconnaître au besoin. *Cote d'inventaire. Coter une pièce.*
- COTERIE (cota)**, héritage vilain tenu à rente ou à cens. *Gens de cote. Homme cottier*, est celui qui tient en coterie.
- COTIER**. **FIEF**, **VILAIN FIEF**. **TERRE COTTIFRE**, **HERITAGE COTTIER**, tenure roturière. *Cens cottier*, sur-cens.
- COUARD** ou **COFARD**, poltron. *Couardis*, lâcheté.
- COUCHANT ET LEVANT**, ÊTRE, c'est être domicilié.
- COUCHER EN COMPTE**, **EN RECETTE**, écrire en compte, porter en recette.
- COULOMS**, pigeons.
- COULPE**, faute. *Ilutra sa coulpe*, dire son *men culpa*. *Coupables*, coupables. *Coupoier*, accuser, inculper.
- COUR (curia)**, tribunal. *Cour feudale, cour laïe, cour ecclésiastique. Cour des aides, des monnaies.*
- lieu où les juges exercent leur juridiction.
- COURONNE (corona)**, tonsure. *Couronné*, tonsuré.
- COURRATIER (corraterius)**, courtier.
- Lors a estre advocat m'assais
Et courretier et procureurs.
Pour ce ne fus-je pas moins terres.
(Renart.)
- COURTIL**, **COURTIEUX**, **CORTILLAGE (curtile)**, jardin, enclos.
- héritage donné à cens. *Courtillage*, redevance due par le tenancier ou *courtillier (curticularius)*.
- COUSTE**, **COUSTANGES**, **COSTEMENTS (custus)**, frais, dépens. *Loyame-coute*, tout ce que l'acquéreur est

- tenu de payer outre le prix principal de l'acquisition.
- COUTUME** (*consuetudo*, 1°), loi non écrite, usages du pays. (Le recueil de ces ouvrages se nomme aussi *Coutumes* ou *Coutumiers*.) *Coutumesouchères*, *coutumes d'estoc* et *ligne*. V. **SOTCHERES**, **ESTOC**.
- (*Consuetudo*, 4°), redevance, fermage en nature. *Héritage tenu en coutume*. *Lever la coutume* (*customare*). *Coutumes de bled* ou *de vin*.
- COUTUMIER**, **HOMME**, **SERF**, **VILAIN**, c'est celui qui paie une redevance fixée ou abonnée.
- **HOMME**, **FEMME**, **FILLE**, **PERSONNE**, c'est le roturier par opposition au noble. On dit que l'héritage se partage *coutumièrement* entre roturiers, à la différence du fief qui se partage *noblement*.
- COUTUMIERS**, **HOMMES**, sont quelquefois les anciens praticiens qui témoignent en justice des usages du pays.
- COUTURE** *cultura*, champ cultivé. *Une couture de terre*.
- COUTURIER**, tailleur.
- COUVRIRE LE FIEF**, c'est empêcher la saisie féodale en faisant foi et hommage pour *ouverture* ou mutation de fief avenue.
- COUVRIRE L'ENCHERE**, enchérir.
- COUVRIRE** signifie encore empêcher, défendre. On *couvre* une nullité en défendant au fond; la prescription nous *couvre* de la demande d'un adversaire, c'est-à-dire nous en garantit.
- COVANT**, **COVENANT**. V. **CONVENANT**.
- COVINE**, pensée, intrigue.
- CRANTER**, **CRANT**. V. **CRÉANTER**.
- CRÉANCE**, **CREDENCE** (*credentia*), crédit. *Lettre de créance*.
- chose due. Titre de celui à qui on doit, ou *créancier*. *Abolition des créances et vieilles scédules*.
- CRÉANTER**. (*creantare*), promettre, donner sa foi, cautionner. *Créand*, *crand*, garant, garantie. *Créantement*, promesse, caution.
- CREDITEUR**, *créancier*.
- CREISSANCE**, **CREISSEMENT**, croissance, augmentation. — Conclusions nouvelles. (Ass.)
- CREMEUR**, **CRIEMEUR**, crainte. *Crémieur de Diez* est le commencement de sapience. *Criemer*, *crembre*, craindre.
- CRETINE**, accroissement, alluvion.
- CRI PUBLIC**, **CRIS** ou **CRIGAGE** (*crida*), ban, publication à son de trompe. — Vente aux enchères.
- LE CRI ET LES ARMES PLEINES**, c'est le privilège de l'ainé. Chaque maison noble avait son cri de guerre, et l'ainé héritait du cri, des armes, de la devise, etc.
- CRIGER**, cri. Publication que le sergent faisait à la porte de l'église des biens saisis et exposés en vente. *Crier par quatre quatorzaines*.
- CRIGES ET SUBASTATION**, vente aux enchères publiques.
- CRIOIRE**, prêter, de *credere*, d'où *creancier* prêteur. *Choss creus*, chose prête. *Creus*, créance.
- CHOISEN**, marquer d'une croix. *Croiser aucuns articles des despens*.
- CRIOISTRE** (*creacere*), augmenter. *Croissement*, augmentation, accroissement. *Croix de cens*, augmentation du cens ou de la rente.
- CRIOIST** (*creamentum*), produit des bestiaux. *Bail de bêtes à croix et à cheptel*. V. **CHEPTEL**.
- CRUE** *creuta*, accession, accroissement. *Crue des meubles*, est l'augmentation du prix des meubles porte dans l'inventaire, augmentation qui a pour but d'obtenir la juste valeur des objets ordinairement prisés trop bas. A Paris cette augmentation était du quart.
- Augmentation d'impôts, *superindictio*.
- CRUEUS**, cruel, excessif. **CRUALMENT**, excessivement.
- CUEILLETTE**, levée d'impôts, redevances. *Cueilleur*, collecteur. *Cueil-loir*, livre terriers.
- CUENS**, comte.
- CUER**, cœur, courage, chœur.
- CUERE** ou **CEURE** (*cora*), contame dans les pays flamands. *Coriers*, *ceuriers*, *querriers*, hommes coutumiers.
- CUIDER**, penser, imaginer, présumer. *Tel cuida venger sa honte qui la croist*. *Ce cuil*, je pense. *Cuidar fait souvent l'homme mentir*. *Cuidance*, présomption.
- CURE**, soin, garde, surveillance. *Cureur*, *curateur*, celui qui est

commis pour régir et administrer les biens d'autrui. *Curatelle*, charge, fonction de curateur. CURIAUX, notaires et greffiers municipaux.

CUSTOME, garde, gardien, sacristain. CUVERT, CUIVERT, CULVEUR, traître, félon. *Cuivertise*, *cuivertage* (*culverta*), perfidie, bassesse, servilité.

D

DABLÉE. V. DEBLAYER.

DAM, DAMAGE (*damnum*, 2), dommage, préjudice, dégât causé par les bestiaux. *Damagier*, causer préjudice.

DAME (*domina*), femme. *Dame* ou *pucelle*.

— seigneur. *Dame Dex*, Seigneur Dieu.

DAMNE, DAMPNÉ, condamné. *Sang damné*. *Dannement*, condamnation.

DAMOISEL, DAMOISEAU, DAMOISELLE, DEMOISELLE (*domicellus*), fils ou fille de bonne maison.

DAMP, DOMP, don, seigneur.

DANGER, FIEF DE (*dangerium*). V. FIEF.

— TIERS ET (*dangerium*, 2), droit payé au roi pour avoir la permission de vendre certains bois. Les *sergents dangereux* étaient les inspecteurs des bois sur la vente desquels le roi avait le droit de *tiers et danger*.

DARREIN, DERREIN, dernier. *Darriennes coulottes*. *Darrainement*, dernièrement.

DATAIRE, officier de la chancellerie romaine qui mettait la date sur les suppliques.

DATE (*data*), indication du jour, du mois et de l'année dans lesquels un acte a été passé. *Date certaine*, celle qui est devenue inattaquable par la mort d'une des parties.

DATION n'est pas donation, mais délivrance; paiement, libération. *Dation en paiement*.

DATIVE, TUTELLE. V. TUTELLE.

DAUBER, doubler, redoubler, augmenter.

DEABLE, DÉAUBLE, le diable.

DEAN (*decanus*, en anglais *dean*), doyen.

DÉBAIL, cessation du bail ou de la puissance maritale.

DÉBAT, contestation. *Débatieres*, celui qui conteste. *Débats*, la partie

du procès civil ou criminel qui se porte à l'audience.

DÉBATS DE COMPTE, contestation élevée par celui qui reçoit le compte.

DÉBETS, sommes restées entre les mains des comptables. *Enregistrement en débet*, est celui qui se fait sans paiement actuel du droit, qui sera perçu plus tard.

DÉBIT, ce qu'on doit dans un compte courant.

DÉBITEUR, celui qui doit, celui qui est obligé.

DÉBITIS (*debitis*), commission royale ou lettres de chancellerie pour exécuter un débiteur par toute l'étendue du Parlement. Pour exécuter dans le ressort d'un autre Parlement il fallait lettres de *pareatis*.

DEBLAYER, DEBLAER, DÉBLAYER (*blada*, *debladare*), couper les blés, faire la moisson. *Desbleds*, *dablée*, *deblature*, récolte.

DÉBOURSES, avances faites pour la gestion des affaires d'autrui.

DÉBOUTER, rejeter. *Débouté de son opposition*, de sa demande. Déchu de son opposition, de sa demande. *Débouter un juge*, le récuser.

DEBS, dettes. V. DETTES. DÉBTEUR, DETTEUR, débiteur.

DÉCERNER, donner l'ordre de prise de corps ou de contrainte en matière criminelle ou civile.

DÉCHARGE (*descharga*), libération, quittance, absolution. *Décharge d'un accusé*, *décharge de la contrainte par corps*.

DÉCHÉANCE, perte d'un droit, faute de l'avoir exercé à temps, ou d'avoir rempli certaines formalités. On est *déchu de son appel* quand on laisse prendre un *congé* par l'intimé.

DÉCIMES (*decima*), dime ou impôt payé au roi par le clergé.

DÉCIMALES ou DÉCIMABLES, CHOSES,

- biens sujets à la dime. *Décimateur*, *decimier*, le seigneur qui a droit de percevoir les dimes; ou le fermier qui les lève.
- DÉCISOIRE, SERMENT, serment qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause.
- DÉCLARATION, manifestation de volonté. *Déclaration au profit d'un tiers*. — Attestation d'un fait. *Déclaration d'accouchement*. *Déclaration d'héritage par ténans et aboutissans*, c'est la désignation des bornes et des limites d'un immeuble.
- D'ABSENCE, jugement qui constate l'absence.
- AFFIRMATIVE, reconnaissance que doit faire le tiers saisi des sommes qu'il doit à la partie saisie.
- D'HYPOTHÈQUE, signification de l'hypothèque au tiers détenteur de l'héritage hypothéqué. — Reconnaissance de l'hypothèque par le tiers détenteur.
- DÉCLINATOIRE, EXCEPTION, *declinatoria exceptio*, est celle par laquelle on attaque la compétence du juge devant lequel l'affaire est portée. *Décliner*, proposer le *declinatoire*, c'est refuser de reconnaître la compétence du juge, et demander le renvoi devant une autre juridiction.
- DECOMBRER. V. DESCUMBRER.
- DECOMPTE, FAIRE LE, c'est déduire et retenir par ses mains une somme due sur une plus grande qu'on doit.
- DÉCONFÈS (*intestatus*). V. CONFÈS.
- DÉCONFITURE (*disconficere*), c'est l'insolvabilité, la faillite du non commerçant.
- DÉCRET, DÉCRÉTALES, c'est la législation canonique. *Décrétistes*, sont les jurisconsultes canoniques.
- « Bien à vou, bien à appris.
 - « Ose pour leur ame grant peur.
 - « Doivent avoir tuit traiteur.
 - « Tuit piédeour, tuit decréteste,
 - « Tuit avocat, et tuit légiste;
 - « Et trestuit cil qui pour avoir.
 - « De voir font sans, et de faus voir. »
- (Gautier de Colnisi.)
- DÉCRET, ordonnance du juge en matière civile ou criminelle. *Décret d'assigné pour être ouï*; *décret d'ajournement personnel*; *décret de pris de corps*. *Décréter*, c'est rendre un de ces trois décrets.
- DÉCRET, c'est l'ordonnance qui autorise la vente aux enchères, et par suite cette vente même. *Décret d'adjudication*. *Décret volontaire*, espèce de purge par vente simulée. *Décret forcé*, vente sur saisie immobilière.
- DÉCROIRE (*decredere*), mécroire, discrédit.
- DÉDIT, peine stipulée contre celui des contractants qui se refuse à exécuter son engagement.
- DÉFAILLIR, manquer. *Femme qui est defaillie de son baron*, veuve. (Roisin.)
- mourir.
- ne pas comparaître sur l'assignation. *Défaillans par quatre défauts*.
- DEFAIT ou DEFAULT (*defectus*, 4).
- « C'est, dit Rastail, une offense en « omettant ce qui doit être fait « default de droit, *defectus juris*, « *licite*, défaut de paiement), et « plus communément est pris pour « non apparenc en cour au jour « assigné. » V. COXÉ.
- DÉFENDRES, DÉFENDEUR, celui contre lequel est intentée une demande judiciaire.
- DÉFENSES. V. DEFFENS.
- DÉFENSER, dénoncer, accuser.
- DÉFFENS, DEFFOYS, DÉFENSES DE DROIT (*defensa*, 2), exceptions. — Moyens que le défendeur oppose à la demande formée contre lui.
- prohibition. — *Défenses générales*: lettres ou jugement de répit obtenues par le débiteur.
- TERRES EN (*defensa*, 3). Terres sur lesquelles la vaine pâture est interdite. *Terres sont aucuns temps en defens*, dit la coutume de Normandie. *et en autres sont communes*. *Prés défensables*. *Bois de defens*, bois velés (*defensa foresta et silva*), bois gardés.
- DÉFFERMER (*diffirmare*), ouvrir, délier.
- DÉFFIER, DESAFFIER (*diffidare*), renoncer à la foi. — Provoquer en duel. *Défailla*, défi.
- DÉFFORCIER (*deforciare*), forcer, violenter, expulser. V. EFFORCIER.
- DÉFINIR, finir. *Jugement définitif*, celui qui termine entièrement le procès. *Définilla*, mort.
- DÉFORCER JUSTICE, LE SERVICE (*dif-*

- forciare rectum*), c'est refuser de faire droit ou de rendre le service dû.
- DECOUST, égout, gouttière.
- DÉGRADATION, dommage, détérioration.
- destitution ignominieuse d'une fonction publique. *Dégradation de la qualité de noble* : perte et déchéance de la noblesse.
- DÉGRAVER, DÉGRÉVER, décharger, libérer, faire remise.
- DÉGRÉ (*gradus*), rang, distance, ordre. *Degré de parenté, degré de substitution. Degré de juridiction*. — Grade, prendre ses degrés dans une faculté.
- DÉGUEPPIE, veuve, femme qui vient de perdre son mari.
- DÉGUEPPIR (*deguerpir*), délaisser, abandonner, céder la possession. On dit aussi *guerpir, guesver, icerpir, esponcer*.
- DÉHAÏT, maladie, affliction. *Déhaïté*, malade.
- DÉLAI, DÉLAÏANCE, DÉLAÏEMENT, retard, temps accordé par la loi ou l'usage. *Délais d'assignation, délais de paiement, délais pour faire inventaire et débiter*.
- DÉLAÏER, délaisser, différer, négliger.
- DÉLAISSEMENT, abandon, désistement, renonciation. *Délaissement par hypothèque*, abandon de l'immeuble hypothèque pour se décharger des poursuites intentées par les créanciers d'un précédent propriétaire.
- DE LÉGER, DE LÉGIER, facilement.
- DÉLÉGUER, substituer quelqu'un à sa place. *Juge délégué. Délégation de paiement*, l'acte par lequel un débiteur charge un sien débiteur de payer en son lieu et place.
- DE LEZ, près, proche de.
- DÉLIBATION, distraction d'une chose sur la masse des biens d'une succession ou d'une communauté.
- DÉLIBÉRÉ, examen d'un procès par les juges. *Affaire en délibéré*. — Jugement qui ordonne cet examen.
- DÉLIMITATION, bornage.
- DÉLINQUANT, celui qui a commis un délit.
- DÉLIT (*delictum*), toute infraction aux lois pénales. *Délit commun, délit privilégié*.
- DÉLIT (*delectamentum*), joie, plaisir, délices.
- DÉLIVRANCE (en anglais, *livery*), tradition. Mise en possession. *Délivrance de legs. Délivrer au plus offrant, adjudger*.
- DÉLIVRE, libre. *Délivrer poeste*, libre puissance. *À délière, délièrement*, librement.
- DEMAINE, DEMAIGNE, DEMESNE (*domanium*), domaine, — pouvoir, autorité.
- DEMANDE (*demanda*, 2), action intentée en justice. *Demandeur*, actionner. *Demandeur, demandierres*, celui qui réclame.
- DÉMEMBRER LE FIEF (*demembrare*), diviser le fief, en détruire l'intégrité par des sous-infiéodations. D'un fief en faire plusieurs.
- V. DÉPIE.
- UNE JUSTICE est en créer une avec réserve de ressort.
- DÉMENER, conduire, gouverner. *Demenement*, état, condition, conduite.
- DÉMEURE, DEMEURANCE, DEMEURÉE (*demeura longa*. En anglais, *demurrer*), délai, retard. *Mettre en demeure* : constater le retard. *Pétil en la demeure* : danger dans le retard. *Le demeurant*, le restant. *Au demeurant*, au reste, pour le surplus.
- domicile, habitation.
- DEMI-SANG, parenté utérine ou consanguine.
- DÉMISSION, DEMISE, abandon. *Démision de biens*, abandon anticipé qu'un homme fait en son vivant de sa succession au profit de ses héritiers.
- DÉMISSION DE FOI, aliénation que fait un vassal d'une partie de son fief, sans retenir à lui la foi de l'ancien vassal.
- DÉNI, DENOI, refus. *Déni de justice. Denoier*, dénier, refuser.
- DENIER, monnaie. — Taux de l'intérêt. *Rentes au denier vingt* sont celles qui donnent chaque année la vingtième partie du capital ou 5 pour 100 d'intérêt.
- DENIER À DIEU, arrhes d'un marché. *Deniers d'entrée* : épingle, pot-de-vin, argent payé en sus du prix convenu.

DENIERS, argent. *Deniers clairs et liquides* : deniers qui tiennent nature de propre; *deniers pupillaires*. *Deniers francs* ou *francs deniers* sont ceux qui sont exempts de toute déduction ou retenue. *Vendre deniers francs*, c'est mettre à la charge de l'acquéreur tous les frais de vente.

DÉMEMBRÈMENT, **DENOMBANCE** (*denombramentum*), déclaration de l'étendue et de l'importance du fief, fournie au seigneur par le vassal, l'état et l'énumération détaillée de tout ce que le vassal avoue tenir du seigneur dominant.

DÉNONCER (*nuntiare*), signifier un acte, — indiquer à la justice qu'un crime a été commis.

DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE (*nuntiatio novi operis*), action contre celui qui a commencé sur son fonds une nouvelle construction contre l'ancienne forme de l'édifice et la disposition des lieux.

DENRIE, **DENRIE** (*denariata*), toute espèce de marchandise; tout ce qui se vend à beaux deniers comptants.

DÉPAISE ou **FORPAISÉ**, qui est hors du pays. — Exilé, egare.

DÉPARAGER (*disparagare*), marier une fille à une personne de condition inférieure, la mésallier.

DÉPARTAGER, faire cesser le partage, l'égalité des opinions qui empêche les juges de rendre jugement.

DÉPARTIR, diviser, partager. *Départir des procès*, partager entre les juges les pièces du procès soumises à leur examen. — *Départie*, séparation. *Département*, *départissement*, répartition.

—, *Se quitter*, abandonner une prétention, un droit, une demande. *se départir de son opposition*. *Départir de son plea*, changer ses conclusions dans les coutumes anglo-normandes.

DÉPENDANCES (*dependentiæ*). V. **APPARTENANCES**.

DÉPENS, frais du procès. *Dépens compensés*, frais laissés à la charge de chaque partie. *Dépens réservés*, c'est lorsqu'en prononçant un jugement interlocutoire on garde

la question des dépens pour le jugement définitif.

DÉPIER, **DÉPIÉCER**, **DÉPÊCHER**, diviser, séparer, désunir.

DÉPRI DE FIEF, c'est le démembrement, le morcellement, le *dépècement* du fief par le vassal. *Dépier le fief*, c'est le mettre en pièces, et d'un en faire plusieurs.

DÉPLEGER, décharger la caution ou pleg.

DÉPORT, délai. *Payer sans déport*, payer sur-le-champ.

— droit du seigneur sur le fief qu'on tarde à desservir.

— ON ANNEXE. V. **ANNEXES**.

DÉPORTER (*deportare*), souffrir, supporter. *Se déporter*, s'abstenir. *Déport du juge*, abstention du juge quand il y a quelque raison qui lui défend de prendre connaissance du procès.

DÉPOSITAIRE, celui qui est chargé d'un dépôt.

DÉPOSITION DE TÉMOINS, c'est la déclaration qu'ils font en justice.

DÉPOSSÈDÉ, celui à qui on a ravi violemment la possession.

DÉPÔT, acte par lequel on reçoit en garde la chose d'autrui, à la charge de la conserver et de la rendre en nature. *Dépôt de pièces*, d'une sentence, apport de pièces au greffe ou chez quelque officier public.

DÉPOUILLEMENT, **NOUVELLE DÉPOUILLE** (*spoliatio*), éjection de la propriété, nouvelleté dans le grand Coutumier.

DÉPOUILLES, **DESPCELLES**, fruits, récoltes. — Droit seigneurial sur les successions.

DÉPRI (*despropriamentum*), accord fait avec le seigneur ou le fermier d'impôts pour le paiement des lods et ventes, ou des droits de douane. *Dépri*, signifie également la déclaration faite au seigneur ou au fermier. *Faire dépri*, *dépriier*.

DÉRAISON, **DESRESON**, tort, injustice. V. **RAISON**.

DÉROGATION, abrogation partielle, modification d'une loi ou d'une convention. *Clause dérogatoire*. *Déroger à ses droits*, à son privilège, c'est y renoncer.

DÉROGER A NOBLESSE, c'est la compromettre par des actes indignes

- d'un gentilhomme, notamment par l'exercice d'une honorable industrie.
- DERRAINE**, serment fait en justice. V. **DESRAINER**.
- DÉSAGIÉ**, minceur.
- DÉSAPPOINTE DE SA POSSESSION**, ÊTRE, c'est perdre sa possession pendant l'instance. *Desapoincté de son office*, destitué. (Nicod.)
- DÉSARRÊTER**, donner mainlevée.
- DÉSATREMPÉ**, excessif. *Douaire ou don desatrempté. Destrempance*, dérèglement.
- DÉSAVENANT**, déraisonnable, non convenable. *Désavenant demande; mariage désavenant (maritagiūm desavenans)*. V. **AVENANT**.
- DÉSAYU DE PATERNITÉ**, refus du mari ou de ses héritiers de reconnaître un enfant né dans le mariage, mais prétendu adultérin.
- DÉSAYU DE PROCUREUR**, refus de reconnaître ce qu'un procureur a fait sans mandat, ou hors des limites de son mandat.
- DÉSAYUÉR** (*disadvocare*), refuser de reconnaître pour seigneur celui qui prétend avoir ce droit.
- DESCENDANCE**, filiation, généalogie.
- DESCENDANS**, tous ceux qui sont nés d'un père commun, enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, etc.
- DESCENDEMENT**, DESCENDUE, DESCENTE, succession directe, à la différence de l'*écheoite* ou succession collatérale.
- DESCENTE SUR LES LIEUX**, visite qu'en fait le juge.
- DESCUÉ**, insu.
- DESCONFÉS**, intestat. V. **CONFÉS**.
- DESCUMBRE** (*combri*), décharger, débarrasser, désencombrer, — lever une hypothèque.
- DÉSERTER L'APPEL**, ne pas le relever, y renoncer. *Appel désert. Désertion de cause*.
- DESERVIR**, « mériter soit bien, soit « mal, d'où vient *dessert*, mérite « soit de bien, soit de mal. » (Nicod.)
- DESEVRER**, DESSEURER, DESSOIVRE, séparer, distinguer. *Desverrer lo bien dou mal, et lo mau dou bien* (Miroir de Souabe). *Desverrance, desverraile*, privation d'un profit, perte.
- DESHAICT**, « tristesse, marrisson, « content, débat, désordre. *Des- « haile*, fâche, ennuyé. » (Nicod.)
- DESHÉRENCE**, défaut d'héritiers. *Le droit de deshérence* ou *d'eschéance*, est le droit qui appartenait au roi ou aux seigneurs de succéder à ceux qui mouraient sans laisser d'héritiers.
- DESHÉRITANCE**, dépossession. *Deshériter, deshireter*, dépouiller. (V. **ADHÉRITER**), et aussi *exhéréder*, c'est-à-dire priver un successeur de tout ou partie de ses droits.
- DESISTEMENT**, renonciation, abandon d'un droit, d'une plainte, d'une action.
- DESILIGEMENT DE CENS** (*disligare*), paiement de cens.
- DESLOER**, blâmer, faire des reproches.
- DESOIVRE**. V. **DESEVRER**.
- DESPENDRE**, dépenser. *Il est à moi à vendre et à despender. Despens*, dépenses. V. **DÉPENS**. *Despensier*, économe.
- DESPESIE**. V. **DÉPENSE**.
- DESPIT** (*despitus*), mépris, colère. *Despitault*, courroux.
- DESPITER**, DESPISER, DESPIRER, mépriser.
- Ichil n'a guères de savoir
Qui le grain despit pour la paille.
- DESPOETIR** (*desapoderare*), déposer. V. **POESTER**.
- DESRAINER**, DÉRAIGNER, DERESNIER (*dirationare*), se purger par serment. V. **ESCONDIT**, — dénier. — défendre en justice, revendiquer, parler, haranguer. *Desrenement*, discours, contestation.
- Ainsi dit, puisque par jugement
Voules faire desrenement
D'avoir les armes d'Achille.
(*Métam.* d'OTIDE.)
- DESRENE**, DESRAME, déni, purgation par serment. Preuve. défense.
- DESROI**, DÉSARROI, désordre, écart, trouble.
- DESSAISINE** (*dessaisinatio*), trouble de possession. « Disseisin, » dit Rastall, « est quand un homme « entre en aucunes terres ou te- « nemens, lorsque son entrée « n'est pas congeable (légitime), « et oustre celui qui a le franc « tenement. »

- DESSAISIR, ôter la possession — Lever la saisie.
 —, SE (*desesiare se*), céder la possession.
 DESSOUVER, séparation, limite. V. DESEVER.
 DESTINATION DE PÈRE DE FAMILLE, disposition des lieux faite par le propriétaire commun de deux héritages, et qui, se conservant après la séparation des deux fonds, établit une servitude au profit de l'un d'eux.
 DESTOURNER, troubler, évincer. *Destorber le damage*, écarter le dommage. *Destourbance*, *destourbier* (*disturbium*), trouble, empêchement, vexation, — excuse.
 DESTRAINdre (*distringere*, 2), contraindre, forcer. *Destraingnant*, *destrainte*, *destrresse*, contrainte, punition.
 DESTRIER (*dextrarii*). « Il y a, » dit Brunetto, « chevaux de plusieurs manières, à ce que li un sont » *destrier* grant pour le combat. « li autre sont *patefroy* pour chevaucher à l'aise de son corps. « li autre sont *rouci* pour somme » porter. »
 DESTROIT, DISTRAIT, DISTRICT (*districtus*), étendue de la juridiction ou ressort. *Distroit et territoire*.
 DESTUTUDE, non-usage.
 DESVEER. V. DÉVEER.
 DETENTEUR, celui qui possède de fait. *Détention*, possession de fait, et, dans une autre acception, capacité.
 DÉTIER, retarder, différer. *Détriance*, *détriment*, obstacle, retard, dommage.
 DETTES, DEU, tout ce que nous devons payer. *Dettes actives*, ce qu'on doit nous payer, nos créances. *Dettes passives* sont celles que nous devons acquitter. *Dette claire et liquide*, dette qui consiste dans une chose certaine et déterminée, et qui est immédiatement exigible. *Dette publique*, emprunts faits par l'Etat. — *Detteur*, *detor*, débiteur.
 DEUIL, habits de deuil; — somme allouée à la femme pour porter le deuil de son mari. — *L'an de deuil*, l'an de veuvage.
 DEUYE, douve.
 DEVALER (*devalare*), descendre, aller à val.
 DEVANCIE, retrait lignager.
 DEVEER (*ostare*), défendre, refuser.
 DÉVEER, DEVER, DEVIA (*deviare*), devenir fou, être hors des voies de la raison. *Deverie*, folie.
 — mourir, aller de vie à trépas. *Devier sans issue*, mourir sans héritier. *Dévie*, trépas.
 DEVEST. « C'est, » dit Rastall, « une » parole contraire à l'*invest* (ou « *Vest*), car, comme *invest* signifie » trader (délivrer) la possession » d'une chose, *invest* (aussi) » « *Devest* signifie l'auféance de » « ceo. » *Se devestir* (*devestire se*), abdiquer la possession.
 DÉVIS, état détaillé d'ouvrages à faire, et détermination du prix qu'ils doivent coûter.
 DEVISE (*divisa*), testament, partage. *Devisor*, testateur. *Devise*, légataire dans les coutumes anglo-normandes.
 Quand li Dus a fait sa devise.
 Et a ceus rendu leur servise,
 Qui en sa court l'ourent sorti,
 L'ame du corps se départi.
 (Rom. de Rom.)
 — bornage *Deviseur* (Ass.), celui qui fait le bornage.
 DEVOIR DE FIEF, FRANC DEVOIR, c'est la foi et hommage dû par le vassal, à chaque mutation, ou le service qui remplace l'hommage.
 DEVOIRS (en anglais, *duty*), droits, redevances. « Le seigneur féodal » par faute d'homme, droits et devoirs non faits et non payés, » peut mettre en sa main le fief » mouvant de luy. »
 DÉVOLU, provision qu'on obtenait à Rome pour avoir le bénéfice que le titulaire ne pouvait conserver.
 DÉVOLUTION, transport héréditaire à la ligne paternelle ou maternelle des biens affectés à l'autre ligne.
 — transport d'un bénéfice. *La dévolution d'un bénéfice appartient à l'évêque*.
 DÉVOLUTIF, EFFET. On dit que l'appel d'une sentence a un effet dévolutif, parce qu'il porte devant un tribunal supérieur la connaissance de l'affaire.
 DICTON, DICTUM D'UNE SENTENCE OU D'UN ARRÊT, c'est le dispositif.

DIFFÉRENT, débat, controverse.

DIGESTE ou **PANDECTES**. Compilation de la jurisprudence romaine faite et érigée en loi par Justinien.

DILAIEB, retarder, *différer la partie dilatoire*. V. **DELAIEB**. *Dilations*, délais.

DILATOIRE, **EXCEPTION**, exception qui tend à retarder, à différer l'instruction ou le jugement d'un procès.

DIME ou **DIXME** (*decima*), portion de fruits prélevée au profit du clergé. *Dixmes réelles*, qui se perçoivent sur les fruits de la terre; *dixmes personnelles*, qui se lèvent sur l'industrie; *dixmes anciennes*, qu'on a coutume de lever; *dixmes novales*, qui se prennent sur les terres nouvellement mises en culture; *dixmes inféodées*, qui ont été données en fief à des laïques.

DIRE, **DIREB**, observations, conclusions, *dire des parties*. *Dire de prud'hommes* ou *d'experts*. c'est ce que les experts ont fixé pour la valeur de la chose.

DIRECTE. c'est la seigneurie. c'est-à-dire la propriété supérieure de laquelle relève un autre héritage, le *domaine éminent*.

— **LIGNE**. c'est la ligne des ascendants et des descendants.

DIRECTION DE **CRÉANCIERS**, union. *Directeurs*, syndics.

DIRIMANT, **EMPÊCHEMENT**, c'est l'obstacle, le défaut qui emporte la nullité du mariage.

DISCUSSION, **BÉNÉFICE DE**, c'est le droit qui appartient à la caution d'exiger, avant de payer, que les créanciers discutent le principal débiteur, c'est-à-dire recherchent, saisissent et vendent les biens du principal obligé.

DISEUR, **DISOR**, **DISOUR** (*dictores*), arbitre. — Juge.

DISFAME, **DIFFAME**. mauvaise réputation, infamie. V. **FAME**.

DISJONCTION, séparation de deux demandes jointes ensemble.

DISPENSACION, **DISPENSE**, exemption de la loi commune. *Dispense d'âge*, de parenté.

DISPERGEB LE FIEF, c'est le démembrer. V. **DÉRIÉ**.

DISPOSITIF, partie du jugement qui contient le jugement proprement

dit, c'est-à-dire ce que les juges ont décidé.

DISPOSITION DE LA LOI, **DE L'HOMME**. C'est tout ce que la loi ou l'homme ont ordonné. *Dernières dispositions*, testament.

DISSOLUE, dissoute. *Communauté dissolue*.

DISSOLUTION, rupture d'un lien, anéantissement d'un acte. *Dissolution de mariage*, de communauté.

DISTRACTION, séparation. *Demande en distraction*, ou retranchement de ce qui a été mal à propos compris dans une saisie; *distraction de dépens*, demande du procureur qui a eu gain de cause, pour prélever ses frais sur les dépens adjugés à sa partie.

DISTRAYER, **DISTRAINER**, séparer, enlever et mettre à part. *Ôter: distraire de la juridiction*.

DISTRIBUTION, partage, attribution.

DISTRICT, **DISTRICT**. V. **DESTRUCT**.

DIT, sentence arbitrale. *Diseurs*, arbitres.

— **ÔTRE**, enchère. *Mettre en dit*, mettre à l'enchère.

DITS, conclusions, allégations des parties. V. **DIRE**. *Prouver en dit* (Ass.), faire preuve verbale.

DIVERTIR, détourner et enlever des effets en fraude. *Diversissement*, détournement, soustraction.

DIVIDENDE, quote-part afférente à chacun des ayants droit dans une liquidation.

DIVIS, partagé, divisé. *Indivis*, indivisé. *Mariage divis*, dot donnée, constituée, assignée par le père ou la mère.

DIVISE. V. **DEVISE**.

DIVISION, partage, séparation d'une chose en plusieurs parties.

DIVORCE, dissolution du mariage judiciairement prononcée.

DOE. V. **DOUVE**.

DOER. V. **DOUER**.

DOINT, donne. *Dieu vous doint longus vis*.

DOISIL, douzil, fausset, robinet. *Broche à mettre à un muy*.

(Nicod.)

DOL, fraude, artifice, ruse. *Mauxures dolosives*.

DOMAINE, **DOMAINE** (*dominium*), seigneurie, propriété. *Seigneur propriétaire et domanier*.

DOMAINE CONGRÉABLE. Voyez CONGRÉABLE.

— DIRECT, DOMAINE UTILE. V. DOMINANT.

— principal manoir, chef-lieu du fief.

— *le roi, de la couronne* (*domanium*), propriétés de la couronne, biens de l'Etat. *Domaine particulier du roi ou domaine privé*, ce sont les biens que le roi possédait lorsqu'il est parvenu à la couronne, et dont il conserve aujourd'hui la libre disposition.

— *PUBLIC*, biens qui, destinés à l'usage public, ne sont pas susceptibles d'être possédés par les particuliers.

DOMAINES ENGAGÉS, biens de la couronne aliénés dans des cas de nécessité pressante, mais toujours rachetables.

DOMANIAL se dit des biens qui sont du domaine de la couronne.

— se dit aussi de ce qui tient à la propriété. *La rente foncière est un droit domanial; la justice est un droit seigneurial, mais non pas domanial.*

DOMESTIQUE, familier. *Domestiquer*, apprivoiser.

DOMICILE, lieu où l'on a son principal établissement.

DOMINANT, SEIGNEUR, celui à qui on doit l'hommage et auquel appartient la seigneurie de la terre, à la différence de celui qui doit l'hommage et jouit des droits utiles, c'est-à-dire des fruits du sol. *Fief dominant, fief servant.*

— *FONDS*, celui en faveur duquel existe une servitude.

DOMMAGE. V. *DAM*. *Dommages intérêts*, perte qu'on a soufferte par le fait d'autrui, et gain dont on a été privé. *Quod nobis abest quodque lucrari potuimus.*

DON, largesse, libéralité. *Don manuel, don alimentaire.*

DONATAIRE, DONNE, celui au profit duquel est faite la donation. *Donateur, donneur, donnières*, celui qui fait la libéralité.

DONATION, DONATIF, DONOISON, libéralité, don gratuit. *Donation entre-vifs*, libéralité faite du vivant du donateur, à la différence de la *donation à cause de mort* qui n'a d'effet qu'après le décès

de celui qui donne. *Donation universelle, mutuelle, en avancement d'hoirie; par préciput, hors part et sans partage.*

DOSSIER, c'est la feuille de papier qui couvre une liasse de pièces.

— La liasse des pièces elle-même. *Communiquer le dossier*, c'est communiquer les pièces de l'affaire.

DOT, ce que la femme apporte en mariage. *Dot de religieuse*, ce qu'une religieuse donne au couvent pour y être admise. *Dot d'une église*, ce qui est donné pour l'entretien du culte et du clergé. *Doter*, dower, donner une dot. *Dot d'une place de guerre*, son artillerie et ses munitions.

DOTAL, qui appartient à la dot. *Biens dotaux, deniers dotaux. Régime dotal*, régime sous lequel l'apport de la femme reste inaliénable, et les biens des époux distincts et séparés.

DOTE, crainte, doute. *Doter, doubter*, craindre, redouter.

DOUAIRE (*dos*), c'est une part des biens du mari que la loi donnait en viager à la veuve pour lui procurer une subsistance honnête, suivant la condition du mari.

Douaire coutumier, c'est-à-dire fixé par la coutume; *préfix* ou *conventionnel*, c'est-à-dire accordé par le contrat de mariage. *Douaire sans retour* est un douaire en toute propriété.

DOUAIRIERE, DOUAGIERE (*doageria*), FEMME ENDOUAIRÉE, c'est la veuve qui jouit du douaire.

DOUAIRIERS sont les enfants qui ont renoncé à la succession de leur père pour se tenir au douaire de leur mère.

DOUBLAGE (*doublerius*), c'est le double des devoirs et services que les vassaux étaient obligés de payer au seigneur, au cas de loyaux aides.

DOUBLE, petite monnaie de cuivre qui valait deux deniers.

— copie. *Le double collationné à l'original.*

DOUBLE LIEN, c'est le lien qui existe entre ceux qui sont parents du côté de père et de mère, comme les frères germains. *La prerogative*

du double lien, est le droit donné par la loi aux collatéraux qui sont joints au défunt des deux côtés, d'exclure les collatéraux qui ne sont parents du mort que d'un côté seulement.

DOUBE. V. DOTE.

DOUER, DOUAIRIER, ENDOUER, constituer douaire.

DOULOIR, se plaindre.

Femme se plaint, femme se deuil.
Femme pleure quand elle veut.

DOUTER (*dubitare*). V. DOTE. Craindre, redouter. *Doutanche*, crainte.

DOUVE ou DOUHE (*doga*), le côté du fossé où sont les terres jectices.

DOYENNE, dignité, charge de doyen.

DRAPEAU, linge, lange.

DREIT, DROIS, DROIT (subst.), signifie la loi divine ou humaine. *Droit naturel*, *droit des gens*.

— la législation. *Droit romain*, *droit canonique*, *droit coutumier*.

— justice. *Faire droit à une demande*. Fournir droit, répondre, comparaitre en justice. *Droitoter*, ester en justice.

— prérogative donnée par la loi. *Droit de succession*, *droit d'aïnesse*.

— titre. *Avoir droit et cause*. *Meilleur droit*, meilleure cause.

— (adjectif), ce qui est juste, légitime. *Droit prix*, *droite cause*. *Droit hoir*, héritier légitime.

DREISE d'un acte, c'est sa rédaction suivant certaines formules. *Dressement des créanciers*, ordre, situation d'une faillite.

DROITES AVENTURES, succession directe.

DROITS, DROITURES (*directum, directura, rectitudo*), redevances, péages. *Droits de douane*, *droits d'entrée*. V. DÉVOIRS.

— honoraires. *Droit de consultation*, *de plaidoirie*.

— charges imposées sur des héritages. *Droits réels*, *droits seigneuriaux*.

— NOMS, RAISONS et ACTIONS, tout ce qu'une personne peut prétendre ou demander en justice.

DROITURE (*rectitudo*), justice. DROITURES, rentes.

DROITURIER, juste, légitime. *Droiturier seigneur*, *conseil droiturier*. « *Dex* est droituriers, comme « cil qui rent à chascun selonc ce « qu'il désert. »

DROMONS (*dromones*), navires.

DRU ou DRUD (*drudes*, allemand *treue*), fidèle, ami.

Avons perdus, et je, et vous, assez
Amis et drus et parents et privés.
R. DE GUILLAUME AU COURT N. L.

DRUE, amie, amante; *drurie*, amitié.

DUCASSE ou KERMESSÉ, fête, foire.

DUEMENT, convenablement, suffisamment.

DUIRE, convenir. *Cela me duit*. Se *duire*, s'accoutumer.

DUPICATA, double ou seconde expédition d'un acte.

DUPLIQUES, les écritures qu'on fournit pour répondre à des répliques.

DUREMENT, excessivement, grandement.

DESQUES, DISQUES, DESQUES, INSKES, jusqu'à.

E

EAGE. V. AGE.

EAIGE, EAWÉ, eau.

ECHANGE, contrat par lequel on donne une chose pour une autre.

Echangeiste, qui a fait un échange.

ECHANÉE, jour auquel on doit payer ou faire quelque chose.

ÊCHES, amendes; droits échus au seigneur.

ECHELLE ou ESCHIELLE (*scala*, 1),

espèce de pilori. *Echeller*, exposer sur l'échelle.

ECHELLE ou ESCHELLE (*scala*, 3), escadron, corps de troupes.

—, DROIT D' ou ECHELAGE, droit de poser une échelle sur la propriété d'autrui, pour refaire un bâtiment, un mur, etc. Espace laissé pour l'exercice de ce droit. ECHEVINS (*scabini*), officiers muni-

- cipaux. *L'écherinage*, la municipalité. *Echecins de paroisse*, marguilliers.
- ECHOITE, ESCHATE, ECHUTE** (*escaeta*), succession collatérale; — biens dévolus au seigneur.
- ECHIVER, ECHIVER, esquiver.**
- ECHUIER** (*scaccarium*), cour supérieure, Parlement.
- ECLIPSE.** V. **ESCLESCHE.**
- ECLISSER**, éclipser, diviser, partager, démembrer, ôter de.
- ECRIURE** (*scriptura*), toute espèce d'écrits ou d'actes. *Écritures publiques, écriture privée.*
- ECROUE**, registre de la géol.
- EDIT, loi, ordonnance.** *L'édit des présidiaux* de l'an 1551 est la loi par laquelle Henri II établit sous le nom de *présidiaux* des tribunaux inférieurs aux parlements. *L'édit des mères* ou de *Saint-Maur* de Charles IX, en 1567, concerne la succession de la mère aux enfants: *l'édit des secondes noces*, de 1560, a été fait contre les veuves qui se remariaient.
- EDITER, EDICTER.** rendre un édit, proclamer, publier.
- EFFECTUER** (*effestucare*), déguerpir, délaisser. A la différence d'*enfestuer* (*festucare*), adhérer, mettre en possession.
- EFFETS MOBILIERS**, meubles. *Effets de commerce*, billets de commerce. *Effets publics*, dette de l'Etat.
- EFFINER** (*affinare*), terminer un compte, l'apurer.
- EFFORCEMENTS**, violence, viol. *Fille efforcée.*
- EFFORSEUR UNE COURT**, la renforcer, la compléter. (Ass.) V. **ESFORCIER.**
- EFFOUAGE.** V. **AFFOUAGE.**
- EFFOUIL, EFFOUIL, EFFOEL**, profit et croit du bétail dans les coutumes d'Anjou.
- ÉGALITÉ, COUTUMES D'**, sont celles qui ne permettent pas d'avantager un héritier au préjudice de l'autre.
- EGANCES**, parage, division d'une même tenure.
- EGARD DE COUR.** **ESWART, ESGART, ESGARDINE** (*esgardium*), examen, jugement. *Se mettre en egard.* *Egarder un serment*, c'est le déferer. *Egardeur, esgardeur*, juge, arbitre. *Egards*, maîtres et gardes jurés.
- ENLONGNER** (Ass.), différer, retarder le procès. V. **ESLOIGNER.**
- EIDE.** V. **AIDE.** *Edites*, aideur.
- EIGNE, aîné.** *Eignes* (*emecia*), aînesse.
- ENÇOIS.** V. **AINÇOIS.** **ENIS.** V. **AINS.**
- ENRE, ENRE (errare).** V. **ENRE.**
- ENISSIR, ENISSES.** V. **ENISSIR, ENISSES.**
- EJECTION DE MEUBLES**, mise de meubles sur le carreau.
- ELARGIR** (*elargare*), faire sortir de prison. *Elargissement*, mise en liberté.
- ELECTION D'AMI**, déclaration de command.
- ELIDER**, soustraire, faire disparaître. *Elider la production de la partie adverse.*
- ELUS, ELECTIONS**; à l'origine on appelait élus ceux qui avaient été choisis au pays pour la garde des deniers qu'on levait sur le peuple pour la solde des gens de guerre; plus tard ce nom a désigné les officiers royaux qui répartissaient l'impôt.
- ÉMANCIPER**, mettre hors de sa main, ou de sa puissance. L'émancipation d'un mineur lui confère le droit d'administrer sa personne et ses biens.
- EMBANNIR, EMBANNIE.** V. **BANNIR, BANNIE.**
- EMBARGO OU ARRÊT DE PUISSANCE**, arrêt des navires dans un port par ordre du souverain.
- EMBLADER, EMBLAYER** (*bladare*), ensemer en blé. *Emblaves, terres emblavées*, terres où le blé est déjà levé. *Emblaveures*, blé sur pied. *Emblure*, champ ensemené.
- EMBLER**, (*imbladare*), voler. *Chose trouvée non restituée est comme emblée.* *D'emblée*, furtivement.
- L'avoir d'autrui tu n'embleras
Ne retiendras à escient.*
- EMBRIEVER.** enregistrer, insinuer. *Embrieffeur*, minute.
- EMENDE** (*emenda*), amende. *Emender*, amender, corriger, réformer.
- ENOLOGUER.** V. **HOMOLOGUER.**
- ENOLLEMENTS**, profits, revenus.
- ENPAN**, mesure de longueur, à peu près les deux tiers du pied de roi.
- ENPARAGÉE.** V. **APPARAGÉE.**
- ENPARLIERS OU AMPARLIERS, PARLIERS, POURPARLIERS**, avocats qui

- ont été dits aussi conteurs et plaidours.
- EMPATRONER**, ensaisiner, mettre en possession.
- EMPECHER**, mettre obstacle, saisir, arrêter. *Fief empêché.*
- EMPERIERE**, impératrice. *Empériaux*, impériaux. *Statuts impériaux.*
- EMPHYTÉOSE**, bail à longues années d'un héritage à la charge d'améliorations et moyennant une redevance annuelle appelée *canon emphytéotique*.
- EMPLAIDER**, intenter un procès, appeler en justice.
- EMPLOI DE DENIERS**, placement de deniers.
- EMPRENDRE**, entreprendre. *Emprise*, *empresure* (*imprisia*), entreprise.
- Une folie est tôt emprise.
Mais d'en sortir, c'est la maîtrise.
- EMPRES**, après, ensuite.
- ENCAN** (*encanum*), enchères publiques. *Vendre à l'encan* (*incantare*). *Biens encantes*..
- ENCEMENT**, de même, en outre, pareillement.
- ENCENSIVE**, censive, fermage. (Ass.)
- ENCHANTEMENT** (Ass.), enchère.
- ENCHEOIR**, decheoir, tomber. (Ass.)
Enchu en la merci du seigneur.
- ENCHERCHER**, ENCERQUER, rechercher, s'enquérir, informer.
- « N'encherke point les choses sacrées.
« n'aies cure de savoir chou ke il ne te loist. »
(Miroir du chrétien.)
- ENCHÈRE**, mise à prix. *Augmentation et crue de prix* (Nicod). *La première, la seconde enchère*. *Encherir*, porter à un taux supérieur le prix d'adjudication. *Enchère*, n'oblige que le dernier enchérisseur. *Vendre au plus offrant et dernier enchérisseur.*
- ENCHESON**. V. ACHOISON.
- ENCHUE**. V. ECHEOITE.
- ENCIS** (*inluscium*), meurtre de la femme enceinte ou de son fruit; avortement.
- ENCLAVE** (*inlclatura*), ce qui est compris dans le territoire. *Sujets enclavés dans un fief; les enclavements et appartenances de la duché de Bourgogne.*
- ENCOMBRER** (*combr*), empêcher, embarrasser. *Encombrer le mariage de sa femme* dans la coutume de Normandie, c'est dessaisir sa femme du bien qui lui appartient, aliéner sa dot. « *Encombre*, « encombrier, nuisance, empes- « chement, adversité, destourbier. » (Nicod.)
- ENCOSTE**, interlocutoire, enquête.
- ENCOTLPER**, ENCOTPER, inculper, accuser.
- ENCUSEUR** (Ass.), accusateur, indice, dénonciateur. *Encuseours et enquêteours*. *Encusement*, indice. *Encuser*, accuser.
- ENDEMENTIERS**, ENTREMENTIERS (Ital. *mentre*), cependant, tandis que.
- ENDENTURE** (*indentura*). Autrefois on détachait de l'acte une bande de parchemin destinée à servir comme de talon ou de souche. c'est-à-dire destinée à constater par le rapprochement exact des deux parties divisées que c'était bien l'original même qu'on représentait. Comme ce talon se découpait d'ordinaire en forme de scie ou dents on nommait l'acte *indenture* (*indentura*).
- ENDITER** (*indictare*), indiquer.
- « Si li fu endité Estienne Boyliaus, le- « quel maintint et garda si la provosté « que nul malfaitur, ni lierre, ni mur- « trier, n'osa demourer à Paris. »
(Joinville.)
- accuser. *Endictement*, délation.
- ENDOSSEMENT** (*indossamentum*), écriture mise au dos d'un acte; — quittance mise au dos de l'obligation; — transfert d'une lettre de change, ou mandat d'en toucher le montant par une mention mise au dos du billet.
- ENDOTAIRER**, ENDOWER, ENDOWER, douer.
- ENDROIT**, environ, selon. *Endroit moi*, selon moi. *En vostre endroit*, en ce qui vous regarde. *Endroit soi*, selon sa charge et son office.
- ENFEOFFEMENT**, inféodation, *enfeover*, inféoder.
- ENFRAINTURES**, infractions.
- ENGAGEMENT**, toute espèce de promesse verbale ou écrite de donner ou faire quelque chose.
- gage. *Tenir quelque héritage par engagement.*

ENGAGEMENT, aliénation de biens appartenant au domaine de la couronne, à la charge de rachat perpétuel. Les acquéreurs à ce titre sont dits *engagistes*.

ENGIN (*ingenium*), esprit, génie. *Papinian homme de grand engin.* (Trad. mss. des Inst.)

— Il se prend aussi pour tromperie comme l'*inganno* italien.

Tel, comme dit Merlin, eût-il enseigné au trait
Qui souvent s'enseigne lui-même.

— machine, machine de guerre. *Enseigneur*, ingénieur.

ENGROSSER, devenir grosse, rendre grosse.

— grossoyer, expédier un acte en grosse.

ENHERRER, empoisonner.

ENHET DE, entrave.

ENLIGNAGE, apparenté.

ENNOUVELEMENT, exhortation.

ENNUIT, aujourd'hui. V. **ANUIT**.

ENOR, **ENNEER** *honor*, honneur, domaine, seigneurie, fief.

ENPRESTANCES ASS., emprunts.

ENQUESTION, enquête (*inquesta*), preuve par témoins, recherche.

Enquêteur, celui qui examine les témoins produits au procès. *Enquerir*, *enquerre*, interroger quel-

qu'un sur des faits pour en découvrir la vérité. — *Enquête de com-*

modo et incommodo, recherche des avantages ou des inconve-

nients de quelque entreprise industrielle ou publique. — *Enquête*

jur turbes, preuves d'une coutume par témoins. — *Enquête d'ex-*

amen à futur était une enquête qui se faisait par avance pour

empêcher de périr certaines preuves dont on prévoyait avoir besoin

plus tard.

ENQUI, D', de ce moment. *D'enqui en avant*; d'ici là.

ENREGISTREMENT, description sur un registre public d'un acte dont on veut assurer la conservation.

— droit perçu par le fisc à cette occasion.

ENROLLER, **ENROTULER**, enregistrer.

ENS, dedans.

ENSAISINER, **ENSAISIR**, mettre en possession. *Ensaïsiner un contrat*, c'est en recevoir l'exhibition.

ENSEIGNE (*signum*), marque, indicé.

ENNEMENT. V. **ENCÈMENT**.

ENNERME (ASS.), embarrassé, empêché.

ENSEVIR, **ENSEVRE**, **ENSCIR**, suivre.

ENSOIGNE. V. **ESSOINE**.

ENTALENTE, disposé, résolu. V. **TALENT**.

ENTENCON, **ENTENTE**, intention.

ENTERIN, entier. *Enterinement*, entièrement. *Restitution enterine* (*restitutio in integrum*).

ENTÉRINER ou **INTÉRINER** (*interinare*), rendre entier, confirmer, accomplir. *Enterinement*, jugement par lequel on approuve un acte, et on en ordonne l'exécution.

ENTIERCEA, **ENTIERCHER** (*interiare*), mettre en main tierce, séquestrer.

ENTRAVERTISSEMENT. V. **RAVERTISSEMENT**.

ENTRECOURS (*intercursum*). Con-

vention seigneuriale qui permet-

tait aux bourgeois de deux sei-

gneuries de s'établir librement de

l'une dans l'autre, sans crainte de

perdre leur franchise. — Con-

vention seigneuriale qui permettait

au serf d'une seigneurie d'épouser

la serve d'un autre seigneur, sans

encourir la peine de formarriage.

ENTRÉE, prise de possession.

ENTRÉES, recettes, revenus. *Droits*

d'entrée (*intragium*), droits per-

çus sur les marchandises à l'en-

trée du royaume, ou d'une ville.

ENTREPÔTS, lieux où l'on dépose des

marchandises pour les reprendre

au besoin.

ENTRETENEMENT, entretien. *Dépenses d'entretien*.

EXVIS (*invisus*), à contre-cœur.

ÉPARGNE, trésor, caisse.

ÉPAVES ou **ESPAVES** (*epava*), choses

égérées et qui ne sont réclamées

par aucun propriétaire. — *Aubains*.

— *Épaves foncières*, qui appartiennent au seigneur du fonds; *mobilières*, qui appartiennent au

justicier.

ÉPICES, honoraires payés au juge.

Sportules.

ÉPINGLES, don fait en sus du prix de la vente, ou du marché conclu.

ÉPONCE. V. **ESPONSE**.

ÉPOUSAILLES, fiançailles, mariage.

- ES, ES ou ADEBTZ (*apes*), abeilles.
 EQUIPOLENT, équivalent. *A l'équipolent*, au prorata.
 ERÊGE, ÉRITE, hérétique.
 ERMES, TERRES, TERRES BREHAIGNES (*eremus*), terres désertes, terres stériles.
 ERRAME, défaut, amende de défaut. V. DERRAME et DESRAINER.
 ERRE, ERREMENS (*erramenta*), précédents, derniers actes de procédure.
 — Ordre, manière, conduite.
 ERRE (en anglais *eyre*), signifie encore marche, hâte, diligence; du latin *errare*. *Aller grant erre*, aller grand train.
 ERRES (*erra pro arrha*), assurance, certitude. *Il a moult grand erres de vilente avoir*. Il est assuré d'avoir affront.
 — arrhes, gages.
 ERREUR, méprise, ignorance. *Erreur de fait*, *erreur de droit*, ignorance de ce qui a eu lieu, ignorance de la loi. *Commune erreur* est la fausse opinion qui, dans un lieu donné, passe pour vraie et certaine.
 ERT, IERT, il était.
 ES, dedans, en. aux.
 ESBERGER. V. HEBERGER.
 ESCHÈTE, ESCHOITE, ESCHUTE (*escaeta*), succession collatérale. V. ESCHÈTE.
 — (*escaanchia*), biens dévolus au fief; biens confisqués; biens caducs.
 — (*escaudia*), redevances.
 ESCAMPÉE, ESCAPE, ESCAMPE, subterfuge, faux-fuyant, échappatoire.
 ESCARS, ESCHARD (*scardus*), avare, chiche. *Escarcement* (*scarsamente*), mesquinement.
 ESCHAMPIR, employer des subterfuges: échapper.
 ESCHANDOLE. V. ESSAULE.
 ESCHARGAÏTES, ESCHAUGUETTES (*scaraguayta*), guet.
 ESCHÈTE (*escaeta*), succession collatérale, et quelquefois aussi toute espèce de succession. (Ass.)
 ESCHÉRAIR, enquérir, demander, déclarer.
 ESCHERPILLER ou ESSERPILLER. *Volier*: DESERPILLEUR, voleur, deserppeau, trousseau. *Escherpelerie*, vol de grand chemin.
 ESCHETS, ESCAS, redevances.
 ESCHEVER, ESCHIVER (*eschivere*), esquiver, échapper, se dérober. *Eschiver le jugement*, le décliner.
 ESCHENT, ESSIAIT, sens, raison, connaissance.
 « Pour émander à leur poeir et à lor « oecient les amises et les usages dudit « royaume. » (Amises.)
 ESCLANDRE, ESCHANDLE (Ass.), (*scandalum*), scandale; au grand esclandre de la justice.
 ESCLARIR, déclarer.
 ESCLÈCHE, ESCLICHE, ESCLIPSE, démembrément, dépié du fief. *Esclischer, esclicher*, démembrer.
 ESCOMPTER, payer une dette non échue, déduction faite de l'intérêt. *L'escompte* se dit aussi de la déduction elle-même.
 ESCONDIT, excuse. ESCONDIRE (*excondicere*), s'excuser; se purger par serment.
 ESCONDRE, ESCONSEN, cacher. *Soleil esconsant*, soleil couchant.
 ESCOUSSE, ESQUERASSE, rébellion, assaut. V. RESCOUSSE.
 ESCOUVER (Ass.) (*scopa*), balayer.
 ESCRIS DE LA COUR (Ass.), registres, procès-verbaux. *Et lors la court qui en ce jour seroit, si seroit querre les escrits, ou le recort de la court*.
 ESCRITURES, écrits, actes d'un procès. *L'intendit*, ou *escritures principales*. Doubler une écriture, faire une copie.
 ESCRIVENAGE, charge, office d'écrivain.
 ESCU, SERVICE D' (*scutum*). L'écu étant l'arme défensive du chevalier, servait à désigner le service militaire. *Tenir sa terre par service d'escu* ou *escuage* (*scutagium*), c'est la tenir par service de chevalerie. — *Escuyer* (*scutifer*), celui qui porte l'écu du chevalier.
 ESFORZIER ou EFFORCIER (*efforcians*), contraindre, violer, vexer.
 ESCARDER, EWARDER, examiner, considérer, juger. V. EGARD.
 ESLOIGNES (Ass.), subterfuges, faux-fuyants pour retarder le procès.
 ESNER, estimer. *Esnié*, estimation.
 ESNETER (Ass.), nettoyer; tenir net.
 ESPECE, c'est le fait ou cas particulier qui fait l'objet du procès.

ESPÈCES, monnaie, argent : payable en espèces, et non en billets.

ESPLECHES, vaines pâtures.

ESPLETS. V. **EXPLOITS**.

ESPOIR, peut-être. *Espérer*, attendre.

ESPONCE, déguerpissement. *Esponcer*, quitter, abandonner.

ESPRIT DE RETOUR, intention, résolution de revenir.

ESPRÈCEMENT (*purgatio*), excuse; purgation par serment. *Espurger*, se justifier.

ESQUARRER, **ENQUERRER**, faire une perquisition, une enquête.

ESQUIERES (*scara*), escadrons.

ESQUIERES DES CLOCHERS, points de repère pour limiter les paturages communs.

ESSART (*essartus*), défrichement; — menu bois qui tombe dans les forêts.

ESSARTER, **DESSARTER**, défricher.

ESSAULE, **ESSEAU**, **ESSIEF** (*scindula*), bardeau, planches avec lesquelles on couvre les toits.

ESSILLER, détruire; **ESSIL**, dégit (*exilium*).

ESSOINE, **ESSONNEMENT**, **ESSONNEMENT**.

ENSOINE, **EXOINE**, **SOINE** (*sunnis*, *essonis*), excuse, empêchement; *essonier*, excuser; *essonières*, *exoniateur*, celui qui propose l'excuse. Rastall. V° **ESSOIN**.

ESSORILLER, couper les oreilles.

ESTABLES (Ass.), immeubles.

ESTABLIZ, **BREF D'**, édit, ordonnance, établissement. — Action accordée à celui qui était troublé dans la possession de son fief (*stabilia*).

ESTAGE, **ESTELAIGE**, domicile.

— garde du château seigneurial par les vassaux, en temps de guerre. (*Custodia*, *estagium*.)

ESTAGIERS, **ESTAGERS** ou **MANSIONNERS**, sont les sujets d'un seigneur, qui ont estage et maisons en son fief; et qui sont obligés à la résidence. V. **RESSÉANS**.

ESTAIANT, **ESTANT**, étant, situé sur. En son *estant*, debout, droit sur ses pieds.

ESTAIL, **ÉTAL**, boutique, place au marché. *Vendre à l'estail*, vendre au détail. *Estaller*, exposer en vente des marchandises.

« Si une personne barguine dénuée à

« l'estail ou à l'entraveur d'un marchand « où il veut acheter. »

(Amb. cout. de Paris.)

ESTER EN JUGEMENT, **EN JUSTICE**, **ESTER A DROIT**, comparaître, *stare in judicio*, soit en demandant, soit en défendant.

ESTÉULES, **ESTOIBLES** (*restiohis*), chaumes nouveaux, pailles. *Estoblage*, droit payé pour mener les porcs paître dans les chaumes.

ESTÉVOIR, **ESTOUVOIR**, **ESTOUVIER** (*estocarium*), le nécessaire. « Le « mari digne à sa femme honorée « ment et convenablement lor vi « vra et lor estouvoir, chacun se « long son pover. » Rastall. V. **ESTOYERS**. Par *estouvoir*, de nécessité.

ESTIMATION, appréciation; valeur à laquelle une chose est portée.

ESTIVAUX (All. *Stieffel*), **ESQUEMBAUX**, **HEUFES** (*osa*), bottes.

ESTOC, la souche, le tronc de l'arbre genealogique, la personne à laquelle toute la famille rapporte son origine. Les *Coutumes d'estoc et ligne* sont celles dans lesquelles, pour succéder à un propre, il suffit d'être parent du défunt du côté et ligne du premier acquéreur, sans qu'il soit requis d'être descendu du défunt en ligne directe.

ESTOPPER (*estoppere*), empêcher, arrêter, fermer. *Estoppel*, exception dans les coutumes anglo-normandes.

ESTORRE, **ESTORER**, orner, décorer, former. *Dieu qui le mondre estora*. *Chambre estorée*, chambre garnie de ses meubles.

ESTOUR, combat, mêlée.

ESTRAIN, **ESTRAN** (*stramen*), paille, chaume.

ESTRAIRE, **ESTRÉER**, **ESTRANGIER** (*estranciare*), aliéner, délaisser, abandonner. *Estrangement*, aliénation.

ESTRAVERS, **BIENS** (*estrajeria*), épaves, biens laissés par un aubain. Rastall, V° **ESTRAY**. Biens caducs ou confisqués. *Espaves ou estrajers*, *estrajures de bastards*. V. **ATRAIÈRE**.

ESTREPER, arracher, détruire. *Estrepement* (*estrepamentum*), arrachage, dégât.

ESTRIF, lutte; querelle, discussion. *Contention et estrif*. *Estriver*,

- disputer, résister.
Fex est qui vers seignor estrive.
- ESTROUSSER**, adjuger, vendre aux enchères. *Estrousser les fermes.*
ESTUET, il faut, il convient. V. **EST-TEVOIR**.
- « A tel maître estuet tel valet. »
- ESTUIER** (Ass.), cacher, serrer, réserver.
- ESVIER**, égout.
- ETABLISSEMENT**, ordonnances, lois.
Les Etablissements de saint Louis.
Etablissement perdurable (edictum perpetuum).
 — institution, nomination. *Etablissement de commissaires.*
- ETAPE**, magasin de vivres.
- ETAT** (status, condition des personnes. *Etat civil, possession d'état.*
 — ordre, disposition, arrangement.
 — mémoire, inventaire. *Etat de compte, de lieux, de services.*
 — Budget, compte.
 — profession. *Choisir un état.*
 — LETTRES D', lettres de surseance ou de repit. (Duc. V^e ELONGARE.)
- ETAT**, en matière de regale c'est la récence.
 — avenir, invitation à comparaître. *Prendre estat par ajournement accepté.* (Grand. Cout.)
- ETATS**, I.ES, sont les trois ordres qui distinguaient le peuple en France : le clergé, la noblesse et le tiers état.
 — assemblées de certaines provinces, ou *pays d'états*, qui s'imposaient elles-mêmes, à la différence des *pays de généralité* ou d'*élection* qui ne votaient point l'impôt qu'ils payaient.
- ÉTUDE**, cabinet, office. *Étude de notaire.*
- EUE**, EVE, eau.
- EURÉE**, EUR. V. **ORÉE**.
- EVÈNEMENT DU PROCES**, issue, résultat du procès.
- EVENTUEL**, qui dépend d'un événement incertain.
- EVICITION**, dépossession juridique par suite d'une action réelle exercée par un tiers. *Evincer*, faire prononcer l'éviction, faire déguerpir le tiers acquereur d'un fonds.
- EVIDENCE**, preuve dans les coutumes anglo-normandes.
- qui nous appartient, ou qui nous est obligé.
- EVOCATION DE CAUSE**, dévolution à une cour supérieure d'un procès pendant devant un autre tribunal.
Evocation d'un parlement à un autre; évocation au grand conseil.
- EXAMEN A FUTUR**, enquête ou interrogatoire de témoins obtenu avant le procès, en vertu de lettres royaux. V. **EXQUÊTE**.
- EXAMEN**, enquête. *Examen à futur; examiner, recoler et confronter les moings.*
- EXAMINATEURS**, qui ont charge de faire les enquêtes.
- EXCEPTIONS**, moyens de défense. *Exciper*, défendre, fournir des exceptions. *Exciper de chose jugée.*
- EXCES**, SÉVICES, INJURES GRAVES, violences qui mettent la vie en danger, mauvais traitements, accusations calomnieuses qui attaquent la probité ou les mœurs.
- EXCOMMENCEMENT**, EXCOMMENIE, excommunication.
- EXEAT**, permis donné à un ecclésiastique pour sortir du diocèse.
- EXECUTEUR TESTAMENTAIRE**, la personne à qui le défunt a commis l'exécution de son testament.
- EXÉCUTION**, accomplissement d'un acte, d'un jugement. *Exécution provisoire*, celle qui a lieu notwithstanding opposition ou appel, sous la réserve du fonds.
 — saisie, vente des meubles saisis.
- **PARÉE**, celle qui a lieu sans recourir aux tribunaux. Les actes notariés, les jugements en dernier ressort emportent exécution parée.
- EXÉCUTOIRE**, ce qu'on peut mettre à exécution.
 — acte du juge qui autorise l'exécution.
- EXÉCUTOIRE DE DÉPENS**, commission du juge ordonnant l'exécution des dépens par lui adjugés.
- EXEMPT**, officier subalterne de justice ou de police.
- EXEMPTION**, immunité, privilège qui dispense de la règle générale.
Exemption d'hommage, de tailles.
- EXFESTUCATION** (*festuca*), déguerpissement, dessaisissement qui

- se faisait par le symbole d'un fœtu rompu.
- EXHEREDER**, déshériter, ôter à l'héritier légitime sa succession.
- EXHIBER**, produire des pièces, des écrits dans une affaire. *Exhibition de contrat*, communication de contrat faite au seigneur ou à un officier public, pour payer les droits de mutation. *Exhibition publique*, exposition, spectacle.
- EXIGIBLE**, dette dont le paiement est échu.
- EXOINE**. V. **ESPOINE**.
- EXPAYÉ**. V. **DÉPAISÉ**.
- EXPÉDITION**, copie d'un acte délivrée par un officier public.
- EXPERT**, homme de l'art chargé de donner son avis sur la valeur et la façon des travaux, objets du litige. *Expertise*, examen fait par l'expert.
- EXPLETS, EXPLOITS, EXPLEES**, dit Rastail. « est le profit ou commodité « qui est à prendre d'une chose. » — Revenus.
- EXPLOITER**, mettre à exécution quelque mandement de justice.
- saisir, mettre en la main du roi ou du seigneur. *Exploiter les meubles des débiteurs*.
- cultiver, faire valoir. « Le seigneur féodal exploite en pure « perte le fief mouvant de lui, et « fait les fruits siens pendant la « main-mise. »
- EXPLOIT (explota)**, jouissance, exploitation. *Fief qui chiet en exploit; posséder, tenir et exploiter un héritage*.
- (*expletum*), assignation, acte judiciaire. *Exploit de cour, exploit libellé*.
- EXPLOIT DE FAIT**, exécution, saisie. (Grand Cout.)
- EXPOSITION DE PART**, abandon d'un enfant nouveau-né.
- EXTERMINER**, bannir, exiler.
- EXTINCTION**, anéantissement d'une dette, d'une obligation.
- EXTRAIT**, abrégé, analyse, copie partielle d'un acte, d'un jugement, d'un registre. *Grand extracteur et rapporteur de procès*.
- issu. *Extrait de noble race; basse extraction*.
- EXTRAJUDICIAIRE, EXTRAJUDICIEL**, qui se fait hors justice. *Signification, acte extrajudiciaire. Opposition extrajudicielle*.
- EXTRAVAGANTES**, constitutions des papes postérieures aux Clémentines, non comprises dans le décret. (*Vagantes extra decretum.*)

F

- FABRICE, FABRIQUE (fabrica)**, le temporel, les biens possédés par une église.
- l'assemblée chargée d'administrer ces biens. *Fabriqueurs, fabriciens*, marguilliers.
- FACTEUR**, celui qui a commis le fait ou le crime.
- FACTEURS (factoris)**, préposés ou mandataires. — Commis préposés à la vente de certaines marchandises ou denrées.
- FACTUM**, mémoire publié par les parties.
- FACULTÉ**, droit. *Faculté de s'obliger, de tester*.
- FAIDE**. V. **FÈDE**.
- FAILLE, FAILLANCE, FAILLIE (fallum)**, défaut, manquement, exception. *Cette règle reçoit plusieurs faillances.* (Grand Cout.)
- Sans faille, sans faute.*
- FAILLIR, FAILIR (fallire)**, manquer.
- Falt, fault*, il manque. *Faillite*, état d'un commerçant qui a cessé ses paiements.
- FAINTE, FAINTISE**, tromperie, dissimulation.
- FAISANCES**, redevances.
- FAIT**, acte, action, chose faite. *Fait d'autrui*, acte, action d'autrui.
- Fait de charge*, acte coupable commis par un officier public dans l'exercice de ses fonctions.
- FAIT**, circonstances qui sont l'objet du procès. *Point de fait, point de droit*, question de fait ou de droit à juger. *Faits et articles* sont les questions sur lesquelles une partie fait interroger sa partie adverse.

FAIT (*factum*), se prend quelquefois pour acte. *Par aucun fait ou contrat entrevifs* (Grand Cout.), et *Deed* a le même sens dans les coutumes anglo-normandes.

« Mari et femme ayant enfans, ne peuvent par faict spécial, ravestir l'un l'autre. »

(Cout. de Valenciennes, art. 82.)

— **VOIE DE** (*factum*, 5), violence.

FAITE (Ass.), fait.

FAITURE (*factura*, 2), façon, forme.

Faitis, fetis, qui a bonne façon, beau, bien fait.

FALCIDIE. V. QUARTE FALCIDIE.

FAME, femme.

— réputation. *Diffame*, infamie.

FAUCHÉE DE PRÉ (*falcata prati*), l'étendue qu'un homme peut faucher en un jour. *Fauchage, faucillage*, corvée de fauchage.

FAULDAGE, fauchage des herbes dans les rivières et fosses. *Faulder*, faucher.

FAUSSER LA COUR (Ass.), ou le JUGEMENT (*falsare curiam*), c'est soustenir que le jugement est faux et déloyalement rendu.

FAUSSÈRES, celui qui fausse le jugement.

FAUSSONNIER (*falsionarius*), faussaire.

FAUT, défaut. *Il faut*, il manque.

« Cil n'est pas vrais amis qui faut à son ami quand il est pources et au besoing. »

FAUTÉ. V. FÉALTE.

— faculté, communauté. *Assembler la faulté*.

FAUX, supposition frauduleuse pour détruire, altérer ou obscurcir la vérité. *Faux principal* est l'accusation qui s'intente directement contre une personne avec laquelle on n'est pas en procès, et qui a par devers elle une pièce fausse; *Faux incident* est celle qui est dirigée contre une pièce produite dans le cours d'un procès engagé.

FAUX FRAIS, dépenses qui n'entrent point en taxe et qui restent à la charge de celui qui les fait, quelle que soit l'issue du procès.

FAYE (*fagia*), forêt de hêtres. *Fayne, foine*, c'est le fruit du hêtre.

FÉ, FIE, fief.

FÉ, foi, hommage. *Par ma fé, par ma foi*.

FÉAGE, contrat d'inféodation. *Bail-ler à seage, asséager*.

— Héritage inféodé.

FÉAL, FÉABLE (*fideles*), fidèle, vassal, celui qui doit la foi. *Les fiaux du roi*.

FÉALTIE, FÉALTE, FÉAUTÉ, FEUTÉ, FIANCE (*fidelitas*), foi, fidélité. *Faire féauté et hommage*.

— Devoirs auxquels la foi oblige le vassal.

FÈDE (*faida*), inimitié, vengeance de famille. *Si vous y estes de fède mortel, vous ne pouvez mie y estre reçu bourgeois* (Roisin).

« Se aucun home de forain à ces trives ne se voelt tenir, il convient ke cils qui les trives aront fiancées. u li kief de la faide. amène devant eskevins celui ou cels ki a ces trives ne se volroint tenir en plainne halle. parquoi les eskevins paroient a als de bouke. »

(Registre de l'hôtel de ville de Douai, an 1234.)

FEE, FEI (*fides*) (Ass.), foi, fidélité. *Foi mentie*, félonie. *Fementi*, qui a manqué à son serment féodal. *Fementido*, en espagnol veut dire encore aujourd'hui félon, déloyal. (Duc. V^e *Fidemmentiri*.)

FÉLONIE, FÉLENIE (*felonia*), infidélité, manque de foi du vassal ou du seigneur, qui fait perdre au vassal son fief, et au seigneur son hommage. *Fel, félon*, perfide, traître, cruel.

FÈME OU FEMME DE CORPS (*femina de corpore*), serve. — *Feme de religion* (Ass.), religieuse. — *Femme commune*, femme mariée sous le régime de la communauté. — *Femme covert*, femme mariée.

FENAGE (*fenagium*), droit du seigneur sur les foins. *Fenaison*, récolte des foins; *fenier*, vendeur de foins. *Fenil*, grenier.

FENESTRAGE (*fenestragium*), droit payé par ceux qui vendent du pain, ou d'autres marchandises exposées sur la fenêtre.

FÉODAL, tout ce qui concerne le fief. *Droits féodaux, saisie féodale, retrait féodal. Féodalité*, régime des fiefs.

FÉOFFER, donner en fief. *Féoffor*, celui qui concède le fief. *Féoffee*, le concessionnaire.

FEAIR (*feritare*), frapper. **Feru**, battu.

FER MAILLÉ, treillis dont les trous doivent être de quatre pouces en tous sens.

FERENCE (*firmancia*), pège, caution.

FERME, **CONTREFERME**, affirmation, confirmation.

FERME (*firma*, 3), héritage rural donné à location — la location même. **Fermage**, prix de la location.

Fermes du roi, les baux que fait le roi des droits qui lui appartiennent. **Fief ferme**, terre noble donnée à ferme perpétuelle.

FERMER, **CONTREFERMER** (*firmare directum*), affirmer, confirmer.

Leurs concenans ont si fermés. — **Fiancer**: *fermailles*, fiançailles.

FERMETÉ, **FERTE**, **FIERTÉ** (*firmitas*), forteresse.

FES, fois. *De fes*, parfois.

FESTAGE (*festigium*), cens payé au seigneur pour avoir droit de construire ou d'élever la *faite* d'une maison.

FESTUCATION (*festuca*). V. **EXFESTUCATION**.

FETU, **ROMPRE LE** (*festuca*), déguerpir, abandonner.

FEU (*focus*), famille, maison. — **Feu et lieu**, menage, vie commune; tenir feu, pain et domicile permanent. — **Partage par feux**. V. **Affouage**.

FECAL. V. **FEUDAL**.

FECDATAIRE (*feudatarius*), qui tient en fief, vassal.

FEUILLE D'AUDIENGE, cahier qui contient la rédaction des jugements et arrêts.

FEUR, **FUR** (*forus*), prix. *Que son labor soit conté au fuer corsable* (prix courant) *des laborors*. (Ass.) *Au fur*, à mesure. V. **AFFEURER**.

FEURE. V. **FEVRE**.

FEURMARIAGE. V. **FORMARIAGE**.

FEURRE, **FEURS**, **FOUARRE** (*fodrum*), soie, fourrage, fumiers. *Aller en fuerre*, fourrager; — *feurs* se prend aussi pour les frais de culture.

FEURIE, **FOURRAGES**, **USTENSILES**, **ETAPES** (*fodrum*), sont les fournitures faites au soldat. **Fourrier** est celui qui fait préparer le logement et la nourriture de l'armée.

FETÉ, **FEZ**, **FI**. V. **FEAUTÉ**.

FEVRE (*saber*), forgeron. *En forgeant on devient febreux*.

FIANCE, **FIANCHE** (*fidancia, fiducia*), fidélité, promesse, caution. **Fiancer**, promettre. **Fiancer et plevier**, cautionner.

— **Fiançailles**.

Li prestre fut apporellé.

À leur entré les a seigné.

Ains ni fat douaire nommes.

Ne seremens un seul jures.

Fiance faite ne plevie.

Mais le vassal reçut sa mie.

(Rom. d'Achie.)

FICTION, supposition autorisée par la loi qui donne à une personne ou à une chose une qualité qui ne lui est pas naturelle.

FIDÉICOMMIS, disposition par laquelle on donne à une personne, à charge par cette personne de transmettre le don à un tiers. Le **fideicommissaire** est celui qui est gratifié à la charge de rendre.

FIDÉJUSION, caution. **Fidejussur**, celui qui cautionne.

FIDÉLITE, foi et hommage que le vassal doit à son seigneur.

FIDUCIAIRE, **HÉRITIÈRE** ou **LÉGATAIRE**, est celui qui est chargé d'administrer et tenir en dépôt une succession jusqu'à ce qu'elle soit remise au véritable héritier.

FIÉ, **FIEF**, **FIEU**, **FIES**, **FIEMENS** (*feudum*), héritage concédé par le seigneur au vassal, à charge de services nobles, avec rétention de foi et d'hommage et de seigneurie directe.

— **ABONNÉ** ou **AMÉTÉ** est celui dont les profits éventuels, tels que les reliefs, les quintes, et quelquefois l'hommage, ont été convertis, d'un commun accord entre le vassal et le seigneur, en rentes ou redevances annuelles.

— **ABRÉGÉ** ou **RESTRAINT** (*feudum tailliatum*). V. **ABRÈGEMENT** et **DÉPIÉ**.

— **BOURSAL** ou **BOURSIER** (*feudum bursa*), apanage en argent constitué sur le fief au profit des puînés.

— **CHEVEL** ou **EN CHEF** (*feudum capitale*), qui est tenu noblement à cour et usage.

— **COUVERT** est celui pour lequel le vassal a fait la foi et hommage au seigneur duquel il relève. **Fief ou**

- vert est celui qui n'est point deservi, pour lequel aucun vassal n'a fait la foi.
- FIE DE DANGER** (*feudum dangerii*), qui se confisque si le vassal se met en possession avant d'avoir prêté la foi et l'hommage.
- **DOMINANT**, c'est le fief dont relève les autres.
 - **DE HAUBERT** (*feudum lorice*), qui doit le service de chevalerie.
 - **LIGE**. V. **LIGE**.
 - **NOBLE**, est celui qui a haute, basse et moyenne justice, ou qui a fief ou censive mouvant de lui; *fief roturier* est au contraire celui qui n'a aucune de ces prérogatives.
 - **PLEIN**, ou **FIEF PUR ET SANS MOYEN** (*feudum planum*), est celui qui ne relève point d'un autre, à la différence du *fief servant*, qui dépend en foi et hommage d'un fief supérieur; *arrière-fief* est celui qui relève médiatement du fief dominant.
 - **DE PLEJURE** (*feudum plejur*), est celui dont le tenancier doit se porter *piege* ou caution pour le seigneur.
 - **S REVANCHABLES, ÉGALABLES, ÉCHEANS ET LEVANS**. Ces fiefs sont ainsi appelés dans les coutumes de Bretagne, parce que tous ceux en général qui les possèdent, et chacun d'eux en particulier, sont de la même condition, et également astreints aux mêmes devoirs envers le seigneur.
 - **DE REVENUE**. **FIEF EN L'AIR**. **FIEF VOLANT** (*feudum de camera* ou *de camera*), fiefs sans terres, rentes assignées sur la chambre ou trésor du roi, à la charge de l'hommage.
- FIEF** dans la coutume de Normandie, et **FEE** dans les coutumes anglo-normandes, signifie toute espèce d'héritage. *Le fief noble*, qui est le fief proprement dit, le *fief roturier* ou *rural* (*feudum burgense*), chargé de vilains services ou de rentes, espèce de censive. *Le fief ferme* (*feudofirma*), qui est le bail à ferme ou plutôt l'emphytéose. *Le fief simple* (*feudum simplex*), qui est la pleine propriété. *Le fief entail* (*feudum taillatum*), qui est la propriété laissée sous certaines conditions, telles que de supporter une substitution.
- FIEF FRANÇ** ou **FRANC FIEF**, **DROIT DE**, taxe que paient les non-nobles pour avoir le droit de posséder les fiefs.
- PIEF**, bail à rente.
- FIEFFE** ou **FIEFVE**, qui a été concédé en fief quand il s'agit des choses. *Domaine fieffé*; — qui a reçu en fief, quand il s'agit des personnes. *Homme fieffé*, c'est le vassal. *Héritiers fieffés*, c'est-à-dire ensaisinés. *Officiers fieffés*, officiers qui dépendent d'un fief.
- FIEFFER**, **FIEVER**, **bailler en fief**. *Fieffement*, inféodation.
- FIEGARDS**, **FLEGARS**, communaux, places publiques.
- FIEHS**, funniers.
- FIER**, il frappe, de *férir*.
- FIERTE** (*feritum*), chasse, bière.
- FIERTE**. V. **FERMETÉ**.
- FIEU**, **FIEUX**, **FIOUS**, fils.
- FIGURE ACCORDEE**, plan des lieux en litige, reconnu par les deux parties.
- FILETS DE MUR**, rebords, saillies placées en haut du mur.
- FILIASTRE** (*filiastr*), beau-fils; enfant d'un premier lit.
- FILIATION**, descendance de père en fils.
- FIMPORT**, dans les coutumes de Bretagne, c'est la mise en cause de tous ceux qui peuvent être intéressés dans la querelle. (Anc. cout. de Bret. 155.)
- FINAGE**, **FINEROY**, ban et territoire d'une justice et seigneurie, d'une paroisse. *Chemins fineroz*, chemins vicinaux.
- FINAISON** (*finis*, i), accord, composition, transaction : ou *l'argent faut*, *finaison nulle*.
- FINANCE**, Droit, argent. *Grande finance* et *chevance*. Revenus royaux.
- FINANCIER**, fermier des droits du roi.
- FINE** (*finatio*), amende, droit.
- FINER**, **FINANCER** (*finare*), payer les droits ou l'amende.
- **finir**, terminer. *Finir à son adversaire, à son créancier* (Ass.) (*finem facere*), s'accorder avec son adversaire ou son créancier.
- FINITÉ** (Ass.), affinité, alliance.
- FINS**, raisons, motifs, conclusions.

Defendre à toutes fins. Fins civiles, exceptions. Fins de non-recevoir, fins de non-procéder.

FISC. (*fiscus*). « C'est, » dit un vieux glossaire « sac ou bourse du roy » ou l'on met publiques cens ou « revenues, ou fourfaitures. » *Procureur fiscal*, représentant du fisc.

FISICIER (*physicus*), médecin. *Fisique*, la médecine.

FLAILL, **FLAYEL** (*flagellum*), féau.

FLAGRANT DELIT, ÊTRE PRIS EN, c'est être pris sur le fait même.

FLASTRY, **FLATRE**, **FLAITRE** (Ass.), flétri, marqué.

FLEURDELISER, flétrir un criminel en le marquant d'une fleur de lis sur l'épaule.

FOI, promesse de fidélité faite par le vassal au seigneur. *Entrer en foi*, tenir en foi.

FOI MENTIE, telonie. V. **FEI**.

FOIABLE, **FOYABLE**, homme qui doit la foi, fidèle.

FOIRES, *nundine*, marché.

FOL APPEL, appel interjeté témérairement, sans motif.

FOLC. **FORC.** **FONC DE BETES**, troupeau.

FOLIER, **FOLOIER** (*fallire*), railler, faire injure, faire folie.

— s'égarer, se tromper, errer.

Qui par soi veult ouvrir,
Sans conseil demander,
Sovant foloiera.

FOLLE MISE, **FOLLE ENCHÈRE**, enchère que l'adjudicataire ne peut réaliser.

FOLLIE (*folia*), injure. *Dire lait et folie*.

FOLURE, blessure. V. **AFFOLER**.

FONCIER, qui vient du fonds, qui est inhérent à la terre. *Seigneur foncier*, seigneur du fonds. *Rente foncière*, justice foncière.

FONDALITÉ, droit de directe qui appartient au seigneur foncier.

FONDATION, donation faite à l'Eglise ou à une institution de charité, à la charge d'en employer le revenu à quelque œuvre pie.

FONDE, **FONDIQUE** (Ass.) (*funda*), bourse, lieu de réunion des marchands. — Entrepôt. — *Cour de la fonde*, tribunal chargé des procès commerciaux en Orient.

FONDÉ DE POUVOIR, mandataire.

FONDER, établir, autoriser, appayer.

Il est fondé en arrêt.

FONDS, **BIEN-FONDS**, **TRES-FONDS**, c'est le sol et tout ce qui en dépend en superficie et en profondeur : les immeubles. *Fonds dotal*, immeuble constitué en dot à la femme.

— **capitaux**. *Fonds perdu*, capital aliéné sans retour, moyennant un revenu.

— **DE COMMERCE**, établissement commercial.

— l'objet même de la contestation. *La forme emporte le fond*, c'est-à-dire que la procédure décide quelquefois de l'objet même du procès.

FONGIBLE, **CHOSE**, chose qui périt par la consommation, et qui peut être remplacée par des objets de même nature, tels que vin, huile, blé, etc.

FOR (*forum*), tribunal. *Le for l'Évêque* était le lieu où s'exerçait autrefois la justice de la temporalité de l'archevêque de Paris. *For extérieur*, justice humaine. *for intérieur*, tribunal de la conscience, autorité de la loi naturelle ou divine.

— **Marché**, foire.

FORAGE, **FOURAGE** (*foragium*), ou **JALAGE**, droit seigneurial sur la vente du vin en détail. V. **FEUR**.

FORAINS (*foraneus*, *forasterius*), étrangers, gens du dehors, marchands qui ne sont pas bourgeois de la ville dans laquelle ils viennent vendre ou acheter. *Ras-tail*, V° **FOREIGN**.

FORBANNIR (*forisbannire*), bannir, exiler, reléguer. *Sentence de forban*, arrêt d'exil. *Forbain*, *forbanni*, *forban*, *banni*, *bandit*.

FORCE (*vis*), usurpation, violence, viol. *Force paleise* (Ass.), violence ouverte, nouvelle desaisine. *Femme efforcée*, femme violée.

FORCE MAJEURE, celle à laquelle on ne peut résister. *Cas fortuit*.

FORCE DE CHOSE JUGÉE, autorité de la chose jugée.

FORCENÉ, V. **FORSENEZ**.

FORCLORE, exclure. « *Denier jus-vice*, fermer la porte de justice. » (Nicod.) *Forclusion*, exclusion défaut, déchéance faite de pro-

- duire dans un procès d'ordre ou de contribution.
- FORCLOS**, dit Rastall, *est celui qui est barré et ousterrement* (entièrement), *excluse par tout temps*.
- FORCONSEILLER** (*forisconsiliare*), mal conseiller.
- FORESTIER** (*forestarius*), garde des bois. **Forestage** (*forestagium*), droit d'usage dans les forêts.
- FORFAIRE** (*forisfacere*), perdre par sa faute ou son délit. *Forfaire son fief* (*feudum perdere*), *sa seigneurie, sa justice, son douaire, sa marchandise*. — Commettre un crime, malfaire.
- FORFAIT, FORFAITURE, FORFACTURE** (*forisfactura*), crime, délit. — Amende qui suit le délit. *Forfaire l'amende*, l'encourir.
- **MARCHÉ À**, à perte ou gain, sans garantie.
- FORFAMILIER** (*forisfamiliaris*), émanciper.
- FORGAGE**, en Normandie, est le droit qu'a le débiteur de retirer son gage vendu par autorité de justice, en rendant le prix à l'acquéreur dans la huitaine de la vente.
- FORGAGER**, saisir. *Fourgagement*, saisie, confiscation.
- FORIER**, fermier du marché ou de la foire. V. **FOR**.
- FORJUGER** (*forisjudicare*), condamner, proscrire, confisquer. Rastall, V. **FORJUGER**.
- FORJUGIE** (*forisjudicati*) (Ass.), banni.
- FORJURER** (*forisjurare*), quitter, abandonner, abjurer, renoncer à.
- Thomas de Weglande en banc primes nommé
Par agard de la court le règne a forjuré.
- Forjurer son héritage*, c'est l'abandonner, y renoncer. *Faire forjurer*, renoncer en justice, faire cession.
- FORLINER** ou **FORLIGNER, FORCLONGNER** (*furlongus*), dégénérer, se mesallier.
- FORMALITÉS**, règles à suivre pour la régularité et la validité des actes. *Forme* se dit de l'observation de ces règles. *Condamné sans forme de proces*.
— procédures.
- FORMARIAGE** ou **FEUMARIAGE** (*foris-*
- maritagium*), droit d'empêcher le serf d'une seigneurie d'épouser une personne franche ou serve d'une autre seigneurie. — Amende encourue par le serf qui s'est formarié. — Droit payé pour avoir le droit de se marier à son gré.
- FORME EXÉCUTOIRE**, celle qui confère l'exécution parée.
- FORMEL**, fait dans toutes les formes, exprès. *Désaveu formel, partage formel. Garant formel*, véritable garant, à la différence du *garant simple*, qui n'est nommé ainsi qu'improprement.
- FORMENER**, malmenier, surmener.
- FORMENT**, fortement.
- FORMETURE, FORMORT, FORMORTURE** (*formortura*), succession du vifain ou du bâtard dévolue au seigneur par faute d'héritier légitime.
- FORMULE**, modèle d'acte, règles prescrites pour les procédures. *Formulaire*, recueil de formules. *Les Formules de Marculte*.
- FORNOIER**, nier.
- FORPAISIER, FORPASSER** (Ass.), quitter, abandonner le pays. — *Forpaïse* (*forispatriatus*), hors du pays, absent, banni.
- FORS** (*foris*), hors, excepté, hormis. *Fors voie*, hors voie, d'où est venu notre mot *fourvoyer*.
— (*forus*. 2. Esp., *fueros*), coutumes.
- FORSENEZ**, hors de sens.
- Plein de forsen et de folie.
(OVID. *met.*)
- FORT, SE PORTER**, s'engager à faire exécuter une convention par un tiers.
- FORTAIRE**, soustraire, emmener.
- FORTEITS, CAS, ou AVENS PAR FORTUNE**, cas imprévus, événements de force majeure, tels que grêle, feu du ciel, guerre.
- FORTUNE D'OR, FORTUNE D'ARGENT** (*fortuna*), trésor. *Fortune de mer*, sinistre.
- FOSSE, JETER LES CLEFS SUR LA**, c'est renoncer à la succession, à la communauté.
- FOUAGE, FOUEZ** (*focale*), impôt ou taille qui se lève par chaque feu ou maison.
- **AFFOUAGE**. V. ce dernier mot.
- FOUM**, fouiller.

FOULE, oppression. *Fouler, fouloir*, opprimer, surcharger.

FOURCHER (*furca*, 1), gibet, droit d'avoir gibet, haute justice.

FOURCHAGE ou **BRANCHAGE**, c'est la branche de l'arbre de parenté.

FOURNAGE (*urnagium*), droit payé par ceux qui se servent du four banal. *Fournier*, celui qui tient le four banal, boulanger.

FOURNIR, c'est faire ou faire avoir (*præstare*). *Fournir et faire valoir*. *Fournir des griefs, des défenses*, les produire.

— garnir, soutenir. *Procs fournis de bons titres*. — *Fournir la complainte*, séquestrer.

FOURNIR, **FOURNIER**, c'est l'écurie. *Mettre en fourrière*, séquestrer, dans l'écurie communale, les bêtes prises en contravention.

FRATRE (*fraternitas*), confratrie, communauté.

FRAS, toute dépense et particulièrement la dépense faite à l'occasion d'un procès. *Frais de justice*, ceux faits en plaidant, ou par ordre du juge. *Frais et mises d'exécution*, ceux faits pour parvenir à l'exécution d'un acte ou d'un jugement. *Frayer*, fournir aux frais et à la dépense de quelqu'un.

FRANC, **FRANC HOMME** (*franci*), libre.

Garin mes père fu frans hom et gentis.

— exempt, affranchi. *Un héritage franc et libre de toutes charges*.

FRANC-ALÉU. V. **ALÉU**.

FRANC DEVOIR, abonnement fait avec le seigneur pour remplacer par une redevance annuelle les droits dus à l'ouverture du fief. V. **FIEF** **ABONNÉ**.

FRANC ET QUITE, qui n'est chargé d'aucunes dettes ou hypothèques.

FRANC TENANT ou **FRANC TENANCIER** (*francus tenens*), c'est celui qui est propriétaire d'un fief, et qui y habite, qu'il soit noble ou roturier.

FRANCHE AUMONE, terre donnée à l'Eglise avec toute franchise des droits qui appartiennent au seigneur sur les autres concessions féodales ou censières.

FRANCHES TERRES, terres communes. **FRANCHISE** (*franchisa*), liberté. — exemption, immunité.

— asile. *Franchir, affranchir, rendre*

franc. **Franchissement**, extinction ou rachat d'une rente.

FRANESCHEUX, **FRERESCHEUX**, **FRANESCHES**, **FRERESCHES**, **FRERESCHES**, sont ceux qui possèdent des biens en commun, de quelque manière que ce soit, ou qui doivent en commun quelque redevance. Un *fréage*, une *franescha* (*franeschia*, *fraternitas*, *fratriagium*), c'est un partage : *franescher, frérager, partager en frères*, c'est-à-dire également. *Héritages franesch*, héritages obligés solidairement.

FRAUDE, manœuvres pratiquées pour tromper, fourberie. *Contrai fraudeux*. — *Sans fraude* ne malengin.

FRAUX, **FRÈZ**, **FRIEZ**, **PROCS**, **PROCS** (*frocs*), friches, landes.

FRERASTRE, beau-frère.

FRESANGE, **FRESCHAGE** (de *frisinga*, porc), droit sur les porcs.

FRET ou **NOLIS**, loyer d'un vaisseau : droit de tonnage. *Fréter*, donner un vaisseau à louage.

FREVEL, **FREVELIE** (*frevela*) (Mir. de Souabe), délit, félonie.

FRUITIER, **FRUITTAIRE**, usufruitier.

FRUITS, ce que produit une chose ; revenus d'une terre, d'une maison : *fruits naturels, civils, industriels*. *Fruits pendants par les racines* sont ceux qui ne sont pas encore séparés du fonds, comme le blé avant d'être coupé.

FRUSTRATOIRE, tout acte simulé, collusoire, qui ne tend qu'à retarder le paiement d'une dette. *Frais frustratoires*, frais inutiles, et qui n'ont aucun rapport au procès.

FUER, **FUR**. V. **FEUR**.

FUITE (*Ass.*), échappatoire, exception dilatoire. *Fuir et delayer*.

FUITIS, furtif.

FURT (*furtum*), vol. *Furt qualifié*. *Furtivement*, clandestinement, à la dérobée.

FUST (*fustia*), bâton, douves de tonneaux, bois.

FUSTER ou **FRUSTER** (*Ass.*), bâtonner. *Fustée*, fustigée.

FUYE, colombier ouvert, à la différence de la *trys*, volière ou colombier fermé. V. **COLOMBIER**.

G

- GAB** (ital. *gabbia*), raillerie. *Gaber*, railler, plaisanter.
- GABEL, GABLE, GABELLE** (*gablum*), rente, devoir, impôt, et plus spécialement impôt sur la vente du sel. (Duc. V^e *Salina*.)
- GACHÈRES, GUASQUIÈRES**, jachères.
- GAGE, GAGIÈRE, GAGEMENT** (Ass.) (*vadium, gageria*), sûreté donnée par le débiteur, — nantissement d'une chose mobilière; — la chose même donnée en nantissement. *Ploier son gage* (*placare vadia*). Voyez **PLOYER**.
- Gage mort** ou **mort gage**, est celui dont on laisse jouir le créancier engagé qui profite des fruits sans les imputer sur la dette, à la différence de **vif gage** dont les fruits sont imputés sur le principal de la dette.
- **GAGER**, saisir.
- traitement, appointements (*gagium*), *gages de domestiques, gages d'officier*.
- (*gagium*), amende, peine pécuniaire.
- GAGER** (*gagiare*), saisir. *Gager les fruits, saisir-gagerie, Gager le duel, la bataille, le rachat*, c'est l'offrir. *Gager la loi*, offrir le serment. Rastall. V^e *Ley*. *Gager partage*, offrir en jugement le partage à ses puînés.
- GAGES DE BATAILLES** (*gagium duelli*), c'est l'objet au moyen duquel on propose le duel.
- GAGNAGE, GAIGNAGE, GAIGNERIE** (*gagnagium*), culture, récoltes, terres cultivées. *Arrêter les gaignages étant en la grange* (Grand Cout.), saisir les récoltes. *Mettre terres en gagnage*, les mettre ou faire mettre en culture. *Terres gaignables* ou *gaignaules*, terres affermées, terres labourables. *Gaigne*, sole. *Gaignières*, métayer, laboureur.
- GAGNAGE, GAINS, REGAINS** (*gagnagium*), fruits de la terre, récoltes. *Prez gagnaux* ou *gainiaux*, prés qui produisent des regains.
- GAGNER, GAIGNER**, cultiver, labourer, — l'emporter. *Gagner sa cause par arrest*.
- GAIN, GAIGNE**, produit d'un travail, d'une industrie.
- GAINS NUPCIAUX** ou **DE SURVIE** est un avantage que la loi, ou le contrat de mariage, accorde au survivant des conjoints.
- GAITER** (*tracta*), prendre garde, observer. *Gaites* ou *Waites*, guetteurs, sentinelles.
- GANTS ET VENTES**, droits dus au seigneur par le nouvel acquéreur. C'était avec le gant que se faisait souvent l'investiture. (Du Cange, V^e *Chirotheca*.)
- GARANT, GARANTIE, V. GARENT, GARENTIE.**
- GARANTIGÉ, INSTRUMENT**, acte authentique.
- GARDE DE JUSTICE, DU SCEL ROYAL**, c'est celui qui a la juridiction ou l'office en dépôt, et non point à ferme ou en fief.
- GARDE DE LA PRÉVÔTE**, c'est le prévôt de Paris qui remplace comme mandataire le roi, véritable juge et prévôt de Paris.
- GARDE GARDIENNE, LETTRES DE**, lettres attributives de juridiction privilégiée.
- GARDE, GARDE NOBLE, GARDE BOURGEOISE**, tutelle privilégiée en ce sens que le tuteur fait les fruits siens. *Garde roturière*, simple tutelle. Le tuteur privilégié se nomme **GARDIEN**.
- GARDE LIGE**, service de corps dû par les vassaux.
- GARDE NOBLE, ROYALE** ou **SEIGNEURIALE**, tutelle qui appartient au roi ou aux seigneurs sur les mineurs possesseurs de fief.
- GARDE-NOTE**, notaire.
- GARDES, GARDEMANEURS**, gardiens de scellés, garnisaires.
- GARDES DES LIVRES, DES MONNAIES, DES SALINES, DES PORTS**, officiers publics qui ont la charge de surveiller et conserver les bibliothèques, monnaies, etc.
- GARDIEN, tuteur, séquestre. Gardien de scellés.**
- GARENNE** (*garenn*), de l'allemand *warden, garder*, c'est une réserve. On met une forêt, un étang en garenne quand on défend de

- chasser ou de pêcher sur le terrain réservé. *Les rivières sont garennes* : il y a garenne d'eau comme de terre, bois ou forêt.
- GARENNE** (Ass.) (*garandus*), témoins. *Je vous trais à garent*; rebuter un garent. *Destreindre garent de porter garentie*, empêcher un témoin de rendre témoignage. *Lever garent*, démentir le témoin et le provoquer au combat (le témoin se metait à genoux pour déposer).
- champion.
- GARENT**, **GARENTISSEUR**, **GARIEUR**, **GARENDSIERS** (*garendizator*), celui qui prend le lieu et place d'une autre personne, et la défend de tous troubles ou évictions. (Rastall, V° *Garrant*; Du Cange, V° *Warrantia*. Appeler a garent, tirer a garent, clamer garent, refuser la garentie, prendre en garentage.
- GARENTIE** ou **GARIMENT** (*garendia*), défense, responsabilité, obligation de défendre et d'indemniser quelqu'un d'un trouble, d'une éviction, d'un dommage quelconque.
- GARENTIE DE DROIT** ou **GARENTIE FORMELLE** est celle qui regarde la propriété ou l'existence de la chose vendue. *Garantie de fuit* est celle qui regarde la solvabilité du débiteur ou la qualité de la chose vendue.
- GARENTIR**, **GARIR** (*garire*), protéger, défendre. *Gariz*, *garniz*, garenti.
- GARENTIR EN** ou **SOUS SON HOMMAGE**, **GARANTIR DE FOY ET HOMMAGE**, **GARENTIR** ou **GARIR EN PARAGE**, c'est porter seul la foi et l'hommage au seigneur, et couvrir par cet hommage les possesseurs des parties demembrées du fief, les puînés, par exemple, en cas de succession. *Garantie de fief*. On dit dans le même sens *garentir de profit de rachat*, parce que l'aîné qui seul porte la foi paie seul aussi le rachat.
- GARNIR LA MAIN DE JUSTICE**, fournir somme ou garantie mobilière suffisante pour couvrir la demande. — *Garnir une accusation*, la fournir, l'appuyer de pièces et de témoins.
- GARNISAIRES**, **GARNISON**, hommes qu'on met chez le saim qui ne donne point de garentien.
- GARRIGUES** (*garrice*), friches.
- GARS**, **GARCE**, garçon, fille.
- Le mâle est gars à quatorze ans
Et la femelle est garce à douze.
- GAS**, faux.
- GAST** (*gastum*), dégât, faire ravage et gast.
- GASTES**, **GASTINES** (*gastina*), friches.
- GASTEURS** ET **MANGEURS** (*comestores*), garnisaires.
- GASTIER** (*gasterius*), messier.
- GAUDENCE**, jouissance, emphytéose.
- GAULEURS**, arpenteurs, mesureurs.
- GAYVER** ou **GUESVER**, délaïsser, abandonner.
- GAYVES**, **CHOMES**, épaves, choses égares ou adirées.
- GAZAILLE** (*gasalia*), bail de bétail à moitié.
- GAZON**. *Mettre le gazon de l'héritage en sa main*, saisir, s'emparer. (Grand Cout.)
- GEHENNE**, **GENNE** (*gehenna*), torture, prison.
- GEHUR**, **GEHEINGER**, torturer.
- GELDE**, **GELDON** (*gilda*), association, collège, confrairie, troupe.
- GELINE** (*gallinagium*), poule. *Geline de coutume*, redevance de poules.
- GÉNEALOGIE**, suite des degrés de parenté. *Arbre généalogique*.
- GÉNÉRALITÉS**, bureaux des trésoriers de France établis pour faciliter la recette des tailles. *Généraux des monnoyes*, des finances, les directeurs de ces bureaux.
- GENGLER**, V. **JANGLEA**.
- GENOU** (*genu*), génération, degré.
- GENRE**, gendre.
- GENS DE CORPS** ou **DE MAINMORTE**, serfs.
- GENS D'ÉGLISE** ET **DE MAINMORTE**, ecclésiastiques et moines.
- GENS DE POSTE**, DE **POESTE** (*homines potestatis*), roturiers, serfs.
- V. **POESTE**.
- GENS DE ROBE**, tous ceux qui portent la robe au palais, juges, avocats, procureurs, etc.
- GENS DU ROI**, ministère public.
- GENT**, peuple, nation, famille.
- GENTIL HOMME**, **GENTIL FAME** (*gentilis*), noble. *Héritages gentils*, héritages nobles.

- GENTILECE**, noblesse. *Gentilece vient d'hoirie.*
- GEOLE** (*caveola*), prison. *Geolage*, droits payés au géolier.
- GERBIER** (*columna bladi*), meule de blé. meulon.
- GERMAINS, FRÈRES**, ceux qui ont le même père et la même mère.
- GESIR**, coucher, accoucher. *Gesine*, accouchement. *Geu*, couché, accouché.
- GESTEUR DE BESOCNE**. (Grand Cout.) *Negotiorum gestor.*
- GESTION**, administration.
- GETER**, jeter, repousser, écarter.
- GETTE**, taille, impôt, redevance.
- GETTER**, compter avec des jetons, additionner.
- GILLE**. V. **GUILLE**.
- GIRON**, TENDRE LE (*laissoirpire*), c'est l'acquiescement que l'acquéreur d'un héritage donne en justice à la demande du retrayant.
- GITE**, DROIT DE (*gistum*), droit de logement et de nourriture chez le vassal.
- GIU**, juif. — Jeu. *Giu de dez.*
- GLAIVE**, puissance. *Glaive temporel*: *glawe spirituel*.
- (*merum imperium*), droit de vie et de mort. *Jus gladii.*
- GLANAGE**. Usage établi en certains lieux, de prendre sur les champs d'autrui ce qui a pu y rester après l'enlèvement des récoltes. V. **GRAPILLAGE**.
- GLANDÉE** (*glandis*), c'est le gland ou la faine qui sert de nourriture aux porcs.
- GLANDÉE, GLANDAGE**, droit payé pour la païsson.
- GLASSOIR, GLASSOUERS**, aïssances.
- GLÈBE**, terre, fonds. *Serf de la glèbe*, serf qui fait partie du fonds.
- GLISE**, église. *Sainte Glise*. *Glisier*, marguillier.
- GLOSE**, notes ajoutées au Corps du droit civil ou du droit canonique par les premiers interprètes.
- GORS, GOURS, REGORT** (*gordus*), creux de l'eau naturels ou artificiels dans lesquels se retire le poisson. Rastail, V° **GORT**.
- GOUPIL**, renard. *A goupil endormi, rien ne chiet en la gueule.*
- GRACE EXPECTATIVE**, rescrit du pape qui ordonne au collateur de donner le premier bénéfice vacant de sa collation à la personne que le rescrit désigne.
- GRADUÉS**, ceux qui ont pris les degrés universitaires. *Gradués simples, gradués nommés.*
- GRAINER**, mettre les porcs à la glandée.
- GRAIRIE**. V. **GRUERIE**.
- GRAMMENT**, grandement. *Bourse sans argent ne vaut pas gramment.*
- GRANDELETS**, enfants déjà grands, pour adolescents (G. Coquille).
- GRANGER**, métayer. *Donner terre à grangeage.*
- GRANTER**, **GRAUNTER**, **CRÉANTER**, concéder, donner. V. **CRÉANTER**. *Grant*, don.
- GRAPILLAGE**, **GRAPTAGE** (*graptura*), glanage. V. ce mot.
- GRÉ** (Esp. *grado*), vouloir, volonté. — Bonne grâce, reconnaissance. *Rendre gré*, remercier, *faire gré*, s'accorder. *Promesse grée* (*gratum*), promesse garantie. — degré (*gradus*).
- GREFFE**, dépôt des actes de justice. *Grefte civil, criminel, des géôles*, etc.
- GREFFIER**, officier qui tient le greffe. Il assiste à l'audience, écrit les actes et procès-verbaux du ministère du juge, en garde les minutes et en délivre les expéditions. *Grefier garde-sac*, celui qui reçoit les productions des parties pour en faire la distribution au conseiller-rapporteur. *Grefier à la peau*, est celui qui met en grosse les arrêts et sentences. *Grefier des géôles*, celui qui tient les écrous des personnes emprisonnées. *Grefiers de l'écritoire ou des bâtiments* sont ceux qui reçoivent et expédient les rapports des experts.
- GREGIER** (Ass.), grever, nuire, porter préjudice.
- GREIGNOR, GREIGNEUR, GREINDRE**, le plus grand. *Prescription greigneur*. *Greigneur de vingt-cinq ans*, majeur. *Greignor partial*.
- GRENETIERS**, officiers de la gabelle qui jugent de la bonté du sel, et en ordonnent la répartition.
- GRESIER A SEL**, dépôt public où l'on vend le sel. — Jurisdiction fiscale

- pour tout ce qui concerne le monopole du sel.
- GREVE, charge. *Greve de substitution*, chargé de rendre.
- GREZ, GRIEFS, GRIES (*gravis*), grief, dommages, prejudice. *Les griefs* sont les moyens esquels l'appelant prétend être grevé, les moyens contre le jugement dont est appel.
- (adj.), pesant, lourd, grave. *Griement, gravement.*
- GRIEVANCES, GRAVERIES (*gravaria*), exactions, peine, tort, injure.
- GROSSE, expedition d'un acte authentique ou d'un jugement, écrite en gros caractères, et en forme exécutoire.
- GROSSIER (*ingrossare*), écrire la grosse.
- GRUERIE, GRAIRIE. GREAGE (*gruarium*), droit de juridiction forestière, et de part des fruits d'une forêt.
- GRUIER, GRAIER. SEGRIER ou VERDIER (*gruarius*), forestier, garde.
- GUCHIR, tergiverser, gauchir.
- GUERANCE, garantie, jouissance.
- GUEN, dans la coutume de Bretagne, c'est le droit de faire paître ses bêtes sur les terres de ses voisins.
- GUERPIS ou GURPIS (*guerpire*), dé-
- laisser. La veuve dans Froissart se nomme la *guerpie* (*derelicta*.)
- GUERREDON, GUERDON (ital. *Guidardone*), récompense, loyer.
- GUERVEN. V. GATVER.
- GUET A PENS. V. AGUET.
- GUET, ARRIÈRE-GUET (*gustus*), service militaire dû par les vassaux ou sujets. *Sujets guetables. Gueter*, faire la garde du mur. *Gusteurs de chemins*, voleurs de grand chemin.
- GUIAGE (*guidagium*), charge imposée aux habitants de la côte, de tenir la nuit des lumières ou phares pour guider les navigateurs.
- sauf-conduit.
- GUER, guider. *Guionnières*, conducteur.
- GUILLE ou GILLE (*guillator*), tromperie.
- Tel pense guiller Guillot.
Que Guillot lou guille.
- GUISARME, GISARME (*gisarma*), hache à deux tranchants.
- GULPIS. GURPIS. V. GUERPIS.
- GULPINE, GUERPINE, déguerpiement.
- GURPISON (*gurpizo*), abandon, délaissement, déguerpiement.

H

- HABILE, qui réunit toutes les conditions requises pour avoir un droit. *Habile à se porter héritier.*
- HABILITER (*habilitare*), mettre en état, rendre capable. *Habilitier un mineur*, c'est le pouvoir d'un curateur pour le rendre capable d'ester en justice.
- HABOUTS. V. ABOUTS.
- HACHIE, HASCHIE (*hachia*), peine, amende.
- HAIT, souhait, bon gré, HAITER, souhaiter.
- HALBERGUE. V. HEBERGEMENT.
- HAMEUDE, écluse, droit d'écluse.
- HANAP, HENAP (*hanapus*), gobelet, pot, mesure de vin.
- HANSE (*hansa*), compagnie commerciale. *Marchand hanse, hanse de la marchandise de l'eau. Lettres de hanse.*
- HAPPÉE, SAISINE, saisine prise de force, possession usurpée.
- HARNOIS, HERNOIS (*harnaschia*), armure, équipement.
- voitures. (Ord. de la Ville.)
- HARO, CLAMEUR DE, HAREU, HAROU (*haro*), cri de force, appel à la justice, devant lequel chacun doit s'arrêter. (Norm. à 24. 54.)
- HART (*hardes*), lien d'osier, la corde. *Sous peine de la hart*, sous peine d'être pendu.
- HATINE. (Ass.) V. ATINE.
- HAUBERT, HAUBERGEON (*halsberga*), cotte de mailles, cuirasse. *Et maille à maille fait-on le haubergeon. Service de haubert, fief de haubert*, service, fief de chevalier.
- HAULTBAN (*halbannum*), droit payé par quelques métiers de Paris.
- HAULT-JUSTICIER; seigneur qui a la

suprême juridiction, à la diffé-
rence du moyen ou bas-justicier.

HAUSSE, enchères.

HAVAGE (*havagium*), droit sur le
mesurage de grains.

HAYER, enclore d'une haie.

HEAUME (*helmus*), casque. *Heau-*
mier, armurier.

HERBEGEMENT, HERBERGE, HERBRE-
GERIE, HERDREGEMENT, HERBEIGE,
HIEBREGAGE (*hereberga*), maison,
logis, édifice, manoir.

— gîte, auberge. *Herbergières*, au-
bergiste.

— point où le mur séparatif de deux
édifices cesse d'appuyer l'un des
deux.

HEBERGER (*hebergare*), loger. —
construire.

HEIR. V. HOIR.

HEYNOURS (Ass.) (*honores*), hon-
neurs, prerogatives.

HEXOCARTS, porteurs de sel. (Ord.
de la Ville.)

HERBAGE, DROIT D' (*herbagium*),
droit seigneurial sur les bestiaux
qui paissent.

HÉRÉDITAIRE, qui provient d'une
succession. *Biens, portions hé-*
réritaires.

HÉRÉDITE, succession, biens qu'on
a recueillis dans une succession.

HEREGE. HERESE, HÉRITE, héré-
tique.

HERIBAN (*heribanum*). V. BAN ET
ARRIERE-BAN.

HERITABLES, HERITALLES, HIRETAU-
LES, CHOSES, biens héréditaires,
immeubles.

HÉRITAGE (*hereditagium*, 2), fonds
de terre, immeuble: *héritage*
feudal, censuel, noble, rural,
roturier, cottier, bordelier, franc,
serf.

— (*hereditagium*, 1), immeuble
venu par succession. *Héritage*
propre, naissant, ancien, avélin,
de ligne.

— succession.

HÉRITANCE, HÉRITE, hérédité, suc-
cession.

HÉRITER, ADHÉRITER (*hereditare*, 3),
ensaisiner. *Douaire si n'érîte pas*
enfants.

HÉRITIER, celui qui est appelé à la
succession. *Héritier simple*, à la
différence de l'héritier par béné-
fice d'inventaire. *Héritier conven-*
tionnel, qui a été institué par con-

trat de mariage. *Héritier bénéfi-*
ciaire, qui se porte héritier par
bénéfice d'inventaire. *Faire acte*
d'héritier, disposer des objets de
la succession.

HÉRITIER (adj.), foncier, immobi-
lier. *Rentes héritières, successions*
mobilières et héritières.

HERMES, TERRES. V. ERMES.

HEUSES (*osa*), bottes.

HIRETÉ, héritage.

HIVERNAGES (*hyvernagium*), hiver.
— Blé ou fourrage d'hiver.

HOCHÉ. V. OUCHE.

HOIR ou HEIR, héritier. *Hoirs*, suc-
cession. *Avancement d'hoirie*,
déclaration d'hoirie. Droit hoir,
héritier légitime.

HOLERIE, débauche. V. HOCLIER.

HOM, HOMS, homme.

HOMMAGE ou HOMENAGE (*hominium*),
promesse de fidélité et de devoirs
faite au seigneur par le vas-
sal. *Hommage de bouche et de*
main.

HOMMAGE PLEIN ou LIGE (*homa-*
gium plenum), est la promesse
de servir et défendre son seigneur
envers et contre tous, à la diffé-
rence de l'hommage simple, qui
n'emporte point d'aussi étroites
obligations.

HOMME ou HOME DE FOY, DE FIEF.
HOMME LIGE, vassal. *Défaut d'hom-*
me. Haus homs (Ass.), grands
vassaux. *Homes des homes* (Ass.),
arrière-vassaux.

HOMME DE PLEJURE (*hominia ple-*
cita), le vassal qui se porte
caution pour son seigneur.

HOMME VIVANT, MOURANT, CONFIS-
CANT, c'est l'homme que les gens
de mainmorte doivent fournir
au seigneur, pour qu'il serve
le fief en leur place, et après
le trépas duquel le seigneur peut
user de ses droits, comme si
le défunt eût été le véritable te-
nancier.

HOMMES ALLODIAUX, qui tiennent
terres en alleu.

— ET FEMMES DE CORPS ou DE SER-
VITUDE (*homines de corpore*),
serfs.

— DE RELIGION, moines, religieux.

— DE COÛR ou FRANCS HOMMES,
jurés féodaux.

— SAGES, PRÉS HOMMES, juges, ex-
perts.

HOMMES COUCHANTS ET LEVANTS, v. lains domiciliés dans la seigneurie.
HOMOLOGATION, consentement, approbation de justice.
HOMOLOGUER (*homologare*), confirmer, autoriser judiciairement.
HONNEUR, **HONOR** (*honores*), hief.

N'a droit au sien ne à l'honor
 Qui se combat à son seignor.

— honneur.
HONORAIRES, rétribution de ceux à qui l'honneur de leur profession ne permet pas de recevoir un salaire.
HONTAGE, honte, opprobre, déshonneur.
HOND. V. ORD.
 — **HORDÉIS**, **HOURDIS**, **HORT** (*hurdium*), barrière, palissade, chafaud. *Hordeur*, réparer, fortifier.
HORS DE CAUSE, **HORS DE COUR**, rep. d'une demande intentée mal à propos, ou non suffisamment instruite. *Horsbouter*, mettre hors de cour, debouter.
HORS LA LOI, **METTRE**, déclarer qu'un individu n'est plus protégé par elle.
HORS PRIS, excepté, réserve. *Hors prise*, réserve.
HOSCHE. V. OUCHE.
HOST, armée. V. OST.
HOSTAGE (*hostagiarius*), otage. *Ostager*, se dit du débiteur forcé de rester enfermé jusqu'à ce qu'il ait satisfait au créancier. (Bret. 112.)
HOSTES, **HOSTIEX**, **OSTEIX**, maison, hôtel. *Hosteler*, loger.
HOSTES (*hospites*), hôtes, manants, tenants. *Hostes couchans et le-rans*.
HOSTIEUX, ustensiles, outils.
HOSTISE, demeure de l'*hoste* ou censitaire.
 — droit qui se lève sur les maisons concédées à cens.
HOULIER, **HOUFIER**, débauché, ribaud.

HOUSES, **HOUEAUX** (*osa*), bottes, brodequins. *Houser*, se chausser.
HUAGE, c'est une corvée qui consistait à faire lever en criant les animaux que chassait le seigneur.
 V. HUK.

— **HUCHAGE**, **HUCHÉE**, **HUERIE**, crieur, cri public, proclamation.
HUCHE, **HUGE** (*hucha*), coffre, bahut.
HUCHER, **LEVER HUS** (*huciere*), crier. *Huiché par banissement* (*præconia vocis citatus*), dans De Fontaines.
HUCHIERS (*hullarii*), ébénistes, faiseur de huches ou bahuts.
HUC (*hucium*), cri, huée. « *Huc et* » « *crie*, » dit Rastall, « est la pour » suite de un ayant commis fé- » lonie par le haut-chemin. »
Huard, crieur, brailard.

HUES, **HUES**. V. OES.

HUI, le jour présent.

HUIS (*huissarium*), porte. *Juger à huis clos*, juger portes fermées.

HUISSIERS (*hostiarius*), sergents qui gardent l'huis. — Officiers ministériels chargés de faire tous exploits nécessaires pour l'exécution des conventions, ordonnances, jugements et arrêts. *Huissier audiencier*, huissier attaché au service des audiences. *Huissiers priseurs et vendeurs de meubles*, commissaires-priseurs.

HUITIÈME, droit de détail sur le vin.

HUMIERE, **HUMIERS**, usufruit, usufruit.

HURT, heurt, choc.

HUSTIN, **HUZ**, bruit, querelle. *Hustin*, querelleur, opiniâtre.

HYPOTHEQUE (*hypothecare*), obligation par laquelle les immeubles d'un débiteur sont affectés au paiement d'une dette.

— droit réel résultant de cette obligation. *Hypothèque légale, conventionnelle; générale, spéciale; simple, privilégiée.*

I

ICE, **ICELLE**, ce, celle, cette. *Iceque*, ce que.
IDENTIQUE, **CHQSE**, c'est la chose même. *Prouver l'identité d'une personne ou d'une chose*, c'est

prouver que telle personne ou telle chose est bien celle dont il s'est agi dans telle ou telle circonstance.

IDONE (*idoneus*), capable, suffi-

- sant. *Apte et idoine. Idonité, aptitude.*
- IER, il était. *Ièrent*, ils étaient.
- IGAL, égal. *Igaument*, pareillement.
- ILLEC, ILLEC (*illic*), là.
- ILICO, RELIEF D', LETTRES D', lettres de chancellerie pour être relevé du défaut de n'avoir pas appelé sur-le-champ (*illico*) d'une sentence.
- IMMATRICULER (*immatriculare*), inscrire sur le registre matricule. *Notaire immatriculé.*
- IMMEUBLES, IMMOBILES, biens fixes qui ne peuvent se transporter d'un lieu dans un autre, fonds de terre, maisons, bâtiments. *Immeubles par destination*, meubles qui ont pris la qualité d'immeubles.
- IMMISER, s', s'entremettre, se mêler des affaires d'autrui.
- IMMIXTION, manquement des effets d'une succession en qualité d'héritier.
- IMMOBILIER, qui a pour objet des immeubles. *Action immobilière, droits immobiliers.*
- IMMOBILISATION, caractère d'immeubles conféré à des meubles. *Rente immobilisée.*
- IMMUNITÉ, exemption de juridiction, de charges, d'impôts.
- IMPARTABLE, IMPARTABLE, qui ne peut être partagé.
- IMPARTIR, donner, accorder, départir.
- IMPARTI, indivis.
- IMPENSES, dépenses faites pour l'entretien ou l'amélioration d'un héritage. *Impenses voluptuaires*, sont celles qui embellissent la chose sans en augmenter la valeur ni l'utilité.
- IMPERTINENT, ce qui est en dehors de la question. V. PERTINENT.
- IMPETITION, demande en justice.
- IMPETRE, demander, obtenir une grâce. *Impetrant*, celui qui sollicite, celui qui obtient.
- IMPLORATION, adresse du juge ecclésiastique au juge laïc pour que ce dernier fasse exécuter, les jugements rendus par le premier.
- IMPUERE, qui n'a pas atteint l'âge de puberté, c'est-à-dire quatorze ans pour les mâles et douze ans pour les femmes.
- IMPUTATION, deduction d'une somme sur une autre. *Imputer*, déduire, tenir compte.
- INCAPABLE, est celui qui n'a pas les qualités et les dispositions nécessaires pour faire ou pour recevoir quelque chose.
- INCESTE, mariage ou commerce criminel entre parents au degré prohibé.
- INCIDENT, contestation survenue entre les parties pendant la poursuite de la cause principale. *Faux incident*. V. FAUX. *Se decoyer du principal et chercher à faire des incidens*. (Nicod.)
- INCOMBER, être chargé de. *C'est à lui qu'incombe la preuve.*
- INCOMPÉTENCE, défaut de compétence; manque de juridiction.
- INCORPORELLES, CHOSES, sont les droits et actions qu'on ne peut toucher comme les choses corporelles.
- INDEMNITÉ, dédommagement. *Indemne*, dédommagé, non lésé.
- droit payé au seigneur par les gens de mainmorte pour le dédommager des droits de mutation que l'immobilisation lui fait perdre.
- INDENTURE (*indentura*), c'est un acte dont on détache un talon coupé en dents de scie, de façon à pouvoir toujours constater son authenticité en rapprochant l'écrit de sa souche. (Cout. anglo-normande.) V. CHARTE PARTIE.
- INDICTEMENT, assignation à un jour donné. *Indict*, assigné, dénoncé.
- INDICTION (*indictio*), tribut, subside, impôt. — Espace de quinze ans.
- INDIGNITÉ, état de ceux qui, pour avoir manqué au défunt ou à sa mémoire, sont privés de la succession à laquelle ils étaient appelés.
- INDIRE (*indicare*), commander, ordonner, enjoindre.
- mettre un impôt, exiger une aide. *Droit d'indire.*
- INDISPONIBLE, CHOSE, portion de biens dont on ne peut disposer par testament.
- INDIVIS. V. DIVIS.
- INDU, non dû, illégitime. *Voies indues.*
- INDUCE, INDUCE, INDUIS, INDUS (*inducia*), délai, retard, congé, vacance.

INDUEMENT. V. DUEMENT.

INDULT (*Indultum*), droit de nommer à un bénéfice. *Indultaires*, ceux qui ont droit d'indult.

INFÉODER (*infodare*), donner en fief, saisir d'un fief. *Infodation*, *infodation*, acte d'infoder.

INFESTATION, INFESTUCATION (*festuca*), mise en possession par le symbole d'un fœu.

INFIRMER, casser, annuler une sentence, un contrat.

INFORMATION (*informatio*), enquête. *Informier*, enquêter.

INFRACTION, violation d'une loi, d'un contrat, d'un traité.

INGÈNE, homme libre de naissance.

INGRESS (*ingressus*), mise en possession d'un bénéfice. *Bulle d'ingress*.

INHIBITION (*inhibitio*), défense, prohibition.

INNOCENTER, déclarer non criminel. *Lettre d'innocentation*, déclaration d'innocence, réhabilitation.

INSUEN, faire entendre, accorder.

INQUANT, encan. *Inquantier*, vendre à l'encan.

INQUERRELLER, assigner, poursuivre.

INQUIETER, troubler quelqu'un dans sa possession.

INQUISITION (*inquisitio*), enquête.

INSCRIPTION DE FAUX, acte passé au greffe par lequel on déclare fausse une pièce produite.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE, déclaration sur un registre public du privilège ou de l'hypothèque qui grèvent les biens du débiteur.

INSINCER (*insinuare*, 2), enregistrer. *Insinuation*, enregistrement.

INSOLVABILITÉ, état de celui qui n'a pas assez de biens pour payer ses dettes.

INSTALLER (*installare*), mettre en possession.

INSTANCE (*instancia*), demande, poursuite judiciaire, litige.

INTER, celui qui intervient dans l'instance.

INSTITUTION D'HÉRITIÈRE, c'est l'établissement d'un héritier ou successeur universel fait par le testateur.

INSTITUTION CONTRACTUELLE, don irrévocable de tout ou partie d'une succession, fait par contrat de mariage au profit de l'un des deux

époux, ou des enfants à naître du futur mariage.

INSTRUCTION, se dit des procédures et formalités nécessaires pour mettre une affaire en état d'être jugée. *Procès instruit et mis en état de juger*.

INSTRUMENT (*instrumentum*), acte, titre, écrit. « Obligations, lettres, « titres et enseignements. » (Nicod.) *Instrument public*, acte reçu par un officier public. *Instrument privé*, acte sous seing privé. *Instrument confessé, garanti*, titre emportant exécution parée.

INSTRUMENTER, faire, dresser actes publics qui fassent foi en justice.

INTENDITS, faits articulés par les parties dans un procès par écrit. « *Écritures principales.* » (Nicod.)

INTENTER UNE DEMANDE, c'est la former.

INTERDICTION, suspension de certains droits civils, d'une charge, d'un office. *Interdit*, celui contre lequel l'interdiction est prononcée.

INTERDIT, action possessoire, complainte, reintegrande.

INTERETS, fruits civils d'une somme due, dédommagement.

INTERIM, en attendant, provisoirement.

INTERINER. V. ENTÉRINER.

INTERLIGNE, ce qui est écrit entre deux lignes.

INTERLOCUTOIRE, jugement qui ne décide point le fond de la cause, mais règle seulement certaines mesures préparatoires.

INTERLOQUER, ordonner une mesure interlocutoire, faire des incidents, incider.

INTERMISSION, interruption, discontinuation.

INTERPELLER, sommer quelqu'un.

INTERVENIR, survenir incidemment dans un procès, dans un contrat.

INTESTAT, qui est mort sans avoir testé, ou sans testament valable.

INTIMATION, injonction de comparaître.

INTIMÉ, défendeur en appel, celui qui a gagné sa cause en première instance.

INTIMER (*intimare*), signifier, notifier, dénoncer, assigner. *Ajourner avec intimation*, c'est avertir que faute de comparaître on perdra sa

- cause. *Intimer un juge en son nom*, c'est le prendre à partie.
- INTITULÉ D'INVENTAIRE, préambule de l'inventaire qui énonce les qualités et les droits des parties.
- INTRAÏKE, INTROÏT (*introitus*), droits d'entrées; — droits payés pour mener les bestiaux pâturer dans une forêt.
- INTRODUIRE, commencer, engager. *Exploit introductif d'instance*.
- INTRUSION (*intrusio*), entrée illégale en possession. *Intrus*, celui qui s'est emparé injustement de la possession.
- INVALIDEN, déclarer nul, sans force, sans effet.
- INVENTAIRE, INVENTOIRE (*inventarium*), description détaillée des biens d'un défunt, d'un absent, d'un interdit, d'un failli, etc. *Inventaire de la production*, état des pièces contenues dans un dossier de procédure. *Inventorier*, décrire, comprendre un objet dans l'inventaire.
- INVESTITURE (*investitura*), tradition, mise en possession. *Investir*, mettre en possession, ensaisiner.
- IRE, IREUR (*ira*), colère. *Iréer*, mettre en courroux.
- IRETAGE, IRETIER. V. HÉRITAGE, HÉRITIER.
- IRITANTE, CLAUSE, est celle dont l'inexécution emporte la nullité de l'acte.
- ISNEL, ISNEUS, égal, prompt, actif. *Isnelement*, également, promptement.
- ISSIR, ESSIR, USCIR (Ital. *uscire*), sortir.
- Quand Dieu veut quelque'un punir
De son sens le laisse issir.
- Il ist, il sort. *Isteroit*, sortirait.
- ISSUS (*exitus*), enfants, descendants.
- fruits, revenus. *Issues de la terre*, droits d'issues, droits payés par celui qui quitte la saisine.
- résultat. *L'issue du procès*.
- ITEM est un terme dont on se sert pour séparer chacun des articles d'un compte ou d'un inventaire.
- IVERNAGE, IVER. V. HIVERNAGE.

J

- JACENCE (*jacencia*), vacance. *Jacent*, abandonné, sans possesseur. *Hérédité jacente*.
- JACTURE (*jactura*), perte, dommage.
- JALAGE. V. FORAGE.
- JALE, JALÉE, jatte, mesure de liquide.
- JANGLER, JONGLER (*joculari*), mentir, caqueter, bavarder. *Toute femme est jangleresse de sa nature*. *Jangleres, procax*, dans De Fontaines.
- JA SOIT OU JAÛIT, quoique. *Ja fust*, il y a longtemps.
- JECT, JETTEIS; JECTICES, TERRES, terres jetées hors du fossé; exhaussement qui fait la douve.
- JENINE (Ass.), prison. V. GENÈNE.
- JÉSIR, JETTER. V. GÉSIR, GETTER.
- JET À LA MER, sacrifice de la cargaison pour alléger le navire en péril.
- JEU DE FIEF. V. JOUER.
- JOENSE, JONE, jeune. *Joenese*, jeunesse.
- JOIGNANT, près, proche, auprès.
- JOINDRE, s'unir, s'assembler, s'accorder. *Jointement*, en même temps, conjointement.
- JOINT QUE, outre que, ajoutez que.
- JOINTURE, tenure en commun. *Jointenant*, possesseur en commun.
- JONCTION, union d'une instance à une autre, ou d'un incident à une instance principale pour qu'il soit statué sur le tout en même temps.
- JONCTION DU PROCUREUR DU ROI, intervention de la partie publique.
- JOUER, SE, DE SON FIEF, c'est aliéner une partie de son fief, moindre des deux tiers, avec rétention de foi.
- JOUISSANCE, possession, droit de retirer d'une chose le profit qu'elle peut procurer. *Jouissance légale* est l'usufruit que la loi donne au père ou à la mère sur les biens de leurs enfants mineurs.
- JOÛR, JOÛ (dies), terme, délai.

JOUR FRANC est celui qui ne se compte pas dans les délais.

— SERVANT, c'est le jour de l'assignation.

— Séance, assise, assemblée.

— GRANDS, réunions judiciaires qui se tenaient extraordinairement en certaines provinces, et qui prononçaient souverainement. *Les grands jours d'Auvergne.* (V. Fléchier.)

JOUR DE COÛTUME, DE SERVITUDE, ouvertures qu'il est permis de faire dans un mur pour en tirer des vucs.

JOURNAL (jornale), JOG DE TERRE (*jugum terræ*), l'étendue de terres qu'un attelage peut labourer en un jour.

— LIVRE, mémoire de ce qui se fait chaque jour.

JOXTER (*juxtare*), approcher. *Jouxte*, auprès, selon.

JOYAUX. V. BAGGES.

JU, je.

— jeu.

— IL, il coucha.

— FAIRE (*jucare*), secourir, aider.

JUCE, juge. JUCIER, juger.

JUDICATURE, profession de ceux qui rendent la justice. *Offices de judicature.*

JUDICIAIRE, JUDICIEL, se dit de tout ce qui appartient à la justice. *Judiciairement*, *judiciellement*, par autorité de justice, devant le tribunal.

JUEAS, juifs.

JUGE, magistrat chargé de rendre la justice. *Juges souverains* sont ceux qui prononcent en dernier ressort, à la différence des *premiers juges* ou *juges inférieurs* qui prononcent en première instance. *Juges royaux*, juges nommés par le roi. *Juges seigneuriaux*, nommés par le seigneur du fief ayant justice. *Juge à quo*, juge dont on appelle.

JUGEMENT, décision des tribunaux sur une contestation. *Jugement interlocutoire*, provisionnel, *définitif*, *contradictoire*, *par défaut*.

JUGERIE (*jugeria*), juridiction, ressort, territoire.

JUIS, JUISE, JOUISE (*juisum*), jugement. — Jugement de Dieu, épreuves judiciaires.

JURAT, consul, échevin dans les coutumes du Midi.

JURÉ, qui est lié par serment; confédéré, allié. — Bourgeois d'une ville de commune. — Expert assermenté. — Juge.

JURÉE, enquête juridique. *Mettre en jurée*, décréter, mettre à l'encan.

JURÉE, DROIT DE (*jurata*, 3), droit dû au seigneur par les bourgeois qui s'avouent de lui.

JURERIE, JURÉE (*jurata*), fonctions de jurés.

JURÉS DE MÉTIER, experts, contrôleurs. *Maîtres jurés*, chefs de corporation.

JUREURS, JURORS (*juratores*), témoins qui viennent affirmer par serment l'innocence de l'accusé.

JURIDICTION, droit de connaître et de juger le différend. *Jurisdiction contentieuse*, *volontaire*, etc. — Tribunal.

JURIDIQUE, ce qui est selon les lois et la justice.

JURISPRUDENCE, l'ensemble des lois et des usages qui gouvernent un pays, — certaines de ces lois et usages. *Jurisprudence civile*, *criminelle*, *militaire*, *féodale*, *canonique*. — L'usage suivi dans une juridiction sur certains points de procédure ou sur certaines questions. *Recueil de jurisprudence*, recueil d'arrêts.

JUS (*jusum*), bas. *Mettre les armes jus*, *Jusant*, reflux de la mer.

JUSTES ET MESURES (*justa*), c'est une mesure de liquides.

JUSTICE (*justicia*), juridiction, *justice haute*, *moyenne* et *basse*, ou *haute*, *vicomtière* et *seigneuriale*, *justice censuelle*.

— droit. *Se faire rendre justice*.

— tribunal. *Comparaitre en justice*. JUSTICEMENT, mise à exécution d'un jugement.

JUSTICIALES, JUSTICIAIRES, ceux qui sont soumis à la juridiction.

JUSTICIER, maîtres et possesseurs de la justice. — Juges.

JUSTICIER, JUSTISER (*justificare*), exécuter un arrêt criminel, punir les coupables, juger.

JUVEIGNERIE, JUVEIGNEURIE, TENURE EN (*juntoratus*), tenure du cadet ou juveigneur.

JUVEIGNEUR, c'est le puié, le cadet en Bretagne.

K

Pour les mots qui commencent par un K, et qui appartiennent presque tous au dialecte picard, remplacez le K par C, CH ou QU.

Exemple :

KARAL, KAROLER, KASAL, KEMANT,

KEMEN, *cherchez* CABAL, CAROLIER, CASAL, COMMENT, COMMUS. KACHIER, KAIÈRE, KAOIR, KASCUN, KEVAL, KIEF, KIERKER, *cherchez* CHACIER, CHAIRE, CHAOR, CHASCUN, CHEVAL, CHIEF, CHIERCHIER. KANT, KATRE, KERRE, *cherchez* QUAND, QUATRE, QUERRE.

L

LABETTER, LABOURER, travailler, — décharger. *Salaires de vin labouré en Grève.* (Ord. de la Ville.)

LACÉRATION, destruction d'un acte ou d'un écrit. *Livre lacéré par les mains du bourreau.*

LACHIER (*laxare*), manquer de, négliger, dégager. *Laches* (cout. anglo-norm.), abandon, négligence.

LADRE (*lazari*), lépreux.

S'il est battu de la maladie Saint-Ladre, il aura la bonne maison (l'hospice). (Rostin.)

LACAN (*laganum*), droit de bris et naufrage. V. WARECH.

LAI (*laicus*), laïque, séculier, homme du peuple.

LAIANS, LAIENS, LEANS, LENS, ici, cédans, là-dedans.

LAID, LAID DIT, LAIDANCES, LAIDURES, LAIS, LET (*ladere*), injures, calomnies, ignominie.

LAIDANGER, LAIDIR, LEDOYER (*lada, ladare*), dire de laides paroles, injurier, calomnier.

LAIDE ŒUVRE, crime, délit.

LAÏDE, aide, droit, impôt.

LAÏGNE, LAÏGNE, LEÏGNE, LINGNE (*lignum*), bois.

LAÏRE. V. LERRES.

LAÏRER, laisser.

LAIS (*laicus*), laïc. *Li lais gens.*

— LAISSE (*lessa*), legs.

— LAISSE, chanson.

— LAYES, LAÏÈRE, LAÏSSEMENT (anglais, *lease*), baux à cens.

— INJURES. V. LAIDANCES.

— ET RELAIS, croissance, alluvion que la rivière donne aux seigneurs justiciers.

LAÏSSER, manquer à. « Mieux est

« que l'en lest a punir les malfaicteurs, que il n'est que len ne « condampne ceux qui n'ont rien « meffet. » (Anc. cout. d'Orléans.)
LANDIE, LANDON (*landa*), friche, terre non cultivée.

Et de mener à son bandon
Si comme bestes en landon.

LANDI, LANDICT (*indictum*), la foire Saint-Denis, et au figuré, divertissement, plaisir.

LANDIER, chenet.

LANGÉ (*langeolium*), laine, linge, vêtement.

LANGUEYEUR, LANGOYER DE PORCS, officier qui visite la langue des porcs pour s'assurer qu'ils ne sont pas ladres ou mezeaux.

LANSAGE (*lansagium*), aliénation. *Lansager* (all. *lossagen*), aliéner.

LARDAGE, impôt sur le lard.

LARDIER (*lardarium*), endroit où se conserve le lard.

LARGE, libéral. *Largier* (*largitio*), redevance, présent.

LARRIS (*larricium*), friches, terres incultes.

LARRON, voleur. Il se prend aussi dans le sens de vol, ou plutôt de droit de juger les voleurs.

Et tant franchise leur donna.
Comme le duc en sa terre a,
He out le mordre et le larron,
Le rap, l'embœide, l'arson.

(ROMAN DU ROU.)

LASTAGE (*lastagium*), impôt sur le poids ou charge (*last*) des marchandises.

LATHIER (*latinarius*), interprète.

LATITER, cacher, receler.

LAUDE, LAUS (*laudemium*). V. LOUE.

- On trouve aussi LAUDE, LOVADE, LETDE, LEYDE (*leuda*), signifiant une prestation féodale quelconque.
- LAVANDIER (*laranderius*), blanchisseur. *Laranderie*, blanchisserie.
- LAT, LE, LEE (*leda*), largeur. *Tant qu'il a en long et en lé. Rooles d'un pied de lé et de deux pieds de long.*
- LAYE, LAYETTE (*layetta*), cassette.
- (*leia, lia*), bois. — droit de prendre du bois dans la forêt. *Laier les bois*, les diviser par coupes.
- LE, LEZ, côté. *Enterre fu de lez son père. Lesli*, auprès de lui. *Andiu cherachent lez à lez.*
- LEAL (*legalis*), fidèle, loyal.
- LEALTE, LEALTE (*legalitas*), fidélité. *Leaument*, fidèlement, loyalement.
- LEANS, LEENS, là dedans.
- LEASE (*lessa*) (cout. anglo-norm.), concession de terres. *Lessor*, celui qui fait la concession, le seigneur; *lessee*, celui qui la reçoit, le vassal.
- LECHIEUR, LECHIERES, LESCHIEUR (*leccator*), luxurieux, débauche.
- LECHERIE (*leccacitas*), en anglais *lechery*, luxure, gourmandise.
- LEDANGE, LEDI. V. LAIDANGE, LAIDIT.
- LEGAL, ce qui est conforme à la loi ou établi par elle. *Hypothèque légale. Légalisation*, attestation d'un magistrat qui certifie la vérité des signatures apposées sur un acte. *Légaliser un acte*, c'est en attester l'authenticité pour qu'on y ajoute foi en un autre ressort.
- LEGAT (*legatum*), legs. *Legataire*, celui qui est gratifié par testament.
- (*legatus*), ambassadeur du pape.
- LEGE, LEGEMENT. V. LIGE.
- LEGIER, facile. *Légièrement* ou de légier, facilement.
- LÉGITIMAIRE, personne qui a droit à la légitime — chose qui en fait partie.
- LÉGITIMATION, fiction de la loi qui place un enfant naturel au rang des enfants légitimes.
- acte qui confère cette qualité. *Légitimer*, rendre un enfant légitime.
- LÉGITIME (subst.), portion indisponible, part donnée aux héritiers par la loi.
- (adj.), ce qui est conforme à la loi.
- Enfant légitime*, celui qui est né d'une union consacrée par la loi.
- LÉGITIMITÉ, état de l'enfant né d'un mariage régulier.
- LEGNIER, corvée qui consiste à charrier le bois du seigneur. V. LAIGNE.
- LEGS (*legatum*), don fait par testament. *Legs universel*, qui comprend l'universalité des biens du défunt; à titre universel, s'il ne comprend qu'une quote-part, ou qu'une quotité déterminée des biens de la succession. *Legs particulier*, qui ne comprend qu'un objet déterminé. *Legs pieux*, fondation religieuse ou charitable.
- LEI (*lex*), loi.
- lui, elle.
- LEIANT, qu'il fut permis. V. LOISE.
- LEN, l'on.
- LENNER, laisser. *Je leroys*, je laisserais. V. LAIRER.
- LENNES, LIENNES (*laïro*), voleur. *Lérenie*, vol, larcin.
- LESION, préjudice éprouvé. *Lesion d'autre moitié de juste prix* est le préjudice éprouvé par celui qui a vendu son héritage au-dessous même de la moitié de sa juste valeur.
- LES, legs.
- LEZ, auprès.
- côté, ligne, parenté. *Les héritages patrimoniaux retourneront au lez du trépassé.*
- LET. V. LAIDANGE.
- LETTRES, titres, contrats. *Lettres authentiques. Lettres antidatées.* — ordres royaux. *Lettres de cachet, de grâce, de justice, lettres d'annoblissement, de naturalité, etc.* — PATENTES, lettres délivrées ouvertes avec le sceau du roi, pour des actes de la juridiction gracieuse.
- PENDANTS, lettres scellées.
- ROYAUX, lettres obtenues en chancellerie pour se faire relever de la perte d'un procès, causée par quelque faute ou quelque inadvertance. *Enteriner unes lettres royaux.*
- LEU, LE'S, LECC, LIEX, lieu.
- LEUD, LEUDE (*laudimium*). Voyez LOD.
- impôts, redevances. *Leudier*, celui qui perçoit le droit. *Leudaire*, le bureau où on le reçoit.

- LEUEDES**, sous la première race, seigneurs attachés à la cour.
- LEVANT ET COUCHANT** (*levantes et cubantes*), domicilié.
- LEVÉE**, revenu, fruits. *Leveur*, collecteur.
- impôt, saisie. *Levation de gages*, saisie, hypothèque.
- LEVÉ** (*levare*) a des sens fort divers.
- Lever un acte*, s'en faire délivrer expédition. — *la main*, prêter serment en justice. — *une opposition*, se désister. — *un corps mort*, faire le procès-verbal de l'état dans lequel on l'a trouvé. — *un tesmoing*, le récuser. — *le cri*, appeler au secours, crier. — *les fruits*, les récolter. — *les scellés*, les ôter. — *de gage*, saisir.
- LEVANCE**, **LIANCE**, **LIEGECE**. V. **LIGENCE**.
- LEVÉE** (*leuda*), c'est la tête, l'épaule et le pied droit de la bête fauve qu'on est tenu de présenter au seigneur. (Coutume de Vaud., 1, p. 208.) V. **LAIÉE**.
- LEZE-MAJESTÉ**, majesté offensée. Le crime de *leze-majesté* est un attentat contre les droits du souverain.
- LI**, le. les, lui.
- LIAGE**, droit sur les lies du vin.
- engagement.
- **LIUAGE**, loyer.
- LIASSE**, paquet de papiers.
- LIBELLE** (*libellus*). « Autant vaut de mande comme libelle, » dit Beaumanoir. — Livres, écrits difamatoires, satiriques.
- LIBELLER**, rédiger par écrit. *Adjournement libellé*; *opposition libellée*; *le libellé de la demande*.
- LIBÉRALITÉ**, toute espèce de don.
- LIBÉRATION**, décharge d'une dette, d'une poursuite, d'une servitude ou de quelque autre droit. *Libérer*, décharger, rendre quitte.
- LIBERTÉS** de l'Eglise gallicane font partie de notre ancien droit français qui s'est maintenu contre les usurpations des papes.
- LIBRAIRIE**, bibliothèque.
- LICE**, barrière, champ clos.
- LIGENCE** (*licencia*), permission, liberté.
- degré donné par une faculté, qui suit celui de bachelier et précède celui de docteur.
- LIGENCIÉ**, celui qui a satisfait aux examens de licence dans quelque faculté.
- LICITATION**, vente aux enchères d'un immeuble indivis. *Licitation amiable ou volontaire*; *licitation forcée*.
- LICITE**, ce qui est permis par les lois. *Non omne quod licet, honestum est*.
- LICITER**, vendre par licitation.
- LIÉ** (*latus*), content. *Lieesse*, joie. *Chère lie*, figure joyeuse. *Lieusement*, joyeusement.
- LIEN**, engagement. *Lier*, obliger, engager.
- LIEVE** ou **CUEILLERET**, extrait du papier terrier constatant la redevance du tenancier, comme la *copy* des Anglais.
- LIEUTENANT CIVIL**, **LIEUTENANT CRIMINEL**, sont des officiers qui remplacent le prévôt de Paris dans l'administration de la justice civile ou criminelle.
- LIGE** (*ligius*), pur, absolu. *Hommage lige*, *hommage plein*, promesse de servir et d'aider son seigneur envers et contre tous, sans exception ni réserve. *Hommage lige proprement appartient au roy*. — *Fief tenu en plein lige*, c'est-à-dire à plein hommage. *Seigneur lige*, qui ne reconnaît point de supérieur. *Hommes liges*, vassaux, serfs. — *Preuves liges*, preuves décisives. *Lige esage*, *gardelige*, résidence permanente. *Quitter purement et ligement*, c'est-à-dire sans réserve.
- LIGEANCE**, dit Rastall, est une voire et loyale obédience du sujet due à son souverain.
- LIGESSE**, **LIGENCE**, **LIGERTÉ** (*ligetas*), *hommage lige*.
- LIGNAGE**, **LIGNÉE**, **LIN**, parenté, ligné. *Par ligne*, *per stirpes*. *Lignage avalant*, *ligno descendant*.
- LIGNAGER**, **LINAGER** (*lignagerius*), parent du côté dont l'héritage est venu dans la famille. V. **RETRAIT**.
- LIGNIER**. V. **LAIÉE**.
- LIMINAIRE**, préliminaire.
- LIMITER**, border. *Limitation*, modification, restriction.
- LIMOGES**, œuvre de. émail.
- LINCET**, drap de lit.
- LINGE** (*linos*), linge.
- LINGE**, **LINGRE**, faible, menu.

LIQUIDATION, règlement, fixation, évaluation. *Liquidation de succession, de dépens, etc.* **LIQUIDER**, rendre liquide, faire la liquidation.

LIQUIDE, ce dont la quantité ou la valeur sont exactement déterminées.

LIT, mariage. *Enfant du premier lit.*

— **DE JUSTICE**, tribunal sur lequel le roi prend place quand il siège au parlement. — Séance extraordinaire du parlement, présidée par le roi.

LITIGE, procès. *Litigieux*, ce qui est sujet à contestation.

LITISPENDANCE, durée du procès. Il y a litispendance depuis que la justice est saisie jusqu'à ce qu'elle ait prononcé.

LITTERALE, PREUVE, celle qui résulte d'un écrit.

LIVRAISON, **LIVRE** (*libero*), tradition. Mise en possession. *Livrer*, mettre en possession.

LIVRE, **LIVRAISONS**, **LIVROISONS** (*liberation*), présents, gages, salaires. — **DE TERRE** (*librata*), terre rendant une livre de revenu. — *Livrer*, arpenter, mesurer.

LOCATAIRE, **LOCATIF**, **LOUAGIER**, qui tient à loyer.

LOCATERIE PERPETUELLE, emphytéose, bail à rente perpétuelle.

LOCATION, CONDUCTION, bail, louage. Alienation pour un certain temps et moyennant un certain prix de la jouissance d'une chose.

LODS (*laudes*), VENTES ou HONNEURS, sont les droits payés au seigneur lors de la mutation d'une tenure autre que le fief. V. **QUINTS**.

LOER. V. **LOUER**.

LOI, coutume, la loi d'Amiens, loi vilaine. *Loi simple*, preuve par serment. *Passer par la loi, tenir à la loi.*

— *Loi apparaissant ou oultrée* (*lex apparens, paribilis, plenaria*), preuve par le duel dans les coutumes anglo-normandes. — *Loy probable et monstrable*, preuve par jureurs. — *Loi de créance*, enquête.

LOI, AMENDE DE (*lex major*), c'est l'amende fixée par la coutume, à la différence de l'amende arbitraire qui dépend du juge.

LOI signifie justice dans les cou-

tumes du Nord. *Jours de loi, œuvres de loi, jugement de loi. Villes de loi*, c'est-à-dire sièges de juridiction. Les échevins eux-mêmes se nomment aussi *lois*. *Lois de ville jurées*.

LOIS, SEIGNEURS DE, professeurs, chevaliers à lois, jurisconsultes (*legum domini*).

LOI, **ALOI** (*liga*), titre des monnaies.

LOIAL, légitime. *Enfant loial, femme loiale, mariage loial.*

— fidèle. V. **LÉAL**.

LOIGNES, excuses.

LOISE, **LOIST** (*licet*), il est permis.

Qui prend à d'autre lieu provoque
Loist-il de lay en faire autant ?

LOMBARD, mont-de-piété. — Ranquier, prêteur sur gages.

Par quoi sort comment on doit
Chascun jour vivre l'une son droit.

LONG, selon.

LORAIN (*lorenum*), courroie, bride. *Lormier*, harnacheur.

LOS, **LOEMENT**, honneur, renom — *laus*, agrément, consentement, — louange.

LOSANGER (*lusinghar* en ital.), flatter, tromper, louer quelqu'un.

LOSANGERIE (*losinga*), flatterie, tromperie.

LOSANGIER, **LOSANGEUR**, perfide, trompeur. *Amours est cruel losangiers*.

LOTHIER, la Lorraine.

LOTS. V. **LODS**.

— portion d'une chose partagée.

LOTTIN, faire les lots, les parts. *Fief lotisé en partie*. — *Lotties*, les lots, les parts (*lottum*).

LOUAGE. V. **LOCATION**.

LOUAGER, locataire.

LOUER (*laudare*), approuver. *Louer le vendage*.

Et loz qu'il tenist justice
Sour bas et haut, et pauvre et rics.
(*Phil. Mousmes.*)

Desloer, désapprouver. — donner à bail.

LOYAL, **LOYAUTÉ**. V. **LOIAL** et **LÉAL**.

LOYAUX COÛTS. V. **COÛSTS**.

LOYER, **LOUIER**, **LIERS** (*loertum*), gages, récompense. *Qui mauvais seigneur sert, mauvais loier attend*.

LOYER, prix convenu de la location.

LOSANGER. V. LOSANGER.

LUCRATIF, qui donne du gain, du profit. *Acquérir à titre lucratif*,

c'est acquérir une chose sans qu'il en coûte rien, comme par donation, legs, etc.

LUES, aussitôt.

M

MAAING, MAHAING. V. MEHAING.

MACELIER (*maceclarius*), MAISEL, boucher. *Macellerie, maiseloire*, boucherie.

MACTIERN (*mactiernus*), fils de prince, titre honorifique que les barons portaient autrefois en Bretagne.

MAGISTRAT, officier qui rend la justice ou maintient la police. *Magistrature*, dignité du magistrat, — corps des magistrats.

MAGISTRAT, LE, l'autorité municipale dans les villes libres d'Allemagne.

MAGNIAN, MAGNIEN, chaudronnier.

MAGNIE, MAHNÉE. V. MESGNE.

MAGNIER, MASNIER, meunier.

MAIER, MAIER (*major*), maire.

MAIHEM OU MAIM. V. MEHAING.

MAILLE (*macula. maila*), petite monnaie qui valait la moitié d'un denier. *Pauvre qui n'a ni sou ni maille*. — *Redevances. Mailles de tavernes*.

MAIN (*mans*), matin.

Tel rit au main qui le soir pleure.

MAIN (*manus*), puissance, possession. *Avoir en main*.

— condition. *Gens de basemain* (*mediæ et infirmæ manus homines*), vilains, gens de basse condition. (Ass.) « Chevaliers ne doivent pas être ainsi menés comme « bourgeois ni bourgeois et gens « de basemain comme chevaliers. »

MAIN DU ROI, MAIN SOUVERAINE, MAIN DE JUSTICE, METTRE EN, c'est séquestrer, ou mettre *in manu* d'un dépositaire au nom du roi ou de la justice. On dit aussi et dans le même sens *main de commissaire, main de créancier, main tierce*. *Rapporter main pleine*, c'est garnir la main de justice.

MAIN-FORTE, secours prêt à la justice, exécution par force.

MAIN GARNIE, AVOIR LA, c'est avoir

la possession de la chose contestée, soit comme possesseur, soit comme séquestre. *Le roi plaide toujours main garnie* (en matière féodale ou domaniale). *Main-garnie* se dit aussi de la saisie-arrest que peut faire un créancier dont le titre est sous seing privé. *Garnir la main du roi*, c'est nommer un gardien de la saisie.

MAINBOUR (*mainburnus*). MAINBOUR, MAINBURNISSIENS, gardien, tuteur. *Mainbournie, mainbournie* (*mundiburdium*), garde, tutelle.

MAINBOURNIR, MAINBORNIER, garder, administrer.

MAINDRE (*manere*), demeurer. *Qui maindrait dessus cillange*.

— (*minor*), moindre, plus petit.

MAINEMENT (*mainamentum*), habitation, domicile.

MAINFERME (*manufirma*), espèce de censive, bail à cens, ou coterie. *Fiefs tenus ruratement dans Bouteiller*, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas fief, tout héritage roturier. *Rentes héréditaires de mainferme, terres cotières de mainferme*.

MAINMETTRE (*manumittere*), affranchir. *Mainmis*, affranchi.

MAINMISE, saisie, *main-mise féodale*. *Main assise, mainprise*, c'est la saisie et le séquestre. *Mainlevée*, c'est la cessation de la saisie et du séquestre. *Mettre et asseoir la main du roi sur un héritage*, c'est le saisir et le séquestrer au nom du roi.

MAINMORTE OU MORTMAIN (*manus mortua*), a un double sens : 1° Biens des gens d'Eglise, communautés, ou collèges. *Héritages de mainmorte, tenir en mainmorte*. 2° La personne et les biens du serf. *Héritages mainmortables, gens de mainmorte, homme de mortmain*.

MAINS (*manus dare*), une des formes de l'hommage féodal. *Ne*

- devoir que la bouche et les mains* : — être fidèle et servir.
- Nou devint home li reis, et ses mains li
(Roc.) (livra.
- MAINSNÉ, MAISNÉ, puiné, cadet.
- MAINTENANCE, MAINTENEMENT, garantie, protection,
- Onques puis n'en eumes de vous maltenement
Ains nos avez esté en tout temps en maltenement.
- MAINTENIR (*manutenera*), c'est attribuer définitivement la possession dans un procès possessoire. *Maintenus*, possession définitive pendant l'instance pétoire, à la différence de la *récreance* qui n'est que la possession provisoire adjugée à l'une des parties baillant caution.
- défendre, soutenir. *Maintenir fausse une pièce produite.*
- garder en possession.
- MAINTENIR, PLINE MAINTENIR, juste possession. V. MAINTENIR.
- MAIRAX, MARRIEN. V. MERREIN.
- MAIRE ou MAJEUR (*major*), chef de l'administration et de la juridiction municipale, comme était à Paris le prévôt des marchands.
- Bas-justicier (*villicus*). *Mairie*, basse justice.
- MAIS, jamais. *Onques mais*, jamais plus. *Mais que*, hormis, excepté. *Né mais*, à moins.
- MAISELLE (*maxilla*), joue, mâchoire.
- MAISHUI, d'aujourd'hui.
- MAISIERES (*maceria*), clos. *Longues parois, de quoi vignes ou autres choses sont closes, c'est maisières.*
- MAISNETÉ, MAINETÉ, condition du puiné, droit du puiné dans l'héritage.
- MAISNIE. V. MESGNIE.
- MAISON FORTE, tortoresse. *Maison d'arrêt, de force, prison.* — *Maisons de ville, maison de la paix, maison commune*, hôtel de ville, siège de l'administration municipale. *Maison-Dieu, Hôtel-Dieu*, hôpital.
- MAISONNER, édifier construire.
- Vieillesse acquiert, bastit, maisonne, Jeunesse du bon temps se donne.
- MAISTRE ou MAITRE, titre donné aux avocats, aux procureurs, aux notaires, aux greffiers. *Maîtres du parlement*, conseillers.
- MAISTRES DES COMPTES, officiers du premier ordre de la chambre des comptes. *Maîtres des requêtes*, rapporteurs au conseil d'Etat, ou au conseil privé.
- MAISTRIC, MAISTRICE (*magisterium*), domination, puissance, science. *Maistrement*, magistralement.
- MAISTRER, MAISTROIER (*magistrare*), dominer, seigneurier, maîtriser.
- MAISTRISZ, qualité qu'on acquiert quand on est reçu maître dans quelque corps d'industrie, et qui donne le droit d'exercer cette industrie librement et pour son compte. *Il faut être apprentif avant que d'être maître.*
- MAJEUR (*major*), maire. *Majeurs des métiers, des poètes*, chefs des métiers, des poètes.
- celui qui a accompli les années fixées par la loi pour avoir le plein exercice de ses droits civils. *Majeur de vingt-cinq ans, de dix-huit ans*, etc.
- MAJEURS (*majores*), ancêtres, prédécesseurs.
- MAJORAT, substitution perpétuelle d'un bien en faveur de l'aîné de la famille.
- MAJORITE, âge auquel on est maître de ses droits.
- MALADRERIE, hôpital, léproserie.
- MALAIT, MALADIT, MALÉDICT, maudit.
- MALE, mauvais. *Malan*, malheur. *Malebeste*, mauvaise bête. *Malebouches*, calomniateur. *Malencontre*, mauvaise rencontre, malheur. *Malefaçon*, mauvaise façon, faute. *Malefaite*, mauvaise action. *Malemort*, mort tragique. *Malengin*, dol, fraude, tromperie. *Malfeu*, la foudre, la maladie du charbon.
- MALEIR, maudire. *Maleïçon, Maudisson*, malédiction.
- MALETOTE ou MALETAULTE (*malatolia*), subside extraordinaire. *Malum aut indebitum telonium*, dit Rastall. *Maletotiers, malleu-tiers*, ceux qui perpolvent cet impôt.
- MALIGNER, tromper, frauder,

- **MALTALENT, MAUTALENT**, déplaisir, mauvaise volonté, méchanceté.
- MALVERSATION**, concussion, faute grave commise par un officier public dans l'exercice de sa charge.
- MANABLE**, habitable.
- MANAIE** (*manus*?), puissance, protection. « Je mets mon corps et ma vie en votre manaie. » (Rom. des Sept Sages.)
- MANANDIE** (Duc. sub. V^e *massaricia*), richesse. *Manant*, riche.
- Gentil fu de parage, et d'avoir fu manana.*
- demeure, habitation.
- MANANTS** (*manentes*), habitants.
- vilains, roturiers.
- **MANBOUR, MANBOURNIE**. V. **MAINBOUR**.
- MANGESE** (*mancæ*), monnaie valant un marc d'argent.
- MAND**, mandement, commandement.
- MANDAT**, contrat par lequel une personne se charge de faire quelque chose pour et au nom d'une autre personne; celle-ci s'appelle *mandant*, celle-là *mandataire*.
- ordonnance du juge: *Mandat d'amener*.
- MANDE, MENDE**, demande.
- MANDE** (*mandatum*), c'est le lavement de pieds qui se fait au soir du jeudi saint, ou *jeudi absolu*.
- MANDER** (*mandare*), envoyer, ordonner, faire venir.
- MANDEMENT**, ordre.
- juridiction, territoire dans les coutumes du Dauphiné.
- MANDERIE**, charge, office de mandataire.
- MANDEUR**, huissier, sergent, envoyé.
- MANÈCHE, MANECHER**, menaces, menacer.
- MANÉE** (*manata*), une poignée.
- MANGEURS, GARDES ET (comestores)**. **GARDEMANEURS**, garnisaires.
- MANIANCE**, mandement, administration.
- MANICLES**, manches, menottes.
- MANOEUVRES, MANEUVRES** (*manopera*), corvées. — **TRAVAUX**.
- MANOIR, MANERS** (*manerium*), demeure, habitation. Communément, c'est l'*hôtel noble*, la maison où demeure le seigneur du fief.
- (verbe), demeurer.
- MANSE, MANSON, MENÇON** (*mansio*), maison. *Mansionnier, mansionnier*, est un tenancier.
- MANTE, MANTEL** (*manta*), manteau.
- MANUEL**, de la main à la main, *don manuel*.
- MANUMIS**, affranchi.
- MANUTENTION**, maintien, conservation du bon ordre.
- administration, maniement.
- MARANCE** (*marancia*, de *marere*), affliction.
- Amende, punition.
- MARASTRE**, belle-mère.
- MARAUDAGE**, vol des fruits de la terre. *Maraud*, pillard.
- MARBOTIN, MORABATIN** (*marabotinus*), monnaie d'Espagne, maravedis.
- MARC D'OR** est un droit qui se levait sur tous les offices de France à chaque changement de titulaire.
- MARC LE FRANC**, quote-part proportionnelle attribuée à chaque créancier, lorsque les fonds sont insuffisants pour payer la dette intégralement.
- MARCAISCHÉ**. V. **MARS**.
- MARCHAGE, DROIT DE** (*marchagium*), société établie entre des communautés limitrophes pour faire marcher et paître les bestiaux sur le territoire des deux pays.
- MARCHAND, LOIAL ET** (*marchabilis*), régulier, légitime.
- MARCHANDISE, MARCHÉANDIE** (*mercandisa*), commerce.
- MARCHE** (*marcha*), limite, frontières, d'où *marquis* ou *seigneur marcher* (en anglais, *lords marchers*). *Marches communes*, paroisses frontières qui séparent deux provinces, et sont soumises à la juridiction de l'un et l'autre de ces pays.
- MARCHE, MARCHÉ**, halle, lieu public où l'on vend les denrées.
- prix et condition d'une vente ou d'un ouvrage quelconque. *Marchés à aghais*, marchés faits à terme et de paiement et de livraison.
- contrat. *Il n'y a au marché que ce qu'on y met.*
- MARCHEA, MARCHIR, MARCIR, MARQUISER** (*marchians*), border, confiner, toucher à. *Marchisans*, joignant à, voisins; les *marchisans des héritages*.

- MARCHEM, marquer.
- MARCHETTE (*marcheta*), droit du seigneur.—Droit payé au seigneur pour le mariage de la fille du seigneur.
- MARCIAGE, MARCIER, droit seigneurial en cas de mutation (*marciagium*).
- corvées.
 - MARÉCHAUSSÉE, gendarmerie.
 - MAREGLIER, MARULLIER (*maracclarius*), marguillier, celui qui administre les revenus de la fabrique.
 - MARESCHERIE, MARESCHIERE, MAREQU (*marreschius*), marais.
 - MARIAGE, union de l'homme et de la femme.
 - (*Maritagium*), dot de la femme.
 - Donner en mariage. *Bref de mariage encombre*. *Mariage dictu*. *Mariage avenant*. *Mariage à mortgage*, immeuble donné en dot pour, par les enfants, en jouir et percevoir les fruits jusqu'à ce que les parents l'aient racheté.
 - douaire.
 - rachat dû par le mari pour les fiefs de sa femme.
 - (*maritium*), droit exigé par le seigneur lors du mariage de sa fille.
- MARIAGE, DEVOIR LE — SERVICE DE (*maritagi servitium*), c'est l'obligation de se marier dans un délai donné, obligation imposée par la loi féodale à la veuve ou à la fille qui possèdent des fiefs, pour qu'il y ait un vassal capable de desservir la tenure.
- MARIAGES RÉCHAUFFÉS (*maritagia recalcacta*), secondes noces, *noces réchauffées*.
- MARLE (*marla*), marne. *Marler*, marnier.
- MARLIER (*marrelarius*), marguillier. *Marlage*, droit payé au marguillier.
- MARLIÈRES, marnières.
- MARMENTEAU (*materiamen*), bois de haute futaie.
- MARONNIER, marinier.
- MARQUE, DROIT DE (*marca*), droit de représailles. *Lettres de marque*, lettres du prince qui autorisent à courir sus, et à saisir la personne et les biens des ennemis.
- MARRE (*marra*), bêche, hoyau.
- Marre de vigneron*. *Vignes mar-*
- rées*. *Prise de marres*, saisie des instruments de culture.
- MARREIN (*marimantium*), MARRIHAGE, V. MERREIN.
- MARREMENT, MARRIMENT (*marritio*), douleur, déplaisir. *Marrison*, fiécherie. *Marrir* (*marrire*), s'affliger.
- MARRONAGE ou FESSELAGE, droit de prendre dans une forêt du marreïn ou bois de construction.
- MARS, MARSAGE, MARSÈCHE, MARSOIS (*marseschia*), blés de mars, grains qu'on sème en mars; *grains marsois* ou *bleds trémois*.
- MARSOLLIER (*macellarius*), boucher.
- MAS (*masa*), MASURE (*mansura*), maison, tènement vilain.
- tenure en commun en Normandie, comme la *Freresche* en Anjou et la *Pagésie* en Bourbonnais.
- MASNAGE (*managium*), manoir.
- MASONAGE, cens dû par le *masonier* ou censitaire qui occupe l'habitation.
- MASQUE (*masca*), sorcière.
- MASSÉ, réunion de plusieurs sommes, de plusieurs choses formant un tout. *La masse de la succession*, de la *faillite*, c'est tout ce qui compose la succession, la *faillite*. *Masse active*, valeurs et créances. *Masse passive*, dettes.
- MASUIER (*mansionarius*), économiste, procureur d'un couvent.
- MASURIER, tenancier d'une mesure.
- Masurage*, cens que paie le masurier.
- MAT, triste, abattu, mélancolique. *Chièvre mate*, visage morne et affligé. *Mater* (en espagnol, *matar*, tuer), vaincre, abattre.
- MATIÈRES, affaires, procès. *Matières civiles*, *matières criminelles*. *Les matières sommaires* sont les causes qui, d'après leur nature ou la médiocrité de leur objet, doivent être instruites plus simplement et jugées plus promptement que les autres.
- MATRICULE (*matricula*), registre, catalogue. *Tableau des avocats*.
- MATRIMONIAL, qui appartient au mariage. *Conventions matrimoniales*.
- MATRONE, sage-femme.
- MAU, mal. *Mauvais mau*, mal caduc, épilepsie. *Maufacterre*,

malfauteur. *Mauparler*, mal parler. *Maucier*, mauvais clerc, ignorant. *Maugain*, mauvais gain. *MAUBAILLER*, léser, mal administrer. *MAUFES*, li, le mauvais, le diable. *MAUGRE*, malgré.

MAUMIS, mis à mal, gâté. *Maumettre son vœu*, manquer à son vœu.

MACTALENT. V. *MALTALENT*.

MAUTÉ, *MAUVAISTIE*, malice, méchanceté.

MAUTOLCE, chose enlevée ou prise contre droit. V. *MALETOTE*.

MEASMER, *MESAESMER*, mésestimer.

MEACS, mieux.

MECANIQUE (en anglais, *mechanic*), artisan, ouvrier.

MECHANIC. V. *MEHAIN*.

MECHANCE, *MECHER*, *MESCHIEF*, mauvaise chance, accident.

MECHEOIR, avoir du malheur, décheoir.

MECTES. V. *METES*.

MEE, même, semblable. *La forfaiture n'est pas à une mee nature*.

MEENER, moyenner, se faire médiateur.

MEFFAIRE (*meffacere*), mal faire, se rendre coupable. *Meffait*, delit, peine, amende encourue.

MEGE ou *MIEGE* (*meicus*), médecin. *Meger*, *meigier*, soigner. *Et celui qui lui seigneur au serf est tenu de fuire meger celui qui est nafre*. (Ass.)

MEGNEE. V. *MESGNE*.

MEHAIGNER, *MEHAIMER*, *MEHAINGNIER*, *MAHAIMER*, biesser, rendre malade.

MEHAING (*mahamium*, *mehemium*), biessure, mutilation, maladie.

MEILLEX, *MELLIER*. V. *MERLEE*.

MEINDRE. V. *MENDRE*.

— *MEINER* (*manere*), demeurer.

MEINS (*minus*), moins.

— *MAINTS*, plusieurs, beaucoup.

MEITE, *MEIETE*, moitie.

MEIX, *MEX* (*mansus*), tenure vicienne, héritage inaliénable, closerie, netairie.

MELIORATIONS, dépenses d'amélioration.

MELTE, *MÊTE* (*meta*), borne, limite, juridiction, territoire.

MENDRE, se souvenir. *Membrance*, souvenance.

MEMBRES D'UNE CHASTELLERIE, dénombrements, parties d'une sei-

gneurie. *Tenir par membre*, posséder à titre de partage.

MÉMOIRE, factum, écrit contenant les faits et circonstances d'un procès. — *Détail par article des frais et des fournitures dont on réclame le paiement*.

— *Ménage des champs* (*managium*), métairie. *Ménager*, ménager.

MENANS. V. *MANANS*.

MENCALDÉE (*mencaldata*), mesure de terre.

MENDRE D'ANS, *MENRE D'AGE*, *MENEUR* (*minor*), mineur. V. *MERME*.

MENÉE (*minatio*), senouce faite au vassal d'aider son seigneur en justice ou en guerre. *Ménée de fief*, assemblée du jury féodal. *Plaids de la menée*. — *Assemblée. Menées illicites*.

MENER, regir, gouverner. *Mener par court*, faire droit, rendre justice.

MENESTRAL, *MENESTRAU* (*ministralis*), ouvrier, serviteur.

MENSE (*mensa*), la portion du patrimoine de l'église qui sert à l'entretien de la communauté.

MENSE ABBATIALE. V. *TABLE*.

MENCE, petit, mineur. V. *MISCE*. *Menu vair*. V. *VAIR*. *Frères menus* (*menuditi*), frères mineurs.

MENTERIE (*minutia*), bijouterie.

MERCS, *MERE* (*marca*), marques, bornes, limites. *Merces de justice, de chastel, de gibier*. *Mercher*, marquer.

MERCRIALES, réunions disciplinaires du parlement qui, suivant l'ordonnance de Louis XII de l'an 1499, art. 27, devaient se tenir de trois mois en trois mois, le mercredi après diner.

— Discours prononcés à cette occasion par les procureurs et avocats généraux.

— Réleve des ventes de denrées dans les marchés pour en constater le prix moyen.

MERIN (*majorinus*); en espagnol *merino*, sergent, maire.

MERIR (*merere*, *remere*), bien mériter, reconnaître un bienfait, récompenser. *Dieu le vous aaura bien merir*. *Meriz*, récompense.

MERLEE, *MESLÉE* (*mesleia*. i), querelle. *Merlif*, *meslis*, *meslier*, *mesliu*, *mellieu*, querelleur.

MERME, MERMAU, MERME D'ÂGE (*minoritas*), moindre, mineur.

MERREIN, MERRIEN, MARISME (*materialismen*), bois de construction, de charpente, matériaux. *Gros merrain*.

Merraine attraire, et faut porter, Chevilles faire, et bois d'aler.

MES. V. MAIS.

— non. *Mrs* baron, mon mari.

— (*Missus*), messager.

MES, en composition signifie mal. *Mesacensier*, mal affermer. *Mesacemer*, mēsestimer. *Mesaise*, malaise. *Mesdit*, calomnie. *Mesetance*, mauvaise situation. *Mes-laier*, mal faire une *laisse* ou location. *Mesoir*, mal entendre.

MESCHEANCE, MESCHIEF, mechanceté, mal. *Faire meschief sur meschief*. — Accident, catastrophe.

MESCHER, MESCHIEVER, MESCHEIR, MESCHIVER, échouer, venir à mal.

MESCHINE (*meschinus*; ital. *meschina*), jeune fille, servante. On trouve aussi *meschin*, jeune homme.

MESCLE (*mescalia*), mélange d'orge, de froment et d'avoine.

MESCREANT, hérétique, infidèle.

MESCROIRE, soupçonner, douter. *Mescroence* (*mescredentia*), soupçon.

MESEAU, MESEL, MESIAX (*mezellus*), ladre, lepreux, et par extension corrompu, impur. *Mezellerie* (*mesclaria*), léproserie. — (*Misellaria*), lèpre.

MESCHIE, MESNIE, MEHNÉE (*maisonada*), famille, maison, compagnie, suite.

La mesnie à maistre Michant.

Tant plus en i a, et moins vaut.

« Li nom de mesnie (*familia*) contient a les sers et tos cez qui servent, quiques ils soient, ou frans home, ou autre serf. »
« qui servent par bone foi. »
(*Livre de justice et de piet.*)

MESIERE. V. MAISIERE.

MESLIS. V. MESLÉE.

MESMARIAGE, formariage.

MESNIL (*mansionile*), maison, habitation.

La bonne femme du mesnil.

A ouvert l'uis de son courtil.

MESPRIENDRE (*mespriariare*), méconnaître, forfaire. *Méprendre de sa foi*, manquer à sa foi. *Personnes*

mespriens seient en leurs offices.

MESPRIENTURE, MESPRIURE, MESPRI-SION, faute, crime, erreur, mépris.

MESSAGE, MESSAGERS, sergent, huissier. (*Le frohnbois allemand.*)

— *Pri-curateur*.

— (*Messagium*), redevance payée par le messier.

MESSELER, MESSIER, MESSILIER (*messarius*), garde des récoltes.

Messerie, office de messier.

MESSIONS, MASSIONS, MENCIONS, MISSIONS (*messio, missio*), redevances, frais, dépenses. *Faire missions pour autrui*; servir à ses propres missions. V. MOISSONS.

MESSAGE (*messagium*), manoir.

MESTIER (*ministerium*; ital. *metiere*), besoin. *Mestiers est*, il faut.

MESTIVER, moissonner. *Mestive* (*metiva*), moisson. — *Redevance en blé*. *Mestiviers*, moissonneurs.

MESTROYER. V. MAISTROIER.

MESTUET pour M'ESTUET, il me convient. *M'estut*, il me fallut.

M'estut seoir à bouche mure.

MESUS, MESUSANCE, abus, mauvais usage, dégradation. *Mesuser*, user mal.

METAYER, MOITONIER, MOITISSIER (*medietarius*), colon partiaire, fermier à moitié fruits. *Métairie*, habitation, possession du métayer.

METEIL, METAIL (*metium, mestailum*), mixture de froment et de seigle.

METEN, bornes (*meta*). V. METTE.

METTRE (*mittere*), employer, dépenser; — *en dit*, enchérir; — *en bannie*, défendre, ordonner par un édit; — *en ny* ou *en ne*, nier, s'inscrire en faux; — *a néant*, anéantir, abolir; — *en sa main*, saisir; — *en voir*, prouver, mettre en preuve; — *jour*, assigner jour certain; — *peine*, prendre de la peine; — *sus*, charger, reprocher; — *sur le dict de quelqu'un*, compromettre, faire un compromis.

MEUBLES, MOBLES (*mobile*), tout ce qui se meut, tout ce qui ne tient pas au sol. *Meublier*, mobiller.

MEURETÉ, MEURISON, maturité.

METTE (ital. *mota*), émeute, entreprise militaire.

MÉVENTE, mauvaise vente.

MEZEL. V. MESEAU.

MIDENIER, moitié des deniers de la communauté employés pour améliorer l'héritage d'un des conjoints.

MIDOUAIRE, pension adjugée à la femme séparée, ou dont le mari est absent, et qui est communément de la moitié du douaire.

MIE (mica, esp. miga), point, pas.

MIÈGE. V. MEGE.

MIERT (mihi erit), me sera.

MILODS, demi-lods; c'est un droit de mutation par décès, qui est ordinairement la moitié de ce qui se paie lorsque la mutation résulte d'une vente.

MINAGE, MINIAGE, MUIAGE (minagium), mesure de blé. droit de mesurage. *Tenir à minage*, c'est être fermier moyennant tant de mesures de blé. — *Minage de vin*, conduite de vins.

MINCE, MINU, MENU, aveu, dénombrement, déclaration par le menu. *Minuter*, écrire par le menu.

MINE, mesure de blé.

— mesure de terre valant un demi-arpent.

— jeu de dés.

MINEUR, celui qui n'a pas encore accompli l'âge fixé par la loi pour être majeur.

MINISTÈRE PUBLIC, magistrats qui représentent la société devant la justice et surveillent l'application des lois. C'est ce que nous nommons aujourd'hui le *parquet*, les procureurs et avocats généraux, et procureurs du roi.

MINORAGE, MINORITÉ, âge, condition du mineur. *Excuse de minorité*.

MINU. V. MINCE.

MINUTE, original du jugement ou de l'acte, à la différence de la grosse ou copie.

MINUTER, écrire la minute, — écrire en petits caractères.

MIPARTIR, partager, diviser par moitié.

MIRE, MYRE, médecin, chirurgien. *Qui est bled sy vois au mire*.

MIROIR DE FIEF, c'est la branche aînée que les seigneurs *mirent* ou considèrent seule pour régler les devoirs du fief.

MIROIR DE SOUABE, DE SAXE, coutumiers allemands du XIII^e siècle.

MIS, dépôt au greffe.

MISE (misa, missa), arbitrage, compromis. *Miseurs*, arbitres. *Procureur ne peut faire paix ni mise. Soit mettre en mise*.

— (missio), dépenses. *Pro misia et custagiis. Mise en fait de compte*.

— EX CAUSE, appel d'une personne dans un procès.

— EN DEMEURE, interpellation faite au débiteur de remplir son obligation. — Constatation de son refus de satisfaire.

— DE FAIT, MISE EN POSSESSION, envoi en possession.

MISEN, faire sa mise, s'associer, contribuer.

MISPRISION (misprisio), forfaiture, négligence grave, mépris. V. MESPRENDRE.

MISSIONS. V. MISSIONS.

MITAN, milieu. *Mité*, moitié. *Mitancier*, fermier à moitié.

MITOYENNETÉ, MITOYERIE, propriété commune d'un mur séparatif de deux héritages. *Mur mitoyen*, mur qui appartient aux deux propriétaires voisins.

MOBILIAIRE, MOBILIER, tout ce qui est réputé meuble par la loi, — tout ce qui concerne les meubles.

MOBILISATION ou AMEUBLEMENT, c'est la qualité de meuble conférée par fiction à certains immeubles qu'on veut faire entrer dans une communauté de biens.

MOBLE, MOEUBLE, meuble.

MODIFICATIONS, changements, adoucissements, restrictions, apportés à un contrat, à une loi, etc.

MOHATRA, contrat usuraire par lequel on vend très-cher à crédit ce qu'on rachète à vil prix au comptant.

MOIE, mienne. *La raison en est moie et non vostre*.

MOILLIER (mulier), femme.

MOISSONS (moisso), loyers, revenus. *Moison de grans*, fermage payable en nature. *Moisonier*, fermier. *Moison (moiso)*, signifie aussi mesure, jauge. *Des moissons que les futailles doivent tenir*. (Ord. de la Ville.) V. MISSIONS.

MOITONNIE. V. MITOYENNETÉ.

MOLAGE, mouture. *Grain molaible*, grain qui doit être moulu au moulin seigneurial.

MOLE, meule. *Molre*, moudre.

MOLLEQUINIER, tisserand.

- MOLLER, MOLIER, MOULHE (mulier)**, femme, épouse.
- MOLLES, ARMES**, armes aiguës sur la râpe, fer tranchant.
- MONON**, de *Momus*, mascarade.
- Monner**, se déguiser.
- MON, MONS**, donc, pour lors.
- MONITOIRE**, mandement de l'official adressé à un curé pour avertir les fidèles de venir à révélation sur les faits y mentionnés, à peine d'excommunication.
- MONNAGE (monetarium)**, droit payé au seigneur pour qu'il n'altère pas les monnaies.
- MONOPOLE**, assemblée factieuse.
- privilège d'un marchand d'être seul à vendre une denrée.
- MONS**, pour Monseigneur: *Mons l'Ecclé* dans les lettres du Roi aux prélats.
- MONSTIER, MOUSTIER (monasterium)**, monastère, église.
- MONSTRE (monstrum)**, revue. Exhibition.
- intérêts. V. MONTE. — Echantillon.
- MONSTRÉE, MONSTRANCE (monstra)**, c'est une descente sur les lieux, lors de laquelle l'un des plaideurs désigne sur place l'objet du litige: *L'ordonnance de 1687 a abrogé l'usage des rurs et monstrées*; quelquefois aussi c'est l'aveu du vassal désignant au seigneur l'étendue de la tenue (*ostensio*).
- MONTANCE**, valeur, estimation. *Monter*, valoir, — enchérir.
- MONTE (montare)**, intérêts. *Monts de monts*, intérêts des intérêts.
- enchère.
- MORATOIRES, INTÉNÊTS**, ceux qui ne courent que par l'effet d'une mise en demeure ou d'une demande en justice.
- LETTRES, lettres de surséance ou de répit.
- MORÉL**, MORON (esp. *moreno*), brun, noir.
- MORNE (molere)**, moudre, morront, ils moudront.
- MONS (mores)**, mœurs, usages.
- (*morsus*), mordu.
- (*mors*), mort. *Mors namps*.
- V. MORT GAGE.
- MORT BOIS**. V. BOIS MORT.
- MORT CIVILE**, perte des droits civils.
- MORTAILLE (mortalia)**, droit du seigneur de s'emparer de la succession du serf décédé sans parents vivant en commun avec lui.
- Mortuables*, serfs, hommes de mainmorte. — *Mortaille*, *mortuaille*, se prend aussi pour obseques, funérailles. *Banquet de mortuaille* ou de *mortuaire*. (Nicod.)
- MONTMAIN**. V. MAINMORTE.
- MORT GAGE (mortuum vadum)**, antichrèse. V. GAGE.
- MORTIER**, bonnet que portent les présidents du parlement.
- MORTUACE (mortuarium)**, droit que prétendaient les curés sur la succession de leurs paroissiens.
- Rastall. V° *mortuary*.
- MORTUAIRE**, acte de décès.
- MOSCHETTES, MOSCHETTES**, abeilles.
- MOSTRE**. V. MONSTRÉE.
- MOTE (mota)**, manoir, habitation.
- Mote seigneuriale*.
- MOTE FERME** est le terrain que la rivière n'a pas couvert.
- MOTIR (motitio)**, déclarer, désigner quelque chose en jugement.
- Motir le jour*, le terme, la querelle, la dette, le lieu, d'où motif, raison, cause. *Cour motie*, tribunal désigné.
- MOTOIRIE (medietaria)**, moitié. *Blé moitangé*, meteil. — Métairie. — Mitovenne.
- MOCILLE (mulier)**, femme.
- MOCULT (multum)**, beaucoup.
- MOCUTE (molta)**, MOULANGE, MOULURE. **MOCURE**, la quantité de blé que le meunier a le droit de retenir pour son travail.
- MOULU**. V. MOLU.
- MOUENIER, MONIER, MOSNIER, MOULÉ**, meunier.
- MOCSTOILE, MOUSTÈLE (mustela)**, belette.
- MOUVANCE DU FIEF**, dépendance du fief. *Mouvant*, dépendant.
- MOUVINENS (movimentum)**, motifs.
- MOUVOIR EN PROCES**, l'intenter.
- MOYEN**, milieu, intermédiaire. *Resortir au parlement nuement et sans moyen*: moyen judiciaire.
- MOYENNER**, traiter, transiger, préparer, accorder. *Moyenneur*, pacificateur, médiateur, intermédiaire.
- MOYENS**, raisons, motifs par lesquels on établit sa demande ou sa défense. *Moyens de nullité, de fauz*.

MUABLECE, MUABLETÉ, inconstance.
 MUANCE, MUAGE, MUESON (*mutagium*), changement. *Muance de tenancier*, droit de relief ou rachat. V. PLAÏT. — Droit sur les marchandises.
 MUCARDIE, MUSARDIE (*musardus*), paresse, stupidité.
 MUCER, MUCHIER, MUSSER (*amicire*), cacher.
 MUER, changer.
 MUETTE (*mota*), émeute, sédition, mouvement.
 MEULE, MULLON (*mullio*), meule de foin.
 MULIERIE, ENGENDRÉ EN (*mulieratus*), enfant légitime, à la différence de celui qui est engendré en bâtardise.
 MUMIE (*mumia*), momie.
 MURDRE (*murdram*; angl. *murder*),

meurtre, homicide commis volontairement.
 MÛS (*mutus*), muet. *Mue*, muette. *Bestes mues*, bêtes sauvages.
 MÛSART (*musardus*), faineant, mauvais sujet. *Musage*, retardement.
 MUSNIER, meunier. *Aucun ne sera musnier et boulanger ensemble.* (Ord. de la Ville 1, 18.)
 MUSSER. V. MUCER.
 MUTATION, changement de propriétaire. *Mutation de fief. Mutation par décès, par donation*; — droits payés à cette occasion.
 MUTUEL, ce qui est réciproque entre deux personnes. *Testament mutuel, don mutuel.*
 MYSTIQUE, TESTAMENT, celui que le testateur signe et présente clos et cacheté au notaire pour qu'il le garde en dépôt.

N

NACON, naissance, extraction.
 NAFER. V. NAVRER.
 NAGIER, NAVIER, naviguer. *Nager à vent, à voile.*
 NAIF, NAIS, NAYTE (*nativus*), serf d'origine. *Nayte d'extraxion*. (Assises.) — *Natverie*, servitude de naissance.
 NAISAGE, droit de faire rouir le chanvre; — droit perçu sur le rouissage.
 NAISSANT. *Héritage propre et naissant*, c'est le propre, le bien venu par succession. *Naissant roturier.*
 NAM, NAMPS, NAMS, NANS, NANTS (*namium*), gages. *Vifs namps et mort namps* sont le bétail et les meubles pris par exécution. *Nans mangeans*, garnisaires. *Obligation par namps*, consignation.
 NAMPTISSEMENT. NANTISSEMENT (*nantissementum*), gage, sûreté, caution. — C'est aussi une manière de constituer hypothèque dans quelques provinces appelées *pays*, ou *coutumes de nantissement*. Dans ces pays l'hypothèque n'est acquise que par *devest* du vendeur et *nantissement* ou *saisine* de l'acquéreur.
 NANTIR (*nammiare*), assurer par gages ou *nants*, consigner. *Nantir et remplir la main de la cour,*

nantir le cens, la rente, nantir en deniers ou meubles.
 — Se faire inscrire dans un registre public pour avoir hypothèque sur les biens du débiteur.
 — saisir.
 NASCENS, croît des animaux. *Dime des nascens.*
 NATURALISER, donner à un étranger tous les droits d'un Français. *Lettres de naturalisation*, acte qui confère à un étranger la qualité de Français. *Déclaration de naturalité*, lettres qui constatent qu'un Français n'a point perdu sa qualité de citoyen.
 NAC, NACE, NAUF, NOE, NOUE (*navis*), vaisseau, barque.
 NAC, Noël.
 NAUFRAGE (*nauffragium*), DROIT DE BRIS ET, droit du seigneur sur les biens naufragés.
 NAULISER (*naulizare*), fréter un navire.
 NAVIE, (*navilium*), flotte, barque.
 NAVIER, naviguer.
 NAVREN, blesser. *Narure*, blessure.
Narreur, narré.
 NAYTE. V. NAIF.
 NE. V. NI.
 NÉANT, NÉANT, NIAIT, NOANT, NOIENT, rien. *Procès de néant tournent souvent à grande conséquence* — *Mettre l'appellation au néant*,

- c'est confirmer le jugement de première instance. *Mettre nihil ou néant*, c'est rejeter certains articles d'un compte. *Mettre néant au bas d'une requête*, refuser d'y répondre.
- NÉCESSITÉ JURÉE (*necessitas*), besoin de vendre son patrimoine attesté par serment pour avoir le droit d'aliéner son bien sans le consentement de l'héritier. (Duc. v° *Paupertatem jurare*.)
- NECHÉDANT, NEPOURQUANT, néanmoins, cependant.
- NEGER, NEGER (*negare*), nier, refuser. *Nul ne doit néger plégerie*. (Ass.)
- NEIF, V. NOIF.
- NEIS, NEIX, NES, NIÉ (*nitidus*), net, blanc.
- NEL, NELE, ni lui, ni elle. *Nes*, ni les.
- NEMAIS, NEMES, NEMI, excepté, sinon. « Avocat doit jurer que il ne soustendra à son essient nemies que de bonne querelle et loiale. » (Beaum.)
- NEPOURQUANT, V. NECHÉDANT.
- NEPS, NIEPS, NIÉS, NEVOUS (*nepos*), neveu, petit-fils. *Nieps*, nièce.
- NIQUANT, NEQUE, NEQUEN, NETANT *neque*, non plus que.
- NES, ne les. *Nes même*, pas même.
- NEUFME (*nonagium*), droit du neuvième, espèce de *mortuage* que les curés prétendaient sur les biens de leurs paroissiens trépassés.
- NI, NIANCE, NIANCHE (*negatio*), déni. *Mettre en ni*, dénier.
- NICE, NICHE (en espagnol, *niecia*), simple, *Promesse nice*, simple promesse, faite sans sûreté, sans gages.
- NICEMENT, simplement. *Cesser nice-ment*.
- NICETÉ (*niceptitas*), simplicité.
- NIEF, V. NAIF.
- NIENS, NIENT, V. NÉANT.
- NIERRE (*non erat*), n'était pas.
- NIERT (*non erit*), ne sera pas.
- NIES, NIEPS, V. NEPS.
- NIHIL, V. NÉANT.
- NIS, même.
- NISI, OBLIGATION DE, (*nisi*, *Clau-sula de*), engagement par lequel on se soumettait à l'excommunication en cas d'inexécution.
- NOBILIAIRE, registre où sont inscrites toutes les maisons nobles d'une province.
- NOBILITÉ (*nobilitas*), noblesse.
- NOBLE A LA ROSE (*nobile*), monnaie anglaise.
- NOBLESSES (*regalia*), droits royaux, prerogatives royales. — Privilèges. *Les noblesses et coutumes de la mer* (*nobilitates*). — dons, largesses.
- NOC, NOGIERE, NOCHARE (*noccus*), gouttière, plomb. *Tenure de noc*, sor mur commun ne rault riens. (Anc. cout. de Reims.)
- NOÇAGES (*ferrula*), droits exigés à raison des mariages. — Droit d'assister au repas nuptial.
- NOECES, NOCES. *Don de nocces*.
- NOEF, neuf.
- NOIANT, NOIENZ, V. NÉANT.
- NOIER (*negare*), nier.
- Or te veill ai à moi loier (lier)
Que tu ne me puisse noyer
Ne promesse, ne convenans.
(R. de la Rose.)
- NOIF, NOIS (*nix*), neige.
- Rose sur rain, ne noif sur branche
N'est si vermeille, ne si blanche.
(R. de la Rose.)
- NOISE (*noctia*), querelle, bruit. *Noiser*, quereller. *Noisant*, querelleur.
- NOMBREE, NOMMÉE (*nominatio*), aveu et dénombrement.
- NOMBRER, compter. *Exception de pécune non nombrée* (exceptio non numeratæ pecuniæ).
- NOMINATAIRE, celui qui est nommé à un bénéfice. *Nominateur*, celui qui nomme.
- NON, FAIRE PREUVE DE, prouver l'impossibilité du fait imputé. *Se-non*, sinon.
- A venimeux et a félou
Ne doit-on faire se mal non.
- NONAGE, minorité. *Non aagé*, mineur.
- NONCER, NONCHIER, NONTIER (*nunciare*), annoncer, dénoncer. *Nonciation*, dénonciation.
- NON CHALOIR, ne pas se soucier de quelque chose, rester indifférent, nonchalant.
- NON CONTRESTANT, nonobstant, malgré.
- NONE (*nona*), la neuvième heure du jour, trois heures après midi.

— **NONAGE** (*nonagium*), neuvième denier, dime.

NONNEUX (angl. *nunnery*), couvent de religieuses ou nonnes.

NONPEN, non pareil, sans pareil.

NON PORTANT, NON POURTANT, cependant, néanmoins.

NON PRIX, bas prix.

NON SACHANCE, ignorance.

NON-VALEUR, valeur perdue, recette manquée.

NORR (*nora*), bru, belle-fille.

NORRECHUE, NORRICE, NORIN, bétail qu'on nourrit. *Faire norrin*, élever des bestiaux. *Norrequier, nuyriguier* (*norriguerius*), nourrisseur.

— éducation.

NOTAIRE ou **GARDE-NOTE** (*notarius*), officier public qui passe et reçoit les actes, leur confère l'authenticité, en conserve le dépôt, en délivre des grosses ou expéditions. *Notaire instrumentaire* ou *en premier*, celui qui reçoit l'acte par opposition au notaire *en second* qui ne fait que le signer. *Notaire certificateur*, celui qui est commissionné pour délivrer des certificats de vie. *Notaires royaux, seigneuriaux*, notaire du roi, des seigneurs. *Notaires apostoliques*, notaires des évêques exerçant en matière bénéficiale.

— secrétaire.

NOTE (*nota*), musique. *Messe sans note*.

NOTES, NOTULE (*nota*), des notaires, sont leurs minutes.

NOTIFICATION (*notificatio*), signification d'un acte, déclaration. *Notification de la vente d'un fief, d'une saisie féodale*.

NOTORIE (*notaria*), office de notaire.

NOTORIÉTÉ, NOTICE (*notitia*), se dit des faits qui sont publics et connus de tous. *Acte de notoriété*, attestation d'un fait connu, reçue par un officier public. *Notoirement*, publiquement.

NOTER, NAGER. *A nou*, à la nage.

NOURRISEMENT (*nutritio*), éducation. *Nourris* (*nutriti*), famille.

Tint grand feste et grand court, mout y ont de déduits.

Moult y ont des estranges, et mout de ses norrix.

NOURRITURE. V. **NORRECHUE**.

NOUVELLE OEUVRE, travaux entrepris sur un héritage, et qui changent les rapports de cet héritage avec les héritages voisins. V. **DENONCIATION DE NOUVEL OEUVRE**.

NOUVELLETÉ (*novitas*), innovation, trouble dans la possession. *Cas ou matière de nouvelleté*. *Complainte en cas de saisine et nouvelleté*, c'est la complainte possessoire intentée pour cause de nouveau trouble. *Oster la nouvelleté, trouble et empeschement mis en la chose*. (Nicod.)

NOVATION (*novatio*), changement d'une obligation en une obligation nouvelle; *Veteris obligationis in novam translatio et confusio*.

NOVE, NOUE, NOE, NOVALES, NOVALIE (*noa, novale*), terres nouvellement défrichées et mises en culture.

NU A NU, NUEMENT, EN NUESSE ou **NUPECE, TENIR**, tenir sans moyen. *La nuesse du seigneur fowier*, c'est le territoire et les juridictions tenues de lui sans moyen.

NUE PROPRIÉTÉ, la propriété séparée de l'usufruit.

NUEF, NUEVISME, neuf, neuvième.

NUISANCE, NUSANCE (*nocumentum*), préjudice, dommage.

NUITEE, nuit, service de nuit.

NUITS, ATTENDRE LES (*nox*). Quelques anciennes coutumes comptent les délais par nuits au lieu de les compter par jour. V. **ADNUCTISTER**.

NULLE FOIS, jamais. *Nulle riens*, nulle chose. *Nullui, nului, nuls, nuns, nuz, nuls*, aucuns, personne. *Nuns nes*, nul homme vivant.

NULLITÉ, vice d'un acte qui l'empêche de produire son effet.

NUN, nul, personne.

NUNCUPATIF (*nuncupativum*), testament fait de vive voix.

- offres réelles* qui se font l'argent à la main, ou comme on dit à *deniers découverts*. *Offrir, Droit d'*, privilège accordé aux créanciers hypothécaires d'offrir le remboursement aux créanciers inscrits devant eux pour être subrogés en leur lieu et place.
- OIANCE, OANCE (*audientia*, ?), audience. — Redevance qui se payait au jour indiqué à cri public.
- OILLE, brebis.
- OIR, OUIR, OYER, écouter. *Oir droit*, recevoir jugement. *Oiant compte*, celui à qui on rend le compte.
- OIR, héritier. V. HOIR.
- OIRRE. V. ERRE.
- OISSIES. V. ISSUES.
- OLERIE, libertinage. V. HOUILLER.
- OLOGRAPHE, TESTAMENT, celui qui est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur.
- OLTRE, outre.
- OMAILLES. V. ACHAILLES.
- OMECINE, homicide.
- OMNI, OMNIE, semblable, égal, pareil. *Les mesures ne sont pas omnies* Entre sereurs doivent estre les parties omnies. *Partir omniement*, partager également.
- ONC, ONQUES MAIS (*unquam*), jamais.
- ONERAIRE, celui qui a le soin et la charge d'une chose. *Marquillier oneraire*, tuteur oneraire, ceux qui ont l'administration, à la différence du *marquillier honoraire* ou du *tuteur honoraire* qui n'ont que l'honneur du titre sans les fonctions.
- ONÉREUX, TITRE, c'est le contraire du *titre lucratif*, c'est ce qui nous coûte, ou nous oblige à faire ou donner quelque chose.
- ONNEMENT. V. ONNI.
- OPINER, donner son avis, son opinion.
- OPPOSANT, celui qui forme opposition à quelque acte ou jugement.
- OPPOSITION, acte judiciaire ayant pour objet d'empêcher un contrat, une vente, un jugement, etc. *Opposition à un mariage*, à un arrêt, à un décret.
- OPS. V. OES.
- OPTION (*optio*), choix.
- OQUISSEUR, OQUISSEUR. V. ACHASSEUR.
- ORAINS, naguères, il n'y a qu'un instant.
- ORBE (*orbis*), caché. *Coup orbe* (*ictus orbis*), coup qui ne fait que meurtrissure sans ouverture de playe. (Nicod.) *Tenir orbement*, c'est claim possidere.
- ORD, ORDI, ONS (*horridus*), sale, malpropre, deshonnête. *Orde-ment*, salement.
- ORDEL, ORDALIE (*ordela*, en all. *Urtheil*), jugement de Dieu.
- ORDENE, ORDENANCHE, ORDENEMENT, ORDENNEE, ORDINE (*ordinatio*), ordre, ordonnance. *Ordener*, ordonner, établir.
- ORDINAIRE, JUGER A L', jugements qui se rendent à la charge de l'appel. *Procédure ordinaire*, procédure civile à la différence de la procédure *extraordinaire* ou criminelle. *Juge ordinaire* (*ordinarius*), juge naturel du territoire où le défenseur est domicilié.
- ORDINAIRES. LES (*ordinarius*), en fait de juridiction ecclésiastique sur les évêques, juges naturels de leurs diocèses.
- ORDONNANCE, loi, statut. *Ordonnances royales*.
- Ordre, mandement du juge. *Ordonnance de prise de corps*.
- En termes de finance, mandat, ordre de payer.
- *Ordonnance de dernière volonté*. Disposition dernière, testament, codicille, etc.
- ORDONNER (*ordinare*), commander. *Ordre*, mandement, commission.
- Disposer.
- ORDRE, arrangement, disposition. *Ordre de compte*. *Ordre des créanciers*, rang assigné d'après la date de leur inscription, ou la nature de leurs créances, aux créanciers hypothécaires ou privilégiés, sur le prix de la chose appartenant à leur débiteur. — Etat dressé pour déterminer ce rang.
- Compagnie (*ordo*, 8). *Ordres religieux*, ordre judiciaire, ordre des avocats.
- ORDRES, LES TROIS, qui composaient l'ancienne monarchie étaient le clergé, la noblesse et le tiers état.
- ORE, ORES (*hora*, ital. *ora*), présentement, maintenant.
- ONÉE (*ora*), bord.

ORENDROIT, dorénavant, désormais.
ORER (orare), prier.

ORFANS, ORFENE, ORFENIN, orphelin.

ORFRAIS, ORFROIS (orfra, orisfrissium), galon doré, broderie d'or.
ORGEUS, ORGUEUX, ORGUILLEUX, orgueilleux.

ORIGINAL (originale), est la minute de l'acte, sur laquelle on fait des expéditions ou copies.

ORIGNE, ORINE, OURINE (originales serri), origine. Royal orine, franc ourine.

ORLE, OURLER (orium), bord. Voyez OREE.

ORREZ, vous entendrez. Orra, il écoute.

OSCHE, OSQUE, OUCHE (olca), jardin, verger, enclos, terre d'élite.

— Coche, entaille.

OSCLE ou OCLE (osculum), présent de noces, espèce de *Donatio ante nuptias*.

OST ou HOST (hostia), armée. *Servire de l'ost, aide de l'ost, ost banni*. *Ostoyer*, faire la guerre.

OSTAGE, prise de corps, prison pour dettes. *Tenir ostage*, se soumettre à la contrainte par corps.

— saisie.

OSTAGER, OSTAGIER, OSTAGER (ostagia), donner gage et caution.

— Arrêter la personne ou les biens.

OSTAL, OSTEL, OSTEX, OSTIEX, maison, logis. *Ostellerie*, hôpital. Demeure.

OSTE, OSTIZE (hospes), colon, locataire. *Ostelage*, loyer, prix de l'habitation. *Oster*, loger, habiter.

OSTISE (ostisia), droit payé au seigneur pour obtenir la permission d'habiter sur ses terres. Maison sujette à ce droit.

OSTROIER, OTRIER, OTROIER (otriare), octroyer, approuver. *Otroiance*, consentement.

OT, eut. *O lui ot grant compaignie*.

OTEL, OTRETEL, autant. V. ACTEL.

OTER LA MAIN (amovere manum), lever une saisie.

OU, au, à la. *Ouquel*, auquel.

OUANCE (audientia), audience. V. OIANCE.

OUBLIAGE. V. OBLIAGE.

OUCHE. V. OSCHE.

OE, OES (auca), ole.

OUELLE, OILE, huile.

OULTRAGE (olstragium), excès, soit de fait ou de parole. *Don oultrageux*, don excessif. *Bataille oultrée*, duel à mort. *Oultré*, rendu, vaincu. *Oultrier gaiges*, exécuter un duel pour lequel les gages ont été donnés. *Oultrier un marché*, l'exécuter. *Oultrées*, enchères.

OURINE. V. ORINE.

OUSTER, faire l'hoût, moissonner.

OUTRECIDANCE, présomption.

OVERT, FIER, le fief s'ouvre quand il y a mutation de seigneur ou de vassal : il est *ride* ou *découvert* tant qu'il n'est point desservi, il est *couvert* quand le seigneur a reçu l'hommage.

OUVERTURE, époque à laquelle remonte l'acquisition de certains droits ou actions. *Ouverture d'une succession, d'une faillite*. — *Ouverture de clameur*, c'est le moment où il est permis d'intenter la *clameur* ou action de retrait.

— *Ouverture de regale*, c'est le moment où le bénéfice devient vacant. — *Ouverture de requête, ouvertures à cassation*, moyens sur lesquels on s'appuie pour réclamer la cassation d'un jugement.

OUVRAIGNE, OUVRÉE, OVRANGE (ovragium), ouvrage.

OUVREZ, la quantité de vignes qu'un homme peut labourer dans un jour.

OUVREUR, OVREUR, travailler. *Linge ouvé* (operatus).

— User.

OUVREUR, ouvrier.

OUVROIER, OUVROIR, boutique. *Ouvroir d'escriptures*, greffe.

OVAILLES, OTAILLES, brebis. *Le bestial et l'ovaille*, le gros et le menu bétail.

OVEC, OVESQUES, avec.

OYANT COMPTE. V. OIR.

P

PAC, PACHE, PACT, PACTION (pactum), traité, accord, convention.
PACAGE (pascasium), lieu où l'on

fait paître les bestiaux. Droit de les envoyer pâturer.

PADOENS, POSTICE (paduagia),

- pâtures. *Padour* (*paduire*), pâturer.
- PAENNIE, PAYENNIE, PAENISME (*pagania*), pays de paiens, — paganisme.
- PAGESIE (*pagus, pagenses*), tenure en commun. *Copageniaires*, communiars, parçonniers, vilains.
- PAIN (*painein*. *Esse ad*), vie commune. *Etre à pain et à pot. Mettre hors de pain*, faire sortir de la communauté, émanciper.
- PAIRS ou COMPAGNONS DE FIEF (*pares*), vassaux d'un même seigneur; ces pairs formaient le jury féodal. *Hommes et pairs de la cour, pairs et hommes de fief, pairs compagnons et vassaux.*
- DE LA COMMUNE (*pares communia*), échevins.
- DE FRANCE (*pares*), étaient à l'origine douze grands seigneurs relevant nuement du roi, et qui formaient sa cour féodale.
- PAISSEAU, PAISSEL (*paxillus*), échelas.
- PAISSON, PESSON ET PANAGE, PAIX ET GLANDEE (*paissio, pascto*), droit de mener les porcs à la glandée dans les bois. — Redevance payée pour cet usage.
- PAIX (*pacem proclamare*), tranquillité, silence, — permission, liberté.
- Pais de venir et pais d'aller.
Et pais de viande acheter.
(R. de Ros.)
- PAIX FAIRE, s'accorder, transiger.
- PAIX DE LA VILLE (*pax villæ*), banlieue.
- PALEFROI (*paraceredus*), cheval de service. V. DESTRIER.
- PALEISE, CHOSE (*palezare*), chose publique. *Palesement*, publiquement, *palam*.
- PALLAGE, PELLAGE (*palagium*, d'appellere), droit seigneurial sur les bateaux qui abordent au rivage pour y décharger leurs marchandises.
- PALMÉE, PALMÉE (*palmata*, 2), bail, enchères, marché conclu en se donnant la main. *Palmians*, enchérisseurs.
- Mesure de la grandeur ou de la capacité de la main.
- PAN, EMPAN (*pannus*, 1), mesure de l'étendue de la main. *Pan de mur*, partie de mur.
- PAN (*pandum*, allemand : *Pfand*), gage, saisie.
- PAN, PANON (*pannoncellus*), enseigne, bannière. *Panonceaux*, affiches aux armes du roi qu'on attache aux portes des maisons saisies, pour marquer que ces maisons sont en la main de justice. On donne aussi ce nom aux enseignes des notaires.
- PANAGE, PANAGE (*panagium*). V. PAISSON.
- PANEL, morceau, figurément, page ou rôle. *Impanneller*, enregistrer, enrôler dans les cout. anglo-normandes.
- PANCARTE, tarif d'impositions. — imposition.
- PANTONNIER. V. PAUTONNIER.
- PAOUR, peur.
- PAPEGAUT, PAPEGAY (ital. *papa* — *gayo*), perroquet.
- PAPELARDIE (*papelardia*), hypocrisie.
- PAPIER MONNAIE, effet créé par l'Etat pour avoir cours comme une valeur métallique.
- PAPIER TERRIER, cadastre, registre domanial ou seigneurial contenant la déclaration par le menu de tout ce que doivent les sujets ou tenanciers.
- PAPIERS DOMESTIQUES, registres sur lesquels les particuliers inscrivent leurs recettes et leurs dépenses.
- PAPIERS ROYAUX, papiers signés par le roi ou par des officiers publics.
- PAPOAUX, BIENS ou HÉRITAGES, propres. *Pappage, aviatice hereditas*.
- PARADE (*parata*), redevances en nature payées au seigneur.
- PARAGE, PARENTAGE (*paragium, parentatus*), parenté, race. *Noblesse de parage*; *une dame de haut parage*; *afférans de parage*.
- PARAGE (*paragium*), égalité de nom, de noblesse, de dignité. V. EMPARAGER.
- Egalité de tenure; *tenir en parage*, c'est être pair de celui duquel on tient. Ancienne coutume de Normandie. « Les fiefs sont tenus » par parage quand le frère ou le « cousin prend l'héritage à ses

« prédécesseurs, et il le tient de son aîné, et li (celui-ci) répond de toutes les choses qui appartiennent à la partie de son fief, et de toutes les droitures que le fiefement de sa partie devra, il en répond, et fait les redevances aux chieus seigneurs. » *Tenir de son aîné en parage et ramage.* (Cout. de Bret.)

PARAGEUR, PARAGEAU, qui tient en parage.

PARAMONT, SEIGNEUR, seigneur supérieur. (En angl. *lord paramount*.)

PARAGONNER (*paragonizare*), comparer. PARAGON, chef-d'œuvre, modèle; le *parangon* des avocats.

PARAPHE, traits de plume qui terminent la signature, et qu'on en isole quelquefois pour remplacer la signature au bas de certains actes. *Parapher par première et par dernière*, c'est parapher chaque pièce d'un dossier en la cotant par un numéro d'ordre.

PARAPHERNAUX, BIENS, sont les biens qu'une femme mariée sous le régime dotal s'est réservés pour en avoir la jouissance pendant son mariage. Dans la coutume de Normandie les *paraphernaux* sont une espèce de préciput légal que la coutume défère officieusement à la femme qui a renoncé à la succession de son mari.

PARASTRE, beau-père.

PAR AVAL, TENANT (en angl. *tenant paravale*), dernier vassal. Tenancier au dernier rang.

PARCAGE (*parcagium*), droit dû au seigneur par les habitants qui ont un parc où ils mettent leurs bestiaux.

PARCENIERS, PARCHONNIERS, PARSONNIERS *parcennarii*. — *Parceners* dans les cout. anglo-norm., sont les membres d'une communauté. *Tenir en parchoinnerie*, tenir en commun. *Parchoinner de meurtre*, complices. *Parchoinnerie*, hille publique.

— Héritiers (*participes*).

PARÇON, PARÇON, PARÇONNERIE, PARÇIÈRE, part, portion.

PARÇONNERIE, PARÇONNIERTÉ, communauté, société.

— Partage.

PARÇONNIER, copropriétaire ou co-partageant dans une communauté villageoise. V. PARCENIERS.

PARCOURS ET ENTRECOURS (*percursus*). V. ENTRECOURS.

— DROIT DE, usage qui permet à deux communes d'envoyer respectivement leurs troupes paître sur le territoire voisin.

PAR DESSUS, inférieur. *Fief par dessous; tenant paraval.*

PAR DESSUS, supérieur. *Seigneur par dessus, avant seigneur, seigneur paramount.* « Aucun ne peut franchir son serf, sans l'auction rité de son pardessus. » (BEAUM.)

PARDONNER (*perdonare*), remettre la peine, l'amende, le droit. *Pardons et remissions.*

PARAGE. V. PARIAGE.

PARATIS, permission qu'on est tenu de demander au juge du lieu pour exécuter des arrêts rendus, ou des contrats passés dans une autre juridiction.

PARER (*parata*), parcourir. V. ENTRECOURS.

PARÉE, EXÉCUTION. V. EXÉCUTION.

PARENTAGE, PARENTÈLE, la famille, la parenté tout entière.

PARENTE, lien du sang qui unit les personnes descendues d'une souche commune.

PARER, PAREIR, préparer.

PARERE, avis de négociants sur un point d'usage en matière de commerce.

PARFAIRE, PARFOURNIR, achever, compléter. *A la parfin*, à la fin.

PARIAGE (*pariagium*), c'est un partage ou plutôt une association de juridiction et de seigneurie entre deux seigneurs d'un même pays, l'évêque et le roi, par exemple. Le but de cette association, c'est d'assurer au plus petit seigneur la protection du plus grand.

PARISIS (*parisienses*), monnaie frappée à Paris, et valant le cinquième en sus du *tournois* qui était frappé à Tours. 20 sols parisis valaient 25 sols tournois, et il fallait 5 livres tournois pour faire 4 livres parisis.

PARLEMENT (*parlamentum*), discussion, délibération, conférence. « Les croisés le lendemain quand

- « ils orent la messe oïe, s'assemblerent à parlement, et fu li « parlement à cheval, emmi le « champ. » (VILLEHARDOUIN.)
- PARLEMENTS, conseils souverains, cours suprêmes de justice.
- PARLIERS, AMPARLIERS, POURPARLIERS (*prælocutor*), avocats, procureurs.
- PARLOIR (*parlura*), salle basse. Parloir aux bourgeois, salle de l'hôtel de ville, où les bourgeois de Paris se réunissaient pour délibérer.
- PARMENTIER (*parmentarius*), tailleur d'habits.
- PARRI, au moyen de quoi.
- AU MILIEU, AU TRAVERS.
- PAROCHIE (*parochia*), paroisse. *Paroichage*, territoire de la paroisse.
- DROITS DU CURE.
- PAROI (*paries*), mur, cloison.
- PAROLER (*parabolare*), parler.
- PARPAINGS, JAMBES PARPEIGNES, sont des pierres de taille qui excèdent l'épaisseur du mur.
- PARQUET (*parquetum*), auditoire du juge ainsi appelé, parce que le tribunal est fermé comme un parc.
- lieu où les officiers du ministère public s'assemblent pour délibérer, et reçoivent les communications; — ces officiers eux-mêmes.
- DES HUISSIERS, vestibule de la grand'chambre où se tenaient les huissiers lorsque la Cour délibérait.
- PARSON, PARSONNIERS. V. PARÇON, PARCENIERS.
- PART (*partus*), enfant. *Exposition de part*, suppression de part.
- (*pars terræ*), portion. *Part avantageuse*, préciput, portion plus forte que celle des autres héritiers.
- D'ENFANT LE MOINS PRENANT, celle qui revient à l'enfant le moins avantage.
- PARTAGE (*partagium*), division d'une chose commune, attribution de part, acte qui opère cette séparation. *Partage de succession de communauté*. *Partage anticipé*, provisionnel, celui qui est fait par les ascendants de leur vivant.
- PARTAGE D'OPINIONS, division égale des suffrages qui empêche la décision du procès. *Les juges sont partis, ou autant d'une opinion que d'une autre.* (Nicod.) *Départeurs de procès partis.*
- PARTANS, partageants. — *Portaules, partables, partageables*. *Parture*, division.
- PARTI, traité, accord, concession d'impôts. *Partisan*, traitant.
- PARTIAIRE. V. COLON.
- PARTICIPATION (*participatio*), société, communauté.
- PARTIE (*pars*), en terme de palais se dit de tous les plaideurs. *Partie principale*, *partie intervenante*. La *partie civile* (ainsi nommée par opposition à la *partie publique* qui requiert l'application de la peine) est celle qui, dans un procès criminel, demande une réparation pécuniaire.
- PARTIE FORMELLE, partie civile.
- PARTIE, PARTISSON, PARTITION, PARTISSEMENT (*pars*), partage. *Partir*, partager. *Parteur*, partageant.
- PARTIES (*partes*), redevances, ce qu'on paie pour sa part.
- CASELLES, deniers provenant des offices venaux et casuels qui ont vau par la mort ou la démission du titulaire.
- PARTIR (*partiri*), partager, prendre part.
- Partage. « On saura par le partir « combien chacun aura. » (BEAUM.)
- PARTISAN, fermier des impôts, celui qui fait des *partis* ou traités avec le roi.
- PAS (*passus*), détroit, passage. *Lettre de pas*, sauf-conduit, passeport.
- PASCUAGE (*pascuagium*). V. PASQUIER.
- PASNAGE, PARNAGE OU PEINNAGE (*pastio*). V. PANAGE.
- PASQUIER (*pasquerium*), PASQUIS, PATIS, pâturage. *Terres hermes* qu'on appelle *chaumes* et *paschiers* de bêtes. dit la coutume de la Marche, A. 425. — Redevance payée pour le droit de pâturage.
- PASSAGE (*passagium*), chemin, route. — Droit qu'on exige des personnes ou des choses qui passent sur un chemin.
- Expédition en terre sainte. *Passeurs* croisés.

PASSER UN CONTRAT, UN ACTE, UN TRAITE (*passare*), le conclure, l'achever. *La passation de l'acte*.

Passer, le notaire qui reçoit l'acte. PASSIF, ensemble des dettes. Frais et charges d'une communauté, d'une succession, d'une faillite, etc.

PAST (*pastus, convivium*), repas. *Pastoyer*, dîner, prendre part au repas. *Past et entres* ou *abreusement*, droit ou repas qui se payait en entrant dans certains offices.

— livraison de vivres que les vassaux devaient faire au seigneur, à certaines occasions.

PATARD, monnaie de compte flamande qui valait cinq liards ou quinze deniers tournois.

PATARIN, PATELIN (*paterinus*), hérétique.

PATENOIRES (*pater noster*), chapelet.

PATENT, ouvert; — certain, évident. PATENTE, droit payé par ceux qui exercent une industrie; — extrait du rôle qui constate l'impôt.

PATENTER, LETTRES. V. LETTRES.

PATERNITÉ, condition, qualité de père.

PATIBULAIRE, qui concerne le gibet. *Fourches patibulaires*, *face patibulaire*.

PATRIMOINE, PATRIMOINE (*patrimonium*), bien ancien dans la famille, *immeuble patrimonial*. — Universalité des biens possédés par un individu.

PATROCINER (*patrocinari*), plaider. *Prêches, patrocinés* jusqu'à la Pentecôte.

PATRON (*patronus*, 2), celui qui a fondé, bâti ou doté une église. *Patronage*, droits qui appartiennent au patron.

PATURAGE, VAIN, VAIN PATURAGE (*pastura vana*), à la différence de la *vice pâture*, est le pavage des bestiaux sur les terres depouillées de leurs fruits.

PALETTE, droit annuel que les officiers payaient au roi pour assurer la transmission héréditaire de leurs charges.

PAUME (*palma*), palme. PALMIER, palmier. — Pèlerin revenu de la terre sainte, rapportant avec lui des branches de palmier.

PAUMÉE. V. PALMÉE.

PACTONNIER (*pactonarius*), orgueilleux, superbe, méchant, débauché.

PAVAGE, péage. *Pavageur*, fermier du péage. — Droit payé pour le pavage des rues.

PAYIE, pêche, fruit du pêcher.

PAYS D'OBEDIENCE, DE NANTISSEMENT. V. ces mots.

PAYS DE DROIT ÉCRIT, provinces de France dans lesquelles le droit romain est observé comme loi, par opposition aux *pays coutumiers* qui étaient régis par les coutumes.

PÉAGE, PAYAGE (*pedagium*), toute espèce de redevance, et plus particulièrement droit de passage. Ce droit reçoit différents noms, comme *barrage*, à cause de la barre de bois qui traverse la route; *billette*, quand il y a un petit billot de bois pendu à un arbre; *branchière*, à cause de la branche à laquelle le billot est pendu; *traverse*, parce que cet impôt est un droit de passage ou de *traverser* dans la terre du seigneur.

PEAGEAU, PEAGIER, CHEMIN (*pedagium via*), chemin où l'on paie le droit de passage. — Grande route. *Péager*, fermier ou receveur du péage.

PEAU, COMMIS GREFFIERS A LA. ceux qui expédient les arrêts en grosse sur parchemin.

PEGOY (*peceium*), droit de bris et naufrage.

PÉCULAT, détournement des deniers de l'Etat par un officier public.

PÉCULE (*peculium*), les biens dont un fils de famille a la libre disposition. On dit aussi dans le même sens le *pecule des religieux*.

PÉCUNE (*pecunia*), argent, biens.

PEINE (*pœna*), châtiment, amende.

PEL, VERGE ET COUVERTURE, ou PELLE, TORCHE ET COUVERTURE, désignent les réparations d'entretien dont la douzière est tenue.

PELIÇON (*pellicium*), robe, jupon. « Monsieur saint Loys, jadis roy de France..., ordonna que les riches baudes communes fussent bouter hors des bonnes villes par les justiciers des lieux, et si depuis les prohibitions à elles

- « faites, elles estoient si hardies
« de retourner, qu'elles fussent
« priuses par lesdits justiciers, et
« dépuisées jusqu'à la cote ou
« plignon. » (Grand. Cout.)
- PELLAGE. V. PALLAGE.
- PENER, PENOIER (*inpenare*), punir,
faire souffrir un chatiment.
- Selonc lor felonie fesoit chascun pener.
(R. de Rou.)
- SE, se donner de la peine, avoir
regret.
- PÉNAL, qui inflige une peine, qui
punit. *Loi pénale. Clause pénale*,
est celle qui emporte une peine
pécuniaire, c'est-à-dire des dom-
mages-intérêts.
- PENRE, prendre. *Penre le contens
en sa main*, garder la connais-
sance d'une affaire.
- PENSION (*pensio*), rente, revenu.
Pensio viagere.
- *Pensio*, 2), paiement, loyer, sa-
laire.
- PER, pareil. *Non per*, non pareil,
différent.
- *Pair. Les douze pers de France
ont leurs causes commises en
parlement*.
- PERDREAUX, PERDRIAUX, ou TÉMOINS
DE BORNES, sont des cailloux ou
tuileaux brisés, placés à côté des
bornes lorsqu'on les plante après
l'arpentage terminé, et dont on
rapproche les fragments lorsqu'en-
suite on les visite, on les nomme
aussi *garants*.
- PERDURABLEMENT, éternellement.
- PÈRE DE FAMILLE, ADMINISTRER EN
BON, c'est gérer avec l'ordre et l'é-
conomie d'un bon chef de maison.
- PEREMPTION, anéantissement d'un
droit ou d'un procès pour n'a-
voir point été exercé ou pour-
suivi pendant le temps défini par
les lois.
- PEREMPTOIRE, EXCEPTION (*Per-
emptoria exceptiones*), exception
décisive et qui emporte la pé-
remption, ou anéantissement de
l'instance.
- PERGIE, PARGÉE (*pergia*), amende
due pour dégâts de bestiaux.
- PERIER (*petrarius*), tailleur de pier-
res. — Poirier.
- PÉRIL EN LA DEMEURE. On dit qu'il y
a *péril en la demeure*, lorsqu'il y
a urgence de faire des actes con-
servatoires ou d'exécution. V. DE-
MEURE.
- PÉRILS ET FORTUNES, risque, ha-
sard.
- PERMANER, demeurer. *Permanau-
lement*, perpétuellement.
- PERMUTATION, échange.
- PEROTS (du mot : *pere*), arbres qui
ont passé deux coupes. V. TAIONS.
- PERPETHER, commettre, faire.
- PERPRENDRE, PURPRENDRE, prendre;
PERPRISE, l'usurpation de terres
communes et franchises. V. POR-
PRESTURE.
- PERQUISITION, recherche, visite do-
miliaire.
- PERS, couleur intermédiaire entre
vert et bleu (*cœruleus*).
- PERSONNAGE (*personatus*), cure, bé-
néfice ecclésiastique. *Personne*
(*persona*, angl. *parson*), cure, bé-
néficiaire.
- PERSONNIER (*personarii*). V. PAR-
CENIERS.
- PERTE, privation d'une chose ou
d'un droit, domniage.
- PERTINENT, qui a un trait direct à
la chose, qui lui appartient, qui
en dépend. *Répondre pertinem-
ment et à propos*.
- PERTUIS (*pertusus*), trou, ouverture.
- PERTEISAGE (*pertusagium*), droit
payé au seigneur pour avoir le
droit de mettre le vin en perce.
- PESSÉLAGE. V. MARONAGE.
- PESSON (*persona*). V. PAISSON.
- PETIT, un peu. *Petit à petit. En pe-
tit d'heures*.
- PÉTITION (*petitio*), demande. *Péti-
tion d'hérédité*, action accordée
à l'héritier véritable contre celui
qui détient la succession en qua-
lité d'héritier ou de possesseur.
- PÉTITOIRE (*petitorium*), demande
qui a pour but d'obtenir la pro-
priété d'une chose, à la différence
de l'action possessoire, qui a pour
objet de se faire maintenir ou re-
intégrer dans la possession.
- PEUTRE, pâture, nourriture. *Peu*,
repu.
- PHYSICIEN (*physicus*, en ang. *physi-
cian*), médecin.
- PHYSIQUE (*physica*), médecine.
- PICHER, PÉCHIER (*picarium*, ital.
bicchiere), vase, verre.
- PIÈÇA, GRAND PIÈCE A, depuis long-
temps.
- PIÈCES, actes, papiers, titres pro-

- duits à l'appui d'une demande. *Pièces inventoriées, paraphées et cotées*. V. COTE, PARAPHE.
- PIEDS CORNIERS ou CORNIERS, arbres qu'on laisse aux coins des ventes pour enclenche, afin de connaître l'étendue et les limites de la partie du bois qu'on doit abattre. Quand ces arbres se trouvent sur des angles rentrants, on les appelle *pieds tournants*.
- PIED FOURCHÉ, bétail.
- PIED SENTE ou PIED SANTE, chemin de piéton, sentier.
- PIERRE, piro.
- PIGNORATIF, CONTRAT, contrat par lequel un débiteur vend, sous faculté de rachat, un héritage à son créancier, qui le lui laisse en location.
- PIGNORER, saisir, gager par autorité de justice.
- PILER, PILIER, PILORI (*pilorium*), treteau tournant sur lequel on exposait les condamnés. *Pilorier, piloriser*, attacher au pilori.
- PILLAGE, dans la coutume de Bretagne, est un droit de préférence sur certains immeubles de la succession, attribué à l'aîné.
- PIS, PECT (*pectus*), gorge, poitrine. « Si ont reconnu et jure lesdits « frères, est assavoir ledis tre- « sorier se main au pix comme « prestre, et lidis Evrard par se « foy, que sur ledis héritage « vendu et werpi, ne ont fait « about, ne emprunt, ne assene- « ment. » (Anc. contr. de vente de l'an 1403.)
- PITE, PICTE, POITEVINE, petite monnaie frappée à Poitiers, qui valait le quart d'un denier.
- PLACAGE ou PLASSAGE (*plassagium*), droit payé par ceux qui vendent sur la voie publique.
- PLACARD, est une feuille de papier étendue, une affiche. Dans les coutumes de Belgique ce mot signifie lois, édits, ordonnances. C'est ainsi qu'on dit : *les placards de Charles-Quint*.
- PLACET (*placeti litteræ*), supplique adressée au magistrat à l'effet d'obtenir audience.
- Droit de visa sur les bulles venues de Rome.
- PLACITÉS DU PARLEMENT DE NORMANDIE, arrêtés du parlement de Rouen sur quelques points de jurisprudence.
- PLAGE, V. PLEGE.
- PLAGIAIRE, celui qui vole et s'attribue les œuvres d'autrui.
- PLAID, PLAIZ, PLEZ (*placita*), justice, audience. *Le grand plet*, le jugement dernier.
- Tous les jours le premier au plaid, et le dernier.
- *Servir les plaids de son seigneur* (*servitium placiti*), siéger dans la cour féodale. *Jours de plaids*, jours plaidoyables, jours d'audience. *Tenir les plaids*, présider le tribunal.
- D'ÉPÉE (*placitum spada*), haute justice.
- RURAUX, justice vilaine à la différence de la cour féodale.
- *placitum* 1. Procès. — *Traité*, accord. V. PLAIT.
- PLAIDER, PLAIDOIER (*placitare*), contester judiciairement, soutenir une cause devant le tribunal. *Plaider par procureur*. *Plaideur* (*placitator*), celui qui plaide. *Plaidoyer*, *plaiderie*, le discours prononcé à l'audience.
- Tenir les plaids.
- PLAINTE (*querela*), demande. Déclaration en justice d'un crime ou d'un délit. *Plaignant*, *plaintif*, demandeur. V. COMPLAINT.
- PLAISIR (*placitum*), volonté.
- PLAISSAY, PLAISSE. V. PLESSIS.
- PLAIT, PLECT ou PLAISIR (*placitum*), relief ou rachat en Dauphiné. *Plait à mercy*, *plect conventionnel*, *plait seigneurial*, *plait de morte main*.
- PLANTÉ (*plenitudo*), abondance, grand planté de paroles. *Plantureux*, fertile.
- PLÉDÉOR, avocat. « Le plédéor doit « estre loyau et féable, que il doit « bien et loyaument conseiller « tous ceaus et toutes celles a qui « conseil il est donés, et plédéer « pour eaus loyaument. » (Ass.)
- PLEDIER. V. PLAIDER.
- PLEECT. V. PLAIT.
- PLEGE, PLENCE ou FLEIGE (*plegius*, angl. *pledge*), caution, garant, fidjusseur. « *Pledge*, » dit Rastall, « sont surcetes ou reul ou « formal, que lo plaintiff trove a « (pour) prosecute son suit (ac-

« tion). » *Plègement est querre garant*, dit l'anc. cout. de Bret. *Plège de droit ou de fournir droit*, caution d'ester à droit, c'est-à-dire de comparaître au jour donné. *Plège dette*, caution obligée solidement dans les Ass.

— PLECEMENT, gage. *Former plègement*, établir un gage.

PLÈGER, PLEIGER (*plegiare*), bailler gages ou caution. *Plèger l'amende*.

PLÈGERIE, PLEIGAIGE, caution.

PLEIN, entier. *Plein âge*, majorité.

Plein fief, fief non démembré.

Plein possesseur, *pleine main-tenu*, adjudication définitive de la possession pendant le procès, à la différence de la récréance qui n'est que provisoire. *De plein droit*, par la seule force de la loi.

PLENTE. V. PLANTE. *Pleintief*, *pleintieu*, abondant, fertile.

PLESSIS (*pleissicium*), bois entouré de haies plées ou *piessées*.

PLET, procès. V. PLAID.

PLEVIE, MAIN (*manus plagiata*, *manus plicata*), c'est un gain de survie qui appartient au dernier mourant quand il n'y a point d'enfants du mariage.

PLEVINE, PLEVISAILE (*plevina*), cautionnement, plège.

PLEVIR (*plerire*), cautionner, promettre, garantir. *Pléir sa marchandise bonne et loyale*.

— fiancer. *Fille plévie*, fiancée.

PLOIER L'AMENDE, la payer, GAGE

PLOIE (*plejus*), gage fourni.

PLOICE. V. PLEGE.

PLOMÉE, bâton plombé.

— règle, niveau.

PLUME, ET RELIEF DE PLUME, redevances ou relief de volaille.

PLUMETIS, PLUMITIF, minute du greffier, des experts. *Greffiers plumitifs*, ceux qui tiennent la plume à l'audience. *Plumeter la substance du plaidoyer*. (Gr. Cout.)

PLUS PETITION, demande trop forte et qui excède ce qu'on a droit d'obtenir en justice.

PLUS VALCE, ce que vaut une chose au delà de sa valeur primitive, ou de ce qu'elle a été estimée.

PLUVISSAGE, cautionnement. V. PLÉVINE.

POESLE, PAISLE, PAILE (*pallium*), drap qui se met sur la tête des

mariés pendant la messe du mariage. *Mettre les enfants sous le poêle*, est la manière de légitimer les enfants nés avant le mariage.

Li dus qui les enfans aime,
Gunnor adoneques éponsa,
Et li à ki ja furent grant
Furent entre eux deux en estant,
Par dessous le mantel la mère
Furent fait loial li trois freres.

(Phil. Mouskas.)

POÈTE, POESTÈ, PÔTE, POEIN, POTE (*potestas*), puissance, juridiction, territoire. *Homme de poote*, vilain, serf. *Déliere pooste*, libre puissance : *En sa déliere pooste (sui juris)*. « Cil qui est en la poesté « son père, n'a pas-poeir de faire « testament. »

(Liv. de justice et de plet.)

POI, PO, peu. *Poifait*, négligence; *poifaisant*, fainéant.

POIDS LE ROI, sont les droits qui se lèvent pour le roi sur toutes les marchandises qui se présentent lorsqu'elles entrent dans les ports et dans les villes. — C'est aussi l'étalon des mesures. — *Jvoir de poids*, marchandises qui se vendent au poids.

POIER, payer.

POIGNEIS, PUGNEIS (*pugna*), combat, bataille. *Poigner*, *poindre* (*pungere*), frapper, maltraiter.

POINE, peine, chagrin, amende. *Poine forfaite*. (*Pœna commissæ*.)

POIZAGE (*pondus*), pesage. *Poiser*, peser, et dans le sens figuré, fatiguer, chagriner, opprimer.

POLICE, de *polliceri*, promesse, contrat. *Police d'assurance*.

POLICE (*πολιτεια*), gouvernement, administration. *Police judiciaire*, cette partie de l'administration intérieure de la cité qui consiste dans la recherche et la poursuite des crimes et des délits.

POLLICITATION, promesse, donation par simple promesse.

POLYPTYQUE, livre terrier, contenant le détail des possessions, rentes et redevances appartenant à un monastère. *Le polyptyque d'Irminon*.

PONTAGE, PONTENAGE (*pontaticum*), péage, droit de passage sur un pont.

POOIR, POOIS (*potestas*), tenir d

- plein poins*, avoir la pleine et absolue propriété de son fief.
- PORTUGESER**, prolonger, éloigner, prorroger.
- PORTUAT DE TIEF** (*portus*), état du fief; la manière dont il se comporte; — déclaration de ses revenus.
- PORTER**, **POSSUIRE**, **PORTER**, **POSSEDER**, **POSSEUR**, **POSSESSOR** (*honorum possessor*), *Porsie*, posséder.
- PORT D'ARMES** (*portatio armorum*), réunion illicite de plusieurs personnes en armes. *Le crime de port d'armes est cas royal*.
- PORTABLE**, cens ou rente qui doit être portée par le débiteur, à la différence du cens *querable* ou *requérable*, que le seigneur censier envoie chercher.
- PORTAGE**, **PORTEMENT** (*portagium*), droit d'entrée; — droit que prend celui qui lève et apporte les droits au seigneur; — droit sur le transport à des de certaines marchandises.
- PORTER**, **COMPORTER**. *Se porter héritier*, se présenter pour hériter.
- PORTION CONGRUE**, *portio congrua*, c'est une part suffisante du revenu du bien attribue à celui qui le dessert réellement.
- PORTION DISPONIBLE**, part de biens dont il est permis de disposer à titre gratuit au préjudice de l'héritier légitime.
- PORTIONNAIRE**, partageant. Voyez **PARCENIERS**.
- PORTIONS VIRILES**, sont des portions qui sont égales.
- POTTE**, **PORTÉE**, grossesse, — l'enfant dans le sein de sa mère.
- POSSEDER**, détenir une chose et en jouir. *Posséder à titre de propriété, d'usufruit. Posséder en fief, en roture*.
- POSSESSEUR**, celui qui détient une chose sans en être le propriétaire. *Possesseur de bonne foi*, celui qui a acquis à titre translatif de propriété, et se croit légitime propriétaire.
- POSSESSION**, détention, jouissance d'une chose. *Possession de fait*, simple détention de la chose. *Possession civile*, celle du possesseur de bonne foi. V. **SAISINE**.
- POSSESSION D'ÉTAT**, série de faits établissant que telle personne a été considérée et traitée comme enfant légitime.
- POSSESSIO RE** (*possessorium*), le procès sur la possession. *Actio possessoria*, poursuite qui ne concerne que la possession d'un héritage ou d'un droit.
- POSTE** (*posta*, 4), pouvoir. Voyez **POËTE**. — Volonté, caprice. *Faire à sa poste*.
- POSTEIS** (*potestaticus*), puissant. V. **POËTE**.
- POSTHUME**, enfant né après la mort de son père.
- POSTULER** (*postulare*), plaider, ou advaasser. *Postulation*, procédures et actes judiciaires faits pour une partie. *Délit de postulation*, usurpation des fonctions de procureur. *Avocat postulant*, avocat qui plaide devant les justices inférieures.
- POT-DE-VIN**, est, en fait de bail, ce qu'est *le rin de marché* en fait de vente; c'est un présent fait par le preneur en dehors du prix du bail.
- POTE**. V. **POËTE**. *Main pote*, main gauche.
- POTÉES**, héritages roturiers occupés par des gens de pote. *Potées de Reims*, terres dépendant de l'église de Reims.
- POUAI**, **POTER**, pouvoir.
- POUILLE** (*polyptychum*, *pulegium*), livre terrier d'un évêché, d'une abbaye, etc. Registre des possessions et des revenus. V. **POLYPTYQUE**.
- POUILLES** (*Ampullæ*), injures. *Chanter pouilles*, injurier.
- POULTRAIN**, **POULTRE** (*poledrus*), poulain, pouliche.
- POURCAS**, **POURCHAS**, **PURCHASE** (*porchaicia*), acquêt, poursuite, entreprise. *Né par moi, ne par mon pourchas*.
- *Conçu de pourchas* (*vulgo conceptus*).
- POURPARLER** (all. *furz*; *recher*), avocat.
- POURPARTIE** (*per pars*), portion héréditaire, part.
- POURPENSÉ**, prémédité. *Aguet pourpensé* (*pensate insidie*).
- POURPRENDRE** (*porprendre*), envahir, s'approprier.
- POURPRESTURE** (*perprisio*), enclos. *Purprendre*, dans les coutumes

anglo-normandes, c'est enclorre frauduleusement ou violemment la propriété d'autrui.

POURPRIS, POURPRISURE (*purprisia, atramentum*), l'encre du manoir. *Pourpris et Préclostore.*

POURQUERRE, POURCHASSER, POUR-
SUIR, POURSUIVIR, poursuivre, re-
chercher.

POURSUITE, action, procédure. *Poursuite civile, poursuite criminelle.* *Poursuivant*, celui qui fait les procédures pour parvenir à une vente judiciaire, une licitation, un ordre et distribution de deniers.

— ou STITE, droit qu'avait le seigneur de poursuivre en tout lieu les serfs de son domaine pour les réunir à la terre dont ils faisaient partie.

POURTRAIRE (*protractus*), amener en justice. — Dessiner, faire le portrait.

POURVEANCE, POURVOYANCE (*providentia*, providence, prévoyance, précaution. — Provisions.

Pourvoir, aviser, prévoir. *Pourveu*, prudent, sage, avisé. — Fourni de.

POYRE (*poypia*), hauteur. — Château, maison bâtie sur la hauteur. (Cont. de Bresse.)

PRACTICIEN *practicus*, jurisconsulte. *Les praticiens du lieu.* — Solliciteur de procès, agent d'affaires.

PRALL, PRAIEL (*prada*), pré, herbe.

PRATIQUE - *practica*, usage, coutume, façon d'agir sur un point de fait, de procédure ou de droit. — Procédure, style des actes.

— *Pratique d'un notaire, d'un procureur, ses affaires, sa clientèle.*

PRÉ en composition signifie devant, paravant, au-dessus, par préférence. *Précellence, prééminence, précompter, préemption.*

PRÉAGE ET FAULTAGE (*preagium*),
droit sur les prés.

PREMIER. ce qui doit être fait en premier. *Il est préalable de juger le possessoire avant la pétitoire.*

PREAU, pré, cour d'une prison.

PREBENDE. PROVENDE, PROUVENDE
(*præbenda*), bénéfice ecclésiastiqu
tique.

— Distribution quotidienne des vi-

vres dans un monastère. V. PRO-
VENDE.

PRÉCAIRE (masc.) (*precarius*), prêt révoquant à la volonté de celui qui l'a fait. *Posséder à titre précaire.*

PRÉCAIRE (fem.) (*precaria*), emphatique de biens appartenant à l'Eglise.

PRÆCIPIT (*præcipitas*), ce qu'on obtient en sus de sa part. Cet avantage est appelé *præciput*, *quod præcipitur seu ante capitur*. *Præciput de l'aîné*.

PRÉCLOTURES (*præcipuitas*), enclos qui, en succession de tef, sont donnés par préciput à l'aîné, avec le principal manoir. V. POURPHIS.

PRÉCOMPTER, déduire, prélever.

PRÉCONISER, citer en justice, ajourner à cri public.

PREDIAL, foncier, qui concerne le sol. *Rentes prédiales, servitudes prédiales.*

PRÉFIXE, arrêté, fixe, déterminé. *A produire dedans trois jours, pour toutes préfixions et délais. Préfixer un certain temps et délai.* (Prat. de Lizet.)

PREIR (*preqium*), mettre en pre.

PREJUDICIAUX, FRAIS qu'il faut rembourser avant d'être reçu à se pourvoir contre le jugement.

PREJUDICIELLE, QUESTION. V. QUESTION.

PRÉJUGÉ, jugement préparatoire qui sert de règle et d'autorité pour juger le fond de la contestation.

PRÉLATION (*prælatio*), droit de préférence en vertu duquel le seigneur peut racheter le fief vendu par le vassal.

PRÉLEGS, legs fait à l'un des héritiers pour être par lui prélevé hors part et sans confusion avec sa portion héréditaire.

— Les dont on ordonne la délivrance avant le partage de la succession.

PRELEVER. prendre hors part, prendre avant les autres partageants.

PREME, PREUME, PRAM, PRESME.

PROISME (*proximus*), proche, prochain, le parent le plus près du défunt, celui qui a le droit de retrait lignager.

PREMESSE, PROSMESCHE (*proxi-*

- (as), c'est le retrait lignager
V. PROUEME.
- Premier, d'abord, premièrement, avant que.
- PRÉMORT (*præmortuus*), le premier mort.
- PRENEUR A BAIL, A FERME, locataire, fermier.
- PRESCRIPTION, moyen d'acquiescer ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.
- PRESEANCE, rang, place d'honneur qu'on a droit d'occuper dans quelque assemblée.
- PRESENT MEFFAIT, flagrant délit.
- PRESENTATION, déclaration que fait au greffe le procureur pour annoncer qu'il occupe pour sa partie.
- PRÉSIDENTIAL, tribunaux institués par Henri II en 1551, dans chaque siège des grands bailliages du royaume, et qui jugeaient en dernier ressort jusqu'à 250 livres en principal. *Juger présidielement*, juger en dernier ressort.
- PRESOMPTIF, presume, suppose. *Héritier presomptif*.
- PRESOMPTIONS, conjectures, conséquences probables qu'on tire d'un fait connu à un fait inconnu.
- PRESTATION, fourniture, redevance, exécution d'un engagement. *Prestations personnelles*, *prestation de foi et hommage*.
- PRETERITION, omission dans un testament d'un héritier à réserve. *Enfant preterit*.
- PRETOIRE, auditoire.
- PREU, PROU (*preu*), profit.
Car certes c'est foi vasselage
Faire son preu d'autrui dommage.
- PREUX, PREX (*probus*), vaillant, loyal. V. PRUDHOMMES.
- PREVENTION (*præventio*), préférence, anticipation. *Nommer par prévention à un bénéfice*. *Les baillis ont droit de prévention sur les prerots royaux en matière de complainte*.
- accusation. *Prevenu*, accusé.
- PRÉVÔT (*præpositus*), juge inférieur, lieutenant du bailli. *Prévôt de Paris*, premier bailli de France. juge de la prévôté de Paris. *Prévôts des mareschaux* (*præpositus guerræ*), juges d'épée établis dans les provinces pour
- maintenir la paix publique, juger les vagabonds et les gens de guerre. *Prévôt de l'isle*, prévôt de la maréchaussée dans l'île de France. *Prévôt des Marchands*, maire.
- PRÉVÔTÉ, juridiction, ressort. *Prévôté de la marine*.
- PRIÈRES, PRIÈRES, (*preces*, 1), aides, corvées, impôt.
- PRIME. V. PREMIER.
- PRIMOGENITURE (*primogenitura*), aînesse. — droit d'aînesse.
- PRINCIPAL, le capital, le fonds de la dette.
— le sujet du procès. *Gagner le principal sans despens*.
- PRISE ou PRISE (*prisæ*), tout ce que les seigneurs avaient droit de prendre à leurs sujets, à charge de les rembourser.
— Saisie de la personne ou des biens. *Un décret de prise de corps*.
- PRISE A PARTIE, procès fait au juge par le plaideur qui se prétend lésé par la prévôtisation ou la faute lourde du magistrat.
- PRISE, PRISEE, estimation, évaluation. *Priiser*, estimer, mettre à prix.
- PRISME. V. PREME.
- PRIVÉS (*privatus*), amis, familiers. *Les baillis ne donneront rien à leurs femes, enfans, ou privés*. (Grand. Cout.)
- PRIVILEGE (*privilegia*), grâce, faveur spéciale des lois. *Privilege de cléricature*. V. CLERGIE.
— Préférence. *Privilege du propriétaire*, c'est le droit d'être payé sur les meubles du locataire, de préférence aux autres créances.
- PRIVILÉGIÉS, personnes au profit desquelles la loi établit certaines exceptions au droit commun, telles que les mineurs, les femmes, les substitués, etc.
- CAS ROYAUX ET, crimes réservés à la connaissance des juges royaux à cause de leur atrocité.
- PROCEDER, faire des actes, des poursuites, une instruction judiciaire. *Procéder juridiquement*, instruire régulièrement un procès. *Fins de non procéder*, exceptions déclinatoires.
- Passer devant.
- PROCÉDURES, règles à observer, actes à faire pour parvenir au jugement.

PROCÈS, procédure. *Procès civil*, *procès criminel*.

— (*processus*, 2), action, instance, poursuite judiciaire.

PROCÈS-VERBAL, acte dressé et certifié par des officiers de justice, constatant ce qui s'est dit ou fait en leur présence. *Procès-verbal d'apposition de scellés, de réception d caution, d'enquête*, etc.

PROCHAINETÉ (*proximus*), proximité, — parenté. *Prochain ami*, le parent le plus proche.

PROCURSUS (*procursus*). V. PARCOURS.

PROCURATION, *PROCURE* (*procura*), pouvoir donné à un mandataire pour nous représenter ou agir en notre nom. — Acte contenant ce pouvoir. *Procuration générale*, — *particulière*, — *en blanc*, dans laquelle le nom du mandataire n'est pas rempli. *Procuratio ad resignandum*, pouvoir donné par le titulaire d'un office à une personne dont le nom est en blanc, de résigner et remettre l'office entre les mains du roi. V. **PROCURER**.

PROCURER (*procurari*, 1.), fournir le nécessaire, donner la nourriture et le logement. *Procuratio* (*procuratio*), droit de gîte.

PROCURATEUR (*procurator*, en angl. *proctor*), représentant, mandataire; — (aujourd'hui *avoué*), officier qui postule, et qui défend en justice les intérêts de ses clients.

— *Procureur général*, *procureur du roi*, chefs du ministère public, représentants de l'Etat, le premier devant les cours souveraines, le second devant les juridictions royales. *Procureur fiscal*, officier qui remplissait dans les justices seigneuriales les mêmes fonctions que remplissaient les procureurs du roi dans les justices royales.

PRODES HOMES. V. **PRUDHOMMES**.

PRODUCTION, présentation de pièces dans un procès réglé par écrit, ou dans un ordre. *Production principale*, *production nouvelle*. — Ensemble des pièces produites. — *Acte de produit* ou *jour du mis*, acte qui constate le jour où la présentation et le dépôt des pièces ont été faits au greffe.

PRODIRE DES PIÈCES (*producere*),

les mettre en la main du juge. *Produire des témoins*, les faire comparaître en justice. *Produire des lois, des témoignages*, les citer, les alléguer.

PROESME ou **PROISME**, **PRESME**, **PRISME** (*proximus*), c'est le parent, le proche. V. **PRÈME**. *Promesche*, proximité, parenté.

PROFIT, gain de cause. *Défaut emportant profit*.

PROFITS FEODaux, sont les avantages pécuniaires qui adviennent au seigneur d'un fief dominant, à raison de sa directe seigneurie, comme sont les droits de relief, de quint et de requint, etc.

PROMESSE, **PROMISSION**, **PROMISE**, engagement de donner ou de faire quelque chose. *Promesse verbale*, — *sous seing privé*.

PROMOTEUR (*promotor*), ministre public dans les tribunaux ecclésiastiques.

PRONONCE, **PRONONCIATION** (*pronuntia*), jugement, sentence.

PROPOSER, alléguer, mettre en avant, prétendre. *Proposer fins de non recevoir*.

PROPRES, sont les immeubles qui nous sont échus par succession ou par donation en ligne directe; les héritages anciens et patrimoniaux, à la différence des acquêts et biens adventifs. *Propre ancien*, qui est dans la famille depuis plusieurs générations. *Propre naissant*, immeuble qui était acquêt pour la personne dont nous héritons. *L'acquêt du père est propre à l'enfant*. *Propres de communauté*, par opposition aux biens communs, sont tous les biens qui restent propres à chacun des conjoints et n'entrent pas dans la communauté.

PROPRIÉTAIRE (adj.), qui concerne la propriété. *Jugement propriétaire*. (Grand. Cout.)

PRORATA (*prorata portione*), à proportion.

PROROGATION (*prorogatio*), remise, extension, continuation de délai. *Prorogation de juridiction*, c'est l'attribution ou la reconnaissance volontaire de juridiction consentie par les parties en faveur d'un juge dont elles ne sont pas naturellement justiciables.

- PROSME. V. PROESME.**
PROTEST (protetum), sommation constatant le refus de paiement.
PROTESTATION, défense, réserves. *V. OPPOSITION.*
PROTOCOL (protocollum), registre des minutes des notaires.
 — formulaire d'actes publics.
PROUVE, PROUVANCE, PUEVE (pro-ra), preuve. *Prouveur*, celui qui fait la preuve.
PROVENDI (præbenda), prebende ;
 — provisions de bouche, portion, pitance.
PROVISION (provisiones), somme de deniers adjudgée *provisoirement*, en attendant le jugement définitif.
 — possession durant l'instance qui s'adjudge à celui qui a la possession la plus apparente.
 — exécution préalable ordonnée avant tout examen du fond. *La provision est toujours due au titre.*
PROVISOIRE, se dit des choses qui requièrent célérité et qui doivent être faites ou payées par provision. *Les aliments et les réparations sont des matières provisoires.*
PROVOIRES, PROVAIRES (præbendarius), clercs, prêtres, cures.
PRUDES GENS, sages. Prudefemme, honnête femme.
PRUDHOMMES, PRODHOMMES (probi homines), experts, arbitres, jurés. *Dict de prudhommes*, dire d'experts.
PUBERTÉ, âge auquel on est réputé capable de contracter mariage. *Pubère*, celui qui a atteint cet âge.
PUBLICATION, lecture solennelle, publique. *Publication des bans*, notification qui se faisait au prône des noms, surnoms et qualités des personnes qui se doivent marier ensemble, afin que ceux qui auraient connaissance de quelque empêchement eussent à le déclarer. *Publication des lois, des coutumes*, notification faite en parlement, solennité différente de l'enregistrement qui est la descrip-
- tion de la loi ou de la coutume sur les registres publics.
PUBLIER, interroger les témoins, — faire preuve.
PUCELLE (virgo), jeune fille.
PUCH, puits.
PUCEIS. V. POIGNEIS.
PUISAGE, droit de prendre de l'eau chez autrui.
PUISNES ou MAIXNES (postnatus), enfants venus après l'aîné.
PUISQUE (postquam), après que.
PUISSANCE, autorité, pouvoir. *Puissance paternelle, maritale*, autorité du père, du mari sur la personne et les biens des enfants et de la femme.
 — **DE FIEF**, seigneurie, privilège du seigneur.
PULVERAGE (pulveraticum), droit sur le passage des moutons en Dauphiné.
PUNAISIE, punateur. *Punais*, insecte.
PUPILLE, qui est en tutelle.
PUR, ce qui n'est chargé d'aucune clause ni condition. *Bail pur et simple. Quittance. donation pure et simple. Pure perte*, perte absolue, sans ressource. *Terre tenue à pur*, terre tenue du seigneur directement, sans moyen.
PURGE, formalités suivies pour affranchir un immeuble des privilèges et hypothèques qui le chargent.
PURGER, ôter, éteindre. *Purger un héritage*, remplir les formalités nécessaires pour le décharger des hypothèques qui le grevent.
PURGER LES ARRÉRAGES, LES DETTES, LA CAUTION, c'est payer.
 — **LE DÉFAUT, LA CONTUMACE**, c'est l'éteindre en se présentant en justice.
 — **PAR SERMENT, SE (purgatio)**, se justifier.
 — Eteindre l'accusation. *Purger la mémoire d'un défunt*, la réhabiliter.
PURPART. V. POURPARTIE.
PUTATIF (putativus), présumé, réputé tel. *Héritier putatif, père putatif.*

Q

- QUALITÉ, état des personnes, capacité, droit d'agir. *Agir en qualité de tuteur.*
- QUALITÉS DE JUGEMENT. On nomme ainsi l'énonciation qui précède le dispositif, et qui contient les noms des parties, le titre en vertu duquel elles ont agi, les conclusions, les points de fait et de droit.
- QUANQUES, tout ce que. *Quangu'il a*, tout ce qu'il possède.
- QUARANTAINE DU ROY, LA (*quarantena*; 4), trêve des XL jours ordonnée par Philippe Auguste et saint Louis, pendant laquelle ceux qui avaient le droit de se faire la guerre devaient s'abstenir de toutes vengeances et de toutes agressions contre les parents et amis de leur adversaire. Beaum. c. 60. *Jeter la quarantaine*, déclarer, dénoncer la trêve.
- QUARREL. QUARRIAUX (*quadrum*), traits, flèches.
- QUARTE FALCIDIE, retranchement d'un quart que l'héritier a droit de faire subir aux legs dans les pays de droit écrit. *Quarte Trebellianique*, le quart que peut retenir à son profit l'héritier grevé de fideicommissis.
- QUARTELAGE (*quartagium*), droit du quart prétendu par certains seigneurs sur les récoltes de leurs vassaux.
- QUARTENIERS (*quaternio*, 2), officiers municipaux commandant un quartier ou portion de la ville.
- QUARTIER, terme de loyer. — Partie de maison à louer.
— (*quadrellus*), morceau. *Quartier de vignes*.
- QUASI CONTRAT, fait qui produit les effets d'un contrat. *Quasi délit*, *quasi crime*, fait non criminel, mais qui oblige à indemniser la partie lésée, comme un délit.
- QUATORZAINES, criées ou publications de saisies qui se faisaient de deux dimanches à deux dimanches, ou de quatorze jours en quatorze jours.
- QUATRE QUINTS, quatre cinquièmes. *Les quatre quintes des propres.*
- QUEMANDEMENT, commandement, ordre.
- QUEMUNS, COMMUNS. QUEMUNE, commune.
- QUENOCILLE. V. COLOIGNE.
- QUENS OU CUENS, comte.
- QUÉRABLE. V. PORTABLE.
- QUERELLE (*querela*), plainte, demande, procès. *Querelle criminelle de dict*, c'est-à-dire d'injures. *Querelle criminelle de fait*. *Querelles fleffaux*. *Querelleur*, processif, chicanier. *Quereler*, se plaindre, accuser.
- QUERIR, QUERRE (*quarere*), chercher, demander. *Querre journée*, ajourner, donner jour pour un duel.
— Acquérir.
- QUERQUIER, DESQUERQUIER, charger, décharger.
- QUESTABLES, QUESTAUX, QUESTANS (*questales*), hommes taillables.
- QUESTE (*questa*), taille, impôt. *Queste courant*, terre de *queste*, *queste abonnée*. *Questaer*, exiger l'impôt.
— (*Questes générales*), loyaux aides, taille aux quatre cas.
— acquêt dans Beaumanoir.
— CENS A, cens querable.
— quête. *Lettres de queste*.
— enquête.
- QUESTION (*questio*, 2), toute espèce de contestation. *Question de droit*, *question de fait*. La *question d'état* est celle qui concerne l'état ou condition civile d'une personne. *Questions préjudicielles*, celles qui doivent être décidées les premières, parce qu'elles en préjugent d'autres; telles sont les questions d'état.
— torture. *Question préparatoire* est celle qui se donnait à l'accusé pour lui faire avouer son crime. *Question définitive*, se faisait souffrir au condamné pour lui faire déclarer ses complices.
- QUESTIONNAIRE (*questionarius*), celui qui donne la question, le bourreau.
- QUEUX (*coquus*), cuisinier.
- QUEVAGE (*caragium*), chef cens en Picardie. V. CHEVAGE.

QUEVAISE, QUEVASE, QUENÈSE, tenure usitée en Bretagne, qui passe au plus jeune de préférence aux autres enfants.

QUICHE, gouttière.

QUIFF, V. CHIEF.

QUIEZ, V. CHEMIE.

QUIFX, QUIEZ, qui, lesquels.

QUI FUIT, défunt, feu.

QUIGNETS, coins, bornes.

QUIGNON DE PAIN, un morceau de pain.

QUINQUANNON, QUINQUENELLE, répit et surseance de cinq années. *Hérédité et octroy d'annion et quinquannon.*

Qui ne leur faisait nul respit.
Délai, grâce, ne quinquennelle.
(COQUILLARD.)

QUINQUENNIUM, certificat de cinq années d'études théologiques.

QUINT (*quantum*, 3), cinquième.

Quint denier, droit qui se paie au seigneur féodal pour toute aliénation du fief faite à prix d'argent. Le *requint* est le cinquième du quint.

QUINTAGE, disposition du cinquième du fief. Part des puînés. *Quinter les fiefs, quinter son bien*, c'est disposer de la cinquième partie de son bien.

QUINTAINES (*quintana*, 2), joute contre un poteau ou mannequin, espèce de course de bagues.

QUINTERES (*quinteria*), terres payant le cinquième de leur produit. *Quintero* en espagnol est le nom de certains colons particuliers.

QUINTES (*quinta*, 1), banlieue, juridiction. *Les quintes d'Angers.*

QUINTOYER, disposer du cinquième de son bien. V. QUINTAGE.

— payer le droit de cinquième ou quint.

QUIS, enquis, requis, recherché. *Témoins quis et administrés.* (Grand. Coul.)

QUIST, il cherche. QUISTRENT, ils cherchèrent. V. QUERRA.

QUITANCE (*quintancia*), acte par lequel un créancier libère son débiteur.

QUITTE (*quietus*), libéré, affranchi.

QUITTEMENT, don, abandon.

— Adv., entièrement, librement, sans retour, gratuitement.

QUITTER (*quietare*), laisser, abandonner, réder, remettre.

QUITTS, quittance pour solde d'un compte en matière de finance, décharge définitive.

QROISIER, cesser, se tenir coi.

QUOTE ou QUOTE-PART (*quota*), part, portion, portion proportionnelle à toucher ou à payer. V. COTE.

QUOTITÉ, portion, quantité. *Quotité disponible. Quotité du cens se peut prescrire.*

R

RAAMBRE, RAEMBRE, RAEMBRE, REYMBRE (*redimers*), retirer, retraire. — Amender.

— Raçonner. — Racheter.

RABAIS, RABATEMENT, diminution de prix ou de quantité.

RABATEMENT DE DÉCRET, annulation de la vente faite par décret.

RABATTRE UN DÉFAUT ou CONGÉ, faire rapporter ou retraire le jugement par défaut.

RABROUEN, parler d'un ton dur et impérial. *Rabrouer un arocat en interrompt durement sa plaidoirie.*

RACAT ou RACHAT (*rachatum*), re-

couvrement de la chose qu'on a vendue en remboursant le prix de vente. *Le domaine du roi est rachetable à perpétuité.* — Remboursement du sort ou principal d'une rente constituée.

— retrait lignager.

— OU RELIEF, droit d'entrée payé au seigneur par le vassal auquel le fief est échu par succession. *Rachat abonné, rachat rencontré.*

— raçon.

RACINES, FRUITS PENDANTS PAR LES, fruits qui n'ont point encore été détachés du sol.

RACONTEMENT, procès-verbal des arpenteurs ou des experts.

RACQUIT DE RENTE, rachat.

RADEUR, roideur, rigueur.

— MESUREUR ET RADEUR DE SEL, celui qui mesure le sel à raz.
V. RAZ.

RADIATION (*radiare*), rature, anéantissement d'un acte ordonné par justice. *Radiation d'une hypothèque, d'un écrivain.*

RADYU, RADYUVER, aveu, avouer.

RAEMBERS, rédempteur. V. RAAMBRE.

RAIE, sillon. V. ROIE.

RAIEMBRE, RAJEMBRE (*redemptio*), amende, rachat, rançon. *Raiens*, racheté.

RAIGNER (*rationari*), plaider, débattre en justice. V. DESRAIGNER.

RAIN (*rama*), rameau, marque et symbole de l'investiture ou mise en possession. *Ramade*, feuillée. *Rame*, branchu.

RAIS, RAIZ (*radius*), rayon.

— (Adj.), tondu, rasé; de *raire*, raser. *Un barbier rait l'autre.*

RAISON (*ratio*), droit. *Raison écrite*, droit écrit. *L'action c'est la raison du demandeur.* (DE FONT.) On dit en ce sens *raison d'état*, *raison de famille*, pour droit ou intérêt d'état ou de famille.

— Droits, titres. *Actions, noms, raisons*. *Quitter toutes ses raisons*, renoncer à ses droits. *Perdre sa raison par droit* (C. des R.).
— (*ratiocinium*), compte. *Livres de raison*.

— mesure. *Raison de meunier*.
V. RAZ.

RALER, retourner.

RAMAGE (*ramagium*), droit des usagers de couper des branches dans les bois. — Redevance payée pour ce droit. *Ramateur*, le garde qui perçoit le droit.

RAMAGES, RAMEAUX, branches d'une même famille sortant d'une souche ou tronc commun.

RAMENTEVOIR, *rementus*, faire res-souvenir, recorder, repeter.

RAMON, balai, d'où *ramoner*.

RAMOGNE, RAMOSNE, raillerie, blâme, chicane.

RANCHEOIR, retomber. *Rancheute*, récédive.

RANCOR (rancor), rancune, désir de la vengeance.

RANÇON (*redemptio*), rachat.

RANDE, rente.

RANDERS, RANDEUR, caution, répondant.

RANDON, roideur, rapidité, force.

RAPLEGER, cautionner.

RAPOSTIR, RAPOESTIR, remettre en *poste* ou puissance.

RAPPEL DE SUCCESSION, disposition par laquelle le testateur rappelle à sa succession l'héritier exclu par la coutume, tel que la fille dotée, ou celui qui ne peut succéder par défaut de représentation, etc.

— DE BAN ET DE GALÈRES, ordre de revenir de l'exil ou du bagne, grâce.

RAPPELER PAR BOURSE, retraire.

RAPPORT (*rapportum*), récit, exposition de l'affaire faite par un des juges. *Conseiller rapporteur*. *Rapporteurs de chancellerie*. *Rapporter* (*rapportare*), faire le rapport. *Son affaire se rapportera ce matin*.

— se dit des sommes ou des héritages que l'héritier est obligé de remettre dans la succession avant de la partager. *Choses rapportables*.

— ET DENOMBREMENT, aveu.

— SOLENNEL, c'est la dessaisine faite en main de juges. *Rapporter son fief dans la main de son seigneur*.

— ET HYPOTHÈQUE D'HÉRITAGE, nantissement.

— (*portus*), revenu. *Rapporter*, produire.

RAPPROPRIER A SA TABLE, unir à son fief. V. TABLE.

RAPPROXIMER (*reapproximare*), retraire, racheter.

RAPTEUR, ravisseur.

RASTELAGE (*rastellagium*), corvée qui consiste à étendre et faner les foins seigneuriaux. — Glanage.

RASTELER ESTEULE D'ACTRET, glaner.

RASTOUBLE, RASTOUL, chaume, paille.

RAT (*raptus*), rapt, enlèvement par force ou par séduction. *Rat si est fame efforcée*. (Etabl.)

RATE (*rata*, 3), portion. V. PROBATA.

RATIFICATION, RATIFICATION (*ratificatio*), confirmation, approbation d'un acte.

— **LETTRES DE**, sont des lettres du grand sceau que l'acquéreur d'une rente sur le roi obtient à l'effet de purger les hypothèques que son auteur aurait pu constituer sur ladite rente.

RAVAL, rabais, diminution.

RAVESTISSEMENT D'HERITAGE (*reinvestiture*). L'ensauvement fait devant le magistrat. *Ravestissement entre deux conjoints*, c'est le don mutuel. *Ravestissement ou entravestissement de sang*, est un droit en vertu duquel le survivant des conjoints jouit en usufruit de la moitié des héritages cotiers des enfants. V. **REVESTISSEMENT**.

RAVOIER, remettre dans la voie, redresser.

RAVOIR, **RAVOIRIR**, recouvrer, obtenir. *Ravoir sa cour*, obtenir le renvoi devant sa cour.

RAZ, **RANIERE**, **REZEUX** (*rasa*), mesure de grains ou de sel. Mesure raze, sur laquelle on a passé la peulette, à la différence de la mesure comble, ou adaltee.

RE en composition signifie une seconde fois. *derechef*. *Revoir*, *revoir*, *rebail*.

REAGGRAVE (*reaggravatio*), seconde excommunication qui aggrave les peines de la première. *Fulminer une réaggrave*. *Réaggraver*.

REAJOURNEMENT, nouvelle assignation. *On l'a réajourne sur le défaut*.

REAL, réel. *Réalment*, réellement. — Royal.

REALISER, rendre réel, effectif. *Réaliser un contrat*, c'est reconnaître le contrat par-devant le seigneur, afin d'acquiescer droit réel et hypothèque, et d'être nanti. *Rente réalisée et nantie*. La *clause de réalisation* est celle par laquelle on stipule que des meubles resteront propres à l'un des futurs époux, et n'entreront point dans la communauté.

REALME, **REACME**, royaume. *Réalment*, royalement.

REAPPROPRIER, retirer par retrait féodal ou lignager.

REASSIGNATION, nouvelle assignation, — nouvel assignat.

REATU, ÊTRE IN (*reatus*), être en état d'accusation.

REBLANDIR, *est blanda dominum adoriri*, c'est retourner vers le seigneur féodal pour connaître la cause de la saisie qu'il a pratiquée, ou pour savoir s'il blâme l'avcu et le dénombrement. Duc. V. **REBLANDIMENTUM**.

REBRICHES (*rubrica*). Voyez **REBRICHE**.

REBUTER, **REBOUTER**, refuser, rejeter. *Rebuter garants*, reprocher les témoins.

RECÉLER (*recelare*), cacher un objet volé.

RECEPISSE (*recepisse*), reçu constant la remise de pièces, de titres, d'argent.

RECEPT (*receptum*), droit de gîte. V. **RECEP**.

RECEPTION, admission, acceptation. *Réception en foi et hommage*. *Réception au parlement*.

RECET, **RECHET** (*receptaculum*), retraite, habitation.

RECETER, **RECAITER**, recéler. *Recheteur*, recéleur.

RECETTE (*recepta*, 2^e), argent reçu, chose reçue, — bureau où l'on reçoit. — Action de recevoir.

RECES DE L'EMPIRE (*recessus*, allem. *Abschied*), décisions de la diète germanique.

RECEVOIR, admettre, donner entrée. *Preuves recevables*, preuves admissibles. *Fins de non recevoir*, exceptions déclinatoires.

RECHACIER, **RACHASSIER** (*rechaciare*), affiner, séparer l'or ou l'argent des métaux moins précieux qui y sont mêlés.

RECHARGE, surcharge, surcroît.

RECHER, **DE**, de nouveau, une seconde fois. *Promettre derechef*.

RECHEROIR. V. **RANCHEOIR**.

RECHERCHE (*recercatio*), enquête, faire la recherche des faux nobles. Examen, perquisition. *Rechercheur de mesures*.

RECHERCHER (*recercare*), demander compte, poursuivre.

RECIDIVE (*recidiva*), rechute dans une même faute.

RECIPÉ, ordonnance de médecin.

RÉCIPENDIAIRE, celui qui doit être reçu dans quelque charge, ou subir un examen pour obtenir quelque grade.

RÉCISION. V. **RESCISION**.

RECLAIM, **RÉCLAME**, **RÉCLAMATION**,

- demande, plainte. V. CLAIN, COMPLAINTÉ.
- RÉCLAMER** (*reclamare*), redemander, poursuivre, revendiquer. *Réclamer l'espace, réclamer son homme ou femme de corps. Réclameur, réclamation (reclamatio)*, opposition, revendication. *Réclamation et contredit.*
- RECOGNITIF**, TITRE, celui par lequel on reconnaît une précédente obligation.
- RECOLEMENT D'INVENTAIRE**, DE SAISIE, c'est la vérification qui a pour but de constater l'existence des meubles inventoriés ou saisis.
- RECOLER**, FAIRE LE RECOLEMENT (*recolamen*), c'est rappeler les témoins et leur lire leur déposition pour voir s'ils n'y veulent rien ajouter, et s'ils y persistent. *Témoins recolés et confrontés.*
- RECOMMANDATION**, opposition mise à la sortie de prison d'un détenu.
- RECOMMANDER**, SE. V. COMMANDE.
- RECOMPENSE**, *recompensa*, indemnité, dédommagement.
- indemnité due à l'un des conjoints par celui des deux qui a profité des deniers de la communauté.
- RECONDUCTION** (*reconducere*), renouvellement, prolongation d'un bail ou d'une location.
- RECONNAISSANCE** (*recognitio*), aveu par écrit d'un fait, d'une dette, d'une obligation. *Reconnaissance d'écritures*, — *d'enfant naturel*, — enquête.
- droits de mutation dans les coutumes du Lyonnais.
- RECONNAÎTRE** (*recognoscere*), avouer. *Se reconnaître vassal.*
- RECONVENIR**, demander à celui qui demande. Se constituer demandeur par le moyen de ses défenses.
- RECONVENTION**, conclusions par lesquelles le défendeur se constitue demandeur à son tour. *Une reconvention bien fondée emporte de droit la compensation.*
- convention nouvelle. *Le prix de cette ferme a été augmenté par une reconvention.*
- RECORD** (*recordum*), souvenir, récit, témoignage, enquête judiciaire. *Recorder*, réciter un fait, en témoigner. *Se recorder*, se rappeler.
- Le *record de Cour* avait lieu quand la Cour se *recordait*, c'est-à-dire rappelait son arrêt non écrit, donné dans un précédent parlement; *record* est ainsi quelquefois synonyme de jugement.
- RECORD D'HOMMES**, RECORD DE LOY, c'était l'enquête qui certifiait le jugement rendu ou la coutume existante. *Criées recordées*, c'est-à-dire rapportées ou reconnues aux plaids par le sergent qui les a faites. *Exploit recordé*, qui a été fait par le sergent en présence de témoins ou *records*.
- RECORDEURS**, RECONS (*recors*), témoins, — témoins assistant les sergents dans certains actes de leur ministère.
- RECOURRE**, V. RESCOURRE. *Recourre les moindres (recurrere)*, c'est en altérer le titre légal.
- RECOURS** (*recursus*), 1° action en garantie ou en dommages-intérêts.
- RECOURSSE**, V. RESCOURSSE.
- RECOURVEMENT** (*recuperatio*), recette, rentrée. *Recourvement de deniers, de titres.*
- RÉCREANCE**, RECRÉANCE OU RENDRE (*recredentia*), c'est la possession provisoire de la chose qui est en procès, laquelle s'adjuge à celui qui a le droit le plus apparent. *Sentence de récreance*. V. MAINTENUE.
- rentrée en possession, restitution, reprise d'un objet saisi. *Récreance de bétail pris en dommage; faire récreance et déliérance; récreance de fruits em-pêchés; biens recrus et rendus; récréancer.*
- RECRÉANT**, RECRE (*recrediti*), las, rendu. *Jamais François ne furent rus recrus de bien faire.* — Celui qui, dans un combat singulier, se déclare vaincu, se rend. — infâme, déshonoré. *Recréandise*, action de se rendre, lâcheté.
- RÉCRIMINER** (*recriminatio*), accuser son accusateur.
- RECROIRE**, RECRÉANTER (*recreredere*), rendre, ressaisir. *Recroire les namps à pleyes*, rendre les gages aux cautions. *Recroire et estargir criminels*. Chose *recrus*, chose rendue.
- RECUSOIRE**, ACTION. V. RECOURS.
- RÉCUSER**, refuser le juge, alléguer

des motifs qui l'obligent à ne point prendre connaissance de l'affaire.
REDARGUER, repréhender, répondre.
REDEVANCE ou **REDEVOIR** (*redibentia*), toute espèce de prestations auxquelles sont tenues le vassal ou le censier. Le *redevancier* est celui qui doit la prestation.

— Reliquat.

REDHIBITOIRE, qui a pour effet ou pour but la nullité de la vente d'une chose défectueuse. *Vice redhibitoire*; action *redhibitoire*.

REDIMER, SE (*redimere*), se racheter, s'exempter, s'affranchir d'une charge ou d'une rente.

REDISME, **REDIESME** (*redesima*), dîme de la dîme, onzième.

REDRESSER : *redirtgere*, réparer, expier son tort, faire droit.

REER, **REEL** (*reus*), défendeur.

REEL, qui concerne un immeuble. *Droits reels, servitude réelle*.

REFELLE, ACTION, celle qui a pour objet la poursuite d'une chose ou d'un droit, sans considération de la personne poursuivie.

RÉELLEMENT, immobiliairement. *Maison saisie réellement*.

REEMPTION (*redemptio*), rachat.

RÉFÈRE, rapport d'un incident qui, à raison de son urgence, doit être décidé par le juge, provisoirement et sans attendre l'audience.

RÉFÉRENDARE (*referendarii*), officier de la chancellerie qui fait le rapport des lettres de justice, comme des lettres de rescision et autres.

RÉFÉRER (*referre*), faire un rapport, — reporter, — encherir.

REFONDER LES DÉPENS (*refundere*), rembourser les dépens qui ont été faits. *Refusion de dépens*, remboursement des dépens.

REGAIN, seconde herbe des prés.

RÉGAL, royal. *Régale*ment, royalement.

RÉGALE (*regalia*), c'est le droit qu'a le roi de percevoir le revenu des évêchés, le siège vacant, et jusqu'à ce que l'évêque ait fait son serment de fidélité au roi : c'est en outre (ce qu'on nomme *régale spirituelle*), le droit de nommer aux bénéfices non cures qui s'ouvrent pendant la vacance du siège. *Régaliste*, celui qui a été pourvu

du bénéfice en *régale*. *Le régaliste doit plaider saisi*.

RÉGALER (*regularis*), faire entre les contribuables la répartition ou *régale*ment d'une taille imposée.

RÉGALES, **DROITS RÉGALIENS** (*regalia*), tous les droits qui appartiennent au roi en vertu de sa souveraineté.

REGARD, **RETENIR SON** (*regardum*), se réserver le droit d'assister à l'instance pour voir et regarder ce qui s'y passe.

RÉGENCE, administration du royaume pendant la minorité du roi. *Régent*, celui qui gouverne pendant la minorité du roi.

RÉGENTANT, administrateur, tuteur.

RÉGIE, administration. *Faire la régie d'une élection ou d'une généralité*.

RÉGIME, ordre, règles qui gouvernent certaines personnes ou certains biens. *Régime dotal*, *régime de la communauté*.

RÉGISRE *registum*, livre sur lequel on inscrit ou enregistre les actes publics ou particuliers. *Extrait des registres de la Cour*.

RÈGLE (*regula*), loi, ordonnance, maxime, principe.

RÈGLEMENT, ordonnance, loi, ordre établi.

— **ARRÊTS DE**, décisions que rendaient les Cours souveraines pour être observées comme loi dans toute l'étendue du ressort.

— **DE JUGES**, décision sur un conflit de juridiction entre deux Cours ou tribunaux.

REGNABLE, **REGNALE**, raisonnable.

REGNICOLES (*regnicola*), sont ceux qui jouissent en France des droits civils. — Ceux qui habitent le pays.

REGORT, V. **GORS**.

REGRAITIERS (*regatarii*), marchands en détail, revendeurs. *Vendre a regrat*, vendre au détail, vendre d'occasion. *Les regrats sont défendus sur les ports de Paris*. (Ord. de la Ville.)

REGRES (*regressus*), rentrée en possession. Droit de celui qui résigne un bénéfice de rentrer en possession si le résignataire ne remplit point ses engagements.

RÉGULIER (*regularis*), qui a fait profession dans un ordre religieux.

- RÉHABILITATION** (*rehabilitatio*), rétablissement dans les droits civils ou politiques dont on est déchu.
- REILHAGE, REIL**, soc de charrue, — droit de labourage.
- REINTEGRANDE** (*seintegratio*), remise en possession en cas de violence et de spoliation.
- REINTEGRER** (*reintegrare*), remettre les choses dans leur premier état, rétablir dans la possession, dans l'office. *Reintégrer un prisonnier*, le remettre dans la prison.
- REJET**, rebut, renvoi, report d'un article de compte à un autre endroit du compte; — renvoi d'un impôt d'un exercice sur l'autre.
- RELAIS ou LAISSES**, terres que la mer a laissées au rivage.
- (au gl. leuse), remise, abandon.
- RELATER** (*relatare*), rapporter. *Relation* (*relatio*), rapport, témoignage. *Sur la relation des notaires*.
- RELAXER** (*relaxare*), relâcher, délivrer. *Relaxation de peine*, adoucissement, diminution de la peine.
- RELEGATION**, exil.
- RELEVAGE, RELEVEMENT**. Voyez RELIEF.
- RELEVÉ**, dépouillement, extrait.
- RELEVÉE** (*relevatio*), l'après-midi, le temps qui suit la meridienn.
- RELEVER**, restituer, remettre en l'état où l'on était avant l'acte ou le jugement attaqué. *Mineur relevé*. *Relief de mineur* (*restitutio in integrum*).
- intimer devant un juge supérieur la partie qui a eu gain de cause. *Lettres de relief*, lettres royales en vertu desquelles on relève l'appel.
- ressortir. *Les appellations comme d'abus relèvent au parlement*.
- dépendre. *Fief qui relève d'un autre*.
- payer le relief (*relecare feudum*). *Relocer et droiturier son fief*; relever le fief de mains et bouche. *Relèvement de cens*.
- UN CONTRAT, en lever une seconde grosse.
- RELEVOISON**, relief. *Ventes et relevoisons*; *relevoison à plaisir* (*relectum ad misericordiam*).
- RELICTE ou GUERPIE** (*relicta*), veuve.
- RELIEF D'APPEL** (*relevatio appella-*
- tionum*). — DE MINEUR. V. RELEVER.
- DE NOBLESSE, réhabilitation.
- RELIEF** (*relecrium*), indemnité payée au seigneur à toute mutation faite autrement qu'à prix d'argent. *Relief de bouche, de cheval et armes, de plume, de rente*. *Relief à merci*, dont le taux dépend de la volonté du seigneur (*relecrium rationabile*).
- RELIGIER** (*relegere*), retirer, retraire.
- RELIGION** (*religio*), ordre religieux. *Entrer en religion*.
- RELIQUAT** (*reliquum*), ou RESTAT, reste.
- RELIQUITAIRE** (*reliquator*), celui qui est débiteur d'un reliquat de compte.
- RELOCER** (*relocare*), louer une seconde fois, sous-louer.
- REMAINDRE, REMAIGNER**, rester, demeurer. *Remain*, demeure. — Restant.
- REMAÏANT, REMENENT, REMEIGNANT** *remanentum*, restant, résidu.
- REMBRE**, racheter. V. RAAMBRE.
- REMEDE DE POIDS, REMEDE DE LOI**, la tolérance accordée aux fabricants de monnaies.
- REMEMBRANCE** (*remembrantium*), mémoire, souvenir.
- REMERE**, rachat. — (Part.), racheté.
- REMETTRE** (*remittere*), se relacher de ses droits et prétentions.
- Retablir quelqu'un en son premier état. — Renvoyer.
- S'EN, s'en rapporter au jugement de quelqu'un.
- REMIS** (*remissus*), retardataire, négligent. — Retardé.
- REMISE** (*remissio*), abandon d'un droit. *On lui a fait remise des intérêts pour être payé du principal*.
- Délai, ajournement.
- Argent remis par des négociants à leurs correspondants.
- RÉMISSION, GRACE**. *Rémissible*, qui mérite pardon. *Rémisionnaire*, gracié.
- REMPLACEMENT ou REMONSTRANCES**, discours faits par les présidents ou membres du parquet à la rentrée du palais.
- REMPLI DE PROPRES ALIÉNÉS**, c'est l'obligation de remplacer par une acquisition d'immeubles les biens

- propres de l'un des époux qui ont été aliénés, pour empêcher que le prix de ces propres n'entre dans la communauté.
- RENTIEMENT DE FIEF** (*remuagium*), droit de mutation. V. MISE.
- **DE SIGNORAGE**, changement de seigneurie.
- RENTER**, changer. *Les honours les meurs rentent*. — *Remus de germain*, issu de germain.
- RENTIER**. **RENOUVELER** (*renouellare*), retomber dans les mêmes fautes.
- RENDABLES ET JENABLES, FIEFS**, (*redblers feudum*), étaient ceux que les vassaux étaient tenus de prêter à leurs seigneurs pendant la guerre.
- RENDAGE, RENDRIE, rente, cens, redevance.**
- RENDANT, RENDRE**, comptable, gérant qui présente son compte.
- RENFORT DE CAUTION**, caution qui s'oblige solidairement avec la première caution pour garantir la solvabilité du débiteur.
- RENGREGER**, augmenter le mal, aggraver. *La plaie se rengrege*.
- RENOIE** (*renegatus*), renégat.
- RENONCE** (*renuntiare*), délaissé, abandonner. *Renoncer à la succession de son père*. — *Renoncer un immeuble*.
- RENTAGE** (*rentagium*), obligation du tenancier de payer la rente au seigneur. — Terrage, champart.
- RENTAULE, TERRE**, terre qui doit rente.
- RENTE** (*reditus*), profit que rend tous les ans quelque fonds de terre ou quelque somme d'argent.
- **FOUCIÈRE** créée par l'aliénation d'un fonds. — *constituée, colage ou volante*, établie à prix d'argent.
- **HÉRITABLE, PERPÉTUELLE**, à la différence de la viagère.
- **NOTRIÈRE**, à la différence de celle qui est inféodée.
- **SECHÉ**, qui ne doit aucun service au seigneur.
- **ENSAINÉE**, assignée sur des fonds en roture. *Inféodée*, assignée sur des fiefs, et emportant foi au seigneur féodal.
- RENTIER** (*reddituarius*), doter d'une rente. *Renteux*, qui porte rente, *terre renteuse*.
- RENTIER** (*rentarius*), celui qui reçoit la rente. — celui qui la paie.
- RENTIERCE** (*rentaria*), sequestrer. V. EXTIRPÉE.
- REXVI**, ordonnance par laquelle on reporte l'affaire devant une autre juridiction que celle saisie par le demandeur. *La Cour a renvoyé les parties devant leurs juges naturels*.
- Addition écrite en dehors du texte, et qui doit en faire partie; — trait qui indique où doit se placer cette addition.
- REPAIRER, LEVERER** (*reparare*), denieurer; être domicilié; *repaire*, domicile.
- retourner, revenir. *Repaire, repaier*, retour. *Traverse au repaire*, jusqu'au retour.
- RÉPARATION CIVILE**, dédommagement accordé par justice à la personne qui a souffert d'un crime ou d'un délit.
- RÉPARTIR**, partager entre plusieurs personnes une somme à payer. *Egale repartition*.
- Répliquer, répondre.
- RÉPERTOIRE** (*repertorium*), journal sur lequel certains officiers publics sont tenus d'inscrire sommairement les actes de leur ministère. — Inventaire.
- RÉPETER**, reprendre quelque chose sur quelqu'un.
- RÉPÉTITION**, action en restitution.
- **DE TÉMOINS**. V. RÉCOLEMENT.
- **DE QUESTION**, réitération de la torture.
- RÉPIT** ou **RESPIR** (*respectus*), délai. *Répit et souffrance ou surseance*. *Lettres de répit* ou *d'Etat*, sont des lettres du roi qui accordent au débiteur un délai pour payer ses créanciers. *Mettre le jugement en répit*, le différer. *Respirer*, délaisser, différer. *Sauf-respit*, souffrance féodale.
- RÉPLIQUE** (*replica*), réponse. *Fournir des répliques*, fournir des réponses par écrit à ce que notre adverse partie a dit contre nous dans ses écritures. *Répliques, dupliques, tripliques, quadrupliques*.
- RÉPONDRE** (*respondere*), se porter fort, garantir, cautionner. *Répons, répondant* (*responsalis*), caution.

- **UNE REQUÊTE**, c'est mettre au bas : *Soit fait ainsi qu'il est requ*, en ordonner l'exécution.
- REPOUS EN COUR**, AVOIR, c'est avoir le droit d'agir en justice comme partie, ou d'y figurer comme juge ou témoin.
- REPONSES A GRIEFS**, sont les écritures fournies par l'intimé pour soutenir le bien jugé de la sentence.
- REPORTAGE (reportagium)**, moitié de la dime.
- REPOST, REPOVAILLE, REPOSTAILLE, REPOST, EN (repositus)**, en secret. *Clam*.
- REPRENDRE UN FIEF**, le relever par la foi et l'hommage.
- REPRÉSAILLES**, revanche prise sur celui qui nous a causé un dommage. *Lettres de représailles*, lettres de marque.
- REPRÉSENTATION**, exhibition. *Représentation de meubles, d'un accusé*, etc.
- bénéfice de la loi au moyen duquel un parent qui est dans un degré éloigné succède du chef de son auteur en concurrence avec un parent plus proche en degré. *Les termes de représentation* sont les degrés de parenté dans lesquels la loi admet la représentation.
- REPRISE DE FIEF**, c'est la prise d'investiture. On nomme aussi *fiefs de reprise*, les alevés remis par le vassal entre les mains du seigneur, pour les reprendre de lui à titre de fiefs. V. **COMMANDE**.
- REPRISE EN FAIT DE COMPTE**; le chapitre de reprise contient les articles de ce qu'on représente, qu'on donne à reprendre, ou qu'il faut déduire.
- **D'INSTANCE**, acte par lequel on reprend la poursuite d'un procès contre les héritiers ou représentants de la partie qui est décedée.
- REPRISES**, tout ce qu'un des époux a droit de reprendre avant partage lors de la dissolution de la communauté.
- REPROCHÉ**, blâme, refus, rejet, réutation. *Reprocher l'aveu, le compte*, le débattre et le contredire.
- REPROCHER LES TÉMOINS (reprocare)**, contester le mérite de leurs dépositions, les récuser.
- REPROCHE**, reproche, blâme.
- REPROUVIEN**, proverbe :
Quar l'un aieit dire en reprovier :
Qui le pendu despendra
De or son col le faiz charra.
- REPUDIÉ**, **UNE SUCCESSION, UNE NOIRIE (repudium)**, c'est y renoncer, ne point l'accepter.
- REQUART**, quart de nier du quart, comme le *requint* est le cinquième du quint.
- REQUEROISSANT**, reconnaissant.
- REQUERRE**, **REQUERIR (requirere)**, demander, supplier. *Requerre*, celui qui revendique. (De Font.)
- REQUÊTE (requesta)**, est une demande faite en suppliant, dit Nicod. — *supplique*, demande adressée au juge. *Requete à fin d'opposition*.
- défenses ou mémoires fournis par les procureurs.
- **CIVILE**, recours contre un arrêt définitif qui s'obtient par lettres royaux, sur ce motif que les juges ont été égarés par faux, dol ou surprise.
- REQUÊTES DE L'HÔTEL**, l'une des juridictions du parlement de Paris, en laquelle étaient jugés les maîtres des requêtes; elle connaissait des affaires dans lesquelles étaient parties les officiers de la maison du roi ou ceux qui avaient le privilège de *committimus*.
- REQUEURRE**. V. **RECOURRE**.
- REQUINT**. V. **QUINT** et **REQUART**.
- REQUISITION, REQUISITOIRE**, demandes et conclusions du ministère public.
- REQUISITION (requesta, 2)**, exaction, redevance. V. **QUESTÉ**.
- RÈRE FIEF, RIERE FIEZ (retrofeodum)**, **RÈRE VASSAL (retrovassalus)**, arrière-fief, arrière-vassal.
- RESAISINE (resaisito)**, remise en possession. *Resaisir*, restituer, rétablir.
- RESCINDRE, RESCINDER, CASSER**, annuler un contrat ou un autre acte. *Rescindant*, moyen servant à faire prononcer l'annulation ou *rescision*. *Rescisoire*, ce qu'on obtient en vertu du rescindant.
- RESCISION**, annulation, anéantissement d'un acte, d'un contrat.

— **LETTRES DE**, lettres qu'on obtient du prince pour faire casser un acte entaché de nullité.

RESCONDER, V. **ABSCONDER**.

RESCOURRE, **RESCOURDRE** (*rescodere*, *rescuere*), retirer, ravoïr, récupérer. *Rente recoussée*, rente rachetable. *Prisonnier rescous*, prisonnier retiré des mains de ceux qui le détenaient.

RESCOUSSE ou **ESCOUSSE** (*rescussa*), reprise, recouvrement. — *Recousse d'héritage*, retrait lignager. *En escuage n'a point de recousse*. *Bastars ne puet rescourre*. — *Rescouerres*, le retrayant.

— **rebelle**.

RESRIPTION (*rescriptio*), mandat, ordre de paiement tiré sur un de nos débiteurs. — Mandat tiré par une caisse publique sur une autre.

RESERIT (*rescriptum*), lettre de chancellerie que le roi adresse aux juges pour faire exécuter ses ordres.

— sorte de bulle ou de monitoire délivré par le pape.

RESE, *reis*, allem. *Reise*, voyage, expedition.

RESERVATIONS, restrictions, ce qu'on excepte de la vente.

RESERVE (*reservum*), légitime, part donnée par la loi aux héritiers.

— **Exception**.

— (*reservatio*), **INTERDIT** ou **PROHIBITION**, droit du pape de nommer à certains bénéfices de préférence au collateur.

RÉSERVÉ, **CAS**, c'est le péché dont il n'y a que l'évêque ou le pape qui puisse absoudre.

RÉSERVER, **excepter**. V. **RÉSERVE**.

RÉSIDENCE (*residentia*), demeure, domicile.

— Demeure d'un ecclésiastique au lieu de son bénéfice, pour être toujours prêt à le desservir. *Etre obligé à la résidence*. *Les évêques et les curés sont obligés de résider*.

RÉSIDU (*residuum*), reste. *Résidu d'un compte*.

— **DE PROCÉDURE**, sont les pièces que le procureur garde devers lui, et qu'il ne produit point comme étant inutiles.

RESIGNATION (*resignare*), démission d'un office ou d'un bénéfice. *Rési-*

gnant, le démissionnaire. *Résignataire*, celui au profit duquel se fait la résignation.

RÉSILIMENT, **RÉSILIATION**, acte par lequel les contractants se départent réciproquement du contrat, et consentent à ce qu'il ne soit point exécuté. *Résilier un bail*.

RÉSIPISCENCE, retour à une meilleure conduite, à de meilleurs sentiments. *Si l'excommunié vient à résipiscence, on l'absout en forme canonique*.

RÉSIXIÈME, sixième du sixième.

RESNABLE, **RESNACLE**, **RENGABLE** (*rationabile*), raisonnable.

RÉSOLUTION, annulation d'un acte, faite par l'une des parties d'exécuter ses engagements. *Clause résolutoire*, convention par laquelle on convient qu'un contrat sera cassé si l'une des parties ne remplit point ses engagements.

RÉSOMPTION DE **PROCES**, reprise d'instance.

RÉSONDRE, annuler, casser. *Se résoudre*, aboutir à, finir par.

RESPECTIF (*respectivus*), mutuel, réciproque. *Obligation respectitive*. *Les parties ont respectivement appelé*.

RESPIT, **RESPINDRE**. V. **RÉPIT**, **RÉPONDRE**. *Ils responguent*, ils répondent.

RESPONSIF, **RESPONSIVE**, qui contient une réponse. *Ecritures responsivenesses*.

RESSÉANCE, **RESSÉANTISE**, **résidence**.

— Obligation du vassal ou estagier de rester sur le domaine du seigneur. — Rétribution payée par les bourgeois au seigneur qui protège la ville.

RESSÉANT, **RESSÉANTZ**, **RÉSIAINS**, domicilié, résident. *Caution resséante*. — *Ezoine de mal resséant*, excuse de maladie qui force à garder la maison.

RESSORT (*ressortum*), juridiction, territoire. *Juger en dernier ressort*, juger sans appel. *Ressortir* (*ressortire*), être justiciable de.

RESTERMENT, assignation. *Rester*, assigner, appeler en justice. *Retes*, accusé, défendeur.

RESTITUER, rendre, rétablir. *Restituer une partie en tous ses droits*.

RESTITUTION, remise en état. *Etre*

obligé à restitution, c'est être obligé à rendre ce qu'on a pris.

— **EX-ENTIER**, rétablissement d'une partie en tous les droits qu'elle avait avant l'acte ou le jugement qui lui porte préjudice.

RESTOR (*restaurum*). retour, dédommagement, récompense.

RESTREINDRE, limiter, modifier. *Restrictions*, limitations.

RÉTABLIR (*restabilire*), remettre en état; réinstaller quelqu'un dans la possession des biens ou des honneurs dont il est déchu, restituer.

RÉTABLISSEMENT (*restabilimentum*), restitution. *Rétablissement de communauté*, acte par lequel des époux judiciairement séparés se remettent en communauté.

RETEUIL. **RETENUE** (*retentio*, 3), protestation, réserve. *Se mettre en esgard ou connoissance de Cour, sauf son retenail*.

— retrait seigneurial.

RÉTENTION. **RETENUE**, réserve. *Rétention d'usufruit vaut autant que délivrance de la chose*.

— **DRIT DE**, droit de conserver la chose jusqu'à ce qu'on soit remboursé des avances faites à son sujet.

RETEXTUM in mente Curie, c'était une décision prise par le parlement qui ne se mettait pas en écrit. A Rome, on dit *in petto* pour les choix arrêtés, mais non encore divulgués.

RETER (*retare, relecture*), accuser.

De quelque Ysengrin l'a reté

Il est amende li fera

(Roman du Renard.)

RETEZ, accusé; en latin, *reus*.
V. **RETEMENT**.

RETIRER ou **RETRAIRE** (*retrahere*), exercer l'action de retrait, reprendre un héritage dans les mains de l'acquéreur.

RÉTORSION, représailles.

RETOUR, reversion, droit de reprendre en certains cas la chose qu'on a donnée. *Le droit de retour*, est le droit qui appartient aux ascendants de reprendre dans la succession de leurs enfants, morts sans postérité, les biens qu'ils leur ont donnés. — Le seigneur féodal reprenait également par *droit de retour*, le fief de son vassal mort sans héritiers de la

ligne par laquelle le fief était entré dans la famille.

— (*restaurum*), indemnité, dédommagement. *Gaiges et restors*.

RETOUR DE COMPTE, arrêté de compte.

RETRAIRE, retirer. V. **RETRAIT**.

— recorder, rappeler.

RETRAIT, **RETRACTION**, **PRÉMESSE**, **RACHAT** (*retractus*), action par laquelle on retire à soi un héritage aliéné; — droit de préférence dans l'acquisition d'un héritage.

Retrait lignager, droit qui appartient au parent le plus proche du vendeur, de retirer des mains du tiers acquéreur un ancien propre de la famille. *Retrait féodal ou censuel*, droit du seigneur de retirer des mains du tiers acquéreur, l'héritage féodal ou censuel, vendu par le vassal. *Retrait ecclésiastique*, droit accordé aux ecclésiastiques de rentrer dans la possession des biens d'Eglise aliénés.

— refuge, asyle, retraite.

RETRAITES, retrait. — demande en justice dans les coutumes picardes.

— relais de la mer.

RETROCEDER, rendre à un cédant ce qu'il a cédé et lui en faire une nouvelle cession. *Retrocession de bail*. *La retrocession remet le cédant en tous ses droits*.

RETRAIS, pour détenu. Guy Coquille,

t. II, p. 38.

RETULIT, expédition qu'un notaire délivre d'un acte passé par son prédécesseur.

REUBEN (all. *Rauben*), dérober. *Reubères*, voleur. V. **ROBE**.

REULE. V. **RIECLE**.

REUSER, **RUSER** (*rusare*), se réfugier, reculer, retourner sur ses pas.

REUYER. V. **ROYER**.

RÈVE (*reco*), impôt sur les marchandises importées en France. *Droit de rêve et de haut passage*.

REVENDIQUER, réclamer, poursuivre la restitution de chose qui nous appartient. *Revendication*.

REVENTE, **REVENDAGE**, vente réitérée, seconde vente. *Revente à la folle enchère*.

— **REVENTONS**, **VENTEROLLES**, **RETIENS**, **RESIÈME**, droit payé au seigneur par l'acquéreur qui a pris le paiement des lods à sa charge.

- REVERSAILES, lettres de reconnaissance, — avec et dénombrement.
- REVERSION (*reversio*), retour. *Reversible*, sujet à retour. *Tous les fiefs aliénés de la couronne sont reversibles*. V. RETOUR.
- REVESTIR. V. INVESTIR ET VESTIR.
- REVESTISSEMENT OU RAVESTISSEMENT, don mutuel entre mari et femme dans les coutumes du Nord.
- REVÈTEMENT, REVÊTURE, droits d'entrée en possession dus au seigneur.
- DE LIGNE, c'est l'attribution au plus prochain héritier de chaque ligne des biens qui proviennent de cette ligne, sans considération de la proximité de degré entre les différents héritiers et le *de cuius*.
- REVESTURE, REVESTITERE, droit dû au seigneur pour l'investiture.
- REVISIT, REVISION, nouvel examen d'un compte, d'un procès, etc.
- REVOCATION, retraction d'un acte, d'une disposition. *Revocation de legs*.
- REVOTAGE, second droit d'aveu.
- aide payé au seigneur en certains cas.
- REYCE. V. VUE, MONTREE.
- REWARD, REWARD : all. *Ward*, gardien, administrateur, — officier municipal dans les coutumes du Nord. *Reawardage*, son office.
- garde, administration. *Rescarder*, gardien, surveillant.
- « Ils (les prévôts, jures, eschevins) doivent avoir le reward, garde, « administration et gouvernement « de la loi, franchise, usage et liberté de la dite ville. »
(Privilège de Valenciennes.)
- REWARD, égard. *Reuarder*, regarder.
- REYMBRE (*redimere*). V. RAAMBRE.
- REZ, RAIZ, ras, rasé, tondu. *Rez* comme un moine.
- REZ-DE-CHAUSSEE, à rase terre.
- RIBAUT, portefaix, — soldat, — homme de mauvaise vie, scélérat.
- RIBLER, faire la débauche, voler.
- RIBLEUR, aventurier, libertin.
- RIENS (*res*), chose. *Sur toutes riens*.
- RIERE, arrière. *Rière fief*, *rière ban*, *rière caution*. Guy Coquille, t. II, p. 88.
- RIEULE, RIULLE, RIGLE (*regula*), règle, principe. *Rieuler*, gouverner.
- RIFFLER (*riffare*), enlever par force, faire *razzia*. *Riffle*, rapine.
- RIOTE (*riota*, angl. *riot*), querelle. *Riotte sans profit ne vaut riens*. *Riotter*, quereller, faire du bruit. *Riotteux*, tapageur. Le *riot-act*, bill contre les émeutes.
- RISCONTRE, paiement fictif.
- RISSIR (ital. *riuscire*), sortir de nouveau.
- Maint mauvais sont des bons isens
Et des mauvais risent les bons.
(Rom. de Rou.)
- RISTOURNE, résolution d'un contrat d'assurances pour défaut de risque ou fausse déclaration.
- RIVAGE (*ripaticum*), droit sur les marchandises qui viennent par eau.
- ROAGE, ROBAGE, ROUAGE (*rotaticum*), impôt sur les charrois.
- ROAGE, TERRE EX, celle dont la culture est divisée par roies ou sole.
- ROBE, REUBE (*roba*), linge, habillement, garde-robe.
- Vêtement des avocats et des magistrats. *Porter la robe*, être *de robe*. *Quitter la robe*, abandonner le palais.
- butin, vol.
- ROBER, ROBBER (*robare*), dérober.
- ROBERIE (*robaria*, en angl. *robbery*), larcin. *Roberres*, *robeur*, voleur.
- ROE, ROEE, REE (*rota*), roue.
- ROGATOIRE. V. COMMISSION.
- ROIAUX, DROITS (*regalia*), droits qui n'appartiennent qu'au roi seul, privilèges de la souveraineté.
- ROIE OU RAIE, RIEZ (*riga*), sillon, raie.
- sole. « L'année que la greigneur « roie porte bled. » (Beaum.)
- RÔLE (*rotulus*), feuille de papier, feuillet d'écritures; — registre, état. *Rôle des causes*, *rôle des contributions*. *Rôle d'équipage*, état des personnes qui sont sur le navire.
- RÔLES ET TERIERS, papiers terriers, registres ou sont inscrites les reconnaissances des tenanciers.
- ROMIEUZ (esp. *romero*), pèlerin qui va à Rome. *Romuage*, pèleriage.
- ROMPEIZ, ROMPEIZ, RONTIVE, RONTIZ, terres nouvellement défrichées, noyales. *Rompres*, défricher,

- ROMPTURE**, déconfiture.
RONCIN ou **ROUCIN** (*roncinus*).
V. DESTRIER. Roncinage, service de roncín.
ROTE, **ROTTE**, **ROUTE** (*roula*), troupe, compagnie de gens de guerre ou de malfaiteurs.
ROTURE, **HÉRITAGE TENU EN**, ou **VILLENAGE**, héritage tenu à cens, rente, ou service vilain, à la différence du fief qui est tenu par service noble.
ROTURIER (*ruptuarius*), homme libre qui n'est pas noble. *Les roturiers*, le tiers état.
 — (adj.), qui concerne les biens ou personnes des roturiers. *Mariage roturier; douaire, naissant roturier*.
ROC, **ROUPT**, rompu.
ROUAGE. **V. ROAGE**.
ROUE, **ROULE** (*rotulus*), rôle, registre, état. *Roulté*, roulé, mis en rouleau.
ROULEMENT, passage annuel des conseillers ou juges d'une chambre dans une autre.
ROUTE. **V. ROTE**.
ROUTIER (*ruptarii*), soldat, vétérán. *Un vieux routier de guerre ou de pratique*.
ROVER, **ROUVER** (*rogare*), prier. *Il ruete*, il prie. *Il ruist*, il demanda.
RU, ruisseau.
RUAGE, confrérie composée des habitants d'une même rue.
RUAIL, royal.
RUBRICHE, **RUBRIQUE** (*rubrica*), titre d'un livre, intitulé d'un chapitre, d'un compte, etc.
RUBRICHER, discuter, débattre.
RUER (*irruere*), jeter, tomber. *Ruer jus*, jeter à terre.
RUILLER, régler. *Ruile*, règle. *Ruile qui ne faut, ne ne ment*.
 — Rouler. *Jeu de la rule*, jeu de boule.
RUN, rang, tour.
RUPTURE. **V. ROMPTURE**.
RURAUX, **BIENS** ou **HÉRITAGES**, biens roturiers.
RUYER. **V. ROUYER**.

S

- SACAGE**, **SACQUAGE**, droit sur chaque sac de grains.
SACER, **SACHER**, **SACQUER** (esp. *sacar*), tirer, dégainer.
Dieu sache le povre del femier.
 — *Sacheur de dents*, arracheur de dents.
SAETE, **SAGETTE** (*sagitta*), flèche, dard.
SAGE, **SAIGE** (*sapiens*), expérimenté, savant. *Sages homs*, jurés, jurisconsultes. *Respons de sages homs* (*responsa prudentum*). — *Faire sage*, instruire.
SAILAC, **SAILL**, scel.
SAICHANCE, science, connaissance. *Saicher gre*, savoir gre.
SAILLER, sauter, sortir. *Saillir sus*, se lever.
SAINTEURS, **SAINTIERS**, **SAINTS**, hommes qui se déclaraient serfs de quelques saints (Brussel, p. 945). — Serfs d'Eglise.
SAINTE, **CHENTRE**, droit du seigneur de faire pâturer son bétail dans les lieux non cultivés, et ce par préférence à tous autres.
SAINTS (*sancta*), reliques, évangile. *Jurer sur les saints*.
SAINTUAIRE, sanctuaire. — Reliques.
SAISIE, **SAISISSEMENT**, mise de biens sous la main de justice.
 — **ARRÊT** ou **OPPOSITION**, saisie faite par un créancier sur son débiteur, entre les mains du débiteur de ce dernier, ou *tiers saisi*.
SAISIE BRANDON, saisie des fruits pendants par racine. **V. BRANDON**.
 — **GAGERIE**, arrestation faite par le propriétaire des meubles et effets qui sont affectés par privilège au paiement des fermages et loyers.
 — **IMMOBILIÈRE** ou **RÉELLE**, saisie des immeubles du débiteur pour en faire faire la vente par autorité de justice.
 — **REVENDEICATION**, saisie entre les mains d'un tiers d'un objet sur lequel on prétend avoir un droit de gage ou de propriété.

SAISINE (*seisina*), possession, mise en possession, investiture.

Donc contrai un home au terroir
 Ser un bordel tendit sa main.
 Plaing poung print de la courreture.
 Au duc tourna a grant aleure
 Mire, dist-il, avant venez,
 Ceste saisine recovez,
 Ite ceste terre vous saisis,
 Vostre est sans doute le pais.

(Rom. de Rom.)

« La saisine est la possession actuelle d'un héritage en laquelle le vendeur met l'acheteur. Elle fait le même effet à l'égard des immeubles, que la tradition en matière de meubles. » (Dict. de Richelet.)

— **ET NOUVELLETÉ**, **CARDE**, a lieu lorsqu'on a troublé quelqu'un en sa possession et jouissance.

— **DESSAISINE**, **DROIT DE**, ou **DROIT D'ENTREE ET D'ISSUE**, droit payé au seigneur par le nouvel acquéreur quand il est mis en possession de l'héritage censuel.

SAISINEUR, gardien judiciaire.

SAISIR *saisire*, arrêter les biens d'une personne et les mettre en main de justice. *Saisir les meubles: saisir réellement.*

— mettre en possession, investir. *Le pied saisi le chef; l'hoir saisi le rif. — La cour est saisie de l'affaire.*

SAIVE. V. **SAGE**.

SALADE, casque.

SALAGE, **SALAIGE**, droit sur le sel, gabelle.

SALÉ, provision de sel. *Franc salé*, provision de sel accordée gratuitement à certains officiers et magistrats.

SALIQUE, **LOI** (*Salica lex*), première coutume des Francs saliens.

— Loi de la succession au trône de France. — Loisel donne souvent à ce mot le sens d'*anciennes coutumes françaises*.

SALLE (*sala*), hôtel, cour, juridiction. *Coutume de la salle de Lille.*

SALME (angl. *psalm*), psaume. *Salmoier*, psalmodier.

SALVAGE, **SALVANCE** (*salvatio*), sauvegarde.

SALVATIONS, écritures en réplique pour sauver la défense ou contre-dits, des objections de la partie adverse, pour défondre un compte

par exemple, ou soutenir la vérité des témoins produits. *Bailler salivation de lettres et de témoins.*

SAMET, **SAMYT** (all. *Sammet*), étoffe de soie, — velours.

SANG (*sanguis*), parenté, frère de demi-sang, frère utérin ou consanguin. *Sanguinité*, parenté.

— haute justice.

SANLER, sembler, croire. *Sanlaule*, semblable.

SANS MOIEN, **SEIGNETRA**, seigneur direct et sans intermédiaire.

SAON, **SAONNEMENT**, reproche de témoins. *Saonner*, reprocher. *Sans saon*, sans reproche.

SAPIENCE, sagesse, prudence, finesse. *Pays de Sapience*, Normandie.

SARCU, **SARQUET**, cercueil.

SARD, **SAURE**, essart. *Sarter*, défricher.

SAS, **SACHETS**, **FRÈRES** (*saccarii*), carmélites.

SAL, sel. *Saunier*, marchand de sel; officier du grenier à sel. *Faux saunage*, contrebande du sel.

SAUF-CONDUIT, **SAUF-VENANT**, sûreté pour aller et venir.

SAUTIER (*psalterium*), psautier.

SAUVAGINE, **SAUVECHINE** (*salvagium*), bêtes sauvages, gibier.

SAUVE, **SAUVEGARDE** (*salvatio*), protection royale ou seigneuriale.

— espèce d'interdit; lettre ou affiche aux armes du roi, par lesquelles il est défendu à toute personne de faire aucun tort au lieu et à la personne que le roi prend sous sa protection.

SAUVEMENT, **SAUVETÉ**, droit de protection payé par le vassal.

SAUVER (*salvare*), réserver, excepter. *Sauver les parties à se porceoir devant juge*, renvoyer les parties devant le juge compétent. *Sauver les témoins*. V. **SALVATIONS**. *Sauf*, hormis, excepté.

SAUVETÉ, assurance, caution, sûreté.

SAUVOIR, **SAUVOIER**, réservoir.

SAVART, friches.

SEEL, **SEEL** (*sigillum*), sceau, cachet. *Le grand sceau* ou *sceau de la chancellerie* portait la figure du roi et servait à expédier toutes les lettres de commandement et de finance, et les décisions du

- conseil d'État, ou du grand conseil. *Le petit sceau ou sceau de petite chancellerie et de justice*, portait seulement les armes du roi, et servait à expédier les actes de justice. *Contre-scel*, petit cachet qui se met à côté du sceau principal.
- SCÈLLES, apposition du scel royal ou de justice sur des effets mobiliers pour en empêcher le détournement.
- SCHEDULE, cédule, chiropgraphe, sous seing-privé. *Créanciers scéduliers*, créanciers chiropgraphaires. — exploit. V. CÉDULE. *Une cause appelée par scédule hors de rôle*.
- SCATTIN, vase qui contient les suffrages, — vote secret.
- SE, si. — s'il. — son, sa, ses. — à moins que. *Se moi non*, sinon moi.
- SÉANCE, droit d'avoir place dans quelque assemblée. — Temps que dure une assemblée.
- SECOURGEON, secourgeon. orge.
- SECRETAIN, SEGRETAIR, SOGRETAIR, sacristain.
- SECRETE ROYALE, trésor. chambre des comptes.
- SECS, DENIERS, ARGENT SÈS, argent comptant.
- SÉCLARISER, c'est faire passer de l'état religieux à celui de prêtre séculier; en parlant des biens. c'est tirer un bénéfice de la règle particulière de quelque ordre religieux. — Aujourd'hui ce mot signifie, retirer certains biens du patrimoine de l'Eglise et les remettre dans le commerce, comme toute autre propriété laïque.
- SÉCULIER, qui n'est pas religieux ou régulier. *Prêtre séculier*. — qui est du siècle, qui n'est pas de l'Eglise. *Puissance séculière*. *Bras séculier*.
- SED, SEC, siège. — Eglise cathédrale.
- SEEL. V. SCEL.
- SEENT, soient.
- SÈEN, SOIER (*secare*), couper, faucher, scier. *Soier en prés*, faucher. *Je soie mes bleds*, je fais la moisson. *Sèerres*, sèur, moissonneur.
- SEGNOR, seigneur. *Segnorage*, seigneurie. *Segnorir*, seigneuriser, gouverner, commander.
- SEGRAGE, SEGRÉAGE, droit du cinquième de la coupe des bois dû par le vassal. (De *segregare*, mettre à part.)
- SEGRAYER, SEGRÉER, SEGRAIS, SEGRIS (*secretarius*), receveur du droit de segréage, forestier, griuer.
- SEGRE, suivre.
- SEIGNER (*seignare*), marquer, signer. V. SEING.
- SEIGNEUR (*senior*), celui de qui le fief ou la censive sont tenus. *Seigneur censier*, *féodal*, *dominant*. — propriétaire. *Tant vaut le seigneur, tant vaut la terre*. — mari.
- DE LOIX, jurisconsulte.
- SEIGNEURIE (*dominium*), domaine éminent. — propriété. — puissance.
- SEIGNEURIER, commander, gouverner, dominer, être seigneur.
- SEIGNORAGE, SEIGNEURAGE, droit du seigneur, — droit qui revient au roi sur la fonte des monnaies.
- SEING, SEIGNAC (*signum*), signature. *Seing privé*, signature d'un particulier.
- signe, marque. « Et oui dire au bon roy, qu'il eust voulu avoir été seigné d'un fer tout chaud, et il eust pu tant faire qu'il eust ouste tous les juremens de son royaume. » (JOINVILLE. Hist. de st. Loys.)
- cloche, d'où *tocsin*.
- SÊIR (*sedere*), s'asseoir. *Sêis*, siège. *Sêis réel*.
- SELE, SELETTE, petit siège de bois sur lequel on faisait asseoir l'accusé.
- SELLE. V. SCÈLLES.
- SEMBLANCE, SEMBLANT, mine, physionomie, ressemblance.
- SEMESTRÉ, espace de six mois. *Parlement semestral*, parlement qui ne siège que six mois.
- SEMI-PRÊVE OU PRÊVE SEMI-PLEINE, commencement de preuve, — présomption.
- SEMOIGNER, SEMONDRÉ, SEMONNER (*submonere*), ajourner, mander, assigner. *Semonce*, avertissement, sommation. *Semois*, assigné.
- « Quant un borjois par notre semonce vendra à notre court, soit pour forfet ou autre cause, nous ne le tiendrons mie, se il n'est pris au prasant forfet, mais aura licence de

« sen raler. » (Anc. cout. d'Orléans.)

SEMONDEUR, SEMONANT, SEMONEUR, crieur public, sergent, huissier.

SÉNÉSANCE (*significatio*), marque, preuve, témoignage.

SENECHAL (*senescallus*), premier officier ou surintendant de la maison du roi. — C'est aussi le nom que portaient les baillis royaux dans les provinces du midi. *Seneschauz*, siège de la juridiction du sénéchal, — ressort. *Les appels des sénéchaussées ressortissent directement au parlement.*

SENESTRE (*sinistra*), gauche. *Main senestre.*

SENNE, assemblée, synode.

SENTENCE, jugement : *De sot juge court sentence.* — Arrêt criminel.

SENTIR (*sentire*), penser, juger, être d'un sentiment, entendre.

SÉPARATION, division. *Séparation de corps*, autorisation donnée aux époux de ne plus vivre ensemble. — *de biens*, régime exclusif, de la communauté dans lequel chacun des époux conserve la libre jouissance et l'administration de ses biens. *Séparation contractuelle*, si elle est stipulée par contrat de mariage; *judiciaire*, si elle est prononcée par justice pendant le mariage.

SÉPARATION DE PATRIMOINES, distinction des biens d'un défunt d'avec les biens de son héritier; distinction que peuvent demander les créanciers du premier, pour être payés de préférence aux créanciers du second.

SEPTÈNE, la banlieue de la ville de Bourges.

SEPTÈRE, champ pour lequel il faut un septier de semence, un arpent de Paris, environ.

SEQUESTER, mettre en main tierce.

Sequestre, remise en main tierce de la chose litigieuse. — la chose elle-même, — le gardien.

SEREMENTER, faire serment, s'engager par serment.

SEREUR (*soror*), sœur.

SERF, SERS (*servus*), colon attaché à la terre. *Serfs abonnés ou coutumiers*, qui paient des redevances fixes, à la différence des *serfs* taillables à merci. *Héritages serfs*

et mortuables, héritages serviles.

SERGEANT (*serviens*), serviteur, compagnon, ouvrier. « Sires n'entres » en jugement encontre ton sergent. (*Cum servo tuo.*) » (Serm. de st. Bernard.)

— soldat. *Sergent de nuit, sergent de pied.*

— bas officier de justice chargé de l'exécution, huissier. *Sergent à verge*, — à cheval, — à masse d'argent. *Sergent champêtre, sergent volant*, garde champêtre. *Sergent dangereux*, garde des bois soumis au droit de tiers et danger. *Sergent de la douzaine*, garde de la prévôté de Paris.

SERGENTIE, SERGENTAILLE (*servientia*), office de sergent.

— tenure féodale dans la coutume de Normandie et les coutumes anglo-normandes. *Tenir par grand sergentie*, c'est tenir par service de guerre. *La petite sergentie* consiste à fournir des armes ou des chevaux, sans être obligé à servir de sa personne.

V. RASTALL. V° SERGENTIE.

SERMENT, VILAIN, blasphème.

SERORGE, SEROUR, SEROURGE (*sororius*), beau-frère, mari de la sœur, — belle-sœur.

SERPAULT, SERPOL, troussseau.

SERVAGE, condition servile; — redevance payée par le serf.

SERVANT, serviteur. *Fonds servant*, fonds chargé d'une servitude.

SERVE, SERVOIR, réserve, réservoir.

SERVICES (*servitium*), obligations que doit remplir le vassal ou le serf. *Service de corps*, obligation qu'il faut remplir en personne.

Service d'ost, service militaire. *Service de cour*, obligation d'assister à la cour de justice ou aux plaids du seigneur. *Servics haineux*, taille, corvée.

— FONCIERS, servitude, charges imposées à un fonds.

SERVIR LE FIEF, faire la foi et hommage. *Servir son jour*, comparaître au jour de l'assignation.

SERVITUDE, charge imposée sur un fonds, pour l'usage et l'utilité d'une personne ou d'un autre fonds. *Servitude apparente*, quand elle s'annonce par des ouvrages extérieurs; *continue*,

quand elle subsiste sans le fait de l'homme (ex. un droit d'égout); *discontinue*, quand le fait de l'homme est nécessaire à son exercice (ex. un droit de passage).

SEINE. V. SAISINE.

SESTERAGE (*sextariaticum*), droit sur le setier de bled.

SEU, SEUE, SEVE (*sus, sua*), sien, sienne.

SEUL, ou *Seuil*, pour *sol*. Guy Coq., t. II, p. 110.

SEULOIR, SEULDRE, SIELDRE, SOLOIR, SOULOIR (*solere*), avoir coutume. *Seult, seut*, il est d'usage.

SEURAGE, SEURETÉ (*securitas*), assurance, caution.

SEVE. V. SEU.

SEVERAL (en angl. *several*), divers, plusieurs. *Severalement, sevrablement*, à part, séparément. *Sévéance*, séparation. V. SEVRER.

SEVERONDE, SURGRONDE (*subgrundo*), gouttière.

SEVRER (*separare*), séparer, diviser. V. DÉSEVRER.

SEYER, scier, faucher.

SI, OUI, — son, sa, ses. *Ni avant*, autant. *Si n'étoit que*, à moins que. *Si que*, de façon que.

SIECLE, SIEGLE, SICLE, monde. *Homme du siècle*, laïque.

SIEGE, auditoire, prétoire, tribunal. — évêché. *Le roi prend le revenu des archevêchés, et évêchés, le siège vacant*.

— LE SAINT-, le pape et le sacré collège des cardinaux.

SIELT. V. SEULOIR.

SIEUR, seigneur, *sieur direct*.

SIEURIE, SIGNERIE, seigneurie.

SIEUTE, suite. *Sieutir*, suivre.

SIFFLER LE DROIT, se disait des préparateurs d'examen qui enseignaient les récipiendaires.

SIGNAMMENT, singulièrement, notamment.

SIGNET (*signum*), cachet.

SIGNIFICATION, notification, dénonciation d'un acte. *Signifier à personne et à domicile*.

SIGRE, SIVIR, suivre. *Signat*, il suivait.

SIMONIE (*simonia*), trafic des choses saintes.

SIMPLE, a des sens divers suivant le mot auquel il est joint. *Simple arte*, acte unique, qui ne se fait point en double, tel qu'un ar-

nir, une *sommat*ion. *Simple amende*, ou *coutumière*, est celle qu'établit la coutume, à la différence de celle qui se proportionne à la grandeur de la cause. *Simple bénéfice*, qui n'a point charge d'âmes : *les chevaux les courent*, dit un vieux proverbe, et *les dînes les attrapent*. *Simple cens*, à la différence des *cens accordables*, qui portent lods et ventes. *Simple défaut et prêt*, à la différence du *défaut sauf*. *Simple donation*, par opposition à la donation mutuelle et réciproque. *Simple gagerie*, à la différence de la saisie-exécution qui transporte et dépose les meubles en main tierce. *Simple héritier*, qui accepte purement et sans bénéfice d'inventaire. *Simple hommage*, hommage non lige. *Simple loi*, à la différence de *loi apparaissant*. V. Loi. *Simple plaids* ou *querelle*, procès sommaires, affaires de peu d'importance. *Simple plevine*, caution simple et sans obligation personnelle de la caution. *Simple saisine*, à la différence du cas de nouveleté. *Simple rendition*, vente sans faculté de rachat.

SIMULATION, déguisement d'un acte, — concert des parties à ce sujet.

SINISTRES, accidents, cas fortuits.

SIRE, souverain, seigneur, maître, mari. *Sirs des lois*, docteur en droit, jurisconsulte. *Sirerie*, seigneurie.

SIRURGIER, panser, traiter un blessé. *Sireurgien*, chirurgien.

SIVADE (*cebada*), avoine, orge.

SOCAGE, SOCCAGE (*socagium*), roture ou censive dans les coutumes anglo-normandes. *Socager*, tenant en socage.

SOCIÉTÉ, association, mise en commun.

— contrat d'association.

SOCIÉTÉ D'ACQUETS, association que des époux non communs, établissent entre eux, et qui a pour objet de mettre en commun les acquisitions faites durant le mariage.

SOCRE, SOGRE, S'OCRE (*socer*), beau-père.

— SOGREDAINE (*socrus*), belle-mère.

SODALITÉ, congrégation, association.

SODÈRE, SODÈRE (*solda*), solide, paiement du soldat.

*Ne suis pas venu pour servir,
Ne pour sodoers deservir.
(Ovide, Mac.)*

— terre qui rend un sol de rente,
— valeur d'un sou.

SODOIER, soldat. *Fief de sodoier* (*feudum soldatæ*), fief de soldat qui consiste en rentes ou deniers.

SOK, SON, SA. *La sos gent, ses gens*, les siens.

SOEF, SOEF (*suavis*), doux, gracieux, agréable.

SOEIRE, MOEIRE. V. **SOCRE**.

SOIER (*secare*), couper les blés, faucher. *Noeture*, ce qu'un homme peut faucher en un jour.

SOIF, envie, désir.

SOIGNANTAGE, concubinage. *Soiquante*, concubine.

SOIGNER, SOIGNIER, excuser, exoner. V. **EXONER**.

SOILE (*secale*), seigle.

SOMTE, SOMTE, société, partage à moitié.

SOIVRE, séparer, sévrer.

SOKEMANRIE, terre tenue sous la condition du service de charrie dans les rout. anglo-normandes.

SOLAS, SOLAZ (*solatium*), soulagement, consolation, aide.

« Li portiers, se mestiers est, ait
« solaz d'un des juenes freres. »
(Règle de saint Benoît.)

— divertissement, récréation.

SOLDE. V. **SODE**. — *Solde* veut dire aussi paiement intégral, mais en ce sens il est masculin. *Le soldo d'un compte*.

SOLDRE (*solcere*), payer, résoudre.

SOLDRIER, SODOIER, soldat. V. **SODOIER**.

SOLE ou **SOLIER, SOLIN** (*solarium*), rez-de-haussée.

SOLEMPNEL, ACTE, celui qui, à raison de son importance, est soumis à certaines formalités nécessaires à sa validité.

SOLER, SOLOIR. V. **SEULOIR**.

SOLIDARITÉ, indivisibilité d'une dette commune. *Le débiteur solidaire* est celui qui est obligé de payer pour le tout (*in solidum*), une dette commune, sauf son recours contre le coobligé. *Le créancier*

solidaire est celui qui a le droit d'exiger le paiement total d'une dette, quoiqu'il y ait des co-créanciers.

SOLR, libre, quitte, payé. V. **SOLDRE**.

SOLUTION (*solutio*), paiement, acquit, libération.

— résolution d'une question, d'une difficulté.

SOLVER, SOLVER (*solvere*), payer. *Solvable*, qui a de quoi payer.

SOMMAGE (*saumagium*), charge d'une bête de somme. — droit payé au seigneur pour cette charge. — obligation de transporter les paquets du seigneur.

SOMMAIRE, AFFAIRE, procès qui s'instruit et se juge en bref, et sans toutes les formalités ordinaires. *Procéder sommairement et de plain, sans figure de procès*.

SOMMATION, interpellation de dire ou de faire. — acte qui constate l'interpellation.

SOMME (*summa*), résultat, total. *Sommer*, additionner, faire le total.

— Résumé, encyclopédie.

— **SOMMEE** (*suma*), charge, poids.

SOMMER, interpellier. Mettre en demeure.

SOMMIER (*summarius equus*), bête de somme, cheval, coursier.

— registre.

SOMONDRÉ, SOMONER. V. **SEMONDRÉ**.

SOMNANTAGE. V. **SOMNANTAGE**.

SOMNIBANCE, outrecuidance, présomption.

SORDRE, SORDRE, SOURBRE (*surgere*), jaillir, sortir, naître. *Sorjon*, sources.

SORORCE. V. **SERORCE**.

SORT (*sors*), capital d'une rente.

SORTIR EFFET, être valable. *La sentence sortira son plein et entier effet*.

SOURSAGIX, mineur. « Il vaut mieux
« que les droitures as hoirs sous-
« sages soient conqueillies et
« gardées sauvement par la main
« du seigneur. » (BEAUM.) *Sous-agement*, minorité. *Sousbanage*, droit de mainsnec.

SOUTS HOSTE, SOUTS MANANT, manant qui ne possède rien en propre, mercenaire. — sous-locataire.

SOUCAGE, SOUCRE, tronc d'arbre. — le tronc de l'arbre généalogique, l'arbre commun.

- SOLDÉE. V. SODÉE. *Soudoier*, payer.
 SORDRE. V. SORDRE.
 — (*solvere*), payer.
 SORDUCION, SORDUCIEMENT, séduction, tromperie.
 SOUFFÈRE, A, à volonté. *Præcario*.
 SOUFFÈRE, dépendance, soumission. — Indemnité, droit payé pour obtenir la permission de posséder quelque héritage dont la condition n'est point celle du tenancier.
 SOUFFRANCE, patience, tolérance. — « Patience et attente d'une chose « qu'on nous doit faire ou payer. » (Nicod.)
 SOUFFRIR, SE, s'abstenir, se contenter de, se modérer.
 SOUFFRAITE, SOUFFRAIGE, disette, besoin, pauvreté.
 SOUGIEZ, sujets, vassaux, censitaires, tenanciers.
 SOULAS, SOULRE. V. SOLAS, SOL-DRE.
 SOULOIR (*solere*), avoir coutume.
Soult, il a coutume. *Soulent*, ils ont coutume. *Souloit*, il avait coutume. *Soulons*, nous avons coutume. *Soulant*, ayant coutume.
 SOLITE (*soluta*), solde. — ce qu'on donne de retour dans un partage ou un échange pour égaliser les parts.
 SOUMISSION, conditions auxquelles un entrepreneur s'offre à exécuter un marché.
 — acte qui établit la caution légale ou judiciaire.
 SOUPESON, SOUPPECHON, soupçon. *Soupestoneus*, suspect, accusé.
 SOUPREPRE, surprise.
 SOURDRE. V. SORDRE.
 SOURRONDE. V. SEVERONDE.
 SOUS en composition exprime un degré inférieur. *Sous-bail*, *sous-location*, bail fait par le locataire à un second locataire. *Sous-aide*, aide payé par les arrière-vassaux au vassal qui doit lui-même l'aide au suzerain.
 SOUSAGÉ. V. SOUSAGIÉ.
 SOUSCRIPTION (*subscriptio*), signature mise au bas d'un écrit.
 — engagement qui résulte de cette signature.
 SOUS-ESTABLÍ, procureur substitué,
 SOUSPEÇON, SOUSPÈTE, soupçon, suspicion, défiance.
 SOUSTENAGE, SOUSTENANCE, SOUSTENEMENT, entretien, subsistance.
 « Aucunes fois sont venues les « fames à nous pour requerre que « l'en leur délivre de leur biens « quemuns pour leur vivre et pour « leur soustenanche. » (BEAUM.) — *Soustenanche az enfans*, légitime, douaire.
 SOUSTENIR, souffrir. *Soustenir aucuns dommages*. (Grand. Cout.)
 SOUSTRACTION, enlèvement frauduleux, détournement.
 SOUTE. V. SOULTE.
 SOUTENANT, arrière-vassal.
 SOUTENEMENT, justification des articles d'un compte, pièces produites à l'appui.
 SOUTIEUX, SOUTIEX, SOUTIUS, SUTIS (*subtilis*), subtil, avisé, fin, délié. *Soutieusement*, *soutivement*, subtilement. *Soutiee pratique*, secrète mençe. *Soutil engin*, bon esprit.
 SOUTIEVETE, SOUTILÈCHE, SOUTIL-LANCE, SOUTILLETÉ, SOUTIEURE (*subtilitas*), subtilité, adresse, ruse. « Il est mestiers que nous « traitons comment l'en doit examiner tesmoins, si que par la « soutillete de le examination « leurs cuers et leur opinion soit « couneu, et la vérité esclarié de « leur tesmoignage. » (BEAUM.)
 SOUVERAINETÉ, autorité suprême. — juridiction supérieure. *Jugement souverain*, jugement en dernier ressort.
 SPORTULE ou ÉPICES (*sportula*), présent fait aux juges, — frais de justice. — *Sportule* se prend aussi pour droit de relief.
 STALLAGE (*stallagium*), redevance payée pour établir des *stalles* ou boutiques dans un marché.
 STATUT (*statutum*), loi, règlement. *Statut réel*, loi qui régit les biens. *Statut personnel*, loi qui régit les personnes. *Statuts d'une société*, règlements sociaux.
 STACLE, stable. *Stauletein* (*stabilitas*), fermeté, solidité, constance.
 STELLIONAT, fraude de celui qui vend un immeuble dont il sait n'être pas propriétaire, ou qui hypothèque comme étant libre un bien qui ne l'est plus.

STIPAL, qui tient à la souche. *Biens stipaux*, propres.

STIPULATION, convention. *Clauses d'un acte*

STYLE (*stylus*), usage, coutume, formalités. « Façon et manière de plaider et débiter les causes. » (Nicod.) — Formules adoptées par une cour de justice. *Le style du Châtelet de Paris*.

SUBGÉN, SUBJÉS, sujets.

SUBHASTATION (*subhastatio*), vente aux enchères. *Subhaster*, vendre aux enchères.

SUBIT, subitement.

SUBMISSION, soumission. *Submis*, soumis.

SUBORNER, séduire, corrompre, débaucher.

SUBREPTION, fraude commise pour obtenir par surprise quelque chose ou concession. V. **OBREPTICES**.

SUBROGATION, mise d'un tiers au lieu et place d'une autre personne, d'un créancier, par exemple.

SUBROGÉ TUTEUR, celui qui est chargé de remplacer le tuteur auprès du mineur quand le tuteur et le pupille ont des intérêts opposés.

SUBSIDE, impôt.

SUBSIDIAIRE, surabondant, ce qui vient fortifier le principal. *Moyen subsidiaire*.

SUBSTANTIELLES, FORMALITÉS, celles dont l'omission entraîne la nullité de l'acte.

SUBSTITUT, officier du ministère public sous le procureur général ou le procureur du roi.

SUBSTITUTION, institution d'un héritier faite au second degré ou à un degré plus éloigné. — *Subrogation*.

SUBSTITUTION DE POUVOIR, acte par lequel on remet à un tiers le mandat dont on est chargé.

SUCCEDER, entrer en la place, en la charge, en l'héritage d'un autre.

SUCCESSIBLE, celui qui est dans l'ordre des héritiers.

SUCCESSIFS, DROITS, droits qu'on a dans une succession.

SUCCESSION, transmission générale des biens et charges d'un défunt à la personne de son héritier.

— Ces biens et ces charges.

SUCRE. V. **SOCRE**.

SUE, sienne.

SUFF. V. **SUFFRE**.

SUFFRE, souffre, tolère.

SUTER (*suter*), cordonnier.

SUFFISANCE, capacité, habileté.

SUFFRANCE, tolérance, trêve.

SUGGESTION, captation, surprise de la volonté d'un testateur.

SUIRE, suivre.

SUITE (*secta*), cause, procès, poursuite. *Faire suite*, poursuivre en justice.

— **DROIT DE**, droit de poursuivre un serf en toutes seigneuries.

— **droit de suivre** entre les mains d'un tiers les immeubles sur lesquels on a une hypothèque ou un privilège.

SUMMAGE. V. **SOMMAGE**.

SUMMONDE, SUMMUS (*summonitio*). V. **SEMOUNDE**, **SEMORCE**.

SUPERINTENDANCE, SUPERINTENDANT, SUPERSRIPTION, surintendance, surnuméraire, suscription.

SUPPLÉTOIRE, SERMENT, serment que le juge défère d'office, soit pour faire dépendre de sa prestation la décision de la cause, soit seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

SUPPLIER, demander, présenter requête. *Le suppliant débouté de sa requête*.

SUPPLIQUE, prière, requête.

SUPPOSITION DE PART ou **D'ENFANT**, crime de faux consistant à attribuer un enfant à une personne qui n'en est point le père.

SUPPRESSION D'ÉTAT, crime de celui qui fait disparaître les preuves de l'état civil d'une personne.

SUPPRESSION DE TITRES, détournement frauduleux ou destruction violente de titres.

— **DE PART**, enlèvement d'un enfant et suppression des preuves qui constatent son existence ou condition civile.

SUR, SEUR, en composition indique l'excès. *Surbâtire*, surmener, surcuidance.

SURAN, SUSAN, SURANNE, qui a passé l'année. *Veau suranne*. — Ancien. *Susanner*, prescrire.

SCRABITRE, tiers arbitre.

SURCHARGE, mots mis sur un autre. — *Surcroît de charge*.

SURDINE, SURJETTE, enchérir. *Surdisant*, enchérisseur. *Surditte*, surjet, enchère.

SURGEON, source, fontaine.

— Rejeton, pousse nouvelle.
SURGIEN, SURGICIEN (Angl. *surgeon*),
 chirurgien.
SURINDICT, surprise, impôt extra-
 ordinaire, surcharge.
SURJET, V. **SURDIRE**.
SURSEANCE, délai, retard. *Surseoir*,
 différer, suspendre. *Supplices sur-*
sus. Paiement sursus.
SURSOUTE, retour, soulie.
SURVENANCE, arrivée d'une chose
 imprévue.
SURVIE, prolongation de la vie d'une
 personne au delà de la vie d'une
 autre personne. *Gain de survie*.
SURVIVANCE, grâce du roi en vertu
 de laquelle le titulaire d'un office
 dispose de sa charge en cas de

mort. *Survivance reçue*, c'est
 lorsque le résignataire est reçu
 dans la charge, du vivant du rési-
 gnant.
SUS (*sursum*), en haut. *La sus*, là
 haut. *Sus et jus*, haut et bas. *Me-*
tre sus, accuser.
SUSAN, V. **SURAN**.
SUSCRIPTION, inscription extérieure
 qui se met sur l'enveloppe ou au
 dos d'un acte.
SUSPICION, soupçon. *Suspicion li-*
gitime.
SUZERAIN, seigneur féodal, souve-
 rain.
SYNDIC (*syndicus*), celui qui gère
 les affaires d'une communauté,
 d'une masse de créanciers.

T

TABELLION (*tabellio*), notaire, greffier. *Tabellionage*, office, charge de notaire, — droit du seigneur d'instituer des tabellions dans ses terres. *Tabellioner*, grossoyer un acte, en délivrer l'expédition.
TABLE (Esp. *tablas*), jeu de trictrac ou de dames.
 — Biens, domaine. *Réunir un fief à sa table*.
 — Tableau. *Mis en table*, exécuté par effigie.
TABLE DE MARBRE, ancienne table qui tenait toute la largeur de la grande salle du Palais à Paris, et devant laquelle tenaient juridiction le connétable, l'amiral et le grand maître des eaux et forêts. De là est venu le nom de *table de marbre* donné à chacune de ces trois juridictions.
TABLIER, pensionnaire, celui qui vit à la table d'autrui.
TABOUR, tambour.
TABCS, querelle, débat, contestation. *Tabuster*, *tarabuster*, chagriner, quereller.
TACAIN, **TACAN** (Esp. *tacagno*), séductueux, mauvais sujet.
TACHE, TÊCHE, TESCHE, marque, signe, qualité.
 Nos bone tache ne sai dire
 Quelle ne fait en vos, bien sire.
 (Roman d'Alys.)
TAIE, V. **TAION**.

TAILLABLE, **TAILLIF**, **TAILLAÏLE**, sujet à la taille. *Taillable de haut en bas*, c'est-à-dire à merci.
TAILLAGE, **TAILLE**, **TAILLÉE** (*italia*, *tallagium*), impôt, contribution. *Taille franche*, celle qui est due par des personnes libres à la différence de la *taille servie*. *Taille haut et bas*, taille dont le seigneur fixe le chiffre suivant son caprice.
TAILLE, **TAILLOX** (*italia*), sont deux morceaux de bois d'égale grandeur sur lesquels on indique les fournitures faites, au moyen d'une commune échancrure. Le morceau gardé par le fournisseur se nomme *souche*, celui du client se nomme *échantillon*.
TAILLER, imposer une taille, répartir l'impôt.
TAILLÈRE, percepteur, collecteur.
TAILLEUR DE MONNAIES, graveur, monnoyeur.
TAILLOX, seconde taille qui montait au tiers environ de la taille principale.
TAION, aïeul, grand-père. **TAIE**, aïeule.
 — Arbres qui ont deux fois l'âge du taillis qui est en coupe; ceux de la coupe antérieure sont nommés *pérois* (pères).
TAISIBLE, tacite, non exprimé.
 ...

TALAMUS, le Thalmud, livre des juifs.

— Le coutumier de la ville de Montpellier.

TALANT, TALENT, TALLENT, amour, plaisir, désir, envie, résolution. *Talenter*, désirer, aimer.

TALAMELIER, boulanger, pâtissier, celui qui *taille* ou pétrit la pâte. « Li talemelier puent cuire les « lundis ains jour. »

(Métiers de Paris.)

TALON, peine exactement pareille au crime commis, *œil pour œil, dent pour dent*.

TALLER, presser, fouler. *Talle*, *tailure*, contusion, tumeur.

TANCE, TANGON, TENGON, querelles, disputes.

... Por bians dix est oblice
Maintes fois iro et enuanceron,
Et abaisies grans tancun.
Car quant aucuns dit les risées
Les fors tancuns sont oblices.
(Fabliau du Pauvre Mercier.)

TANS, TENS (*tempus*), temps, saison. *Tans noel*, le printemps.

TANSSER (*tensare*), quereller, disputer. V. TANGON.

TANT, A, lors, pour lors.

TANTES (*tantus*), tant, autant, si grand. *Tant motus*, en déduction.

Tant nequant, nullement. *Tantôt*, aussitôt. *Tant que*, jusqu'à ce que.

TAPINAGE, TAPINOIS (Esp. *taparse*), secret, lieu caché. *En tapin*, en *tapinage*, secrètement. *Se tapir*, se cacher, se voiler. « Li langue se monstre chou qui tapist el cuer; « de chou qui abonde el cuer, « parole li bouche. »

(Miroir du Chrestien.)

TARE, défectuosité, déchet.

TARGE, bouclier, écu. *Targer*, se couvrir d'un bouclier.

TARGER, TARGIER, tarder. *Targier*, ils tardent.

TARIF, règlement des droits à payer à l'Etat. *Tarif des douanes*, *tarif des frais de justice*. — Tableau sur lequel ce règlement est porté.

TAUSSE, TAUSSEUR (*taxare*), estimer, taxer. *Tausseation*, *tausse* (*taxa*), taxe. « Quiconques va contre l'établissement, il chiet en l'amende « qui est établie par le roi ou son « conseil, quar quant il fet les « établissements, il tausse l'a- « mené de chaus qui contre l'es-

« tablissement iroent, et chacun « baron et autres qui ont justice « en leurs terres, ont les amendes « de leur sougès qui enfreignent « les établissements selonc la « tausseation que li rois fist. »

(BEAUM.)

TAULE (*tabula*), table. *La taule de*, la table de la communion.

TAUROIT, enlèverait. TACRRA, enlèvera. TAUT, il enlève, de *taillerr*.

« Et tiex choses sont otroïée à « penre na baillis pour ce que trop « seroit deloial chil qui pour tiex « dons tauroit le droit d'autrui. »

(BEAUM.)

TAUSSER. V. TAUCER.

TAUTE, TOLTE, TOTE, TOUTE (*tolta*), impôt, exaction. « Maintien les « bones coustumes de ton royan- « me et les mauvaises abessu; ne « convoite pas sur ton peuple, ne « le charge pas de toute ne de « taille. »

(JOINVILLE. Hist. de saint LOYS.)

TAXATION, remise faite aux gens de finance sur l'argent qu'ils reçoivent pour compte de l'Etat. *Les taxations des finances peurent être saisies*.

TAXE, PRIX réglé. *Taxe du bois, du charbon*. — *Taxer*, mettre le taux sur les denrées. — Imposer.

TAXE DES DÉPENS, règlement des frais dus par la partie condamnée aux dépens.

TAY, boue, argile, fumier.

— V. TAION.

TECHE. V. TACHE.

TEMOIN, témoignage. *En témoin de quoi j'ai signé la présente*.

TEMOIN INSTRUMENTAIRE, celui qui assiste un notaire dans ses actes.

TEMPÉRANCE, TEMPRANCE, modération, ordre, arrangement, disposition.

TEMPORALITÉ (*temporalia*), biens temporels par opposition aux biens ou intérêts spirituels.

TEMPOREL, revenu d'un bénéfice ou d'une église.

TEMPTÉRES, le tentateur, le diable.

TENANCE, fief, possession. *Mettre en tenance*, mettre en possession. *Tenancier*, *tenant*, *tenementier*, celui qui tient un héritage concédé à fief ou à cens. — Détenteur.

TENANT, TENANCIER (*tenens*), possesseur.

— (adv.), proche, auprès. *Tenants et aboutissants*, héritages voisins.

TENCE, TENÇON. V. TANCE. TENSER, TENCHIER. V. TANSER.

TENDRE ET THESURER, tendre des piéges.

— (*intendere*), conclure. *Tendre, afin qu'il soit condamné*. (Grand Cout.)

TENEMENT, TENEURE, TENURE (*tenementum, tenura*), ce qu'on tient de la concession d'un seigneur ou propriétaire, fief, censive, etc., et par extension domaine, propriété.

— possession, jouissance.

Parties tiens de toy de mon grand héritage Et d'alaef en tiens-je le très-plus grande partie.

De tout mon tenement et de ma seigneurie. (Rom. de GILBERT DE ROUSSELLO.)

TENEUR (*tenor*), ce que contient un écrit, un acte. *Il faut voir la teneur du contrat*.

TENIR (*tenere*), posséder, détenir: *tenir noblement un héritage*. c'est le tenir en fief.

— Contenir. — Engager. *Tenu et oblige*.

— Exécuter. *Tenir sa promesse*.

— Estimer, penser.

— SE. se retenir.

TENRE, tenir, posséder, garder.

— (adj.), tendre.

TENUE, TENURE, possession, jouissance. V. TENEMENT.

TERGIER. V. TIERCER.

TERME, TERMINE (*terminus*), borne, limite, délai. *Termer*, assigner passé certain délai, donner jour.

— Audience, délibération. *Mettre en terme*, mettre en discussion. — Intérêts. *Termoyeur*, usurier.

Quaque l'en fait por Diex est chose trop séure.

Mais ce s'en taisas bois est tout en aventure.

Car tout se pert souvent par dés, ou par luxure.

Ou il se monteple par terme ou par saure. (Testament de JEAN DE MACHÉ.)

TERMINANCE, borne, limite, fin. *Termine*, certain, assuré, décidé, sorti de, affranchi.

TERRAGE OU CHAMPART (*terragium*), redevance annuelle sur les fruits de la terre. *Terrager*, lever le droit de terrage. *Seigneur terra-*

geau, seigneur auquel appartient le champart.

TERRIEN, terrestre. *Seigneur terrien*, seigneur du fonds, de la terre. *Habitants et terriens*, habitants et propriétaires.

TERRIER, qui concerne le sol, le territoire. *Seigneur terrier*.

— (*terrarium*), PAPIERS TERRIERS. cadastre, polyptique. *Catalogus terrarum*.

TERRUCER. TERRITOIRE, étendue d'un royaume, d'une commune, d'une juridiction.

TÊMR, taire.

TESSIER. V. TISMER.

TEST, en Angleterre (du mot *test*, coupelle, épreuve), serment exigé comme preuve qu'on n'est pas catholique.

TEST. TIEST, la tête, le crâne.

TESTAMENT (*testamentum*), disposition de dernière volonté.

TESTAMENTER, faire son testament. *Testamenteur*, exécuteur testamentaire.

TESTATEUR, TESTATRICE, celui ou celle qui a fait son testament.

TESTER, faire son testament.

TESTIMONE, TESTIMOINE, TESTMOGNANCE, témoin, témoignage, preuve.

TESTIMONIALE, PREUVE, preuve par témoin.

TESTON, petite monnaie d'argent.

TÊTE, personne, individu. *Succéder par tête*, succéder individuellement.

THESURER (*thesaurare*). V. TENSER.

THIOIS (*Deutsch* en all.), Teutons, Allemands. *Thiois*, langue thioise ou *tiesche*, langue allemande.

TIÉFAINE, TIÉFANE, TIÉFAGNE, L'Épiphanie.

TIELLE (all. *Urtheil*: *Theil*? Lat. *Tela*?), dépouilles, bien du condamné.

TIERAGE, TIERCE, TIERCHERIE.

TIERÇON (*tertia*), droit du tiers des fruits, terrage, champart. —

— Dime.

TIERCE, TIERCE SONNÉE, neuf heures du matin.

— OPPOSITION, voie extraordinaire ouverte au tiers incépagé contre un jugement en matière civile auquel il n'a pas été appelé.

TIERÇON, TIERÇONIA (*tertiare*), mettre l'enclère. *Tierçon*, enclère qui augmen... tiers

- le prix de la vente, et fait le quart du total.
- payer le tiers du cens en sus de ce qui est dû.
- TIERS** ? celui qui n'a point été partie dans un acte, dans un jugement.
- Tiers acquéreur**, sous-acquéreur par rapport au vendeur originaire.
- Tiers détenteur**, possesseur d'immeubles hypothéqués par un précédent propriétaire. **Tiers porteur**, celui à qui on a passé un effet de commerce.
- **ARBITRE**, celui qui est nommé pour départager deux arbitres.
- **COUTUMIER**, douaire.
- TIERS ET DANGIERS**, droit du tiers perçu par le roi sur la vente de certains bois. V. **DANGER**.
- TIERSAGE**, la troisième partie des biens d'un défunt que les curés exigeaient en certains lieux pour donner la sépulture.
- TIERSACBLE**, TERRE, terre sur laquelle le seigneur a le droit de *tiere*. V. **TIERRAGE**.
- TIEUX**, TIEUX, TIEUX (*tales*), tels. *Tieusement*, tellement.
- TIEUXTE**, TIEUXTE, TIEUXTE (*ta-x-tus*), *teuxte*.
- TILTRE**. V. **TITRE**.
- TIMBRE**, cloche. *Timbrer*, faire du bruit.
- marque. *Papier timbré*. *Timbrer à la marge*, c'est marquer, coter un écrit.
- TINE**, **TINEL** (*tinellum*), tonneau, baquet, — levier pour porter les baquets.
- TINEL**, hôtel, cour. *Le roi assembla ses princes en son tinel*.
- office. *Tinel le roy*, l'office où dinent les serviteurs du roi.
- TIRETAINE**, étoffe de laine.
- TIREUR**, celui qui fournit et signe une lettre de change. *Tiré*, celui sur lequel la lettre de change est fournie.
- TIRIACLE**, thériaque, remède. *Thériacleur*, marchand d'orviétan, charlatan.
- TISSIER**, TIXIER, tisserand. *Tissir*, *tixir*, tisser.
- TITRE** (*titulus*), toute pièce et tout écrit qui sert à faire foi et à prouver quelque chose. « Instruments, enseignements, lettres. » (Nicod.) *Titre authentique*, *titre privé*. *Titre coloré*, celui qui, sans être frauduleux, n'est cependant pas valable sans le secours de la prescription.
- Titre exécutoire*, celui qui réunit les conditions nécessaires pour qu'on puisse agir immédiatement contre le débiteur. *Titre nouvel*, nouvelle reconnaissance faite par le débiteur de la rente.
- le droit lui-même. *Posséder à différents titres*; *fondé en titre*.
- dignité, fonction. *Titulaire*, celui qui est revêtu de la dignité.
- TOAILLE**, TOUAILLON, TOUELLE (*toailia*), essuie-main, serviette, toile, drap de lit.
- TOCQUER**, frapper, heurter.
- TOLDRE**, **TOLLER**, **TOLLIR** (*tollere*), enlever, arracher. *Tolleres*, ravisseur. *Toult*, *toll*, il enlève. *Tolist*, *toulist*, il ôta, il prit. *Toutrent*, ils enlevèrent. *Tolu*, *to-loist*, enlevé, pris. « Et si li mors n'a point de lignage, et il ait fet « heirs aucun, et li ait enjoint que « il face aucune chose, et il ne la « fet dedans le tans establi, ce est « dedans un an, la chose li soit « toloiste qui li a esté donnée, et « viengne à la borse le roy, et s'il « a lignage, il y soit apelez li plus « près. » (Livre de justice et de plet.)
- TOLÉRANCE**, ACTE DE SIMPLE, celui qui, étant purement précaire, ne peut donner la possession ni servir à la prescription.
- TOLINIER**, **TONLOIER**, **TONNELIÈRES**, receveur du tonlieu.
- TOLTE**. V. **TAUTE**.
- TONLIEU**, **TONLIU**, **TONNEU**, **TONNIEU** (*teloneum*, en angl. *toll*), impôts, douanes, droit de passage. *Tonloier*, celui qui perçoit le tonlieu.
- TONSURE**, PRIVILÈGE DE. V. **CLERGIE**.
- TOR** (*turris*), tour. prison. *Torago* (*turrarium*), droit payé au tourrier ou geôlier.
- tour. *Chascun à son tor*.
- taureau.
- TORAILLE**, lieu où l'on met sécher les grains. — Droit du seigneur sur les grains séchés dans ce lieu. Ce droit se nomme aussi **TORELLAGE**.
- TORBE**. V. **TOURBE**.

- TORBEIR (*turbare*), troubler. *Tor-bement*, trouble, agitation.
- TORCION, exaction. *Torchouñière-ment*, à tort, violemment. *Torçonnaire*, *torçonner*, injuste, concussionnaire.
- TORFAIZ, TORSFAIT, TORSFET, injustice, dommage, outrage, forfait. « Len raconte d'un roy Philippe, « mon neul, que une fois li dit « un de ses conseillers, que moult « de torfaiz li fesoient ceulz de « sainte Eglise, en ce que il li tol- « loient ses droictures, et apêtis- « soient ses justices. » (JOINVILLE, Hist. de st. Loys.)
- TORNADOT, retour de la dot aux pa- rents de la femme.
- TORNAS, lods et ventes.
- TORNEEMENT, TORNOIEMENT, tournoi, joute. *Tornoier*, jouter, combattre.
- TORNER, retourner, revenir, rame- ner, repousser. V. TOURNER.
- TORNES DE LA BATAILLE, gages de bataille, duel judiciaire.
- TONS, TORZ (*tortus*), dommage, con- cussion, tort.
- Les bons vavassors voia-je morts,
Les grans outrages et les tors
Lor fait-on et les grans domages.
- TORSONNIER. V. TORCION.
- (adj.) tortu.
- TORTURE, « geheine, geine, ques- tion. » (Nicod.)
- TOSDIS (*tôtis diebus*), toujours.
- TOSEZ, enlevez. TOSIST, qu'il enle- vait. V. TOLDRE.
- TOSTE, TOSTÉE, rôtie, pain grillé.
- TOUCHE, bosquet, petit bois.
- TOUCHER, TOUCHIER, toucher, ap- partenir. *Les cas qui touchent au roi.*
- TOUDRE. V. TOLDRE.
- TOULTE. V. TAUTE.
- TOUR, TOURNE, TOURNÉE, retour. *Au tour de l'an.*
— retour, rapport, soulte, domma- ges intérêts.
— du chat, espace à laisser entre le mur du voisin et certaines con- structions, comme four, forge.
— DE L'ÉCHELLE. V. ECHELLE.
- TOURNE, TURBE (*turba*), troupe, assemblée. *Faire enquête par tourbe*, entendre des praticiens sur un point de coutume. *Turbier*, celui qui dépose dans l'enquête.
- TOURIER, TOURNIER, le concierge de la tour ou prison. *Tourière*, la concierge du couvent.
- TOURNELLE, chambre criminelle du parlement, dans laquelle les con- seillers siégeaient par semestre et chacun à leur tour.
- TOURNER, donner du retour. V. TOUR.
- Tourner cédule*, tirer une lettre de change sur un fonds destiné à un autre emploi. *Tourner sûretés*, donner des garanties suffisantes.
- TOURNOIS. V. PARISIS.
- TOUT, A TOUT, avec tout. *Tout quant que*, tout ce que.
- TRADITION, livraison, mise en pos- session d'une chose vendue.
- TRAIDIRE, amener en justice. *Tra- duire sa partie de juridiction en juridiction.*
- TRAIRE, TREIRE, TRÈRE (*trahere*), tirer, attirer. *Traire à temoing*, prendre à témoin. *Traire avant temoins*, les produire. *Traict*, tiré. *L'espée traicte*.
- TRAIS, FAIRE, répartir une taille, une imposition.
- TRAIT, territoire. V. DESTROIT.
- point. *Au trait de la mort*, à l'article de la mort.
- retrait.
- TRAITE, lettre de change tirée sur un correspondant.
- TRAITE, contrat, conventions. *Re- noncer à son traité de mariage.*
- TRAITE DES NOIRS, capture et vente d'esclaves.
- TRAITE FORAINE ou DOMANIALE, droit qui se levait sur toutes les marchandises qui entraient ou sortaient de France.
- TRAITEMENT, appointements attachés à une charge.
- TRAMETTRE (*transmittere*), envoyer, transmettre.
- TRANOIS. V. TRÉMOIS.
- TRANSACTE, TRANSACTION, TRANSIGÉ, contrat par lequel les parties ter- minent ou préviennent une con- testation.
- TRANSCRIPTION, copie textuelle d'un acte translatif de propriété sur les registres du bureau des hypothè- ques dans l'arrondissement du- quel l'immeuble est situé.
- TRANSPORT, transport de rentes ou d'actions.
- TRANSGRESSION. V. TRÉPAS.
- TRANSIT, passage de marchandises au travers d'un territoire.

- TRANSLATER, traduire, — transporter.
- TRANSMETTRE, TREMCHANGER (*transmutare*), changer.
- TRANSPORT, tradition d'un immeuble devant la justice du lieu où il est situé.
- cession d'une créance. *Transport de droits successifs*.
- TRAQOIR. V. TRAIRE.
- TRAPELLE, TRAPAN, TRAPE, TRAQUENARD, piège.
- TRAVAIL, tourment, peine, affliction.
- accouchement.
- TRAVAILLER, prendre de la peine, se tourmenter, se fatiguer.
- TRAVERS (*transversum*), transit, passage. *Droit de travers*.
- TRÉBUCHER, tomber. *Trebuchiez*, ruine, chute.
- TRÉBUCHET, balance à peser l'or et l'argent. *Ecu d'or trebuchant*, c'est-à-dire ayant le poids légal.
- TRÉF, TRÉS (*trabs*), poutre, solive.
- « Et tu qui en l'œil ton prime.
« Voiz si cler le testu, ne voiz
« pas lon tref ou tuen. »
(Règle de saint Benoît.)
- pavillon, tente, voile de vaisseau.
- TREFFONS, le fonds, la propriété, la seigneurie. *Seigneur trefoncier*, seigneur foncier. *Tresfondre*, acquiescer la propriété d'un bien.
- TREHUS, TREIS, TRI. V. TREF.
- TREIS (*tres*), trois. *Treiz cint*, soixante.
- TREMIL. V. TRÉMOIS.
- TREMEN, trembler, craindre. *Tremeur*, crainte.
- TRÉMOIS, TREHIS, TREMÈS (*tremistum*, *tremestum*), menus grains, comme orge, avoine, qu'on sème en mars, et qui ne sont que trois mois en terre, — saison où on les sème.
- TRÉPANCE, modération, délai.
- V. TEMPERANCE.
- TREPAS, TREPAS (*transgressio*), transgression, excès, désobéissance.
- passage, droit de passage. *Trepasser*, traverser. *Trepassants*, passagers.
- mort.
- TREPEIL, inquiétude, embarras. *Trepeiller*, *trépeller*, *tréper*, s'agiter, tressaillir.
- TRÈRE. V. TRAIRE.
- TRÉS (*trabs*), osier, au delà. *Tres-ansé*, suranné.
- (*trabs*). V. TREF.
- TRESCENS, cense, loyer. *Trescensier*, fermier.
- TRESFONDS. V. TREFFONS.
- TRESQUE, TRESCIQUE, TRESCQUES jusqu'à. *Tresci qu'à demain*.
- TRESTANT, TRETANT, tout autant.
- TRESTORNER (*trestornare*), détourner.
- TRESTOUR, détour, échappatoire, adresse.
- TRESTOUT, TRESTOURS, TRESTUIT, tout, tous sans exception. *Trestoz les jours de la semaine*.
- TRET, tire. V. TRAIRE.
- « Bon marché tret argent de bourse.
- TRETIÉ (*tractatus*), traité, récit, conte, histoire.
- TREU, TREHUS, TRÉAGE, piége, impit.
- TREUVER, trouver, *treuse*, trouvaille.
- TREVE, TRIVE (*treuga*), suspension d'hostilités. *Trees de Dieu*.
- TRICHER, tromper. *Trigaud*, trompeur. *Barre de tricherie* (*exceptio doli* dans De Font.)
- TRIER, éprouver, choisir, juger. (*To try*, en anglais, d'où *trial* jugement.) *Triage*, choix.
- TROAILLE, TROUVAILLE, TREUF, TREUVE, chose trouvée, épave.
- TRUIR, trouver.
- TRONC (*stirps*), c'est la tige généalogique.
- C'est d'un tronc fort ilastre une branche pourrie. (Boullat.)
- TROUBLER, inquiéter quelqu'un dans sa possession. — TROUBLE, spoliation.
- TROUSSEAU ou SERPOIL, linge, vaisselle et autres menus meubles apportés en mariage par l'un des époux.
- TRU. V. TREF.
- TRUANT, CENS, qui ne fait que doubler, et ne porte lods ni ventes en cas de mutation.
- TRUYER, trouver. *Truist*, il trouva.
- TRYE, volière. V. FLYE.
- TUERRES, tuteur. *Tuerriez*, tutrice.
- TUCION, garde, défense, protection.
- TUIT, tous.
- TURBE (*turba*). V. TOURBE.
- TUTERIE, tutelle. *Tutierre* ou *tucour*, tuteur.

U

U, au, ou, avec.

UISME, ITISME, huitième.

UNION, CONTRAT D', contrat par lequel des créanciers s'unissent pour faire, d'un commun accord, la liquidation des biens de leur débiteur.

UNIVERSALITÉ DE MEUBLES, c'est la totalité des meubles, ou une quotité considérée en ce cas comme une totalité.

UNIVERSITÉ (*universitas*), corps composé de plusieurs compagnies, c'est pourquoi l'on appelle de ce nom les corps savants qui sont composés de plusieurs facultés.

UN, USANCE, USAGES, coutumes. *Les us et coutumes de la mer.*

— USAGE, droit de jouir du bien d'autrui, mais seulement dans les limites de nos besoins personnels.

USAGE DES BOIS, droit d'y faire paître ses bestiaux et d'y prendre le bois dont on a besoin pour sa consommation. *Usager*, celui qui a le droit d'usage.

USAGES COMMUNAUX, les biens dont les habitants ont le droit de jouir et user en commun.

USAGÉ, USÉ, accoutumé, ordinaire, usité.

USAIRE, usage, usufruit. *Bois usaires*, bois soumis au droit d'usage.

USANCE, pratique de la banque. — Echéance, mois. *Lettre payable à deux usances.*

USANS DE LEURS DROITS, majeurs, maîtres de leurs droits. *Fille usante.*

USÈMENT, ordinairement.

USER DE MAXIME, saisir.

USEREN, usager, usufruitier.

USTENSILES D'HÔTEL, meubles meublants.

USURCAPION, acquisition de la propriété par le moyen de la possession longtemps continuée.

USURFECT, droit de jouir de la chose d'autrui, sans en altérer la substance.

USURE (*usury*), intérêt de l'argent. — intérêt excessif.

USURPATEUR, injuste possesseur du bien d'autrui. *Usurpation*, possession injuste et frauduleuse.

UTÉRIN, FRÈRE, frère de mère et non de père. V. FRÈRES.

V

VACANCE OU VACATION, c'est tout le temps qu'un office ou un bénéfice n'est pas occupé. *Bénéfice vacant par résignation.*

VACATIONS, vacances des tribunaux. — tout ce qui se paie aux officiers de justice pour leur assistance.

Vacations de juges, de notaires, de procureurs, etc.

VAIDE. V. WAIDE.

VAILLANCE (*valetia*), valeur. *Lou vaillant*, ce qu'on possède, la fortune.

VAINNE PÂTURE, pâture sur des terres non cultivées ou dépouillées de leurs fruits, à la différence de la vive pâture qui se fait dans les bois de haute futaie. *Vain pâturer.*

VAINES ET VAGUES, TERRES, friches, terres non exploitées.

VAIN (*varius*), de couleur changeante. *Manteau vain*, hermine ou petit-gris.

VALABLE, fait dans les formes, bon et régulier. *Excuse valable*, excuse recevable.

VALET DE JUSTICE, sergent.

VALIDATION, droit de faire valoir un compte, de le faire valider.

VALIDE, ce qui est fait dans les formes et doit sortir effet en justice.

VALIDER, rendre quelque chose ou quelque acte valide ou bon.

VALIDITÉ, bonté essentielle de quelque chose faite dans les formes.

VALLÉ, VARLET, jeune homme. *Valléon*, enfant.

— écuyer.

VALEUR, valeur, prix. *Le plus valoir* est ce que vaut une chose au delà de ce qu'elle a été achetée ou estimée.

VARECH, WERQ, VAREQUE, c'est une herbe que la mer pousse sur la cote, et par extension, tout ce que la mer jette au rivage.

VAREANE, garene.

VASSAL (*casallus*), tenancier féodal, celui qui a le domaine utile du fief, et qui doit la foi et hommage.

— sujet.

— courageux, brave.

« Qui moult estoit preus et vasseus. »

VASSELAGE, condition de vassal.

— service dû par le vassal, et au figuré, courage, exploits. *Les douze vasselages d'Hercules.*

VASSEUR, vassal.

VALDOIS, hérétique, sorcier.

VAUDROIT, voudrait, — vaudrait. — *Vausist*, voulut, — valut.

VAVASSEUR, arrière-vassal, vassal. — Seigneur moyen, bas-justicier.

VAVASSOURIE ou VAVASSORIE, tenure de vavasseur, fief, vasselage.

VAYER, VEHIER (*vicarius*), voyer.

VEUF, VEUVE (*vidua*), veuve.

VÉR (*retare*), défendre, prohiber. *Chose ces est plus désirée. Viable*, défendable. « Quant aucuns fet « son jardin ou son prael en lieu « prive, et là où il n'a nule veue « de voisins, et aucuns des voisins « veut maisonner joignant, len ne « lui puet pas véer le maisonner, « n'ens l'en li puet deveer quo il ne « face huis et fenestre, par quoi « les privetés dou prael ne dou « jardin soit empirées. »

(BEAUM.)

VÉRURS, témoins qui assistent à la vue d'un héritage litigieux.

VENDES. V. VENTES. *Vendage, vendition*, vente.

VENDIQUER, revendiquer, réclamer par droit de propriété. *Vendication*, revendication.

VÉNÉRIE, chasse. *Grand veneur*, premier capitaine des chasses du royaume.

VENGER EN UN FIEF. Se. c'est assigner sur un héritage déterminé une rente ou une hypothèque qui pèse de façon indéterminée sur plusieurs héritages.

VENIAT, ordonnance d'un juge supérieur qui mande un juge inférieur pour venir rendre raison de sa

conduite. *Un veniat est plus douz qu'un ajournement personnel.*

VENIR, avoir part à une succession.

Venir en ordre utile, être au rang des créanciers qui touchent ou des héritiers qui succèdent. *Venir à un*, s'accorder. *Venir avant en plaide*, se présenter en justice pour plaider.

VENOINGE, vendange. *Venoingier*, vendanger.

VENTES, VENTEROLLES, DROITS DE VENTES, VENTES ET GANTS, VENTES ET HONNEURS, VENTES ET ISSUES, LODS ET VENTES (*loddimtia*), droits payés au seigneur du fief ou de la censive quand le vassal aliène la tenure.

VENTILATION, estimation proportionnelle. — Examen. *Ventiler une cause*, l'examiner, la discuter pour la juger.

VENTRES. SUCCEDER PAR, c'est succéder par lits quand il y a enfants de différents mariages.

VENTRIÈRE, sage-femme, mairose.

VENUE, revenus, proits.

VERBAL, fait de vive voix, à la différence de ce qui est fait réellement ou par écrit. *Offres verbales*.

VERCHERE, VALCHERE, dot d'une fille assignée sur un fonds de terre, dans la coutume d'Auvergne.

VERDERIE, VERDIÈRE (*viridaria*), office et juridiction d'un verrier.

VERDIER ou GARDE-MARTEAU, CRUYER, SEGRAYER, lieutenant des grands maîtres des eaux et forêts, officier qui commande aux gardes forestiers. « Verderor, dit Rastall, « sont ainsi appelés, parce qu'une « grande part de leur office est « touchant le verd, c'est à savoir « le bois et herbe croissant en la « forest. »

VERGE (*virga*), baguette portée par les sergents et huissiers, et dont ils touchaient ceux auxquels ils signifiaient quelque exploit, en signe d'autorité et de contrainte.

— SE DESSAISIR PAR. V. ENFESTUQUER.

VERGOBRET. On désignait par ce titre le principal magistrat municipal de la cité d'Autun, capitale des Eduens.

VERGONDER, VERGOGNER, VERGUTEN, faire honte, outrager. *On ne*

*doit nullui laidanger ne vergun-
ter. (Mir. de Souabe.)*

VÉRIFICATEUR, Expert. Vérification d'écritures, expertise par comparaison d'écritures. Vérifier, examiner, comparer. — Prouver la vérité d'un fait.

VÉRIFICATION, enregistrement qui se fait dans les cours souveraines des édits et déclarations du roi.

VÊ ROI, vrai roi, Dieu.

VERRE DORMANT, c'est un verre mort et non ouvrant; une vitre attachée et scellée en plâtre, et qui ne peut s'ouvrir.

VERRIÈRES, vitraux, fenêtres. —
Verre dormant.

VESCHES, VESKES (Ital. *Vescovo*),
évêque.

VESPRES (*vesperæ*), soir. *Vesprée*, soirée, assemblée du soir.

VEST ET DEVEST, c'est la remise et la reprise de la possession entre les mains du seigneur. *Vestir et ensaisiner; vesture et ensaisinement; advestir.*

VESTIR (*vestire*), donner l'investiture, mettre en saisine et possession.

VESTUE, COUN, c'est la cour au complet, garnie de tous ses juges.

VESTUE, VESTURE, investiture, mise en possession. — Entrée en possession.

VECE. V. VCE.

VEUFVE, DROIT DE, meubles qui appartiennent à la femme dans la succession de son mari, outre son douaire.

VEXATION, dommage causé par suite de chicanes.

VIAGE, usufruit. — Tenure à vie. *Viager* (adj.), ce qui ne dure que la vie d'un homme. *Rente viagère*, *réparations viagères*. — (subs.), usufruitier. *Viageresse*, usufruitière.

VIAIRE, visage.

VICAIRE, substitut, lieutenant.

— En matière féodale, est l'homme vivant et mourant que l'Eglise et autres gens de mainmorte sont tenus de bailler au seigneur pour faire la foi et hommage, et à la mutation duquel est dû profit de fief ou de cens. *Bailler vicariat*. — *Vicariat* se prend aussi pour procuration.

VICOMTIÈRE, JUSTICE, moyenne justice. Seigneur vicomtier, moyen justicier.

VICTUAILLE (*victus*), vivres, aliments, provisions.

VIDAMES (*vicedominus*) ou *aroué* étaient les juges et défenseurs temporels des Eglises; depuis la Vidamie a été une dignité féodale tenue en fief de l'Eglise. *Le vidame de Chartres*.

Vidimus. copie collationnée et certifiée. *Vidimer*, collationner une copie avec le titre original, et certifier authentiquement qu'elle est conforme.

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ, VOUVAGE.

VIE CIVILE, droit de jouir de tous les privilèges accordés au titre de citoyen.

VIF, vivant. Le mort saisit le vif.

VIF GAGE, V. GAGE.

VIGNIER, garde des vignes.

VIGUIER (*vicarius*), lieutenant, substitut, *vicem gerens*, — prévôt bas-justicier.

VILAIN (cillanus), serf, et quelquefois, roturier. *Terres cillains. Vilains services, corvées.*

— SERMENT, blasphème.

— CAS OU MAUVAIS CAS, CRIME
délit.

**VILENER, injurier, insulter. V. VI-
LONIE.**

VILLE (*villa*), village.

Les paysans des villes et cités s'enfuyaient

VILLE BAPTICE ou **BATRICH**, village qui n'a point de commune, à la différence de la **VILLE DE LOY**.

VILLE DE PAIX, en laquelle il n'était permis au sujet d'user de guerre privées ni de se venger.

— D'ARREST, villes dans lesquelles les bourgeois avaient le privilège de faire saisir les effets et biens de leurs débiteurs forains trouvés en icelles, encore qu'ils ne fussent fondés sur aucune obligation ou cédula.

VILLENAGE, héritage tenu à cens ou redevances serviles. *Tenir en villenage*. « Nous appelons villenage » hiretage qui est tenu de soi » gneur à cens ^(ou à rente), ou » champart, car ^{il} qui en » tenus en fief, l' ^{est} manseigne » nule telle redevanche. »

VILONIE, VILENIE, LAIDE VILNIA

- injure, — action vile. *Vilains est qui fait ciloinie.*
- VINAIRE (vis major), force majeure.
- VIN DE MARCHÉ, pot-de-vin. *Vin du clerc*, gratification donnée aux expéditionnaires du greffe. — *Vin de congé*, coup de l'étrier. — *Vin d'out*, impôt sur le vin pour frais de guerre.
- VINAGE. VINAGE, VINTRAGE, droit sur le vin; — redevance en vin; — redevance payée pour les terres plantées en vignes.
- VINDICTE, vengeance. *La vindicte publique*, c'est la poursuite publique des crimes qui troublent la société.
- VINGTAIRE, VINTISME, vingtième. — Droit seigneurial, en vertu duquel le seigneur prend le vingtième des fruits de ses vassaux à la charge de les défendre et de les protéger.
- VIRER LES PARTIES, c'est payer au moyen de compensations.
- VIRILITE, âge viril, qui commence à vingt-un ans et finit à cinquante.
- VIS (vieux), visage. *Vis-à-vis*, face à face.
- (cieux), vif, vivant. *Le vis a peu d'amis, li mors nen a nus.*
- avis. *Il m'est vis, m'est avis.*
- (cetuis), vieux.
- VISA, est un acte qui confirme ou vérifie les pièces sur lesquelles il intervient.
- VISER, mettre son visa. — Examiner, visiter.
- VISITE, expertise.
- VISITER, examiner. *Procès donné à visiter au conseiller rapporteur.* (Gr. Cout.) *L'appelant est condamné aux dépens de la visitation du procès.*
- VIVELOTTE ou VIVENOTE (citalitium), douaire roturier.
- VOCÉ VOË. V. VOUCHER.
- VOË ou VÊE, DROIT, refus de faire justice, défaut de droit.
- VOIES DE FAIT, VOIES DE DROIT, moyens de fait ou violences, moyens de droit.
- VOIR, vrai. *Mettre en voir*, prouver. *Voire*, certainement, certes.
- VOIRIE ou VOERIE (advocatio), basse justice. *Basse voirie*, simple voirie; *la grande voirie* est la moyenne justice.
- ou VOYERIE, inspection des voies publiques.
- VOIRRE, verre.
- VOISIE. V. BOISIE.
- VOISER, aller. *Qu'il voist*, qu'il aille. *En quelques lieux qu'ils voient.* (G. Cout.)
- VOIX, vote. *Voix et respons.* Voyez RÉPONS.
- VOL DE CHAPON, certaine quantité de terre que le fils aîné prend avec le principal manoir par préciput et pour son droit d'aînesse.
- VOLANCE, VOLOIR, vouloir, vouloir.
- VOLET, petit colombier bourgeois et domestique, permis à ceux qui n'ont pas le privilège d'avoir colombier à pied.
- VOLT, il veut, VOLOIT, il voulait. *Voltz, vous*, voulu. *Volsit*, qu'il voulait. *Vorroie*, je voudrais.
- VOUCHER (advocare, 3), appeler. *Voucher un record; couchement de garants.*
- VOÛE. V. AVOUÉ.
- VOUERIE, VOULRIE (advocatio), puissance paternelle, garde, protection. V. VOIRIE.
- VOULSIST, QU'IL, qu'il voulait.
- VOYER, SEIGNEUR (vicarius), bas-justicier, vicomte; — officier qui a soin de la voie publique.
- VRAICH. V. VARECH.
- VU, énumération des pièces produites dans un procès par écrit, et qui ont servi à la décision. *Le vu de l'arrêt ou de la sentence.*
- V. Visa.
- VCAGE (vadum), gage.
- VCARANTIR, garantir.
- VCARDE, garde.
- VCD, VUYT, vide, vain, inutile.
- VUE, enquête, descente sur les lieux.
- ET MONSTRÉE. V. MONSTRÉE.
- MORTE, verre dormant.
- VUIDER SES MAINS, se dessaisir. *Vuidier la maison, déloger. Vuidier la cause*, l'expédier.

W

W. Dans certains dialectes du Nord le W remplace presque toujours le G.

WAIDE, guède ou pastel. WAIDIERS ou VAIDIERS, ceux qui préparent ou vendent la guède.

WAIGE, gage. WAITE, guet. WANS, gants.

WARENTIR, WARDE, WAIGNER, garantir, garde, gaigner.

WARISONS, récoltes sur pied qui garnissent le sol.

WASONS LEVÉS, gazons levés, c'est l'herbe ou le blé non coupés.

WAST, gast, dégât, dommage.

WERP ou WERS, comme le mot *saisine* se prend aussi pour le droit payé aux échevins présents à la saisine et dessaisine.

WERPIR, guerpir, déguerpir, quitter, laisser, exponcer. *Werps et saisines, héritages vendus et werpis.* « On fait le bans que nus soit « si hardis, home ne feme en tote « ceste ville, ki werpisse hiretage « qui soit dedans le pooir de ceste « vile, se il ne le werpiat en pleine « halle devant les eschievins, et « ki onkes werpiroit hiretage en « autre manière, il carroit en for- « fait de 50 livres, et seroit banis « de la ville. » (Bans et édits de la ville de Douay, 8 février 1246.)

WÉVÉE, viduité.

WIVRE (Esp. *Vibora*), vipère, guivre.

Y

YAU, eau.

YBAIGNE, araignée, — panneau de fil d'archal en forme de toile d'araignée.

YRETAGE, héritage.

YVERNAGES ou HIVERNAGES, sont les blés qui sont en terre tout l'hiver, à la différence des *marachées* ou *tremois*.

FIN DU GLOSSAIRE.

ERRATA.

- Page 29, avant-dernière ligne. *Hanlenium*, lisez *Hansenium*.
— 72, ligne 17. *Paganium*, lisez *Paganinum*.
— 77, — 2. *Gersac*, lisez *Gerlach*.
— 107, — 12. *Tractatum ; de Conturbatoribus*, lisez *Tractatum de Conturbatoribus*.
— 172, — 16. *Lugo*, lisez *Luca*.
— 173, — 29. cap. 19 ; Math., supprimez-le.
— — 36. *Illiberitanum*, lisez *Illiberitanum*.
— 229, — 31. *Hermotino*, lisez *Hermotimo*.
— 248, — 27. *Bombardius*, lisez *Bombardinus*.
— 250, — 33. *Knipscheld*, lisez *Knipschild*.
-

1401.072



THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.

CANCELLED

AUG 6 1985

WIDEN
FEB 13 2007
WIDEN
BOOK DIF

WIDEVIEW

FEB 13 2001

BRONX DIE

